This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

NOUVEAU RECUEIL
DE
TRAITÉS

d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité, de Commerce, de Limites, d'Echange etc. et de plusieurs autres actes servant à la connoissance des relations étrangères des Puissances et Etats

DE L'EUROPE

TANT DANS LEUR RAPPORT MUTUEL,
QUE DANS CELUI ENVERS LES PUISSANCES
ET ETATS DANS D'AUTRES PARTIES DU GLOBE
depuis 1808 *jusqu'à présent.*

Tiré des copies publiées par autorité, des meilleures collections particulières de traités et des auteurs les plus estimés.

PAR

GEO. FRÉD. DE MARTENS
continué par
FRÉDÉRIC SAALFELD.

*Volume supplémentaire au V*ème *Tome.*
1815-— 1822.

À GOTTINGUE,
DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.
1829.

PARSONS LIBRARY
University of
MICHIGAN

AVANT-PROPOS.

Le neuvième tome du supplément du recueil de traités, ou le cinquième tome du nouveau recueil, publié par Mr. le Baron Charles de Martens, étant incomplet, l'éditeur actuel a cru devoir y ajouter un volume supplémentaire, contenant une collection assez intéressante de traités et de conventions qui ne se trouvent pas dans l'ouvrage dont il vient de parler. Ce n'est pas que le soussigné veuille prétendre que le recueil qu'il a fait lui-même est complet, mais il tâchera du moins de le rendre aussi peu defectueux que possible. Pour faciliter les recherches dans le neuvième (cinquième) tome et dans ce volume

supplémentaire, il a jugé à propos de fondre ensemble les tables de matières de ces deux volumes, surtout comme les tables qui se trouvent à la suite du volume publié par Mr. le Baron Charles de Martens sont peu exactes. Le onzième tome (le septième du nouveau recueil) qui comprendra les années de 1827 et de 1828, paroîtra incessamment.

Gottingue
ce 20 Mars
1829. FR. SAALFELD.

1815 Maasstabe der gesammten fiscalischen Einkünfte abtheilen zu müssen behauptet, Königl. Preufs. Seits hingegen sie, zu Folge der deshalb erlassenen Edicte, für auf die Landaccis-Einkünfte fundirt halten, und deren Abtheilung nach dem Verhältnifs, in welchem die nurgedachten Einkünfte auf jeden der beiden Landestheile fallen, bewirkt wissen wollen, auch der eigentliche Betrag der gegenseitig verschieden angenommenen beiderlei Einkünfte zur Zeit genau nicht auszumitteln gewesen, so hat man, zu Beschleunigung dieser für beide Theile so dringenden Angelegenheit, sich, auf diesfallsigen Vorschlag des obgenannten Kaiserl. Oesterreichischen Herrn Vermittelungs-Commissarii, über gewisse Durchschnittssummen vereinigt, und nach fernern darüber gepflogenen Unterhandlungen dahin verglichen, dafs Ihro Königl. Majestät von Preussen von den für das Königreich Sachsen nach und nach creirten Cassenbillets an 5 Millionen Thaler, die Vertretung einer Aversional-Summe von Einer Million Achtmalhundert und Zehn Tausend Thalern übernehmen.

2. Die vorgedachte Abtheilung geschieht dergestalt, dafs Ihro Königl. Majestät von Preussen von den aus drei Classen bestehenden, mit dem Buchstaben A., zu 1 Thlr. mit B., zu 2 Thlr. und mit C., zu 5 Thlr. bezeichneten Cassenbillets auf das Herzogthum Sachsen die ganze Classe von 1 Thlr. mit A. bezeichnet, welche die Summe von 1,750,000 Thlr. beträgt, und von 1. bis 1,750,000. numerirt ist, überwiesen wird, dem Königreiche Sachsen hingegen die Cassenbillets bezeichnet mit B. zu 2 Thlr. und mit C. zu 5 Thlr., wovon die erstere Classe auf die Summe von 2,000,000 Thlr., die zweite auf 1,250,000 Thlr. sich beläuft, verbleiben, und sonach jeder Theil die ihm zufallenden Summen zu vertreten hat. Da aber die Cassenbillets mit dem Buchstaben A. bezeichnet, zu 1 Thlr. nur die Summe von 1,750,000 Thlr. ausmachen, so wird man Königl. Preufs. Seits, zu Erfüllung der auf das Herzogthum Sachsen übernommenen 1,810,000 Thlr. der Königl. Sächs. Regierung annoch die Summe von Sechszig Tausend Thalern in den dem Königreiche Sachsen verbleibenden Cassenbillets unter den Buchstaben B. und C. (von bei-

den Classen, soviel möglich in gleichem Verhältnifs) 1815
binnen 6 Wochen von dato an, herauszahlen.

3. Sollte sich bei der, durch die nach Leipzig abgeordnete gemeinschaftliche Commission angestellten Erörterung ergeben, dafs nicht die vollen 5 Millionen Thaler Cassenbillets bis zum 5ten Junius d. J. wirklich emittirt gewesen; so gehet der Betrag der nicht emittirten Cassenbillets beiden Theilen an der übernommenen Summe, nach dem oben Art. 1. bestimmten Verhältnifs zu Gute.

4. In Rücksicht der etwa vernichteten, oder verloren gegangenen Cassenbillets findet keine gegenseitige Abrechnung Statt, sondern es kommen jedem Theile diejenigen Cassenbillets zu Gute, welche an den von ihm übernommenen Buchstabenclassen fehlen.

5. Sämmtliche jetzt vorräthige Platten, und Stempelungszubehör zu Fertigung der gegenwärtig mit dem Buchstaben A. zu 1 Thlr. coursirenden Cassenbillets werden unverzüglich den, zu gemeinschaftlicher Erörterung der Cassenbilletsangelegenheiten, nach Leipzig abzusendenden Königl. Preufs. Commissarien ausgeantwortet, und man wird Königl. Sächs. Seits, durch Vorlegung der betreffenden Acten und Nachrichten, die erforderliche Nachweisung geben, wie viel Platten von diesem Buchstaben gefertiget worden sind. Die Platten und übrigen Geräthschaften zu den Cassenbillets der Buchstaben B. und C. verbleiben dem Königreiche Sachsen.

6. Eben dieses ist auch in Absicht der etwa vorhandenen Brouillons von den vorerwähnten verschiedenen Classen der Cassenbillets zu beobachten.

7. Bis zum 31sten Decbr. d. J. werden die beiderseitigen Cassenbillets in den öffentlichen Cassen beider Landestheile noch, wie bisher, ohne Unterschied angenommen.

8. Innerhalb Vierzehn Tagen nach Ablauf dieses Termins kann jede Regierung den Gesammtbetrag der bei besagten Cassen anjetzo vorhandenen, und bis zu dem bemeldeten Zeitpuncte auf jeder Seite annoch eingehenden Cassenbillets des andern Theils, der jenseitigen Regierung anzeigen, und die Aus-

1815 tauschung dieser in Händen habenden Summe gegen Cassenbillets seines Antheils verlangen. Mit diesem Austausch wird sogleich der Anfang gemacht, und derselbe soll, insoweit diese Summen sich gegenseitig decken, bis zum 31sten Januar künftigen Jahres vollendet werden.

9. Das Maximum der Summe, welches die eine Regierung zum Austausch an die andere bringen darf, soll indefs in keinem Falle mehr als Siebenmal Hundert Tausend Thaler betragen; jedoch sind die aus Processen, Vormundschafts-Erbschafts- und dergleichen Rechtssachen herrührende gerichtliche Deposita, so wie die Cautionen, die in Cassenbillets bestellt, und an Preussen herauszuzahlen sind, unter der nurgedachten Summe nicht mit begriffen.

10. Der Ueberschufs, welchen die eine Regierung mit Cassenbillets der andern bis zum 31sten Januar k. J. nicht ausgleichen kann, wird entweder in Preussischen oder Sächsischen Staatspapieren, (die Sächsischen unzinsbaren Staatspapiere ausgenommen,) oder in Cassenbillets desjenigen Theils, der zu empfangen hat, in sechswöchentlichen Terminen herausgezahlt, und es werden diese terminlichen Zahlungen im ersten Fall jedesmal mit 100.000 Thlr., und im letztern Fall mit 50.000 Thlr. geleistet. Frühere Zahlungen stehen jeder Regierung frei, und es hängt von derjenigen Regierung, die zu zahlen hat, ab, welches der obigen Zahlungsmittel sie anwenden will. Die Staatspapiere und Cassenbillets werden hierbei nach ihrem Nennwerthe gerechnet.

11. Beide Regierungen, die Königl. Sächs. und Königl. Preufs. machen sich gegen einander anheischig, und jede wird durch öffentliche Bekanntmachung verbindlich erklären, dafs sie binnen einer Frist von vier Monaten von Abschlufs dieser Uebereinkunft an, keine Maasnehmung, wodurch der Umlauf der Cassenbillets gegen die bisherigen Fälle beschränkt würde, und ihrem Credit ein Nachtheil entstehen könnte, ergreifen, mithin insbesondere keine Beschränkung in Rücksicht der Annahme der Cassenbillets ihres Antheils in den öffentlichen Cassen, gegen die bis zum 5ten Junius d. J. hierunter gesetzlich bestandenen Bestimmungen, verfügen werde.

12. Die im 9ten Artikel erwähnten Deposita und Cautionen, welche in Cassenbillets erlegt und bestellt worden sind, können binnen dem, Art. 7. festgesetzten Zeitraum, in derjenigen Gattung von Cassenbillets zurückgegeben werden, in welchen sie eingeliefert worden. nach Verlauf dieser Frist aber müssen sie gegenseitig nur in solchen Cassenbillets herausgezahlt werden, die derjenigen Regierung angehören, welcher die Depositen und Cautionen zurückzuliefern sind. 1815

13. Es versteht sich von selbst, dafs nur ächt befundene Cassenbillets gegenseitig angenommen und ausgetauscht werden.

14. Zu den Hauptauswechslungs-Orten von Seiten der beiden Regierungen sind die Städte Dresden und Merseburg festgesetzt, und zu Erleichterung des Transports gestehen sich beide Theile gegenseitig die Portofreiheit wegen der auszutauschenden Cassenbillets zu.

15. Hiernächst verpflichten sich annoch beiderseitige Regierungen, da die, in Verfolg des 11ten Artikels des Friedenstractats bisher Statt gehabte gemeinschaftliche Discontirung mit Ende dieses Monats aufhört, wenigstens bis zu dem im 8ten Art. bemerkten Termine des 31sten Januars künftigen Jahres, in ihrem Antheil für die Cassenbillets desselben, eine oder mehrere Disconto-Cassen zu unterhalten, und dazu nach dem Maasstabe der auf jeden Antheil übernommenen Cassenbillets, mindestens eine, zu dem, was in der letztern Zeit für den Gesammtbetrag der Cassenbillets ist verwendet worden, im Verhältnifs stehende Summe monatlich aufzuwenden.

16. Alle sonstige Maasregeln, welche zur Hebung und Befestigung des Credits der Cassenbillets im Königreiche sowohl, als im Herzogthum Sachsen gereichen können, bleiben der Willkühr der beiderseitigen Regierungen unbeschränkt vorbehalten.

17. Uebrigens, behält man sich Königl. Preufs. Seits seine Gerechtsame an die gesammten Fonds der Hauptauswechslungs- und der Discontocasse, soviel dergleichen, nach Abzug der etwanigen Schulden einer jeden Casse vorhanden sind, ingleichen auf die, bei Stiftung der Discontocasse, zur Sicherheit derselben und der Actionairs eingelegten Summen,

1815 vor; wogegen auch, ohne an der Berechtigung zu diesem Vorbehalte irgend etwas einzuräumen, die Königl. Sächs. Regierung sich gleichergestalt alle Gerechtsame an den besagten Fonds und eingelegten Summen reservirt.

18. Vor völlig getroffener Einigung über sothane Cassen, kann weder bei der einen, noch der andern einseitig von einem Theil über die Fonds verfügt werden.

19. Gegenwärtige Uebereinkunft, soweit sie zur Kenntnifs des Publicums geeignet, und nöthig ist, wird auf das schleunigste in beiden Landestheilen durch die öffentlichen Blätter bekannt gemacht.

Zu Urkund dessen haben sowohl der K. K. Herr Vermittelungs-Commissarius, als die beiderseitigen Bevollmächtigten diese Convention unterzeichnet und besiegelt.

So geschehen zu Dresden, am 25sten Nov. 1815.

SPIEGEL ZUM DIESENBERG, K. K. Vermittelungs-Commissair.
VON GLOBIG.
VON BÜNAU.
GÜNTHER.
VON WATZDORF.
Freiherr v. GAUDI.
FRIESE.

2.

1816 *Traité de paix et d'amitié, conclu entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et le Dey et la Regence d'Alger et signé à Alger le 22 et le 23 Décembre 1816; ratifié par le président des Etats-Unis le 11 Février 1822.*

(*Acts passed at the first session of the seventeenth congress of the United-States.* pag. 117.)

The President of the United States and the Dey of Algiers, being desirous to restore and maintain, upon

a stable and permanent footing, the relations of peace and good understanding between the two powers, and for this purpose to renew the treaty of peace and amity which was concluded between the two states by William Shaler and commodore Stephen Decatur, as commissioners plenipotentiary on the part of the United States, and his Highnefs Omar Bashaw, Dey of Algiers, on the 30th of June, 1815. 1816

The President of the United States having subsequently nominated and appointed, by commission, the above named William Shaler, and Isaac Chauncey, commodore and commander in chief of all the naval forces of the United States in the mediterranean, commissioners plenipotentiary to treat with his Highnefs the Dey of Algiers, for the renewal of the treaty aforesaid; and they have concluded, settled, and signed, the following articles:

ART. I. There shall be, from the conclusion of this treaty, a firm, perpetual, inviolable, and universal, peace and friendship between the President and citizens of the United States of America, on the one part, and the Dey and subjects of the Regency of Algiers, in Barbary, on the other, made by the free consent of both parties, and on the terms of the most favored nations: And if either party shall hereafter grant to any other nation any particular favor or privilege in navigation or commerce, it shall immediately become common to the other party; freely, when freely it is granted to such other nations; but when the grant is conditional, it shall be at the option of the contracting parties to accept, alter, or reject, such conditions, in such manner, as shall be most conducive to their respective interests.

ART. II. It is distinctly understood between the contracting parties, that no tribute, either as biennial presents, or under any other form or name whatever, shall be required by the Dey and Regency of Algiers from the United States of America, on any pretext whatever.

ART. III. [Relates to the mutual restitution of prisoners and subjects, and has been duly executed.]

1816 ART. IV. [Relates to the delivery, into the hands of the Consul General, of a quantity of Bales of Cotton, etc. and has been duly executed.]

ART. V. If any goods belonging to any nation with which either of the parties are at war, should be loaded on board vessels belonging to the other party, they shall pass free and unmolested, and no attempt shall be made to take or detain them.

ART. VI. If any citizens or subjects, belonging to either party, shall be found on board a prize vessel taken from an enemy by the other party, such citizens or subjects shall be liberated immediately, and in no case, or on any pretence whatever, shall any American citizen be kept in captivity or confinement, or the property of any American citizen found on board of any vessel belonging to any nation with which Algiers may be at war, be detained from its lawful owners after the exhibition of sufficient proofs of American citizenship and American property, by the consul of the United States residing at Algiers.

ART. VII. Proper passports shall immediately be given to the vessels of both the contracting parties, on condition that the vessels of war belonging to the Regency of Algiers, on meeting with merchant vessels belonging to the citizens of the United States of America, shall not be permitted to visit them with more than two persons besides the rowers; these only shall be permitted to go on board without first obtaining leave from the commander of said vessel, who shall compare the passports, and immediately permit said vessel to proceed on her voyage; and should any of the subjects of Algiers insult or molest the commander, or any other person on board a vessel so visited, or plunder any of the property contained in her, on complaint being made to the consul of the United States residing in Algiers, and on his producing sufficient proofs to substantiate the fact, the commander or rais of said Algerine ship or vessel of war, as well as the offenders, shall be punished in the most exemplary manner.

All vessels of war belonging to the United States of America, on meeting a cruiser belonging to

the Regency of Algiers, on having seen her paſs- 1816
ports and certificates from the consul of the United States residing in Algiers, shall permit her to proceed on her cruise unmolested, and without detention. No paſsport shall be granted by either party to any vessels, but such as are absolutely the property of citizens or subjects of the said contracting parties, on any pretence whatever.

ART. VIII. A citizen or subject of either of the contracting parties having bought a prize vessel condemned by the other party, or by any other nation, the certificates of condemnation and bill of sale shall be a sufficient paſsport for such vessel for six months; which, considering the distance between the two countries, is no more than a reasonable time for her to procure paſsports.

ART. IX. Vessels of either of the contracting parties putting into the ports of the other, and having need of provisions or other supplies, shall be furnished at the market price; and if any such vessel should so put in from a disaster at sea, and have occasion to repair, she shall be at liberty to land and re-embark her cargo, without paying any customs or duties whatever; but in no case shall be compelled to land her cargo.

ART. X. Should a vessel of either of the contracting parties be cast on shore within the territories of the other, all proper assistance shall be given to her and her crew; no pillage shall be allowed; the property shall remain at the disposal of the owners; and, if reshipped on board of any vessel for exportation, no customs or duties whatever shall be required to be paid thereon, and the crew shall be protected and succored until they can be sent to their own country.

ART. XI. If a vessel of either of the contracting parties shall be attacked by an enemy within cannon-shot of the forts of the other, she shall be protected as much as is possible. If she be in port, she shall not be seized or attacked, when it is in the power of the other party to protect her; and when she proceeds to sea, no enemy shall be per-

1816 mitted to pursue her from the same port within twenty-four hours after her departure.

ART. XII. The commerce between the United States of America and the Regency of Algiers, the protections to be given to merchants, masters of vessels, and seamen, the reciprocal rights of establishing consuls in each country, the privileges, immunities, and jurisdictions, to be enjoyed by such consuls, are declared to be on the same footing, in every respect, with the most favored nations, respectively.

ART. XIII. The consul of the United States of America shall not be responsible for the debts contracted by the citizens of his own country, unless he gives previously written obligations so to do.

ART. XIV. On a vessel or vessels of war belonging to the United States anchoring before the city Algiers, the consul is to inform the Dey of her arrival, when she shall receive the salutes which are, by treaty or custom, given to the ships of war of the most favored nations on similar occasions, and which shall be returned gun for gun; and if, after such arrival, so announced, any Christians whatever, captives in Algiers, make their escape and take refuge on board any of the said ships of war, they shall not be required back again, nor shall the consul of the United States or commander of the said ship be required to pay any thing for the said Christians.

ART. XV. As the government of the United States has, in itself, no character of enmity, against the laws, religion, or tranquillity, of any nation, and as the said states have never entered into any voluntary war, or act of hostility, except in defence of their just rights on the high seas, it is declared, by the contracting parties, that no pretext arising from religious opinions shall ever produce an interruption of the harmony between the two nations; and the consuls and agents of both nations shall have liberty to celebrate the rites of their respective religions in their own houses.

The consuls respectively, shall have liberty and personal security given them to travel within the

territories of each other by land and sea, and shall not be prevented from going on board any vessel they may think proper to visit; they shall likewise have the liberty to appoint their own drogoman and broker. 1816

ART. XVI. In case of any dispute arising from the violation of any of the articles of this treaty, no appeal shall be made to arms, nor shall war be declared on any pretext whatever; but if the consul residing at the place where the dispute shall happen, shall not be able to settle the same, the government of that country shall state their grievance in writing, and transmit the same to the government of the other, and the period of three months shall be allowed for answers to be returned, during which time no act of hostility shall be permitted by either party; and in case the grievances are not redressed, and a war should be the event, the consuls, and citizens, and subjects, of both parties, respectively, shall be permitted to embark with their effects unmolested, on board of what vessel or vessels they shall think proper, reasonable time being allowed for that purpose.

ART. XVII. If, in the course of events, a war should break out between the two nations, the prisoners captured by either party shall not be made slaves; they shall not be forced to hard labor, or other confinement than such as may be necessary to secure their safe keeping, and shall be exchanged rank for rank; and it is agreed that prisoners shall be exchanged in twelve months after their capture; and the exchange may be effected by any private individual legally authorized by either of the parties.

ART. XVIII. If any of the Barbary powers, or other states at war with the United States, shall capture any American vessel and send her into any port of the Regency of Algiers, they shall not be permitted to sell her, but shall be forced to depart the port on procuring the requisite supplies of provisions; but the vessels of war of the United States, with any prizes they may capture from their enemies, shall have liberty to frequent the ports of Algiers for refreshment of any kind, and to sell

1816 such prizes in the said ports, without paying any other customs or duties than such as are customary on ordinary commercial importations.

ART. XIX. If any of the citizens of the United States, or any persons under their protection, shall have any disputes with each other, the consul shall decide between the parties; and whenever the consul shall require any aid or assistance from the government of Algiers to enforce his decision, it shall be immediately granted to him; and if any disputes shall arise between any citizens of the United States and the citizens or subjects of any other nations having a consul or agent in Algiers, such disputes shall be settled by the consuls or agents of the respective nations; and any disputes or suits of law that may take place between any citizens of the United States and the subjects of the Regency of Algiers, shall be decided by the Dey in person, and no other.

ART. XX. If a citizen of the United States should kill, wound, or strike, a subject of Algiers, or, on the contrary, a subject of Algiers should kill, wound, or strike, a citizen of the United States, the law of the country shall take place, and equal justice shall be rendered, the consul assisting at the trial; but the sentence of punishment against an American citizen shall not be greater or more severe than it would be against a Turk in the same predicament; and if any delinquent should make his escape, the consul shall not be responsible for him in any manner whatever.

ART. XXI. The consul of the United States of America shall not be required to pay any customs or duties whatever on any thing he imports from a foreign country for the use of his house and family.

ART. XXII. Should any of the citizens of the United States of America die within the Regency of Algiers, the Dey and his subjects shall not interfere with the property of the deceased, but it shall be under the immediate direction of the consul, unless otherwise disposed of by will. Should there be no consul, the effects shall be deposited in the hands

of some person worthy of trust, until the party shall appear who has a right to demand them, when they shall render an account of the property; neither shall the Dey or his subjects give hindrance in the execution of any will that may appear. 1816

Article additional and explanatory.

The United States of America, in order to give to the Dey of Algiers a proof of their desire to maintain the relations of peace and amity between the two powers upon a footing the most liberal, and in order to withdraw any obstacle which might embarrafs him in his relations with other states, agree to annul so much of the eighteenth article of the foregoing treaty, as gives to the United States any advantage in the ports of Algiers over the most favored nations having treaties with the Regency.

Done at the palace at the government, in Algiers, on the 22d day of December, 1816, which corresponds to the third of the moon Safar, year of the Hegira 1232.

Whereas the undersigned William Shaler, a citizen of the state of New-York, and Isaac Chauncey, commander-in chief of the naval forces of the United States, stationed in the mediterranean, being duly appointed commissioners, by letters patent under the signature of the president and seal of the United States of America, bearing date at the city of Washington, the twent-fourth day of August, A. D. 1816, for negociating and concluding the renewal of a treaty of peace between the United States of America and the Dey and subjects of the Regency of Algiers, we, therefore, William Shaler and Isaac Chauncey, commissioners as aforesaid, do conclude the foregoing treaty, and every article and clause therein contained, reserving the same, nevertheleſs, for the final ratification of the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate of the United States.

1816 Done in the Chancery of the Consulate General of the United States, in the city of Algiers, on the 23d day of December, in the year 1816, and of the independence of the United States the forty-first.

WM. SHALER.

I. CHAUNCEY.

The signature of the Dey is stamped at the beginning and end of the treaty.

(The foregoing treaty was ratified on the 11th February, 1822.)

3.

1817 *Convention entre la Prusse et la Saxe royale, concernant la remise et la continuation des procès pendans dans le royaume et dans le duché de Saxe, conclue le 28 Juillet 1817.*

(*Beilagen zum 19ten Stück der Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen vom Jahr* 1819. p. 319.)

Nachdem die, in dem Wiener Friedens-Tractate, zwischen Ihren Königlichen Majestäten von Sachsen und Preußen, vom 18ten Mai v. J., an Preußen erfolgte Abtretung einiger Provinzen, Districte, Gebiete oder Gebietstheile, auch Bestimmungen wegen des veränderten Gerichtsstandes bei den betreffenden Landestheilen nothwendig macht; so ist, wegen Abgabe und Fortsetzung der bei den Gerichtshöfen beider Lande verhandelten Prozeß-, Vormundschafts-, Hypotheken-, Lehns- und anderer Rechtsangelegenheiten, und wegen der dazu gehörigen Acten, Depositen und Documente, es mögen sich nun diese bei obern oder niedern Civil-, geistlichen oder Militair-Gerichten, oder sonstigen Behörden befinden, unter Vermittelung des mit unterzeichneten Kaiserl. Königl. Oesterreichischen Herrn Commissarii, von

den beiderseitigen Auseinandersetzungs- und Ausgleichungs-Commissarien, Kraft ihrer Vollmachten und Instructionen, ingleichen mit Zuziehung des mit unterzeichneten Königl. Preufsischen Cammergerichtsraths, Herrn Sietze, nachstehende Uebereinkunft verabredet und geschlossen worden. 1817

1. *Personalsachen.*

Bei allen, bewegliche Sachen betreffenden, und überhaupt bei allen persönlichen Klagen ist der wesentliche Wohnsitz des Beklagten, Letzterer mag einen privilegirten oder den gewöhnlichen Gerichtsstand gehabt haben, zur Richtschnur anzunehmen, und der Prozefs vor demjenigen Richter fortzusetzen, welchem der Beklagte, oder dessen Erben, am dreifsigsten November v. J., nach deren damaligem wesentlichem Wohnsitze, unterworfen waren.

Die Rechtsangelegenheiten derjenigen, welche am gedachten Tage weder in dem Königreiche Sachsen, noch in der Königl. Preufsischen Monarchie überhaupt ihren wesentlichen Wohnsitz hatten, oder nicht in Civil- oder Militairdiensten derselben standen, verbleiben dem, Gerichte, wo sie dermalen anhängig sind.

Diese Bestimmungen wegen des nurgedachten Zeitpunctes, so wie wegen der Ausländer und des privilegirten Gerichtsstandes, gelten als allgemeine Regel für alle die Fälle, wegen welcher in dieser Convention nicht etwas Anderes ausdrücklich festgesetzt ist.

2. *Litis-Consorten.*

Wenn bei Personalklagen mehrere Litis-Consorten vorhanden sind, welche unter verschiedener Landeshoheit wohnen, so ist die Sache da zu lassen und zu beendigen, wo sie am dreifsigsten November v. J. anhängig war: jedoch stehet den Partheien, Klägern sowohl als Beklagten frei, darauf anzutragen, dafs, wenn der Gegenstand der Klage theilbar ist, in Rücksicht derjenigen Litis-Consorten, mit welchen die antragende Gegenparthei unter derselben Landeshoheit stehet, die Sache, in Rücksicht dieser Theilhaber, an ihre Landeshoheit abgegeben werde. In diesem Falle sind die Gerichte der

1817 andern Landeshoheit gehalten, die dazu nöthigen Verhandlungen, blos gegen Vergütung der Copialien, der neuen Gerichtsbehörde mitzutheilen.

3. *Realklagen, überhaupt.*

Realklagen werden vor dem Gerichte fortgesetzt, unter welchem der streitige Gegenstand gelegen ist. Dieſs findet auch bei Sequestrationen, Subhastationen und andern, ein Grundstück und Grundgerechtigkeiten betreffenden, gerichtlichen Handlungen Statt, insofern nicht eine Ausnahme ausdrücklich bedungen ist.

4. *Bei Grundstücken unter verschiedener Landeshoheit.*

Sollte der Gegenstand des Prozesses sich zum Theil in dem Königreiche, zum Theil in dem Herzogthume Sachsen befinden; so wird der Prozeſs da, wo er anhängig ist, beendigt: liegt jedoch der überwiegend gröſsere Theil unter der andern Landeshoheit, so ist die Sache an die gegenseitige Gerichtsbehörde abzugeben.

5. *Streitigkeiten, wobei die Grenze einschlägt.*

In Rücksicht der Streitigkeiten, wobei die Landesgrenze einschlägt, ist denjenigen Grundsätzen nachzugehen, welche in dergleichen Angelegenheiten bisher zwischen den beiderseitigen Regierungen Statt gefunden haben.

6. *Concurse.*

Die Fortsetzung der Concurssachen richtet sich nach dem wesentlichen Wohnsitze des Gemeinschuldners am dreiſsigsten November v. J., und, wenn derselbe früher verstorben, nach seinem Wohnsitze am Tage der Eröffnung des Concurses durch Erlassung der Edictalien; es wäre denn, daſs der Schuldner, oder dessen Erben und die Mehrheit der Gläubiger, einverständlich wünschten, den Concurs bei dem Gerichte, wo er einmal anhängig ist, fortzusetzen. In diesem Falle ist jedoch die Mehrheit der Gläubiger nicht nach den Köpfen, sondern nach dem Betrage und der Qualität der Forderungs-

gegenstände zu bestimmen. Die diefsfallsige Erklä- 1817
rung mufs binnen Sechs Wochen, vom Tage der Bekanntmachung gegenwärtiger Convention, entweder von den Betheiligten selbst, oder, wenn sie durch Bevollmächtigte erfolgt, mittelst Beibringung einer Special-Vollmacht, bei dem zeitherigen Richter geschehen. Sollte bei oder über diese gemeinsame Erklärung irgend ein Zweifel oder eine Ungewifsheit obwalten, so ist die Abgabe der Acten ohne Anstand zu bewirken.

In den Fällen, wo die vorgedachte Ausnahme von der Regel eintritt, mufs jedoch der Richter, bei welchem der Concurs schwebt, die diefsfallsigen Original-Erklärungen und Vollmachten, mit einer Uebersicht der Forderungen, welche an die Masse gemacht werden und des Fundaments, aus dem dieselben entspringen, der gegenseitig zur Actenübernahme nach §. 34. autorisirten Behörde mit übergeben, welche selbige, in dem Falle eines ihr beigehenden Bedenkens, ihrer obern Behörde zur weitern Entschliefsung einreicht.

7. *Dazu gehörige Grundstücke.*

Wenn zu der Concursmasse Grundstücke gehören, welche unter einer andern Landeshoheit liegen, als wo der Concurs verhandelt wird; so sind sowohl die Subhastation, als die dazu nöthigen Einleitungen und andere darauf Bezug habende gerichtliche Handlungen, auf Antrag des den Concurs dirigirenden Gerichts, von dem Richter, unter welchem das Grundstück liegt, vorzunehmen; derselbe ziehet auch die Kaufgelder ein und befriediget die Realgläubiger, nach der Anweisung des Concursgerichts, zahlt aber den, nach Befriedigung der Realgläubiger, und nach Abzug der gewöhnlichen Gerichtskosten, etwa verbleibenden Ueberschufs an den Concursrichter hinaus.

8. *Beigüter und Parzellen.*

Liegt indefs das Hauptgut unter der Landeshoheit des Concursgerichts, und es gehören dazu blos einzelne Beigüter oder Parzellen, welche in dem gegenseitigen Gebiete gelegen, jedoch in dem Complexu des Hauptguts mit verpfändet sind, so gehören, in

1817 Rücksicht dieser einzelnen Stücke, die Subhastation und andere nöthige Verfügungen mit vor die Gerichte, unter welchen das Hauptgut liegt; und es kann bei den Gerichten der erstern kein Special-Concurs eröffnet werden, sondern diese haben, auf den Antrag der Haupt-Concursbehörde, das Erforderliche zu besorgen.

9. *Sequestration u. s. w. aufser dem Concurse.*

Gleiche Grundsätze sind bei Streitigkeiten über Grundstücke, wo, aufser dem Fall eines eröffneten Concurses, von Befriedigung mehrerer Gläubiger aus diesen Grundstücken, oder von Sequestration oder Subhastation derselben, die Frage ist, zu beobachten.

10. *Erbschaftsangelegenheiten.*

In Erbschaftsangelegenheiten, bei Regulirung und Theilung der Erbschaftsmasse, und was dahin gehörig, ingleichen, wenn über einen Nachlafs der Concurs eröffnet worden, entscheidet der Wohnsitz des Erblassers, und in Absicht der dazu gehörigen Grundstücke ist, nach der Lage derselben, dasjenige zu befolgen, was bei den Concursen in den vorhergehenden Paragraphen festgesetzt worden.

11. *Vormundschaften.*

Vormundschaftsangelegenheiten sind, insoweit hierunter in den folgenden Paragraphen keine abändernde Bestimmung getroffen worden, von den Gerichten fortzusetzen, unter welchen der Erblasser zur Zeit des Ablebens seinen wesentlichen Wohnsitz gehabt hat.

12. *Personal-Vormundschaft.*

Die Bestellung der Personal-Vormundschaft gehört für die Gerichte, wo der Minderjährige sich wesentlich aufhält, und sind die dahin gehörigen Acten an dieselben abzugeben. Haben diese Minderjährigen, welche Grundstücke unter verschiedener Landeshoheit besitzen, ihren Aufenthalt bis zum dreifsigsten November v. J. bereits auf Gütern genommen, welche unter einer andern Landeshoheit liegen, als wohin die Vormundschaftsangelegenheit, nach dem gehabten Gerichtsstande des Erblassers,

zur Zeit seines Ablebens, in Folge obigen Grundsatzes 1817
gehören würde, so kann der Minderjährige nicht genöthiget werden, unter diese Landeshoheit zurückzukehren, sondern die Vormundschaft ist von der Obrigkeit des Aufenthaltsorts fortzusetzen.

13. *Vormundschaft über Verschwender, Blödsinnige, Abwesende u. s. w.*

Wegen Verschwender, Blödsinniger und überhaupt solcher Personen, wegen welcher aus einem andern Grunde, als dem der Minderjährigkeit, eine Bevormundung eingetreten ist, richtet sich die Abgabe der Acten, Documente und Depositen nach dem wesentlichen Wohnorte des Curanden am dreifsigsten November v. J., es sei denn, dafs der Curande damals in eine öffentliche oder Privatanstalt untergebracht gewesen; da sodann dessen letzter wesentlicher Wohnort vor dieser Unterbringung entscheidet.

Bei bevormundeten Abwesenden entscheidet deren letzter wesentlicher Wohnort vor der Entfernung.

14. *Zur Vormundschaft gehörige Immobilien.*

In Absicht der zu dem Vermögen der Unmündigen oder Curanden gehörigen Immobilien, welche unter der andern Landeshoheit liegen, stehet der gegenseitigen Gerichtsbehörde frei, wegen dieser besondere Vormünder zu bestellen, oder den auswärtigen Personal-Vormund ebenfalls zu bestätigen. Im erstern Falle sind die Gerichte der Hauptvormundschaft gehalten, der Behörde, welche wegen der Grundstücke besondere Vormünder bestellt hat, aus den Acten die nöthigen Nachrichten, auf Erfordern, mitzutheilen; auch haben beiderseitige Gerichte, wegen Verwendung der Einkünfte aus den Gütern, soweit solche zum Unterhalt und der Erziehung, auch sonstigen Fortkommen der Unmündigen oder Curanden erforderlich, sich mit einander zu vernehmen, und in dessen Verfolg das Nöthige zu verabreichen.

15. *Vormundschaft über den mütterlichen Erbtheil.*

Ist der Vater noch am Leben, so wird, in Absicht des mütterlichen Erbtheils, die Vormundschaft

1817 der Kinder bei dem Gerichte fortgesetzt, unter welchem ersterer am dreifsigsten November v. J. seinen wesentlichen Wohnsitz hatte; jedoch bleibt auch hier den verschiedenen Landesbehörden unbenommen, über die unter ihrer Landeshoheit gelegenen Immobilien besondere Vormünder zu bestellen, insoweit diese bei dem Leben des Vaters überhaupt zulässig sind.

16. *Liberirung der Vormünder.*

In allen den Fällen, wo von der jenseitigen Gerichtsbehörde neue Vormünder bestellt werden, haben die abgehenden Vormünder die Rechnungen, bis zur Zeit ihres Abganges, dem bisherigen vormundschaftlichen Gerichte, es sei diefs das eigentliche, oder commissionsweise bestellte, einzureichen, welches sodann die Rechnungen, da nöthig, monirt, sich darüber mit dem neuen Vormundschaftsgerichte vernimmt, und, nach dessen erfolgter Erklärung, wenn kein Bedenken obwaltet, den bisherigen Vormund liberirt.

17. *Edictalprozesse.*

Edictalprozesse gegen Abwesende folgen dem letzten, innerhalb dem jetzigen Königreiche oder Herzogthume Sachsen gehabten Gerichtsstande.

18. *Abwesender Ehescheidungen.*

Die Ehescheidungssachen Abwesender gehören vor den Gerichtsstand, unter welchem der zurückgebliebene Ehegatte, welcher die deshalb etwa nöthige Edictal-Citation ausgebracht hat, sich am dreifsigsten November v. J. wesentlich aufhielt.

19. *Verhandlungen der freiwilligen Gerichtsbarkeit.*

Die Verhandlungen der freiwilligen Gerichtsbarkeit, ingleichen die gerichtlich niedergelegten Testamente, bleiben da, wo sie sich befinden; und es beruhet lediglich auf der Willkühr der Interessenten, ob sie dergleichen Verhandlungen und niedergelegte Urkunden abfordern, und einem andern Gerichte übergeben wollen.

20. *Untersuchungssachen.*

Alle Criminal-, fiscalische und andere Untersuchungssachen werden vor dem Gerichte, unter

welchem der Angeschuldigte seinen Wohnsitz gehabt 1817
hat, fortgesetzt.

Sollte indefs die Untersuchung bei dem zeitherigen Gerichte ihrem Ende nahe und bereits so weit gediehen sein, dafs das Verfahren annoch binnen Vier Wochen, vom Tage der erlassenen und behörig insinuirten Bekanntmachung gegenwärtiger Convention, zum nächsten Spruche beendigt sein kann, so bleibt die Sache bei dem ersten Richter; der Angeschuldigte wird jedoch, nach vollführtem Verfahren, mit den Acten, zu Abfassung oder Einholung des Urthels, auch Vollziehung der Strafe, an die gegenseitige Behörde überlassen. Nach Ablauf dieser Vier Wochen mufs die Abgabe des Angeschuldigten und der Acten in jedem Falle erfolgen.

21. *Mitschuldige.*

Wo Mitschuldige aus dem beiderseitigen Gebiete vorhanden sind, wird die Untersuchung gegen seiige, da, wo sie anhängig gemacht ist, fortgeführt, und soll die jedesmalige erforderliche Gestellung dieser Mitschuldigen, Behufs der Vernehmung, Confrontation, oder einer andern, zu dieser Untersuchung erforderlichen, gerichtlichen Handlung, aus dem andern Gebiete unweigerlich erfolgen.

Sollte sich hierbei die Verhaftung des gestellten Mitschuldigen als nothwendig ergeben, so kann der untersuchende Richter sie zwar verfügen, mufs jedoch den Verhafteten, ohne Anstand, seinem ordentlichen Richter ausliefern. Das Urthel wird von dem Gerichte, welches die Untersuchung führt, nach denjenigen Gesetzen abgefafst, welche in beiden Gebieten die milderen sind.

Die Vollziehung der Strafen mufs jedesmal von der ordentlichen Obrigkeit des Verurtheilten erfolgen. Auch ist sofort ein Verzeichnifs der, aus dem gegenseitigen Gebiete, schon Inhaftirten, von den betreffenden Obrigkeiten ihren Regierungen einzureichen, welche solche einander gegenseitig mittheilen werden.

22. *Bestrafung überhaupt.*

Die gelindere Bestrafung findet auch in den 20. erwähnten, so wie überhaupt in allen übrigen

1817 Fällen Statt, wo Angeschuldigte der gegenseitigen Landesbehörde auszuliefern sind.

23. *Defraudationen der Einnehmer u. s. w.*

Was die Untersuchungen in Einnahme-, Cassen- und Rechnungssachen wegen Defecten (Properresten) oder anderer Veruntreuungen betrifft, entscheidet der Wohnsitz zwar ebenfalls über den Gerichtsstand des Schuldigen, jedoch wird wegen Ersatz, Strafe und Kosten die bereitwillige Unterstützung der gegenseitigen Landesbehörden, so wie die ungehinderte Verabfolgung dessen zugesichert, was, nach Maßgabe der im Königreiche Sachsen geltenden Rechte, wegen der Priorität, aus dem Vermögen des untreuen Dieners, zur Entschädigung der Cassen erlangt werden kann. Die Behörden werden jedoch hierunter allenthalben noch nähere Anweisungen erhalten.

24. *Depositen.*

Die zu jeder, an eine Gerichtsbehörde des andern Gebiets, vermöge dieser Convention, übergehenden Sache gehörigen Deposita und Documente, werden von sämmtlichen Behörden aus beiden Antheilen, sogleich mit der Sache selbst, an die gegenseitige Behörde ausgeliefert, oder wenn die Sache bereits in den jenseitigen Händen sich befindet, unverzüglich nachgesendet. Jede Behörde ist verpflichtet, in beiden Fällen darüber eine vollständige Nachweisung zu fertigen und der jenseitigen Behörde zu übergeben. Was jedoch die zu der Königlich Sächsischen Rentkammer, oder dermaligen Depositencasse, eingelieferten Deposita anlanget, so wird wegen der Zeit ihrer Nachzahlung besondere Uebereinkunft getroffen werden.

25. *Abhaltung der Termine.*

Damit wegen der, in den abzugebenden Rechtssachen, zur Zeit der Abgabe etwa noch stehenden Termine, zum Nachtheil der Partheien, keine Ungewißheit entstehe, so wird festgesetzt, daß diese Termine, sobald solche nicht ausdrücklich aufgehoben worden, der Abgabe ungeachtet, bei dem neuen Gerichte ihren Fortgang haben sollen, eben so, als ob sie von diesem selbst angesetzt worden wären.

Das abgebende Gericht mufs aber eine besondere Nachweisung der anberaumten, noch nicht abgehaltenen Termine, der Behörde, an welche es die Acten abgiebt, gleichzeitig übergeben. 1817

26. *Edictal-Termine u. s. w.*

Wegen der in den abzugebenden Concurssachen insbesondere stehenden Edictal- und andern, durch die öffentlichen Blätter bekannt gemachten, Termine, hat man festzusetzen für zweckmäfsig gefunden:

1) dafs diese Termine, wenn sie binnen den nächsten Vier Wochen, von Zeit der öffentlichen Bekanntmachung dieser Convention, fallen, annoch vor demjenigen Richter abgehalten werden sollen, vor welchem die Concurse dermalen anhängig sind; und

2) dafs, nach Verlauf dieser Frist, die erwähnten Termine zwar bei dem neuen Richter, an welchen die Concurse durch die Abgabe gelangen, abzuhalten sind, dafs aber der vorige Richter, wenn ein oder der andere Interessent, oder sämmtliche Theilhaber, demungeachtet sich zum Termine bei ihm anmelden sollten, eine Registratur darüber abzufassen, und solche dem neuen Richter, an welchen der Concurs gelangt ist, binnen den nächsten Vier Wochen, entweder urschriftlich oder in beglaubter Abschrift, mitzutheilen habe.

27. *Prozefsform.*

Nach welcher Prozefsform die schwebenden, an die Gerichte des Herzogthums gelangenden Sachen fortzusetzen, diefs hängt von den deshalb von der Preufsischen Regierung zu treffenden Bestimmungen ab; jedoch geschieht Königlich Preufsischer Seits die Zusicherung, dafs die Rechte der Partheien in den Fällen nicht gefährdet werden sollen, wo die Formalien, nach der bisherigen Prozefsform, einen wesentlichen Einfluss auf die Entscheidung der Hauptsache haben, oder solche schon erworbene Rechte und Befugnisse begründen, als wohin z. B. das Recht der Eides-Delation, der Reinigungs- und Ergänzungseide u. s. w. zu zählen.

1817 28. *Beobachtung der Königlich Sächsischen Gesetze.*

Dagegen werden im Materiellen bei den, nach obigen Grundsätzen, an die Königlich Preufsischen Behörden abzugebenden Rechtssachen, die §. 21. und 22. erwähnten Straffälle ausgenommen, durchgängig die bisher bestandenen Königlich Sächsischen Gesetze beobachtet.

29. *Mittheilung der Gesetzgebungs-Nachrichten.*

Zu dem Ende verspricht man Königlich Sächsischer Seits, die auf die Gesetzgebung Bezug habenden Nachrichten und Abschriften aus den, dem Königreiche Sachsen verbleibenden, allgemeinen, die Gesetzgebung betreffenden Acten den Behörden des Herzogthums Sachsen, auf Verlangen, mitzutheilen.

30. *Gerichtsgebühren.*

Die Auslieferung der abgehenden Acten soll von der zuvörderst zu bewirkenden Bezahlung der, in der Sache etwa noch rückständigen, gerichtlichen und aufsergerichtlichen Verläge, Sporteln und anderen Unkosten nicht abhängig gemacht werden; jedoch wird die gegenseitige Zusicherung ertheilt, dafs das neue Gericht, wohin die Rechtssache gedeihet, für die alsbaldige Einbringung und Berichtigung der Verläge und übrigen Gebühren, insofern solche nicht dem Staate, sondern Privatpersonen, zu entrichten sind, und nicht in öffentliche Cassen fliefsen, vorzügliche Sorge tragen solle.

Wegen der in die öffentlichen Cassen fliefsenden Sporteln wird besondere Bestimmung vorbehalten; jedoch darf auch wegen dieser Sporteln die Abgabe der Acten nicht aufgehalten werden.

31. *Künftige Mittheilung der abgegebenen Acten.*

Bei Abgabe der Acten wird deren Wiedermittheilung an die ausantwortende Behörde, besonders in Vormundschafts- und Concurssachen, auch in Lehns- und Consenssachen, wegen der, zu einem Hauptgute gehörigen, in dem jenseitigen Gebiet gelegenen Pertinenzien, bedungen und gegenseitig zugesichert, wenn solche bei etwanigen Regrefsklagen oder andern Rechtsangelegenheiten, zu Rechtferti-

gung des vorigen Richters, oder sonst, nöthig sein 1817
oder werden sollten.

32. *Lehns- und Consens-Acten.*

Die Lehns- und Consens-Acten, auch andere dahin gehörige Schriften, soweit sie zu trennen sind, verbleiben oder sind dem Lehns- oder Gerichtshofe zu überliefern, unter welchem das betreffende Grundstück gelegen und zu verleihen ist.

33. *Ueber Güter verschiedener Landeshoheit.*

Sind mehrere unter beiderlei Landeshoheit gelegene Güter in einem Complexu begriffen, so gehören die Originalien derjenigen Landesbehörde, unter welcher das Hauptgut gelegen ist; und diese hat der jenseitigen Behörde, unter welcher die übrigen Grundstücke liegen, auf Verlangen, die erforderlichen Abschriften zu ertheilen. Der letztern wegen darf daher die Abgabe der Acten nicht aufgehalten werden.

34. *Behörde zur Abgabe.*

Jede Justizbehörde hat die, in Sachen solcher Personen, welche ihrer Gerichtsbarkeit unmittelbar untergeben sind, sowohl, als die commissionsweise vor ihr ergangenen Acten, insofern solche, nach den vorstehenden Grundsätzen, an die gegenseitigen Gerichte abzugeben sind, unmittelbar und ohne weitere Rückfrage, an die von jeder Regierung hierzu zu beauftragenden und sich darüber gehörig legitimirenden Beamten des andern Landes, mittelst Verzeichnisses, gegen Quittung, welches bei ihrer vorgesetzten Behörde zur Kenntnifsnahme einzureichen ist, ohne Anstand abzuliefern.

Die allhier in Dresden bei den höchsten Behörden befindlichen, zur Abgabe geeigneten Rechtsacten werden an die Königl. Preufsischen Commissarien zur Ausgleichung mit dem Königreiche Sachsen abgegeben.

35. *Künftig anhängig werdende Rechtssachen.*

Uebrigens gilt die gegenwärtige Uebereinkunft in allen ihren Bestimmungen nur in Rücksicht der bis zu dem dreifsigsten November v. J. anhängig

1817 gewesenen Rechtssachen; in Rücksicht der später anhängig gewordenen treten die allgemeinen Grundsätze ein, welche darüber zwischen den beiden Regierungen schon früher statt gefunden haben, oder noch künftig festgestellt werden dürften.

36. *Bekanntmachung dieser Convention.*

Gegenwärtige Uebereinkunft wird von den beiderseitigen Regierungen ohne Anstand, zur Nachricht und Nachachtung, öffentlich bekannt gemacht werden.

Zu Urkund dessen haben sowohl der Kaiserl. Königl. Herr Vermittelungs-Commissarius, als die beiderseitigen Bevollmächtigten, ingleichen der Königl. Preufsische Kammergerichtsrath Herr Sietze, diese Convention unterzeichnet und besiegelt.

So geschehen zu Dresden, am 20sten Februar 1816.

Kaiserl. Königl. Oesterreichischer Vermittelungs-Commissarius

K. Ph. Spiegel zum Diesenberg.

Königl. Sächs. Friedensvollziehungs- und Auseinandersetzungs-Commission.

von Globig.
von Bünau.
Günther.
von Watzdorf.

Königl. Preufsische Commission zur Ausgleichung mit dem Königreiche Sachsen.

Gaudi.
Friese.
Sietze.

4.

Convention entre la Prusse et la Saxe royale concernant le partage des fondations pieuses dans le royaume et dans le duché de Saxe, signée à Dresde le 27 Juillet 1817. 1817

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen.* 1819. Nr. 19. IV. pag. 348.)

Um die gänzliche Ausgleichung der Stiftungen jeder Art, mit Ausnahme der bisher unter ständischer Aufsicht gestandenen Anstalten und Stiftungen in der Oberlausitz und sämmtlicher Familien-Stiftungen, (worunter nur diejenigen verstanden werden, welche fortdauernd und vorzugsweise zum Besten einzelner, namentlich ausgedrückter Familien und deren Glieder errichtet sind) in so weit zweckmäfsig einzuleiten, als der zu Wien, zwischen Sr. Königl. Sächsischen und Königl. Preufsischen Majestät am 18ten May 1815 abgeschlossene Friedenstractat, und die dadurch geschehenen Territorial-Abtretungen auf sie Einfluſs haben oder haben können, sind die beiderseitigen, mit dem Vollzug besagten Friedens beauftragten Königl. Commissionen, unter Mitwirkung des Oesterreichisch Kaiserl. Vermittelungs-Commissairs, über folgende Puncte übereingekommen.

§. 1. So wie jedermann von der Gerechtigkeit beider Höchster Regierungen ohnehin erwarten kann, daſs sie sowohl bei der vorseienden Ausgleichung über die Stiftungen, als in Zukunft, bei Ausübung der Landeshoheitlichen Gerechtsame über dieselben, die Aufrechthaltung dieser Institute und den Vollzug des Willens der Stifter, in so fern solcher nicht etwa durch die, in dem besagten Tractat, geschehenen Territorial-Abtretungen mit dem allgemeinen Wohl des Staats unvereinbarlich geworden sein sollte, vor Augen haben werden, und, so wie hiernach auch diejenigen, welchen an besagte Institute, was immer für schon bestehende oder eventuelle Rechte zustehen, sich versichert halten kön-

1817 nen, dafs sie weder jetzt noch künftig Nachtheile zu besorgen haben; so versteht es sich von selbst, dafs keine der beiden Regierungen, bei Ausübung der Landesherrlichen Ober-Aufsichtsrechte, über die ihr bereits angefallenen oder im Gefolge der zu treffenden Ausgleichungen annoch anfallenden Stiftungen der andern Regierung irgend einen weitern Einfluss gestatten kann, als in so weit durch gemeinsame Uebereinkunft in der gegenwärtigen Convention hierunter etwas ausdrücklich festgesetzt ist.

§. 2. Um jedoch diejenigen Unterthanen der einen Regierung, welche zur Theilnahme an den Zwecken einer Stiftung des andern Landestheils schon jetzt oder nur eventuell in der Art berufen sind, dafs ihnen der Genufs oder ihr eventueller Anspruch, ohne Verletzung ihrer Rechte, nicht wieder entzogen werden kann, vollkommen zu sichern, machen sich beide Höchste Regierungen gegenseitig verbindlich, mit dergleichen Stiftungen, weder vermöge des Landesherrlichen Oberaufsichtsrechts, noch aus einem andern Grunde, irgend eine Veränderung vorzunehmen oder geschehen zu lassen, welche zur Schmählerung oder Aufhebung erwähnter Genufsrechte der Unterthanen des andern Landestheils gereichen könnte. Sollten Rücksichten auf das allgemeine Wohl, oder den in anderer Weise nicht erreichbaren Stiftungszweck solche Veränderungen wider Verhoffen unausweichlich nothwendig machen: so werden sie doch eher nicht vollzogen werden, bis die Genufsberechtigten des andern Landestheils, nach einem zu treffenden gütlichen Uebereinkommen, vollkommen entschädigt sind. In Entstehung eines gütlichen Uebereinkommens ist das Entschädigungsquantum von einer gemeinschaftlichen Commission nach Billigkeit zu bestimmen.

§. 3. So viel die Administrations- und Collaturrechte und die mit denselben in Verbindung stehenden oder rücksichtlich derselben competirenden Genüsse, Bezüge nutzbarer und Ehrenrechte anlangt; so werden diese, in soweit sie der einen Regierung oder Landesherrlichen Behörde oder Landesherrlichen Beamten, als solchen, auf Stiftungen in dem Landestheil der andern Regierung zustehen, zu Gunsten dieser Regierung der-

gestalt für erloschen erklärt, dafs hierüber zwischen 1817
beiden Regierungen keine weitere Ausgleichung zu geschehen hat. Wenn hingegen Familien oder Privatpersonen, vermöge stiftungsmäfsiger Anordnungen, sich im wohlgegründeten, folglich ihnen ohne Rechtsverletzung nicht wieder zu entziehenden Besitz des Administrationsrechts, des Collaturrechts und etwa auch noch anderer, damit connexer Bezüge, Genüsse nutzbarer oder Ehrenrechte an oder auf Stiftungen des andern Landestheils befinden: so sind diese Rechte und Emolumente als ein Theil ihres Privateigenthums anzusehen und haben ihnen unverkürzt und ungeschmälert zu verbleiben. Sollte wider Erwartung eine der beiden höchsten Regierungen sich durch Rücksichten auf das allgemeine Wohl oder den in anderer Weise nicht erreichbaren Stiftungszweck unumgänglich zu solchen Verfügungen bei einer ihrer Stiftungen ermüssiget sehen, durch welche die Administrations- Collatur- und damit connexen Rechte einer Familien- oder Privatperson des andern Landestheils beeinträchtiget oder geschmälert würden, oder werden könnten: so wird sie alles dasjenige beobachten, was in dem vorigen §. für dergleichen Fälle zum Besten der zur Theilnahme an dem Hauptzwecke der Stiftungen Berufenen bedungen worden ist. Sollten sich bei der künftigen Auseinandersetzung der Verhältnisse einzelner Stiftungen, Fälle ergeben, wo Stadträthe, Corporationen oder Communen des einen Landestheils vermöge stiftungsmäfsiger Anordnungen sich im wohlgegründeten, folglich ihnen ohne Rechtsverletzung nicht wieder zu entziehenden, Besitz von Administrations- oder Collatur-Rechten auf Stiftungen des andern Landestheils befinden, und sollten mit der fernern Ausübung dieser Rechte wegen der eingetretenen Territorial- und Hoheits-Veränderungen, Nachtheile oder Unzukömmlichkeiten für die besagten Administratoren und Collatoren oder für die Stiftungen selbst verbunden sein: so werden beide Königl. Regierungen, vermöge der ihnen obliegenden Verpflichtung, für das Wohl der Stiftungen und anderer moralischer Personen in ihrem Gebiete zu sorgen, sich über solche Verfügungen vereinigen, wodurch das Beste der Stiftungen, ohne Benachthei-

1817 ligung und Kränkung der Rechte besagter Administratoren und Collatoren, gewahrt wird, und dergleichen Administrations- und Collaturrechte gegen ähnliche in dem eignen Gebiet ausgetauscht, oder, wo dieses nach den gegenseitig vorhandenen Fällen nicht mehr möglich sein sollte, den zur Collatur oder Administration berechtigten Stadträthen, Corporationen oder Communen billige Entschädigungen geleistet werden. Ganz auf dem nämlichen Wege wird man die Ausgleichung zu bewirken bemüht sein, wenn etwa ähnliche Fälle mit ständischen Collatur- oder Administrationsrechten annoch vorkommen sollten. Uebrigens versteht es sich von selbst, dafs jeder auswärtige Administrator so gut wie der inländische, sich den Weisungen der mit der Oberaufsicht über die Stiftung beauftragten Landesbehörden, welche an ihn in seiner Eigenschaft als Administrator ergehen werden, zu fügen und insbesondere dieser Behörde, auf jedesmaliges Verlangen, Rechnung zu legen verpflichtet ist. Auch ist der auswärtige Administrator einer wichtigeren Stiftung verbunden, an dem Orte, wo sich die mit der Oberaufsicht über die Stiftung beauftragte Landesbehörde befindet, auf ihr Verlangen einen Bevollmächtigten aufzustellen, welchem alle die Administration der Stiftungen betreffende Weisungen zugestellt werden können, und durch welchen die Administrationsgeschäfte, in soweit sie in dem Landestheile, dem die Stiftung angehört, vorkommen, zu verrichten sind.

§. 4. Rücksichtlich der Privat-, Genufs- und Collaturrechte bei den Drei Fürstenschulen, hat man sich zu deren Besten, wegen der bei denselben eintretenden besondern Verhältnisse, dahin vereiniget, dafs die Freistellen auf jeder derselben künftig nur an Unterthanen des Landestheils, worin die Fürstenschule liegt, und nur von Collatoren, welche sich in eben diesem Landestheile befinden, werden vergeben werden. Solchergestalt werden die Genufs- und Collaturrechte an Freistellen dieser Art, welche bisher von Unterthanen oder Collatoren des einen Landestheils auf Fürstenschulen des andern Landestheils auszuüben waren, im Ganzen gegen einander ausgetauscht.

Nachdem jedoch bisher auf der Schule zu Pforta 1817
mehr Freistellen von Collatoren in dem Königreich, als auf den Fürstenschulen zu Meifsen und Grimma von Collatoren in dem Herzogthum zu vergeben waren, mithin die Collatoren in dem Königreich durch die von den Collatoren in dem Herzogthum aufgegebenen Freistellen zu Meifsen und Grimma nicht schadlos gehalten werden können: so ist man ferner übereingekommen, dafs die Königl. Sächsische Regierung die Entschädigung der betheiligten Collatoren und Genufsberechtigten wegen der auf solche Weise verloren gehenden Freistellen, gegen ein von der Königl. Preufsischen Regierung zu gewährendes Aversionalquantum von Sieben und Funfzig Tausend Fünfhundert Thalern sogenannter Reichenbachscher Obligationen, nebst den seit Johannis 1817 darauf haftenden Zinsen übernimmt. Die Königl. Preufsische Regierung läfst sich demnach diesen Betrag an denjenigen 72000 Thalern — — sogenannter Reichenbachscher Obligationen in Abzug bringen, welche sie vermöge des §. 13. der, am 23sten Julius 1817 abgeschlossenen Peräquations- und Centralsteuer-Convention zu erhalten hat.

§. 5. Jede Regierung wird rücksichtlich des in ihrem Lande befindlichen, beweglichen oder unbeweglichen Vermögens einer Stiftung des andern Landestheils, keine andern Rechte ausüben, als welche überhaupt einer Landesherrschaft in Ansehung des in ihrem Gebiete befindlichen Eigenthums fremder Unterthanen zusteht. Was im §. 16. des Tractats vom 18ten Mai 1815 zwischen Sr. Königl. Sächsischen und Königl. Preufsischen Majestät stipulirt worden, ist hier als wörtlich wiederholt anzusehen.

§. 6. Da es für die Stiftungen und selbst für die Regierungen wünschenswerth ist, dafs das Vermögen der ersteren, wenigstens in soweit es aus Capitalien besteht, soviel möglich in dem Lande, welchem sie angehören, vereinigt werde; so verpflichten sich beide Königl. Regierungen, zwischen den Stiftungen beider Landestheile den Austausch der aufser Landes angelegten Capitalien gegen solche, die im Lande angelegt sind, nach Thunlichkeit einzuleiten.

1817 §. 7. So wie es sich von selbst versteht, dafs jede der beiden Regierungen über Beschwerden oder Klagen, welche bei ihr, oder ihren Gerichten, gegen ihre Behörden oder Unterthanen, von Stiftungen des andern Landestheils, oder in ihren Namen angebracht werden könnten, die ergiebigste Abhülfe und prompteste Justiz nie versagen wird: so verpflichten sich insbesondere auch beide Regierungen gegenseitig in dem Falle, wo etwa der Administrator einer Stiftung mit derselben nicht unter der nämlichen Landesherrschaft stehen sollte, und sich seinen Pflichten gegen die Stiftung oder ihre Landesherrschaft zu entziehen versuchte, gegen denselben den nachdrücklichsten Beistand zu leisten und ihn zu ungesäumter Erfüllung seiner Obliegenheiten anzuhalten.

§. 8. Da die gemeinschaftliche Ausübung der Landesherrlichen Rechte über eine Stiftung sich kaum mit gutem Erfolge gedenken läfst; so ist man übereingekommen, dafs diejenigen Stiftungen, welche ihren Verhältnissen nach als der Landeshoheit beider Regierungen gemeinschaftlich unterstehend betrachtet werden müssen, unter beiden Regierungen getheilt werden sollen, insofern die Theilung dem Zweck der Stiftung unbeschadet geschehen kann. Wo dieses nicht möglich ist, wird man die Gemeinschaft der Landeshoheit dadurch aufzuheben trachten, dafs man eine solche, nicht theilbare Stiftung dem einen Landesherrn, und dagegen eine andere, in ähnlicher Lage befindliche Stiftung, dem andern Landesherrn ganz zuweiset.

§. 9. Rücksichtlich der, mehrern Stiftungen aus beiden Landestheilen gemeinschaftlich gehörigen Fonds, wird man sich sowohl über die Frage, nach welchem Verhältnisse jede Stiftung Theil zu nehmen habe, als über die weitere Frage: wie die Theilung zu vollziehen sei, besonders zu vereinigen trachten.

§. 10. Da vermöge §. 5. supra jede Stiftung in dem Besitze des ihr zugehörigen Vermögens in dem andern Landestheile ungestört zu verbleiben hat; so ist eine besondere Ueberweisung der Schuldner nicht nöthig. Das in der Verwahrung Landesherrlicher

lehörden befindliche Eigenthum einer Stiftung des 1817
ndern Landestheils, wird, nach Beendigung der
twa nöthigen Erörterungen, baldthunlichst ausge-
ntwortet werden.

§. 11. In Erwägung, dafs die Verhältnisse vieler
tiftungen es sehr zweifelhaft machen, ob die Lan-
eshoheit über selbige mit dem daraus fliefsenden
echte der Oberaufsicht, der einen oder der andern
egierung oder beiden gemeinschaftlich zustehe?
nd in fernern Anbetracht, dafs es, ohne diese Ver-
ältnisse wenigstens bei den wichtigern Stiftungen
u kennen, kaum möglich ist, sich über erschöpfende
nd sachgemäfse Bestimmungen zu vereinigen, durch
elche erwähnte Zweifel über das Domicilium der
tiftungen gelöset werden können, ist man überein-
ekommen, durch eine gemeinschaftliche subdele-
irte Commission eine actenmäfsige tabellarische
ebersicht der Stiftungen fertigen zu lassen, bei
elchen sich etwa dergleichen Umstände ergeben
önnten.

Um versichert zu sein, dafs hierbei keine Stif-
ung übersehen wird, und um zugleich von allen
amilienstiftungen, obwohl sie von gegenwärtiger
onvention Eingangsgedachtermaafsen ausgeschlossen
ind, wenigstens Nachricht zu erhalten, verbinden
ich beide Königl. Regierungen, unmittelbar nach
nterzeichnung gegenwärtiger Convention, eine
leichlautende Aufforderung an die Stiftungs-Admi-
nistratoren in beiden Landestheilen öffentlich zu er-
assen, und ihnen darin die genaue Angabe der un-
er ihrer Administration stehenden Stiftungen und
ler bei denselben eintretenden Verhältnisse, binnen
einer Frist von 2 Monaten, zur strengen Pflicht zu
machen. Sollte sich die Erörterung über einige un-
edeutende Stiftungen verzögern; so wird man die-
serwegen die Auseinandersetzung der wichtigern
nicht hinhalten.

§. 12. Um die Arbeit dieser Commission nicht
zwecklos zu vergröfsern, hat man sich jedoch schon
jetzt über folgende Bestimmungen einiger der haupt-
sächlichsten Fälle vereiniget.

I. Solche Stiftungen, die an einem bestimmten
Orte dergestalt ihren unveränderlichen Sitz haben,

1817 dafs an diesem Orte der Hauptzweck der Stiftung in Erfüllung geht, z. B. Kirchen, Schulen, Universitäten, Erziehungs-, Versorgungs-, Kranken- und Siechenhäuser u. s. w. folgen jederzeit der Landeshoheit des Orts, wo sie ihren Sitz haben.

II. Rücksichtlich der Stiftungen, bei welchen dieser Fall nicht eintritt, z. B. der Stiftungen zu Ausstattung armer Mädchen, zu Unterstützung armer Wittwen, zu Stipendien oder Freitischen armer Studirenden u. s. w. entscheidet sich die Frage, welcher Landeshoheit sie zu folgen haben, nach dem Domicilium der, zur Theilnahme an dem Zwecke der Stiftung principaliter Berufenen, mit Rücksichtnahme auf den Ort, wo sich die Fonds der Stiftungen befinden, insoweit sie nicht aus aufkündbaren oder in fundis publicis angelegten Capitalien oder baarem Gelde, Pretiosen, oder dergleichen beweglichen Effecten bestehen. Diesemnach wird

a. diejenige Regierung, in deren Gebiete die zur Theilnahme an dem Zwecke der Stiftung principaliter Berufenen sämmtlich ihr Domicilium haben, die Landeshoheit über die Stiftung erhalten, ihre Fonds mögen sich wo immer befinden.

b. Wenn die zur Theilnahme an dem Zwecke der Stiftungen principaliter Berufenen theils in dem einen, theils in dem andern Landestheile ihren Wohnsitz haben, aber die oben bemerkte, als entscheidend angenommene Gattung von Fonds ganz und ausschliefsend in einem Landestheile sind: so folgt die Stiftung der Landeshoheit derjenigen Regierung, in deren Gebiete sich besagte Fonds befinden.

Dahingegen ist

c. eine Stiftung, bei welcher nicht nur die zur Theilnahme an ihrem Zwecke principaliter Berufenen in beiden Landestheilen domiciliren, sondern die auch in beiden Landestheilen Fonds der oben gedachten Art besitzt, für gemeinschaftlich anzusehen. Soviel endlich

d. die hier unter a. und b. nicht begriffenen Fälle, ingleichen die sub c. erwähnten gemeinschaftlichen Stiftungen anlangt: so wird man sich demnächst über die dabei eintretenden Bestimmungen zu vereinigen suchen, sobald man durch die Arbeiten der §. 11. erwähnten Commission in die Kenntnifs der wirklich vorkommenden Fälle dieser Art gesetzt sein wird. 1817

Obwohl übrigens, wie sich hiernach von selbst versteht, das Domicilium der Administratoren und Collatoren, so wie der Ort, wo aufkündbare Stiftungs-Capitalien angelegt sind, auf die Bestimmung der Landeshoheit über die Stiftungen von keinem Einflusse sind, so wird man sich doch bei der, vermöge §. 8. vorzunehmenden Theilung der gemeinschaftlichen Stiftungen, möglichst bemühen, jeder Regierung solche Stiftungen zuzuweisen, deren Administratoren und Collatoren sich in ihrem Lande befinden, und deren etwa blos oder hauptsächlich aus aufkündbaren Capitalien bestehende Fonds in ihren Landestheilen elocirt sind.

§. 13. Zu näherer Erläuterung des vorhergehenden §s wird annoch bemerkt:

a. der 5te Juni 1815 ist bei Verfertigung der Tabelle dergestalt als Normaltag zu betrachten, dafs alle nach demselben mit den Fonds oder mit dem Domicilium der, zur Theilnahme an dem Hauptzweck der Stiftung oder zur Administration und Collatur und den damit verknüpften Rechten, Berufenen vorgegangene Veränderungen nicht berücksichtiget werden.

b. Unter denen im §. 12. erwähnten Administrations- und Collatur-Rechten sind nur solche zu verstehen, welche nicht Kraft des §. 3. und 4. der gegenwärtigen Convention erlöschen.

§. 14. Die §. 11. erwähnte Commission wird alsogleich aus Mitgliedern von beiden Seiten zusammen gesetzt werden, sie wird ihre Arbeit damit beginnen, dafs sie über die wichtigern Stiftungen, deren Verhältnisse, den obigen Bestimmungen nach, annoch zweifelhaft scheinen, die Tabelle nach dem hier sub ⊙ angebogenen Formular verfertiget, und in diese Uebersicht alle actenmäfsigen factischen Aufschlüsse zusammenfafst, welche von Einflufs auf

1817 die ferneren Bestimmungen über besagte Stiftungen sein können. Sie wird zu diesem Ende mit einer von den beiderseitigen Königl. Commissionen bereits verabredeten und doppelt gleichlautend ausgefertigten Instruction versehen.

§. 15. Der subdelegirten Commission werden alle zur Hand zu bringende Urkunden, Rechnungen und Papiere jeder Art, deren sie zu ihrer Arbeit bedürfen könnte, im Original, insoweit die Urschriften vorhanden sind, auf jedesmaliges Begehren, zur Einsicht vorgelegt werden.

§. 16. Da es nun, die im §. 9. vorbehaltenen näheren Bestimmungen über die Fonds, an welchen Stiftungen aus beiden Landestheilen das Eigenthums- oder Benutzungsrecht gemeinschaftlich zusteht, zweckmäfsig und billig treffen zu können, unumgänglich nöthig ist, besagte gemeinschaftliche Fonds, ihre Verhältnisse, so wie den Ursprung und die Art der den theilnehmenden Stiftungen an selbige zustehenden Ansprüche, genauer zu wissen: so ist man übereingekommen, der oben erwähnten gemeinschaftlichen subdelegirten Commission auch die, über die, hier in Frage stehenden gemeinschaftlichen Fonds sprechenden oder sie betreffenden Urkunden, Acten, Rechnungen und andern Litteralien im Original, soweit sie in dieser Gestalt vorhanden sind, von beiden Seiten vorlegen, und hieraus von ihr eine erschöpfende Uebersicht besagter Fonds verfertigen zu lassen.

§. 17. Damit jede der beiden Königl. Regierungen ehethunlichst in die vollständige Kenntnifs der Fonds gesetzt werde, welche den ihrer Landeshoheit, Kraft der in gegenwärtiger Convention ausgesprochenen Grundsätze, zufallenden Stiftungen in dem andern Landestheile gehören, und damit sich hierüber, bei der gegenseitigen Auslieferung der, jeder Regierung einzuantwortenden, ihren Stiftungen gehörigen, oder sie betreffenden Baarschaften, Documente, Litteralien u. s. w. keine verzögernden Anstände ergeben, so werden der subdelegirten Commission sämmtliche über dergleichen Fonds sprechende Urkunden, Rechnungen, Acten und Papiere

(ebenfalls soviel möglich in originali) zu dem Ende vorgelegt werden, damit sie über besagte Fonds vollständige Ausweise verfassen und sie beiden Königl. Commissionen mittheilen könne. 1817

§. 18. Gegenwärtige Convention wird durch den Druck öffentlich bekannt gemacht werden.

So geschehen Dresden am 27sten Juli 1817.

Der Oesterreichisch Kaiserliche Vermittelungs-Commissair

F. C. *Freiherr* VON GÄRTNER.

Königl. Sächs. Friedensvollziehungs- und Auseinandersetzungs-Commission.	Königl. Preufsische Commission zur Ausgleichung mit dem Königreiche Sachsen.
VON GLOBIG.	GAUDI.
GÜNTHER.	FRIESE.
VON WATZDORF.	SIETZE.

1.	2.	3.	4.	5.	6.	7.	8.	9.
Benennung der Stiftung und des Stifters.	Gattung und Datum der Stiftungs-Urkunde.	Zweck der Stiftung.	Bestimmung wer zur Theilnahme an dem Zweck der Stiftung berufen ist, mit Bemerkung, wo die Berufenen am 5ten Juni 1815 ihren wesentlichen Wohnsitz hatten.	Bestimmung wem Administrations- oder Collatur-Rechte an die Stiftung zustehen, etwa damit verbundene Emolumente, Name und wesentlicher Wohnsitz der Collatoren am 5ten Juni 1815.	Ausweis über das unbewegliche Vermögen der Stiftung, wie es am 5ten Juni 1815 bestanden hat.	Ausweis über das bewegliche Vermögen der Stiftung, wie es am 5ten Juni 1815 bestanden hat.	Jahrlicher Revenüen-Ertrag von den Capitalien, so wie sie am 5ten Juni 1815 elocirt waren, von den übrigen Fonds wo möglich nach einem Durchschnitt vor den letzten Kriegs-Jahren.	Anmerkungen.

5.

Concordat entre la France et le Saint-Siège, signé à Rome le 11 juin 1817. 1817

(DE PRADT *les quatre concordats* [à Paris 1818) T. 3. p. 75.)

Au nom de la très-sainte Trinité!

Sa Sainteté le souverain Pontife Pie VII et Sa Majesté Très-Chrétienne, animés du plus vif désir que les maux qui, depuis tant d'années, affligent l'Eglise, cessent entièrement en France, et que la religion recouvre dans ce royaume son ancien éclat, puisque enfin l'heureux retour du petit-fils du Saint Louis sur le trône de ses ayeux permet que le régime ecclésiastique y soit plus convenablement réglé, ont en conséquence resolu de faire une convention solemnelle, se réservant de pourvoir ensuite plus amplement, et d'un commun accord, aux intérêts de la religion catholique.

ART. I. Le concordat passé entre le souverain pontife Léon X et le roi de France François I, est rétabli.

ART. II. En conséquence de l'article précédent, le concordat du 15 Juillet 1801 cesse d'avoir effet.

ART. III. Les articles dits organiques, qui furent faits à l'insu de Sa Sainteté, et publiés sans son aveu le 8 Avril 1802, en même tems que ledit concordat du 15 Juillet 1801, sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire à la doctrine et aux lois de l'Eglise.

ART. IV. Les sièges qui furent supprimés dans le royaume de France, par la bulle de Sa Sainteté du 29 Novembre 1801, seront rétablis en tel nombre, qui sera convenu d'un commun accord, comme étant le plus avantageux pour le bien de la religion.

ART. V. Toutes les églises archiépiscopales et épiscopales du royaume de France, érigées par la bulle du 20 Novembre 1801, sont conservées ainsi que leurs titulaires actuels.

1817 ART. VI. La disposition de l'article précédent, relatif à la conservation desdits titulaires actuels dans les archevêchés et évêchés qui existent maintenant en France, ne pourra empêcher des exceptions particulières, fondées sur des causes graves et légitimes, ni que quelques-uns desdits titulaires actuels, ne puissent être transférés à d'autres sièges.

ART. VII. Les diocèses, tant des sièges actuellement existans que de ceux qui seront de nouveau érigés, après avoir demandé le consentement des titulaires actuels et des chapitres des sièges vacans, seront circonscrits de la manière la plus adoptée à leur meilleure administration.

ART. VIII. Il sera assuré à tous lesdits sièges, tant existans qu'à ériger de nouveau, une dotation convenable en biens-fonds et en rentes sur l'état, aussitôt que les circonstances le permettront, et, en attendant, il sera donné à leurs pasteurs un revenu suffisant pour améliorer leur sort. Il sera pourvu également à la dotation des chapitres, des cures et séminaires, tant existans que de ceux à établir.

ART. IX. Sa Sainteté et Sa Majesté Très-Chrétienne connoissent tous les maux qui affligent l'église de France. Elles savent également combien la prompte augmentation du nombre des sièges qui existent maintenant sera utile à la religion. En conséquence, pour ne pas retarder un avantage aussi éminent, Sa Sainteté publiera une bulle pour procéder sans retard à l'érection et à la nouvelle circonscription de diocèses.

ART. X. Sa Majesté Très-Chrétienne, voulant donner un nouveau temoignage de son zèle pour la religion, emploiera, de concert avec le Saint-Père, tous les moyens qui sont en son pouvoir, pour faire cesser, le plus tôt possible, les désordres et les obstacles qui s'opposent au bien de la religion, et à l'exécution des lois de l'Eglise.

ART. XI. Les territoires des anciennes abbayes, dites nullius, seront unis aux diocèses dans les limites desquels ils se trouveront enclavés à la nouvelle circonscription.

ART. XII. Le retablissement du concordat qui a été suivi en France jusqu'en 1789 (stipulé par l'art. 1

de la présente convention) n'entraînera pas celui des 1817
abbayes, prieurés, et autres bénéfices qui existoient à cette époque. Toutefois, ceux qui pourroient être fondés à l'avenir, seront sujets aux réglemens prescrits dans le dit concordat.

ART. XIII. Les ratifications de la présente convention seront échangées dans un mois, ou plus-tôt, si faire se peut.

ART. XIV. Dès que lesdites ratifications auront été échangées, Sa Sainteté confirmera par une bulle la présente convention, et elle publiera, aussitôt après, une seconde bulle pour fixer la circonscription des diocèses.

En foi de quoi, les plenipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Rome 11 Juin 1817.

H. C. CONSALVI. BLACAS D'AULPS.

6.

Déclaration, concernant l'abolition du droit 1818 *d'aubaine entre le royaume des deux Siciles et le royaume de Wurtemberg, datée de Stouttgart du 6 Novembre* 1818.

(Copie.)

Sa Majesté le roi du royaume des deux Siciles ayant déclaré par un décret donné à Naples le 12 Août 1818

1. que le droit d'aubaine ne seroit plus exercé dans le royaume des deux Siciles rélativement aux sujets, de celles d'entre les puissances qui ne l'exerceroient plus vis-à-vis de sujets de Sa Majesté;

2. que les étrangers ne pourroient commencer à jouir des effets resultans de la disposition contenue dans l'article précédent, que du jour où la puissance à laquelle ils appartiennent aura manifesté par une

1818 déclaration officielle de vouloir accorder la réciprocité en faveur des sujets de Sa Majesté le roi du royaume des deux Siciles;

3. que les étrangers, en faveur desquels le droit d'aubaine ne seroit plus exercé, pourroient recueillir librement les successions qui pourroient être ouvertes pour eux dans l'étendue du royaume des deux Siciles;

Et Sa Majesté le roi du royaume des deux Siciles, ayant desiré d'étendre les effets de ce décret, en faisant inviter Sa Majesté le roi de Wurtemberg d'en appliquer réciproquement les dispositions à leurs états et ayant fait connaître en même tems à Sa Majesté que, pour éviter les formalités et longeurs d'un traité solennel, elle ne desiroit de la part du gouvernement de Wurtemberg qu'une simple déclaration, par laquelle il s'engageroit à faire exécuter les dispositions du décret susmentionné pour les reconnaître réciproquement obligatoires dans les deux états;

Sa Majesté le roi de Wurtemberg pour répondre à cette invitation et pour témoigner en même tems à Sa Majesté le roi du royaume des deux Siciles son désir de satisfaire à tout ce qui peut lui être agréable, de même que pour contribuer à faciliter les rapports entre les deux états et à resserrer l'amitié existant si heureusement entre eux; a autorisé le Comte de Zeppelin, son conseiller intime et ministre des affaires étrangères à donner une déclaration, qui rende témoignage de ces sentimens, ainsi que de l'intention de Sa Majesté de répondre aux voeux de Sa Majesté le roi du royaume des deux Siciles; lequel déclare en conséquence que Sa Majesté le roi de Wurtemberg accepte la proposition qui lui a été faite par Sa Majesté le roi des deux Siciles pour l'abolition réciproque du droit d'aubaine, que par suite de cette acceptation les dispositions contenues dans le décret donné par Sa Majesté le roi du royaume des deux Siciles en date de Naples du 12 Août 1818 au sujet de l'abolition de ce droit, telles qu'elles sont exprimées plus haut, sont et demeurent obligatoires pour le gouvernement de Wurtemberg et que l'application en aura lieu dans

tous les cas en faveur et dans les intérêts des sujets 1818
de Sa Majesté le roi du royaume des deux Siciles, de la même manière, qu'elles seront observées dans le royaume des deux Siciles à l'égard des sujets Wurtembergeois.

En foi de quoi cet acte a été signé par le soussigné et muni du cachet de ses armes.

Fait à Stouttgart ce 6 Novembre 1818.

(Signé) *Le Comte* DE ZEPPELIN.

7.

Concordat entre le royaume des Deux Siciles et le Saint-Siège, signé à Terracine le 16 Février 1818.

(*Le Journal de Francfort* 1818. No. 93. 94. 95.)

Au nom de la très-sainte Trinité.

S. S. le souverain Pontife Pie VII. et S. M. Ferdinand I. roi du royaume des Deux Siciles, animées d'un égal désir de réparer les desordres qui se sont introduits dans les affaires ecclésiastiques de ce royaume, se sont déterminés d'un commun accord à conclure entre eux une nouvelle convention.

En conséquence S. S. le souverain Pontife Pie VII. a nommé son plénipotentiaire S. Em. Hercule Consalvi, cardinal de la sainte église romaine, diacre de St. Marie des martyrs, son secrétaire d'état;

Et S. M. le roi des Deux Siciles, S. Exc. Don Louis de Medici, chevalier de l'ordre royal de S. Janvier, grand'croix des ordres royaux de St. Ferdinand et du mérite, de l'ordre de St. Georges, et de l'ordre impérial de St. Etienne de Hongrie, son conseiller et secrétaire d'état ministre des finances;

Lesquels après l'échange mutuel de leurs pleins-pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans:

ART. I. La religion catholique-apostolique-romaine est la seule religion du royaume des Deux

1818 Siciles, et elle y sera toujours conservée avec les droits, et les prérogatives qui lui appartiennent, d'après les dispositions de la providence et la sanction des canons.

ART. II. En conformité de l'article précédent, l'enseignement dans les universités royales, les collèges, les écoles soit publiques, soit privées devra être en tout conforme à la dite religion catholique.

ART. III. La nécessité de réunir plusieurs petits évêchés, dont les évêques ne peuvent point s'entretenir avec la décence convenable, ayant été reconnue dans la convention de 1741, et cette réunion, qui ne fut point exécutée alors, étant devenue maintenant plus nécessaire encore par la diminution des dites menses épiscopales et d'autres, il se fera, dans les états en deçà du Phare, de la manière convenable, et après qu'on aura demandé le consentement préalable des parties intéressées, une nouvelle circonscription des diocèses. Pour la déterminer on aura égard à la commodité des fidèles, et particulièrement à leur avantage spirituel. Parmi les sièges que l'on ne peut conserver, soit à cause de l'exeguité des revenus, soit à cause de l'obscurité des lieux, ou pour tous autres motifs raisonnables, on conservera les plus anciens et les plus illustres comme les metropoles.

Dans les domaines au delà du Phare on conservera tous les sièges archi-épiscopaux et épiscopaux qui existent maintenant: et en outre afin de mieux pourvoir à l'avantage spirituel des fidèles, le nombre en sera augmenté.

Les territoires des abbayes qui ne font partie d'aucune diocèse, soit à cause de leur peu d'étendue, soit à cause de la modicité de leurs revenus, ou par la perte qu'elles en ont faite, seront de concert réunis aux diocèses dans lesquels ils se trouveront d'après la nouvelle circonscription.

Les abbayes consistoriales qui jouissent encore d'un revenu annuel d'environ 500 ducats, ne seront pas réunies. Les fonds de celles dont le revenu est moindre ou seront réunis à d'autres abbayes ecclésiastiques jusqu'à la concurrence de la somme indi-

quée de 500 ducats, ou il en sera disposé en faveur des chapitres et des paroisses. Cette disposition ne concerne point les commandemens des ordres militaires. 1818

ART. IV. Chaque mense épiscopale du royaume ne pourra avoir un revenu annuel au-dessous de 3000 ducats en biens-fonds et libre des impositions publiques.

S. S. de concert avec S. M. assignera le plus-tôt possible des dotations de cette espèce, en faveur des évêchés auxquels la présente disposition sera applicable.

ART. V. Chaque église archiépiscopale, ou épiscopale, aura son chapitre et son séminaire, auxquels on conservera leur dotation actuelle en biens-fonds, si elle est suffisante; on l'augmentera, si elle ne suffit pas, et même, s'il étoit nécessaire, on leur assignera une suffisante.

Chaque dignité du chapitre métropolitain de Naples n'aura pas moins de 500 ducats de revenu annuel, et celui des autres canonicats sera au moins de 400 ducats.

Les dignités des chapitres des autres églises archiépiscopales et épiscopales qui seront établies dans la nouvelle circonscription, dans la partie en deçà du Phare, ne devront pas avoir un revenu annuel au-dessous de 130 ducats, et celui des chanoines devra être au moins de 100 ducats.

Cette disposition ne comprend pas les canonicats à patronage royal, ecclésiastique et laïc, que l'on conservera dans l'état où ils sont, à moins que leurs patrons respectifs ne veuillent en augmenter les revenus dans les formes légales. Les séminaires seront réglés et leurs biens administrés d'après la teneur du concile de Trente.

ART. VI. Les revenus des églises à réunir s'appliqueront à celles que l'on conservera dans la nouvelle circonscription, à moins que d'autres cas urgens des dites églises à réunir ne demandent une autre application ecclésiastique, qui auroit lieu avec l'intervention de l'autorité du Saint Siège.

Les chapitres des églises qui ne seront point conservées dans la nouvelle circonscription, après avoir

1818 demandé d'abord le consentement des parties intéressées seront convertis en collégiales, et leurs revenus resteront dans l'état où ils se trouvent maintenant.

ART. VII. Les paroisses dont la portion congrue ne sera pas suffisante, auront un supplément de dotation, de manière que les cures au-dessous de 2000 ames n'aient pas moins de 100 ducats par ans; celles au-dessous de 5000 ames pas moins de 150 ducats, et enfin celles de 5000 ames et au-dessus, pas moins de 200 ducats par an. L'entretien de l'église paroissiale et du vicaire sera à la charge des communes respectives, dans le cas où il n'y auroit pas de revenus assignés à cette fin, et pour surêté on assignera des fonds, ou une taxe privilégiée.

Cet article ne comprend point les églises paroissiales à patronage royal, ecclésiastique et laïc, acquis canoniquement, qui seront à la charge des patrons respectifs.

ART. VIII. La collation des abbayes consistoriales qui ne sont point à patronage royal appartiendra toujours au Saint-Siège, qui les conférera aux sujets de S. M.

Les bénéfices simples de collation libre avec fondation et érection en titre ecclésiastique, seront conférés par le Saint-Siège et les évêques, suivant la distinction des mois pendant lesquels la vacance arrivera, c'est à dire de Janvier à Juillet par le Saint-Siège, et de Juillet à Janvier par les évêques. Les personnes nommées seront toujours des sujets de S. M.

ART. IX. On dressera avec soin pour le Saint-Père un état des abbayes, qui sont à la nomination de S. S. et de celles qui sont à patronage royal. Ces états pourront dans la suite être rectifiés de concert.

ART. X. Les canonicats de collation libre tant des chapitres de cathedrales que des collégiales, seront conférés respectivement par le Saint-Siège et les évêques, savoir dans les six premiers mois de l'année par le Saint-Siège, et dans les six derniers par les évêques. La première dignité sera toujours à la collation libre du Saint-Siège.

ART. XI. S. S. accorde aux évêques du royaume 1818
le droit de conférer les cures qui viendront à vaquer en tous tems. Après un concours pour les cures à collation libre, les évêques les conféreront aux sujets qu'ils jugeront les plus dignes parmi ceux qui sont approuvés. Mais pour les cures à patronage ecclésiastique, ils donneront, après l'examen, l'institution à ceux que le patron ecclésiastique présentera comme les plus dignes parmi ceux qui ont été approuvés par les examinateurs. Enfin pour les cures à patronage royal et laïc, l'évêque donnera l'institution à l'ecclésiastique présenté, pourvu que lors de l'examen, il soit jugé capable.

Sont exceptés les cures qui vaqueront in *curia*, ou par promotion à quelque dignité ecclésiastique, ou canonicat conféré par le Saint-Siège, et qui seront à la collation du souverain Pontife.

Tous les biens ecclésiastiques non aliénés par le gouvernement militaire, et qui, au retour de S. M., se sont trouvés dans l'administration dite du domaine, sont rendus à l'église.

Après la ratification du présent concordat, la masse desdits biens sera administrée par quatre personnes choisies, dont deux seront à la nomination de S. S., et deux à celle de S. M., et qui devront les administrer fidèlement aussi long-tems qu'on ne leur aura point donné régulièrement une déstination ou une application.

ART. XIII. Une partie assez considérable de biens appartenans à l'église ayant été aliénée sous le gouvernement militaire dans les domaines en deçà du Phare; et S. M. pour s'opposer par tous les efforts possibles à l'invasion ennemie, ayant été elle-même forcée, tant à Naples avant que l'invasion des dits domaines n'ait eu lieu, que dans ceux au delà du Phare pour en empêcher l'invasion, d'aliéner une petite quantité de fonds ecclésiastiques, en assignant aux possesseurs ecclésiastiques dans les dits domaines au delà du Phare des revenus civils équivalens pour les indemniser convenablement; en conséquence d'après les instances de S. M. et ayant égard à la tranquillité publique dont la conservation importe infiniment à la religion, S. S. déclare que les pos-

1818 sesseurs des dits biens ne seront molestés en rien, ni par elle ni par les pontifes romains ses successeurs, et qu'en conséquence la propriété de ces biens, les revenus et droits y annexés, leur appartiendront d'une manière immuable et à leurs ayans cause.

ART. XIV. L'état de gêne où se trouve actuellement le patrimoine des ordres réguliers qui n'a point été aliéné et que S. M. a trouvé à son retour dans l'administration dite du domaine, ne permettant pas de rétablir toutes les maisons religieuses de l'un ou de l'autre sexe, elles seront rétablies dans le plus grand nombre compatible avec les moyens de dotation, et particulièrement les maisons de ces ordres qui s'adonnent à l'instruction de la jeunesse dans la religion, les lettres, ou au soin des malades et à la prédication.

Les biens des réguliers dotés, non aliénés, seront répartis dans une juste proportion entre les couvens à rétablir, sans avoir aucun égard aux titres d'ancienne propriété, qui, en vertu du présent article, sont tous éteints.

Les bâtimens des maisons religieuses non aliénés à des usages publics, dans le cas où le manque de moyens ne permettroit pas de rétablir ces maisons, formeront partie du patrimoine des réguliers; et si cela est utile au dit patrimoine, on pourra les aliéner à condition que le prix qu'on en retirera appartiendra à ce patrimoine.

L'on augmentera le nombre des couvens existans actuellement, lorsque les circonstances et les besoins de la population le demanderont.

Les revenus et les couvens étant déterminés, il sera libre aux ordres réguliers dotés et aux religieuses à recevoir des novices en proportion des moyens de subsistance; les religieux mendians pourront de même recevoir des novices.

Les dots des jeunes personnes qui prendront le voile, seront employées au profit du monastère suivant les dispositions canoniques.

Tous les religieux, tant mendians que dotés qui seront rétablis, dépendront, comme ceux, qui existent, de leurs supérieurs généraux respectifs.

Le gouvernement continuera à payer pour le 1818
compte du trésor public à titre de patrimoine, aux religieux des ordres reguliers dotés qui seront rétablis dans les domaines en deça du Phare, lorsqu'ils auront obtenu un indult apostolique de sécularisation, et qu'ils ne seront pas pourvus de bénéfices ecclésiastiques, la pension dont ils jouissent maintenant, jusqu'à ce qu'ils soient pourvus d'un bénéfice équivalent. Le gouvernement continuera indistinctement le paiement des pensions actuelles aux religieux des couvens qu'on ne pourra pas rétablir.

ART. XV. L'église aura le droit d'acquérir de nouvelles possessions, et quelque acquisition qu'elle fasse de nouveau, elle lui appartiendra, et cette acquisition jouira du même droit que les anciennes fondations ecclésiastiques. — Cette faculté s'entend à compter d'aujourd'hui, et sans prejudice aux effets légaux des lois d'amortissement qui sont restées en vigueur jusqu'ici, ni à l'exécution des susdites lois à l'avenir pour les acquisitions qui ne sont point encore vérifiées.

On ne pourra supprimer, ou réunir aucune des fondations ecclésiastiques sans l'intervention de l'autorité du siège apostolique, sauf les facultés attribuées aux évêques par le saint concile de Trente.

ART. XVI. Les malheureuses circonstances des tems ne permettant pas que les ecclésiastiques jouissent de l'exemption des impôts publics, royaux et communaux, S. M. promet de faire cesser l'abus introduit dans les derniers tems, et d'après lequel les ecclésiastiques et leurs propriétés étoient plus grêvés que les laïcs mêmes, et de suppléer par des largesses à l'avantage du clergé lors des momens heureux où l'état parviendra à une plus grande prosperité.

ART. XVII. Le mont dit *Frumentario*, établi à Naples, c'est à dire l'administration royale des dépouilles (spogli) et des revenus des menses épiscopales, des abbayes et autres bénéfices vacans, sera supprimé. Aussitôt que la nouvelle circonscription des diocèses sera exécutée, on établira dans chacun d'eux des administrations diocésaines, composées de deux chanoines que choisira le chapitre soit métro-

1818 politain, soit épiscopal, et qu'il renouvellera de trois en trois ans à la pluralité des voix, et d'un procureur du roi que S. M. nommera.

Chacune de ces administrations sera présidée par l'évêque ou son vicaire-général, et pendant la vacance du siège par le vicaire-capitulaire. L'ordinaire et un ministre de S. M. se concerteront pour appliquer les revenus perçus pendant la vacance des sièges au bénéfice des églises, des hôpitaux et des séminaires, à des secours de charité et à d'autres usages pieux. On réservera néanmoins au profit du futur évêque la moitié des revenus des menses épiscopales vacantes.

La résolution qui a été jusqu'à présent en vigueur, de déposer au mont *Frumentario* susdit, le tiers des revenus des évêchés et bénéfices sous le nom de *terzo pensionabile*, est abrogée par le présent article, sans que pour cela les pensionnaires actuels soient privés des pensions dont ils sont en possession.

Lorsqu'il sera pourvu aux évêchés et bénéfices à la nomination royale, on continuera d'admettre la réserve des pensions suivant les formes canoniques. Les individus nommés par S. M. à ces pensions obtiendront du Saint-Siège les bulles apostoliques correspondantes, par le moyen desquelles ils seront habiles à les percevoir leur vie durant, et à leur mort, l'évêché ou le bénéfice sur lesquels cette réserve avoit eu lieu, seront délivrés de cette charge.

ART. XVIII. S. S. se reserve à perpétuité, sur les évêchés et abbayes qui seront établis dans le royaume, 12000 ducats de pension annuelle, dont le souverain Pontife disposera suivant les circonstances et à sa volonté, au profit de ses sujets de l'état ecclésiastique.

ART. XIX. Les bénéfices et abbayes situés dans le royaume des Deux-Siciles, et dont les fruits se trouvent en tout ou en partie appliqués à des ecclésiastiques, à différentes églises, collèges, monastères et maisons religieuses de Rome et des autres pays de l'état ecclésiastique, continueront à être appliqués au même usage. Cette disposition ne s'étend pas

aux bénéfices et abbayes à patronage royal, ni à cel- 1813
les dont les biens sont aliénés.

ART. XX. Les archevêques et les évêques seront libres dans l'exercice de leur ministère pastoral, suivant les saints canons. Ils connoîtront des causes ecclésiastiques, et principalement des causes matrimoniales, qui, suivant le 12e canon de la 24e session du concile de Trente, sont du ressort des juges ecclésiastiques, et ils prononceront sur les causes. Ne sont point comprises dans cette disposition les causes civiles des clercs, par exemple celles qui concernent les contrats, les dettes, les héritages, dont les juges laïcs connoîtront et sur lesquels ils prononceront définitivement.

Les archevêques et évêques soumettront aux peines établies par le saint concile de Trente ou à d'autres qu'ils jugeront convenables, les clercs qui se rendront réprehensibles, ou qui ne porteront pas l'habit clérical conforme à leur dignité et à leur ordre, sauf le recours canonique; ils les confineront dans les séminaires et des maisons religieuses. Ils emploieront également les censures contre ceux des fidèles qui transgresseroient les lois ecclésiastiques et saints canons.

Ils n'éprouveront aucun empêchement pour faire les visites de leurs diocèses respectifs pour se rendre *ad limina apostolorum*, et convoquer les synodes diocésains. Il sera également libre aux archevêques et évêques de communiquer avec le clergé et le peuple de leur diocèse, pour remplir leur devoir pastoral, de publier leurs instructions sur les affaires ecclésiastiques, de faire des ordinations, et d'ordonner des prières publiques et d'autres pieuses pratiques, quand le bien de l'église, de l'état ou du peuple le demandera. Les causes majeures sont du ressort du souverain Pontife.

ART. XXI. Les archevêques et les évêques admettront aux ordres sacrés, après l'examen prescrit, et quand ils seront pourvus d'un patrimoine suffisant ou d'un autre titre canonique, les clercs qu'ils jugeront nécessaires ou utiles à leurs diocèses, en se conformant néanmoins aux mesures et aux règlemens prescrits par le décret du pape Gregoire XV en

1818 date du 1er Juillet 1623 et dans le concordat *Benedettino* chap. 4 qui a pour titre *Requisiti di Promovendi*, auxquels mesures et règlemens il n'est point dérogé par le présent concordat.

Comme il est nécessaire de pourvoir suffisamment à l'entretien de chaque ecclésiastique, lequel dans les tems actuels exige plus de dépense, les archevêques et les évêques augmenteront dorénavant le taux du patrimoine sacré à constituer en biens-fonds pour les ordinands, lequel ne pourra être ni au-dessous de cinquante ducats ni au-dessus de quatre-vingt.

L'expérience ayant démontré qu'il arrive frequemment dans le royaume qu'en constituant les patrimoines sacrés il se fait des assignations frauduleuses, simulées, ou qui ne sont point libres soit d'hypothèques, soit d'autres charges, d'où il résulte que ceux qui sont ordonnés sur le titre de tels patrimoines, se trouvent ensuite dépourvus de moyens de subsistance; afin d'éviter à l'avenir de pareils abus, on constatera, pour la vérité du fait, d'une manière légale que le fond ou les fonds constitués par les ordinands en patrimoine sacré sont libres de toute hypothèque et de toute charge; à cet effet les autorités ecclésiastiques demanderont au tribunal civil de la province l'acte constatant la propriété et la franchise du fonds, et le tribunal ne pourra refuser de le délivrer.

Les aspirans aux ordres sacrés à titre de bénéfice ou de chapelle, devront pour être ordonnés, se constituer un certain supplément jusqu'à la concurrence du taux diocésain ci-dessus, lorsque le revenu du bénéfice ou de la chapelle sera inférieur à ce taux.

Cette disposition ne s'étend pas aux diocèses dans lesquels il auroit déjà été établi un taux patrimonial plus élevé, auquel il ne sera pas fait aucun changement.

Art. XXII. On sera libre d'appeller au Saint-Siège.

Art. XXIII. La communication des évêques, du clergé et du peuple avec le St. Siège sur toutes les matières spirituelles et les objets ecclésiastique

sera parfaitement libre; sont par conséquent révo- 1818
qués les circulaires, lois et décrets de *liceat scribere*.

ART. XXIV. Toutes les fois que les archevêques et les évêques trouveront dans les livres introduits ou qui s'introduiront, imprimés ou qui s'imprimeront dans le royaume, quelque chose de contraire à la doctrine de l'église et aux bonnes moeurs, le gouvernement n'en permettra pas la publication.

ART. XXV. S. M. supprime la charge de délégué royal de la juridiction ecclésiastique.

ART. XXVI. Le tribunal du *chapelain majeur* et sa juridiction, se renfermeront dans les limites prescrites par la constitution *Convenit* de Benoît XIV et par le *motu proprio* subséquent de ce même Pontife.

ART. XXVII. La propriété de l'église dans ses possessions et acquisitions sera sacrée et inviolable.

ART. XXVIII. En considération de l'utilité que la religion et l'église retirent du présent concordat, et pour donner une marque d'affection particulière à la personne de S. M. le roi Ferdinand, S. S. accorde à perpétuité à lui et à ses descendans catholiques successeurs au trône, l'indult de nommer des ecclésiastiques dignes, aptes et ayant les qualités réquises par les saints canons, à tous ceux des archevêchés et évêchés du royaume des Deux Siciles pour lesquels S. M. ne jouissoit pas du droit de nomination; et à cet effet S. S. fera expédier la bulle d'indult aussitôt après les ratifications du présent concordat.

S. M. fera connoître en tems dû à S. S. les personnes nommées, afin que suivant la teneur des canons, on fasse les informations nécessaires et que ces personnes obtiennent l'institution canonique suivant le mode et les formes observés jusqu'ici. Cependant avant de l'avoir obtenue, elles ne pourront en aucune manière s'immiscer dans le gouvernement ou l'administration des églises pour lesquelles elles sont nommées.

ART. XXIX. Les archevêques et évêques feront en présence de S. M. le serment de fidélité, dont

1818 voici la formule: "Je jure et promets sur les Saints-Évangiles obéissance et fidélité à Sa Majesté Royale. Je promets également que je n'aurai aucune communication, que je ne ferai partie d'aucune réunion, et que je ne conserverai, soit au-dedans soit au-dehors du royaume, aucune union suspecte, qui nuise à la tranquillité publique, et que si, tant dans mon diocèse qu'ailleurs, j'apprends qu'il se trame quelque chose au détriment de l'état, j'en préviendrai S. M."

ART. XXX. Quant aux autres ecclésiastiques dont il n'a pas été fait mention dans les articles ci-dessus, les choses seront réglées suivant la discipline de l'église, et s'il survenoit quelque difficulté, S. S. et S. M. se réservent de se concerter entre elles.

ART. XXXI. Le présent concordat est substitué à toutes les lois, ordonnances et décrets émanés dans le royaume des Deux Siciles en matière de religion.

ART. XXXII. Comme il a été représenté à S. S. de la part de S. M. qu'attendu les besoins actuels des églises du royaume en deçà du Phare, et les effets produits par l'invasion ennemie, la convention de 1741 ne suffit plus pour obvier aux maux qui exigent un remède indispensable, et que d'un autre côté la partie des domaines au delà du Phare, que la dite convention n'embrasse pas, n'a besoin que de soins et que d'ailleurs les domaines en deçà et au delà du Phare ne constituant maintenant qu'un royaume, il convient de fixer une règle uniforme à observer également dans les églises des deux susdits domaines, il est convenu que le présent concordat est substitué au précédent.

ART. XXXIII. Chacune des deux hautes parties contractantes promet en son nom et en celui de ses successeurs, d'observer exactement tout ce qui est contenu dans ces articles.

ART. XXXIV. Les ratifications du présent concordat seront échangées à Rome au plus tard dans quinze jours à dater de la présente convention.

ART. XXXV. Après la ratification du présent concordat on en confiera l'exécution à deux sujets re-

commendables, dont l'un sera nommé par S. S. et 1818
l'autre par S. M. et qui seront munis des pouvoirs nécessaires par les parties contractantes.

En foi de quoi, lesdits plénipotentiaires ont souscrit le présent concordat, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Terracine le 16 Février 1818.

S. Em. le cardinal CONSALVI.
S. chev. L. DE MEDICI.

8.

Convention entre le royaume des Pays-Bas 1819 *et le Grand-Duché de Hesse, relativement à l'abolition réciproque du droit de détraction (Jus detractus) et de l'impôt d'émigration (census emigrationis), conclue à Francfort sur Mein le 7 Janvier* 1819.

(*Journal officiel du royaume des Pays-Bas* 1819.)

ART. I. Les droits connus sous le nom de Jus detractus, Gabella hereditaria et census emigrationis ne seront réciproquement plus exigés ni perçus à l'avenir, lorsqu'en cas de succession, donation, vente, émigration ou en tout autre cas, il y a lieu à une translation de biens du royaume des Pays-Bas dans les états de Son Altesse royale le Grand-Duc de Hesse, et de ceux-ci dans les états du royaume des Pays-Bas; toutes les impositions de cette nature étant abolies entre les deux pays.

ART. II. Cette disposition s'étend non seulement aux droits et autres impositions de ce genre, qui font partie des revenus publics, mais également à ceux qui jusqu'ici pourroient avoir été levés par quelques provinces, villes, jurisdictions, corporations, arrondissemens ou communes, de manière que les

1819 sujets respectifs, qui exporteront des biens, ou auxquels il en échoiroit à un titre quelconque dans l'un ou l'autre état, ne sont assujettis sous ces rapports, à d'autres impositions ou taxes, qu'à celles qui, soit à raison de droit de succession, de vente ou de mutation de propriété quelconque, seroient acquittées par les habitans même du royaume des Pays-Bas ou du Grand-Duché de Hesse, d'après les réglemens et ordonnances qui existent ou qui émaneront par la suite dans les deux pays.

ART. III. La présente convention est applicable non seulement à toutes les successions à échoir à l'avenir et à celles déjà dévolues, mais à toutes les translations de biens en général dont l'exportation n'a point encore été effectuée jusqu'à ce jour.

ART. IV. Comme cette convention ne regarde que les propriétés et leur libre exportation, toutes les lois relatives au service militaire restent en pleine vigueur dans les deux pays, et à ce même égard les gouvernemens contractans ne seront nullement restreints dans leur future législation.

ART. V. La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Francfort sur Mein dans le terme de six semaines, ou plustôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et l'ont munie du cachet de leurs armes.

Fait à Francfort sur Mein le 7 Janvier 1819.

DE GRUNNE, Lieutenant-Général. HARNIER.

Le ministre des affaires étrangères declare que la présente convention a été ratifiée par le gouvernement du Grand-Duché de Hesse, le 20 Janvier 1819 et par celui des Pays-Bas, le 21 Janvier même année.

A. W. C. DE NAGELL.

9.

Convention de cartel concernant l'extradition réciproque des déserteurs, conclue entre la Prusse et le duché d' Oldenbourg le 1819

4 *Nov.* 1818.
12 *Janv.* 1819.

(*Oldenburgische wöchentliche Anzeigen* 1819. No. 4. und No. 5. *Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1819. No. 1. pag. 4.)

Zwischen Sr. Durchlaucht dem Herzoge von Oldenburg und Sr. Majestät dem Könige von Preufsen ist folgende Cartel-Convention verabredet und geschlossen worden:

Art. I. Alle in Zukunft, und zwar vom Tage der Bekanntmachung der Convention angerechnet, von den Truppen Sr. Durchlaucht des Herzogs von Oldenburg und von den Armeen Sr. Majestät des Königs von Preufsen desertirende Militair-Personen sollen gegenseitig ausgeliefert werden.

Art. II. Als Deserteurs werden, ohne Unterschied des Grades oder der Waffe, alle diejenigen angesehen, welche zu irgend einer Abtheilung des stehenden Heeres, oder der bewaffneten Landesmacht nach den gesetzlichen Bestimmungen eines jeden der beiden Staaten, gehören und denselben mit Eid und Pflicht verwandt sind, mit Inbegriff der bei der Artillerie oder sonstigem Fuhrwesen angestellten Knechte.

Art. III. Sollte der Fall vorkommen, dafs ein Deserteur der hohen contrahirenden Mächte früher schon von einer andern Macht desertirt wäre, so wird dennoch, selbst wenn mit der letztern ebenfalls Auslieferungs-Verträge beständen, die Auslieferung stets an diejenige der hohen contrahirenden Mächte erfolgen, deren Dienst er zuletzt verlassen hat. Wenn ferner ein Soldat von den Truppen eines der paciscirenden Souverains zu denen eines Dritten und von diesen wiederum in die Lande des

1819 andern paciscirenden Souverains oder sonst zu dessen Truppen desertirt, so kommt es darauf an, ob letzterer Souverain mit jenem Dritten ein Cartel hat. Ist dieses der Fall, so wird der Deserteur dahin abgeliefert, woher er zuletzt entwichen ist, im entgegengesetzten Falle aber wird er dem paciscirenden Souverain, dessen Dienst er zuerst verlassen hat, ausgeliefert.

Art. IV. Nur folgende Fälle werden als Gründe, die Auslieferung eines Deserteurs zu verweigern, anerkannt:

a) wenn der Deserteur aus den Staaten des jenseitigen hohen Souverains, so wie sie durch die neuesten Verträge begrenzt sind, gebürtig ist, und also vermittelst der Desertion nur in seine Heimath zurückkehrt;

b) wenn ein Deserteur in dem Staate, in welchen er entwichen ist, ein Verbrechen begangen hat, dessen Bestrafung vor seiner Auslieferung die Landes-Gesetze erfordern. Wenn nach überstandener Strafe der Deserteur ausgeliefert wird, sollen die denselben betreffenden Untersuchungs-Acten, entweder im Original oder auszugsweise und in beglaubten Abschriften, übergeben werden, damit ermessen werden kann, ob ein dergleichen Deserteur noch zum Militair-Dienst geeignet sei, oder nicht.

Schulden oder andere von einem Deserteur eingegangene Verbindlichkeiten geben dagegen dem Staat, in welchem er sich aufhält, kein Recht, dessen Auslieferung zu versagen.

Art. V. Die Verbindlichkeit zur Auslieferung erstreckt sich auch auf Pferde, Sattel und Reitzeug, Armatur und Montirungs-Stücke, welche von den Deserteurs etwa mitgenommen sind, und tritt auch dann ein, wenn der Deserteur selbst, nach den Bestimmungen des vorhergehenden Artikels, nicht ausgeliefert wird.

Art. VI. Um durch die möglichste Regelmäfsigkeit die Auslieferung zu beschleunigen, werden beide hohe contrahirende Theile wegen bestimmter an ihren Grenzen belegenen gegenseitigen Ausliefe-

rungs-Orte übereinkommen, an welchen eine ge- 1819
genseitig bekannt zu machende Behörde mit der Empfangnahme der Deserteurs und sofortiger Bezahlung aller in den nachfolgenden Artikeln 10. und 12. stipulirten Kosten beauftragt sein wird.

Art. VII. Die Auslieferung geschieht in der Regel freiwillig, und ohne erst eine Requisition abzuwarten. Sobald daher eine Militair- oder Civil-Behörde einen jenseitigen Deserteur entdeckt, wird derselbe nebst den etwa bei sich habenden Effecten, Pferden, Waffen u. s. w. sofort, unter Beifügung eines aufzunehmenden Protocolls, an die jenseitige Behörde im nächsten Ablieferungs-Orte, gegen Bescheinigung, übergeben.

Art. VIII. Sollte aber ein Deserteur der Aufmerksamkeit der Behörde desjenigen Staats, in welchen er übergetreten ist, entgangen sein, so wird dessen Auslieferung sogleich auf die erste desfalsige Requisition erfolgen, selbst dann, wenn er Gelegenheit gefunden hätte, in dem Militair-Dienste des gedachten Staats angestellt zu werden. Nur wenn über die Richtigkeit wesentlicher in der Requisition angegebenen Thatsachen, welche die Auslieferung überhaupt bedingen solche Zweifel obwalten, dafs zuvor eine nähere Aufklärung derselben zwischen der requirirenden und der requirirten Behörde nöthig wird, ist der Auslieferung Anstand zu geben.

Art. IX. Die im vorstehenden Artikel erwähnten Requisitionen ergehen Oldenburgischer Seits, in Hinsicht schon zum Dienst angenommener Deserteurs, an das General-Commando der Provinz, worin sich der Deserteur befindet; in allen übrigen Fällen an die betreffende Preufsische Provinzial-Regierung; und Preufsischer Seits an die Oldenburgische Regierung desjenigen Landes, in welchem der Deserteur oder Ausgetretene sich aufhält.

Art. X. An Unterhaltungs-Kosten werden der auslieferndeh Seite für jeden Deserteur vom Tage seiner Verhaftung an, bis zum Tage der Auslieferung einschliefslich, für den Tag drei Groschen Preufsisch-Courant, für ein Pferd aber täglich sechs Pfund Hafer, acht Pfund Heu und drei Pfund Stroh,

1819. Berliner Gewicht, den Centner zu 110 Pfund, gut gethan.

Die Berechnung der Futter-Kosten geschieht nach den Marktpreisen des Orts oder der nächsten Stadt, wo die Arretirung geschehen ist, und die Bezahlung erfolgt ohne die geringste Schwierigkeit gleich bei der Auslieferung.

Wenn auf die auszuliefernden Deserteurs nach ihrer zum Zweck der Auslieferung erfolgten Verhaftung wegen Krankheit höhere Verpflegungs-Kosten haben verwendet werden müssen, so werden diese ebenfalls sogleich bei der Auslieferung, jedoch auf den Grund einer mitzutheilenden besondern Berechnung, erstattet.

Art. XI. Aufser diesen Kosten und der im nachfolgenden Art. 12. bemerkten Belohnung, kann ein mehreres unter irgend einem Vorwand, wenn auch gleich der auszuliefernde Mann unter den Truppen des Souverains, der ihn auszuliefern hat, angeworben sein sollte, etwa wegen des Handgeldes, genossener Löhnung, Bewachung und Fortschaffung, oder wie es sonst Namen haben möchte, nicht gefordert werden.

Art. XII. Dem Unterthan, welcher einen Deserteur einliefert, soll eine Gratification von Fünf Thalern Preufs. Courant für einen Mann ohne Pferd, und von Zehn Thalern Preufs. Courant für einen Mann mit dem Pferde gereicht, von dem ausliefernden Theile vorgeschossen und sofort bei der Auslieferung wieder erstattet werden. In Rücksicht anderer ausgetretenen Militairpflichtigen, die nicht nach Art. 2. in die Classe der eigentlichen Deserteurs gehören, fällt dieses Cartel-Geld weg.

Art. XIII. Ueber den Empfang der Art. 10. und 12. gedachten Kosten- und Gratifications-Erstattung hat die ausliefernde Behörde zu quitiren. Des etwa nicht sofort auszumittelnden Betrages der zu erstattenden Unkosten halber ist aber die Auslieferung des Deserteurs, wenn derselben sonst kein Bedenken entgegensteht, nicht aufzuhalten.

Art. XIV. Allen Behörden, besonders den Grenz-Behörden, wird es strenge zur Pflicht gemacht wer-

den, auf die jenseitigen Deserteurs ein wachsames 1819
Auge zu haben, und daher einen jeden, aus dessen Aussagen, Kleidung, Waffen oder anderen Anzeichen sich ergiebt, dafs er ein solcher Deserteur sei, sogleich, ohne erst eine Requisition deshalb abzuwarten, unter Aufsicht zu stellen, oder nach Umständen zu verhaften.

Art. XV. Alle nach der Verfassung der beiderseitigen Staaten, Reserve- oder Landwehr- und überhaupt militairpflichtige Unterthanen, welche sich von Zeit der Publication dieser Convention an, in die Lande des andern Souverains, oder zu dessen Truppen begeben, sind, auf vorgängige Reclamation, der Auslieferung ebenfalls unterworfen, und es soll mit dieser Auslieferung im übrigen, sowohl in Hinsicht der dabei zu beobachtenden Form, als auch wegen der zu erstattenden Verpflegungskosten eben so gehalten werden, wie es wegen der Auslieferung militairischer Deserteurs in dieser Convention bestimmt ist.

Bei allen solchen Auslieferungen aber, welche von der Obrigkeit auf jenseitige Requisition bewirkt werden, wird ein Cartelgeld nicht entrichtet.

Art. XVI. Diejenigen Individuen, welche nach den Gesetzen eines jeden der paciscirenden Staaten im militairpflichtigen Alter sind und bei Ueberschreitung der gegenseitigen Grenzen, ohne eine hinreichende Legitimation vorzeigen zu können, den Verdacht auf sich ziehen; dafs sie sich der Militairpflicht gegen ihren Staat entziehen wollen, sollen sofort zurückgewiesen, und dergleichen Personen weder Aufenthalt noch Zuflucht in dem jenseitigen Staate gestattet werden.

Art. XVII. Den beiderseitigen Behörden und Unterthanen wird strenge untersagt werden, Deserteurs oder solche Militairpflichtige, die ihre desfalsige Befreiung nicht hinlänglich nachweisen können, zu Kriegs-Diensten anzunehmen, deren Aufenthalt zu verheimlichen, oder dieselben, um sie etwaigen Reclamationen zu entziehen, in entferntere Gegenden zu befördern. Auch soll es nicht gestattet werden, dafs von irgend einer fremden Macht derglei-

1819 chen Individuen innerhalb der Staaten der hohen Souverains angeworben werden.

Art. XVIII. Wer sich der wissentlichen Verhehlung eines Deserteurs oder Militairpflichtigen und der Beförderung der Flucht desselben schuldig macht, wird mit einer nachdrücklichen Geld- oder Gefängnifsstrafe belegt.

Art. XIX. Gleichmäfsig wird es den Unterthanen beider hohen Contrahirenden untersagt werden, von einem jenseitigen Deserteur Pferde, Sattel und Reitzeug, Armatur und Montirungsstücke zu kaufen, oder sonst an sich zu bringen. Der Uebertreter dieses Verbots wird nicht allein zur Herausgabe dergleichen an sich gebrachter Gegenstände, ohne den mindesten Ersatz, oder zu Erstattung des Werths angehalten, sondern noch überdies mit willkührlicher Geld- oder Gefängnifs-Strafe belegt werden, wenn bewiesen wird, dafs er wissentlich von einem Deserteur etwas gekauft oder an sich gebracht hat.

Art. XX. Indem auf diese Art eine regelmäfsige Auslieferung der gegenseitigen Deserteurs und Militairpflichtigen eingeleitet ist, wird jede eigenmächtige Verfolgung eines Deserteurs auf jenseitigem Gebiete, als eine Verletzung des letztern, streng untersagt, und sorgfältig vermieden werden. Wer sich dieses Vergehens schuldig macht, wird, wenn er dabei betroffen wird, sogleich verhaftet und zur gesetzlichen Bestrafung an seine Regierung abgeliefert werden.

Art. XXI. Als eine Gebiets-Verletzung ist jedoch nicht anzusehen, wenn von einem Commando, welches einen oder mehrere Deserteurs bis an die Grenze verfolgt, ein Commandirter in das jenseitige Gebiet gesandt wird, um der nächsten Orts-Obrigkeit die Desertion zu melden.

Diese Obrigkeit mufs vielmehr, wenn der Deserteur sich in ihrem Bereiche findet, denselben sofort verhaften, und wird in diesem Falle, wie überhaupt jedesmal, wenn ein Deserteur von der Obrigkeit verhaftet wird, kein Cartelgeld gezahlet. Der Commandirte darf sich aber keineswegs an den Deserteur vergreifen, widrigenfalls er nach Art. XX. zu behandeln ist.

ART. XXII. Jede gewaltsame oder heimliche An- 1819
werbung im jenseitigen Territorio, Verführung jenseitiger Soldaten zur Desertion, oder anderer Unterthanen zum Austreten mit Verletzung ihrer Militairpflicht, ist strenge untersagt. Wer eines solchen Beginnens wegen in dem Staate, wo er sich dessen schuldig gemacht, ergriffen wird, ist der gesetzlichen Bestrafung desselben unterworfen. Wer sich aber der Bestrafung durch die Flucht entzieht, oder von seinem Vaterlande aus auf obige Art auf jenseitige Unterthanen zu wirken sucht, wird auf desfallsige Requisition in seinem Vaterlande zur Untersuchung, und nachdrücklichen Strafe gezogen werden.

ART. XXIII. Diejenigen, welche vor Bekanntmachung dieser Convention von den Truppen des einen der hohen contrahirenden Theile desertirt sind, und entweder bei denen des andern Souverains Militair-Dienste genommen haben, oder sich, ohne dergleichen wieder ergriffen zu haben, in dessen Landen aufhalten, sind der Reclamation und Auslieferung nicht unterworfen.

ART. XXIV. Den Landeskindern beider Theile, welche zur Zeit der Publication wirklich in dem Militair-Dienst des andern Souverains sich befinden, soll die Wahl frei stehen, entweder in ihren Geburtsort zurück zu kehren, oder in den Diensten, in welchen sie sich befinden, zu bleiben. Doch müssen sie sich längstens binnen Einem Jahre nach der Publication gegenwärtiger Convention desfalls bestimmt erklären, und es soll denjenigen, welche in ihre Heimath zurückkehren wollen, der Abschied unweigerlich ertheilt werden.

Bei freiwilligen Capitulanten treten diese Bestimmungen erst nach der Capitulation ein.

ART. XXV. Gegenwärtige Convention wird von den hohen Contrahirenden beiderseits zu gleicher Zeit zur genauesten Befolgung publicirt werden, und ist gültig und geschlossen auf Sechs Jahre, mit stillschweigender Verlängerung bis zu erfolgender Aufkündigung, welche sodann jedem der hohen contrahirenden Theile ein Jahr voraus frei steht.

1819 Wenn auf dem Bundestage jedoch allgemeine Beschlüsse gefafst würden, welche mit den vorstehenden Bestimmungen unvereinbar sind, so wird das Bundesschlufsmäfsige Verfahren künftig an die Stelle treten.

So geschehen und unterzeichnet Oldenburg den 4ten November 1818.

Herzoglich Holstein-Oldenburgisches Cabinets-Ministerium.

Ad mandatum speciale serenissimi Ducis,

v. Brandenstein.

10.

Déclaration, concernant l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine entre la Prusse et la principauté de Schaumbourg-Lippe, publiée à Berlin le 20 Février 1819.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1819. No. 3. p. 52.)

Nachdem die Königlich Preufsische Regierung mit der Fürstlich Schaumburg-Lippeschen Regierung dahin übereingekommen ist, gegenseitig den Abschofs und das Abfahrtsgeld, auch in Beziehung auf die *nicht* zum deutschen Bunde gehörigen Preufsischen Provinzen, nach ihrem gegenwärtigen und künftigen Umfange, aufzuheben; so erklären beide gedachte Regierungen hiermit, dafs sie, statt einer besonderen Uebereinkunft dieserhalb, lediglich den Inhalt des im Protocolle der deutschen Bundesversammlung vom 23sten Juni 1817 befindlichen Beschlusses, wegen der unter sämmtlichen deutschen Bundesstaaten festgesetzten Nachsteuer- und Abzugsfreiheit, auch auf die nicht zum deutschen Bunde gehörigen Preufsischen Provinzen, nach ihrem gegenwärtigen und künftigen Umfange, ausdehnen wollen.

Gegenwärtige, im Namen Sr. Majestät des Königs 1819
von Preufsen, und Sr. Durchlaucht des Fürsten von Schaumburg-Lippe, zweimahl gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, sogleich Kraft und Wirksamkeit erhalten, und in den beiderseitigen Landen öffentlich bekannt gemacht werden.

Gegeben Berlin, den 20ten Februar 1819.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Graf VON BERNSTORFF.

11.

Convention entre la Prusse et la Hesse grand-ducale, concernant la réception réciproque des vagabonds, signée le 23 Février 1819.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1819. No. 11. p. 132.)

Zwischen der Königlich Preufsischen und der Grofsherzoglich Hessischen Regierung ist unterm 23sten Februar d. J. wegen wechselseitiger Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen eine Uebereinkunft geschlossen worden, welche mit der durch die Gesetzsammlung pro 1818 sub No. 478 publicirten dergleichen Convention mit dem Königreiche Baiern vom 31sten Mai 1818, mit Ausnahme des in der Anlage besonders abgedruckten Artikels 12, völlig gleichlautend ist.

Nachdem diese Convention, welche vom Tage gegenwärtiger Bekanntmachung an in Kraft tritt, hierdurch zur allgemeinen Kenntnifs gebracht wird, ist es der Wille Seiner Majestät des Königs, dafs dieselbe von allen Militair- und Civil-Behörden, wie auch von sämmtlichen Allerhöchst-Ihren Un-

1819 terthanen, in allen Stücken auf das Genaueste befolgt werde.

Berlin den 30sten April 1819.

Königl. Preuſs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Graf VON BERNSTORFF.

Auszug aus der unterm 23sten Februar mit der Groſsherzoglich Hessischen Regierung abgeschlossenen Uebereinkunft wegen gegenseitiger Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen.

ART. XII. Rücksichtlich der Uebernahmsorte für die beiderseitigen Rheinlande, wird auf die, zwischen den beiderseitigen Provinzial-Behörden bereits getroffenen oder künftig noch zu verabredenden Correspondenztags-Einrichtungen hiermit Bezug genommen. In solchen Fällen, wo aus und nach anderen Provinzen der beiden hohen contrahirenden Theile der Transport von Vagabunden erforderlich wird, werden letztere an die nächste Polizeibehörde desjenigen zwischen liegenden Staats abgeliefert, durch dessen Gebiet der grade Weg vom Orte der Ergreifung aus nach der Grenze des zur Uebernahme verpflichteten Staats führt.

12.

Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine entre la Prusse et la principauté de Lippe-Detmold, publiée à Berlin le 6 Mars 1819.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preuſsischen Staaten* 1819. No. 6. p. 69.)

Nachdem die, Königlich Preuſsische Regierung mit der Fürstlich Lippischen vormundschaftlichen Regierung dahin übereingekommen ist, gegenseitig den

Abschofs und das Abfahrtsgeld, auch in Beziehung 1819
auf die nicht zum deutschen Bunde gehörigen Preufsischen Provinzen, nach ihrem gegenwärtigen und künftigen Umfange aufzuheben, so erklären beide gedachte Regierungen hiermit, dafs sie, statt einer besonderen Uebereinkunft dieserhalb, lediglich den Inhalt des im Protocolle der deutschen Bundesversammlung vom 23sten Juni 1817 befindlichen Beschlusses, wegen der unter sämmtlichen deutschen Bundesstaaten festgesetzten Nachsteuer- und Abzugsfreiheit, auch auf die nicht zum deutschen Bunde gehörigen Preufsischen Provinzen, nach ihrem gegenwärtigen und künftigen Umfange, ausdehnen wollen.

Gegenwärtige, im Namen Sr. Majestät des Königs von Preufsen und Ihro Durchlaucht, der Fürstin Vormünderin und Regentin zur Lippe, zweimahl gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, sogleich Kraft und Wirksamkeit erhalten und in den beiderseitigen Landen öffentlich bekannt gemacht werden.

Gegeben Berlin, den 6ten März 1819.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Graf von Bernstorff.

Une déclaration absolument semblable a été publiée par rapport à l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine

13.

1. *entre la Prusse et la principauté de Hohenzollern-Siegmaringen, en date du 6 Mars* 1819.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1819. No. 6. p. 70.)

14.

1819 2. *entre la Prusse et la ligne cadette des princes de Reuſs-Plauen, en date du 15 Mars* 1819.

(*Geſetzsammlung für die Königlichen Preuſsischen Staaten* 1819. No. 6. p. 71.)

15.

3. *entre la Prusse et la ligne ainée des princes de Reuſs, en date du 22 Mars* 1819.

(*Geſetzsammlung für die Königlichen Preuſsischen Staaten* 1819. No. 6. p. 72.)

16.

4. *entre la Prusse et la principauté de Lichtenstein, en date du 29 Mars* 1819.

(*Geſetzsammlung für die Königlichen Preuſsischen Staaten* 1819. No. 7. p. 76.)

17.

5. *entre la Prusse et la régence de Hesse Hombourg, en date du 16 Avril* 1819.

(*Geſetzsammlung für die Königlichen Preuſsischen Staaten* 1819. No. 8. p. 80.)

18.

et 6. *entre la Prusse et la principauté de Hohenzollern-Hechingen, en date du 23 Septembre* 1819.

(*Geſetzsammlung für die Königlichen Preuſsischen Staaten* 1819. No. 20. p. 217.)

19.

Publication concernant l'abolition du droit d'aubaine entre le royaume des deux Siciles et le duché d'Oldenbourg, du 29 Mars 1819. 1819

(Copie.)

Seine Majestät der König beider Sicilien haben durch ein Decret vom 12ten Aug. 1818 das Heimfallsrecht (droit d'aubaine, jus albinagii) in dem Königreiche beider Sicilien in Beziehung auf diejenigen Staaten aufgehoben, welche diese Aufhebung gleichmäfsig rücksichtlich des gedachten Königreichs verfügen würden. Wenn gleich jenes Recht in den hiesigen Landen niemals ausgeübt ist, so haben doch Seine Herzogliche Durchlaucht mittelst höchster Declaration vom 16ten Febr. d. J., dessen Nicht-Anwendbarkeit auf die Unterthanen des Königreichs beider Sicilien besonders zu bestätigen geruhet, welches daher hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht wird.

Oldenburg, aus der Regierung, den 29sten März 1819.

v. Brandenstein. Mentz. Runde. Suden. Jürgens.

v. Kettler.

20.

1819 *Déclaration concernant l'abolition des fraix de justice en matières criminelles, concertée entre la Prusse et le Grand-Duché de Saxe-Weimar, en date du 31 Mars 1819.*

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1819. No. 8. p. 79.)

Die Königlich Preufsische Regierung und die Grofsherzoglich Sachsen-Weimar-Eisenachsche Regierung sind mit einander dahin übereingekommen und erklären hiermit:

dafs in allen Untersuchungssachen, wo wegen Unvermögenheit des Inculpaten die Kosten niedergeschlagen werden müssen, keine andere Kosten, als die baaren Auslagen: für Atzung, Transport, Porto und Copialien, von den gegenseitigen Preufsischen und Weimarschen, sowohl unmittelbaren als Patrimonialgerichten berechnet und erstattet werden sollen.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie in gleichlautenden Exemplaren, von dem Königlich Preufsischen Ministerium vollzogen und ausgewechselt worden, durch öffentliche Bekanntmachung in den beiderseitigen Landen Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 31sten März 1819.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Graf VON BERNSTORFF.

21.

Cartel entre l'Hanovre et le duché de Brunsvic, concernant l'extradition réciproque des déserteurs, publié le 5 Avril 1819.

1819

(*Gesetz-Sammlung für das Königreich Hannover* 1819. Abthl. 1. No. 6. p. 13.)

Georg, Prinz Regent, im Namen und von wegen Seiner Majestät, Georg des Dritten, von Gottes Gnaden, Königs des vereinigten Reichs Grofsbritannien und Irland u. s. w. auch Königs von Hannover, Herzogs zu Braunschweig und Lüneburg u. s. w.

Demnach zwischen Unserm Cabinets-Ministerio und dem Herzoglich Braunschweig-Lüneburgschen Geheimen Raths-Collegio über die gegenseitige Auslieferung der Deserteurs und sonst ausgetretenen Militair- und Landwehrpflichtigen Einwohner eine Convention abgeschlossen ist, welche von Wort zu Wort lautet wie folgt:

Art. I. Alle in Zukunft und zwar vom 1sten Mai, als dem Tage der Publication gegenwärtiger Convention angerechnet, von den Armeen der beiden hohen contrahirenden Theile, unmittelbar oder mittelbar in des andern Lande oder zu dessen Truppen, wenn diese auch aufserhalb ihres Vaterlandes sich befinden sollten, desertirende Militair-Personen sollen gegenseitig ausgeliefert werden.

Art. II. Als Deserteurs werden, ohne Unterschied des Grades oder der Waffe, alle diejenigen angesehen, welche zu irgend einer Abtheilung des stehenden Heeres oder der bewaffneten Landesmacht, nach den gesetzlichen Bestimmungen eines jeden der beiden Staaten gehören, und denselben mit Eid und Pflicht verwandt sind, mit Inbegriff der bei der Artillerie oder sonstigem Fuhrwesen angestellten Knechte.

Art. III. Sollte der Fall vorkommen, dafs ein Deserteur der hohen contrahirenden Mächte früher schon von einer andern Macht desertirt wäre: so

1819 wird dennoch, selbst wenn mit der letztern ebenfalls Auslieferungs-Verträge beständen, die Auslieferung stets an diejenige der hohen contrahirenden Mächte erfolgen, deren Dienste er zuletzt verlassen hat. Wenn ferner ein Soldat von den Truppen eines der hohen paciscirenden Souverains zu denen eines dritten, und von diesem wiederum in die Lande des andern paciscirenden Souverains oder sonst zu dessen Truppen desertirt: so kommt es darauf an, ob letzterer Souverain mit jenem dritten ein Cartel hat. Ist dieses der Fall, so wird der Deserteur dahin abgeliefert, woher er zuletzt entwichen ist; im entgegengesetzten Falle aber wird er dem paciscirenden Souverain, dessen Dienste er zuletzt verlassen hat, ausgeliefert.

Art. IV. Nur folgende Fälle werden als Gründe, die Auslieferung eines Deserteurs zu verweigern, anerkannt:

a. wenn der Deserteur aus dem Staate des jenseitigen hohen Souverains, sowie sie durch die neuesten Verträge begrenzt sind, gebürtig ist, und also vermittelst der Desertion nur in seine Heimath zurückkehrt;

b. wenn ein Deserteur in dem Staate, in welchen er entwichen ist, ein Verbrechen begangen hat, dessen Bestrafung vor seiner Auslieferung die Landes-Gesetze erfordern.

Wenn nach überstandener Strafe der Deserteur ausgeliefert wird, sollen die denselben betreffenden Untersuchungs-Acten, entweder im Original oder Auszugsweise und in beglaubten Abschriften, übergeben werden, damit ermessen werden kann, ob ein dergleichen Deserteur noch zum Militairdienst geeignet sei oder nicht. Schulden oder andere von einem Deserteur eingegangene Verbindlichkeiten geben dagegen dem Staate, in welchem er sich aufhält, kein Recht, dessen Auslieferung zu versagen.

Art. V. Die Verbindlichkeit zur Auslieferung erstreckt sich auch auf die Pferde, Sattel- und Reitzeug, Armatur- und Montirungs-Stücke, welche von dem Deserteur etwa mitgenommen, und bei seiner Verhaftung bei ihm gefunden worden, oder

auch nach der näheren Bestimmung des Art. 20 in den Händen dritter Personen sich befinden sollten. Dies tritt auch dann ein, wenn der Deserteur selbst, nach den Bestimmungen des vorhergehenden Artikels, nicht ausgeliefert wird. 1819

Art. VI. Um durch die möglichste Regelmäfsigkeit die Auslieferung zu beschleunigen, ist die Uebereinkunft getroffen, dafs die Ablieferung jederzeit an die nächst befindliche jenseitige Obrigkeit geschehen und von derselben, bei der Empfangnahme des Deserteurs, auch die sofortige Bezahlung der in den nachfolgenden Artikeln 11 und 12 stipulirten Kosten verfügt werden soll.

Art. VII. Die Auslieferung geschieht in der Regel freiwillig, und ohne erst eine Requisition abzuwarten. Sobald daher eine Militair- oder Civil-Behörde einen jenseitigen Deserteur entdeckt, wird derselbe nebst den etwa bei sich habenden Effecten, Pferden, Waffen, und sofort, unter Beifügung eines aufzunehmenden Protocolls, an die jenseitige Behörde, im nächsten Ablieferungs-Orte, gegen Bescheinigung übergeben.

Art. VIII. Sollte aber ein Deserteur der Aufmerksamkeit der Behörden desjenigen Staats, in welchen er übergetreten ist, entgangen sein: so wird dessen Auslieferung sogleich auf die erste desfallsige Requisition erfolgen, selbst dann, wenn er Gelegenheit gefunden hätte, in dem Militair-Dienste des gedachten Staats angestellt zu werden. Nur wenn über die Richtigkeit wesentlicher, in der Requisition angegebener Thatsachen, welche die Auslieferung überhaupt bedingen, solche Zweifel obwalten, dafs zuvor eine nähere Aufklärung derselben zwischen der requirirenden und der requirirten Behörde nöthig wird, ist der Auslieferung Anstand zu geben.

Art. IX. Die im vorstehenden Artikel erwähnten Requisitionen ergehen Königlich Hannoverischer Seits an das Herzoglich Braunschweigische Geheime Raths-Collegium, und Herzoglich Braunschweigischer Seits an das Königliche General-Commando zu Hannover, oder an die Provinzial-Regierung der Provinz, wohin der Deserteur sich begeben hat. Von den Militair-Behörden werden diejenigen De-

1819 serteurs, welche etwa zum Dienste angenommen sein sollten, von den Civil-Behörden aber diejenigen, bei denen dies nicht der Fall ist, ausgeliefert.

Art. X. Sollten zwischen Seiner Majestät, dem Könige von Hannover und andern deutschen Bundes-Staaten, welche durch den Herzoglich Braunschweigischen Staat von dem Hannoverschen Gebiete getrennt sind, Cartel-Conventionen bestehen oder noch geschlossen werden, in deren Folge Auslieferungs-Fälle Hannoverischer Deserteurs vorkommen: so sind die Herzoglich Braunschweigischen Behörden verpflichtet, dergleichen Deserteurs von solchen hinterliegenden dritten Staaten anzunehmen und den weitern Transport nach den in Gemäfsheit des Artikels 6 zu bestimmenden Hannoverischen Ablieferungs-Orten in eben der Art zu veranstalten, als ob solche Deserteurs innerhalb des Herzoglich Braunschweigischen Staats selbst zuerst ergriffen worden wären. Eine gleiche Verpflichtung findet auf Seiten der Königlich Hannoverischen Behörden statt, wenn in ähnlichen Fällen, auf den Grund zwischen der Herzoglich Braunschweigischen Regierung und anderen deutschen Bundes-Staaten bestehenden Cartel-Conventionen, Herzoglich Braunschweigische Deserteurs das Königlich Hannoverische Gebiet passiren müssen, um ihre Auslieferung zu bewirken.

Art. XI. An Unterhaltungs-Kosten werden der auszuliefernden Macht für jeden Deserteur, vom Tage seiner Verhaftung bis zum Tage der Auslieferung einschliefslich, für jeden Tag Drei gute Groschen Conventions-Münze, für ein Pferd aber täglich Sechs Pfund Hafer, Acht Pfund Heu und Drei Pfund Stroh, Berliner Gewicht, den Centner zu Einhundert und Zehn Pfund, gut gethan. Die Berechnung der Futterkosten geschiehet nach den Marktpreisen des Orts oder der nächsten Stadt, wo die Arretirung geschehen ist und die Bezahlung erfolgt ohne die geringste Schwierigkeit, gleich bei der Auslieferung.

Art. XII. Aufser diesen Kosten und der im nachfolgenden Artikel 13 bemerkten Belohnung, kann ein Mehreres unter irgend einem Vorwande, wenn auch gleich der auszuliefernde Mann unter den Truppen des Souverains, der ihn auszuliefern hat,

angeworben sein sollte, etwa wegen des Handgeldes, genossener Löhnung, Bewachung und Fortschaffung oder wie es sonst Namen haben möchte, nicht gefordert werden. 1819

Art. XIII. Dem Unterthanen, welcher einen Deserteur einliefert, imgleichen den Polizei- und obrigkeitlichen Unterbedienten, so wie auch den Land-Dragonern, von welchen, ohne vorgängigen Auftrag, ein Deserteur angehalten und abgeliefert wird, soll eine Gratification von Fünf Thaler Conventions-Münze für einen Mann ohne Pferd, und von Zehn Thaler Conventions-Münze für einen Mann mit dem Pferde gereicht, von dem auslieferndem Theile vorgeschossen und sofort bei der Auslieferung wieder erstattet werden. In Ansehung anderer ausgetretenen Militairpflichtigen, die nicht nach Artikel 2 in die Classe der eigentlichen Deserteurs gehören, fällt dieses Cartel-Geld weg.

Art. XIV. Ueber den Empfang der Artikel 11 und 13 gedachten Kosten- und Gratifications-Erstattung hat die auslieferndе Behörde zu quitiren. Des etwa nicht sofort auszumittelnden Ertrags der zu erstattenden Unkosten halber ist aber die Auslieferung des Deserteurs, wenn derselben sonst kein Bedenken entgegensteht, nicht aufzuhalten.

Art. XV. Allen Behörden, besonders den Grenz-Behörden wird es strenge zur Pflicht gemacht werden, auf die jenseitigen Deserteurs ein wachsames Auge zu haben, und daher einen jeden, aus dessen Aussagen, Kleidung, Waffen oder andern Anzeigen sich ergiebt, dafs er ein solcher Deserteur sei, sogleich ohne erst eine Requisition deshalb abzuwarten, unter Aufsicht zu stellen, oder nach Umständen zu verhaften.

Art. XVI. Alle, nach der Verfassung der beiderseitigen Staaten, Reserve- oder Landwehr- und überhaupt militairpflichtige Unterthanen, welche sich, von Zeit der Publication dieser Convention an, in die Lande des andern Souverains oder zu dessen Truppen begeben, sind, jedoch nur auf vorgängige Reclamation, der Auslieferung ebenfalls unterworfen, und es soll mit dieser Auslieferung im übrigen, sowohl in Hinsicht der dabei zu beobach-

1819 tenden Form, als auch wegen der zu erstattenden Verpflegungs-Kosten, eben so gehalten werden, wie es wegen der Auslieferung militairischer Deserteurs in dieser Convention bestimmt ist. Bei allen solchen Auslieferungen aber, welche von der Obrigkeit auf jenseitige Requisition bewirkt werden, wird ein Cartel-Geld nicht entrichtet.

Art. XVII. Diejenigen Individuen, welche nach den Gesetzen eines jeden der paciscirenden Staaten im militairpflichtigen Alter sind, und bei Ueberschreitung der gegenseitigen Grenzen, ohne einen obrigkeitlichen Pafs oder eine sonstige hinreichende Legitimation vorzeigen zu können, den Verdacht auf sich ziehen, dafs sie sich der Militair-Pflicht gegen ihren Staat entziehen wollen, sollen sofort zurückgewiesen, und dergleichen Personen weder Aufenthalt, noch Zuflucht in dem jenseitigen Staate gestattet werden.

Art. XVIII. Den beiderseitigen Behörden und Unterthanen wird strenge untersagt werden, Deserteurs, oder solche Militairpflichtige, die ihre desfallsige Befreiung nicht hinlänglich nachweisen können, zu Kriegs-Diensten anzunehmen, deren Aufenthalt zu verheimlichen, oder dieselben, um sie etwanigen Reclamationen zu entziehen, in entferntere Gegenden zu befördern. Auch soll es nicht gestattet werden, dafs von irgend einer fremden Macht dergleichen Individuen innerhalb der Staaten der hohen Souverains angeworben werden.

Art. XIX. Wer sich der wissentlichen Verhehlung eines Deserteurs oder Militairpflichtigen und der Beförderung der Flucht desselben schuldig macht, wird mit einer nachdrücklichen Geld- oder Gefängnifs-Strafe belegt.

Art. XX. Gleichmäfsig wird es den Unterthanen beider hohen contrahirenden Mächte untersagt werden, von einem jenseitigen Deserteure Pferde, Sattel- und Reitzeug, Armatur- und Montirungsstücke zu kaufen, oder sonst an sich zu bringen. Der Uebertreter dieses Verbots wird nicht allein zur Herausgabe dergleichen an sich gebrachter Gegenstände, ohne den mindesten Ersatz, oder zu Erstattung des Werths angehalten, sondern noch überdem mit willkührlicher Geld- oder Gefängnifs-

strafe belegt werden, wenn bewiesen wird, dafs er 1819
wissentlich von einem Deserteur etwas an sich gebracht oder gekauft hat.

Art. XXI. Indem auf diese Art eine regelmäfsige Auslieferung der gegenseitigen Deserteurs und Militairpflichtigen eingeleitet ist, wird jede eigenmächtige Verfolgung eines Deserteurs auf jenseitigem Gebiete, als eine Verletzung des letztern streng untersagt, und sorgfältig vermieden werden. Wer sich dieses Vergehens schuldig macht, wird, wenn er dabei betroffen wird, sogleich verhaftet, und zur gesetzlichen Bestrafung an seine Regierung abgeliefert werden.

Art. XXII. Als eine Gebiets-Verletzung ist jedoch nicht anzusehen, wenn von einem Commando, welches einen oder mehrere Deserteurs, an die Grenze verfolgt, ein Commandirter in das jenseitige Gebiet gesandt wird, um der nächsten Orts-Obrigkeit die Desertion zu melden. Diese Obrigkeit mufs vielmehr, wenn der Deserteur sich in ihrem Bereiche findet, denselben sofort verhaften, und wird in diesem Falle, wie überhaupt jedesmahl, wenn ein Deserteur von der Obrigkeit verhaftet wird, kein Cartelgeld bezahlt. Der Commandirte darf sich aber keineswegs an dem Deserteur vergreifen, widrigenfalls er nach Art. 21 zu behandeln ist.

Art. XXIII. Jede gewaltsame oder heimliche Anwerbung im jenseitigen Territorio, Verführung jenseitiger Soldaten zur Desertion oder anderer Unterthanen zum Austreten, mit Verletzung ihrer Militair-Pflicht, ist streng untersagt. Wer eines solchen Beginnens wegen, in dem Staate, wo er sich dessen schuldig gemacht, ergriffen wird, ist der gesetzlichen Bestrafung desselben unterworfen. Wer sich aber dieser Bestrafung durch die Flucht entzieht, wird auf desfallsige Requisition in seinem Vaterlande zur Untersuchung und nachdrücklichen Strafe gezogen werden.

Art. XXIV. Diejenigen, welche vor Bekanntmachung dieser Convention von den Truppen der hohen contrahirenden Mächte desertirt sind und entweder bei der Armee des andern Souverains Militair-Dienste genommen haben, oder sich, ohne dergleichen wiederum ergriffen zu haben, in dessen

1819. Lande aufhalten, sind der Reclamation und Auslieferung nicht unterworfen.

Art. XXV. Den Landes-Kindern beider Theile, welche zur Zeit der Publication wirklich in dem Militair-Dienste des andern Souverains sich befinden, soll die Wahl freistehen, entweder in ihren Geburtsort zurückzukehren, oder in den Diensten, in welchen sie sich befinden, zu bleiben. Doch müssen sie sich längstens binnen einem Jahre nach Publication gegenwärtiger Convention diesfalls bestimmt erklären, und es soll denjenigen, welche in ihre Heimath zurückkehren wollen, der Abschied unweigerlich ertheilt werden. Bei freiwilligen Capitulanten treten diese Bestimmungen erst nach Ablauf der Capitulation ein.

Art. XXVI. Es versteht sich, und wird hierdurch noch ausdrücklich erklärt, dafs durch keine der bevorstehenden Bestimmungen den künftigen Beschlüssen des Bundestages über einen allgemeinen Termin der Militairpflichtigkeit vorgegriffen, oder die bundesmäfsige Auswanderungs-Freiheit der Unterthanen beschränkt werden soll.

Art. XXVII. Gegenwärtige Convention wird beiderseits zu gleicher Zeit zur genauesten Befolgung publicirt werden, und ist gültig und geschlossen auf Sechs Jahre mit stillschweigender Verlängerung bis zu erfolgender Aufkündigung, welche sodann jederzeit jedem der hohen contrahirenden Theile Ein Jahr voraus freisteht: —

Und dann diese Convention in allen Puncten von Uns genehmigt worden; so befehlen Wir sämmtlichen Militair- und Civil-Behörden und allen Unterthanen Unseres Königreichs Hannover vermittelst der gegenwärtigen Verordnung, welche der ersten Abtheilung der Gesetz-Sammlung inserirt werden soll, den vorstehenden Bestimmungen und Vorschriften auf das pünctlichste nachzukommen.

Hannover den 5ten April 1819.

Kraft Seiner Königlichen Hoheit, des Prinzen Regenten, Special-Befehl.

Adolphus Frederick.

Decken. Bremer. Arnswaldt.
G. Hoppenstedt.

22.

Déclaration concernant l'émigration des sujets respectifs entre la Bavière et le duché de Saxe-Hildbourghausen, du 6 Avril 1819.

1819

(*Gesetzblatt für das Königreich Baiern*, IIIs Stück, vom 17ten Mai 1819.)

Maximilian Joseph, von Gottes Gnaden König von Baiern.

Uebereinstimmend mit der unterm 10ten November 1817 bekannt gemachten Erklärung über die von Uns und des Grofsherzogs von Sachsen-Weimar-Eisenach Königlichen Hoheit angenommenen Grundsätze über die Militair-Pflichtigkeit bei wechselseitiger Auswanderung von Unterthanen ist nun auch die Erklärung über die Annahme und gegenseitige Beobachtung der erwähnten Grundsätze zwischen Uns und des Herzogs von Sachsen-Hildburghausen Durchlaucht von beiden Seiten unterzeichnet, und gegenseitig ausgewechselt worden; mit der einzigen Abweichung jedoch, dafs die Jahre der Militair-Pflichtigkeit für Unsere Unterthanen zwar wie immer auf die Zeit vom Anfange des 18ten bis zum vollendeten 27sten Lebensjahre, für die Herzoglich Sachsen-Hildburghausischen Unterthanen aber auf die Zeit vom Anfange des 20sten bis zum vollendeten 29sten Lebensjahre festgesetzt worden.

Die hiernach bestehenden Bestimmungen sind nunmehr in Bezug auf die Herzoglich Sachsen-Hildburghausischen Lande genau zu beobachten.

München den 6ten April 1819.

MAX. JOSEPH.

Graf VON RECHBERG.

Auf Königlichen Allerhöchsten Befehl,
der General-Secretair:
v. BAUMÜLLER.

23.

1819 *Déclaration concernant l'interprétation du §. 3 de la convention du 27 Mai 1817 sur l'abolition du droit de détraction entre la Prusse et la Saxe royale, du 29 Avril 1819.*

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen.* 1818. No. 9. pag. 171.)

Von Gottes Gnaden, Friedrich August, König von Sachsen u. s. w.

Im 3ten §. der, mit dem Königlich Preufsischen Hofe, am 27sten Mai 1817 geschlossenen, und durch das Mandat vom 2ten August desselben Jahres bekannt gemachten Convention über die wechselseitige Aufhebung des Abschosses und Abfahrtsgeldes ist angeordnet worden, dafs die deshalb getroffenen Bestimmungen auch auf alle "*jetzt anhängige Fälle*" Anwendung leiden sollen. Da jedoch über die Auslegung des Ausdrucks der "anhängigen Fälle" Zweifel entstanden ist, so wird hierdurch, in Uebereinstimmung mit dem Königl. Preufsischen Hofe, dieser Ausdruck dahin erläutert:

dafs unter den "anhängigen Fällen" diejenigen zu verstehen sind, in welchen, beim Abschlusse der gedachten Convention, der Abschofs oder das Abfahrtsgeld noch nicht wirklich bezahlt gewesen ist.

Es wird daher solches zu Jedermanns Wissenschaft und Nachachtung hierdurch bekannt gemacht.

Dresden, den 29sten April 1819.

Freiherr VON WERTHERN.

CARL FERDINAND MENKE, S.

24.

Convention entre la Prusse et le duché de Saxe-Gotha et d'Altenbourg, concernant l'abolition des fraix de justice en matières criminelles, publiée à Berlin le 8 Mai 1819. 1819

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1819. No. 12. p. 133.)

Nachdem die Königlich Preufsische Regierung mit der Herzoglich Sachsen-Gotha und Altenburgischen Regierung dahin übereingekommen ist, die gegenseitige Kostenvergütung in Criminal-Untersuchungssachen aufzuheben; so erklären gedachte beide Regierungen Folgendes:

1. In allen Fällen, wo Delinquenten von einer Königlich Preufsischen Criminal-Justizbehörde an eine Herzoglich Sachsen-Gothaische oder Altenburgische Criminal-Justizbehörde oder von dieser an jene, nach vorgängiger Requisition ausgeliefert werden, sind nicht allein alle baaren Auslagen, sondern auch die sämmtlichen nach der bei dem requirirten Gericht üblichen Taxe zu liquidirenden Gerichtsgebühren dem letzteren aus dem Vermögen des an das requirirende Gericht ausgelieferten Delinquenten, wenn solches dazu hinreicht, zu entrichten. Hat aber der ausgelieferte Delinquent kein hinreichendes Vermögen, so fallen die Gebühren für die Arbeiten des requirirten Gerichts durchgehends weg, und das requirirende Gericht bezahlt alsdann dem Ersteren lediglich die baaren Auslagen, welche durch die Verhaftnehmung des Delinquenten bis zur erfolgten Abholung desselben veranlafst worden sind.

2. Nach gleichen Grundsätzen soll auch in Absicht der Bezahlung der Kosten in solchen Criminalfällen verfahren werden, wo es nicht auf die Auslieferung von Delinquenten, sondern nur auf die Abhörung oder Sistirung von Zeugen oder anderen Personen ankommt.

1819 3. Zur Entscheidung der Frage: ob der Delinquent hinreichendes Vermögen zur Bezahlung der Gerichtsgebühren besitze oder nicht? soll in den beiderseitigen Landen nichts Weiteres als das Zeugnifs derjenigen Gerichtsstelle erfordert werden, unter welcher der Delinquent seine wesentliche Wohnung hat. Sollte derselbe seine wesentliche Wohnung in einem dritten Lande gehabt haben und die Beitreibung der Kosten dort mit Schwierigkeiten verbunden sein; so wird es angesehen, als ob er kein hinreichendes eigenes Vermögen besitze.

4. Den bei Criminal-Untersuchungen zu sistirenden Zeugen und anderen abzuhörenden Personen, sollen die Reise- und Zehrungskosten, nebst der wegen ihrer Versäumnifs ihnen gebührenden Vergütungs-Summe, nach deren vom requirirten Gericht geschehenen Verzeichnung, bei erfolgter wirklicher Sistirung vom requirirenden Gericht sofort verabreicht werden. Sofern sie deswegen eines Vorschusses bedürfen, wird das requirirte Gericht zwar die Auslage davon übernehmen, es soll selbige jedoch vom requirirenden Gericht, auf die erhaltene Benachrichtigung, dem requirirten Gericht ungesäumt wieder erstattet werden.

5. Gegenwärtige, im Namen Sr. Majestät des Königs von Preufsen und Sr. Durchlaucht des Herzogs von Sachsen-Gotha und Altenburg zweimahl gleichlautend ausgefertigte und von den respectiven Ministerien unterzeichnete Erklärung, soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den gesammten beiderseitigen Landen haben, und öffentlich bekannt gemacht werden.

So geschehen Berlin, den 8ten Mai 1819.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Graf VON BERNSTORFF.

25.

Ordonnance de S. M. le roi de Prusse, concernant l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration envèrs les états de la confédération germanique, datée du 11 Mai 1819. 1819

Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten 1819. No. 12. p. 134.

Wir Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden, König von Preufsen u. s. w. thun kund und fügen hiermit zu wissen:

Bald nach dem Abschlusse der deutschen Bundesacte haben Wir bereits Unsere Behörden angewiesen, die darin, Artikel 18, den Unterthanen der deutschen Bundesstaaten zugesicherte Freiheit von aller Nachsteuer in Beziehung auf alle Unsere zum deutschen Bunde gehörigen Provinzen, unter Erwartung der Gegenseitigkeit, von den andern deutschen Bundesstaaten, eintreten zu lassen. Um nun auch die Ausübung dieser Freiheit in völlige Uebereinstimmung mit den Beschlüssen zu bringen, welche die deutsche Bundesversammlung in ihrer sieben und dreifsigsten Sitzung am 23ten Junius 1817 über diesen Gegenstand gefafst hat, verordnen Wir, nach erfordertem Gutachten Unseres Staatsraths, wie folgt:

1. Die Nachsteuer- und Abzugsfreiheit von dem Vermögen, welches aus dem Lande gebracht wird, findet Statt zwischen sämmtlichen Provinzen Unseres Staats, welche zum deutschen Bunde gehören, namentlich den Provinzen Pommern, Brandenburg, Schlesien, Sachsen, Westphalen, Cleve, Berg und Niederrhein, und allen andern deutschen Bundesstaaten:

2. Jede Art von Vermögen, welches in einen andern Staat übergeht, es sei aus Veranlassung einer Auswanderung, oder aus dem Grunde eines Erbschaftsanfalls, eines Verkaufs, Tausches, einer

1819 Schenkung, Mitgift, oder auf andere Weise, ist unter der Abzugsfreiheit begriffen.

3. Jede Abgabe, welche die Ausfuhr des Vermögens, oder den Uebergang des Eigenthums auf Angehörige eines andern Bundesstaats beschränkt, wird für aufgehoben erklärt, dagegen ist unter der Freizügigkeit nicht begriffen, jede Abgabe, welche mit einem Erbschaftsanfall, Legat, Verkauf, einer Schenkung und dergleichen verbunden ist, und ohne Unterschied, ob das Vermögen im Lande bleibt oder hinausgezogen wird, ob der neue Besitzer ein Inländer oder ein Fremder ist, bisher entrichtet werden mufste, namentlich Collateral- Erbschaftssteuer- Stempelabgaben und dergleichen, auch Zoll- Abgaben werden durch die Nachsteuerfreiheit, nicht ausgeschlossen.

4. Sollten in einzelnen Gemeinden, wegen der Communalschulden, Abzüge vom auswandernden Vermögen eingeführt gewesen sein, so werden sie als aufgehoben angesehen.

5. Die Nachsteuer- und Abzugsfreiheit findet ohne Unterschied Statt, ob die Erhebung dieser Abgabe bisher dem Fiscus, den Standesherren, Communen, Patrimonialgerichten, oder sonst einem Privatberechtigten zustand; auch kann die Aufhebung aller und jeder Nachsteuer keinen Grund zu einer Entschädigungsforderung an den Staat für die den Berechtigten entgehende Einnahme abgeben. Eben so wenig kann die Art der Verwendung der Abzugsgefälle einen Grund darleihen, dieselben bestehen zu lassen.

6. Die mit einzelnen deutschen Bundesstaaten bestehenden Freizügigkeitsverträge sollen zwar in allen denjenigen Bestimmungen aufrecht erhalten werden, welche die in vorstehenden Grundsätzen enthaltene Freiheit von aller Nachsteuer begünstigen, erleichtern oder noch mehr ausdehnen, in allen übrigen aber nur, soweit sie diesen Grundsätzen nicht entgegen sind.

7. Als allgemein geltender Termin, von welchem an die völlige Nachsteuerfreiheit von allem in deutsche Bundesstaaten ausgehenden Vermögen Statt haben

soll, wird der 8te Junius 1815, jedoch unbeschadet 1819
der günstigeren Bestimmung, welche aus Verträgen mit einzelnen Bundesstaaten sich ergeben, angenommen, und dabei der Zeitpunct der Vermögens-Ausfuhr zum Grunde gelegt. Wenn jedoch in Fällen, welche vor dem 1sten Julius 1817 vorgekommen, die Nachsteuer oder der Abzug von Privatberechtigten bereits eingezogen ist, so hat es dabei sein Bewenden.

Wir befehlen Unsern Ober- und Unterbehörden, den Standesherren, Gemeinden, Gerichtsherren, und allen anderen, welchen etwa bisher die Erhebung der Nachsteuer zugestanden, nach obigen Vorschriften genau sich zu achten.

Gegeben Berlin, den 11ten Mai 1819.

FRIEDRICH WILHELM.

C. *Fürst* VON HARDENBERG. v. ALTENSTEIN.

Beglaubigt:
FRIESE.

26.

Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration entre le royaume des Pays-Bas et la Hesse grand-ducale, du 19 Mai 1819.

(*Grofsherzogl. Hessische Zeitung* No. 62. vom 25sten Mai 1819.)

Nachdem die Grofsherzoglich Hessische Regierung mit der Königlich Niederländischen übereingekommen, die, wegen der Nachsteuer- und Abzugsfreiheit unter sämmtlichen deutschen Bundesstaaten vermöge Beschlusses der deutschen Bundesversammlung vom 23sten Juni 1817 festgesetzten Bestimmungen, so wie solche schon bisher für den hiesigen

1819 Staat und das zum deutschen Bunde gehörige Grofsherzogthum Luxemburg wechselseits verbindend gewesen, auf den ganzen gegenwärtigen und künftigen Umfang ihrer beiderseitigen Lande (mit Ausnahme der Königlich Niederländischen Colonien aufserhalb Europa) auszudehnen und zu diesem Ende am 7ten Januar d. J. zu Frankfurt derjenige besondere Vertrag errichtet, auch seitdem von den beiden allerhöchsten Souverains ratificirt worden ist, welcher nach dem Originaltexte abgedruckt, hier unten folgt und dessen Kraft und Wirksamkeit mit dem Tage seines Abschlusses begonnen hat, so wird solches zur Wissenschaft und Nachachtung aller derer, die es angehet, hierdurch öffentlich bekannt gemacht.

Darmstadt den 14ten Mai 1819.

Grofsherzogl. Hessisches geheimes Staatsministerium.

Freiherr v. Lichtenberg. Jaup.

Freiherr v. Lohmann. Heinemann.

27.

Déclaration concernant l'abolition du droit d'aubaine entre le royaume des Deux Siciles et la Hesse grand-ducale, du 19 *Mai* 1819.

(*Grofsherz. Hessische Zeitung* No. 62. 25. Mai 1819.)

Des Grofsherzogs Königliche Hoheit haben sich, in Anbetracht, dafs, durch ein von Seiner Majestät, dem Könige beider Sicilien, unterm 12ten August v. J. erlassenes, und officiell hierher mitgetheiltes Decret, in dessen Reiche das Heimfallsrecht (droit d'aubaine) gegen die Unterthanen derjenigen Staaten, welche gleiches Verfahren gegenseits zu beobachten versprechen, aufgehoben worden ist, gnädigst zu

verordnen bewogen gefunden, dafs alle Verlassen- 1819
schaften von Unterthanen des Königreichs beider Sicilien in den hiesigen Landen ebenfalls ganz frei verabfolgt werden sollen, welches daher hiermit öffentlich bekannt gemacht wird.

Darmstadt den 14ten Mai 1819.

Grofsherzogl. Hessisches geheimes Staatsministerium.

Freiherr v. Lichtenberg. Jaup.
Freiherr v. Lohmann. Heinemann.

28.

Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction entre la Suède et la Norvège et la Hesse électorale, du 25 Mai 1819.

(*Sammlung von Gesetzen u. s. w. für die Kurhessischen Staaten.* Zweiter Band. Jahr 1819. No. VI. Juni p. 33.)

In Gemäfsheit einer allerhöchsten Entschliefsung vom 25sten v. M. wird hierdurch zur öffentlichen Kunde gebracht, dafs das Abzugsrecht zwischen den Kurhessischen Staaten und den Königreichen Schweden und Norwegen ferner nicht besteht.

Cassel den 5ten Juni 1819.

Kurfürstlich Hessische Regierung.

29.

1819 *Convention entre la Prusse et la Hesse électorale, concernant le transport des prisonniers militaires, publiée à Cassel le 5 Juin 1819.*

(*Sammlung von Gesetzen u. s. w. für die Kurhessischen Staaten.* Zweiter Band. Jahr 1819. No. V. Juni p. 31.)

Zwischen Kurhessen und Preufsen ist wegen des sichern Transports und der nächtlichen Bewachung der beiderseitigen Militair-Verhafteten folgende Uebereinkunft getroffen worden:

§. 1. Sämmtliche Königlich Preufsische Militair-Arrestaten, welche die Kurfürstlichen Lande zu passiren haben, sollen auf die eine oder andere der bereits stipulirten Kurhessischen Militairstrafsen dirigirt, und sodann nach Verfügung der Kurfürstlichen Behörden auf diesem Wege mittelst der eingeführten Landdragoner-Correspondenz nach dem zunächst belegenen Preufsischen Grenzorte escortirt und an die Behörde abgeliefert werden. Um zugleich im Allgemeinen die Bewachungs-, Erleuchtungs- und Heitzungs-Kosten in den Nachtquartieren zu vermeiden, wird ausdrücklich festgesetzt, dafs die Nachtquartiere für dergleichen Militair-Sträflinge nur in den Haupt-Etappen-Orten abzuhalten sind, und der jedesmalige Marsch eines Arrestanten-Transports von einem Haupt-Etappen-Orte zum andern fortzusetzen ist, so dafs das Verbleiben über Nacht in Dorfschaften der Regel nach nicht Statt findet.

§. 2. Den Behörden und Transportführern wird es zur angelegentlichsten Pflicht gemacht, dahin die genaueste Aufsicht zu führen, dafs nicht, trotz der Escorte, ein Militair-Arrestat dennoch vielleicht Gelegenheit finde, von dem Transporte oder aus dem nächtlichen Gewahrsam zu entweichen.

§. 3. Die hierdurch entstandenen Kosten werden Königlich Preufsischer Seits täglich mit zwei guten Groschen Hessischer Währung für die Verpflegung, mit einem guten Groschen für den Dienst des Gefangenwärters, und mit einem guten Groschen für das nöthige Lagerstroh, für jeden Arrestaten, durch die Königlich Preufsische Regierung zu Erfurt, auf vierteljährliche Liquidationen, an das 1ste Departement des Kurfürstlichen General-Kriegs-Collegiums zu Cassel entrichtet. 1819

§. 4. Vorstehende Bestimmungen sind gleichmäfsig auf diejenigen Fälle anwendbar, wo Kurhessische Militair-Arrestaten durch die Königlich Preufsischen Staaten, insbesondere auf der, aus der Kurfürstlichen Grafschaft Schaumburg nach Cassel führenden Militairstrafse zu transportiren sind. Die im §. 3 bezeichneten Verpflegungs- und andere Kosten sollen eben so nach desfallsiger Liquidation von dem Kurfürstlichen General-Kriegs-Collegium bezahlt werden.

Auf allerhöchsten Befehl Sr. Königlichen Hoheit des Kurfürsten wird dieses öffentlich bekannt gemacht.

Cassel den 5ten Juni 1819.

Kurfürstlich Hessische Regierung.

30.

Cartel concernant l'extradition réciproque des déserteurs, conclu entre la Hesse électorale et le duché de Brunsvic et publié à Cassel le 1 Juillet 1819.

(*Sammlung von Gesetzen u. s. w. für die Kurhessischen Staaten.* Zweiter Band. Jahr 1819. No. IX. Juli p. 41.)

Kraft erhaltener allerhöchsten Autorisation Sr. Königlichen Hoheit des Kurfürsten hat das Kurhessische General-Kriegs-Collegium, 1stes Departement, ei-

1819 nerseits, mit der Herzoglich Braunschweigischen Militair-Administrations-Commission andererseits nachstehende Cartel-Convention verabredet und geschlossen:

Art. I. Alle in Zukunft, und zwar vom Tage der Publication gegenwärtiger Convention angerechnet, von den Armeen der beiden hohen contrahirenden Theile unmittelbar oder mittelbar in des andern Lande oder zu dessen Truppen, wenn diese auch aufserhalb ihres Vaterlandes sich befinden sollten, desertirenden Militairpersonen sollen gegenseitig ausgeliefert werden.

Art. II. Als Deserteurs werden ohne Unterschied des Grades, oder der Waffe, alle diejenigen angesehen, welche zu irgend einer Abtheilung des stehenden Heeres, oder der bewaffneten Landesmacht, nach den gesetzlichen Bestimmungen eines jeden der beiden Staaten gehören, und denselben mit Eid und Pflicht verwandt sind, mit Inbegriff der bei der Artillerie oder sonstigem Fuhrwesen angestellten Knechte.

Art. III. Sollte der Fall vorkommen, dafs ein Deserteur der hohen contrahirenden Mächte früher schon von einer andern Macht desertirt wäre; so wird dennoch, selbst wenn mit der letztern ebenfalls Auslieferungs-Verträge beständen, die Auslieferung stets an diejenige der hohen contrahirenden Mächte erfolgen, deren Dienste er zuletzt verlassen hat. Wenn ferner ein Soldat von den Truppen eines der hohen paciscirenden Souveraine zu denen eines dritten, und von diesen wiederum in die Lande des andern paciscirenden Souverains, oder sonst zu dessen Truppen, desertirt; so kommt es darauf an, ob letzterer Souverain mit jenem dritten ein Cartel hat. Ist dieses der Fall, so wird der Deserteur dahin abgeliefert, woher er zuletzt entwichen ist; im entgegengesetzten Falle aber wird er dem paciscirenden Souverain, dessen Dienste er zuletzt verlassen hat, ausgeliefert.

Art. IV. Nur folgende Fälle werden als Gründe, die Auslieferung eines Deserteurs zu verweigern, anerkannt:

a. wenn der Deserteur aus dem Staate des jenseitigen hohen Souverains, sowie sie durch die

neuesten Verträge begrenzt sind, gebürtig ist, und 1819
also vermittelst der Desertion nur in seine Heimath zurückkehrt.

b. Wenn ein Deserteur in dem Staate, in welchen er entwichen ist, ein Verbrechen begangen hat, dessen Bestrafung vor seiner Auslieferung die Landes-Gesetze erfordern.

Wenn nach überstandener Strafe der Deserteur ausgeliefert wird, sollen die denselben betreffenden Untersuchungs-Acten, entweder im Original, oder Auszugsweise und in beglaubigten Abschriften, übergeben werden, damit ermessen werden kann, ob ein dergleichen Deserteur noch zum Militairdienst geeignet sei, oder nicht. Schulden oder andere von einem Deserteur eingegangene Verbindlichkeiten geben dagegen dem Staate, in welchem er sich aufhält, kein Recht, dessen Auslieferung zu versagen.

Art. V. Die Verbindlichkeit zur Auslieferung erstreckt sich auch auf die Pferde, Sattel- und Reitzeug, Armatur- und Montirungs-Stücke, welche von dem Deserteur etwa mitgenommen worden sind, und bei seiner Verhaftung bei ihm gefunden worden, oder auch nach der näheren Bestimmung des Art. 20 in den Händen dritter Personen sich befinden sollten und tritt auch dann ein, wenn der Deserteur selbst, nach den Bestimmungen des vorhergehenden Artikels, nicht ausgeliefert wird.

Art. VI. Um durch die möglichste Regelmäfsigkeit die Auslieferung zu beschleunigen, sind von Seiten Kurhessens die Städte Cassel und Carlshafen und Herzoglich Braunschweigischer Seits die Stadt Braunschweig zu Auslieferungs-Orten bestimmt worden, an welchen Orten eine gegenseitig bekannt zu machende Behörde mit der Empfangnahme der Deserteurs und der Bezahlung aller in den nachfolgenden Artikeln 11 und 12 stipulirten Kosten beauftragt sein wird.

Art. VII. Die Auslieferung geschieht in der Regel freiwillig, und ohne erst eine Requisition abzuwarten. Sobald daher eine Militair- oder Civil-Behörde einen jenseitigen Deserteur entdeckt hat, wird derselbe, nebst den etwa bei ihm befindlichen

1819 Effecten, Pferden, Waffen u. s. w. sofort, unter Beifügung eines aufzunehmenden Protocolls, an die jenseitige Behörde im nächsten Ablieferungs-Orte gegen Bescheinigung übergeben.

Art. VIII. Sollte aber ein Deserteur der Aufmerksamkeit der Behörden desjenigen Staats, in welchen er übergetreten ist, entgangen sein; so wird dessen Auslieferung sogleich auf die erste desfallsige Requisition erfolgen, selbst dann, wenn er Gelegenheit gefunden hätte, in dem Militair-Dienste des gedachten Staats angestellt zu werden. Nur wenn über die Richtigkeit wesentlicher, in der Requisition angegebener Thatsachen, welche die Auslieferung überhaupt bedingen, solche Zweifel obwalten, dafs zuvor eine nähere Aufklärung derselben zwischen der requirirenden und der requirirten Behörde nöthig wird, ist der Auslieferung Anstand zu geben.

Art. IX. Die im vorstehenden Artikel erwähnten Requisitionen ergehen Kurfürstl. Hessischer Seits an die Herzoglich Braunschweigische Militair-Administrations-Commission, und Herzoglich Braunschweigischer Seits an das General-Kriegs-Collegium zu Cassel. Von den Militair-Behörden werden diejenigen Deserteurs, welche etwa zum Dienste angenommen sein sollten, von den Civil-Behörden aber diejenigen, bei denen dies der Fall nicht ist, ausgeliefert.

Art. X. Sollten zwischen Sr. Königlichen Hoheit dem Kurfürsten zu Hessen und andern deutschen Bundes-Staaten, welche durch die Herzoglich Braunschweigischen Lande von dem Kurhessischen Gebiete getrennt sind, Cartel-Conventionen bestehen, oder noch geschlossen werden, in deren Folge Auslieferungen Kurhessischer Deserteurs vorkommen; so sind die Herzoglich Braunschweigischen Behörden verpflichtet, dergleichen Deserteurs von solchen hinterliegenden dritten Staaten anzunehmen und den weitern Transport nach den, in Gemäfsheit des Artikels 6 zu bestimmenden, Kurhessischen Ablieferungs-Orten in eben der Art zu veranstalten, als ob solche Deserteurs innerhalb der Herzoglich Braunschweigischen Lande selbst ergriffen worden wären. Eine gleiche Verpflichtung findet auf Seiten

der Kurhessischen Behörden Statt, wenn in ähn- 1819
lichen Fällen, auf den Grund zwischen der Herzoglich Braunschweigischen Regierung und anderen deutschen Bundesstaaten bestehenden Cartel-Conventionen, Herzoglich Braunschweigische Deserteurs das Kurfürstliche Gebiet passiren müssen, um ihre Auslieferung zu bewirken.

Art. XI. An Unterhaltungs-Kosten werden der ausliefernden Macht für jeden Deserteur, vom Tage seiner Verhaftung an bis zum Tage der Auslieferung einschliefslich, für den Tag Drei gute Groschen Conventions-Münze, für ein Pferd aber täglich sechs Pfund Hafer, acht Pfund Heu und drei Pfund Stroh, Braunschweigischen Gewichts, der Centner zu einhundert und zehn Pfund, gut gethan. Die Berechnung der Futterkosten geschiehet nach den Marktpreisen des Orts, oder der nächsten Stadt, wo die Arretirung geschehen ist, und die Bezahlung erfolgt, ohne die geringste Schwierigkeit, gleich bei der Auslieferung.

Art. XII. Aufser diesen Kosten und der im nachfolgenden Artikel 13 bemerkten Belohnung, kann ein Mehreres unter irgend einem Vorwande, wenn auch gleich der auszuliefernde Mann zu den Truppen des Souverains, der ihn auszuliefern hat, angeworben sein sollte, etwa wegen des Handgeldes, genossener Löhnung, Bewachung und Fortschaffung oder wie es sonst Namen haben möchte, nicht gefordert werden.

Art. XIII. Dem Unterthan, welcher einen Deserteur einliefert, soll eine Gratification von fünf Thaler Conventionsmünze für einen Mann ohne Pferd und von zehn Thaler Conventionsmünze für einen Mann mit dem Pferde gereicht, von dem ausliefernden Theile vorgeschossen und sofort bei der Auslieferung erstattet werden. In Rücksicht anderer ausgetretenen Militairpflichtigen, die nicht nach Art. 2 in die Classe der eigentlichen Deserteurs gehören, fällt dieses Cartelgeld weg.

Art. XIV. Ueber den Empfang der in den Art. 11 und 13 gedachten Kosten- und Gratifications-Erstattung hat die ausliefernde Behörde zu quitiren. Wegen des etwa nicht sofort auszumittelnden Betra-

1819 ges der zu erstattenden Unkosten aber ist die Auslieferung des Deserteurs, wenn derselben sonst kein Bedenken entgegensteht, nicht aufzuhalten.

Art. XV. Allen Behörden, besonders den Grenz-Behörden wird es strenge zur Pflicht gemacht werden, auf die jenseitigen Deserteurs ein wachsames Auge zu haben und daher einen Jeden, aus dessen Aussagen, Kleidung, Waffen oder andern Anzeichen sich ergiebt, dafs er ein solcher Deserteur sei, sogleich, ohne erst eine Requisition deshalb abzuwarten, unter Aufsicht zu stellen, oder nach den Umständen zu verhaften.

Art. XVI. Alle, nach der Verfassung der beiderseitigen Staaten, Reserve- oder Landwehr- und überhaupt militairpflichtige Unterthanen, welche sich, von Zeit der Publication dieser Convention an, in die Lande des andern Souverains oder zu dessen Truppen begeben, sind, jedoch nur auf vorgängige Reclamation, der Auslieferung ebenfalls unterworfen, und es soll mit dieser Auslieferung im Uebrigen, sowohl in Hinsicht der dabei zu beobachtenden Form, als auch wegen der zu erstattenden Verpflegungskosten, eben so gehalten werden, wie es wegen der Auslieferung militairischer Deserteurs in dieser Convention bestimmt ist. Bei allen solchen Auslieferungen aber, welche von der Obrigkeit auf jenseitige Requisition bewirkt werden, wird ein Cartel-Geld nicht entrichtet.

Art. XVII. Diejenigen Individuen, welche nach den Gesetzen eines jeden der paciscirenden Staaten im militairpflichtigen Alter sind, und bei Ueberschreitung der gegenseitigen Grenzen, ohne einen obrigkeitlichen Pafs, oder eine sonstige hinreichende Legitimation vorzeigen zu können, den Verdacht auf sich ziehen, dafs sie sich der Militairpflicht gegen ihren Staat entziehen wollen, sollen sofort zurückgewiesen, und dergleichen Personen weder Aufenthalt noch Zuflucht in dem jenseitigen Staate gestattet werden.

Art. XVIII. Den beiderseitigen Behörden und Unterthanen wird strenge untersagt werden, Deserteurs, oder sonstige Militairpflichtige, die ihre desfallsige Befreiung nicht hinlänglich nachweisen können,

zu Kriegsdiensten anzunehmen, deren Aufenthalt zu verheimlichen, oder dieselben, um sie etwaigen Reclamationen zu entziehen, in entferntere Gegenden zu befördern. Auch soll es nicht gestattet werden, dafs von irgend einer fremden Macht dergleichen Individuen innerhalb der Staaten der hohen Souveraine angeworben werden. 1819

Art. XIX. Wer sich der wissentlichen Verhehlung eines Deserteurs oder Militairpflichtigen, und der Beförderung der Flucht desselben schuldig macht, wird mit einer nachdrücklichen Geld- oder Gefängnifs-Strafe belegt.

Art. XX. Gleichmäfsig wird es den Unterthanen beider hohen contrahirenden Mächte untersagt werden, von einem jenseitigen Deserteur Pferde, Sattel- und Reitzeug, Armatur- oder Montirungsstücke zu kaufen oder sonst an sich zu bringen. Der Uebertreter dieses Verbots wird nicht allein zur Herausgabe dergleichen an sich gebrachter Gegenstände, ohne den mindesten Ersatz, oder zur Erstattung des Werths angehalten, sondern noch überdem mit willkührlicher Geld- oder Gefängnifsstrafe belegt werden, wenn bewiesen wird, dafs er wissentlich von einem Deserteur etwas an sich gebracht oder gekauft hat.

Art. XXI. Indem auf diese Art eine regelmäfsige Auslieferung der gegenseitigen Deserteurs und Militairpflichtigen eingeleitet ist, wird jede eigenmächtige Verfolgung eines Deserteurs auf jenseitigem Gebiete, als eine Verletzung des letztern, streng untersagt, und sorgfältig vermieden werden. Wer sich dieses Vergehens schuldig macht, wird, wenn er dabei betroffen wird, sogleich verhaftet, und zur gesetzlichen Bestrafung an seine Regierung abgeliefert werden.

Art. XXII. Als eine Gebiets-Verletzung ist jedoch nicht anzusehen, wenn von einem Commando, welches einen oder mehrere Deserteurs bis an die Grenze verfolgt, ein Commandirter in das jenseitige Gebiet gesandt wird, um der nächsten Orts-Obrigkeit die Desertion zu melden. Diese Obrigkeit mufs vielmehr, wenn der Deserteur sich in ihrem Bereiche befindet, denselben sofort verhaften, und in

1819 diesem Falle wird, wie überhaupt jedesmahl, wenn ein Deserteur von der Obrigkeit verhaftet wird, kein Cartelgeld bezahlt. Der Commandirte darf sich aber keineswegs an dem Deserteur vergreifen, widrigenfalls er nach Artikel 21 zu behandeln ist.

Art. XXIII. Jede gewaltsame oder heimliche Anwerbung im jenseitigen Territorium, Verführung jenseitiger Soldaten zur Desertion, oder anderer Unterthanen zum Austreten, mit Verletzung ihrer Militairpflichtigkeit, ist streng untersagt. Wer eines solchen Beginnens wegen in dem Staate, wo er sich dessen schuldig gemacht, ergriffen wird, ist der gesetzlichen Bestrafung desselben unterworfen. Wer sich aber dieser Bestrafung durch die Flucht entzieht, oder von seinem Vaterlande aus auf obige Art auf jenseitige Unterthanen zu wirken sucht, wird auf desfallsige Requisition in seinem Vaterlande zur Untersuchung und nachdrücklichen Strafe gezogen werden.

Art. XXIV. Diejenigen welche vor Bekanntmachung dieser Convention von den Truppen der einen der hohen contrahirenden Mächte desertirt sind, und entweder bei der Armee des andern Souverains Militairdienste genommen haben, oder sich, ohne dergleichen wiederum ergriffen zu haben, in dessen Landen aufhalten, sind der Reclamation und Auslieferung nicht unterworfen.

Art. XXV. Den Landeskindern beider Theile, welche zur Zeit der Publication wirklich in dem Militairdienste des andern Souverains sich befinden, soll die Wahl freistehn, entweder in ihren Geburtsort zurückzukehren, oder in den Diensten, in welchen sie sich befinden, zu bleiben. Doch müssen sie sich längstens binnen einem Jahre nach der Publication gegenwärtiger Convention diesfalls bestimmt erklären, und es soll denjenigen, welche in ihre Heimath zurückkehren wollen, der Abschied unweigerlich ertheilt werden. Bei freiwilligen Capitulanten treten diese Bestimmungen erst nach Ablauf der Capitulation ein.

Art. XXVI. Es versteht sich, und wird hierdurch noch ausdrücklich erklärt, dafs durch keine der vorstehenden Bestimmungen den künftigen etwai-

gen Beschlüssen des Bundestages über einen allge- 1819
meinen Termin der Militairpflichtigkeit vorgegriffen, oder die bundesmäfsige Auswanderungs-Freiheit der Unterthanen beschränkt werden soll.

Art. XXVII. Gegenwärtige Convention wird beiderseits zu gleicher Zeit, zur genauesten Befolgung publicirt werden, und ist gültig und geschlossen auf sechs Jahre mit stillschweigender Verlängerung bis zu erfolgender Aufkündigung, welche solann jederzeit jedem der contrahirenden Theile ein Jahr voraus freisteht.

Sämmtliche Militair- und Civil-Behörden werden demnach hierdurch angewiesen, die Bekanntmachung dieser, vom 1sten Juli an in Vollziehung tretenden Uebereinkunft bei ihren Untergebenen auf die gewöhnliche Weise zu bewirken, sich nach allen diesen Vorschriften pünctlich zu achten und darauf zu sehen, dafs solche überall genau befolgt werden.

Cassel am 1sten Juli 1819.

Kurhessisches General-Kriegs-Collegium 1stes Departement.

W. von Urff. v. Canstein.

31.

Cartel concernant l'extradition réciproque des déserteurs, conclu entre la Hesse électorale et la principauté de Schaumbourg-Lippe et publié à Cassel le 15 Juillet 1819.

Sammlung von Gesetzen u. s. w. für die Kurhessischen Staaten. Zweiter Band. Jahr 1819. No. IX. Juli p. 45.)

Kraft erhaltener allerhöchsten Autorisation Sr. Königlichen Hoheit des Kurfürsten haben Wir mit der gleichfalls dazu ermächtigten Fürstlich Schaumburg-Lippeschen Regierung zu Bückeburg eine Cartel-Convention folgenden Inhalts abgeschlossen:

1819 Art. I. Alle und jede Unteroffiziere, Spielleute und Gemeinen, auch Train-Soldaten der Kurhessischen und Fürstlich Schaumburg-Lippeschen Truppen und Landwehr, welche künftig von ihren Corps desertiren, und in Ansehung der Kurhessischen Truppen sich in das Fürstenthum Schaumburg-Lippe und umgekehrt von den Fürstlich Schaumburg-Lippeschen Truppen sich in das Kurhessische Gebiet begeben, sollen gegenseitig angehalten, dem Commandanten der nächsten Garnison davon Nachricht gegeben, und sofort demselben ausgeliefert werden. Diese Auslieferung fällt jedoch weg in Ansehung derjenigen Deserteurs der Kurhessischen Truppen, welche aus dem Fürstenthum Schaumburg-Lippe gebürtig, und der Deserteurs der Fürstlich Schaumburg-Lippeschen Truppen, welche aus dem Kurhessischen gebürtig sind und sich in ihre Heimath zurückbegeben.

Art. II. Alle noch nicht angestellten militair- und landwehrpflichtigen Unterthanen, welche, um sich der Militairpflicht zu entziehen, ohne gültigen Pafs oder ohne Bescheinigung, dafs sie ihrer Dienstpflicht Genüge gethan haben, in die beiderseitigen Lande sich begeben, sollen da, wo sie betroffen werden, angehalten und ausgeliefert werden.

Art. III. Diese Auslieferung findet auf gleiche Weise gegenseitig Statt bei allen Unterthanen des einen oder des andern Landes, welche sich eine kürzere Zeit als drei Jahre bis zum 1sten Januar 1814, daselbst aufgehalten haben, ohne daselbst wirklich ansässig zu sein, sich verheirathet oder sonst ein Domicilium erworben zu haben. Ist aber einer dieser letzteren Fälle eingetreten, oder hat der Aufenthalt am 1sten Januar 1814 schon drei Jahre gedauert, so werden diese Personen am Ort ihres jetzigen Aufenthalts zur Militairpflicht herbeigezogen. Nur alsdann soll ein dreijähriger Aufenthalt die Unterthanen beider Lande nicht da, wo sie sich aufgehalten haben militairpflichtig machen, wenn der Aufenthalt nur die Erlernung einer Kunst, einer Wissenschaft oder irgend eines Gewerbes gewidmet war, so wie auch der Aufenthalt nur als Knecht oder Dienstbote nicht von der Militairpflicht gegen das Geburtsland befreiet.

PARSONS LIBRARY University MICHIGAN

ART. IV. Denjenigen gegenseitigen Unterthanen, welche nach den obigen Bestimmungen zwar ausgeliefert werden müssen, die aber schon gegenwärtig sich in dem Militairdienste des einen oder des andern Staates befinden und in dessen Dienste zu bleiben wünschen, soll die Erlaubnifs dazu ertheilt, künftig jedoch kein Unterthan des einen Staates ohne besondere Erlaubnifs in den Militairdienst des andern aufgenommen werden. 1819

ART. V. Die Auslieferung geschiehet gegenseitig an die Commandanten zu Rinteln und zu Bückeburg. Die durch Anhaltung, Verpflegung und Transport der ausgelieferten Personen verursachten baaren Auslagen werden von der Behörde, an welche die Auslieferung geschehen ist, sofort vergütet. Für Atzungskosten werden von beiden Seiten täglich zwei gute Groschen als Entschädigung festgesetzt.

ART. VI. Die bei den Deserteurs gefundenen Waffen, Pferde und Montirungsstücke werden jederzeit und ohne Bezahlung ausgeliefert.

ART. VII. Dieser Vertrag soll gleich nach erfolgter Vollziehung der beiden Theile seinem ganzen Inhalte nach in Ausübung kommen.

ART. VIII. Die Aufkündigung dieser Cartel-Convention soll zwar beiden hohen contrahirenden Theilen frei stehen, jedoch wollen sich dieselben drei Monate vorher hiervon benachrichtigen.

Sämmtliche Militair- und Civil-Behörden werden demnach hierdurch angewiesen, die Bekanntmachung dieser Uebereinkunft bei ihren Untergebenen auf die gewöhnliche Weise zu bewirken, sich nach allen diesen Vorschriften pünctlich zu achten und darauf zu sehen, dafs solche überall genau befolgt werden.

Cassel, am 15ten Juli 1819.

Kurhessisches General-Kriegs-Collegium 1stes Departement.

W. VON URFF. VON CANSTEIN.

32.

1819 *Déclaration, concernant l'abolition réciproque du droit de détraction, de la gabelle héréditaire et d'émigration entre le royaume des Deux Siciles et le royaume de Wurtemberg du 25 Juillet* 1819.

(Copie.)

Le soussigné conseiller et secrétaire d'état, ministre des affaires étrangères de S. M. le roi du royaume des Deux Siciles déclare par les présentes que sauf l'approbation et la ratification des souverains respectifs, les articles suivans ont été arrêtés d'accord avec le ministère d'état de S. M. le roi de Wurtemberg, relativement à l'abolition réciproque des droits connus sous la dénomination de Jus detractus, Gabella haereditaria, et Census emigrationis.

Art. I. Les droits connus sous la dénomination de Jus detractus, Gabella haereditaria, et Census emigrationis ne seront plus ni exigés, ni perçus à l'avenir, lorsqu'en cas de succession, legs, donation, vente, émigration, ou autre, il y a lieu à une transaction de biens du royaume des Deux Siciles dans les états Wurtembergeois, ou de ceux-ci dans les états de S. M. Sicilienne, toutes les impositions de cette nature étant abolies entre les deux pays.

Art. II. Cette disposition s'étend non seulement aux droits et autres impositions de ce genre qui font partie des revenus publics, mais encore à ceux qui jusqu'ici pourroient avoir été levés par quelques provinces, villes, jurisdictions, corporations ou communes, de manière que les personnes intéressées à ces exportations de biens ne seront assujetties à d'autres impositions ou taxes, qu'à celles qui, soit à raison de droit de succession, de vente, ou mutation de propriété quelconque, sont acquittés par les habitans du royaume des Deux Siciles ou de Wurtemberg même, d'après les loix, réglements et ordonnances existant, ou à émaner dans la suite.

ART. III. Les articles susdits sont applicables 1819
non seulement à toutes les successions à échoir à l'avenir, mais encore à celles déjà dévolues, mais dont la transaction n'a point encore été effectuée.

ART. IV. Comme ces articles ne regardent que les propriétés et leur libre exportation, toutes les loix relatives au service militaire restent en pleine vigueur dans les deux pays et les gouvernemens contractans ne sont nullement restreints par la présente déclaration dans leur future législation sur cet objet.

ART. V. Cette déclaration sera délivrée en double de la même teneur et aura force et valeur dans les états respectifs.

Naples le 25 Juillet 1819.

Le secrétaire d'état
ministre des affaires étrangères
Marquis DE CIRCELLO.

33.

Convention entre le grand-duché de Bade et le canton d'Argovie, concernant l'extradition réciproque des fondations pieuses, signée à Carlsruhe le 27 Juillet 1819.

(*Regierungsblatt des Grofsherzogthums Baden.* 1819. 20sten Nov. No. XXIX.)

Zum Vollzuge der Artikel 12 und 15 des zwischen dem Grofsherzogthum Baden und der Regierung des eidgenössischen Cantons Aargau bestehenden Staatsvertrags vom 17ten September 1808, und zur Ausgleichung der darüber entstandenen Schwierigkeiten wegen Herausgabe frommer und milder Stiftungen im Frickthal, einer Seite, und anderer Seite im Breisgau, ist nachstehende Uebereinkunft, unter Vorbehalt beiderseitiger Staatsgenehmigung, im Namen der Grofsherzoglich Badischen Regierung von dem

1819 geheimen Rath Friederich, Seiner Königlichen Hoheit Minister-Resident bei der Eidgenossenschaft, und im Namen der Regierung des Cantons Aargau, von dem Herrn Regierungsrathe Rengger und dem Herrn Appellationsgerichts-Präsidenten Jehle, unter dem Heutigen abgeschlossen worden.

Art. I. Die Regierung des Cantons Aargau macht sich verbindlich, alles im Frickthal befindliche Vermögen, und die davon herrührenden Rückstände, welche den hier unten genannten kirchlichen und weltlichen Stiftungen und Corporationen gehören, sie bestehen in was sie immer wollen, ungehindert an das Grofsherzogthum Baden abfolgen zu lassen, und zwar nach Maafsgabe des Bestandes im Jahre 1802, wie solcher wird ausgewiesen werden. Nämlich:

Das Vermögen der Waldburger Caplanei zu Säckingen, der Peter- und Pauls-Caplanei, Fridolins-Caplanei, Organisten-Caplanei, St. Johanns-Caplanei und Seelen-Caplanei von da; das zur Pfarrei Murg gehörende Vermögen, das Vermögen der Gottesacker-Capelle zu Säckingen, jenes der dortigen Pfarrpflegschaft, der Spitalstiftung, der Todtmoser Wallfahrtsbruderschaft; ferner das Vermögen der Münster-Präsenz zu Freiburg, jenes der Spitalstiftung zu Waldshut und des Rural-Capitels Waldshut, der Caplanei zu Hochsal und der Pfarrkirche daselbst. Eben so wird die Regierung des Cantons Aargau alle von benannten Stiftungen und Körperschaften erhobene Nutzungen, sie bestehen worin sie immer wollen, an das Grofsherzogthum Baden ersetzen.

Art. II. Auf gleiche Weise macht sich dagegen die Grofsherzoglich Badische Regierung verbindlich, an den Canton Aargau abfolgen zu lassen, das im Grofsherzogthum befindliche Vermögen und die davon herrührenden Rückstände, worin beide immer bestehen mögen, welche den hier unten genannten kirchlichen und weltlichen Stiftungen und Körperschaften gehören, nach dem Bestande im Jahre 1802, wie solcher wird ausgewiesen werden. Nämlich:

Das Vermögen der Spitalstiftung zu Rheinfelden, der Gottesacker-Capelle, der Margarethenstiftung

der Bruderschaft zu Gilgenberg, der Kirche zu Kai- 1819
seraugst, zu Möli, zu Obermumpf, zu Niedermumpf, zu Schupfart, zu Zuggen, zu Wegenstetten, zu Olsberg, zu Eiken, zu Gansingen; ferner das Vermögen der Caplaneien St. Nicolai zu Rhinfelden, B. M. Virginis, St. Trinitatis und Corporis Christi zu Rheinfelden, das Vermögen der Dr. Hoppischen und Bröchischen Stiftung von da, und der Wirtlischen Stiftung; zu Möhlin, das Vermögen der Martinsbau-Pflegschaft, der Junkerischen Chorherren, Knappischen und Probst-Biesnerischen Stiftung, der Sebastian- und der Rosenkranz-Bruderschaft daselbst. Eben so wird die Grofsherzoglich Badische Regierung alle von benannten Stiftungen und Körperschaften erhobene Nutzungen, sie bestehen, worin sie immer wollen, an den Canton Aargau ersetzen.

Art. III. Zur Verification und Liquidation des gegenseitig auszuantwortenden Vermögens werden von den beiden hohen Regierungen Commissarien aufgestellt werden, welche spätestens vierzehn Tage nach der Ratification dieses Vertrags ihre Arbeiten beginnen und dieselben mit möglichster Beschleunigung und ununterbrochen vollziehen sollen. Alle desfalls nöthige Rechnungen, Ausweise und Urkunden werden wechselseitig auf die vollständigste und zuverlässigste Weise mitgetheilt werden.

Art. IV. Sobald das Vermögen einer Stiftung verificirt und liquidirt ist, soll der Berechtigte ohne Verzug in den Genufs desselben, so wie aller Rückstände, sie seien von der Regierung erhoben, oder noch bei den Schuldnern ausständig, gesetzt werden. Zur Eintreibung der Rückstände versprechen beide Regierungen die prompteste Rechtshülfe eintreten zu lassen.

Art. V. Da die bezogenen Naturalgefälle nicht mehr im Gegenstande vorhanden sind, so wird der verrechnete Betrag derselben ausgefolgt. Sollte sich aber dieser nicht liquid darstellen, oder sonstige Anstände sich ergeben: so wird der jedes Jahr bestimmte Martinipreis vom Markt zu Lauffenburg für die von Seite Aargau's zu vergütenden Gefälle, und von Rheinheim für die von Seite Badens zu vergütenden Gefälle, als Maafsstab angenommen.

1819 Art. VI. Die den Grofsherzoglich Badischen Stiftungen zugehörenden Gefälle und Eigenthümlichkeiten im Frickthal, und jene des Cantons Aargau im Grofsherzogthum Baden, deren Ausfolgung in diesem Vertrag bewilligt ist, sollen, wie bereits in dem Vertrag von 1808 bedungen ward, so weit ihr Betrag reicht, gegenwärtig nach den allgemeinen, für solche Operationen bestehenden Grundsätzen, sobald die Gesammtliquidation vollendet ist, ausgetauscht werden.

Art. VII. Die Regierung des Cantons Aargau macht sich verbindlich, zu Handen der Grofsherzoglich Badischen Regierung, innerhalb vier Wochen vom Tage der Ratification dieses Vertrags an, fünfzehntausend Gulden (15000 Fl.) im vier und zwanzig-Guldenfufs, an jenen Grofsherzoglich Badischen Commissair zu bezahlen, welcher mit dem Vollzug dieses Vertrags beauftragt werden wird. Dagegen verzichtet die Grofsherzoglich Badische Regierung auf die Ansprüche, welche sie rücksichtlich nachfolgender Stiftungen u. s. w., in Folge des Vertrags vom Jahre 1808 erhoben hat. Nämlich:

Auf ihre Ansprüche wegen der Chorpräsenz-Stiftung, der Custorie, des Jahrzeiten-Amts und des Fabrik-Amtes zu Säckingen, der Dekan Freyischen Stiftung, Pfarrer Gerberischen und der Pfeifferischen Recollections-Stiftung daselbst; ferner wegen der Fridolins- und der Rosenkranz-Bruderschaft zu Säckingen; ferner wegen der Mariä-Himmelfahrts-Brüderschaft zu Todtemos, und endlich wegen der Freiherr von Rollischen Stiftung für die Kapuziner in Waldshut und der von Rollischen Fräulein-Stiftung, dergestalt, dafs durch den gegenwärtigen Vertrag, alle aus dem Art. 12 und 15 des Vertrags von 1808, sowohl von Seiten der Grofsherzoglich Badischen Regierung, als von jener des Cantons Aargau erhobenen Ansprüche abgethan sein sollen. Uebrigens versteht es sich von selbst, dafs alle jene Stiftungen, welche nicht durch diesen Vertrag ausdrücklich frei gegeben, oder ausdrücklich abgetreten worden sind, als Gegenstände, worüber aus den Artikeln 12 und 15 des Vertrags von 1808 kein Streit obwaltete, von beiden Regierungen als unangefochten angesehen und frei gegeben werden.

ART. VIII. Alle Urkunden und Rechnungen, welche auf die im Verzicht des vorhergehenden Artikels begriffenen Gegenstände sprechen, sofern sie dieselben allein angehen, und noch im Besitz Grofsherzoglich Badischer Behörden sich befinden, werden binnen vier Wochen nach erfolgter Ratification dieses Vertrags, oder früher, je gleichzeitig mit der Zahlung der §. 7 stipulirten 15000 Fl. an die Canton Aargauische Behörde ausgeliefert. Von Actenstücken gemeinschaftlichen Inhalts werden dem begehrenden Theile, auf dessen Kosten, beglaubte Abschriften jederzeit ertheilt. 1819

ART. IX. Von den vertragenden Staaten wird die Ratification gegenwärtiger Ausgleichung spätestens binnen drei Wochen erfolgen.

Zur Urkunde ist dieser doppelt ausgefertigte Vergleich von den beiderseitigen Bevollmächtigten unterschrieben und besiegelt.

Geschehen Carlsruhe, am 27sten Juli 1819.

A. FRIEDERICH,
Grofsherzogl. Bad. geh. Rath und Minister-Resident bei der schweizerischen Eidgenossenschaft.

RENGGER,
Regierungsrath vom Canton Aargau.

JEHLE,
App. Gerichtspräsident.

34.

Traité entre le grand-duché de Bade et le canton d'Argovie, concernant l'arrangement de différentes réclamations, signé à Carlsruhe le 27 Juillet 1819.

(*Regierungsblatt des Grofsherzogthums Baden* 1819. 30sten October. No. XXVII.)

Nachdem seit einer Reihe von Jahren über die aus dem Frieden von Lüneville, dem Reichsdeputations-

1819 Receſs von 1803 und dem Preſsburger Frieden von Seiner Königlichen Hoheit dem Groſsherzog von Baden gegen die Eidgenossenschaft erhobenen Ansprüche auf Besitzthümer und Lastentheilnahme des hochlöblichen Cantons Argau namentlich, als dem Besitzer des Frickthals, mehrmal weitläuftige Unterhandlungen gepflogen, und verschiedene Ausgleichungswege versucht worden sind, ohne zu dem gewünschten Ziele gelangen zu können, so haben nunmehr beide Theile, von dem Wunsche beseelt, diese langwierige Zwistigkeiten im Vergleiche freundschaftlich zu beenden und Seine Königliche Hoheit der Groſsherzog von Baden insbesondere, um der gesammten Eidgenossenschaft sowohl, als der Regierung des Cantons Argau einen Beweis freundlich wohlwollender Gesinnung und Mäſsigung zu geben, nach reiflicher Erwägung aller waltenden Verhältnisse, sich bewogen gefunden, durch ihren dazu besonders Bevollmächtigten, nämlich von Seite Seiner Königlichen Hoheit des Groſsherzogs von Baden, Höchstdero Minister-Residenten bei der hohen Eidgenossenschaft, den Herrn geheimen Rath Friederich, und von Seite der hochlöblichen Regierung des Cantons Argau, den Herrn Regierungsrath Rengger und den Herrn Appellationspräsidenten Jehle, über die nachfolgenden Gegenstände den gegenwärtigen Vertrag, unter Vorbehalt beiderseitiger Staatsgenehmigung, abzuschlieſsen.

Art. I. Seine Königliche Hoheit der Groſsherzog von Baden befriedigt sich, für den Beitrag des Frickthals zu den Breisgauischen Landesschulden und das Guthaben der Breisgauer Landeskasse an das Frickthal, so wie für die gemachten Ansprüche auf das Kloster Sion, auf die Rheinfelder Zollrückstände von 1803 bis 1807, auf die im Canton Argau befindlichen Besitzungen des Stiftes Säckingen und der Commende Bruggen, auf rückständige Einkünfte dieser Besitzungen und auf Beiträge zu den Schulden und Pensionen des Stiftes Säckingen und der Commende Bruggen, mit einer Summe von zweimal hundert fünf und siebenzig Tausend Gulden, nach dem 24 Fl. Fuſs.

ART. II. Diese Summe wird auf folgende Weise 1819
entrichtet:

a. durch den vom Canton Argau zu übernehmenden Betrag der Breisgauisch-Landständischen Obligationen, welche Frickthaler Gläubigern zugehören, in Capital und Zinsen 43,202 Fl. 30 Kr.

b. Durch Abtretung der Bodenzinse von den der Commende Leuggern zugestandenen, im Grofsherzogthum Baden liegenden Lehenhöfe Steinbach und Hechwyl, nach Argauischem Looskaufgesetz im Werthe berechnet von 1,860 Fl. 32¼ Kr. nebst rückständigen Zins;

c. Durch baare Zahlung von 229,936 — 57¾ —

Summa 275,000 Fl.

Von der baar zu entrichtenden Summe wird die Hälfte vier Wochen, die andere Hälfte acht Wochen nach der Ratification dieses Vertrages, nach Anweisung der Grofsherzoglich Badischen Regierung, in Basel ausgezahlt.

ART. III. Die Regierung des Cantons Argau verpflichtet sich, alle noch vorhandenen Frickthalischen Gläubiger der Breisgauischen Landstände, über deren Obligationen ein specificirtes Verzeichnifs dem gegenwärtigen Vertrage beigelegt werden soll, zu befriedigen.

ART. IV. Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Baden erkennt alle Ansprüche an den Canton Argau, welche von den im ersten Artikel genannten Gegenständen herühren, für erledigt.

ART. V. Die unterm 31sten Heumonat 1813 zwischen dem Grofsherzoglich Badischen Herrn Kreisrath Jäger und dem Canton Argauischen Herrn Regierungsrath Fetzer Statt gefundene Zollabrechnung wird von Baden als richtig erkannt, und die davon herrührende Summe von neun Tausend siebenhundert sechs und siebenzig Gulden 24½ Kr. innerhalb acht Wochen nach d. Ratification dieses Vertrags an den Canton Argau bezahlt; jedoch hiebei Argauer Seite die von der Stadt Rheinfelden für einen zu ihrem Brückenbau erhaltenen Vorschufs

1819 aus der Freiburger Salzkasse schuldenden Tausend-Gulden-Capital in Aufrechnung an Zahlungsstatt angenommen, und diese Forderung hierdurch von Baden an den Canton Argau übertragen.

Art. VI. Die Ausgleichung der über den Art. 12 und 15 des Staatsvertrags vom 17ten Herbstmonat 1808, hinsichtlich der Herausgabe und der Befreiung vom Beschlage der frommen und milden Stiftungen im Frickthal einer Seite und anderer Seite im Breisgau entstandenen Schwierigkeiten, wird durch den unter dem Heutigen darüber abgeschlossenen besondern Vergleich bezweckt, dessen Inhalt so angesehen wird, als sei er wörtlich hier eingeschaltet. Namentlich wird, was von Besitz, Eigenthum und Gefällen der Stifter Rheinfelden und Olsberg und der Commende Rheinfelden im Breisgau, und was von dergleichen dem Stifte Säckingen und der Commende Bruggen im Frickthale gehörig vorhanden ist, von den wechselseitigen Ansprüchen, nach Inhalt dieses und des angezogenen Separat-Vertrags für befreit erkannt.

Art. VII. Beide Staaten verpflichten sich, alle noch in ihren Händen befindlichen Urkunden, Schuldenbriefe und Titel jeder Art, welche sich auf Besitzungen und Eigenthum beziehen, die durch gegenwärtigen Vertrag in den definitiven und rechtlich anerkannten Besitz des andern Theils übergehen, dem letztern auszuliefern. Von Actenstücken gemeinschaftlichen Inhalts werden dem begehrenden Theile auf dessen Kosten beglaubte Abschriften jederzeit ertheilt.

Art. VIII. Aller bisher noch bestandene Sequester auf das gegenseitige Staats- und Corporations-Eigenthum wird in Folge und nach Maafsgabe dieser Verträge vollständig aufgehoben, und die jeden Theils während des Beschlags bezogenen Einkünfte den Regierungen zu Handen der Eigenthümer zugestellt.

Art. IX. Von den vertragenden Staaten wird die Ratification gegenwärtiger Ausgleichung spätestens binnen drei Wochen erfolgen.

ART. X. Beide Theile werden jeder für sich 1819
vom Abschlufs dieses Vertrags der Eidgenossenschaft alsbald die Eröffnung machen.

Zu Urkunde haben die beiderseitigen Bevollmächtigten Gegenwärtiges gleichlautend doppelt ausgefertigt, unterschrieben und besiegelt.

Geschehen Carlsruhe, den 27sten Juli 1819.

A. FRIEDERICH,
Grofsherzogl. Bad. geh. Rath und Minister-Resident bei der schweizerischen Eidgenossenschaft.

RENGGER,
Regierungsrath vom Canton Argau.

JEHLE,
Appellationspräsident.

Separat-Artikel.

Da in dem Verzeichnifs der von Seite der Regierung des Cantons Argau an der Summe von zweimal hundert fünf und siebenzig Tausend Gulden, in Aufrechnung zu bringenden drei und vierzig Tausend zweihundert zwei Gulden 30 Kr., welche an Frickthaler Gläubiger zu zahlen sind, auch zwei Tausend Gulden sich befinden, welche an Zins eines der Stadt Laufenburg zuständig gewesenen Capitals von zehn Tausend Gulden gezahlt wurden, so hat man aus diesem Anlafs sich gegenseitig dahin verständigt:

Die Stadt Grofs- und Kleinlaufenburg hat nach dem Art. 13 des Staatsvertrags von 1808 an besagtem Capital der zehn Tausend Gulden zu resp. zwei Drittel, und ein Drittel Antheil. Sofern daher dieses Activum nicht bereits früher zwischen beiden in Rechnung ausgeglichen ward, so wird von Seite des Cantons Argau der Stadt Kleinlaufenburg für das ihr Zustehende ein Drittel an Capital und Zinsen der zehn Tausend Gulden, die vollkommene Vergütung bei der unverzüglich vorzunehmenden Abrechnung zwischen beiden Städten, nach Maasgabe jenes Vertrags, zu Handen der Grofsherzogl. Badischen Regierung hiermit zugesagt, und dieser

1819 Separat-Artikel so angesehen, als sei er wörtlich dem Vertrage eingeschaltet.

Geschehen wie oben am 27sten Juli 1819.

A. Friederich,
Grofsherzogl. Bad. geh. Rath und Minister-Resident bei der schweizerischen Eidgenossenschaft.

Rengger,
Regierungsrath vom Canton Argau.

Jehle,
Appellationspräsident.

(Ratifié par S. A. R. le gr.-duc de Bade le 5 Août 1819.)

35.

Convention entre la Hesse électorale et la principauté de Schaumbourg-Lippe, concernant l'extradition réciproque des criminels et la suppression des fraix de justice en matières criminelles, signée le $\frac{7}{19}$ Août 1819.

(*Sammlung von Gesetzen u. s. w. für die Kurhessischen Staaten.* Zweiter Band. Jahr 1819. No. XIV. November.)

Da die Auslieferung der Verbrecher an den Richter, in dessen Gerichtsbezirke die Haupthandlung des Verbrechens begangen ist, den schnelleren Gang der Untersuchung erleichtert, und den Zweck der Vollziehung der Strafe befördert, so ist zwischen der Kurfürstlich Hessischen Regierung zu Rinteln und der Fürstlich Schaumburg-Lippeschen Regierung zu Bückeburg, unter Vorbehalt der höchsten Landesherrlichen Ratification, folgende Uebereinkunft getroffen worden:

Art. I. Es soll eine wechselseitige Auslieferung aller Personen Statt finden, welche in dem Umfange der Kurhessischen und der Fürstlich Schaumburg-

Lippeschen Lande ein peinliches Verbrechen begangen haben und vor erlittener Strafe in das andere Land entwichen sind. 1819

Art. II. Unter peinlichen Verbrechen werden nur solche verstanden, welche nach den in beiden Landen geltenden Rechten eine peinliche Strafe zur Folge haben; jedoch sollen die Forst- und Jagd-Frevler, ohne Rücksicht auf die Gröfse der von ihnen verwirkten Strafe, in allen Fällen gegenseitig sistirt werden. Wegen anderer Vergehungen hingegen, welche nur mit einer bürgerlichen oder polizeilichen Strafe bedrohet sind, so wie wegen Vergehungen gegen die Steuergesetze, wenn gleich in dem einen oder dem andern Lande aus besonderen Gründen eine peinliche Strafe darauf gesetzt sein sollte, findet die Sistirung oder Auslieferung niemals Statt.

Art. III. Den Amts- und Polizei-Bedienten beider Regierungen soll verstattet sein, flüchtige Verbrecher über die Grenze zu verfolgen; sie müssen aber die, auf solche Weise angehaltenen Personen an das nächste Amt des Landes abliefern, worin dieselben ergriffen worden sind.

Art. IV. Ist der Verbrecher noch nicht zur Haft gebracht, so soll, auf Verlangen des requirirenden Gerichts, schleunigst zu dessen Verhaftung geschritten werden. Dem requirirten Richter jedoch müssen jederzeit die Gründe mitgetheilt werden, wegen deren ein Verdächtiger oder Angeklagter gefänglich eingezogen werden soll.

Art. V. Sobald der Verbrecher in Haft gezogen ist, mufs dem requirirenden Richter sogleich davon Nachricht gegeben werden, damit dieser die ungesäumte Abholung desselben besorge.

Art. VI. Die Auslieferung der Verbrecher geschieht nicht anders, als auf eine, vom Richter des begangenen Verbrechens erlassene, allgemeine oder besondere Requisition. Kein Gericht ist daher zur Annahme eines Verbrechers verbunden, wenn es die Auslieferung desselben nicht begehrt hat.

Art. VII. Wenn der Verbrecher sich zur Zeit der nachgesuchten Auslieferung wegen des, im Ge-

1819 richtsbezirke des requirirenden Richters begangenen Verbrechens, bereits im andern Lande in Untersuchung befindet; so soll dessen Auslieferung, ungeachtet der eingetretenen Prävention, nicht verweigert werden. Betrifft dagegen die vom requirirten Richter bereits angefangene Untersuchung ein anderes Verbrechen; so findet die Auslieferung des Inquisiten nur dann Statt, wenn das Verbrechen, welches der requirirende Richter zu untersuchen hat, nach den Gesetzen beider Lande mit einer gröfseren Strafe bedrohet ist.

Art. VIII. Würden die verschiedenen Verbrechen, wegen deren ein Verbrecher in beiden Landen zur Bestrafung gezogen werden soll, von gleicher Strafbarkeit sein, oder wäre es zweifelhaft, welches Verbrechen eine gröfsere Strafe nach sich ziehe; so soll die Auslieferung des Verbrechers nicht verlangt werden können.

Art. IX. Wenn Verbrechen auf der Grenze verübt worden sind, oder wenn es überhaupt zweifelhaft ist, ob die Haupthandlung des Verbrechens in dem einen oder dem andern Lande begangen worden; so soll die Prävention unter den beiderseitigen Gerichten dergestalt entscheiden, dafs die Untersuchung und Bestrafung demjenigen Gerichte verbleibt, welches den Inquisiten zuerst über das angezeigte Verbrechen vernommen hat.

Art. X. In den Fällen der drei vorhergehenden Artikel soll der die Untersuchung führende Richter, jederzeit auch über diejenigen Verbrechen, welche der Verbrecher im andern Lande begangen hat und deren Bestrafung erkennen. Zu diesem Ende sollen demselben die, bei den Gerichten des andern Landes bereits verhandelten Acten und alle sonst vorräthigen Nachrichten, welche auf die Vervollständigung der Untersuchung Bezug haben, schleunigst mitgetheilt werden.

Art. XI. Auch die Strafe der Gehülfen eines Verbrechers soll, ohne Unterschied, ob dieselben in dem Lande des requirirenden, oder des requirirten Richters an dem Verbrechen Theil genommen haben, von dem Richter bestimmt werden, welcher in der Hauptsache zu erkennen hat; und es treten daher

in Rücksicht der Sistirung und Auslieferung der Ge- 1819
hülfen dieselben Grundsätze ein, welche über die Auslieferung der Hauptverbrecher entscheiden. Dagegen sind die Begünstiger eines Verbrechens zwar ebenfalls dem Richter der Hauptsache zur Erleichterung der Untersuchung zu stellen; wenn aber deren widerrechtliche Handlung in dem Lande des requirirten Richters vorgefallen ist, so soll die Bestrafung derselben dem Letztern überlassen bleiben, an welchem mithin nach erfolgter Entscheidung in der Hauptsache, die Acten abzugeben sind.

Art. XII. Die Gerichte beider Lande sollen sich, auch aufser dem Falle der Auslieferung eines Verbrechers, bei anderen vorkommenden Criminal-Untersuchungen mit aller Willfährigkeit zu Hülfe kommen. Selbst die Stellung der Zeugen und anderer Personen soll, wenn sie der requirirende Richter unumgänglich nöthig findet, nicht verweigert werden.

Art. XIII. Wenn die Stellung eines oder mehrerer, bereits in Haft befindlichen, Inquisiten zum Zwecke der Confrontation, oder aus anderen Gründen, nöthig befunden wird; so soll dieselbe ebensowohl gestattet, jedoch von den Landes-Justiz-Collegien sowohl wegen des Orts der Ueberlieferung, als auch wegen der zu ergreifenden Sicherheitsmaasregeln eine vorgängige Uebereinkunft getroffen werden.

Art. XIV. Im Falle der Auslieferung eines Verbrechers erstattet der requirirende Richter dem requirirten Gerichte nur die baaren Auslagen, welche durch die Haft und durch die Unterhaltung des Verbrechers bis zu dessen Abholung veranlasset worden sind. Wenn aber der Verbrecher demnächst zum Ersatze der Untersuchungskosten verurtheilt ist, und hinreichendes Vermögen zu deren Bezahlung besitzt; so sollen hieraus nicht allein alle baaren Auslagen, sondern auch die sämmtlichen Gerichtsgebühren, nach der in jedem Lande üblichen Taxe, entrichtet werden.

1819 Art. XV. Nach gleichen Grundsätzen soll auch in Absicht der Bezahlung derjenigen Kosten verfahren werden, welche durch die Abhörung oder Stellung der Zeugen oder anderer Personen, so wie durch die Auslieferung oder Stellung der Gehülfen und Begünstiger des Verbrechens veranlafst worden sind.

Art. XVI. Um darüber zu entscheiden: ob ein Verbrecher eigenes Vermögen zur Bezahlung der Gerichtsgebühren besitze, soll in den beiderseitigen Landen ein Mehreres nicht, als das Zeugnifs des Gerichts erfordert werden, unter welchem der Verbrecher seine eigentliche Wohnung hat. Sollte derselbe seinen Wohnsitz in einem dritten Lande gehabt haben, und die Beitreibung der Kosten dort mit Schwierigkeiten verbunden sein; so wird es so angesehen, als ob derselbe kein hinreichendes Vermögen besitze.

Art. XVII. Den Zeugen und anderen abzuhörenden Personen sollen die Reise- und Zehrungskosten, nebst der, wegen ihrer Versäumnifs ihnen gebührenden Vergütungs-Summe, nach deren von dem requirirten Gerichte geschehenen Verzeichnung, sogleich bei wirklich erfolgter Stellung, von dem requirirenden Richter verabreicht werden.

Art. XVIII. Wegen Durchführung der Gefangenen durch beiderseitige Lande ist annoch festgesetst, dafs in den Fällen, wenn

a. der Arrestat kein Unterthan desjenigen Landesherrn ist, durch dessen Lande die Durchführung geschieht,

b. die zur Wache mitgegebene Mannschaft nicht vom Militair ist, sondern nur aus Polizei-Bedienten oder anderen Personen besteht, auch

c. nicht von beträchtlicher Anzahl, und zwar höchstens fünf Mann stark ist,

solche auf blofse Pässe der Polizei-Behörden, welche jedoch die obige Einschränkung unter a., deutlich enthalten müssen, von den Garnisonen und jeden Ortsobrigkeiten gestattet, auch die nöthige Assistens

dabei geleistet, aufser solchen Fällen aber die vor- 1819
gängige Correspondenz der höheren Collegien fernerweit erforderlich sein solle.

Rinteln am 7ten August 1819.

Kurfürstlich Hessische Regierung.

WIEDERHOLT.

(Cette convention a été ratifiée par S. A. R. l'électeur de Hesse le 19 Novembre et par S. A. S. le prince de Schaumbourg-Lippe le 11 Septembre 1819.)

36.

Arrangement concerté entre la Prusse et la Saxe royale, concernant les passeports de leurs sujets respectifs; publié à Dresde le 10 Août 1819.

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen* 1819. No. 13. pag. 188.)

In Folge der, wegen der Verhältnisse zu den Königlich Preufsischen Staaten, in Hinsicht des Paſswesens zeither Statt gefundenen Verhandlungen, ist von Seiten des Königl. Preufsischen Hofes mit dem diesseits geschehenen Antrage, dafs, zur Erleichterung des Verkehrs zwischen den Königlich Sächsischen und Königlich Preufsischen Staaten, den beiderseitigen Unterthanen der Eingang in die gegentheiligen Lande auf Pässe ihrer Ortspolizei-Obrigkeiten gestattet werden möchte, dahin sich einverstanden worden, dafs

1. die Königlich Sächsischen Unterthanen an dem Eingange in die jenseitigen Staaten, auf Pässe derjenigen ordentlichen Ortspolizei-Obrigkeiten, in deren Verwaltungsbezirken sie ihren Wohnsitz haben, nicht behindert werden sollen, insofern diese Pässe noch nicht abgelaufen, übrigens nicht fehlerhaft, und mit der hinreichenden Personbeschreibung des Inhabers versehen wären; wobei in Ansehung des

1819 letzten Erfordernisses jedoch bei hinlänglich bekannten und distinguirten Personen eine Ausnahme gemacht werden könne;

2. dafs, gleich den Pässen, die von Königlich Sächsischen Behörden den aus dem Königreiche Sachsen gebürtigen Handwerksgesellen ertheilten Wanderbücher, wenn gegen ihre Richtigkeit nichts zu erinnern ist, die Einlassung der rechtmäfsigen Inhaber in die jenseitigen Lande, ohne dafs es für dieselben eines besondern Passes bedürfe, begründen sollen, und dafs

3. in allen diesen Puncten, von Seiten der Königlich Sächsischen Regierungen, in Ansehung der Pässe jenseitiger Behörden, insoweit sie in die zu 1. gedachte Kategorie gehören, die vollkommenste Reciprocität beobachtet werde.

Wenn denn das Königlich Preufsische Polizeiministerium zu Berlin in solcher Mafse unterm 20sten April dieses Jahres an die sämmtlichen dortigen Königlichen Regierungen verfüget hat; so werden die hiesigen Landeseinwohner von dieser Uebereinkunft hierdurch in Kenntnifs gesetzt; und es wird zugleich verordnet, dafs von Seiten der hierländischen Polizeibehörden das verlangte, mit den Vorschriften des hiesigen Pafsregulativs vom 27sten Januar 1818 ohnehin übereinstimmende Reciprocum gegen die Preufsischen Unterthanen genau beobachtet werden soll.

Dresden, am 10ten August 1319.

Königl. Sächs. Landesregierung.

Freiherr VON WERTHERN.

FRIEDRICH MOSSDORF, S.

37.

Convention principale conclue entre la Prusse et la Saxe royale en exécution du traité de paix entre les deux puissances fait à Vienne le 18 Mai 1815, et signée à Dresde le 28 Août 1819.

1819

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen* 1818. No. 19. pag. 237.)

Da Se. Majestät der König von Sachsen, und Se. Majestät der König von Preufsen, in dem Artikel 14 des Wiener Friedensvertrags vom 18ten Mai 1815 dahin übereingekommen, Commissarien zu ernennen, um auf eine genaue und ausführliche Weise die, in den 6ten bis 13ten und 16ten bis 20sten Artikeln, erwähnten Gegenstände in Ordnung zu bringen; hiernächst in dem Artikel 15 des gedachten Vertrags, Se. Majestät der Kaiser von Oesterreich, ihre Vermittelung für alle, zwischen dem Königl. Sächsischen und dem Königl. Preufsischen Hofe, in Folge der, durch den 2ten Artikel festgesetzten Gebietsabtretungen, nöthig gewordenen Auseinandersetzungen, angeboten, und beide hohe contrahirende Theile diese Vermittelung, sowohl im Allgemeinen, als auch besonders für die Auseinandersetzungen, bereitwilligst angenommen haben, mit welchen die, in dem 3ten und 14ten Artikel erwähnten Commissionen beauftragt worden; so haben sich, in Gemäfsheit dieser Bestimmungen, bald nach der Ratification des mehrgedachten Wiener Vertrags, die von beiden Regierungen ernannten Friedens-Vollziehungs- und Ausgleichungs-Commissionen in Dresden vereinigt, und diese Verhandlungen, unter Mitwirkung des, von Sr. Majestät dem Kaiser von Oesterreich, dazu bestellten Vermittelungs-Commissarii begonnen.

Obgleich nun solchergestalt, bis zum April des vergangenen Jahres, mehrere wichtige Gegenstände, durch gedachte beiderseitige Commissionen, und

1819 unter vorerwähnter Vermittelung, zur vollkommensten Zufriedenheit der beiden hohen contrahirenden Theile, erörtert und abgeschlossen, auch andere, zu den nachmaligen Vereinigungen; vorbereitet worden; so schien es doch beiden Regierungen wünschenswerth, zu noch mehrerer Beschleunigung und Vereinfachung der Verhandlungen, Special-Bevollmächtigte zu ernennen, und durch diese die verbliebenen Anstände zu beseitigen und den gänzlichen Abschluss des Friedens-Vollziehungs-Geschäfts zu bewirken.

In dieser Absicht haben Se. Majestät der König von Sachsen Dero Geheimen-Rath und Kammerherrn, auch aufserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister an dem Königlich Preufsischen Hofe, Hanns August Fürchtegott von Globig, Comthur des Königlich Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens, und Se. Majestät der König von Preufsen Dero wirklichen Geheimen Legationsrath, dermalen aufserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am Königlich Sächsischen Hofe, Johann Ludwig von Jordan, Ritter des rothen Adlerordens 2ter Classe mit Eichenlaub, und des eisernen Kreuzes 2ter Classe am weifsen Bande, des Russischen St. Annenordens 1ster und des St. Wladimirordens 2ter Classe, Grofskreuz des Civil-Verdienst-Ordens zur Baierischen Krone, und des Schwedischen Nordstern-Ordens; Commandeur des Oestérreichischen Leopold- und des Dänischen Danebrog-Ordens; Ritter des Spanischen Ordens Carls des Dritten u. s. w. mit unmittelbaren Aufträgen versehen, welche, nach Auswechselung ihrer, in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, über folgende Artikel übereingekommen sind:

Art. I.

Grenze.

Was zuvörderst die, in nurgedachtem Tractate Art. 2 bezeichnete Grenzlinie der abgetretenen Districte und Gebiete betrifft, so hat man sich, zu möglichster Beseitigung der, bei deren vorläufigen gemeinschaftlichen Besichtigung und Aufnahme, über die Auslegung und Anwendung einiger Bestimmungen dieses Tractats, sich ergebenen Zweifel, sowohl überhaupt, als in Absicht der Zertheilung zusammen

gehöriger Grundstücke unter verschiedene Landes- 1819
hoheit, in nachstehender Maſse vereinigt:

1. Von der Böhmischen Grenze an bildet das Flufsbette des Wittichbachs, genau nach der Bestimmung des Friedenstractats, die Grenze beider Gebiete bis zum Einfluſs in die Neisse.

2. Die, an der Grenze des Eigenschen Kreises, welche durch die Flurgrenzen der, dem Kloster Marienstern zugehörigen Ortschaften gedachten Kreises bestimmt wird, gelegenen kleinen Wiesen und Waldstücke: die Kuhnaer Wiese, die Tauchritzer Pfarr- und Schulmeister-Wiese, und die Görlitzer Hospitalwiese, ingleichen der, in eben dieser Gegend befindliche Hospitalwald, und die Nichaer Hinterfolgen (auf der aufgenommenen Grenzkarte Section I. und II. mit a, b, c, d und e bezeichnet) werden, als zu Hauptgütern des Herzogthums Sachsen gehörig und mit dessen Gebiet grenzend, dem gedachten Herzogthume einverleibt.

3. Das, in dem Winkel zwischen Paulsdorf und Obersohland gelegene Hikische Bauergut, dessen Fluren sich vom Paulsdorfer See an, quer durch die Mittelsohlandischen Grundstücke, bis in dieses Dorf hinein erstrecken, auch bis Paulsdorf und Mittelsohland in Verbindung stehen, und dadurch dessen Verhältnifs zweifelhaft machen, verbleibt dem Königreiche Sachsen.

4. Da nach dem Friedenstractate die grofse Poststrafse zwischen Görlitz und Bauzen, bis an die Grenze der beiden genannten Kreise, Preufsisch sein soll; so ist man übereingekommen, dafs von dem Puncte an der Strafse von Bauzen nach Görlitz, wo die Oehlischer und Gofswitzer Fluren zusammentreffen (auf der Karte Sect. II. mit G. bezeichnet) die Landesgrenze der nördlichen Gofswitzer Flurgrenze bis an den Punct, wo sie zwischen dem Fuchsberge und dem Radmeritzer Busch die nördliche Klein-Radmeritzer Flurgrenze erreicht, und von da an, dieser Flurgrenze, bis zu dem Puncte, wo die Schöpfer- und Glofsner Fluren an einander stofsen, folge. Von diesem Puncte an geht die Landesgrenze mit der östlichen Glofsner Flurgrenze fort, bis sie an die südliche Grenze der

1819. Meuselwitzer Flur stöfst. Von hier an soll die Landesgrenze sich mit der nördlichen Glofsner Flurgrenze bis zu dem Puncte vereinigen, wo sie die Bauzner Kreisgrenze bei dem Petzschker Berg berührt, weiter mit der westlichen Meuselwitzer Flurgrenze bis an die Poststrafse von Bauzen nach Görlitz, und endlich mit dieser Poststrafse bis an die Grenze des Bauzner Kreises fortlaufen, mit welcher Kreisgrenze sie dann bis Dubrauke vereinigt bleibt, dergestalt, dafs Gofswitz, Glossen und Mauschwitz nebst deren Ländereien, in so weit letztere sich nur bis zur Poststrafse von Görlitz nach Bauzen erstrecken, bei dem Königreiche Sachsen verbleiben, und auf diesem Tracte die Poststrafse in der Art als Grenzbestimmung angenommen wird, dafs die Stadt und das Dorf Reichenbach, ingleichen das Dorf Schöps mit ihren gesammten Fluren, zum Herzogthume gehörig sind.

5. Ein zu dem Gute Maltitz gehöriges Stück Feld an der Landesgrenze, rechts der obgedachten Poststrafse (auf der Karte Sect. III. mit K. i. bezeichnet) wird bei dem Königreiche Sachsen belassen, hingegen das Dorf Thräna, das Thümlitzer Gut, die zu den Rittergütern Lauritz und Glossen gehörigen Försterwohnungen, und zwei dabei befindliche Grundstücke: die Dreiteiche und die kleine Harthe genannt, ferner die zum Rittergute Maltitz gehörigen Waldungen: die Scheere, die grofse und kleine Heyke, ingleichen des Bauers zu Maltitz, Farack oder Witschersholz und eine, zu den Rittergütern Unwürde und Kittlitz gehörige Halde, welche insgesammt bisher zwar zu dem Bauzner Kreise gerechnet worden, jedoch in den Görlitzer Kreis eingeschlossen sind, fallen unter die Hoheit des Herzogthums Sachsen.

6. Desgleichen wird das Skadische Bauergut und die Wenkische Gärtnernahrung, deren Gebäude in dem Dorfe Weigersdorf gelegen, und welche auch mit diesem verschiedentlich verbunden sind, dem Herzogthume zugetheilt.

7. Das zu dem Gute Baruth gehörige Vorwerk Praschwitz, ingleichen das Holz, die Merschen genannt, bleiben dem Königreiche Sachsen.

8. Die, bei dem Löbauer Wasser, seiner beiden Arme wegen, zweifelhaft geschienene Grenzlinie, (auf der Karte Sect. IV. P. bis S.) ist dergestalt festgesetzt worden, dafs Klein-Saubernitz, Wartha, Lömischau und die Schäferei Barothsche, mit ihren Markungen, auf Königlich Sächsischer, die daran stofsenden Weigersdorfer, Taubaner und Zimpler Fluren aber, auf Königlich Preufsischer Seite bleiben. 1819

9. Die, in der Neudorfer Flur liegenden, nach Kaschel und Lieska veräufserten, kleinen Acker-Wiesen- und Waldgrundstücke (auf der Karte Sect. IV. und V. mit f, g und m bezeichnet) werden bei dem Königreiche Sachsen gelassen; dagegen fallen die Guttaer, Brösner, die Göbelner, Salgaer und Leichnamer Haiden, als über der, im Friedenstractate angenommenen Neudorfer Grenze hinausgelegen, an das Herzogthum.

10. Die Orte Wessel und Cummerau verbleiben dem Königreiche Sachsen.

11. In Absicht der, nach dem Friedenstractate, von der schwarzen Elster bei Zollsdorf (in dem Tractate Sollschwitz genannt) bis zur Grenze der Herrschaft Königsbrück, bei Grofsgrabe zu ziehenden geraden Linie, ist die Uebereinkunft dergestalt getroffen worden, dafs die Orte: Skaske, Weifsig und Strafsgräbchen, ingleichen auch Osling und Lieska mit ihren Fluren, und alle übrige, links oder südlich derselben gelegenen Orte und Grundstücke dem Königreiche Sachsen verbleiben.

12. Von dem Puncte an, wo die nördliche Grenze der Herrschaft Königsbrück an das Amt Grofsenhain stöfst, ist die Grenze südlich von Ortrand, in Ansehung der, von beiden Theilen in Anspruch genommenen Orte Heynersdorf (auch Hennersdorf genannt) und Krausnitz, dergestalt bestimmt worden, dafs der letztere Ort, mit seiner Markung, bei dem Königreiche verbleibt, Hennersdorf hingegen dem Herzogthume Sachsen zugetheilt wird. Zur Sicherstellung der, bei Krausnitz auf irgend eine Art in Frage kommenden Privatgerechtsame der Stadt Ortrand, sollen, wie überhaupt gegenseitig in andern ähnlichen Fällen, bei der endlichen Grenzbeziehung,

1819 behufige Bestimmungen getroffen, und hierbei die liberalsten Grundsätze angenommen werden.

13. Die zwischen Brösnitz und Kleinkmehlen gelegene Teichmühle verbleibt dem Königreiche Sachsen.

14. Die Besitzungen, welche Hirschfelder Unterthanen in der Oelsnitzer Flurmarkung angekauft haben, bleiben mit dieser Mark, ingleichen die zu dem Rittergute Walda gehörige wüste Mark Hermsdorf, bei dem Königreiche Sachsen, so wie das Feldstück, welches zu Strauch gehört hat, und von Merzdorf gegen ein Wiesenstück eingetauscht worden ist, zum Herzogthume Sachsen abgegrenzt wird.

15. Da in Ansehung der, in dem Tractate genannten Strafse von Ortrand nach Mühlberg, und der Ortschaften, durch welche sie geht, Zweifel entstanden sind, indem diese Strafse bei einigen Orten sich in zwei Wege zertheilt, wovon der eine die in Frage kommenden Orte nicht berührt, so ist festgesetzt worden, dafs die Dörfer Grofs- und Kleinkmehlen, Grofsthiemig, Hirschfeld, Seifertsmühl und Wainsdorf mit ihren Fluren, als zum Herzogthume Sachsen gehörig, anzunehmen; was aber das Vorwerk, die Pfeife genannt, nebst den dabei gelegenen Waldungen, und die beiderseitigen Ansprüche darauf betrifft, so hat man sich über die dortige Grenzlinie zwischen dem Königreiche und dem Herzogthume Sachsen dahin vereinigt: dafs solche vom Anfange des Pfeifholzes (auf der Grenzkarte Sect. XII. von E a. bis F a.) bis zu dem, von Merzdorf nach Wainsdorf führenden Wege der Merzdorfer Flurgrenze folgt, dann an der Südseite besagten Weges bis an das, auf derselben Seite des Weges liegende Stückchen der Wainsdorfer Flur fortgesetzt wird, dieses Stückchen umgeht, und für das Herzogthum abgrenzt, ferner sich an der südlichen Seite des Weges hinzieht, endlich aber am Ende des dadurch für das Herzogthum abgeschnittenen Stücks des Pfeifholzes den Weg verläfst, und der südlichen Grenze der Wainsdorfer Hutung und Flur, bis zu dem Puncte, wo die Grenzen der Altdorfer und Stockwiese, ingleichen des Pfeifberges, zusammentreffen, folgt, und solchergestalt die übrigen Pfeifengrundstücke bei dem Königreiche Sachsen belassen werden.

16. Von da, wo die Reppiser Hutung und die Hoische oberhalb zusammentreffen (auf der Karte Sect. XII. und XIII. von dem, mit Ga. bis Ha. bezeichneten Puncte) soll die Grenze in der Richtung gehen, dafs die Orte Nauwalde, Spansberg und Schweinfurt, mit ihren zusammenhängenden Fluren, insoweit diese Fluren nicht nördlich durch die Strafse, als zum Herzogthume gehörig, abgeschnitten werden, bei dem Königreiche Sachsen verbleiben, hingegen mit den, im Tractate namhaft gemachten Orten, unter der Benennung Gröbeln, auch die besondern Ortschaften, Mühldorf, Mittelsdorf und Grimmersdorf, mit ihren zusammenhängenden Fluren, so wie die Steins- oder Pflugsbreite, dem Herzogthume Sachsen zufallen. 1819

17. Die Grenze folgt sodann in gerader Linie der des Amts Mühlberg, bis zur Elbe bei Fichtenberg in der Art, dafs Jacobs- oder Cobenthal, Kreinitz und Lorenzkirchen, ingleichen die Fichtenberger Rittergutswaldung und die Rustelstücke bei dem Königreiche Sachsen gelassen werden, sämmtliche Gatschhäuser aber, mit Einschlufs der Kreinitzer, an das Herzogthum gelangen.

18. Das Vorwerk Kleindrebig verbleibt bei dem Königreiche Sachsen.

19. In Ansehung des Ueberganges der Grenzlinie von dem rechten auf das linke Elbufer, ingleichen wegen der, nach dem Friedenstractate Artikel 2., ohne nähere und namentliche Bezeichnung, hier bestimmten Abschneidung einiger Enclaven und halben Enclaven, ist man, mit Rücksicht auf anderwärts getroffene Ausgleichungen, dahin übereingekommen, dafs von den sub No. 17. gedachten Gatschhäusern an, die Grenze schräg über die Elbe nach dem Puncte auf dem linken Ufer gezogen wird, wo die Löfsniger und Görziger Fluren zusammentreffen.

Von den daselbst auf der Elbe befindlichen drei Schiffmühlen, verbleibt zwar die oberhalb gelegene, bei der Grenzbeziehung Gottlob Pettersen zugehörte, bei dem Königreiche Sachsen; die dazu gehörige, auf dem rechten Elbufer gelegene Weiche und der daran stofsende Grasplatz aber Preufsen; die abga-

1819 benfreie fernere Benutzung der gedachten Weiche wird dem Besitzer dieser Schiffmühle Preufsischer Seits zugesichert.

Die beiden unterhalb gelegenen Schiffmühlen dagegen kommen an Preufsen, und es wird, wenn deren Verlegung unterhalb in das Preufsische Gebiet mit Schwierigkeiten verbunden sein sollte, Königl. Sächsischer Seits ihnen gestattet, ihre bisherigen Stationen auf dem Elbstrom, ohne, dafs sie deshalb Königlich Sächsischer Seits mit Abgaben belegt werden, auch künftig zu behalten.

Auf dem linken Elbufer fallen die Dörfer Lösnig, Pausnitz, Schirmenitz, nebst den zuletzt gedachten beiden Dörfern gehörigen wüsten Marken Hilbersdorf und Klingenhain, die zu Schirmenitz gehörige Dreikuttenmühle, desgleichen die Dörfer Aussig, Seydewitz, Wohlau und Oelschau, sämmtlich mit den zu denselben gehörenden Fluren und Markungen, an das Herzogthum Sachsen; wogegen die Orte Cavertitz, Schöna, Klingenhain, nebst der an der wüsten Mark Klingenhain gelegenen Nieder-Mühle, Olganitz, Treptitz, ingleichen der Forst Reidnitz nebst dem Reidnitz-Hause, und alle innerhalb der dadurch und bis an die Lausaer Pfarrbrücke, gebildeten Linie, gelegenen Grundstücke, das zum Rittergute Hof gehörige Stück Holz, und der, links dem sogenannten A. Wege (von Mühlberg nach Eilenburg gerechnet) gelegene Theil der Sitzerodaer Oberhaide, nebst den dazwischen liegenden Privatwaldungen und Wiesen, dem Königreiche Sachsen verbleiben.

20. Das zum Rittergute Kötitz gehörige Weishäuserholz, und die, zum Rittergute Ochsensaal gehörige Waldung, der Heynitz genannt, ingleichen das innerhalb der Tannenhainer Flurgrenze befindliche Wald- und Wiesenstück, welches dermalen dem Schönauer Richter gehört, bleiben bei dem Königreiche Sachsen.

21. Weiterhin (auf der Karte Sect. XVI. und XVII. von Q a. bis T a.) wird die Landesgrenze in der Art gezogen, dafs dadurch die Orte und Feldmarken Röcknitz und Treben (mit Ausnahme des, nördlich der Eilenburger Strafse gelegenen Stücks der Trebner

Fluren) Böhlitz, Colm, nebst den Marken Zwochau, 1819
Döllnick, Praschwitz, Siedewitz und Boigen ebenfalls dem Königreiche Sachsen verbleiben, das Dorf Colla, (nebst den beiden daselbst am linken Muldenufer gelegenen Hägern) und das Vorwerk Punitz mit ihren Markungen und Fluren aber zu dem Herzogthume Sachsen geschlagen werden, demselben auch die wüsten Marken Plotha oder Blottwitz, Pahritzsch, Pestewitz oder Peschwitz, Buchwitz und Gardewitz, überlassen bleiben.

22. Das, mit den Steuern in das Kreisamt Leipzig, und als Pertinenz zu dem Rittergute Nischwitz gehörige Dorf Pönitz, so wie die, zum Amte Leipzig ebenfalls gehörige Mark Nebeltitz, bleiben bei dem Königreiche Sachsen; hingegen wird die Holleber Mark für das Herzogthum abgegrenzt.

23. Die Kirche, Pfarr- und Schulgebäude, ingleichen die auf Kirchengrunde stehenden Gebäude, nebst den Pfarrfeldern des, in dem Friedenstractate dem Königreiche Sachsen zugetheilten Dorfes Podelwitz, welche sich auf Delitzscher Amtsgrunde und Boden befinden, verbleiben dem Königreiche Sachsen, insofern sie nicht als Ganz-Enclaven in das Herzogthum fallen.

24. Das Strafsenstück von fünf und sechzig Ruthen lang, auf dem Wege von Leipzig nach Delitzsch, zwischen Breitenfelder und Görditzer Fluren, ingleichen die Görditzer und Milkaer Marken werden, letztere beide, als im Amte Delitzsch gelegen, Preufsen überlassen, auch begiebt man Sächsischer Seits sich der Ansprüche auf den, nördlich von dem, in dem Tractate als Sächsisch bezeichneten Dorfe Breitenfeld gelegenen Ort Hayna; die zu nurgedachtem Dorfe Breitenfeld gehörigen Laas- und Leedefelder, ingleichen das, nach Rückmarsdorf gehörige Holz, verbleiben dem Königreiche Sachsen; dagegen fallen diejenigen Grundstücke, welche in der Kleinliebenauer Flur von Königlich Sächsischen Unterthanen besessen werden, an das Herzogthum Sachsen.

25. Zu näherer Bestimmung der, in dem Friedenstractate angenommenen Grenzlinie, welche das Stift Merseburg durchschneiden soll, ist, nach deren

1819 Ermittelung, festgesetzt worden, dafs, nebst den, in nur erwähnten Tractate als Königlich Sächsisch genannten Ortschaften, auch noch die Dörfer Priestäblich, Quesitz, mit Ausnahme des, auf Döhlener Flur stehenden Chaussee-Hauses, Kulkwitz, Görnitz und Seebenisch, mit ihren Fluren, bei dem Königreiche Sachsen verbleiben; Dohlen, Thronitz, Schkeitbar, Grofs- und Klein-Schkorlopp mit ihren Fluren hingegen, so wie die, in der Willeber Mark gelegene halbe Mönchshufe annoch an das Herzogthum fallen.

26. Die Vereinigung in Absicht des Durchschneidens bei dem Flofsgraben im Amte Pegau ist dahin erfolgt: dafs Werben mit seiner Markung als zu dem Herzogthume Sachsen gehörig, anzusehen, sodann aber die Grenze, längs dem Flofsgraben in einer Entfernung von vier Ruthen herunter läuft, der Flofsgraben mit seinen beiden Ufern daher dem Herzogthume Sachsen zufällt; Mansitz aber und die Dörfer Grofsdalzig, Kleindalzig, Tellschütz, Grofsstorkwitz mit Maschwitz, die wüste Mark Niperitsch, Zauschwitz, Carlsdorf, Stöntzsch, Eulau, Elstertrebnitz, Tannewitz, Trautschen, Greitschütz, Costewitz und Oderwitz mit ihren Fluren, letztere bis in einer Entfernung von vier Ruthen vom Flofsgraben, bei dem Königreiche Sachsen verbleiben, und endlich die Grenze sich mit der Flurgrenze zwischen Kleinoderwitz und Beersdorf vereinigt, bis sie die Grenze des Stifts Zeitz erreicht, so dafs Beersdorf, mit seiner ganzen Markung, zu dem Herzogthume abgegrenzt wird.

27. Die zwölf in der Profener, und die acht in der Prödler Flur liegenden Acker- Wiesen- und Holzstücke (auf der Grenzkarte Sect. XXI. mit c. bezeichnet) ingleichen das Durchstichholz und der Profener Gemeindebusch werden dem Herzogthume, die bei Kleinoderwitz gelegene Mühlwiese und der Penzig dagegen dem Königreiche Sachsen zugetheilt.

28. Unter- und Oberauligk, mit Inbegriff des vorhin zu dem Stifte Zeitz gehörig gewesenen Antheils, sammt den dazu gehörigen Fluren, insofern diese zusammenhängen, und nicht als Ganz-Encla-

en im Herzogthume belegen sind, verbleiben dem 1819
önigreiche Sachsen.

29. Bei der, in dem Friedenstractate ermangeln-
en ausdrücklichen Bestimmung, welchem Theile
ie nicht genannten, im auswärtigen Gebiete encla-
irten Orte zugehören sollen, hat man, zur Ent-
cheidung dieser Streitfrage, den zeitherigen Besitz-
tand angenommen. Nach solchem verbleiben dem
önigreiche Sachsen die zum Amte Borna gehörigen,
röfstentheils vom Reufsischen Gebiete umschlosse-
en Orte, Liebschwitz, Loitzsch, Presseln, Ruppers-
orf und Bösengräbe, auch alle übrige in einem
onstigen auswärtigen Gebiete gelegenen, bisher im
ächsischen Besitze befindlich gewesenen Ortschaf-
en; dahingegen die, im Preufsischen Besitze sich
ermalen befindenden Klein-Braunshainer Ortschaf-
en, namentlich Nauendorf, Tanna, Klein-Brauns-
ain, Hohenkirchen, Penkwitz und Wermsdorf, in-
leichen die sonst Preufsischer Seits etwa besetzten
uswärtigen Enclaven, an das Herzogthum gelangen.

30. Die bei dem, von Preufsen wiederum an
achsen-Weimar abgetretenen Theile des Neustädter
reises, gegen das Amt Zwickau obwaltenden Zwei-
el und Grenzirrungen, werden der besondern Ver-
inigung der Königlich Sächsischen und der Grofs-
erzoglich Sachsen-Weimarschen Regierung über-
assen.

Im Uebrigen, wo in vorstehenden Puncten eine
rläuterung oder nähere Bestimmung nicht erfolgt
t, bewendet es bei dem ausdrücklichen Inhalte des
weiten Artikels des, am 18ten Mai 1815 abgeschlos-
enen Friedenstractats, ingleichen bei dem angenom-
enen Grundsatze: dafs die, in dem einen Landes-
eile ganz enclavirten Parcellen derjenigen Regie-
ng zufallen, in deren Landestheile sie sich be-
nden.

Nach dieser solchergestalt durch nurgedachten
'ractat und gegenwärtige Convention nunmehro fest-
esetzten Grenzlinie, soll unverzüglich durch abge-
chickte beiderseitige Commissarien, so weit dies
icht bereits erfolgt, die Landesgrenze gehörig be-
chtigt, über den Grenzzug ein umständliches Pro-
ocoll aufgenommen, die Grenzlinie in die doppelt

1819 gefertigten, in gewisse Sectionen gleichförmig abgetheilte Grenzkarten eingetragen, und letztere sollen von den Commissarien beglaubigt, beides aber, sowohl das Protocoll, als die Grenzkarte, dieser Convention künftig beigelegt werden.

ART. II.

Wechselseitige öffentliche und Privatgerechtsame in den getheilten Landesdistricten.

1. In Gemäfsheit des, bereits in dem Friedenstractate, Art. 3 und 13. ausgesprochenen und festgestellten Grundsatzes: bei der Grenzberichtigung alle Verletzungen des Privateigenthums zu vermeiden, die Besitzungen der, auf den Grenzen wohnhaften Individuen, besonders derjenigen, welche Besitzungen unter beiden Regierungen, der Sächsischen und Preufsischen, behalten, sicher zu stellen, und überhaupt alles, was das Eigenthum und das Interesse der beiderseitigen Unterthanen betrifft, auf die liberalste Weise zu bestimmen, ist man, sowohl in Absicht der Privatgerechtsame, als der dabei einschlagenden öffentlichen Verhältnisse, in den getheilten Landesdistricten, und den dadurch unter verschiedene Hoheit kommenden, zusammen gehörigen Grundstücken, zu näherer Erläuterung obangezogener Friedensartikel, annoch in folgenden Puncten übereingekommen.

Steuern und andere Landesherrliche Abgaben.

2. Die öffentlichen Gerechtsame und Verhältnisse anlangend, so fällt, vermöge der, an Preufsen geschehenen Abtretung der, im Tractate angegebenen Provinzen, Districte und Gebiete, oder Gebietstheile des Königreichs Sachsen, mit aller Souverainität, und deren dadurch erfolgenden Absonderung von einander, die Ausübung einiger Hoheitsrechte einer Regierung in dem, der andern zugehörigen Gebiete überhaupt gänzlich weg. Es werden daher keine Steuern von irgend einem, in dem Gebiete des einen Theils gelegenen Grundstücke an die Landesherrlichen Behörden des andern Theils weiter entrichtet, es verbleibet und gebühret vielmehr jeder Regierung die Erhebung aller Landesherrlichen Abgaben, von denjenigen Grundstücken und Parzellen,

welche unter ihrem Bereiche gelegen sind. Hier- 1819
nach sind alle, in Landesherrliche Cassen fliefsende Abgaben und andere Prästationen, die von Grundstücken herrühren, oder darauf Bezug haben, den Landesherrlichen Cassen derjenigen Regierung, welcher die Landeshoheit zusteht, einzuzahlen; jedoch ist bei Bestimmung der, von jeder der beiderseitigen Regierungen verhältnifsmäfsig zu erhebenden, auf den ganzen Complex der, durch die Landesabtretung getheilten Grundstücke zeither gehafteten Abgaben und Prästationen aller Art, billige Rücksicht auf diejenigen Leistungen zu nehmen, welche der Besitzer an die andere Regierung, Hinsichts des, durch die Grenzregulirung, der letztern zugewiesenen Theils einer Grundstücke, zu entrichten hat.

Ritterschaftliche Prästationen.

3. Diese Abtheilung der Leistungen soll namentlich auch auf diejenigen Prästationen sich erstrecken, welche von Gütern, nach denen darauf haftenden Litterpferden, bisher entrichtet werden müssen, und es ist das angemessene Verhältnifs des, jeder Regierung davon zukommenden Antheils von den an sie gefallenen Zubehörungen der, in dem andern Gebiete gelegenen Hauptgüter, durch beiderseitige ständische Deputirte auszumitteln und zu berichtigen.

Ungehinderte und freie Ein- und Ausfuhr der Natur- und Kunsterzeugnisse.

4. Zur möglichsten Erleichterung des Verkehrs derjenigen Individuen, welche an der Grenze wohnen, und deren unmittelbar an selbiger gelegene Grundbesitzungen durch die gezogene Grenze in der Art getheilt werden, dafs sie, mit diesen, beiden Regierungen angehören, soll den Besitzern solcher getrennten Hauptgüter und ihrer Zubehörungen, oder sonst getheilter Grundstücke, frei stehen, für sich, ihre Bedienung und Einwohner mit ihren Ackergeräthschaften, ihrem Vieh und ihren sonstigen Utensilien, ohne alle Hinderung, von dem, in dem einen Gebiete gelegenen Theile ihres Grundstücks in dem, in dem andern Gebiete gelegenen Theile desselben hin und her zu gehen, auch die Erzeugnisse dieser getheilten Grundstücke von dem einen

1819 Theile in den andern zu schaffen, ohne deshalb eines Passes zu bedürfen, oder aber eine Abgabe bei der Ausfuhre oder Einbringung in das andere Gebiet entrichten zu müssen; diese Begünstigung sich jedoch allein auf letztgedachte Abgaben, und auf diejenigen Erzeugnisse beschränken, welche durch Natur oder Kunst auf dem getheilten Grundstücke gewonnen, oder hervorgebracht, und zum Betriebe der Wirthschaft auf solchen Grundstücken erfordert werden. Mit einem weitern Absatze derselben im Lande hören obige Begünstigungen auf, und es bleibt alsdann einer jeden Regierung überlassen, die sonst gewöhnlichen Abgaben von dergleichen Producten der Natur und der Kunst zu erheben.

Neben- und Beigüter.

5. In der Regel kommen zwar die, im vorstehenden 4ten §. zugesicherten Begünstigungen nur den, durch die Grenze unmittelbar betroffenen Grundbesitzungen zu statten, und können auf besondere Neben- und Beigüter nicht ausgedehnt werden; in Ansehung dieser letztern will man jedoch in einzelnen Fällen, und ganz vorzüglich, wenn die Neben- und Beigüter unmittelbar an der Grenze gelegen sind, besondere, die Erleichterung ihrer Bewirthschaftung bezweckende Vereinigungen zu treffen suchen.

Auf Landesherrliche Concessionen beruhende Gerechtsame.

6. Das, einzelnen oder mehreren Individuen des einen Landestheils in dem Gebiete des andern Landestheils bisher zugestandene Befugniss zum Lumpensammeln, Schneiden und Abdecken des Viehes, Schornsteinfegen, und die Ausübung ähnlicher, blos auf Landesherrlichen Concessionen beruhenden Gerechtsame im andern Gebiete, hören, diese oder jene mögen titulo oneroso erlangt sein oder nicht, auf, ohne dass die Regierung, in deren Gebiete die Ausübung eines solchen Rechts wegfällt, zu irgend einer Entschädigung verpflichtet ist.

Militairpflichtigkeit.

7. In Absicht der Verpflichtung zum Militairdienste solcher Unterthanen, welche in beiden Lan-

destheilen angesessen sind, ist man dahin überein- 1819
gekommen, dafs diese Verpflichtung bei Minderjährigen nach dem bleibenden Wohnsitz (domicilium fixum) des Vaters, bei Volljährigen aber darnach zu bestimmen sei, in welchem Gebiete ein solcher Unterthan seinen bleibenden Wohnsitz genommen hat. Hat ein Majorenner noch kein Domicilium fixum gewählt, so wird seine Militairpflichtigkeit ebenfalls nach dem bleibenden Wohnsitze des Vaters bestimmt.

Kirchliche Verhältnisse.

8. Was die bisherigen kirchlichen Verhältnisse und den damit in Verbindung stehenden Schulunterricht, in den, durch den Grenzduct getheilten Bezirken betrifft, so sollen dieselben, Hinsichts aller christlichen Confessionen, vorläufig, bis auf weitere Festsetzung, fortbestehen, den Geistlichen, Schul- und Kinderlehrern auch der Genufs ihrer Emolumente, und sonstigen Einkünfte, bis auf weitere Bestimmung, verbleiben, dieselben aber dabei verpflichtet sein, den Verfügungen Folge zu leisten, welche die Regierung jedes Landestheils, in Beziehung auf den, in ihrem Bereich befindlichen District desselben, und ihrer eingepfarrten Unterthanen, zu erlassen nöthig finden dürfte. Es wird jedoch zwischen beiden Regierungen, in dazu geeigneten Fällen, besonders bei eintretenden Vacanzen, für die künftige und baldige Aufhebung der, in kirchlicher Beziehung, ingleichen in Ansehung des Schulwesens, unter beiden Landestheilen vorkommenden gemischten Verhältnisse, und dabei zugleich dafür gesorgt werden, dafs, bei den diefsfalls für nöthig befundenen und eintretenden Veränderungen, die dermaligen Inhaber der geistlichen, auch Schul- und Lehrstellen, eine angemessene Entschädigung erhalten.

Innungszwang.

9. Der Innungszwang, welcher in den, durch die Landesgrenze getheilten Districten oder Orten bisher bestand, ist als aufgehoben anzusehen, und es soll die Auseinandersetzung und Theilung des gemeinschaftlichen Innungsvermögens, sowie im Gegentheil die Tilgung der, von einer Innung etwa contrahirten, ihr Activvermögen übersteigenden

1819 Schulden, in der Regel, und wenn nicht etwa Special-Innungs-Artikel oder andere hierbei entscheidende besondere Verhältnisse, und sonstige getroffene rechtsbeständige Verabredungen, ein Anderes hierunter bestimmen, nach der Anzahl der gegenwärtig bei der betreffenden Innung vorhandenen, hierzu berechtigten Meister, erfolgen.

Mahlen in auswärtigen Mühlen.

10. Die Erlaubnifs, in Mühlen des, nach der Grenzscheidung, als Ausland zu betrachtenden, andern Gebiets zu mahlen und zu schroten, soll zwar in Zukunft insofern aufhören, als hierbei nicht die, weiter unten im 16ten §. enthaltenen Bestimmungen, wegen des, durch rechtmäfsigen Titel erworbenen Mühlenzwangs, eintreten; zur gegenseitigen Berücksichtigung der, an der Grenze wohnenden Unterthanen und Müller, soll jedoch, während eines Zeitraums von Fünf Jahren, vom Abschlusse dieser Convention an gerechnet, den gedachten Unterthanen verstattet sein, in Mühlen des jenseitigen Landestheils, gegen Entrichtung der, im letztern dermalen bestehenden, oder künftig einzuführenden diefsfallsigen Abgaben, zu mahlen und zu schroten.

Diese Abgaben sollen die von Landeseingebornen zu entrichtenden dergleichen Abgaben nicht übersteigen, und werden von der Regierung desjenigen Landestheils erhoben, in welchem die Mühle gelegen ist.

Patrimonial-Gerichtsbarkeit.

11. Im Betreff der vorhin Statt gehabten Ausübung der Patrimonial-Gerichtsbarkeit über die, nunmehro zu einem andern Gebiete gehörigen, Grundstücke und Unterthanen, bewendet es bei der bereits von beiden Seiten getroffenen Einrichtung, dafs über die, durch die Grenzlinie von der vorigen Gerichtsbehörde getrennten Ortschaften oder Parzellen, die Gerichtsbarkeit blos durch einen, von der Regierung, unter deren Hoheit sothane Ortschaften oder Parzellen gelegen sind, verpflichteten und in deren Gebiet wesentlich wohnenden Gerichtshalter ausgeübt werden. Wo dieses jedoch bei dem einen oder dem andern Orte noch nicht geschehen, ist,

Obigem gemäfs, das Erforderliche sofort, und längstens binnen drei Monaten, zu veranstalten. 1819

Privat-Lehne.

12. Die Privat-Lehns-Verbindungen aller Art hingegen sollen, bis zur weitern Bestimmung, aufrecht erhalten werden.

Andere Privatgerechtsame überhaupt.

13. Ueberhaupt sollen im Allgemeinen, und insofern nicht in einzelnen Beziehungen in gegenwärtiger Convention hierunter ein Anderes festgesetzt wird, alle Privatgerechtsame, welche durch die geschehene Landestrennung betroffen werden, zur Zeit annoch fortbestehen; es sollen jedoch bei der endlichen Grenzregulirung die Fälle, wo dergleichen Verhältnisse eintreten, ermittelt, und sodann, nach den möglichst liberalsten Grundsätzen, nähere Bestimmungen über die Fortdauer oder Aufhebung derselben getroffen werden.

Trift- und dergleichen Gerechtsame und Servituten.

14. Insbesondere ist man einverstanden, dafs, wenn Gutsbesitzern des einen Gebiets, auf Grundstücken in dem andern Gebiete eine Weide-, Trift- oder andere ähnliche Gerechtigkeit zusteht, diese fernerhin unbeschränkt ausgeübt werden könne, daher auch zu dem Ende den Hirten oder Führern der Heerden, diese aus einem in das andere Gebiet unbehindert zu treiben und zu hüten freistehen, überhaupt aber das Verkehr auf der Grenze, durch die erfolgte Landestheilung, nicht behindert werden soll. In Ansehung der Landesherrlichen Kammergüter soll zwar für jetzt ein Gleiches Statt finden, indessen behält man sich vor, nach näherer Erörterung der Fälle, über die Aufhebung der, bei selbigen eintretenden dergleichen Gerechtsame sich da, wo es thunlich, zu vereinigen.

Freizügigkeit der Unterthänigkeitspflichtigen.

15. Sollten Individuen, welche Gutsbesitzern unterthänig sind, aus dem einen in das andere Gebiet ziehen wollen; so sollen, wie man, in Gemäfsheit des Friedenstractats Art. 13. übereingekommen ist,

1819 die Gutsherrschaften gehalten sein, diese, ohne irgend einiges Lösegeld, ihrer Unterthänigkeit zu entlassen, und diese einzelnen Individuen, insofern sie ihrer Militairpflichtigkeit genügt, die Freiheit haben, sich in dem andern Gebiete niederzulassen.

Bier- Mahl- und dergleichen Zwang.

16. Der Bier- Mahl- und dergleichen Zwang, welcher einem Orte oder Gute, im Betreff anderer Orte und ihrer Bewohner des jenseitigen Gebiets, zusteht, soll, bis auf weitere Bestimmung, unter der, bis zum 5ten Juni 1815 Statt gehabten Begünstigung, fortdauern; der Verpflichtete soll daher ferner gehalten sein, sein Getränk von denjenigen Orten zu entnehmen, und sein Getreide in den Mühlen mahlen zu lassen, wo er bis zum gedachten 5ten Juni zwangspflichtig war.

Zinsen und andere Prästationen.

17. Die bisherige, auf rechtsgültigen Titel beruhende Leistung der, Privatpersonen oder Corporationen zustehenden, Natural- und andern Zinsen, auch sonstigen Prästationen, von einem Gebiete in das andere, besteht ungehindert fort, und sollen dieselben eben so wenig, als die oben (No. 4.) erwähnten Natur- und Kunsterzeugnisse, beim Aus- oder Einbringen mit einiger Abgabe belegt werden.

Uebrigens verbleibt es jedoch bei den Bestimmungen am Schlufs des Art. 16. des Friedenstractats.

Jagd- Holzungs- und dergleichen Befugnisse.

18. Wenn Privatpersonen des einen Gebiets das Befugnifs zur Jagd, zu Holz- oder Wildpretsdeputaten, in Gefolge rechtsgültiger Titel und Anweisungen, auf Landesherrlichen Forsten des andern Gebiets zusteht; so sollen dieselben ferner, jedoch mit Vorbehalt einer angemessenen Ausgleichung beider Regierungen, bis dahin in deren ungestörtem Genufs verbleiben. Jedoch haben sich die Berechtigten den Forstgesetzen des Landestheils, worinnen sie das Befugnifs auszuüben haben, zu unterwerfen.

Dienste und Frohnen überhaupt.

19. Wenn Unterthanen des einen Gebiets zu Gütern oder Grundstücken, welche im andern Gebiete

gelegen sind, zu Diensten, Frohnen oder andern 1819
Leistungen verpflichtet sind, so soll es bei den bisherigen Dienst- und andern dergleichen Leistungen zwar sein Bewenden behalten, jedoch, auf Antrag des Dienstpflichtigen oder berechtigten Theils, in Rücksicht beiderseitiger Unterthanen, die Ablöslichkeit solcher Leistungen freistehen, und die Entschädigung, welche den Guts- oder Grundstücksbesitzern, für den Wegfall dieser Dienste, Frohnen, und andern Leistungen gebührt, durch gemeinschaftliche sachkundige Commissarien ausgemittelt, diese Entschädigung jedoch längstens binnen Jahresfrist, von Zeit des desfallsigen Antrags an gerechnet, bestimmt werden.

Ein gleichmäfsiges Befugniſs zur Ablösung gegen eine auszumittelnde Entschädigung soll auch bei den, oben §. 14., erwähnten Gerechtigkeiten und Servituten, insofern solche Corporationen oder Privatberechtigten im jenseitigen Gebiete zustehen, Statt finden.

Dienste und Frohnen bei Kammergütern.

20. Dienstleistungen und Frohnen, welche Unterthanen an Domainen oder Kammergüter des andern Gebiets zu leisten haben, hören, insofern deshalb nicht in einzelnen Fällen andere Bestimmungen getroffen worden, mit dem 1sten October 1818 auf, und erhält die Vergütung für die, zu Landesherrlichen Domainen und Kammergütern des andern Gebiets zu leistenden Dienste, diejenige Regierung, unter deren Bereich der Verpflichtete sich befindet, oder seinen wesentlichen Wohnsitz hat.

ART. III.

Anhängige Rechtsstreitigkeiten.

1. Da wegen Fortstellung der zur Zeit der, durch den Friedenstractat vom 18ten Mai 1815 beschehenen Abtretung einiger Provinzen, Districte, Gebiete und Gebietstheile an Preuſsen, vor den Königlich Sächsischen Gerichtsbehörden anhängig gewesenen Prozeſs- Vormundschafts - Hypotheken - Lehns - und andern Rechtsangelegenheiten, auch Abgabe der dazu gehörigen Acten, Documente und Depositen, bereits

1819 unterm 20sten Februar 1816 eine besondere, in der Anlage unter No. I. befindliche Convention abgeschlossen worden ist, so wird solche, ihrem ganzen Inhalte nach, hiermit nochmals bestätiget.

Fideicommisse.

2. Ueber die seitdem, in Ansehung der, in nurgedachter Convention nicht ausdrücklich berührten Fideicommisse, entstandenen Zweifel, hat man sich, zur Ergänzung der deshalb ermangelnden Bestimmungen, dahin vereinigt, dafs die Oberaufsicht über die Fideicommisse, ingleichen die Abgabe der Fideicommifsmassen und der, über dieselben verhandelten Acten, sich nach dem bleibenden Wohnsitz (domicilium fixum) bestimmen solle, welchen der Fideicommifsstifter zur Zeit seines Ablebens gehabt hat. Diese Uebereinkunft ist jedoch nur auf wirklich fortdauernde Fideicommisse, und keinesweges auf blofse Substitutionen, zu erstrecken; indem es, im Betreff dieser letztern, lediglich bei der allgemeinen Bestimmung der vorerwähnten Convention vom 20sten Februar 1816 sein Bewenden behält.

Wenn, nach dieser Bestimmung, den Gerichten, oder Behörden des einen Gebiets, die Oberaufsicht und Verwaltung einer solchen Fideicommifsmasse verbleibt, im andern Gebiete aber dazu gehörige Immobilien belegen sind, so kommen hierbei die Bestimmungen des 14ten §. der mehrgedachten Convention vom 20sten Februar 1816 in Anwendung; übrigens aber versteht es sich von selbst, dafs, wenn der Nutznieſser des Fideicommisses in einem andern Gebiete, als demjenigen, wo die Fideicommifsmasse verwaltet wird, sich befindet, dann demselben ungehindert die ihm zustehenden Revenüen des Fideicommisses nach dem Gebiete, wo sein Wohnort ist, verabfolgt werden müssen, auch den Gerichten seines Wohnorts die Verfügung über seine Person, bei eintretenden Fällen, verbleibt.

Personal-Ansprüche.

3. In Beziehung auf die entstandene Frage: inwiefern Jemand, der in dem einen Gebiete wohnhaft, in dem andern aber mit Grundstücken angesessen ist, bei den Gerichten dieses letztern Gebiets,

wegen persönlicher Forderungen, in Anspruch ge- 1819
nommen werden könne? ist man dahin übereingekommen, dafs dergleichen Personen, wegen eines persönlichen Anspruchs, nur vor der Gerichtsbehörde ihres beständigen Wohnorts (in foro domicilii) belangt werden mögen.

Eine Ausnahme hiervon findet jedoch alsdann Statt, wenn ein dergleichen, wenn schon persönlicher Anspruch, die Pachtung oder Verwaltung eines, in dem jenseitigen Landestheile gelegenen Grundstücks betrifft; Ansprüche dieser Art sollen vor den Gerichten des Landestheils, in welchem das Grundstück gelegen, angebracht und verhandelt werden.

Erbschaftssachen.

4. In Erbschaftssachen, und wegen der, aus diesen entspringenden Forderungen und Verpflichtungen, sind die Erben, so lange die Erbschaft oder ein Theil derselben in dem Gerichtsstande des Nachlasses sich noch ungetheilt befindet, daselbst Recht zu nehmen verpflichtet, ohne Rücksicht auf ihren Wohnort, und in diesen Fällen die Gerichte des Wohnorts der Erben, die Insinuation, auf die deshalb an sie von dem erbschaftlichen Forum erlassene Requisition, zu bewirken schuldig.

Rückständige Reallasten.

5. Eine gleiche Verpflichtung haben auch die fora domicilii einzelner Individuen oder Communen, wenn diese, wegen der, auf Grundstücken des andern Gebiets haftenden Reallasten, und sonstigen Realansprüche, in foro rei sitae belangt werden.

Verfahren bei Concursen über getrennte Güter, ingleichen bei deren Verpfändung.

6. a) In den Fällen, wo über Jemandes Vermögen oder über einen Nachlafs der Concurs ausbricht, und zu der Masse Immobilien gehören, welche, nach der neuen Landesgrenze, in beiden Landestheilen belegen sind, soll die Eröffnung des Concurses bei denjenigen Gerichten erfolgen, unter denen der Gemeinschuldner zu der Zeit, in welcher sich die Unzulänglichkeit der Masse zeigt, und die

1819 Nothwendigkeit zu dessen Eröffnung eintritt, oder bei Erbschaften vor den Gerichten, unter denen der Erblasser, zur Zeit seines Ablebens, in einem der beiden Landestheile seinen bleibenden Wohnsitz hat.

b) Der Richter, unter welchem die Immobilien gelegen sind, ist in diesem Falle gehalten, auf Ansuchen des, den Concurs dirigirenden Richters, für die Sicherstellung der auf dem Immobile sich befindenden Masse, zu sorgen, auch die Taxe und den Verkauf derselben, so wie die Subhastation des Immobilis und die Einziehung der, zur Masse gehörigen Revenüen und Kaufgelder zu bewirken.

c) Sind die Immobilien gegen den, den Concurs dirigirenden Richter im andern Landestheile belegen, und stehen dieselben nicht mit Immobilien des andern Landestheils in einer solchen Verbindung, dafs deren Verpfändung als zu *einem* Complexu gehörig, erfolgt ist, so verbleiben die, aus dergleichen Immobilien gewonnenen Revenüen und Kaufgelder, unter der Administration des Richters, unter welchem sich die Immobilien befinden, und es bewirkt dieser die Vertheilung der Kaufgelder nach der, durch die Gesetze seines Landes bestimmten Folgeordnung; den, nach Deckung der, solcher gemäfs, aus diesen Immobilien vorzugsweise zu befriedigenden Gläubiger, etwa verbleibenden Ueberschufs, ist er aber an den, den Concurs dirigirenden Richter des andern Landestheils zu übersenden verpflichtet.

d) Sind die Immobilien beider Landestheile unter *einem* Complexu verpfändet, so leitet derjenige Richter, unter welchem das Hauptgut belegen ist, die, wegen der Administration, Taxation und Subhastation des Immobilis nöthigen Verfügungen, bewirkt auch die Einziehung und Vertheilung der Kaufgelder, in der, nach den Gesetzen des Landes, unter welchen das Hauptgut belegen ist, bestimmten Folgeordnung und überschickt demnächst, wenn der Concurs vor einem Gericht im andern Landestheile anhängig ist, den, nach Deckung der, aus diesen Immobilien vorzugsweise zu befriedigenden Gläubiger, von den Revenüen und Kaufgeldern derselben, verbleibenden Ueberschufs dem, in dem andern Landestheile sich befindenden Concursrichter.

Hiernach darf 1819

e) in den Fällen, wo mehrere Immobilien unter *einem* Complexu verpfändet worden, von dem Richter desjenigen Landestheils, unter welchem, zu dem Hauptgute des andern Landestheils gehörige Beigüter oder Parzellen, belegen sind, kein Specialconcurs eröffnet werden, sondern es hat vielmehr dieser, auf Ansuchen des Richters des Hauptguts, die zur Administration und Taxe dieser Beigüter und Parzellen nöthigen Verfügungen zu treffen, auch die nöthigen Revenüen, diese jedoch nach Abzug der currenten öffentlichen Lasten seines Landes, dem Richter des Hauptgutes zu übersenden, letzterer aber zwar die Subhastation des ganzen Complexus der Immobilien zu bewirken, jedoch mufs derselbe von den anberaumten Licitationsterminen den Richter der Beigüter und Parzellen, unter Zufertigung eines Patents, zur Affixion in dessen Gerichtsstelle, gehörig benachrichtigen, auch die Bekanntmachung der Termine in den öffentlichen Blättern des Landestheils, in welchem die Beigüter belegen sind, veranlassen, ferner über die, im andern Landestheile belegenen Beigüter und Parzellen, besondere Gebote zur Werthsbestimmung, Behufs der Consensertheilung bei anderweiten Verpfändungen und etwaniger Trennung von dem Hauptgute, erfordern, so wie endlich den Consens zum Zuschlag und die Bestätigung des Adjudicationsscheins, von dem Richter, unter welchem die Beigüter oder Parzellen belegen sind, einholen.

f) Diese, wegen der, in *einem* Complexu verpfändeten, in beiden Landestheilen belegenen Immobilien, erfolgte Uebereinkunft, hat übrigens nur auf die bis jetzt bestellten Hypotheken und Verpfändungen Anwendung.

g) Endlich versteht es sich von selbst, dafs bei beiden Richtern, dem des Hauptguts, so wie dem der Beigüter und Parzellen, die erforderlichen Consense, Bestätigungen und Belehnungen bei Besitzveränderungen, so wie bei Verpfändungen nachgesucht, auch die Eintragung in die Inscriptions- und Hypothekenbücher, bei Verpfändungen und Hypothekbestellungen aber, mit dem ausdrücklichen Beifügen: dafs die verpfändeten Haupt- und Beigüter

1819 im jenseitigen Landestheile belegen sind, bewirkt werden mufs.

ART. IV.

Steuer-Credit-Schulden und Steuer-Credit-Kasse.

Zu näherer Auseinandersetzung wegen der, im 9ten. Friedensartikel erwähnten Landesschulden und der damit in Verbindung stehenden öffentlichen Kassen, hat man zuvörderst, in Ansehung der Steuer-Credit-Schulden und der Steuer-Credit-Kasse, folgende Uebereinkunft getroffen:

Festsetzung dieser Schuldenmasse.

1. Nachdem die Verhältnisse der Steuereinkünfte und der, theils auf gewisse Gattungen derselben bereits ausdrücklich fundirten, theils aus denselben überhaupt zu berichtigenden Schulden, durch dazu, nicht nur von beiden Commissionen, sondern auch von Seiten des Kaiserlich Oesterreichischen Vermittelungs-Commissars, besonders subdelegirte Rechnungsbeamte aus den ihnen vorgelegten Landtagsverhandlungen, Rechnungen und sonstigen Nachrichten gemeinschaftlich genau erörtert, auch die von ihnen, mit den erforderlichen Rechnungsauswürfen, belegte Uebersicht von den beiderseitigen Friedens-Vollziehungs-Commissionen als richtig anerkannt worden; so hat sich die, von beiden Königlichen Regierungen antheilig zu vertretende Hauptsumme dieser Steuerschulden, also ergeben:

13,147,332 Thlr. 5 gr. — Dreizehn Millionen, Ein mal Hundert Sieben und vierzig Tausend, Drei Hundert Zwei und Dreifsig Thaler, Fünf Groschen, von den, in dem Steuer-Credit-System vom Jahre 1763 begriffenen ältern Schulden;

3,440,000 — — - — - Drei Millionen, Vier mal Hundert Vierzig Tausend Thaler, von den im Jahre 1807 creirten landschaftlichen Obligationen an 4 Millionen. nachdem auf letztgedachte Summe

		vor dem 5ten Juni 1815, von den Ständen bereits 560.000 Thlr. — — abgezahlt worden; 1819
16,587,332 Thlr.	5 gr.	— — Transport
5,917,500 —	— —	— — Fünf Millionen, Neun mal Hundert Siebenzehn Tausend, Fünf Hundert Thaler, wegen der, im Jahre 1811 bewilligten ständischen Anleihe von 6 Millionen, wovon bis zum 5ten Juni 1815 in sogenannten Reichenbachischen Obligationen nur obige Summe debitirt worden; folglich
22,504,832 Thlr.	5 gr.	— — Zwei und Zwanzig Millionen, Fünf mal Hundert Vier Tausend, Acht Hundert Zwei und Dreifsig Thaler, Fünf Groschen in Summa.

Abtheilungsmafsstab.

2. Bei Abtheilung dieser Steuer-Credit-Schulden wird, in Folge der, über den an Preufsen gekommenen Antheil der Steuereinkünfte gepflogenen Berechnungen, der, über den darnach anzunehmenden Mafsstab, Statt gefundenen Unterhandlungen, und des endlich hierunter getroffenen Vergleichs, für die in dem Steuer-Credit-System vom Jahre 1763 begriffenen Schulden, das Verhältnifs von Einem Drittel für das Herzogthum und Zwei Dritteln für das Königreich Sachsen angenommen, für die in den Jahren 1807 und 1811 entstandenen hingegen, nach Anleitung des neuerlich zu Aufbringung der aufserordentlichen Bedürfnisse bestimmten Steuer-Provisorii, das Verhältnifs von Drei Hundert Zwei und Funfzig Tausend Theil für das Herzogthum, und Sechshundert Acht und Vierzig Tausend Theil für das Königreich zum Grunde gelegt.

Art der Uebernahme.

3. Um indefs dieses Schuldenwesen, zum Besten der Gläubiger sowohl, als der beiden Königlichen Regierungen, möglichst zu vereinfachen, hat man sich über einen Abtheilungsplan vereiniget, bei

1819 welchem zwar im Ganzen die im vorhergehenden §. angegebenen Verhältnisse beobachtet, jedoch nicht auf jede der einzelnen Steuer-Credit-Schulden-Klassen insbesondere angewendet, sondern diese Klassen, so weit es thunlich gewesen, von einem oder dem andern Landestheile ausschliefsend übernommen worden sind.

Königlich Preufsischer Antheil.

4. Vermöge obiger Mafsstäbe und dieser getroffenen Vereinigung, beträgt die, auf das Herzogthum Sachsen fallende Summe der Steuerschulden überhaupt: 7,676,284 Thlr. 1 Gr. 8 Pf. Da man aber Königlich Preufsischer Seits in der, am 23sten Juli 1817 über die Peräquations-Lieferungs-Aequivalent-Gelder- und Central-Steuer-Angelegenheiten, abgeschlossenen besondern Convention, sämmtliche Central-Steuer-Schulden allein übernommen, und daher, nach deren 30stem §. das Königreich Sachsen eine Entschädigung des Herzogthums, durch Mehrübernahme von 1,585,500 Thaler von den, unter dem Namen der Reichenbachischen Obligationen bekannten Steuer-Credit-Schulden, bei deren Abtheilung zu leisten hat; so gehen diese von obiger Summe ab, und es würden nur noch 6,090,784 Thlr. 1 Gr. 8 Pf. Steuerschulden zur Vertretung des Herzogthums Sachsen verbleiben.

Wegen des Aufgeldes und Zinsnachschusses, von der aus dem ehemaligen Kurbraunschweigischen Hypothekenanlehn herrührenden Schuld (cfr. §. 8.) ist jedoch, zur defsfalls nöthigen Ausgleichung, der Totalbetrag der Steuerschulden auf 22,857,626 Thlr. 1 Gr. — festgestellt, und von diesem Betrage, mit Rücksicht auf das vorstehend, wegen der Central-Steuer-Obligationen, Festgesetzte, Seiten des Herzogthums Sachsen, die Summe von 6,196,854 Thlr. 22 Gr. 5 Pf. Sechs Millionen, Ein mal Hundert Sechs und Neunzig Tausend, Acht Hundert Vier und Funfzig Thaler, Zwei und Zwanzig Groschen, Fünf Pfennige, zur Vertretung übernommen worden.

Abtheilungsplan.

5. Welche Steuer-Credit-Schulden, Allem diesem zu Folge, von dem Herzogthume andurch über-

nommen werden, und welche dem Königreiche Sachsen zur Last bleiben, ist aus dem, von beiden Königlichen Regierungen genehmigten, unter dem Buchstaben A. anliegenden Plane zu ersehen. 1819

Angabe der beiden Theilen zufallenden unverloosbaren Steuerscheine.

6. In Absicht der, nach diesem Plane, Königlich Preufsischer Seits unter andern zu übernehmenden
17,146 Thlr. — 4 Pf. an bis jetzt nicht angemeldeten Steuerscheinen,
549,586 — 10 Gr. 1 Pf. an andern, in der Verloosung nicht begriffenen Steuerscheinen, zu 3 p. C. zinsbar,

566,732 Thlr. 10 Gr. 5 Pf. in Summa betragenden, zur Zeit noch nicht in der Verloosung begriffenen Steuerscheine, ist die Vereinigung dahin erfolgt, dafs Preufsen von diesen Gattungen der ältern Schulden, die, in der Beilage unter B., aufgeführten übernimmt, die übrigen aber Sachsen zur Vertretung verbleiben.

Oeffentliche Bekanntmachung der von jedem Theile zu vertretenden Schulden.

7. Der vorgedachte Plan sowohl, als die, vermöge dieser Vereinigung, zur Vertretung an Preufsen fallende Klasse der letzterwähnten, noch nicht verloosbaren Scheine, soll von beiden Regierungen, zur Nachricht der betheiligten Gläubiger, durch inländische und auswärtige öffentliche Blätter zur allgemeinen Wissenschaft gebracht werden.

Ausgleichung wegen der verschiedenen Schuldenklassen.

8. Bei sothanem Abtheilungsplane sind zugleich die, wegen der, bei Uebernahme einer und der andern Klasse von Schulden, Statt findenden verschiedenen Verzinsung und sonstigen Verhältnisse, wechselseitig zu machenden Vergütungen und Entschädigungen ausgeglichen worden, indem, namentlich auch in Rücksicht der Supplementzinsen von $\frac{1}{2}$ Procent und $7\frac{3}{4}$ Procent Agio bei dem sogenannten Kurbraunschweigischen Darlehne, welche aus dem

1819 Steuer-Aerario den Inhabern dieser Obligationen zu leisten, und nunmehro künftig von Sachsen allein zu übernehmen sind, dem Herzogthume eine verhältnifsmäfsige, nach dem Mafsstabe der gesammten, für das Herzogthum auf Drei Hundert und Sieben und ein halb Eintausend Theil, und für das Königreich auf Sechs Hundert Zwei und Neunzig und ein halb Ein Tausend Theil berechneten Steuereinkünfte, gröfsere Summe der Schulden zugetheilt worden ist; das Königreich Sachsen dagegen auch, wegen der ihm überwiesenen Summe von 931,736 Thlr. 6 Gr. 9 Pf. unzinsbarer Steuerscheine, durch gleichmäfsige Mehrübernahme von Schulden, die erforderliche Entschädigung geleistet hat.

Beiträge von dem vormaligen Königreiche Westphalen.

9. Was die von Seiten des vormaligen Königreichs Westphalen, wegen Barby und Gommern, vermöge Convention vom 5ten März 1810 zu den Steuer-Credit-Schulden und der desfallsigen Steuer-Credit-Casse zu leisten gewesenen Beiträge betrifft; so begiebt sich die Königlich Sächsische Regierung der, auf zwei Drittheile sowohl der bisher erwachsenen Rückstände, als der künftigen Leistungen zu machenden Ansprüche, und wird defshalb von der Königlich Preufsischen Regierung, bei der im Art. XII. §. 18. festgesetzten Ausgleichung über die Deposita, entschädigt.

Verzinsung der Capitalien.

10. Die bisherige gemeinschaftliche Verzinsung der Steuer-Credit-Schulden hat sich mit dem Michaelistermine 1817 geendigt, und es ist daher die endliche Abrechnung dergestalt zu bewerkstelligen, dafs jede der beiden Königlichen Regierungen die, von Ostern 1818 an verfallenen und fernerhin verfallenden, halbjährigen Zinsen ihres nun bestimmten Antheils besagter Schulden, allein bezahlt. Auch übernimmt jede der beiden Regierungen die Haftung für die, vor dem Ostertermine 1818 verfallenen, aber unerhoben gebliebenen Zinsen der ihr nun zur Last fallenden Steuer-Credit-Schulden, und wird deren Berichtigung, auf Anmelden der Gläubiger,

in so weit bewirken, als nicht in einzelnen Fällen 1819
hierbei, wegen Mangel an Legitimationen, Verjährung oder ähnlicher Ursachen halber, Hindernisse eintreten. Zu dieser Berichtigung der verfallenen und noch nicht erhobenen Zinsen aber, erhält jede Regierung den Betrag derselben aus der Steuer-Credit-Casse, vor deren Abtheilung, im voraus.

Regiekosten.

11. So lange indefs diese Zinsenzahlung annoch durch die bisherige Behörde geschieht, trägt auch die Königlich Preufsische Regierung zu den defshalb erforderlichen gewöhnlichen Regiekosten antheilig bei.

Undebitirte Obligationen von 1811.

12. Die bei der Steuer-Credit-Kasse befindlichen undebitirten, über 82,500 Thlr. — — Zwei und Achtzig Tausend, Fünf Hundert Thaler, lautenden, von der ständischen Anleihe des Jahres 1811 herrührenden, sogenannten Reichenbachischen Obligationen, bleiben zur Disposition der Königlich Sächsischen Regierung.

Abschlufs über den Bestand der Steuer-Credit-Kasse.

13. Im Uebrigen hat man sich, wegen des Bestandes der Steuer-Credit-Casse, und der bei derselben bis Michaelis 1817 Statt gehabten Einnahme und Ausgabe, in Gemäfsheit des, nach vorgängiger Erörterung, durch allerseits subdelegirte gemeinschaftliche Rechnungsbeamte, gefertigten, und von den Königlichen Commissionen richtig befundenen und genehmigten Auswurfs, über den, in der Anfuge mit C. bezeichnet, enthaltenen Abschlufs vereinigt, nach welchem, von der Königlich Preufsischen Regierung, dem Sächsischen Steuer-Aerario annoch die Summe von 23,685 Thlr. 7 Gr. 2 Pf. Drei und Zwanzig Tausend, Sechs Hundert Fünf und Achtzig Thaler, Sieben Groschen, zwei Pfennige, zu gewähren ist.

Schlufsrechnung.

14. Nach den Bestimmungen des §. 10., ingleichen wegen der, von und mit dem Ostertermine 1818

1819 an, von den beiderseitigen Regierungen, zur Steuer-Credit-Casse geleisteten Zinsbeiträge und Regiekosten, wird die Schlufsrechnung nach obigen Grundsätzen erfolgen.

Wechselseitige Verzichtleistung.

15. Durch gegenwärtige Auseinandersetzung werden alle weitern Ansprüche und Forderungen, welche der Regierung und den Ständen des einen Landestheils an die Regierung und die Stände des andern Landestheils, vermöge des Wiener Tractats vom 18ten Mai 1815, in Beziehung auf die Steuer-Credit-Schulden, und die Steuer-Credit-Kasse zustehen, für erledigt erklärt und gegenseitig aufgehoben.

ART. V.

Steuer-Aerarium.

Wegen der am 5ten Juni 1815 zu dem Steuer-Aerario überhaupt gehörigen Bestände und der daraus annoch zu berichtigenden Forderungen, ist, nach deren vollständigen Erörterung durch allerseitige Rechnungsbeamte, auch erfolgter Durchgehung der von ihnen darüber erstatteten Anzeige, folgende Uebereinkunft im Hauptwerke, und in Ansehung der zu einer Ausgleichung ausgesetzten Gegenstände, getroffen worden.

Mafsstab der Abtheilung.

1. Als Mafsstab der Abtheilung hat man das gesammte erbländische Steuereinkommen, welches, incl. der ritterschaftlichen Beiträge, $\frac{689\frac{1}{2}}{1000}$ für das Königreich, und $\frac{310\frac{1}{2}}{1000}$ für das Herzogthum Sachsen beträgt, zum Grunde gelegt.

Zu den Beständen gehörige Kreis- und stiftische Steuergelder.

2. Zu den Beständen des Steuer-Aerarii überhaupt werden auch nicht nur die, bei den Kreis-Steuer-Kassen in den getheilten Kreisen, sondern auch die in den Steuerkassen der Stifter Merseburg und Naumburg befindlich gewesenen, ingleichen

diejenigen Gelder gerechnet, welche vor dem 5ten Juni 1815 aus den stiftischen und aus den Kreis-Steuer-Kassen getheilter Kreise abgeschickt worden, jedoch erst nach diesem Zeitpuncte bei dem Steuer-Aerario eingegangen sind, folglich nach dem nämlichen Maſsstabe der gesammten Steuereinkünfte abgetheilt. 1819

Nach dem 5ten Juni 1815 eingegangene Gelder aus den unzertheilten Kreisen.

3. Nicht minder werden zu diesen Beständen und zu gleichmäſsiger Theilung diejenigen 9324 Thlr. 4 Gr. 6 Pf. gebracht, welche, aus den unzertheilten Kreisen des Herzogthums Sachsen, zum Steuer-Aerario vor dem 5ten Juni 1815 zwar abgeschickt gewesen, daselbst aber erst nach dieser Zeit eingegangen sind.

Bestände der Kreis-Steuer-Kassen in unzertheilten Kreisen.

4. Die Bestände in den Kreis-Steuer-Kassen der unzertheilten Kreise verbleiben derjenigen Regierung, welcher der fragliche Kreis gehört.

Bestände in den Untereinnahmen.

5. Da diese Vereinigung sich blos auf die Kreis- und Stifts-Steuer-Kassen, nicht aber auf deren Untereinnahmen, oder die Amts- und Ortseinnahmen, erstreckt, so verbleiben letztere, ohne weitere Auseinandersetzung, ungetheilt derjenigen Regierung, in deren Gebiete sie am 5ten Juni 1815 belegen waren, wenn auch gleich der, zu einer Amts- oder Ortseinnahme gehörige Bezirk durch die Landesabtretung getheilt worden ist.

Einziehung rückständiger Steuern und Berichtigung der Anforderungen.

6. Jeder Regierung fallen übrigens sämmtliche rückständige Einnahmen (worunter auch die Proprereste gehören) und Ausgaben der Ober-Steuer-Einnahme und der Steuerkassen in den Kreisen und Stiftern, aus oder in denen sie rückständig sind, ohne weitere Nachrechnung zu. Es wird daher auch Königlich Preuſsischer Seits, auf eine weitere

1819 Theilnahme der Stände des Herzogthums, bei der künftigen Rechnungsabnahme der Ober-Steuer-Einnahme für denjenigen Zeitraum, in welchem selbige annoch aus der letzten Bewilligungsperiode von 1811 bis 1817 gemeinschaftlich gewesen, Verzicht geleistet, und die Gemeinschaft überhaupt, durch den Abschluss dieser Convention und deren Ausführung, gegenseitig als aufgehoben betrachtet.

Uebernahme einiger Passivorum.

7. Wegen der Forderungen insbesondere, welche der Erzgebirgische Kreis mit 14,011 Thlr. 12 Gr. 11 Pf., und die Grafen zu Stollberg mit 10,626 Thlr. — - 8 Pf. annoch an das Steuer-Aerarium machen, und die zum Theil noch einer nähern Erörterung bedürfen, hat man sich dahin vereinigt, dass erstere von dem Königreiche, letztere dagegen von dem Herzogthume Sachsen, ohne weitere Nachrechnung, übernommen werden.

Vertretung der Depositen.

8. Die zu dem Steuer-Aerario gekommenen Depositen hat diejenige Regierung zu vertreten, aus deren Gebiete dieselben herrühren, und es fallen sonach dem Königreiche Sachsen namentlich die Deposita, wegen der Dresdner Communschocke von 2146 Thlr. 4 Gr. $9\frac{1}{4}$ Pf., und des Voigtländischen Kreises von 167 Thlr., dem Herzogthume aber die Deposita, wegen der Stollbergischen Römermonate von 894 Thlr. 10 Gr. 8 Pf., und wegen des Grassischen Defects in Naumburg an 165 Thlr. zur Last.

Jede Regierung erhält die zur Vertretung übernommenen Deposita aus den Beständen des Steuer-Aerarii.

Wegen der, bei dem Steuer-Aerario deponirten Summe von 3861 Thlr. 5 Gr. 6 Pf. aus der, von Fouragelieferungen in den Jahren 1761 und 1762 herrührenden Land-Lieferungs-Kasse, ist man übereingekommen, dass selbige, nach dem Massstabe, nach welchem die Communen des Königreichs und des Herzogthums Sachsen daran Anspruch zu machen haben, getheilt werden soll. Nach diesem Massstabe, welcher ein Verhältniss von $\frac{888}{1000}$ für das Königreich, und von $\frac{112}{1000}$ für das

Herzogthum gewährt, erhält Preufsen aus jenem Land-Lieferungs-Kassen-Fonds überhaupt die Summe von 432 Thlr. 10 Gr. 11 Pf. Vier Hundert Zwei und Dreifsig Thaler, Zehn Groschen, Eilf Pfennige. 1819

Auslieferung der Cautionen.

9. Der Königlich Preufsischen Regierung werden die, bei dem Steuer-Aerario befindlichen, in das Herzogthum gehörigen, Cautionen der Steueroffizianten, welche, nach der bisherigen Ausmittelung, 134,426 Thlr. 7 Gr. 7 Pf. betragen, in derjenigen Valuta, worin die einzelnen Cautionen bestellt worden, überliefert und resp. ausgezahlt. Ein Gleiches findet auch mit den Cautionen stiftischer Steueroffizianten Statt, welche zur Zeit der Landesabtretung noch als solche angestellt waren, insofern sie nicht bereits unter der vorgedachten Cautionssumme, oder die Cautionsbesteller nicht in der, Art. XII. §. 17. und dessen Beilage sub K., enthaltenen besondern Vereinigung mit begriffen sind. Beide Regierungen behalten sich übrigens die Auslieferung aller, etwa noch bei den Behörden des einen Theils befindlichen, in das andere Gebiet gehörigen Steuercautionen vor. Was die Zinsen der vorgedachten Cautionen anlangt, so werden von denen in Staatspapieren bestehenden Cautionen sämmtliche dazu gehörige, noch unerhobene Zins-Coupons und Talons, zugleich mit besagten Staatspapieren, ausgeantwortet. Die Verzinsung der in baarem Gelde bestellten Cautionen übernimmt Sachsen, bis mit dem, der Ausantwortung der Cautionen zunächst vorhergehenden Zinstermin.

Zins- und Aufgeldsrückstand von dem Kurbraunschweigischen Anlehn.

10. Der Königlich Sächsischen Regierung gebührt noch aus dem Bestande des Steuer-Aerarii der Zins- und Aufgeldsrückstand von dem Kurbraunschweigischen Hypothekenanlehn bis mit dem Termin Michaelis 1817, und ist solcher daraus zuvörderst zu berichtigen.

1819 *Stiftständische Kasse zu Merseburg.*

11. Wegen der etwanigen Ansprüche, welche die stiftständische Casse zu Merseburg an das Steuer-Aerarium und an die bei der Leipziger Kreiseinnahme sich befundene Stifts-Steuer-Casse machen sollte, wird bestimmt, dafs die nähere Ermittelung und Feststellung derselben, als Activa der stiftständischen Kasse, den Verhandlungen der subdelegirten Commission des Stifts Merseburg vorbehalten bleibt, hierbei aber von Seiten der Königlich Sächsischen Regierung die diesfallsige alleinige Vertretung an die stiftständische Kasse zu Merseburg insofern übernommen werde, als nicht durch Vorlegung der Bücher nachzuweisen ist, dafs die von der stiftständischen Kasse reclamirten Einnahmeposten sich unter den vertheilten Beständen des Merseburger Steuer-Aerarii oder der Kreis-Steuer-Kasse befinden, in welchem letztern Falle dann jede der beiden Regierungen selbige der stiftständischen Kasse nach dem Verhältnifs zu vertreten verbunden ist, nach welchem sie an den Beständen der besagten Kassen Theil genommen hat.

Rechnungsabschlufs.

12. Vorstehender Vereinigung gemäfs, ist von dem subdelegirten Rechnungsbeamten der, in der hier angefugten, mit D. bezeichneten Uebersicht enthaltene Rechnungsabschlufs gefertigt, und von beiderseitigen Commissionen als richtig anerkannt worden. Derselbe soll daher bei endlicher Vollziehung der Auseinandersetzung zum Grunde gelegt werden.

Gegenseitige Verzichtleistung.

13. Wegen aller übrigen, nicht zur Berechnung gezogenen Posten entsagen beide Regierungen gegenseitig allen weitern Ansprüchen an einander. Sollten sich, wider Vermuthen, in der Folge annoch wohlbegründete Ansprüche der Stände an das Steuer-Aerarium ermitteln, so übernimmt daher auch jede Regierung, Hinsichts ihrer Stände, deren alleinige Vertretung.

ART. VI. 1819

Kammer-Credit-Kasse und deren Schulden.

1. Bei der, durch gemeinschaftliche Rechnungsbeamte, angestellten genauen Erörterung des Zustandes und der übrigen Verhältnisse der Kammer-Credit-Casse und der aus derselben zu berichtigenden Schulden und, auf die darüber an die beiderseitigen Friedens-Vollziehungs- und Ausgleichungs-Commissionen, unterm 15ten Februar 1817 erstattete Anzeige, ist, vermöge der, mit gemeinsamen Einverständnifs, entworfenen Uebersichten, Inhalts des am 21sten October 1817 abgefafsten Protocolls, als die gesammte, annoch rückständige, und von beiden Königlichen Regierungen zu übernehmende Schuld der Kammer-Credit-Kasse, eine Summe von 3,102,374 Thlr. — — Drei Millionen, Ein mal Hundert Zwei Tausend, Drei Hundert und Vier und Siebenzig Thaler, als richtig anerkannt worden.

Mafsstab der Abtheilung und Betrag der beiderseitigen Antheile.

2. In Folge dieser Erörterungen und der sich ergebenen Resultate, hat man sich, in Absicht des Mafsstabes der Abtheilung, dahin vereinigt, dafs für das Königreich Sachsen Zwei und Funfzig Ein Hunderttheil, und für das Herzogthum Acht und Vierzig Ein Hunderttheil anzunehmen und zum Grunde zu legen. Diesemnach fällt auf das Königreich die Summe von 1,613,234 Thlr. 11 Gr. 6 Pf. Einer Million, Sechs mal Hundert Dreizehn Tausend, Zwei Hundert Vier und Dreifsig Thaler, Eilf Groschen, Sechs Pfennige, und auf das Herzogthum die Summe von 1,489,139 Thlr. 12 Gr. 6 Pf. Einer Million, Vier mal Hundert Neun und Achtzig Tausend, Ein Hundert Neun und Dreifsig Thaler, Zwölf Groschen, Sechs Pfennige.

Art der Uebernahme.

3. Aus dem schon oben, Art. IV. §. 3. rücksichtlich der Steuer-Credit-Schulden, angegebenen Grunde, ist man jedoch übereingekommen, dafs der vorerwähnte Mafsstab nicht auf jede einzelne Klasse der Kammer-Credit-Kassen-Schulden, sondern nur

1819 auf die ganze Summe derselben, anzuwenden sei, und daher die wirkliche Abtheilung in der Art und nach denjenigen Summen, Klassen und Buchstaben erfolgen solle, wie solche in der, der gegenwärtigen Hauptconvention, unter dem Buchstaben E., nebst Unterbeilagen sub a. und b., beigefügten Uebersicht, sowohl der zinsbaren, als unzinsbaren, ingleichen der unangemeldeten unverwandelten Scheine, näher bezeichnet sind. Es hat daher jede der beiden Königlichen Regierungen von nun an allein für diejenigen Kammer-Credit-Schulden zu haften, welche derselben, vermöge besagter Uebersicht, zur Last fallen. Man wird die, solchergestalt geschehene Abtheilung, in eben der Art, wie bei den Steuer-Credit-Schulden bemerkt worden, öffentlich bekannt machen.

Ausgleichung der auf Sachsen fallenden Mehrübernahme.

4. Da aber, in Gemäfsheit dieser Abtheilung, dem Königreiche Sachsen eine Summe von 1,622,109 Thlr. — — Einer Million, Sechs mal Hundert Zwei und Zwanzig Tausend, Ein Hundert und Neun Thaler, Kammer-Credit-Kassen-Schulden, folglich 8,875 Thlr. — — mehr, als nach dem §. 2. festgesetzten Mafsstabe auf dasselbe fällt, verbleiben, so hat die Königlich Preufsische Regierung dem erstern diese Mehrübernahme, auf die nachstehend unter 7. bemerkte Weise, zu vergüten.

Verzinsung der Capitalien.

5. Mit Verzinsung der, beiden Theilen überwiesenen Kammer-Credit-Kassen-Schulden, wird der Abschnitt und gemeinschaftliche Rechnungsabschlufs eben so, wie in Ansehung der Steuer-Credit-Schulden, gemacht. Jede der beiden Königlichen Regierungen wird nicht nur die, von ihren Kammer-Credit-Schulden von und mit Ostern 1818 an, und fernerhin verfallenden Zinsen entrichten, sondern auch die von frühern Verfallterminen her unerhoben gebliebenen Zinsen, ohne weitere Nachrechnung, nach mehrerem Inhalte des oben ad 1. angezogenen, am 21sten October 1817 abgefafsten Protocolls, insoweit übertragen lassen, als nicht in einzelnen

Fällen hierbei, wegen Mangel an Legitimations- 1819
Verjährung, oder ähnlicher Ursachen halber, Hindernisse eintreten.

Abtheilung der Kammer-Credit-Kasse.

6. Die, nach dem, im vorhergehenden §. erwähnten Abschlufs der Berechnung über die gemeinschaftliche Verzinsung und der Kammer-Credit-Kasse überhaupt, bis mit dem Termine Michaelis 1817, besage der Beilage mit F. bezeichnet, in der nurbesagten Kasse befindlichen Gelder, werden, nach eben dem Mafsstabe, wie die Kammer-Credit-Kassen-Schulden, unter beide Regierungen, nämlich nach $\frac{52}{100}$ für das Königreich, und $\frac{48}{100}$ für das Herzogthum Sachsen abgetheilt.

Abtheilung deren Nebenfonds.

7. Derselbe Mafsstab gilt auch bei der Abtheilung des Nebenfonds der Kammer-Credit-Kasse. Da der ganze Betrag desselben, in Gemäfsheit der angestellten Erörterung, und des, mit beiderseitigem Einverständnifs darüber, besage des mehrangezogenen Protocolls vom 21sten October 1817, gefertigten Auswurfs, auf 152,883 Thlr. — — Ein mal Hundert Zwei und Funfzig Tausend, Acht Hundert Drei und Achtzig Thaler, in der daselbst angegebenen Valuta, und 7,623 Thlr. 18 Gr. — Sieben Tausend, Sechs Hundert und Drei und Zwanzig Thaler, Achtzehn Groschen, an davon, von Ostern 1815 bis mit dem Michaelistermine 1817 zu berechnenden Zinsen festgestellt worden ist; so treffen davon, nach obigem Mafsstabe: 79,499 Thlr. 3 Gr. 10 Pf. an Scheinen, und 3,964 Thlr. 8 Gr. 7 Pf. an Zinsen auf Sachsen, und 73,383 Thlr. 20 Gr. 2 Pf. an Scheinen, und 3,659 Thlr. 9 Gr. 5 Pf. an Zinsen auf Preufsen; es sind jedoch von diesen, aus dem Nebenfonds an Preufsen kommenden Kammer-Credit-Kassen-Scheinen, 8,875 Thlr. — — zu Tilgung der §. 4. gedachten Vergütungsverbindlichkeit Preufsens, in Abzug zu bringen, folglich daraus von Sachsen an Preufsen nur die Summe von 64,508 Thlr. 20 Gr. 2 Pf. Vier und Sechzig Tausend, Fünf Hundert und Acht Thaler, Zwanzig Groschen, Zwei Pfennige, in Scheinen, und 3,659 Thlr. 9 Gr. 5 Pf. Drei Tausend,

1819 Sechs Hundert Neun und Funfzig Thaler, Neun Groschen, Fünf Pfennige, an Zinsen, und zwar, was die erstern betrifft, in denjenigen Scheinen, welche der vorangezogene, dem Protocolle vom 21sten October 1817 beigelegte, unter dem Buchstaben G. hier angefügte Auswurf angiebt, die Zinsen aber baar in Conventionsgelde, beide Summen jedoch unverzüglich nach dem Abschlufs gegenwärtiger Hauptconvention auszuantworten.

Von und mit dem Oster-Zins-Termine 1818 an, bezieht jede der beiden Königlichen Regierungen die Zinsen der, auf sie nach Obigem fallenden Capitalsrate.

Schlufsberechnung.

Wegen der, zur Zeit nicht erhobenen, so wie der, mit und von dem Termine Ostern 1818 verjährten Zinsen, ingleichen wegen der, von und mit dem letztbesagten Termine an, von den beiderseitigen Regierungen zur Kammer-Credit-Kasse geleisteten Zinsbeiträge und Regiekosten, wird die Schlufsberechnung nach obigen Grundsätzen erfolgen.

ART. VII.

Auf Steuer- und Kammer-Credit-Kassen-Schulden Bezug habende Bestimmungen.

Uebrigens haben sich beide Theile, in Beziehung sowohl auf die Steuer-Credit-Kassen-Schulden, die Steuer-Credit-Kasse und das Steuer-Aerarium, als auf das Kammer-Credit-Kassen-Wesen, noch über folgende Puncte vereinigt.

Vernichtung der bezahlten Scheine und Coupons.

1. Die bei der Steuer- oder Kammer-Credit-Kasse annoch vorhandenen, bereits eingelöfsten, oder bezahlten Steuer- und Kammer-Credit-Cassen-Scheine und Coupons werden durch gemeinschaftliche Commissarien sogleich vernichtet.

Zahlung oder Abrechnung der herauszugebenden Summen.

2. Beide Regierungen verpflichten sich gegenseitig, dasjenige, was, aufser der, im vorigen Artikel

§. 7. bedungenen Zahlung an Preußen aus dem Ne- 1819
benfonds der Kammer-Credit-Kasse, nach der entweder bereits erfolgten, oder sofort zu bewerkstelligenden Berechnung, eine der andern herauszuzahlen hat, sobald es liquid und durch eben so liquide Gegenforderungen nicht zu compensiren ist, sofort nach dem Abschluss dieser Hauptconvention und erfolgter Schlussberechnung, baar in Conventionsmünze herauszuzahlen.

Verfahren wegen verlorner oder unangemeldeter Scheine.

3. Jeder Regierung gebührt, in Hinsicht der von ihr übernommenen Klassen und Buchstaben der Schuldscheine, nicht allein die Erlassung der nöthigen Edictalien wegen der verloren gegangenen Scheine, so wie die Fortsetzung des diesfallsigen Edictalverfahrens, im Fall solches bereits eingeleitet worden, sondern auch die Bestimmung des Verfahrens wegen der Depositencapitalien und unangemeldeten Scheine, welche von ihr übernommen worden, bei etwaniger künftiger Anmeldung der Eigenthümer dieser Capitalien und Scheine. Zu dem Ende wird man Königlich Sächsischer Seits

a. sämmtliche Bücher, Acten, Rechnungen und sonstige Verhandlungen, wozu auch die, wegen vorgedachtermaßen etwa schon eingeleiteten Edictalverfahrens, gehören, welche die Königlich Preußischer Seits übernommenen Schuldengattungen ausschließlich betreffen;

b. sämmtliche, zu der Preußischen Schuldenrate gehörige Depositencapitalien und unangemeldete Scheine selbst, so wie

c. die sonstigen, zu dem Preußischen Schuldenantheile gehörigen, noch unabgeforderten Zinsscheine und Coupons, und endlich

d. eine Nachweisung, wenn die, Preußischer Seits zu übernehmenden, ausgelooften und zur Zahlung ausgesetzten Schulden, ingleichen die unzinsbaren Scheine zur Zahlung ausgesetzt worden, und, bei unterlassener Anmeldung, zu präcludiren, nach Abschluss dieser Hauptconvention, der Königlich Preußischen Behörde unverzüglich aushändigen und übergeben.

1819 e. Von Büchern, Acten und übrigen Schriften, welche Schulden beider Landestheile betreffen, wird man die nöthigen Auszüge und Abschriften Königlich Sächsischer Seits fertigen lassen und der Preufsischen Behörde ausantworten, auch in Zukunft diejenigen Nachrichten, worüber, zur weitern Verwaltung des Preufsischen Schuldenantheils, den Königlich Preufsischen Behörden noch Auskunft nöthig sein sollte, bereitwillig ertheilen.

Einziehung präcludirter Zahlungen.

4. Ferner kommt jeder Regierung dasjenige, ohne weitere Nachrechnung, zu gute, was aus ihrem Schuldenantheile etwa präcludirt wird, oder für wegfallend zu achten ist.

Abgabe der, das Steuerwesen und die Kammer-Credit-Kassen-Verhältnisse überhaupt betreffenden Schriften.

5. Ueberhaupt aber werden Königlich Sächsischer Seits, sogleich nach Abschlufs dieser Hauptconvention, die, das gesammte Steuer- und Steuer-Credit-, auch Kammer-Credit-Kassenwesen des Herzogthums Sachsen und der dazu gehörigen Kreise, Stifter, Districte und Ortschaften betreffenden Acten, Bücher, Rechnungen und sonstige Schriften des Ober-Steuer-Collegiums und der übrigen Königlich Sächsischen Behörden, insonderheit auch derjenigen, welche von den Unterbehörden des Herzogthums an die höhern Behörden im Königreiche eingesendet worden sind, den Königlich Preufsischen Behörden ausgeliefert. Insofern dergleichen Schriften die gedachten Kreise, Stifter, Districte und Ortschaften nicht ausschliefslich betreffen, so verbleiben die Originalien derjenigen Regierung, wohin die Einnahmebehörde gehört, wogegen diese Regierung der jenseitigen daraus die nöthigen Auszüge und Abschriften mitzutheilen hat. Es werden auch die Originalien der, in Leipzig sich befundenen, Merseburger Kreiskasse, an Preufsen, mit gleichmäfsiger Verpflichtung, wegen der, an Sachsen zu ertheilenden nöthigen Abschriften und Auszüge, verabfolgt.

Königlich Sächsischer Seits giebt man hiernächst die Zusicherung, dafs, wenn künftig den Preufsischen

Behörden annoch mehrere Nachrichten über die ob- 1819
bemerkten Gegenstände nöthig sein sollten, selbige ertheilt werden sollen.

Gleiche Auslieferung und Mittheilung von Schriften und Nachrichten, welche die Steuerverhältnisse der, von den Stiftern Merseburg und Naumburg bei dem Königreiche Sachsen verbliebenen Parzellen betreffen, und den Königlich Sächsischen Behörden nöthig sein sollten, wird Königlich Preufsischer Seits ebenfalls versprochen.

Art. VIII.

Sicherstellung, sowohl der Steuer- als Kammer-Credit-Kassen-Gläubiger.

Beide Königliche Regierungen sichern gegenseitig hierdurch, in Ansehung der, von ihnen durch gegenwärtige Convention übernommenen Steuer-Credit-Kassen-Schulden, den Gläubigern die vollständige Aufrechthaltung ihrer Gerechtsame, sowohl in Ansehung des Capitals, als der Zinsen, zu. Namentlich soll weder der Zins- noch der Münzfufs je herabgesetzt werden; auch soll die Capitalsrückzahlung noch ferner nach der, durch Verloosung zu bestimmenden Reihenfolge, Statt finden. In Ansehung der noch nicht fundirten Steuerschulden, verpflichtet sich die Königlich Sächsische Regierung, die nöthigen Fonds zu künftiger Verzinsung und successiver Rückzahlung, auszumitteln, und vor Ablauf eines Jahres den, solchergestalt festgesetzten Zahlungsplan und die zu dessen Ausführung bestimmten Fonds, öffentlich bekannt zu machen; als worüber bereits während des letzten Landtags im Königreiche Sachsen vorläufige Bestimmungen getroffen, und unterm 23sten Juni 1818 zur Kenntnifs des Publicums gebracht worden sind.

Beide Regierungen versprechen auch, in Ansehung der Behandlung der Gläubiger, zwischen ihren und fremden Unterthanen keinen Unterschied zu machen, sondern beide überall nach gleichen Grundsätzen zu behandeln. Insoweit übrigens bei den, auf namhaft gemachte Gläubiger ausgestellten Schuldverschreibungen, ein derartiger gegenseitiger Austausch der Schuldposten von den Gläubigern ge-

1819 wünscht wird, dafs Gläubiger des einen Landestheils, welche ihre Befriedigung von der Regierung des andern Landestheils, nach den obigen Bestimmungen zu fordern haben, an ihre eigene Regierung gewiesen werden, wird man denselben zu bewirken suchen.

ART. IX.

Schulden der Central-Steuer-Commission.

1. Die wegen der Schulden der vormaligen Central-Steuer-Commission, ingleichen der damit in Verbindung stehenden Peräquations-Lieferungs- und Aequivalent-Gelder-Angelegenheiten, am 23sten Julius 1817 abgeschlossene, unter No. II. angefügte Convention, wird hierdurch nochmals bestätigt. Dieselbe soll eben die Kraft und Gültigkeit haben, als wenn sie der gegenwärtigen Hauptconvention wörtlich einverleibt wäre.

Erläuterung der vorigen deſsfallsigen Convention.

2. Da indefs bei den, in Folge des 39sten Art. nurbesagter besondern Convention, von den beiderseitigen subdelegirten Beamten vorgenommenen Berechnungen, Erhebungen und Liquidationen, sich einige Zweifel und verschiedene Meinungen über die Auslegung und Anwendung dieser Convention ergeben haben; so ist, zu deren Erledigung, von beiderseitigen Königlichen Commissarien und Bevollmächtigten, nach Inhalt eines darüber sub dato Dresden am 7ten April 1818 aufgenommenen Protocolls, eine Uebereinkunft getroffen, hierauf auch von den beiderseitigen subdelegirten Beamten die Schlufsrechnung angefertigt worden; und wird solche, nebst der von diesen unterm 16ten Mai d. J. diefsfalls gepflogenen Verhandlung, hiermit genehmigt.

Auslieferung der darauf Bezug habenden Gelder und Papiere.

3. Die, nach erfolgter diefsfallsiger endlichen Berechnung, der Königlich Preufsischen Regierung gebührenden Gelder, Staatspapiere und sonstige, auf diese Angelegenheiten Bezug habende, für das Herzogthum Sachsen gehörige, und bei den Königlich

ächsischen Behörden annoch befindliche Papiere, 1819
verden der erstern, sofort nach Unterzeichnung
ieses Artikels der Convention, ausgeantwortet.

ART. X.

Cassenbillets und dahin gehörige Fonds.

a) *Antheilige Uebernahme von Preufsen.*

1. In Ansehung der, nach Art. 11. des Tractats
om 18ten Mai 1815 ausdrücklich als zu den Lan-
lesschulden gehörig anerkannten Cassenbillets, be-
vendet es, soviel die antheilige Uebernahme und
Vertretung derselben von Seiten der Königlich
Preufsischen Regierung und die dahin gehörigen
Bestimmungen betrifft, bei der, bereits unterm
5sten November 1814 dieserhalb geschlossenen, in
ler Anlage No. III. enthaltenen, mit der gegenwär-
igen gleiche Kraft und Gültigkeit habenden Con-
rention.

) *Berichtigung der an Sachsen herauszuzahlenden Summe.*

2. Die, vermöge des 2ten Artikels derselben an
lie Königlich Sächsische Regierung von der König-
ich Preufsischen herauszuzahlende Summe von
50,000 Thlr. — — Sechzig Tausend Thalern, ist
bei der, im folgenden 5ten §. dieses Artikels er-
wähnten Uebereinkunft, wegen der aus den Cassen-
billetsfonds an Preufsen gekommenen Cassenbillets
berichtiget worden.

c) *Vertheilung der Fonds,*

1. der alten Auswechslungskasse;

3. Ueber die Abtheilung der, bei der vormaligen Cassen-Billets-Haupt-Auswechslungs-Casse vorhandenen Fonds hat man sich in folgender Mafse vereinigt: dafs

a. einer jeden der beiden Königlichen Regierungen die in ihrem Gebiete besonders hypothecirten, oder auch ohne Hypothek bei ihren Unterthanen ausstehenden Capitalien, nebst den davon rückständigen oder laufenden Zinsen, ohne weitere Nachrechnung zufallen. Nach den hierunter von den

1819 beiderseitigen Rechnungsbeamten angestellten, und richtig befundenen Erörterungen, beträgt, besage der, unter dem Buchstaben H., hier angefügten Berechnung, der auf das Königreich Sachsen kommende Antheil die Summe von 351,643 Thlr. 18 Gr. — Drei mal Hundert Ein und Funfzig Tausend, Sechs Hundert Drei und Vierzig Thaler, Achtzehn Groschen, der dem Herzogthume gebührende hingegen in den daselbst namentlich aufgeführten Capitalien, die Summe von 44,300 Thlrn. — — Solchemnach begiebt die Königlich Sächsische Regierung, zu Gunsten der Königlich Preufsischen Regierung, sich aller Ansprüche an die nurgedachten Capitalien und Zinsen, welche in dem Herzogthume ausstehen, so wie die Königlich Preufsische Regierung allen Ansprüchen an Capitalien und Zinsen, welche in dem Königreiche ausstehen, entsagt.

b. Alle übrigen Activen dieser Auswechslungskasse, namentlich die in öffentlichen Fonds angelegten Capitalien, nebst den davon fallenden Zinsen, ingleichen die sämmtlichen Kassenbestände, nach Abzug der Regiekosten, werden nach dem, für die Abtheilung der Kassenbillets, angenommenen Mafsstabe von Sechs Hundert Acht und Dreifsig Ein Tausend Theil für das Königreich, und Drei Hundert Zwei und Sechzig Ein Tausend Theil für das Herzogthum Sachsen, zwischen beiden Regierungen, nach Mafsgabe der vorangezogenen Berechnung, abgetheilt.

2. der neuern Discontokasse.

4. Die neuere, zu Leipzig bestandene Kassenbillets-Discontokasse anlangend, wird, nachdem daraus die Privat-Actionairs an Capital und rückständigen Zinsen bereits befriediget worden, auch jede der beiden Königlichen Regierungen das Capital der in ihren Händen befindlichen Actien, welches sich für Sachsen auf 210,000 Thlr. — — und für Preufsen auf 178.000 Thlr. — — beläuft, nebst der darauf fallenden Gewinndividende erhalten hat, ingleichen nach Abzug der Regiekosten, der hiernach übrig bleibende Kassenbestand ebenfalls nach vorgedachtem Mafsstabe von $\frac{638}{1000}$ für Sachsen und $\frac{362}{1000}$ für Preufsen getheilt.

d) *Austausch der Cassenbillets.* 1819

5. Da vermöge nurgedachter Abtheilungen, nach Mafsgabe der unter lit. I. anliegenden Berechnung, aus beiderlei Kassen zusammen, der Königlich Preufsischen Regierung, nach Abzug der vorhin §. 2. erwähnten, an Sachsen zu berichtigenden Summe von 60,000 Thlr. — — annoch 180,918 Thlr. 16 Gr. 1 Pf. in Cassenbillets von den, dem Königreiche Sachsen verbliebenen Buchstaben zufallen; so ist man, wegen eines Austausches dieser Kassenbillets gegen Central-Steuer-Obligationen, dahin übereingekommen, dafs die Königlich Sächsische Regierung nurbesagte Summe der Kassenbillets an sich behält, und an Preufsen dagegen die Summe von 188,000 Thlr. — — in Central-Steuer-Obligationen, nebst Zinsleisten und Coupons von dem Termine Michaelis 1818 an, nach dem verglichenen Cours der Cassenbillets von 105¾ p. Ct. gegen baar, und der Central-Steuer-Obligationen von 91 Procent gegen baar, ingleichen zur Erfüllung 1 Thlr. 11 Gr. 6 Pf. baar überliefert; welcher Austausch auch, besage eines darüber aufgenommenen, und von beiderseitigen Commissarien unterzeichneten Protocolls vom 18ten Mai 1818, bewerkstelliget, und von beiden Seiten darüber quittiret worden ist.

e) *Aushändigung der übrigen Bestände.*

6. Die Aushändigung der, Preufsen aus den Beständen mehrgedachter Kassen, noch zustehenden baaren Gelder und Documente soll, und zwar, soviel die Documente von den §. 3. erwähnten 44300 Thlr. — — anbelangt, sofort, die der übrigen Bestände aber nach Unterzeichnung gegenwärtiger Convention erfolgen.

f) *Depositum bei dem Rathe zu Leipzig.*

7. Die, bei dem Rathe zu Leipzig, als Unterpfand für die Actionairs der Kassenbillets-Disconto-Anstalt, liegenden Kassenbillets und Staatspapiere, verbleiben ausschliefsend der Königlich Sächsischen Regierung, und Preufsen verzichtet gänzlich auf Theilnahme an denselben, indem es die dieserhalb zu dem erwähnten Protocolle vom 18ten Mai bereits abgegebene Erklärung hiermit nochmals bestätigt.

1819 g) *Prämien wegen Entdeckung von Kassenbillets-Verfertigern und Verfälschern.*

8. Was endlich die, wegen Entdeckung von Cassenbillets-Verfertigern oder Verfälschern, einigen Personen vor dem 5ten Juni 1815 zuerkannten Prämien anbetrifft, so übernimmt die Königlich Preufsische Regierung die Bezahlung der, dem Königlich Preufsischen Unterthan Görschner in Grofsheringen zuerkannten Prämie von 500 Thlr. — — für die Entdeckung eines, mit einem Kassenbilletsmuster getriebenen Mifsbrauchs, wogegen Sachsen zwei ähnliche Prämien von zusammen 1000 Thlr. — — welche Unterthanen des Königreichs, nämlich Martens zu Zittau und der Landschreiberin zu Waldheim, zuerkannt worden sind, berichtiget.

ART. XI.

Königlich Preufsische Nutzungen und Vorschüsse, während der Verwaltung von Sachsen.

1. So viel die von der Königlich Preufsischen Regierung, während ihrer Verwaltung bis zum 5ten Juni 1815 aus Sachsen bezogenen Nutzungen irgend einer Art, ingleichen die, während dieses Zeitraums, für Sachsen gemachten Vorschüsse oder Verwendungen in Geld oder Naturalien betrifft, da findet keine weitere Nachrechnung Statt. Beide Königliche Regierungen entsagen gegenseitig allen Ansprüchen, welche sie aus einem solchen Grunde an einander machen zu können vermeinen sollten.

Insbesondere die, am 5ten Juni 1815 aus der Finanz-Haupt-Kasse gezogene Beträge.

2. Unter dieser allgemeinen Verzichtsleistung sind auch die, Königlich Preufsischer Seits, am 5ten Juni 1815 aus der Finanz-Haupt-Kasse gezogenen Beträge an baarem Gelde, Kassenbillets und Staatspapieren, mit Ausschlufs der, im folgenden §. erwähnten Obligationen, begriffen, und es wird Königlich Sächsischer Seits der auf deren Wiedererstattung gemachte Anspruch aufgegeben.

Die darunter befindlichen ständischen Obligationen von 50,000 Thalern. 1819

3. Die Königlich Preufsische Regierung verpflichtet sich jedoch, die, unter nurgedachten, aus der Finanz-Haupt-Kasse erhobenen Beträgen mit befindlichen, auf 50,000 Thlr. — — Funfzig Tausend Thaler lautenden ständischen Obligationen vom Jahre 1807, nebst deren Zinsleisten und Coupons von und mit dem Termine Michaelis 1818, ihrer Bestimmung gemäfs, der Königlich Sächsischen Regierung unverzüglich zurückstellen zu lassen. Bis mit dem Ostertermine 1818 kommen die Zinsen Preufsen zu.

Preufsische Verzicht auf einige Obligationen aus der Anleihe 1811.

4. Auch verzichtet man Königlich Preufsischer Seits auf den vorhin gemachten Anspruch an eine Theilnahme an den, aus der ständischen Anleihe vom Jahre 1811 herrührenden, sogenannten Reichenbachischen Obligationen, welche das Handelshaus Reichenbach und Comp. als Unterpfand für den Rest der von ihm geleisteten Vorschüsse in Händen hatte; und da besagter Rest der Vorschüsse bereits durch Debitirung eines Theils der verpfändeten Obligationen berichtigt worden ist, und die übrigen Obligationen zu der Königlich Sächsischen Finanz-Haupt-Kasse zurückgekommen sind, so behält es hierbei, ohne weitere desfallsige Nachrechnung, zwischen beiden Regierungen sein Bewenden.

ART. XII.

Fiscalische Kassen und Einkünfte überhaupt.

1. Uebrigens entsagt die Königlich Preufsische Regierung allen Ansprüchen an das Activvermögen der Königlich Sächsischen Finanz-Haupt-Kasse und Rentkammer, und die Königlich Sächsische Regierung übernimmt dagegen die Vertretung und Verzinsung der, auf diesen Kassen haftenden Schulden, unter andern namentlich der durch das Handelshaus Frege und Comp. in Leipzig contrahirten Anleihen, der Kassenbilletsanleihe vom Jahre 1813, ingleichen der Holländischen, insoweit, im Betreff des

1819 Activ- oder Passivzustandes der eben genannten Kassen, in der gegenwärtigen Haupt-Convention oder einer der vorhergegangenen, nicht eine anderweite ausdrückliche Bestimmung getroffen worden ist.

Preufsische Theilnahme an einigen Schulden der Finanz-Kassen.

2. In Absicht der fiscalischen Schulden, findet jedoch die Theilnahme der Königlich Preufsischen Regierung bei folgenden Statt:

Kammer-Credit-Kassen-Schulden.

a) bei der Kammer-Credit-Kasse in der bereits oben Art. VI. u. f. festgesetzten Mafse;

Hypothecirte und radicirte Capitalien.

b) übernimmt Preufsen diejenigen fiscalischen Schulden zur alleinigen Verzinsung und Bezahlung, welche auf, im Herzogthum Sachsen gelegene Aemter, Kammergüter oder andere einzelne Realbesitzungen, unterpfändlich versichert oder radicirt sind, oder welche sonst auf den jedesmaligen Besitzer, derselben rechtlich übergehen.

Die Frage: ob eine solche fiscalische Schuld von der nurerwähnten Art sei, oder nicht? wird, ohne Rücksicht auf ältere, in späterer Zeit abgeänderte Bestimmungen, lediglich nach der Qualität beurtheilt, welche dieselbe am 5ten Juni 1815 hatte.

Mansfeldisches Debitwesen.

c) Rücksichtlich des Mansfeldischen Debitwesens, soll, zu näherer Erörterung der dabei einschlagenden beiderseitigen Verhältnisse und Feststellung der hierunter anzunehmenden Grundsätze eine gemeinschaftliche Commission niedergesetzt werden, und dieselbe hauptsächlich zu erforschen suchen: ob und welche Passiva als Lehns- oder Landesschulden zu betrachten, folglich von Preufsen zu übernehmen sind, und welche Forderungen blos an den Allodialnachlafs gestellt werden können, mithin nur aus diesem ihre Befriedigung zu erwarten haben, ingleichen ob und inwieweit die, bei der Finanz-Haupt-Kasse deponirte Summe von 11,808 Thlr. 22 Gr. 2 Pf. Eilf Tausend, Acht Hundert Acht Tah-

ler, Zwei und Zwanzig Groschen, Zwei Pfennige, 1819
zu diesem Creditwesen gehörig sei? Was zufolge dieser Erörterungen ein oder der andere Theil an die Allodialmasse oder sonst zu gewähren hat, wird von demselben berichtiget werden.

Fürstlich Weifsenfelsisches Debitwesen.

d) Was das Fürstlich Weifsenfelsische Debitwesen anlangt, so werden für den Fall, dafs die dabei annoch betheiligten Gläubiger bei Sachsen oder Preufsen, als nunmehrigen Land- und Lehnsbesitzer der vormaligen Weifsenfelsischen Landesportion, ihre Forderungen in Anregung bringen sollten, oder rücksichtlich der Allodialmasse, Zweifel entständen, die hierüber nöthigen Erörterungen ebenfalls gemeischaftlich angestellt, und wird in deren Verfolg künftig näher bestimmt werden, ob und inwiefern beide Regierungen, oder welche von ihnen, diese Schulden zu vertreten haben.

Weidaisches Creditwesen.

e) Eine gleichmäfsige Erörterung und Bestimmung der Königlich Preufsischen Theilnahme wird, wegen derjenigen Forderungen, vorbehalten, welche die Gläubiger des Weidaischen Creditwesens an Preufsen, als Mitbesitzer der vormals Sachsen-Zeitzischen Landesportion, machen sollten.

Auf sothane Schuldforderungen Bezug habende Pensionen.

3. Die Pensionen, welche die Königlich Sächsische Regierung einigen Gläubigern der gedachten Creditwesen, als Aequivalent ihrer Forderungen angewiesen hat, sind auf eben die Weise, wie es wegen der Pensionen überhaupt in dem XIVten Artikel festgesetzt worden, von einer oder der andern Regierung fortzuzahlen.

Aus der Finanz-Haupt-Kasse auf gewisse Steuer-Capitalien bezahlte Supplementzinsen.

4. Wegen der, Königlich Sächsischer Seits, aus der Finanz-Haupt-Kasse einigen Städten des Herzogthums Sachsen, auf ihre, bei der Steuer zu fordern habenden Capitalien, bisher bezahlten, jährlich

1819 708 Thlr. 23 Gr. 9 Pf. betragenden Zuschufszinsen, hat man sich dahin vereinigt, dafs die Königlich Preufsische Regierung die künftige Zahlung dieser Zuschufszinsen, gegen die im 17ten §. dieses Artikels, ihr von Sachsen zugestandene Einziehung einiger Vertretungsposten von vormaligen Domainen-Pächtern oder Beamten, übernimmt.

Sogenannte Amts-Capitalien.

5. Von den Activis der Rentkammer überläfst die Königlich Sächsische Regierung der Königlich Preufsischen alle, den, zu dem Herzogthume Sachsen gehörigen Aemtern zuständige sogenannte Amts-Capitalien, welche aus Steuer- oder Kammer-Credit-Kassen-Scheinen bestehen, oder auf irgend eine andere Art in öffentlichen Fonds, hypothecarisch oder sonsten angelegt sind, mit alleiniger Ausnahme derjenigen Capitalien, in Ansehung deren die Königlich Sächsische Rentkammer selbst bisher als Schuldnerin gehandelt hat. Auf letztere wird Königlich Preufsischer Seits gänzlich Verzicht geleistet.

Stiftische Kammer-Capitalien.

6. Eben so werden der Königlich Preufsischen Regierung die Activ-Capitalien der Stift-Merseburgischen und Naumburg-Zeitzischen Rentkammer überlassen; jedoch verbleiben ferner dem Königreiche Sachsen

a) 21,604 Thlr. 15 Gr. 4 Pf. Ein und Zwanzig Tausend, Sechs Hundert und Vier Thaler, Funfzehen Groschen, Vier Pfennige, vom Stifte Merseburg und

b) 22,305 Thlr. — — Zwei und Zwanzig Tausend, Drei Hundert und Fünf Thaler, vom Stifte Naumburg-Zeitz,

(welche beide Posten früher von den stiftischen Rentkammern an die erbländische Rentkammer eingeliefert, und von letzterer verzinset worden sind) ingleichen

c) 22,968 Thlr. 18 Gr. — Zwei und Zwanzig Tausend, Neun Hundert Acht und Sechzig Thaler, Achtzehn Groschen, bei der Steuer, worüber keine Verschreibungen vorhanden sind;

Preufsen verzichtet daher auf diese drei Capitalien-summen.

Zinsen von diesen Capitalien. 1819

7. Die Zinsen von den, an Preufsen abgetretenen Amts- sowohl, als stiftischen Kammer-Capitalien, verbleiben, insoweit sie bereits erhoben sind, der Königlich Sächsischen Regierung, die etwa noch nicht erhobenen hingegen werden an Preufsen überlassen; jedoch von den in Staatspapieren bestehenden Capitalien nur von und mit dem Termine Michaelis 1818 an.

Auslieferung der diefsfallsigen Documente.

8. Die, über diese an Preufsen kommenden Capitalien vorhandenen, bei den Königlich Sächsischen Behörden befindlichen Documente, sollen, und zwar die Staatspapiere, mit den Coupons pro Termin Michaelis 1818, der Königlich Preufsischen Regierung ungesäumt überliefert, oder, Falls sie von Sachsen bereits erhoben worden, deren Betrag baar vergütet werden.

Bestände der Provinzial-Kassen.

9. Ob nun wohl, nach §. 1. dieses Artikels, der Königlich Preufsischen Regierung einiger Anspruch an die fiscalischen Haupt- und Central-Kassen nicht zusteht, so hat man sich doch, in Ansehung der fiscalischen Provinzial-Kreis-Amts- und Orts-Kassen, dahin vereinigt, dafs solche, mit ihren Beständen und allen Activ- und Pas-iv-Verhältnissen, ohne weitere Nachrechnung, derjenigen Regierung verbleiben, in deren Gebiete sie belegen sind; insofern die gegenwärtige Convention über die wechselseitigen Verbindlichkeiten dieser und anderer Landesherrlichen Kassen des einen Gebiets, gegen die des andern, nicht besondere Bestimmungen enthält, oder dergleichen Forderungen für gänzlich aufgehoben erklärt.

Naturalbestände.

10. Eben so verbleiben jeder der beiden Regierungen die Naturalbestände, Vorräthe, und Effecten aller Art, welche sich am 5ten Junius 1815 in ihrem Landestheile befunden haben, und Eigenthum der Regierung waren.

1819 *Vorschüsse und daher rührende Forderungen.*

11. Uebrigens werden alle Ansprüche oder Forderungen vorstehender Art, welche bis zum 5ten Juni 1815 entstanden, und von Landesherrlichen Kassen und Behörden des Herzogthums Sachsen und im Namen derselben, von der Königlich Preufsischen Regierung an die Königlich Sächsische Finanz-Haupt-Kasse oder irgend eine andere Landesherrliche Kasse und Behörde, oder von Landesherrlichen Kassen und Behörden des Königreichs Sachsen, und im Namen derselben, von der Königlich Sächsischen Regierung an Königliche Preufsische Landesherrliche Kassen und Behörden gemacht werden könnten, oder bisher aufgestellt worden sind, insoweit gänzlich gegen einander aufgehoben, als nicht in dieser oder einer der früher abgeschlossenen Conventionen darüber etwas anderes festgesetzt worden ist.

Unter diese allgemein gegen einander aufgehobenen Ansprüche gehört auch der Anspruch Sachsens, wegen der, an verschiedene Kassen, zum Behuf der Verpfändung, gegebenen und dazu verwendeten, aber nicht wieder eingelöfsten Obligationen.

Die Königlich Sächsische Regierung verzichtet nicht minder überhaupt auf alle Vorschüsse und Darlehne, nebst den davon noch rückständigen Zinsen, welche aus irgend einer Königlich Sächsischen Kasse an Behörden des jetzigen Herzogthums Sachsen, unter andern namentlich der Ober- und Niederlausitz, den Ständen der Stifter Merseburg und Naumburg, ingleichen dem Wittenberger Kreise, gegeben worden sind, insbesondere auch auf die, aus öffentlichen Kassen für einzelne Administrationsbedürfnisse gegebenen gröfsern oder kleinern Vorschüsse und Berechnungsgelder.

Wenn Vorschüsse obiger Art an Landesherrliche Kassen gegeben worden sind, welche zwischen beiden Regierungen zur Theilung kommen, so erfolgt diese letztere, insoweit man deshalb nicht besondere Bestimmungen getroffen hat.

Vorschüsse und Darlehne an Städte und Communen, sind, vermöge getroffener besonderer Uebereins-

kunft, unter vorgedachter Verzichtleistung, ebenfalls 1819
begriffen.

Die Documente und Quittungen über diejenigen Vorschüsse und Forderungen, denen die Königlich Sächsische Regierung zu Gunsten des Herzogthums entsagt, werden den Königlich Preufsischen Behörden sofort überliefert werden.

Einkommen-Rückstände und Verwaltungs-Ausgaben.

12. Sämmtliche rückständige fiscalische Einkünfte, mit Inbegriff der Propereste der Einnehmer, fallen derjenigen Regierung zu, aus oder in deren Gebiet sie rückständig sind. Jeder Theil übernimmt aber auch für die in seinem Gebiete noch unberichtigten Verwaltungsausgaben aller Art und ohne Ausnahme zu haften, und es wird gegenseitig keine Nachrechnung Statt finden, noch irgend ein Anspruch deshalb geltend gemacht werden.

Rückstände ständischer Bewilligungen.

13. Diese gegenseitige Verzichtleistung auf Einkommenrückstände erstreckt sich auch auf die rückständigen ständischen Bewilligungen, welche diesemnach jede Regierung in ihrem Gebiete, ohne Nachrechnung mit der andern Regierung, für sich zu beziehen hat. Blos die zur Unterstützung der allgemeinen Straf- und Versorgungsanstalten und zu ähnlichen Institutsfonds, bestimmten ständischen Bewilligungen und ihre Reste, sind hiervon ausgenommen, und wird derenthalber, bei Feststellung der Verhältnisse dieser Anstalten, die erforderliche Berechnung bewerkstelliget, und über die defsfallsige Ausgleichung Vereinigung getroffen werden.

Einnahmen und Ausgaben aus Irrthum oder von streitigen Orten.

14. Fiscalische Einnahmen und Ausgaben der beiden Königlichen Regierungen, welche nach dem 5ten Juni 1815 bis zum Schlufs desselben Jahres, aus dem Gebiete der einen, an Behörden der andern, aus Irrthum, oder bis zum 30sten Junius 1818 von Districten und Orten Statt gefunden haben, welche bisher zweifelhaft oder streitig gewesen sind, und deren Hoheitsverhältnisse erst durch den

1819 1sten Artikel der gegenwärtiger Hauptconvention die endliche Bestimmung erhalten haben, werden ebenfalls im Ganzen gegen einander aufgehoben, und verbleiben derjenigen Regierung ohne weitere Berechnung, zu deren Kassen sie wirklich erhoben und eingerechnet worden sind.

Diejenigen Einkünfte, Prästationen oder Nutzungen, welche von und aus besagten Orten annoch rückständig, oder bis zur näheren Bestimmung ihres Landesherrn, und zum Theil mit dieser ausdrücklichen Bedingung, namentlich wegen der Holznutzungen in einigen Forsten, bei den Behörden eines oder des andern Gebiets, blos deponirt worden sind, werden der Regierung überlassen, oder ausgeliefert, unter deren Hoheit der District oder Ort nunmehro gelanget ist. Die Central-Steuer-Obligationen, welche Königlich Sächsischer Seits aus vorhin streitig gewesenen, bei der endlichen Grenzregulirung aber an Preufsen überwiesenen Orten ausgeschrieben worden, werden, nebst Zinsleisten und Coupons, und den etwa schon erhobenen Zinsen, von Sachsen zurückgegeben.

Vertretung der Cautionen.

15. Für die von Beamten und Pächtern des Herzogthums Sachsen, vor dem 5ten Juni 1815, in die Königlich Sächsische Rentkammer eingezahlten, und zur Finanz-Haupt-Kasse geflossenen, baaren Cautionen und sogenannten Anticipationen, so wie für deren Verzinsung von dem Termine Michaelis 1818 an, übernimmt Preufsen die alleinige Vertretung, ohne dieserwegen einen Ersatz von Sachsen zu verlangen, wogegen vom Königreiche Sachsen die, bis zu dem gedachten Termine, gefälligen Zinsen berichtiget werden.

Die, nach den Depositionsscheinen, zur Königlich Sächsischen Rentkammer, oder Finanz-Haupt-Kasse, eingelieferten, aus dem Herzogthume herrührenden, in Staatspapieren oder andern Documenten bestehenden Cautionen aber, werden von der Königlich Sächsischen Regierung vertreten, und, insoweit es noch nicht geschehen ist, der Königlich Preufsischen Regierung sofort in den eingelegten Valuten ausgeliefert.

Uebrigens werden, aufser dem, was bereits oben 1819
Art. V. §. 9. in Absicht der von den Steuerbeamten bestellten Cautionen festgesetzt worden ist, alle zu andern Kassen, als der Königlich Sächsischen Rentkammer und Finanz-Haupt-Kasse, eingezahlten, auch in den Kreisen und Stiftern etwa befindlichen Cautionen, derjenigen Regierung zu Theil, von deren Beamten sie bestellt worden sind.

Auslieferung der dahin gehörigen Nachrichten.

16. Die auf solchane Cautionen Bezug habenden sämmtlichen Rechnungen, Belege, Justificationen, Acten und sonstigen Nachrichten, sollen ungesäumt den Behörden ausgeantwortet werden.

Die Sächsischer Seits mit einigen Beamten und Pächtern bereits gehaltene Abrechnung.

17. Da von den Königlich Sächsischen Behörden noch nach dem 5ten Junius 1815, mit einigen, in der Beilage unter K., namentlich benannten Beamten und Pächtern des Herzogthums Sachsen, bereits Abrechnung gehalten worden ist, so bewendet es bei diesen Abrechnungen in der Mafse, dafs die Königlich Preufsische Regierung von jeder Vertretungsverbindlichkeit, im Betreff der, von gedachten Beamten und Pächtern bestellten Cautionen entbunden wird, und eine nochmalige Rechnungsablegung von ihnen nicht zu erfordern ist. Was die von selbigen, in Folge der vorerwähnten Abrechnungen, zu leistenden Vertretungsposten anlangt, so verzichtet die Königlich Preufsische Regierung darauf, insoweit dieselben bereits bei den Königlich Sächsischen Kassen vereinnahmt, und zu diesen berechnet worden sind; es verbleibt jedoch Preufsen die Einziehung der, nach der Berechnung in der angezogenen Beilage, annoch rückständigen, zusammen 33,764 Thlr. 19 Gr. 11 Pf. Drei und Dreifsig Tausend, Sieben Hundert Vier und Sechzig Thaler, Neunzehn Groschen, Eilf Pfennige, jedoch ohne deren besondere Gewähr, von Seiten der Sächsischen Regierung. Die zu deren Einziehung nöthigen Rechnungen und Nachrichten sollen an Preufsen ebenfalls überliefert werden.

1819 *Deposita bei der Finanz-Haupt-Kasse.*

18. Wegen der zur Rentkammer und nachherigen Depositenkasse eingelieferten baaren Depositen, welche nach Maſsgabe des 24sten Artikels der, wegen Abgabe und Fortsetzung der anhängigen Rechtssachen, unterm 20sten Februar 1816 abgeschlossenen Convention, in das Herzogthum Sachsen gehören, und wegen welcher über die Zeit ihrer Rückzahlung die besondere Uebereinkunft daselbst vorbehalten worden ist, bewendet es zuvörderst bei den seitdem bereits erfolgten Zahlung von

19,875 Thlr. 18 Gr. 1 Pf. und
18,000 — — - — -

37,875 Thlr. 18 Gr. 1 Pf. Sieben und Dreiſsig Tausend, Acht Hundert Fünf und Siebenzig Thalern, Achtzehn Groschen, Einem Pfennig in Summa an Preuſsen.

Im Betreff des, auf die Deposita dieser Art annoch verbliebenen Rückstandes aber, hat man sich dahin vereiniget:

a) Daſs die Summe der annoch in das Herzogthum Sachsen zu berichtigenden Depositen, mit Ausnahme der nachher zu erwähnenden, zu dem Mansfeldischen Creditwesen gehörigen, vermöge der deſsfalls angestellten Erörterungen auf 165,000 Thlr. — - — - Einmal Hundert, Fünf und Sechzig Tausend Thaler, als liquid angenommen wird.

Zu Vermeidung aller Irrungen wird über den nurbemerkten Betrag ein specielles Verzeichniſs angefertigt werden.

b) Zu Berichtigung dieser Summe nimmt die Königlich Preuſsische Regierung:

aa) In Folge der, Art. IV. §. 8. dieser Convention bei den Steuer-Credit-Schulden getroffenen Uebereinkunft, diejenigen 102,491 Thlr. 8 Gr. — - Einmal Hundert und Zwei Tausend, Vierhundert Ein und Neunzig Thaler, Acht Groschen, an Zahlungsstatt an, welche die vormalige Königlich Westphälische Regierung, vermöge einer mit Sachsen abgeschlossenen Convention vom 5ten März 1810, zu Tilgung der, auf der Grafschaft Barby und dem Amte Gommern, antheilig haftenden Steuer- und

Kammer-Credit-Kassen-Schulden, übernommen hat, 1819
jetzt aber die Königlich Preufsische Regierung, mit Vorbehalt ihrer Rechte an die übrigen Staaten des vormaligen Königreichs Westphalen, zu vergüten sich verpflichtet, zu welchem Ende die Königlich Sächsische Regierung ihre defsfallsigen Ansprüche aufgiebt, und Preufsen überläfst, solche gegen die übrigen nunmehrigen Besitzer der ehemals zu dem Königreiche Westphalen gehörig gewesenen Länder, nach Befinden, geltend zu machen.

bb) Werden der Königlich Preufsischen Regierung von der Königlich Sächsischen 40,000 Thaler — — — — Vierzig Tausend Thaler in dreiprocentigen verloosbaren Steuer-Credit-Kassen-Scheinen nach dem Nominalwerth, nebst deren Coupons von pro termino Michaelis 1818 an, überliefert.

cc) Der solchemnach noch ausfallende Ueberrest an Depositengeldern von 22,508 Thlr. 16 Gr. — — Zwei und Zwanzig Tausend, Fünf Hundert und Acht Thaler, Sechzehn Groschen, wird von Preufsen, in Rücksicht anderer, von der Königlich Sächsischen Regierung erhaltenen Zugeständnisse, für berichtigt angenommen, und entsagt man Königlich Preufsischer Seits allen weitern Ansprüchen darauf.

c) Sollten, wider Erwarten, künftig noch mehrere, die angenommene Summe von 165,000 Thlr. — — — — übersteigende, zur Rentkammer baar eingezahlte, in das Herzogthum Sachsen gehörige Depositа sich finden, so übernimmt Preufsen annoch deren Deckung, bis auf die Summe von 5000 Thlr. — — — — Fünf Tausend Thaler; die Königlich Sächsische Regierung hingegen verpflichtet sich zur baaren Zahlung der, über dieses Quantum in einem oder mehrern Depositen hinausgehenden Summen an die Königlich Preufsische Regierung.

d) Die vorgedachten, unter den neuerlich in Frage gekommenen Depositengeldern befindlichen, auf das Mansfeldische Creditwesen Bezug habenden, 11,808 Thlr. 22 Gr. 2 Pf. verbleiben für jetzt, und bis nach näherer Erörterung dieses Creditwesens und Festsetzung angemessener Bestimmungen hierunter, bei den Behörden der Königlich Sächsischen Regierung.

1819 *Bei den Unterbehörden und sonst in dem andern Gebiete annoch befindliche Depositen.*

19. In Absicht der

a) in Staatspapieren und andern Documenten bestehenden, ingleichen

b) aller und jeder bei den Provinzial- und Unterbehörden des Königreichs, so wie bei denen des Herzogthums Sachsen, namentlich in den Stiftern Merseburg und Naumburg befindlichen, in das Gebiet der andern Regierung gehörigen, in Baarschaft oder Documenten bestehenden Depositen, ist die nöthige Einleitung und Veranstaltung zu treffen, dafs solche, insoweit es nicht bereits geschehen, unverzüglich behörigen Orts abgeliefert werden.

Art. XIII.

Militair- und Kriegs-Kassen-Angelegenheiten.

a) *Abtheilung der Armee, und Militaireffecten.*

1. Die, in Folge und Gemäfsheit des Tractats vom 18ten Mai 1815, Art. 6 und 8, geschehene Abtheilung der Armee, Artillerie- und Kriegsvorräthe, Regiments- und Compagnie-Kassen u. s. w. und der dabei angenommene Mafsstab von $\frac{5}{9}$ für das Königreich und $\frac{4}{9}$ für das Herzogthum Sachsen, wird hiermit nochmals bestätigt; und findet deshalb keine weitere Nachrechnung Statt. So wie übrigens, vermöge Art. XII. §. 9. die daselbst erwähnten Kassenbestände, nebst deren Activ- und Passiv-Verhältnissen, ingleichen nach §. 10. desselben Artikels die Naturalbestände und Vorräthe aller Art derjenigen Regierung verbleiben, in deren Gebiete sie sich am 5ten Junius 1815 befunden haben, so findet ein Gleiches auch in Ansehung der Militair-Kassen-Bestände, Vorräthe und Effecten Statt.

b) *Vorschüsse aus der General-Kriegs-Kasse.*

2. Nicht minder begiebt die Königlich Sächsische Regierung sich eben so, wie dies Art. XII. §. 11. in Ansehung aller Ansprüche an die, von Landesherrlichen Kassen des Königreichs an Landesherrliche Kassen oder Kreise, Districte und Behörden des Herzogthums, überhaupt geleisteten Vorschüsse ge-

schehen, so auch der, eben diesen Behörden, aus 1819
der General-Kriegs-Kasse gegebenen Vorschüsse, zu Gunsten des Herzogthums Sachsen.

c) *Schulden dieser Kasse.*

3. Von den Schulden der nurgedachten Kasse übernimmt die Königlich Preufsische Regierung die Befriedigung derjenigen Forderungen, welche Unterthanen des Herzogthums Sachsen

a) für die vom Lande gelieferten Pferde;

b) für die von demselben in den Jahren 1805 und 1806 gelieferten Naturalien an Getreide, Heu und Stroh;

c) an, den vormaligen Compagnie-Inhabern, auf den, im Jahre 1809 erlittenen, feindlichen und erweislich unverschuldeten Verlust, zukommenden Vergütungen;

d) an Compagnie-Uebergabe-Geldern, nach Abzug der, von den ehemaligen Compagnie-Inhabern aus ihrem Dienste etwa zu leistenden Vertretungen, welche den Königlich Preufsischen Kassen zu gute gehen, und weshalb die darüber sprechenden Schriften und Nachrichten an Preufsen auszuliefern sind;

e) an Löhnungs- und Beimontirungsgeldern;

f) für Rekrutirungsaufwand;

g) an Lazarethkosten, und

h) für die, von und mit dem Jahre 1806 bis 5ten Juni 1815 geschehenen Lieferungen an das Königlich Sächsische Militair, und aus den, wegen dieser, etwa abgeschlossenen Contracten, zustehen, ohne einige Theilnahme der Königlich Sächsischen Regierung.

Kosten des Festungsbaues von Torgau und Wittenberg.

4. Ferner vertritt Preufsen die, wegen des Festungsbaues von Torgau und Wittenberg, Privatpersonen etwa noch zustehenden Forderungen, ohne Unterschied, ob diese sich im Herzogthume, oder Königreiche Sachsen, oder in andern Ländern befinden. Die etwanigen, aus fiscalischen Kassen zu diesem Behuf geleisteten Vorschüsse, so wie überhaupt die, Königlich Sächsischen Kassen dieserhalb zustehenden Forderungen hingegen, werden als auf-

1819 gehoben angesehen, und für erloschen erachtet. Sämmtliche, die besagten Festungen und deren Bau betreffende Acten, Rechnungen, Belege, und sonstige Schriften, sollen daher ungesäumt den Herzoglich Sächsischen Behörden ausgeantwortet werden.

Verpflegungsansprüche auswärtiger Staaten.

5. Wegen der von auswärtigen Staaten, für die Verpflegung Königlich Sächsischen Militairs, von und mit dem Jahre 1806 an, bis zum 5ten Juni 1815 gegen Sachsen erhobenen, und vielleicht künftig noch zu erhebenden Ansprüche, soll von beiden Königlichen Regierungen gemeinschaftlich im diplomatischen Wege mit den betreffenden Mächten verhandelt, und demnächst die weitere Bestimmung des Verhältnisses der Theilnahme, zur Bezahlung der Passiven und Einziehung der Activen, getroffen werden.

Russische Vorschüsse an die Sächsischen Gefangenen.

6. Soviel jedoch die, von der Kaiserlich Russischen Regierung für die, dem Königlich Sächsischen Militair, während der Gefangenschaft in Rufsland gemachten Vorschüsse, etwa anzubringenden Ansprüche anlanget, hat man sich dahin vereiniget, dafs diese von der Königlich Sächsischen Regierung allein vertreten werden, Preufsen aber die Tilgung der, den, in Königlich Preufsische Militairdienste getretenen, oder auch nur im Herzogthume Sachsen am 5ten Juni 1815 wohnhaft gewesenen, ehemaligen Königlich Sächsischen Offiziers, zur Deckung jener etwanigen Ansprüche, innebehaltenen Tractamentsgebührnisse an besagte Offiziers, oder ihre Erben, übernimmt.

Fall, wenn die Interessenten verstorben sind.

7. Sind die Offiziere und resp. vormaligen Compagnie-Inhaber, deren unter n. 3. c. d. und unter 6. genannten Forderungen in Frage kommen, vor dem 5ten Juni 1815 verstorben, so entscheidet, dafern jene im Auslande verstorben, der Ort des zu der Zeit, wo die Forderung entstanden ist, der Truppenabtheilung, zu welcher der Verstorbene gehörte, angewiesen gewesenen ordentlichen Stand-

quartiers; wenn aber derselbe in dem Königreiche 1819
Sachsen, nach seinem Umfange vor der Abtretung, mit Tode abgegangen, die Lage des Orts, wo derselbe verstorben, von welcher von beiden Regierungen die Forderung gegen dessen Erben zu vertreten ist.

Verpflegungsaufwand für Sächsische und Preufsische Truppen.

8. In Ansehung der von Sachsen, für die Verpflegung Preufsischer Truppen in den Jahren 1805 und 1806 gemachten Forderungen, so wie gegenseitig wegen der von Preufsen gegen Sachsen, wegen Verpflegung Königlich Sächsischer Truppen in den Rheinprovinzen, in Anregung gebrachten Ansprüche, ist man dahin übereingekommen, dafs die diefsfallsigen fiscalischen Ansprüche gegen einander aufgehoben, und als völlig erledigt zu achten sind, die der Unterthanen des einen oder andern Landestheils dagegen, ohne Beziehung auf die gegenwärtige, zu Vollziehung des Tractats vom 18ten Mai 1815, zwischen Sachsen und Preufsen abgeschlossene Convention, einer nähern Erörterung und Feststellung vorbehalten werden.

Trauschein - Gelder - Kasse.

9. Wegen der sogenannten Trauscheingelder-hauptsächlich zu den Schulanstalten bei dem Militair bestimmten Kasse, hat man sich dahin vereinigt, dafs Preufsen von dem Bestande derselben zu seinem Antheil die Summe von 5,019 Thlr. — — Fünf Tausend Neunzehn Thaler erhält, und zu deren Erfüllung dieser Regierung

a) baar, 1801 Thlr. — —
b) in Schwedischen Obligationen, 1500 — — —
c) in unzinsbaren Kammer - Credit - Kassen - oder sogenannten Spitzscheinen, 168 Thlr. — —
d) in zweiprocentigen Kammer - Credit - Kassen-Scheinen, 1550 Thlr. — —

daraus überliefert werden; wogegen dieselbe sich, zu Gunsten des Königreichs Sachsen, aller weitern Ansprüche an den Fonds sothaner Kasse begiebt.

1819 *Cautionen der Militair-Rechnungsführer.*

10. Die von den Militair-Rechnungsführern der Königlich Sächsischen Regierung bestellten, und in den Händen Königlich Sächsischer Behörden befindlichen Cautionen, werden von der Königlich Sächsischen Regierung vertreten, und solche, insofern die Rechnungsbeamten in Preufsische Dienste getreten, oder am 5ten Juni 1815 im Herzogthume Sachsen befindlich gewesen sind, der Königlich Preufsischen Regierung ausgeantwortet, auch deren Rechnungen dieser ausgeliefert, wenn selbige Kassen betreffen, welche, nach der Bestimmung ad 1. als zum Herzogthume Sachsen gehörig, anzusehen sind.

Art. XIV.

Pensionen, Wartegelder u. s. w.

Im Betreff der, zu den, im 6ten Artikel des Tractats vom 18ten Mai 1815, einer nähern Auseinandersetzung vorbehaltenen Lasten, gehörigen Pensionen und ähnlichen Bewilligungen, hat man sich dahin vereinigt, dafs jede der beiden Königlichen Regierungen von den Pensionisten, und den auf Wartegeld stehenden Beamten im Civil- und Militairdienst, ingleichen von den mit Provisionen versehenen Invaliden und andern, dergleichen Unterstützungen geniefsenden Personen, alle diejenigen, ohne weitere Ausgleichung, übernimmt, welche am Fünften Junius Eintausend Achthundert Funfzehn in ihrem Gebiete den wesentlichen Wohnsitz hatten.

Diese Verbindlichkeit ändert sich nicht, wenn auch dergleichen mit Pensionen, Wartegeldern, Provisionen, oder sonstigen Unterstützungsbewilligungen versehene Personen in der Zwischenzeit einen andern Wohnsitz im jenseitigen Gebiete gewählt hätten, oder künftig wählen sollten. Der Bezug ihrer vorigen Genüsse wird ihnen dieserhalb weder entzogen, noch erschwert werden.

Wegen der auf gewisse Stiftungsfonds insbesondere gewiesenen Bezüge, ist jedoch denjenigen Bestimmungen nachzugehen, welche theils durch die, am 27sten Julius 1817 abgeschlossene Convention über die Stiftungen bereits getroffen worden, theils im Art. XXII-XXVIII. festgesetzt sind.

ART. XV. 1819

Ständische und ritterschaftliche Kassen.

Was die, unter den, in den vorhergehenden Artikeln enthaltenen Bestimmungen nicht mit begriffenen ständischen und ritterschaftlichen Kassen anlangt, da ist die Vereinigung dergestalt erfolgt, dafs solche in den unzertheilten Provinzen und Kreisen den Ständen eines jeden Gebiets verbleiben; hingegen in der Oberlausitz, dem Meifsner, Leipziger und Voigtländischen Kreise, ingleichen den Stiftern Merseburg und Naumburg, die Abtheilung der Bestände dieser Kassen und die Ausgleichung wegen deren Rückstände sowohl, als die Auseinandersetzung wegen der übrigen, auf den ständischen Verbindungen in diesen Kreisen beruhenden Verhältnisse, durch Uebereinkunft der eigends dazu niedergesetzten ständischen Deputirten, unter Genehmigung der beiderseitigen Königlichen Regierungen, bewirkt werden soll.

Was in solcher Mafse festgesetzt werden wird, soll gleiche Kraft und Wirkung haben, als ob es der gegenwärtigen Convention ausdrücklich einverleibt worden wäre.

In Ansehung der Reste bei vorerwähnten Kassen, ist den ständischen Deputirten die nöthige Vereinigung zu treffen überlassen worden, jedoch mit der Beschränkung, dafs, wenn diese Einigung bis zum 3ten Junius 1818 nicht erfolgt sein sollte, jedem Theil, auch bei diesen Kassen, die Einziehung der Reste ohne Zurechnung überlassen bleibt.

ART. XVI.

Cottbusser Kreis.

Der, im 12ten Artikel des Tractats vom 18ten Mai 1815, erwähnten Reclamationen der Königlich Sächsischen Regierung, in Absicht des Cottbusser Kreises, und der, von Preufsen gemachten Gegenforderungen halber, haben beide Theile sich verglichen, dafs die gegenseitigen Forderungen, wegen Einkommen und Leistungen aus dem Cottbusser Kreise, oder wegen Vorschüssen und Verwendungen

1819 für denselben, gänzlich gegen einander aufgehoben werden sollen.

ART. XVII.

Brandkasse und Brand-Versicherungs-Institute.

Nach der, durch die Convention vom 23sten Februar 1816 erfolgten Auflösung des Brand-Versicherungs-Societäts-Verbandes zwischen dem Königreiche und dem Herzogthume Sachsen, hat man:

Alte Brandkasse.

1. Wegen der Fonds der sogenannten *alten Brandkasse*, welche, vermöge Königl. Sächs. Rescripts vom 29sten Mai 1788 mit $\frac{1}{3}$tel für die Mobiliar- und mit $\frac{2}{3}$tel für die Immobiliar-Brand-Kasse, der neuern erbländischen Brand-Versicherungs-Anstalt übereignet worden sind, die Uebereinkunft getroffen, dafs solche, mit Beobachtung dieses Unterschiedes, zwischen beiden Regierungen, nach dem, bei der erbländischen Brand-Versicherungs-Anstalt, am 5ten Junius 1815 Statt gehabten Verhältnifs der gesammten Beiträge, oder der damit übereinstimmenden gesammten Assecurationssumme des Königreichs und des Herzogthums Sachsen, getheilt werden.

In Rücksicht dieser Abtheilung hat man sich übrigens noch dahin verglichen, dafs, bei Feststellung des Mafsstabes, die Niederlausitz, ingleichen die Schwarzburgischen Aemter Kelbra und Heringen, ob sie schon, bei Erlassung des obgedachten Rescripts, in dem Societätsverbande noch nicht begriffen waren, gleichwohl mit in Anschlag gebracht werden.

Vorstehende Bestimmungen gewähren einen Abtheilungsmafsstab:

a) bei der Immobiliar-Brand-Kasse von Sechs Hundert und Siebzehn Tausendtheilen für das Königreich, und Drei Hundert Drei und Achtzig Tausendtheilen für das Herzogthum.

b) bei der Mobiliar-Brand-Kasse von Sechs Hundert Vier und Funfzig Tausendtheilen für das Königreich, und von Drei Hundert Sechs und Vierzig Tausendtheilen für das Herzogthum.

Nach diesen Mafsstäben erhält, von den Bestän- 1819
den der alten Brandkasse, Sachsen auf seinen Antheil 60,760 Thlr. 9 Gr. 9 Pf. Sechzig Tausend Sieben Hundert und Sechzig Thaler, Neun Groschen, Neun Pfennige, und Preufsen 35,786 Thlr. 20 Gr. $5\frac{1}{2}$ Pf. Fünf und Dreifsig Tausend Sieben Hundert Sechs und Achtzig Thaler, Zwanzig Groschen, Fünf und einen halben Pfennig, in den in der Beilage unter L. verzeichneten Valuten.

Mit den darunter befindlichen hypothecarischen Capitalien bekommt jede Regierung die davon rückständigen und laufenden Zinsen. Von den jeder Regierung überwiesenen Staatspapieren bezieht selbige die Zinsen von und mit dem Termine Michaelis 1818 an.

Immobiliar-Brand-Versicherungs-Kasse.

2. Zur neuern Immobiliar-Brand-Versicherungs-Kasse gewährt Preufsen annoch die, für den Eintritt der Niederlausitz in die Societät rückständige Zuschufssumme von 5,344 Thlr. 7 Gr. 6 Pf. Fünf Tausend, Drei Hundert Vier und Vierzig Thaler, Sieben Groschen, Sechs Pfennige, und, in Folge der beschehenen endlichen Abrechnung, in Ansehung der Beiträge und Vergütungen bei dieser Kasse, hat, nach Mafsgabe der unter M., beiliegenden Uebersicht, das Königreich Sachsen an das Herzogthum annoch 19,113 Thlr. 11 Gr. 6 Pf. Neunzehn Tausend. Einhundert und Dreizehn Thaler, Eilf Groschen, Sechs Pfennige, herauszuzahlen.

Streitig gewesene Orte.

3. Hinsichts derjenigen streitig gewesenen Orte, welche durch die, Art. I., erfolgte endliche Grenzbestimmung, der Regierung des einen Landestheils zugewiesen sind, bis dahin aber sich in dem Besitze der Regierung des andern Landestheils befunden haben, auch, in dieser Beziehung, als Theilnehmer der Brand-Versicherungs-Anstalt des letzteren Landestheils sind behandelt worden, kommen beide Königliche Regierungen dahin überein, dafs es dafür angesehen werden solle, als wären diese Orte bereits seit dem 1sten April 1816 der Brand-Versicherungs-Anstalt desjenigen Landestheils einverleibt gewesen,

1819 zu welchem dieselben gegenwärtig gehören. Es werden daher diesen Orten die, der Brand-Versicherungs-Anstalt des andern Landestheils bereits entrichteten Beiträge zurückgewährt, auch wird gegenseitig den Brand-Versicherungs-Anstalten die, zum Ersatz der erlittenen Brandschäden, an Orte des andern Landestheils gezahlte Vergütung erstattet, und es wird, insoweit es nicht bereits geschehen, sich darüber berechnet werden.

Mobiliar-Brand-Versicherungs-Kasse.

4. In Ansehung der Mobiliar-Brand-Versicherungs-Kasse hat man sich dahin vereinigt, dafs der am 1sten April 1816 in derselben sich befundene Bestand, nach dem Verhältnisse der, am 1sten Januar gedachten Jahres in den beiderseitigen Landestheilen annoch zu vergüten gewesenen Mobiliar-Brandschäden, zu theilen; hiernächst rücksichtlich der, im Königreiche Sachsen zu vergütenden mehrern Brandschäden, überdiefs von Preufsen, aus seinem Antheile an dem Bestande der alten Brandkasse, eine Aversionalsumme von 2,000 Thlr. — — Zwei Tausend Thalern, in Kammer-Credit-Kassen-Scheinen, zu 2 Procent zinsbar, an Sachsen zu vergüten sei.

Diesemnach und in Gemäfsheit der, unter N, anliegenden Berechnung, erhält das Königreich Sachsen von dem Herzogthume die Summe von 5,790 Thlr. 14 Gr. 5 Pf. Fünf Tausend, Sieben Hundert und Neunzig Thaler, Vierzehn Groschen, Fünf Pfennige. Jedem Landestheile bleibt übrigens die, wegen Leistung der rückständigen Mobiliar-Brand-Schäden-Vergütungen, zu treffende Verfügung anheimgegeben.

ART. XVIII.

Fonds der Hülfs- und Wiederherstellungs-Commission.

1. Von den Fonds der Hülfs- und Wiederherstellungs-Commission werden der Königlich Preufsischen Regierung, zur eigenen Disposition und Einziehung, alle Berechnungsposten, Vorschüsse, Bestände, etwanige Pfänder und Capitalien überlassen,

welche für Unterthanen des Herzogthums Sachsen verwendet worden sind, und am 5ten Juni 1815 im Herzogthume ausstanden, oder sich in dasigen Kassen befanden. 1819

Die darüber sprechenden Schulddocumente und Beweise, sammt den, der gedachten Commission, von Behörden und Individuen dieses Herzogthums übergebenen Rechnungen, werden an Preufsen ausgeliefert, insofern sie nicht auch Gegenstände des Königreichs betreffen, als in welchem letztern Falle daraus blos die nöthigen Abschriften und Auszüge gegeben werden.

Dagegen verzichtet die Königlich Preufsische Regierung auf alle weitern Ansprüche an die übrigen Fonds gedachter Commission, und die am 5ten Juni 1815 im Königreiche Sachsen vorhanden gewesenen Bestände, Capitalien und etwanige Pfänder.

Schulden und Regiekosten dieser Commission.

2. Wegen der bei dieser Hülfs- und Wiederherstellungs-Kasse vorhandenen Schulden und bei derselben zu bestreitenden Regiekosten, deren antheilige Vertretung in Anregung gekommen, hat man Sächsischer Seits sich jedes weitern Anspruchs wegen sothaner Passivforderungen von 17,650 Thlr., ingleichen 18,107 Thlr. 5 Gr. 11 Pf. begeben, wogegen man Preufsischer Seits aller Theilnahme an dem, wegen jenes Passivi bestellten, im Königreiche Sachsen befindlichen Pfande entsagt, auch die Hälfte der, bis mit dem November 1817 berechneten Administrationskosten, mit 1465 Thlr. 7 Gr. 9 Pf. übernimmt, aufserdem aber die Königlich Preufsische Regierung von jedem fernern Beitrage zu den Administrationskosten entbunden wird.

Art. XIX.

Hebammeninstitute.

Wegen der Hebammeninstitute zu Leipzig und Wittenberg und deren Fonds, ist man dahin übereingekommen:

1. dafs jedem dieser Institute das demselben ausschliefsend zugehörige Vermögen, ingleichen die bis zum 5ten Juni 1815 für ein jedes derselben aus den

1819 gemeinschaftlichen Fonds verwendeten Summen, ohne weitere diefsfallsige Nachrechnung, verbleiben.

2. Von dem, aus den ständischen Bewilligungen herrührenden, vermöge der durch beiderseitige Rechnungsbeamte beschehenen gemeinschaftlichen Ermittelungen, am 5ten Juni 1815 die Summe von 30,366 Thlr. 6 Gr. 4 Pf. theils in baarem Gelde, theils in Staatspapieren und Activis betragenen Bestande, erhält Preufsen ein Pauschquantum von 12,000 Thlr. — — Zwölf Tausend Thalern, und zwar in nachbemerkten Valuten, nämlich

a) 2,200 Thlr. — — Zwei Tausend Zwei Hundert Thaler, in Fregeschen Partial-Obligationen,

b) 1,150 Thlr. — — Ein Tausend Ein Hundert und Funfzig Thaler, in sogenannten Reichenbachischen Obligationen,

c) 5,650 Thlr. — — Fünf Tausend Sechs Hundert und Funfzig Thaler, in zweiprocentigen Kammer-Credit-Kassen-Scheinen,

d) 3,000 Thlr. — — Drei Tausend Thaler, in baarem Gelde.

Von den unter a., b. und c. bemerkten Staatspapieren werden Preufsen die Zinsen vom 5ten Juni 1815 an, entweder in unerhobenen Coupons oder baar, nebst Zinsleisten, gewährt.

3. Gegen dieses Pauschquantum entsagt die Königlich Preufsische Regierung allen und jeden weitern Ansprüchen, sowohl auf die gemeinschaftlichen Fonds und Bestände der Königlich Sächsischen Hebammeninstitute, als auch namentlich auf das Leipziger Institut und das demselben durch Vermächtnisse und sonst zuständige Vermögen.

Gegenseitig entsagt die Königlich Sächsische Regierung ihrerseits allen Ansprüchen in Ansehung des Wittenberger Instituts und dessen Vermögens.

4. Die Auszahlung des vorbemerkten Pausch-Quanti erfolgt sofort nach Unterzeichnung dieser Convention.

ART. XX.

Soldaten-Knaben-Institut zu Annaburg.

In Ansehung des, im Herzogthume Sachsen gelegenen Soldaten-Knaben-Instituts zu Annaburg, be-

giebt sich die Königlich Sächsische Regierung aller 1819
Theilnahme an den Fonds und den am 5ten Juni 1815, bei dem Institute sich befundenen Natural- und etwanigen Kassenbeständen. Wegen des legirten von Unruhschen Capitals von Zwei Tausend Thalern, ist man jedoch vergleichsweise übereingekommen, dafs von selbigem jede der beiden Regierungen die Hälfte, nebst deren Zinsen, zu erhalten habe.

Für die nach dem Königreiche Sachsen gehörigen, am 5ten Juni 1815 aber sich im Institute befundenen Soldatenknaben, wird, so lange diese sich noch in dem Institute aufhalten, von dem ersten Juli gedachten Jahres an, der Königlich Preufsischen Regierung von der Königlich Sächsischen Regierung Vier Groschen Drei Pfennige täglich, oder Fünf und Sechzig Thaler jährlich, für jeden Knaben, vergütiget; über den Betrag des Rückstandes wird die nöthige Berechnung angelegt, und dieser, nach Vollziehung gegenwärtiger Hauptconvention, baar abgeführt, die Berichtigung der künftigen Verpflegungsgelder aber in vierteljährigen Raten baar bewirkt werden.

Wegen Zurückgabe und Zurücknahme der, in das Königreich Sachsen gehörigen Zöglinge, wird für beide Theile eine dreimonatliche Aufkündigungsfrist bestimmt.

Art. XXI.

Allgemeine Straf- und Versorgungs- Irren- Waisen- und Land-Arbeits-Anstalten.

In Ansehung der allgemeinen Straf- und Versorgungs- Irren- Waisen- und Land-Arbeits-Anstalten, deren Fonds, Bestände, und sonstigen, hier in Frage kommenden Verhältnisse, wird, nachdem, durch beiderseitige subdelegirte Beamte, die nöthigen Erörterungen aus den Acten und Rechnungen angestellt, und ihre Fonds genau constatirt worden, Nachfolgendes festgesetzt:

Bestimmungen wegen der einzelnen Anstalten, deren Vermögen u. s. w.

1. Die Anstalten selbst bleiben, nebst den dazu gehörigen Gebäuden und Grundstücken, demjenigen Landestheile, unter welchem sie gelegen sind.

1819 2. Den einzelnen Anstalten verbleiben ebenmäfsig und gehen mit ihnen, ohne weitere Nachrechnung, an den betreffenden Landestheil über: die von ihnen am 5ten Juni 1815 etwa noch zu beziehen gewesenen Nutzungen und rückständigen Zieh- und Verpflegungsgelder, die Verbindlichkeit derselben zu Leistung der damals annoch zu entrichten gewesenen Abgaben, die Berichtigung der am nurgedachten Termine noch nicht justificirten Rechnungen, mit allen dazu gehörigen Activis und Passivis, das einer jeden Anstalt eigenthümlich zugehörige Vermögen überhaupt, auch die, durch Legate oder Schenkungen ihnen zugewiesenen einzelnen Bezüge, ingleichen die, am 5ten Juni 1815 sich daselbst befundenen Inventarien- und Naturalbestände aller Art.

3. Eben dies gilt auch in der Regel von den, bei den einzelnen Anstalten am 5ten Juni 1815 sich befundenen Geldbeständen; und blos in Ansehung des, bei einigen solcher Hauskassen damals vorräthig gewesenen, sogenannten eisernen Bestandes, findet hierunter eine Ausnahme insofern Statt, als diese, zusammen Zehn Tausend Thaler in Kassenbillets betragende, eiserne Bestände, bei der Auseinandersetzung über die Hauptkasse der Straf- und Versorgungs-Anstalten, zur Berechnung und Theilung gebracht werden.

Ausstehende Activreste.

4. Die am 5ten Juni 1815 annoch ausgestandene Reste auf Collectengelder, Beiträge von Innungen, und Besoldungsabzüge, verbleiben demjenigen Landestheile, in welchem sie an gedachtem Tage ausgestanden, und die etwanigen Proprereste der Lotteriecollecteurs den Anstalten desjenigen Landestheils, in welchem die Lotteriecollecteurs damals wohnhaft gewesen.

Cautionen.

5. Die Cautionen der, bei den Anstalten angestellten Offizianten kommen an diejenige Regierung, in deren Landestheile die Institute, an denen die Cautionsbesteller am 5ten Juni 1815 angestellt waren, sich befinden.

Wegen der, seit dem 5ten Juni 1815 von den baar erlegten Cautionen bezahlten Zinsen, soll keine Nachrechnung Statt finden.

Aversional-Verpflegungs-Quanta, und diesfallsige 1840
Entschädigungen.

6. Die von der Verpflegten eingezahlten Aversional-Quanta, nur diesfallsige Deposita, ingleichen das, den Verpflegten etwa anhein gefallene und unter den Activis der Armen-Haus-Haupt-Kasse bereits mit enthaltene Vermögen, verbleiben, ohne alle diesfallsige einzelne Ab- und Zurechnung, bei der genannten Kasse: und jede der beiden Königlichen Regierungen übernimmt, ohne diesfallsige Nachrechnung, in Ansehung der Unterthanen ihres Landestheils, die Verbindlichkeit zu den, wegen frühern Austritts der Verpflegten, etwa zu gewährenden Entschädigungen.

Anspruch der Niederlausitz.

7. Zu Berichtigung der, Seiten der Strafanstalten der Niederlausitz, wegen der 4sten Lotterie, gemachten Forderung, vereinigt man sich dahin: dafs diesfalls Ein Tausend Dreihundert Thaler, als ein gemeinschaftliches Passivum aus dem Fonds der Armen-Haus-Haupt-Kasse berichtigt, und Preufsen gewährt werden.

Abtheilung des Fonds der Armen-Haus-Haupt-Kasse.

8. Das Activ- und Passiv-Vermögen bei der Armen-Haus-Haupt-Kasse hat man, nachdem über die, in Ansehung einiger hierbei in Frage gekommener Posten, eingetretene Zweifel, zwischen den beiderseitigen Bevollmächtigten eine Vereinigung getroffen, und einem, unterm 28sten und 30sten December 1818 von ihnen unterzeichneten Protocolle einverleibt worden, in derjenigen Mafse festgestellt, wie die, der gegenwärtigen Convention unter O beigefügte Uebersicht näher nachweiset, und welche daher von beiden Theilen als richtig anerkannt wird.

9. Das, Inhalts der nurangezogenen Uebersicht, nach Abzug der Passivorum, bei der Armen-Haus-Haupt-Kasse verbleibende Activvermögen, wird zwischen Sachsen und Preufsen, nach einem, mit Rücksicht auf die Bevölkerung der Gebietstheile,

1819 für welche die befraglichen Anstalten bestimmt waren, und vergleichsweise festgesetzten Mafsstabe abgetheilt, nach welchem hiervon das Königreich Sachsen Sieben Zehentheile, Preufsen aber, wegen des abgetretenen Theils, Drei Zehentheile erhält.

In welcher Art die Theilung nach dem nurgedachten Mafsstabe ausgeführt, und wie hierbei namentlich, in Ansehung der, in den beiderseitigen Landestheilen, theils ausstehenden Activorum, theils zu berichtigenden Passivorum, verfahren werden soll, dies ist in dem, bei dem vorhergehenden 8ten §. angezogenen Protocolle vom 28sten und 29sten December 1818 sub No. I. lit. r., näher bestimmt worden.

Gegenseitige Abgabe der, aus den jenseitigen Landestheilen in den Anstalten sich befindenden Personen, und Vergütung des Verpflegungsaufwands für selbige.

10. Die in den Straf- und Versorgungs- Irren- Waisen- und Land-Arbeitshaus-Anstalten des einen Landestheils sich befundenen und verpflegten Unterthanen aus dem jenseitigen Landestheile, werden, insoweit solches nicht bereits geschehen, an die Regierung des nurgedachten Landestheils abgegeben und von derselben ehebaldigst übernommen. Die näheren Bestimmungen über die, bei deren Transportirung zu beobachtende Modalität, und wegen der diesfallsigen Kosten, enthält das mehrangezogene Protocoll vom 28sten und 29sten December 1818, unter dem Buchstaben u.

Wegen des, für dergleichen in den jenseitigen Landestheil gehörige Personen, seit dem 5ten Juni 1815 Statt gefundenen, und bis zur Abgabe noch ferner auflaufenden Verpflegungsaufwands, ist festgesetzt worden, dafs auf gedachten Zeitraum: für einen sogenannten Distinguirten 120 Thlr. — —, für einen sogenannten Halbdistinguirten, 90 Thlr. — —, für einen gemeinen Armen, ingleichen für einen Sträfling und Vagabonden, in den Straf- und Land-Arbeits-Anstalten, 72 Thlr. — —, für ein in dem Waisenhause zu Langendorf verpflegtes Waisenkind aber 65 Thlr. — — jährlich, gegenseitig

vergütet und sich nach diesen Sätzen berechnet 1819
werden soll.

Besondere Bestimmungen wegen des Waisenhauses zu Langendorf.

11. Die, aus der Königlich Sächsischen Rentkammer, an das, in dem abgetretenen Theile gelegene Waisenhaus zu Langendorf, vormals Statt gefundene Zahlung von 2000 Thlr. — — jährlich, hört mit dem 5ten Juni 1815 auf; und hiermit zugleich das zeitherige Recht Königlich Sächsischer Behörden, zu Besetzung von Stellen in der besagten Anstalt.

Unterstützungsfonds.

12. In Ansehung des, bei der Armen-Haus-Haupt-Kasse sich befundenen, sogenannten Unterstützungsfonds, dessen ursprünglicher Zweck die Unterstützung emeritirter Lotteriebedienten, und deren Wittwen und Waisen, ingleichen aufserordentliche Gratificationen für dergleichen Beamte, war, ist man übereingekommen, dafs der am 5ten Juni 1815 in besagtem Fonds sich befundene, in der bereits angezogenen Uebersicht unter O. nach seinen einzelnen Valuten aufgeführte Bestand, nach dem, besage des 9ten §. wegen der Armen-Haus-Haupt-Kasse festgesetzten Mafsstabe, zwischen Sachsen und Preufsen ebenmäfsig abgetheilt werden soll.

Land-Arbeits-Haus-Haupt-Kasse.

13. Wegen der Land-Arbeits-Haus-Haupt-Kasse ist man übereingekommen, dafs Preufsen von selbiger ein Pauschquantum von 30,000 Thlr. — — Dreifsig Tausend Thalern, erhält.

Dieses Aversionalquantum wird in der Mafse berichtigt, dafs Preufsen alle diejenigen Capitalien, welche mehrgedachte Kasse in dem Herzogthume Sachsen ausstehen hat, nebst den, bis zu dem 5ten Juni 1815 daselbst ausgestandenen Zinsresten und Beiträgen, welche letztere, mit Rücksicht auf deren Unsicherheit, vergleichsweise nur zu Ein Tausend, Vier Hundert Thalern, Preufsen angerechnet werden, zu überlassen.

1819 Da aber nurgedachte Capitalien, nebst diesen rückständigen Zinsen und Beiträgen, die Summe von 30.000 Thlr. — — übersteigen, so wird der diesfallsige Mehrbetrag Sachsen bei dem Fonds der Armen-Haus-Haupt-Kasse vergütet, und Preufsen aus der letztern Kasse um so viel weniger gewährt.

Zinsen.

14. In Ansehung der Zinsen ist festgesetzt worden: dafs, soviel die Fonds der Armen-Haus-Haupt-Kasse und des Unterstützungsfonds, betrifft, jede Regierung die Zinsen der ihr überwiesenen Capitalien, vom 5ten Juni 1815 an, erhält, und sind solche, wenn sie von der Regierung des andern Landestheils bereits erhoben worden, baar derjenigen Regierung, welcher die Fonds überwiesen sind, zu gewähren.

Von den, aus dem Fonds der Land-Arbeits-Haus-Haupt-Kasse, überwiesenen Capitalien dagegen, sollen die vom 5ten Juni 1815 bis Michaelis 1818 laufenden Zinsen, derjenigen Regierung, ohne weitere Nachrechnung, verbleiben, welche solche bereits erhoben hat; die etwa aus dem zuletzt gedachten Zeitraum rückständigen, so wie die von Michaelis 1818 an laufenden Zinsen aber von Preufsen erhoben werden.

Abtragung der, Preufsen zukommenden Rate.

15. Die, nach den vorstehenden Bestimmungen, im 9ten, 12ten und 13ten §., an der Armen-Haus-Haupt-Kasse, dem sogenannten Unterstützungsfonds, ingleichen der Land-Arbeits-Haus-Haupt-Kasse, der Königlich Preufsischen Regierung zu gewährenden Antheile, empfängt selbige in der, in der mehrangezogenen Uebersicht sub O. enthaltenen Mafse, und in den daselbst aufgeführten einzelnen Activis.

Verzichtleistung.

16. Preufsen verzichtet, gegen Empfang dieser Antheile, auf alle und jede an die Königlich Sächsischen Straf- und Versorgungs- auch Land-Arbeits-Haus-Anstalten, deren Vermögen, Fonds, Nutzungen und sonst diesfalls zu machende Ansprüche.

Eben so begiebt sich Sachsen aller, in Beziehung 1819
auf die Straf- und Versorgungsanstalten, an Preufsen und an die, in dem Herzogthume Sachsen sich befindenden dergleichen Anstalten zu machenden Ansprüche.

ART. XXII.

Fromme Stiftungen und Unterrichtsanstalten.

Wegen derjenigen frommen Stiftungen und Unterrichtsanstalten, auf welche der Friedens-Tractat vom 18ten Mai 1815, und die durch selbigen geschehenen Gebietsabtretungen Einfluss haben, oder haben können ist, zu Einleitung der darüber erforderlichen Auseinandersetzung, und zu Treffung diesfallsiger allgemeiner Bestimmungen, bereits zwischen den beiderseitigen Friedens-Vollziehungs- und Ausgleichungs-Commissionen, unter Mitwirkung des Oesterreichisch Kaiserlichen Vermittelungs-Commissarii, die unter No. IV anliegende Convention d. d. Dresden den 27sten Juli 1817 geschlossen und durch den Druck bekannt gemacht worden.

Nachdem, in Gemäfsheit des 11ten § dieser Convention, eine öffentliche Aufforderung, wegen, von den sämmtlichen Stiftungsadministratoren in den beiden Landestheilen, über die unter ihrer Verwaltung stehenden Stiftungen und deren Verhältnisse, zu erstattender Anzeigen erlassen, demnächst in Folge der §§ 9. 11. 14. und 16. der nurgedachten Convention enthaltenen Bestimmungen, die nähere Erörterung einzelner Stiftungen durch beiderseitige subdelegirte Commissarien gemeinschaftlich vorgenommen, diese Erörterung auch in Ansehung mehrerer Stiftungen bereits vollendet worden, so ist sodann über diese Stiftungen die Auseinandersetzung in der, in den folgenden XXIII-XXVIIIsten Artikeln enthaltenen Mafse erfolgt, und hiernächst im Allgemeinen noch Folgendes bestimmt worden:

Künftige Verhandlung über die zur Zeit noch nicht erörterten Stiftungen.

1. Diejenigen milden Stiftungen, in Ansehung deren, bei der grofsen Anzahl derselben, jene Erörterung zur Zeit noch nicht beendigt und daher die

1819 Auseinandersetzung, bei dem Abschlufs dieser Convention, noch nicht hat erfolgen können, werden, um diesen Abschlufs nicht aufzuhalten, zu fernerer besonderer Unterhandlung ausgesetzt. Es soll, in Ansehung derselben, die Erörterung von beiderseitigen subdelegirten Commissarien thätigst fortgesetzt, über die Auseinandersetzung in Ansehung der auf diese Weise erörterten Stiftungen, zwischen, von beiderseitigen Allerhöchsten Regierungen, zu ernennenden Bevollmächtigten, sich vereinigt und darüber eine nachträgliche Verhandlung, spätestens Sechs Monate nach erfolgter Ratification der gegenwärtigen Hauptconvention, abgeschlossen werden.

Einstweilige Fortleistung der gegenseitigen Bezüge.

2. Immittelst und bis zu dessen Erfolg, werden die, aus dem einen Landestheile an Stiftungen des andern Landestheils, bisher zu leisten gewesenen Bezüge gegenseitig fortentrichtet.

Stipendien.

3. In Ansehung der Stipendien ist man im Allgemeinen dahin übereingekommen, dafs diejenigen, deren Genufs, vermöge der Stiftungen, auf Königlich Sächsischen Universitäten überhaupt, oder namentlich auf der Universität Wittenberg Statt finden soll, nach erfolgter Aufhebung der letztgedachten Universität, auch zu Halle genossen werden können.

Die ausdrücklich für Leipzig bestimmten Stipendien dagegen, dürfen lediglich daselbst bezogen werden.

Bestimmungen der Convention vom 27sten Juli 1817.

4. In allen den Fällen, in welchen nicht durch die gegenwärtige Hauptconvention, oder sonstige besondere Vereinigung, ein Anderes festgesetzt wird, bewendet es bei den Bestimmungen der obenangezogenen Convention vom 27sten Juli 1817, welche daher insoweit mit gegenwärtiger Hauptconvention gleiche Kraft haben soll.

Ständische Oberlausitzische Stiftungen.

5. Wegen der, in der nur angezogenen frühern Convention ausgenommen, unter ständischer Aufsicht

stehenden, Anstalten und Stiftungen in der Oberlausitz, wird über die, von den damit beauftragten ständischen Deputirten, diesfalls bereits projectirte, oder annoch zu entwerfende Auseinandersetzung sich besonders vereinigt werden. 1819

ART. XXIII.

1) *Die vormaligen Deutschen Ordensgüter.*

Die, Ihro Königl. Majestät von Sachsen anheim gefallenen, in dem an Preufsen abgetretenen Theile gelegenen, vormaligen Deutschen Ordensgüter, die zur ehemaligen Balley Thüringen gehörten Vier Comthurhöfe, Zwätzen, Lehsten, Liebstädt und Nägelstädt, ingleichen der von der ehemaligen Balley Hessen abhängig gewesene Comthurhof zu Griefstädt, waren, nebst allen ihren Zubehörungen, Rechten und Einkünften, vermöge einer, von gedachter Ihro Königl. Majestät im Jahre 1811 gestifteten Schenkung, den beiden Landesuniversitäten Leipzig und Wittenberg, ingleichen den drei Land- und Fürstenschulen, Pforta, Meissen und Grimma, als unwiderrufliches Eigenthum gewidmet worden; und da die Universität Wittenberg und die Land- und Fürstenschule Pforta an Preufsen gekommen, die übrigen drei nurgenannten Stiftungen aber bei dem Königreiche Sachsen verblieben, so ist wegen der, diesen beiderseitigen Lehranstalten, an den vorbenannten Gütern zu gewährenden Antheile, nachbemerkte Vereinigung getroffen worden:

1. Nach der Anzahl der betheiligten Anstalten, werden von den erwähnten Gütern, oder deren Werth, $\frac{3}{5}$ auf die drei Königlich Sächsischen, und $\frac{2}{5}$ auf die zwei Herzoglich Sächsischen Anstalten vergleichsweise gerechnet.

2. Da hiernächst eine Naturaltheilung der Güter, insbesondere, nachdem die Comthurhöfe Zwätzen, Lehsten und Liebstädt nebst ihren Einkünften, immittelst von Preufsen an Sachsen-Weimar abgetreten worden, eben so wenig, als ein gemeinschaftlicher Besitz und Benutzung derselben für thunlich und zweckmäfsig erachtet worden; so hat man, nach vorgängiger Ausmittelung des Werths der befraglichen Güter, sich dahin vereinigt, dafs Preufsen

1819 an Sachsen zur gänzlichen Abfindung wegen des, der Universität Leipzig, ingleichen den Land- und Fürstenschulen Meissen und Grimma, an den mehrgedachten Gütern zustehenden Antheils und der diesfallsigen Ansprüche, eine vom 1sten Juli 1815 an, nach 5 vom Hundert verzinsbare Aversionalsumme von 160,000 Thlr. — — Einmal Hundert und Sechzig Tausend Thalern zahlt.

3. Diese Aversionalsumme wird, durch Ueberweisung von zu 5 vom Hundert zinsbaren, sichern hypothecarischen Activforderungen und baaren Zahlungen, welche Sachsen von andern, zur Theilung kommenden Stiftungsfonds, an Preufsen zu gewähren haben wird, compensando berichtigt, und insoweit hierdurch obige Summe nicht völlig erfüllt werden sollte, das Fehlende baar geleistet.

Auf die Zinsen kommt dasjenige in Zurechnung, was auf die, nach der gegenwärtigen Uebereinkunft wegfallende, vorhin dem Königreiche Sachsen und dessen Instituten, auf die Ordensgüter angewiesenen Bezüge aus erstern und deren Fonds, seit dem 1sten Juli 1815 bereits geleistet worden; wogegen gegenseitig auch alle von Sachsen, seit dem 1sten Juli 1815 wegen der vormaligen Deutschen Ordensgüter, in das Herzogthum Sachsen etwa geleisteten Zahlungen, demselben wieder erstattet werden.

4. Gegen Empfang dieser Aversionalsumme von 160,000 Thlr., nebst den vorbemerkten Zinsen, wird der, den betheiligten Königlich Sächsischen Lehranstalten zustehende Antheil an den vormaligen Deutschen Ordensgütern, nebst allen dazu gehörigen Natural- und Geldbeständen und Activen, an Preufsen abgetreten, auch, soweit selbige bei Königlich Sächsischen Behörden sich befinden, ausgehändigt, und Königlich Sächsischer Seits auf alle, in Ansehung der oftgedachten Güter und deren Nutzungen, zu machenden Ansprüche, namentlich auch wegen der, von der Balley Thüringen, an die Stipendienkasse zu Leipzig zu leistenden sogenannten Dienstgeschirrgelder, verzichtet.

5. Die Königlich Preufsische Regierung übernimmt die alleinige Vertretung aller, auf den Deut-

schen Ordensgütern haftenden Schulden und Lasten, 1819
und liberirt daher die Königlich Sächsische Regierung und die mehrgedachten Königlich Sächsischen Anstalten von allen und jeden diesfallsigen Ansprüchen. Dahin gehören namentlich die Pensionen und Pensionsrückstände für einige Ordenscomthure, Beiträge zu den Centrallasten des vormaligen Deutschen Ordens, und alle und jede andere, in Beziehung auf gedachten Orden etwa zu gewährenden Leistungen, die Pensionen für einige in Diensten des verstorbenen letzten Comthurs, von Berlepsch, gestandene Personen; ingleichen alle, in dem abgetretenen Theile, aus den Gütern und deren Einkünften, zu leistenden sowohl bleibenden, als temporairen Bezüge.

6. So wie die Königlich Preufsische Regierung, vermöge der von ihr übernommenen Verbindlichkeit, alle diejenigen Bedingungen zu erfüllen sich verpflichtet, welche den befraglichen Anstalten bei Errichtung dieser Stiftung auferlegt worden, so gilt dies insbesondere auch von den Bestimmungen, welche, in Folge des Königlichen Fundationsrescripts vom 31sten August 1811 zu Gunsten der Erben des letzten Ordenscomthurs und Besitzers der mehrgedachten Güter, von Berlepsch, von der Königlich Sächsischen Regierung, namentlich in den Jahren 1813 und 1815 getroffen worden. Die Königlich Preufsische Regierung verspricht, die diesfallsigen und etwanigen sonstigen, jetzigen und künftigen Ansprüche der vorerwähnten von Berlepschischen Erben eben sowohl, als alle andere, an den Berlepschischen Nachlafs zu machende Anforderungen, allenthalben allein zu vertreten.

7. In Ansehung der, von einigen Pächtern und auf den Ordensgütern angestellten Beamten erlegten, und bei Königlich Sächsischen Behörden deponirten Cautionen, soll den, wegen der Cautionen, in dem XIIten Conventionsartikel §. 15. enthaltenen allgemeinen, ingleichen den, diesfalls bei Gelegenheit der, in dem vorstehenden 6ten §. angezogenen Bestimmungen, in Beziehung auf die Berlepschischen Erben erfolgten besondern Festsetzungen nachgegangen werden.

2) *Kloster St. Jacob zu Freiberg und Freiberger Accession.*

Wegen des Fonds des vormaligen Jungfrauenklosters St. Jacob zu Freiberg, und der sogenannten Freiberger Accession, vereinigen sich beide Königliche Regierungen dahin, dafs:

1. die, der Universität Wittenberg, auf den, derselben mit 168 Thlr. jährlich, aus besagtem Fonds gebührenden Bezug, zustehende Rückstandsforderung von 1521 Thlr. — — Ein Tausend Fünf Hundert, Ein und Zwanzig Thalern, von dem Königreiche Sachsen an das Herzogthum baar berichtigt,

2. zu künftiger Deckung des nurerwähnten jährlichen Bezugs, hiernächst eine Capitalsumme von 3360 Thlr. — — Drei Tausend Drei Hundert und Sechzig Thalern, à 5 Procent verzinsbar, von Ostern 1818 an, dem Herzogthume Sachsen entrichtet werde.

Sollten auf die, seit 1818 gefälligen Termine, Zahlungen an die Universität Wittenberg geleistet sein, so werden die hierüber sprechenden Quittungen auf jene Zinsen in Abrechnung gebracht.

3. die Königlich Preufsische Regierung begiebt sich, nach Empfang der gedachten Zahlungen, aller fernern Ansprüche an den hier in Rede stehenden Fonds.

3) *Procuratur Meissen.*

Von dem Fonds der Procuratur Meissen, bei dessen Auseinandersetzung das Verhältnifs der Volkszahl der daran Theil habenden Kreise und Aemter, welches einen Abtheilungsmafsstab von 0.7290. Sieben Tausend, Zwei Hundert und Neunzig Zehntausendtheilen für das Königreich, und von 0.2710. Zwei Tausend, Sieben Hundert und Zehn Zehntausendtheilen für das Herzogthum gewährt, berücksichtiget worden ist, werden

A. zur Deckung und Abfindung der bleibenden Bezüge, so wie

B. zur Berichtigung des Antheils, welcher einzelnen Gebietstheilen des Herzogthums an den

Ueberschüssen dieses Fonds zusteht, an Preufsen 1819
überwiesen:

1. die der Procuratur Meissen aus dem Herzogthume gebührenden Leistungen vom 1sten Juli 1815 an;

2. in 5 procentigen Staatspapieren und hypothecarischen Capitalien, Sechzig Tausend Acht Hundert Vier und Funfzig Thaler, Neunzehn Groschen, Sechs Pfennige, 60,854 Thlr. 19 Gr. 6 Pf.

3 in 4 procentigen Staatspapieren, Drei Tausend Vier Hundert Acht und Sechzig Thaler, Neunzehn Groschen, Zwei Pfennige, 3,468 Thlr. 19 Gr. 2 Pf.

4. in 3 procentigen Staats- und hypothecarischen Papieren, Neun Tausend Acht Hundert Zwei und Vierzig Thaler, Fünf Groschen Eilf Pfennige, 9,842 Thlr. 5 Gr. 11 Pf.

5. in 2 procentigen Staatspapieren, Fünf Tausend Dreihundert Acht und Dreifsig Thaler, Sechzehn Groschen, Zehn Pfennige, 5,338 Thlr. 16 Gr. 10 Pf.

6. an Natural- und Geldbeständen, so wie ausstehenden Resten, Zwei Tausend Zwei Hundert und Dreizehn Thaler, Funfzehn Groschen, Zwei Pfennige, 2,213 Thlr. 15 Gr. 2 Pf.

Die sub No. 2, 3, 4 und 5, aufgeführten zinsbaren Capitalien, werden vom 1sten Juli 1815 an, der Königlich-Preufsischen Regierung, nach ihren verschiedenen Zinsfüfsen verzinset, hierauf jedoch die, seit diesem Termine, an Institute und Genufsberechtigte des Herzogthums geleisteten Zahlungen in Abrechnung gebracht.

Gegen Empfang obiger Zahlungen begiebt sich die Königlich Preufsische Regierung aller Ansprüche an die Fonds der Procuratur Meissen, überläfst auch der Königlich Sächsischen Regierung ihren Antheil an dem, am 5ten Juni 1815 vorhanden gewesenen, auf 17,507 Thlr. 22 Gr. 5 Pf. angenommenen unsichern Vermögen, mit 4,744 Thr. 15 Gr. 7 Pf. Vier Tausend Sieben Hundert Vier und Vierzig Thaler, Funfzehn Groschen, Sieben Pfennige.

Die seitdem, durch entstandenen Concurs, unsicher gewordenen Capitalien und deren Zinsreste, an zusammen 7,744 Thlr. 6 Gr. 11 Pf. Sieben Tausend Sieben Hundert Vier und Vierzig Thaler, Sechs

1819 Groschen, Eilf Pfennige, werden dagegen nach dem oben bemerkten Mafsstabe abgetheilt.

Auch verpflichtet sich die Königlich Preufsische Regierung, der Königlich Sächsischen Regierung, wegen der, bis zum 1sten Juli 1815 in Rest gebliebenen Leistungen aus dem Herzogthume, Vergütung zu gewähren und sich deren Betrag bei der endlichen Abrechnung anrechnen zu lassen, wogegen von dem Königreiche Sachsen dem Herzogthume dasjenige erstattet wird, was seit dem 1sten Juli 1815 auf diese Leistungen an die Procuraturkasse entrichtet worden.

Zu den, auf die Procuratur am 5ten Juni 1815 gewiesenen, temporären persönlichen Bezügen, an 3.649 Thlr. 14 Gr. — Drei Tausend Sechs Hundert Neun und Vierzig Thaler, Vierzehn Groschen, tragen, auf die Zeit ihrer Dauer, beide Königliche Regierungen, nach dem oben angegebenen Theilungsmafsstabe bei.

Auf den Fall, dafs etwa von Seiten des Domcapituls zu Meissen, wegen dessen ursprünglicher Verbindung mit der dasigen Procuratur, oder von sonst irgend Jemanden, aus einem, bereits vor dem 5ten Juni 1815 vorhanden gewesenen Grunde, Ansprüche an den Fonds der Procuratur Meissen gemacht worden, oder annoch gemacht werden sollten, hat man sich gegenseitig dahin vereinigt, dafs alle dergleichen Ansprüche, wenn sie von den beiderseitigen Regierungen für rechtmäfsig befunden worden, von dem Königreiche und Herzogthume Sachsen, nach eben dem Mafsstabe, welcher bei Theilung dieses Fonds überhaupt zum Grunde gelegt worden, als eine dem ganzen Fonds zur Last fallende Leistung, gemeinschaftlich übernommen werden sollen.

4) *Schul-Pfortaische Stiftung.*

5) *Pfortaische Ueberschufskasse.*

6) *Pfortaischer Reluitions-Zinsen-Fonds.*

Wegen der Fonds der Schule Pforta, sind beide Königliche Regierungen vergleichsweise dahin übereingekommen, dafs

1. Preufsen das Vermögen der Schul-Pfortaischen 1819
Stiftung zur unbeschränkten Disposition verbleibt, und alle und jede Zahlungen, welche aus demselben an Institute und andere Genufsberechtigte des Königreichs geleistet worden, vom 5ten Juni 1815 an, erlöschen; dagegen

2. dem Königreiche Sachsen
a) der sogenannte Pfortaische Reluitions-Fonds so wie
b) die sogenannte Pfortaische Ueberschufskasse, zur alleinigen Disposition überlassen bleiben.

3. Dasjenige, was, nach dem 5ten Juni 1815 aus der Schul-Pfortaischen Stiftung in das Königreich, so wie aus dem Pfortaischen Reluitions-Zinsen-Fonds in das Herzogthum Sachsen gezahlt worden, ist gegenseitig von einer Regierung der andern zu erstatten.

Die frühern, bis zum 5ten Juni 1815 etwa in Rückstand verbliebenen dergleichen gangbaren Leistungen, werden aus demjenigen der obengenannten Pfortaischen Fonds, auf welchen sie damals gewiesen waren, berichtigt.

4. Preufsen zahlt überdiefs an Sachsen, zur Entschädigung wegen der, auf die Schul-Pfortaische Stiftung für das Königreich angewiesenen, künftig wegfallenden Bezüge, ingleichen zu Beseitigung anderer, theils bei der Auseinandersetzung der milden Stiftungen, theils bei Gegenständen des XIIten Artikels dieser Convention vorgewalteter Anstände, eine Aversionalsumme von 10,000 Thlr. — — Zehn Tausend Thalern, in 3 procentigen verloosbaren Steuerscheinen, nebst Zinsen vom 1sten Juli 1815 an.

5. Die Königlich Sächsische Regierung begiebt sich aller weitern Ansprüche an die Schul-Pfortaische Stiftung, so wie die Königlich Preufsische Regierung an den Pfortaischen Reluitions-Zinsen-Fonds und die Ueberschufskasse; endlich sind

6. alle, von dem Herzogthume und der Schul-Pforta an das Königreich Sachsen, so wie gegenseitig von dem Königreiche an das Herzogthum Sachsen und an besagte Anstalt, wegen des sogenannten Reluitions-Capitals von 100,000 Mfl. und dessen Zin-

1819 sen etwa zu erhebende Ansprüche als gänzlich erloschen zu erachten.

ART. XXV.

7) *Die Wexische Stiftung.*

Die Fonds der Wexischen Stiftung werden unter beide Regierungen, nach der Volkszahl der genufsberechtigten Aemter und Districte vertheilt, und ist hiernach das Verhältnifs

A) wegen des Fonds, der unter Administration der Königlich Sächsischen Landesregierung gestanden, auf 0,0060. Sechzig Zehntausendtheile für das Königreich und 0,9940. Neun Tausend Neun Hundert und Vierzig Zehntausendtheile, für das Herzogthum;

B) wegen des, unter Administration der Regierung zu Merseburg gestandenen Fonds aber auf 0,1886. Ein Tausend Acht Hundert Sechs und Achtzig Zehntausendtheile, für das Königreich, und 0,8114. Acht Tausend Ein Hundert und Vierzehn Zehntausendtheile, für das Herzogthum anzunehmen gewesen.

Mit Rücksicht auf das nurgedachte Theilungsverhältnifs und auf die, wegen der verschiedenen Zinsfüfse Statt gehabten Reductionen, erhält von dem obenerwähnten Fonds sub A. das Königreich von dem sichern Vermögen: 203 Thlr. 18 Gr. 3 Pf. Zwei Hundert und Drei Thaler, Achtzehn Groschen, Drei Pfennige, zu 5 Procent zinsbares Capital, (incl. eines zu 4 Procent zinsbaren Capitals von 200 Thlr. — —, welches nach 5 Procent nur zu 160 Thlr. — — angerechnet wird.) 18 Thlr. 4 Gr. 3 Pf. Achtzehn Thaler, Vier Groschen, Drei Pfennige, unzinsbar, 81 Thlr. 18 Gr. 6 Pf. Ein und Achtzig Thaler, Achtzehn Groschen, Sechs Pfennige, als Antheil von den unsichern Activis, und das Herzogthum von dem sichern Vermögen: 33,756 Thlr. 5 Gr. 9 Pf. Drei und Dreifsig Tausend Sieben Hundert Sechs und Funfzig Thaler, Fünf Groschen, Neun Pfennige, zu 5 Procent zinsbares Capital, (incl. eines zu 4½ Procent zinsbaren Capitals von 11,000 Thlr. — —, welches nach 5 Procent nur zu 9,900 Thlr. — — angerechnet wird,) 3,011 Thlr. 13 Gr. 10 Pf. Drei

Tausend und Eilf Thaler, Dreizehn Groschen, Zehn Pfennige, aus den unzinsbaren Beständen, 13,546 Thlr. 10 Gr. 5 Pf. Dreizehn Tausend Fünf Hundert Sechs und Vierzig, Zehn Groschen, Fünf Pfennige, als Antheil an dem unsichern Vermögen. 1819

Aus dem Fonds sub B., erhält das Königreich von dem sichern Vermögen: 4,969 Thlr. 14 Gr. 8 Pf. Vier Tausend Neun Hundert Neun und Sechzig Thaler, Vierzehn Groschen, Acht Pfennige, an zu 5 Procent zinsbaren Capitalien, 109 Thlr. 9 Gr. 3 Pf. Ein Hundert nnd Neun Thaler, Neun Groschen, Drei Pfennige, an unzinsbaren Capitalien, 2,352 Thlr. 6 Gr. 3 Pf. Zwei Tausend Drei Hundert Zwei und Funfzig Thaler, Sechs Groschen und Drei Pfennige, als Antheil an dem unsichern Vermögen; das Herzogthum dagegen 21,380 Thlr. 9 Gr. 4 Pf. Ein und Zwanzig Tausend Drei Hundert und Achtzig Thaler, Neun Groschen, Vier Pfennige, an zu 5 Procent zinsbaren Capitalien, 470 Thlr. 14 Gr. 4 Pf. Vier Hundert und Siebenzig Thaler, Vierzehn Groschen, Vier Pfennige, an unzinsbaren Capitalien, von dem sichern Vermögen; 10,119 Thlr. 23 Gr. 1 Pf. Zehn Tausend Ein Hundert und Neunzehn Thaler, Drei und Zwanzig Groschen, Ein Pfennig, unsicheres Vermögen.

Die unsichern Activa werden nach den oben angenommenen Verhältnissen abgetheilt.

Sollten nach dem 5ten Juni 1815 von der Regierung des einen Landestheils, einzelnen Individuen des andern Landestheils, Beneficien aus diesem Fonds bewilliget sein, so werden diese eben sowohl, als diejenigen, welche, vermöge vor nurgedachtem Zeitpuncte beschehener Bewilligungen damals bestanden, von der Regierung des dermaligen wesentlichen Aufenthaltsortes des Beneficiaten berichtiget werden.

An eben diese Regierung ist daher auch der regulativmäfsige Ersatz der aus den Wexischen Stiftungskassen geleisteten Vorschüsse, eintretenden Falls, zu gewähren.

Uebrigens begeben sich beide Regierungen gegenseitig aller weitern Ansprüche, wegen der hier in Rede stehenden Fonds.

1819 8) *Die beiden ständischen Pensions- und Gratifications-Kassen.*

Die Erste und Zweite ständische Pensions- und Gratifications-Kasse, welche zu Besoldungszulagen und Gratificationen für academische Lehrer auf den Universitäten Leipzig und Wittenberg bestimmt sind, werden nach der Anzahl der, auf jeder dieser Universitäten, im Jahre 1813 angestellt gewesenen Professoren abgetheilt; dieſs gewährt einen Theilungsmaſsstab von $\frac{47}{75}$ für das Königreich und von $\frac{28}{75}$ für das Herzogthum.

Nach diesem Verhältnisse erhält das Herzogthum von dem sichern Activ-Vermögen 5,255 Thlr. 19 Gr. — Fünf Tausend Zwei Hundert Fünf und Sechzig Thaler, Neunzehn Groschen, à 5 Procent zinsbar, 2,861 Thlr. 20 Gr. 3 Pf. Zwei Tausend Acht Hundert Ein und Sechzig Thaler, Zwanzig Groschen, Drei Pfennige, à $4\frac{1}{2}$ Procent zinsbar. 440 Thlr. 2 Gr. 7 Pf. Vier Hundert und Vierzig Thaler, Zwei Groschen, Sieben Pfennige, baar.

Von dem, bei diesem Fonds vorhandenen unsichern Vermögen an 10,000 Thlr. — — Zehn Tausend Thalern Capital zu 5 Procent und 90 Thlr. 6 Gr. 8 Pf. Neunzig Thaler, Sechs Groschen, Acht Pfennige, an Zinsresten hiervon, bis 5ten Juni 1815, erhält jede der beiderseitigen Regierungen ihren Antheil nach dem übrigen Theilungsmaſsstabe.

Dem Herzogthume gehen, von den ihm zukommenden zinsbaren Capitalien, die Interessen nach den verschiedenen Zinsfüſsen, vom 6ten Juni 1815 an zu gute.

Nach Empfang dieser Zahlung erklärt sich die Königlich Preuſsische Regierung, wegen dieses Fonds, als abgefunden, und übernimmt ihrerseits die Abführung der, den Genuſsberechtigten des Herzogthums zugestandenen Gratificationen, von dem gedachten Zeitpuncte an, auf die Zeit ihrer Dauer.

ART. XXVI.

9) *Procuratur Zeitz.*

An dem Vermögen der Procuraturkasse zu Zeitz erhält das Königreich Sachsen einen Antheil, nach

dem Verhältnifs der Volkszahl des, demselben ver- 1819
bliebenen Theils des Stiftes Naumburg-Zeitz, wornach sich der Theilungsmafsstab auf 0,9383. Neun Tausend Drei Hundert Drei und Achtzig Zehntausendtheile, für das Herzogthum, und 0.0617. Sechs Hundert und Siebzehn Zehntausendtheile, für das Königreich, bestimmt.

Unter Beobachtung dieses Theilungsverhältnisses werden dem Königreiche Sachsen, zur Berichtigung des, demselben an dem, nach Deckung der fortdauernden Bezüge, verbleibenden Ueberschufs, zustehenden Antheils überwiesen:

1. die, von Ortschaften und Grundstücken des Königreichs Sachsen, zur Procuraturkasse zu Zeitz zu leistenden Abgaben und Gefälle, vom 1sten Juli 1815 an, welche nach einem Durchschnittsverhältnisse jährlich 53 Thlr. 21 Gr. 6 Pf. betragen, à 5% zu Capital gerechnet, sich auf Ein Tausend Sieben und Siebenzig Thaler, Zwei und Zwanzig Groschen, 1,077 Thlr. 22 Gr. — belaufen;

2. in 5 procentigen Capitalien, Fünf Tausend Zwei Hundert Sechs und Funfzig Thaler, Zwanzig Groschen, Zwei Pfennige, 5,256 Thlr. 20 Gr. 2 Pf.

3. in 4½ procentigen Capitalien, Sieben Hundert Vier und Neunzig Thaler, Zwanzig Groschen, Fünf Pfennige, 794 Thlr. 20 Gr. 5 Pf.

4. in 4 procentigen Capitalien, Acht Hundert Ein und Neunzig Thaler, Dreizehn Groschen, Sieben Pfennige, 891 Thlr. 13 Gr. 7 Pf.

5. in 3 procentigen Capitalien, Siebenhundert Acht und Siebenzig Thaler, Dreizehn Groschen, Zehn Pfennige, 778 Thlr. 13 Gr. 10 Pf.

6. an unzinsbarem Vermögen, nach Abzug der, von dem Königreiche Sachsen, bis ult. Juni 1815 annoch zu vertretenden Leistungen und Zinsen, à 187 Thlr. 17 Gr. 5 Pf., Zweihundert und Achtzehn Thaler, Zehn Groschen, Eilf Pfennige, 218 Thlr. 10 Gr. 11 Pf.

Von den zinsbaren Capitalien werden dem Königreiche Sachsen, nach den verschiedenen Zinsfufsen, die Zinsen vom 1sten Juli 1815 an, zu gute gerechnet, dagegen hat dasselbe sich alle Zahlungen,

1810 welche aus der Procuraturkasse, für die Zeit vom 1sten Juli 1815, demselben etwa geleistet worden, in An- und Abrechnung bringen zu lassen; eben so aber der Procuraturkasse die Rückstandsleistungen von Ortschaften und Grundstücken des Königreichs, für die Zeit bis zum 1sten Juli 1815 zu vergüten. Die, seit dem nurgedachten Zeitpunct, von eben diesen Ortschaften und Grundstücken, an die Procuratur Zeitz etwa erfolgten Leistungen, erstattet letztere dem Königreiche Sachsen.

Von dem, auf 2,743 Thlr. 5 Gr. 4 Pf. Zwei Tausend Sieben Hundert Drei und Vierzig Thaler, Fünf Groschen, Vier Pfennige, als unsicher angenommenen Vermögen der Procuraturkasse, hat das Königreich Sachsen, nach dem oben angegebenen Verhältnifs, seinen Antheil zu erhalten.

Wegen der Forderungen der Procuraturkasse an das Weidaische Creditwesen, ingleichen an die sogenannten Alten Stiftungsgelder, wird die weitere Bestimmung bei der, Art. XII. §. 2. lit. e. eingeleiteten Regulirung des Weidaischen Creditwesens erfolgen.

Die Königlich Sächsische Regierung begiebt sich, nach Empfang der oben gedachten Zahlungen, und unter Vorbehalt ihrer antheiligen Ansprüche, wegen der nurerwähnten Forderungen, an das Weidaische Creditwesen, und an die sogenannten Alten Stiftungsgelder, aller weitern Ansprüche an die Procuraturkasse zu Zeitz. Beide Regierungen verpflichten sich, den erforderlichen Beitrag, zu den, auf die Procuraturkasse am 5ten Juni 1815 gewiesenen, temporairen persönlichen Bezügen, nach Mafsgabe des obenbemerkten Theilungsverhältnisses, so lange zu leisten, als die Genufsberechtigten solche zu erhalten haben.

10) *Schlofskirchen-Cymbel-Kasse zu Zeitz.*

Bei der Schlofskirchen-Cymbel-Kasse zu Zeitz, deren Ueberschufs ebenmäfsig, nach dem obenbemerkten Verhältnisse der Volkszahl der beiderseitigen Antheile an dem Stifte Naumburg-Zeitz abgetheilt wird, erhält das Königreich Sachsen, nach

Deckung der auf den Fonds gewiesenen bleibenden Bezüge, 1819

A. 12 Thlr. 8 Gr. 2 Pf. Zwölf Thaler. Acht Groschen. Zwei Pfennige, als Antheil der, dem Fonds gehörigen Kassen-Billets-Actien, nebst den davon fallenden Zinsen, vom 1sten Juli 1815 an.

B. 318 Thlr. 16 Gr. 3 Pf. Dreihundert und Achtzehn Thaler, Sechzehn Groschen, Drei Pfennige, zu $\frac{3}{5}$ verzinsbar.

C. 317 Thlr. 18 Gr. 1 Pf. Dreihundert und Siebzehn Thaler. Achtzehn Groschen, Ein Pfennig, zu $\frac{4}{5}$ verzinsbar.

D. 475 Thlr. 2 Gr. 2 Pf. Vierhundert Fünf und Siebenzig Thaler, Zwei Groschen, Zwei Pfennige, zu $3\frac{2}{5}$ verzinsbar.

E. 26 Thlr. 9 Gr. 8 Pf. Sechs und Zwanzig Thaler, Neun Groschen, Acht Pfennige, an unzinsbaren Vermögen.

Von den zinsbaren Capitalien gehen dem Königreiche die Zinsen vom 1sten Juli 1815 an, nach Verhältnifs des verschiedenen Zinsfufses, zu gute; dagegen hat dasselbe dem Herzogthum dasjenige zu vergüten und auf die Zinsen sich anrechnen zu lassen, was etwa auf die Zeit nach dem 1sten Juli 1815 dem Königreiche aus diesem Fonds gezahlt worden.

Uebrigens begiebt sich, nach Empfang dieser Zahlungen, die Königlich Sächsische Regierung aller fernern Ansprüche an diesen Fonds, mit Vorbehalt ihres Anrechts an die Forderungen, welche mehrgedachtem Fonds an das Weidaische Creditwesen zustehen, da die weiteren Bestimmungen hierüber bei der künftigen Regulirung desselben erfolgen sollen.

11) *Procuratur-Almosen-Kasse zu Zeitz.*

Aus der Procuratur-Almosen-Kasse zu Zeitz, deren Ueberschufs nach dem, bei den beiden vorergehenden Zeitzer Fonds, angenommenen Verhältnisse der Volkszahl abgetheilt wird, erhält das Königreich Sachsen, da die gesammten hypothecarischen Capitalien zur Deckung der bleibenden Bezüge des Herzogthums erforderlich, von dem unzinsbaren Vermögen überhaupt 18 Thlr. 11 Gr. 6 Pf.

1819 Achtzehn Thaler, Eilf Groschen, Sechs Pfennige; ist dagegen verpflichtet, nach eben diesem Verhältnisse, zu dem am 5ten Juni 1815 auf diesen Fonds gewiesenen, temporairen persönlichen Bezuge, an 17 Thlr. 12 Gr. — jährlich, auf dessen Dauer beizutragen.

Sollte übrigens die Schule zu Zeitz von Eingebornen des Königlich Sächsischen Stiftsantheils besucht werden, so wird ihnen, neben diesem Recht, der Fortgenuſs der, ihnen vor der Abtretung diesfalls zugestandenen Vortheile und Beneficien, auch fernerhin zugesichert.

Wegen der, diesem Fonds an das Weidaische Creditwesen zustehenden Forderungen, bleibt auch hier die weitere Bestimmung der allgemeinen Regulirung des Weidaischen Creditwesens vorbehalten, und es begiebt sich, mit Vorbehalt der antheiligen Ansprüche an diese Forderungen, die Königlich Sächsische Regierung, nach Empfang der obigen Zahlungen, aller fernern Ansprüche an diesen Fonds.

ART. XXVII.

12) *Allgemeiner Schulfonds.*

Der allgemeine Schulfonds wird nach der Bevölkerung der betheiligten Provinzen abgetheilt; dies gewährt einen Theilungsmafsstab von 0,6772. Sechs Tausend Siebenhundert Zwei und Siebenzig Zehntausendtheilen, für das Königreich, und von 0,3228. Drei Tausend Zweihundert Acht und Zwanzig Zehntausendtheilen, für das Herzogthum.

Von diesem Fonds erhält, mit Rücksicht auf den gedachten Theilungsmafsstab, ingleichen auf einen darauf gewiesenen bleibenden Bezug von 5 Thlr. jährlich, für den Schullehrer zu Wohlsborn im Herzogthume, das letztere überhaupt: 100 Thlr. — — Einhundert Thaler, zinsbar zu 5 Procent vom 6ten Juni 1815 an, und 825 Thlr. 1 Gr. 5 Pf. Achthundert Fünf und Zwanzig Thaler, Einen Groschen, Fünf Pfennige, unzinsbar.

Sollten aus diesem Fonds, nach dem 5ten Juni 1815, Zahlungen an das Herzogthum geleistet sein; so werden solche auf obige Zahlungen in Anrechnung gebracht.

Die Königlich Preufsische Regierung begiebt sich, 1819
nach Leistung der gedachten Zahlungen, aller Ansprüche an besagten Fonds.

13) *Ständische Schullehrer-Besoldungs-Kasse.*

Aus der ständischen Schullehrer-Besoldungs-Kasse, deren Fonds nach dem Mafsstabe der Bevölkerung in den 7 Kreisen der alten Erblande abgetheilt wird, welches ein Theilungsverhältnifs von 0,7039. Sieben Tausend und Neun und Dreifsig Zehntausendtheilen, für das Königreich, und von 0.2961. Zwei Tausend Neunhundert Ein und Sechzig Zehntausendtheilen, für das Herzogthum gewährt, werden dem letztern

1. die, bis zum 5ten Juni 1815 rückständig gebliebenen Zulagen an Schullehrer des Herzogthums, soweit sie nicht etwa seit diesem Zeitpuncte von dem Königreiche Sachsen bereits berichtiget worden, zu gute gerechnet;

2. als Antheil, welcher den betreffenden Theilen des Herzogthums an dem Bestande dieses Fonds gebührt:

A. in 5 procentigen Capitalien, Drei Tausend Siebenhundert und Ein Thaler, Sechs Groschen, Ein Pfennig, 3701 Thlr. 6 Gr. 1 Pf.

B. in $4\frac{1}{2}$ procentigen Capitalien, Achthundert Drei und Vierzig Thaler, Ein und Zwanzig Groschen, Drei Pfennige, 843 Thlr. 21 Gr. 3 Pf. beide nebst Zinsen vom 6ten Juni 1815 an,

C. baar, Achthundert Acht und Sechzig Thaler, Drei und Zwanzig Groschen, 868 Thlr. 23 Gr. — entrichtet, und hierbei diejenigen Zahlungen, welche auf die, seit dem 5ten Juni 1815 gefälligen Zulagen von Sachsen an Preufsen geleistet worden, dem letztern in Zurechnung gebracht.

Von dem unsichern Vermögen dieses Fonds, welches in 1400 Thlr. — — Ein Tausend Vierhundert Thalern Capital zu 5 Procent, und 12 Thlr. 15 Gr. 4 Pf. Zwölf Thalern, Funfzehn Groschen, Vier Pfennigen, hiervon am 5ten Juni 1815 rückständigen Zinsen, besteht, erhält Preufsen seinen Antheil nach obigem Mafsstabe.

1819 Preufsen begiebt sich, gegen Empfang obiger Zahlungen, aller Ansprüche an diesen Fonds.

ART. XXVIII.

14) *Augusteische Priester- Wittwen- und Waisen-Stiftung.*

Aus dem Fonds der Augusteischen Priester-Wittwen- und Waisen-Stiftung, werden dem Herzogthume, nach dem Verhältnisse der Anzahl der Predigerstellen in den betheiligten Provinzen und Districten, welches einen Mafsstab von 0.5200. Fünf Tausend und Zweihundert Zehntausendtheilen, für das Königreich, und von 0,4800. Viertausend und Achthundert Zehntausendtheilen, für das Herzogthum Sachsen gewährt, überwiesen:

I. an sicherm Vermögen:

A. 43,704 Thlr. — — Drei und Vierzig Tausend Siebenhundert und Vier Thaler, à 5% zinsbar.

B. 91,440 Thlr. 18 Gr. 8 Pf. Ein und Neunzig Tausend Vierhundert und Vierzig Thaler, Achtzehn Groschen, Acht Pfennige, à 4½% zinsbar.

C. 4,944 Thlr. — — Vier Tausend Neunhundert Vier und Vierzig Thaler, à 4% zinsbar.

D*α*. 3840 Thlr. — — Drei Tausend Achthundert und Vierzig Thaler, in 3 procentigen hypothecarischen Capitalien.

β. 819 Thlr. — — Achthundert und Neunzehn Thaler, in 3 procentigen Staatspapieren.

E. 528 Thlr. — — Fünfhundert Acht und Zwanzig Thaler, in 2-procentigen Staatspapieren.

F. 4,148 Thlr. 7 Gr. 6 Pf. Vier Tausend Einhundert Acht und Vierzig Thaler, Sieben Groschen, Sechs Pfennige, baar.

Dem Herzogthume werden auf die ihm, nach Obigem, zu gewährende Summe zu 5 pro Cent, die aus demselben an diesen Fonds zu leistende, geistlichen Stiftungsgelder, an jährlich 2196 Thlr. 6 Gr. — (nachdem 8 Thlr. 18 Gr. — vergleichsweise wegen Zwenkau abgerechnet worden,) in Anrechnung gebracht, und da diese Leistung nach 5 pro Cent einen Capitalwerth von 43,925 Thlr. ergiebt, eine

Capitalsumme von 221 Thlr. — — zu 5 pro Cent 1819
zinsbar, von dem Herzogthume an das Königreich herausgezahlt.

II. Das unsichere Vermögen an

100,046 Thlr. 12 Gr. — Einmal Hundert Tausend und Sechs und Vierzig Thalern, Zwölf Groschen, Capital und bis 30sten Juni 1815 rückständigen Zinsen, wird nach obigem Mafsstabe ebenmäfsig abgetheilt.

Von den zinsbaren Capitalien gehen dem Herzogthume, nach den verschiedenen Zinsfüfsen, die Zinsen vom 1sten Juli 1815 an, zu gute, auf die Baarzahlung werden dagegen 493 Thlr. 21 Gr. —, welche aus dem Herzogthume an rückständigen Stiftungsgeldern abzuführen waren, demselben in Anrechnung gebracht.

Vom 1sten Juli 1815 an übernimmt jede Regierung die Pensionirung nach dem Orte der Anstellung der Pensionairs und ihrer resp. Gatten und Väter.

Sollten an Pensionairs der andern Regierung Zahlungen geleistet sein, so wird eine Regierung der andern, nach hierüber erfolgter Berechnung, den Ueberschufs erstatten.

Es steht den Pensionairs frei, die ihnen ausgesetzte Pension auch in dem andern Landestheile zu geniefsen, ohne dafs hierdurch die, nach Obigem sich bestimmende, Zahlungsverbindlichkeit der Regierung gegen die Pensionairs verändert wird.

Auch wird die Königlich Preufsische Regierung der Königlich Sächsischen Regierung deshalb Ersatz leisten, wenn die, für die Stifter Merseburg und Naumburg-Zeitz, dem Herzogthume bereits in Zurechnung gebrachten, bis zum 1sten Juli 1815 verbliebenen Rückstände, an die Pensionairs des Königreichs, aus den genannten Stiftern, nicht vom Herzogthume abgeführt sein sollten; ingleichen diejenigen Zinsen sich zurechnen lassen, welche von den im Herzogthume ausstehenden Capitalien, bei Kassen des letztern erhoben worden.

Die Königlich Sächsische Regierung übernimmt vergleichsweise die, den, am 5ten Juni 1815 im

1819 Genufs gestandenen Wittwen und Waisen der Geistlichen in den ehemals Westphälischen Aemtern Elbenau, Gommern und Treffurth, bewilligten Pensionen, auf die bestimmte Zeit ihrer Dauer fortzuleisten.

Die Königlich Preufsische Regierung begiebt sich dagegen aller fernern Ansprüche an die deshalb auf die Königlich Sächsische Rentkammer fundirte Zuschufssumme von 70 Thlr. jährlich, so wie an diesen Stiftungsfonds überhaupt.

15) *Klengelsche Stiftung.*

Wegen der Klengelschen Stiftung, welche, nach dem Verhältnifs der Volkszahl in den 7 Kreisen der alten Erblande, und mithin nach einem Mafsstabe von 0,7039. Sieben Tausend Neun und Dreifsig Zehntausendtheilen für das Königreich, und von 0,2961. Zwei Tausend Neunhundert Ein und Sechzig Zehntausendtheilen für das Herzogthum Sachsen, abgetheilt wird, kommen beide Königliche Regierungen vergleichsweise dahin überein, dafs dem Herzogthume

A. 3187 Thlr. 1 Gr. 2 Pf. Drei Tausend Einhundert Sieben und Achtzig Thaler, Ein Groschen, Zwei Pfennige, in 5% sichern Activis nebst Zinsen vom 5ten Juni 1815, und

B. 244 Thlr. 12 Gr. 7 Pf. Zwei Hundert Vier und Vierzig Thaler, Zwölf Groschen, Sieben Pfennige, von dem unzinsbaren Kassenbestande zu überweisen.

Von den unsichern Activis an 22,863 Thlr. 13 Gr. — Zwei und Zwanzig Tausend Achthundert Drei und Sechzig Thalern, Dreizehn Groschen, an Capital und Zinsen bis 5ten Juni 1815, erhalten beide Regierungen ihre Antheile nach dem obbemerkten Theilungsverhältnisse.

Hiernächst ist von dem Herzogthume, nach eben diesem Verhältnisse, auch

C. zu einem Bezuge von 24 Thlr. jährlich, auf die Lebenszeit der Genufsberechtigten beizutragen.

Nach Empfang dieser Zahlungsmittel begiebt sich die Königlich Preufsische Regierung aller Ansprüche an diesen Fonds.

ART. XXIX. 1819

Bestimmungen in Absicht des Salzes.

In Absicht der, in dem Tractate vom 18ten Mai 1815 Art. 19. zur commissarischen Uebereinkunft ausgesetzten nähern Bestimmungen, wegen Ueberlassung einer jährlichen Quantität Salzes an die Königlich Sächsische Regierung, hat man sich folgendermafsen vereinigt:

Quantität und Qualität des Salzes.

1. Ihro Königliche Majestät von Preufsen versprechen der Königlich Sächsischen Regierung jährlich zu überlassen, und diese verpflichtet sich anzunehmen 170,000 Centner, Ein Hundert Siebenzig Tausend Centner weifses Salz, von guter und tüchtiger Qualität, den Centner zu 110 Pfund Berliner Handelsgewicht; nach Dresdner Scheffeln à 128 Pfund Leipziger Handelsgewicht, zu $146{,}433\frac{61}{128}$ Scheffel, Ein Hundert Sechs und Vierzig Tausend, Vier Hundert Drei und Dreifsig, Ein und Sechzig, Ein Hundert Acht und Zwanzigtheil Scheffel, gerechnet.

Die im obgedachten Artikel, auf Verlangen der Königlich Sächsischen Regierung, zugestandene Erhöhung dieser Quantität, wird in der daselbst bestimmten Mafse ausdrücklich vorbehalten.

Salinen, aus welchen es zu liefern.

2. Die zu liefernde Quantität Salz soll mit

$115{,}632\frac{61}{128}$ Dresdner Scheffeln aus der Saline Dürrenberg,

15,140 — Dresdner Scheffeln aus den gewerkschaftlichen Salinen zu Teuditz und Kötzschau,

15,661 — Dresdner Scheffeln aus der Saline Kösen,

Sa. $146{,}433\frac{61}{128}$ Dresdner Scheffel geliefert werden.

Daferne jedoch, in einer der vorbenannten Salinen, die hier bemerkte Quantität Salz in Einem Jahre nicht erzeugt werden sollte; so wird man Königlich Sächsischer Seits das Ermangelnde von einer der übrigen jener Salinen annehmen.

1819 *Preifse.*

3. Der Preifs des Salzes wird für den Dresdner Scheffel zu 128 Pfund Leipziger Handelsgewicht, von dem Dürrenberger, Teuditzer und Kötzschauer auf 1 Thlr. 14 Gr. — Einen Thaler und Vierzehn Groschen, von dem Kösener aber auf 1 Thlr. 12 Gr. — Einen Thaler und Zwölf Groschen, festgesetzt.

Zeitperiode, für welche diese Preifse eintreten.

4. Diese Preifsbestimmung gilt nicht allein für das künftig, während der Dauer der weiter unten §. 8. bestimmten Zeit, sondern auch für das, seit und mit dem 1sten October 1818 bereits an Sachsen gelieferte Salz, und es soll daher, wegen des seit dem nurgedachten Zeitpuncte gelieferten, die nöthige Berechnung gepflogen werden.

Vergütung wegen des früher gelieferten Salzes.

5. Da, vermöge einer, zwischen dem vormaligen Königlich Preufsischen General-Gouvernement zu Merseburg und dem Königlich Sächsischen Geheimen Finanz-Collegio, getroffenen provisorischen Vereinigung, mit Vorbehalt künftiger Berechnung, zeither ein Salzpreifs von 1 Thlr. 20 Gr. 4 Pf. pro Dresdner Scheffel, für das, aus den abgetretenen Salinen, an das Königreich Sachsen gelieferte Salz, bestimmt war; so ist man übereingekommen, dafs Preufsen, wegen dieses von Sachsen zeithero zu leisten gewesenen, und bis zu dem 1sten October 1818, so in Rechnung zu stellenden, höhern Preifses, an Sachsen ein aversionelles Vergütungs-Quantum von 70,000 Thlr. — — Siebenzig Tausend Thalern, und zwar mit Vierzig Tausend Thalern in verloosbaren 3 procentigen Steuerscheinen nebst Coupons von pro Michaelis 1818 an, und Dreifsig Tausend Thalern in baarem Gelde, gewähre.

Die Berichtigung dieses Vergütungs-Quanti wird in der Art geleistet, dafs

a) Sachsen von Entrichtung der, nach Art. XII. §. 18. lit. b, bb, dieser Convention, wegen der Depositorum, an Preufsen zu gewährenden 40,000 Thlr. an 3 procentigen verloosbaren Steuer-Credit-Kassen-Scheinen, nebst Coupons, von pro termino

Michaelis 1818 an, durch Compensation entbunden wird; 1819

b) die 30.000 Thlr. in baarem Gelde, in dem Laufe des jetzigen Jahres 1819 durch successive Abrechnung auf die von Sachsen, für das gelieferte Salz, an Preufsen zu zahlenden Summen, abgeführt werden.

Zahlungszeit und Modalität.

6. Die Bezahlung für das gelieferte Salz erfolgt im Uebrigen, der Regel nach, sogleich bei der Abnahme des Salzes, und kann zur Hälfte in Preufsischem Courant, zur Hälfte in dem, bei den Königlich Preufsischen Kassen, nach dem Nennwerthe, zur jedesmaligen Zahlungszeit gültigen Papiergelde erfolgen.

Ablieferungszeit und Modalität.

7. Ueber die Fristen und die Art der Ablieferung auf Sächsische Transportkosten, hat das Königliche Geheime Finanz-Collegium sich mit der Salinendirection zu vereinigen.

Dauer der dermaligen Uebereinkunft.

8. Gegenwärtige Uebereinkunft wird auf den Zeitraum bis zu dem 1sten October 1829 geschlossen.

Vor Ablauf dieser Frist werden beide Königliche Regierungen, nach Mafsgabe des Friedenstractats Art. 19. über die Fortdauer dieser Uebereinkunft sich anderweit vereinigen.

Zölle und andere Abgaben.

9. In Ansehung der Zölle und anderer Abgaben, bewendet es bei den Bestimmungen des Friedenstractats.

Mafsregeln gegen Unterschleife.

10. Zu Verhütung etwanigen Unterschleifs, soll die Ablieferung des Salzes nicht unmittelbar an die Unterthanen, sondern an die betreffenden Königlich Sächsischen Behörden erfolgen; auch wollen beide Regierungen, mit gemeinsamen Einverständnifs, die nöthigen Mafsregeln treffen, dafs von den Unterthanen kein Salz nach dem andern Landestheile verkauft oder heimlich eingebracht werde.

1819

ART. XXX.

Actenabgabe.

Alle etwa noch nicht abgegebene Urkunden, Acten, Bücher, Rechnungen und andere Schriften und Papiere, auch insoweit ihrer in gegenwärtiger Hauptconvention nicht besonders erwähnt ist, welche auf die Regierung und Administration eines oder des andern Landestheils ausschliefslichen Bezug haben, und dabei nothwendig oder nützlich erachtet werden können, (wohin namentlich auch die, von Königlich Sächsischen Behörden, über die, vermöge obigen Artikels XII. §. 18. nunmehro von Preufsen zu vertretenden Deposita ausgestellten Recognitionen gehören) sollen gegenseitig, sobald es möglich, vollständig ausgeliefert werden, und eben so wird man von solchen Urkunden, Acten, Rechnungen und andern Schriften, die für beide Regierungen annoch von Interesse sein können, auf Erfordern, gegenseitig Abschriften oder Auszüge ohne Verzug ertheilen.

Sämmtliche Abschriften oder Auszüge, welche vermöge dieses oder eines andern vorhergehenden Artikels, oder vermöge einer der frühern abgeschlossenen Conventionen, gegenseitig mitzutheilen sind, werden, insofern sie nicht von Privatpersonen verlangt werden, oder blos auf das Privatinteresse Bezug haben, unentgeldlich gefertigt werden.

Jede Regierung wird sogleich, nach erfolgter Vollziehung der gegenwärtigen Hauptconvention, die nöthigen Befehle an die betreffenden Behörden, wegen genauer, schneller und vollständiger Befolgung der obigen Bestimmungen, ergehen lassen.

ART. XXXI.

Schlufsberechnung.

Nach Vollziehung dieser Convention wird sofort eine General-Schlufsberechnung über alle und jede, von beiden Regierungen, in derselben übernommenen, gegenseitigen Zahlungsverbindlichkeiten angelegt werden. Insofern letzteren nicht, vermöge besonderer Verabredung, in einzelnen Fällen bis dahin bereits genügt worden, tritt für beide Regierungen, erst nach erfolgter Genehmigung obiger Schlufsbe-

rechnung, die übernommene Zahlungsverbindlichkeit 1819
ein, indem durch mehrerwähnte Schlufsberechnung sich erst ergeben kann, welche Summe, mit Berücksichtigung der nothwendig Statt findenden Compensationen, von einer Regierung an die andere herauszuzahlen sein dürfte. Die solchergestalt ermittelten Summen werden sogleich nach der Vollziehung der Hauptconvention, berichtigt.

Art. XXXII.

Grofsherzoglich Weimarische Beitrittserklärung betreffend.

Da Königlich Preufsischer Seits einige Districte des, durch den Tractat vom 18ten Mai 1815 acquirirten Theils des Königreichs Sachsen, an das Grofsherzogthum Weimar überlassen, und in dem, unterm 22sten September d. a. zwischen Preufsen und Weimar geschlossenen Staatsvertrage, unter andern im Art. 10. von Grofsherzoglich Weimarischer Seite ausdrücklich erklärt worden ist:

„dafs Sr. Königl. Hoheit, in Absicht dieser Gebiete, alle Bestimmungen als auch für sich gültig anerkennten, welche in dem, zwischen Sachsen und Preufsen, am 18ten Mai 1815 geschlossenen Vertrage, und namentlich in den Art. 6. 7. 9. 10. 11. und 18. enthalten sind, oder von der, in Gemäfsheit des 18ten Artikels des gedachten Vertrags, anzuordnenden Commission noch würden festgesetzt werden;"

So übernimmt die Königlich Preufsische Regierung, die pünctliche Erfüllung dieser Erklärung zu garantiren, und verspricht: die Königlich Sächsische Regierung hierunter allenthalben und zu jeder Zeit gegen Weimar zu vertreten.

Art. XXXIII.

Allgemeine Verzichtleistung.

Durch die, in den vorhergehenden Artikeln der gegenwärtigen Hauptconvention, erfolgte Auseinandersetzung und Ausgleichung, werden alle Ansprüche, welche von einer oder der andern Regierung, in Beziehung auf den Friedenstractat vom 18ten Mai

1819 1815, oder aus der, demselben vorausgegangenen Verwaltung der Königlich Sächsischen Lande, nach allen verschiedenen Epochen derselben, gemacht worden sind, oder auf irgend eine Weise noch gemacht werden könnten, für beseitigt und aufgehoben erklärt, und beide Theile verzichten hierdurch gegenseitig feierlichst auf alle fernere, in der gegenwärtigen Hauptconvention nicht gegründete, diesfallsige Anforderungen.

ART. XXXIV.

Schifffahrt auf der Elbe.

Da die, vermöge des am 18ten Mai 1815 abgeschlossenen Friedenstractats, Art. 17, zwischen Preußen und Sachsen, in Bezug auf die Elbschifffahrt zu treffenden besondern Verabredungen, auf das allgemeine Reglement zu gründen sein werden, welches vermöge des 108ten Artikels der Wiener Congreß-Acte, von allen Regierungen, deren Gebiet die Elbe berührt, gemeinschaftlich zu entwerfen ist, und wozu bereits die nöthigen Einleitungen getroffen sind; so behalten sich beide Königliche Regierungen zur Zeit nur vor, nach zu Stande gebrachtem allgemeinen Reglement, dasjenige noch unter sich festzusetzen, was etwa dann noch einer besondern Vereinigung über diesen Gegenstand zwischen beiden Staaten bedürfen wird.

ART. XXXV.

Bekanntmachung der nöthigen Artikel.

Diejenigen Artikel oder Paragraphen dieser Convention, welche, nach dem einverständlichen Ermessen beider Königlichen Regierungen, dazu geeignet sind, werden zur allgemeinen Wissenschaft durch den Druck öffentlich bekannt gemacht werden.

ART. XXXVI.

Ratification.

Gegenwärtige Hauptconvention wird von Ihro Königlichen Majestäten von Sachsen und Preußen ratificirt werden, und die Auswechselung der Ratificationen innerhalb drei Wochen, oder, wenn es geschehen kann, noch früher erfolgen.

Zu Urkund dessen haben der Kaiserlich Königlich 1819
Oesterreichische Vermittelungs-Commissair, ingleichen die beiderseitigen Königlichen Bevollmächtigten dieselbe unterzeichnet und mit ihren Wappen besiegelt.

Geschehen zu Dresden, den 28sten August 1819.

Der Oesterreichisch Kaiserliche
Vermittelungs-Commissair

GÄRTNER. VON GLOBIG. v. JORDAN.

(Suivent les annexes savoir: A. Uebersicht sämmtlicher Steuer-Credit-Kassen-Schulden und deren Abtheilung; zu Art. IV. §. 5. der Hauptconvention. et B. Nachweisung der Preufsischer Seits übernommenen unverwandelten Steuerscheine; zu Art. IV. §. 6. der Hauptconvention.)

38.

1819 Kongl. Cantzli-Styrelsens Kungörelse, Angående Uphåfwandet af Jus Detractus emellan Swerige och Norrige å ena sidan, samt åtskilliga Europeiska Stater å den andra; Gifwen Stockholm den 2 September 1819.

(Stockholm, tryckt i Kongl. Tryckeriet, 1819.)

Wi, Lars von Engeström, Grefwe, Stats-Minister för Utrikes-Ärenderne, Lunds Academiä-Cantzler, Riddare och Commendeur af Kongl. Maj:ts Orden, Riddare af Konung Carl XIII:s Orden, Storkorss af Kongl. Franska Hedens-Legionen, Riddare af Kongl. Preussiska Swarta och Röda Örns Orden, Riddare med Stora Korfset af Kongl. Ungerska S:t Stephans Orden; Grefwe, En af Rikets Herrar, Hof-Cantzler, Riddare och Commendeur af Kongl. Maj:ts Orden, Riddare af Kongl. Preussiska Röda Örns Ordens Förfta Claſs, Commendeur med Stora Korfset af Kejserl. Österrikiska Leopolds Orden, En af de Aderton i Swenska Academien; Så ock samtelige Ledamöter i Kongl. Maj:ts Cantzli-Styrelse, göre weterligt: Att, sedan Kongl. Maj:t under den 9 sistledne December i Nåder täckts besluta uphåfwandet af det så kallade Jus Detractus, eller Sjette Pennings afgiften utaf arf, som ur Riket föres, till förmon för alla de Magters undersåtare, hwilkas Regeringar wore benägne att bewilja Swenske och Norrske undersåtare enahanda förmon, så hafwa hittils följande Regeringar låtit afgifwa en Förklaring, att ofwannämnde Jus Detractus skulle inom deras Stater, hwad Swenska och Norrska undersåtare beträffar, uphåfwas, nemligen: Hans Maj:t Kejsaren af Österrike, Konung af Ungern, Böhmen, Lombardiet och Venedig; Hans Maj:t Konungen af båda Sicilierne; Hans Kejserl. Kongl. Höghet Ärke-Hertigen, Stor-Hertigen af Toscana; Hennes Maj:t Ärke-Hertiginnan, Hertiginnan af Parma; Hennes Maj:t, f. d. Drottningen af Etrurien, Hertiginnan af Lucca; Hans Kongl. Höghet, Churfursten af Hessen; samt

38.

Publication de la chancellerie royale de Stockholm, concernant l'abolition du droit de détraction entre la Suède et la Norvège d'un coté et plusieurs états Européens de l'autre, du 2 Septembre 1819. 1819

(Traduction privée.)

Nous, Lars d'Engeström, comte, ministre d'état pour les affaires étrangères, chancellier de l'académie de Lund etc. etc. et tous les membres de la chancellerie de Sa Majesté savoir faisons: Sa Majesté royale ayant très-gracieusement résolu le 9 Decembre dernier, de supprimer l'ainsi dit jus detractus ou le droit du sixième denier de tout héritage sortant du royaume, au profit des sujets de tous les états dont les gouvernemens ont eu la bonté d'accorder une semblable faveur aux sujets Suédois et Norvégiens, les gouvernemens suivans nous ont fait déclarer jusqu'à ce jour que le sus-mentionné jus detractus pour ce qui concerne les sujets Suédois et Norvégiens sera aboli dans leurs états: nommément Sa Majesté l'empereur d'Autriche, roi d'Hongrie, de Bohème, de Lombardie et de Venise, Sa Majesté le roi des deux Siciles, Son Altesse impériale l'archi-duc grand-duc de Toscane, Sa Majesté l'archi-duchesse, duchesse de Parme, Sa Majesté ci-devant reine d'Hetrurie, duchesse de Lucques, Son Altesse royale l'électeur de Hesse et Son Altesse royale le grand-duc de Mecklenbourg-Strelitz. Sous ce rapport la résolution susmentionnée de Sa Majesté du 9 Décembre dernier aura pleine force et effet en faveur des sujets des états sus-mentionnés, qui dorénavant viendront à hériter en Suède et en Norvège. La chancellerie royale fait publier ceci pour l'information générale.

L. d'Engeström. J. W. Lannerstjerna. G. de Wetterstedt.
Nils de Rosenstein. C. Klintberg. W. Carpelan.
E. Bergstedt. C. G. de Leopold. C. W. Ehrenborg.
B. C. Quiding. C. B. Hegardt. C. Adlersparre.
Albrecht Ihre. D. von Schulzenheim. J. Lagerheim.
A. C. de Kullberg. S. E. Hallencreutz.

1819 Hans Kongl. Höghet Stor-Hertigen af Mechlenburg Strelitz; i anledning hwaraf Kongl. Maj:ts ofwanbemälte Nådiga Förordning af den 9. December 1818, kommer att åga full kraft och werkan till förmon för dem af ofwanupräknade Magters undersåtare, hwilka kunna komma att arf ur Swerige och Norrige utföra. Hwilket Kongl. Cantzli-Styrelsen härmed till allmän efterrättelse skolat kungöra. Stockholm den 2 September 1819.

På Dragande Kall och Embetes wägnar

N. v. Engeström. G. af Wetterstedt.

Nils v. Rosenstein.	J. W. Lannerstjerna.	W. Carpelan.
E. Bergstedt.	C. Klintberg.	C. W. Ehrenborg.
B. C. Quiding.	C. G. af Leopold.	C. Adlersparre.
Albrecht Ihre.	C. B. Hegardt.	J. Lagerheim.
A. C. af Kullberg.	D. von Schulzenheim.	S. E. Hallencreutz.

39.

Déclaration concernant le for légal dans les actions de provocation pour les sujets Saxons et Prussiens du 30 Septr. 1819.

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen* 1819. No. 16. pag. 220.)

Von Gottes Gnaden, Friedrich August, König von Sachsen u. s. w.

Wir haben mit dem Königreiche Preufsen, in Ansehung der zwischen den beiderseitigen Unterthanen vorkommenden Provocations-Processe, eine Uebereinkunft getroffen, durch welche derjenige Gerichtsstand, vor welchen die Verhandlung der Hauptsache gehört, gegenseitig für das bei der Anstellung von Provocationsklagen allein gültige Forum angesehen und erklärt wird.

Wornach sich Alle, die es angeht, gehorsamst zu achten haben.

Dresden, den 30sten September 1819.

Freiherr von Werthern.

Carl Ferdinand Menke, S.

40.

Convention entre la Prusse et le grand-duché de Bâde, pour faciliter les réquisitions, les citations et les insinuations judiciaires, signée à Berlin le 27 Octobre 1819. 1819

(*Regierungsblatt des Grofsherzogthums Baden* 1820. 20 Jan. No. II.)

Die Grofsherzoglich Badische Regierung ist mit der Königlich Preufsischen Regierung übereingekommen, den bisher Statt gehabten Weg der gesandtschaftlichen Vermittelung bei Beförderung gerichtlicher Requisitionen, um Ladungen und Insinuationen, die aus dem einen der beiderseitigen Lande in das andere ergehen, aufzuheben und eine unmittelbare Communication gewisser Gerichtsbehörden herzustellen. Beide Regierungen haben sich daher über folgende Bestimmungen vereinigt:

Art. I. Die unmittelbare Communication findet Statt zwischen der Preufsischen Immediat-Justiz-Commission zu Cölln, und nach deren Auflösung zwischen dem General-Procurator des Königlichen Appellationshofes zu Cölln einerseits, und den folgenden Grofsherzoglich Badischen Gerichten andrerseits:

1. dem Hofgerichte zu Meersburg, für den See- und Donaukreis,
2. dem Hofgerichte zu Freiburg, für den Treisamkreis;
3. dem Hofgerichte zu Rastadt, für den Murg- und Pfinz- und Kinzigkreis;
4. dem Hofgerichte zu Mannheim, für den Neckar- und Main- und Tauberkreis,

dergestalt, dafs alle von Preufsischen Gerichten ausgehende, Badischen Unterthanen einzuhändigende Verhandlungen von der Königlichen Immediat-Justiz-Commission oder nach ihrer Auflösung von dem General-Procurator des Königlichen Appellationshofes zu Cölln, an die vorgenannten Badischen

1819 Gerichte; alle aus Baden an Preufsische Unterthanen gerichtete und diesen einzuhändigende Verhandlungen aber von den genannten Badischen Gerichten an die Immediat-Justiz-Commission zu Cölln, und nach deren Auflösung an den General-Procurator des Königlichen Appellationshofes daselbst zu senden sind.

Art. II. Die Königlich Preufsische Immediat-Justiz-Commission, oder der General-Procurator des Appellationshofes zu Cölln sowohl, als die Grofsherzoglich Badischen Gerichte sorgen für die Weiterbeförderung und für die Einsendung der Empfangsbescheinigungen.

Art. III. Die Grofsherzoglich Badischen Gerichte sind dergestalt beauftragt, dafs sie auch dann, wenn ein Requisitoriale nicht den Bezirk des angesprochenen Gerichtes angehen sollte, verbunden sind, für die schleunigste Beförderung desselben zu sorgen; und Preufsischer Seits wird, sobald sich in der Folge wegen eines lebhaften gerichtlichen Verkehrs zwischen den Grofsherzoglichen Landen und den Preufsischen Provinzen diesseits der Weser die Bestellung einer Behörde in diesen Provinzen zur Veranlassung der Insinuationen, der mehreren Beschleunigung wegen, wünschenswerth zeigen sollte, diese angeordnet werden.

Art. IV. Für die Besorgung der Insinuation, so wie für die ganze jetzt angeordnete Communication, sollen gegenseitig keine Kosten und kein Porto berechnet werden, sondern es soll jedem der beiderseitigen Staaten überlassen bleiben, ob und welche Kosten er von seinen Unterthanen dafür einziehen will. Zur Ausführung dieses Punctes werden die Badischen Gerichte ihre nach Cölln bestimmten Briefe mit der besonderen Bemerkung: "herrschaftliche gerichtliche Insinuationssachen" versehen, und die von Cölln nach Baden abgehenden Briefe werden dieselbe Bezeichnung führen, um sie von allem Preufsischen Porto frei zu machen.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie in gleichlautenden Exemplaren von der Königlich Preufsischen Regierung und von der Grofsherzoglich Badischen Regierung vollzogen und ausgewechselt

worden, durch öffentliche Bekanntmachung in den beiderseitigen Landen Kraft und Wirksamkeit erhalten. 1819

So geschehen Berlin, den 27sten October 1819.

Vorstehender Vertrag wird zur Nachricht und Nachachtung bekannt gemacht, mit dem Bemerken, dafs nach bereits erfolgter Auflösung der Immediat-Justiz-Commission zu Cölln, zu Folge der geschlossenen Uebereinkunft, alle gerichtliche Insinuationen und Ladungen diesseitiger Gerichte an Königlich Preufsische Unterthanen dem General-Procurator bei dem Appellationshofe zu Cölln zur weiteren Beförderung zuzusenden sind. Das Porto für die von den Königlich Preufsischen Behörden hierher geschickten Communicationen bis an die Grofsherzogliche Grenze ist von Preufsen übernommen worden, die von hierlands abgehenden aber sind bis an die Königlich Preufsische Grenze zu frankiren.

Carlsruhe den 14ten December 1819.

Grofsherzoglich Badisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

In Abwesenheit des Ministers.

Rheinhard.

Vdt. Römer.

41.

Déclaration concernant une convention entre la Bavière et le duché de Saxe-Meiningen, pour la réception réciproque des vagabonds du 18 Novembre 1819.

(*Allg. Intelligenzblatt für das Königreich Baiern* St. LV. vom 4ten December 1819.)

Maximilian Joseph, von Gottes Gnaden König von Baiern.

Nachdem gegen Unsre am Königlich Sächsischen Hoflager bestehende Gesandtschaft von dem Herzog-

1819 lich Sächsischen Obervormundschaftlichen geheimen Raths-Collegium zu Meiningen der Wunsch des Beitritts zu Unserer Uebereinkunft, welche Wir mit den Königlich Würtembergischen und Grofsherzoglich Badischen Höfen am 7ten März 1816 (Regierungsblatt 1816. Seite 731.) in Beziehung auf die Uebernahme der Vaganten abgeschlossen haben, zu erkennen gegeben worden ist; so sind in Gemäfsheit der von Uns erklärten Annahme jenes Beitritts mit gegenseitigem Einverständnisse als Uebernahme-Orte in Unsern Staaten die Orte *Mellerichstadt* und *Kronach* und im Herzoglich Sachsen-Meiningenschen Gebiete die Orte *Mafsfeld* und *Neuhaus* bestimmt worden.

Ihr werdet hiernach zur Verfügung des geeigneten Vollzuges angewiesen.

München, den 18ten November 1819.

MAX JOSEPH.

Graf VON RECHBERG.

Auf Königl. Allerhöchsten Befehl:
Der General-Secretär:

V. BAUMÜLLER.

42.

Déclaration concernant l'abolition de la gabelle d'émigration entre la Bavière et les Deux Siciles du 25 Novembre 1819.

(*Gesetzblatt für das Königreich Baiern* St. XIV. vom 1 December 1819.)

Maximilian Joseph, von Gottes Gnaden König von Baiern.

Nachdem Wir mit Seiner Majestät dem Könige beider Sicilien, zum Vortheile des gegenseitigen Verkehrs der Unterthanen beider Staaten, über Fest-

setzung einer vollkommenen Freizügigkeit überein- 1819
gekommen sind, und den darüber abgeschlossenen Vertrag bereits ausgewechselt haben; so ist dieses zur Nachachtung Unsrer Regierungen und anderer unmittelbarer und mittelbarer Behörden, durch das Gesetz-Blatt bekannt zu machen, damit eben erwähnter Vertrag in Vollzug gesetzt, sohin rücksichtlich jeder Art von Vermögen, welches wie immer aus Unsern Staaten in gedachtes Königreich übergeht, die eingeführte Nachsteuer- und Abzugs-Freiheit beobachtet werde.

München, den 25sten November 1819.

MAXIMILIAN JOSEPH.

Graf VON RECHBERG.

Auf Königl. Allerhöchsten Befehl:
Der General-Secretär:

VON BAUMÜLLER.

43.

Convention conclue entre les royaumes des Pays-Bas et de Sardaigne, à l'égard d'une abolition réciproque du droit d'aubaine du 1 Janvier 1820. 1820

(*Le Journal officiel du royaume des Pays-Bas.* 1822. No. 3.)

ART. I. Le droit d'aubaine est réciproquement aboli entre les états de S. M. le roi des Pays-Bas, y compris le grand-duché de Luxembourg, et ceux de S. M. le roi de Sardaigne.

En conséquence les sujets de l'une des deux puissances contractantes seront exempts dudit droit pour toutes les successions et pour tous les legs, qui pourront leur appartenir dans les états de l'autre.

ART. II. La même exemption de tout droit d'aubaine sera accordée aux sujets de S. M. le roi des

1820 Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, qui établiront leur domicile dans le royaume de Sardaigne, et à ceux de S. M. le roi de Sardaigne, qui établiront leur domicile dans le royaume des Pays-Bas, et dans le grand-duché de Luxembourg, par rapport aux biens, meubles et immeubles, qui appartiendront aux sujets de l'une des deux puissances contractantes dans les états de l'autre.

ART. III. Cette exemption est bornée au seul droit d'aubaine, et ne s'étendra pas aux impositions auxquelles les sujets des deux puissances se trouvent ou se trouveront soumis, par l'effet de leurs propres lois, et auxquelles les sujets de S. M. le roi des Pays-Bas sont ou seront particulièrement assujettis, tels que le droit de succession et autres.

Le ministre des affaires étrangères déclare, que la présente convention a été ratifiée par le gouvernement des Pays-Bas, le 24 Janvier 1820 et par celui de Sardaigne, le 20 Octobre 1821.

(*Signé*) A. W. C. DE NAGELL.

44.

Articles supplémentaires à la déclaration qui établit l'abolition réciproque des droits de détraction entre les royaumes des Deux Siciles et de Wurtemberg, du 11 *Janvier* 1820.

(Copie.)

Afin de mieux assurer pour l'avenir l'application du contenu de la déclaration qui établit entre les royaumes des Deux Siciles et de Wurtemberg l'abolition réciproque des droits de détraction sous quel titre qu'ils aient été perçus jusqu'à présent, et dans la vue d'étendre davantage les bienfaits qui doivent en résulter pour les sujets de ces deux états, le soussigné conseiller et secrétaire d'état, ministre des

affaires étrangères de S. M. le roi du royaume des Deux Siciles déclare de plus par ces deux articles supplémentaires: 1820

ART. I. Que les stipulations qui se trouvent annoncées dans la susdite déclaration sont censées applicables aux possessions de S. M. le roi du royaume des Deux Siciles et de S. M. le roi de Wurtemberg pour toute leur étendue tant présente que future.

ART. II. Que la teneur de l'article trois de cette déclaration est declarée recevoir son application, non seulement aux successions qui, déjà échues, n'ont pas encore été transmises, mais aussi à toute sorte de translation de biens quel que soit le titre auquel elle aura été effectuée, et qui aura eu lieu au moment de l'échange de la ratification de la déclaration sus-mentionnée, sans aucune distinction que l'exportation s'en soit déjà suivie, ou non.

Fait à Naples ce 11 Janvier 1820.

Le secrétaire d'état,
ministre des affaires étrangères

(*Signé*) *Le Marquis* DE CIRCELLO.

45.

Convention entre la Hesse électorale et la principauté de Lippe-Detmold, concernant l'extradition réciproque des criminels et la suppression des fraix de justice en matières criminelles, du 22 Février 1820.

(*Sammlung von Gesetzen u. s. w. für die Kurhessischen Staaten.* Dritter Band. Jahr 1820. No. V. April p. 48.)

(Cette convention ratifiée par S. A. R. l'électeur de Hesse le 4 Avril 1820, contient absolument les mêmes dispositions que celle conclue entre la Hesse électorale et la principauté de Schaumbourg-Lippe le 7/19 Août 1819.)

46.

1820 *Convention entre la Prusse et la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen, concernant la suppression des fraix de justice en matières criminelles, signée le 25 Mars 1820.*

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1820. No. 6. p. 61.)

Nachdem die Königlich Preufsische Regierung mit der Fürstlich Schwarzburg-Sondershausenschen Regierung dahin übereingekommen ist, die gegenseitige Kostenvergütung in Criminal-Untersuchungssachen wider unvermögende Personen aufzuheben; so erklären gedachte beide Regierungen Folgendes:

1. In allen Fällen, wo Delinquenten von einer Königlich Preufsischen Criminal-Justizbehörde an eine Fürstlich Schwarzburg-Sondershausensche Criminal-Justizbehörde, oder von dieser an jene, nach vorgängiger Requisition ausgeliefert werden, sind nicht allein alle baaren Auslagen, sondern auch die sämmtlichen nach der bei dem requirirten Gerichte üblichen Taxe, zu liquidirenden Gerichtsgebühren dem letzteren aus dem Vermögen des an das requirirende Gericht ausgelieferten Delinquenten, wenn solches dazu hinreicht, zu entrichten. Hat aber der ausgelieferte Delinquent kein hinreichendes Vermögen, so fallen die Gebühren für die Arbeiten des requirirten Gerichts durchgehends weg, und das requirirende Gericht bezahlt alsdann dem Ersteren nur die baaren Auslagen für Atzung, Transport, Porto und Copialien.

2. Nach gleichen Grundsätzen soll auch in Absicht der Bezahlung der Kosten in solchen Criminalfällen verfahren werden, wo es nicht auf die Auslieferung von Delinquenten, sondern nur auf die Abhörung oder Sistirung von Zeugen oder anderen Personen ankommt.

3. Zu Entscheidung der Frage: ob der Delinquent hinreichendes eigenes Vermögen zur Bezahlung der Gerichtsgebühren besitze oder nicht? soll in den beiderseitigen Landen nichts Weiteres als das Zeugnifs derjenigen Gerichtsstelle erfordert werden, unter welcher der Delinquent seine wesentliche Wohnung hat. Sollte derselbe seine wesentliche Wohnung in einem dritten Lande gehabt haben, und die Beitreibung der Kosten dort mit Schwierigkeiten verbunden sein; so wird es angesehen, als ob er kein hinreichendes eigenes Vermögen besitze. 1820

4. Den bei Criminal-Untersuchungen zu sistirenden Zeugen, und andern abzuhörenden Personen, sollen die Reise- und Zehrungskosten nebst der, wegen ihrer Versäumnifs ihnen gebührenden Vergütung, nach deren vom requirirten Gericht geschehenen Verzeichnung, bei erfolgter wirklicher Sistirung, vom requirirenden Gericht sofort verabreicht werden. Sofern sie deswegen eines Vorschusses bedürfen, wird das requirirte Gericht zwar die Auslage davon übernehmen; es soll selbige jedoch vom requirirenden Gericht, auf die erhaltene Benachrichtigung dem requirirten Gerichte ungesäumt wieder erstattet werden.

5. Gegenwärtige im Namen Sr. Majestät des Königs von Preufsen, und Sr. Durchlaucht des Fürsten von Schwarzburg-Sondershausen zweimal gleichlautend ausgefertigte und von den beiderseitigen Ministerien unterzeichnete Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den gesammten beiderseitigen Landen haben, und öffentlich bekannt gemacht werden.

So geschehen Berlin, den 25sten März 1820.

E. *Fürst* VON HARDENBERG.

47.

1820 *Règlement concernant une convention entre la Saxe royale et la Bohème pour la réception réciproque des vagabonds, publié à Dresde le 28 Mars* 1820.

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen* 1820. No. 6. pag. 38.)

Von Gottes Gnaden, Friedrich August, König von Sachsen u. s. w.

Liebe getreue. Von Seiten Unsrer Landesregierung ist, damit bei dem Transporte der auf den Schub gesetzten Personen nach Böhmen und aus diesem in die hiesigen Lande, zu Ersparung der Kosten und Zeit, die möglichst gerade Richtung genommen, auch alle Weiterungen und Unannehmlichkeiten bei der Ablieferung der Schüblinge thunlich beseitiget werden mögen, bei dem Königlich Böhmischen Landes-Gubernio zu Prag der Antrag gemacht worden, gegenseitig an den Landesgrenzen gewisse Orte zu bestimmen, in welchen gehörig instruirte polizeiliche Behörden, die aus einem Lande in das andre zu schaffenden Vagabunden und andere dergleichen Personen anzunehmen und ihrethalber das weiter Nöthige zu besorgen hätten.

Nachdem nun hierauf die Uebereinkunft getroffen worden ist, dafs diesseits die Beamten zu Voigtsberg, Schwarzenberg, Wolkenstein, Altenberg, Pirna und Hohnstein, jenseits aber, in Beziehung auf Unsere Erblande, für den Elbogner Kreis Asch, Graslitz und Neudeck, für den Leitmeritzer Kreis Schönwald, und für den Saatzer Kreis die Städte Prefsnitz, Katharinenberg und Sebastiansberg, diejenigen Behörden und Orte sein sollen, wo die Annahme der Schüblinge ausschliefslich zu bewirken ist: so wird solches hierdurch bekannt gemacht, und es werden die betreffenden Beamten hiermit angewiesen, Obigem gemäfs in vorkommenden Fällen das Erfor-

derliche zu beobachten, auch die Transporte der Schüblinge in möglichst gerader Richtung einzuleiten. 1820

Dresden, am 28sten März 1820.

Freiherr VON WERTHERN.

FRIEDRICH MOSSDORF, S.

48.

Convention conclue entre la régence d'Oldenbourg et de Lubek et le tribunal de Gluckstadt, concernant l'extradition réciproque des criminels et la suppression des fraix de justice en matières criminelles; du 2 Avril 1820.

(*Oldenburgische wöchentliche Anzeigen* 1820. No. 15. und 16.)

Auf Seiner Herzoglichen Durchlaucht Höchsten Special-Befehl wird hierdurch bekannt gemacht: dafs zwischen der unterzeichneten Herzoglich Oldenburgischen Regierung und der Fürstlich Lübekischen Regierung zu Eutin einer- und dem Königlich Dänischen Holstein-Lauenburgischen Obergericht zu Glückstadt anderer Seits, wegen wechselseitiger Auslieferung der Verbrecher und Aufhebung der Gerichtsgebühren in Criminalfällen, mit unmittelbarer Genehmigung der beiderseitigen höchsten und allerhöchsten Landesherrschaften, folgende Vereinbarung getroffen und festgesetzt ist:

1. Alle Personen, die während ihres Aufenthalts in dem Herzogthum Oldenburg und dem Fürstenthum Lübek, oder in den Herzogthümern Holstein und Lauenburg ein Verbrechen begangen, welches nach den Grundsätzen der in beiderseitigen Landen geltenden Rechte eine peinliche Strafe nach sich ziehet, sollen, wenn sie vor erfolgter Bestrafung in die anderseitige Lande sich gewandt haben, an dasjenige Gericht unweigerlich ausgeliefert werden, in

1820 dessen Gerichtsbarkeit das Verbrechen verübt worden ist.

Wofern jedoch die Verbrecher, deren Auslieferung verlangt wird, wirklich domiciliirte Landes-Unterthanen des einen oder andern Landesherrn sind, so soll die Bewilligung der Auslieferung derselben zu einer, vorher darüber in jedem einzelnen Falle zwischen der Herzoglich Oldenburgischen Regierung oder der Fürstlich Lübekschen Regierung und dem Königlich Holstein-Lauenburgischen Obergericht in Betreff des Herzogthums Holstein, und der Königlich Lauenburgischen Regierung in Betreff des Herzogthums Lauenburg zu treffenden Uebereinkunft hin verstellt bleiben.

Nach der in diesem Artikel enthaltenen Bestimmung findet demnach die Auslieferung in bloßen Accise- und Contrebande-Vergehen, wenn gleich in dem einen oder dem andern Lande darauf entweder überhaupt oder nach den Zeitumständen, z. B. bei Fruchtsperren u. s. w., eine peinliche Strafe gesetzt sein sollte, nur in den Fällen Statt, wenn deshalb für den vorkommenden einzelnen Fall zwischen beiderseitigen Regierungen eine Uebereinkunft getroffen werden sollte.

2. Sollte nach der Verfassung desjenigen Landes, wo das Verbrechen verübt worden ist, die Untersuchung von einem andern Gericht, als demjenigen geführt werden, in dessen Gerichtsbezirk das Verbrechen sich zugetragen hat, so erfolgt die Auslieferung an den die Untersuchung auf sich habenden Richter.

3. Zur Annahme der angebotenen Auslieferung der Verbrecher sollen die beiderseitigen Gerichte nicht nur in dem Falle verpflichtet sein, wenn die Auslieferung durch Steckbriefe und Aufforderungen in öffentlichen Blättern oder durch besondere Schreiben requirirt ist, sondern auch in den Fällen, wenn ein Inculpat in dem andern Lande in Untersuchung gezogen und vor beendigtem Proceſs ausgetreten ist, oder wenn ein Verbrecher in eine peinliche Strafe verurtheilt und vor vollzogener oder geendigter Strafe entwichen ist, in sofern er nicht demnächst

in dem andern Lande ein schwereres Verbrechen 1820
verübt hat.

4. Trüge es sich zu, dafs um die Auslieferung eines Verbrechers zu einer Zeit nachgesucht würde, wo selbiger schon wegen eines andern Verbrechens bei dem requirirten Gerichte in Untersuchung befangen ist: so soll die Auslieferung nur alsdann Statt finden, wenn das Verbrechen, welches der requirirende Richter zu untersuchen hat, nach den Grundsätzen der seinem Verfahren zum Grunde liegenden Rechte eine gröfsere Strafe nach sich zieht.

5. Ist es aber zweifelhaft, welches von beiden Verbrechen eine gröfsere Strafe nach sich ziehe, oder sind beide Verbrechen von gleicher Strafbarkeit, so unterbleibt die Auslieferung, wofern nicht in jedem einzelnen Falle durch Uebereinkunft beiderseitiger Regierungen ein anderes beliebt wird.

6. Erfolgt die Auslieferung in einem solchen Falle, wo der Verbrecher in beiden Landen sich vergangen hat, so werden dem requirirenden Richter die von dem requirirten Gerichte geführten Acten und alle sonst erforderliche Nachrichten zugleich mitgetheilt, um darnach die auf beiden Verbrechen beruhenden Strafen zu erkennen und auch sonst in Ansehung der Entschädigung oder anderer Umstände darauf die nöthige Rücksicht nehmen zu können.

Eben diese Grundsätze sollen auch in den Fällen Statt finden, wenn die requirirte Auslieferung des Verbrechers aus rechtlichen Gründen nach obigen Bestimmungen abgelehnt ist.

7. Wenn der Verbrecher, um dessen Auslieferung nachgesucht wird, nicht bereits bei dem requirirten Gericht sich in Haft befindet, so sollen zur Verhaftung desselben die schleunigsten Anstalten getroffen werden.

8. Sobald der Verbrecher in Haft gezogen ist, mufs der requirirte Richter dem requirirenden davon unverzüglich Nachricht ertheilen, damit dieser sodann die ungesäumte Abholung besorge. Der requirirende Richter hat demnach die eigene Abholung des Verbrechers nur alsdann zu veranstalten, wenn beide Richter deshalb einverstanden sind.

1820 9. Auch in solchen Criminalfällen, wo nicht um die Auslieferung eines Verbrechers, sondern nur um Vernehmung der Zeugen oder anderer Personen und um Mittheilung der Acten oder sonstiger Nachrichten angesucht wird, sollen die Gerichtsstellen der beiderseitigen Lande mit aller Willfährigkeit einander zu Hülfe kommen. Selbst die Stellung der Zeugen oder anderer Personen soll, wenn sie der requirirende Richter unumgänglich nöthig findet, nicht verweigert werden.

10. Wenn Behuf anzustellender Confrontationen die Stellung eines oder mehrerer Inquisiten nöthig erachtet wird, so sollen, auf vorgängige Communication der Landes-Justiz-Collegien, der- oder dieselben nicht blos bis auf die Grenze, sondern unter den erforderlichen Sicherungs-Anstalten an das untersuchende Gericht selbst zu solchem Zwecke verabfolgt werden.

11. Mit der Bezahlung der Kosten soll es nachfolgendermafsen gehalten werden:

Wenn der an das requirirende Gericht ausgelieferte Verbrecher hinreichend eigenes Vermögen besitzt, so werden hieraus dem requirirten Richter nicht allein alle baare Auslagen, sondern auch die sämmtlichen nach der bei dem requirirten Gericht üblichen Taxe zu liquidirenden Gerichtsgebühren entrichtet.

Hat aber der ausgelieferte Verbrecher kein hinreichendes eigenes Vermögen, so fallen die Gebühren für die Arbeiten des requirirten Gerichts durchgehends weg, und der requirirende Richter bezahlt alsdann dem requirirten Gericht lediglich die baaren Auslagen, welche durch die Haft und die Unterhaltung des Verbrechers bis zur erfolgten Abholung desselben veranlafst worden sind.

12. Nach gleichen Grundsätzen soll auch in Absicht der Bezahlung der Kosten in solchen Criminalfällen verfahren werden, wo es nicht auf die Auslieferung von Verbrechern, sondern nur auf die Abholung oder Stellung von Zeugen oder andern Personen ankommt.

13. Zur Entscheidung der Frage, ob der Verbrecher hinreichendes eigenes Vermögen zur Bezahlung von Gerichtsgebühren besitze oder nicht, soll in beiderseitigen Landen etwas weiteres nicht, als das Zeugnifs desjenigen Gerichts erfordert werden, unter welchem der Verbrecher seine wesentliche Wohnung hat. 1820

Sollte derselbe seine wesentliche Wohnung in einem dritten Lande gehabt haben und die Beitreibung der Kosten dort mit Schwierigkeiten verbunden sein: so wird es angesehen, als ob derselbe kein hinreichendes eigenes Vermögen besitze.

14. Den bei Criminal-Untersuchungen zu stellenden Zeugen und andern abzuhörenden Personen, sollen die Reise- und Zehrungskosten, nebst der wegen ihrer Versäumnifs ihnen gebührenden Vergütungssumme, nach deren von dem requirirten Gericht geschehenen Verzeichnung, bei erfolgter wirklicher Stellung von dem requirirenden Richter sofort verabreicht werden. Und sofern selbige deswegen eines Vorschusses bedürfen, wird das requirirte Gericht zwar die Auslage davon übernehmen, es soll jedoch selbige von dem requirirenden Richter auf die davon erhaltene Benachrichtigung dem requirirten Gericht ungesäumt wieder erstattet werden.

15. Wenn Verbrechen entweder auf unbestrittener Grenze, oder an solchen Orten, woselbst die Hoheitsgrenze zweifelhaft ist, verübt werden, so soll die Prävention unter den beiderseitigen Gerichten dergestalt Statt haben, dafs die Untersuchung und Bestrafung demjenigen Gerichte verbleibe, welches den Inquisiten selbst über das angezeigte Verbrechen oder Vergehen zuerst vernommen hat; wobei jedoch zur wechselseitigen Bedingung gemacht wird, dafs solche Fälle in Absicht der Landeshoheit nicht für Besitzhandlungen gelten, noch als solche jemals angezogen werden sollen.

16. Wegen Durchführung der Gefangenen durch beiderseitige Lande ist annoch festgesetzt, dafs in den Fällen, wenn

a) der Arrestat kein Unterthan desjenigen Landesherrn ist, durch dessen Lande die Durchführung geschieht;

1820 b) die zur Wache mitgegebene Mannschaft nicht von Militair ist, sondern nur aus Polizeibedienten oder andern Personen besteht; auch

c) nicht von beträchtlicher Anzahl und nur höchstens fünf Mann stark ist,

solche auf blofse Pässe der Polizei-Behörden, welche jedoch die obige Einschränkung sub a. deutlich enthalten müssen, von den Garnisonen und jeden Orts-Obrigkeiten gestattet, auch die nöthige Assistenz dabei geleistet, aufser solchen Fällen aber die gewöhnliche vorgängige Correspondenz der höhern Collegien fernerweit erforderlich sein soll.

Endlich ist den Polizeibedienten beiderseitiger Regierungen verstattet, flüchtigen Verbrechern oder Verdächtigen über die Grenze nachzusetzen, auch solche, wenn nicht sofort die Hülfe der Landesbeamten dazu bewirkt werden kann, anzuhalten, da dann die Angehaltenen jedesmal sofort an die Obrigkeit des Orts, wo sie ergriffen worden, abzugeben sind, welche wegen der Auslieferung nach den gegebenen Vorschriften verfährt.

Alle Behörden des Herzogthums Oldenburg und der Erbherrschaft Jever werden daher, in Gemäfsheit höchsten Cabinetsrescripts vom 25sten v. M. hiedurch angewiesen, die vorstehende Vereinbarung genau zu beobachten und in vorkommenden Fällen zur Ausführung zu bringen.

Urkundlich des hier beigedruckten Herzoglichen Regierungssiegels.

So geschehen Oldenburg, den 2ten April 1820.

Herzoglich Holstein-Oldenburgische Regierung.

v. Brandenstein.

v. Kettler.

49.

Circulaire du cabinet Russe aux cours de France, de Prusse, d'Angleterre et d'Autriche, concernant les affaires d'Espagne, datée de St. Petersbourg du $\frac{19\ Avril}{1\ Mai}$ 1820. 1820

(*Archives diplomatiques* Vol. III. pag. 378.)

St. Petersbourg $\frac{19\ Avril}{1\ Mai}$ 1820.

Le chevalier de Zéa Bermudez a présenté au cabinet impérial la note ci-jointe en copie, sur les événemens qui viennent de se passer dans la péninsule, et que nous avoient déjà fait connoître les informations qui nous ont été transmises par nos agens auprès des cours étrangères.

Mr. de Zéa se borne dans cette pièce à nous prévenir que la constitution proclamée par les cortès de l'année 1812, a été acceptée par le roi, et témoigne le désir d'apprendre comment l'empereur a jugé ce changement de régime.

Si l'on considère la distance qui nous sépare de l'Espagne, et des états qui sont le plus à même d'approfondir la nature des malheurs dont elle est menacée, on reconnoîtra facilement, que la position du ministère impérial à l'égard du représentant espagnol étoit difficile et délicate.

La révolution de la péninsule fixe les regards des deux mondes. Les intérêts dont elle va décider, sont les intérêts de l'univers, et si jamais l'empereur eût souhaité que l'avis de ses alliés pût servir à régler son opinion, certes c'eût été au moment où la note du chevalier de Zéa imposoit à S. M. l'obligation de se prononcer sur un événement qui renferme peut-être l'avenir de tous les peuples civilisés.

Cette obligation existoit cependant. Elle existoit, car de nos jours tout sujet de doute devient une arme pour la malveillance.

La nécessité de répondre à Mr. de Zéa étoit donc évidente: mais dans cette grave conjoncture il sembloit

1820 naturel, qu'avant d'asseoir un jugement, l'empereur considérât le but que les cours alliées s'étoient proposé dans leurs relations avec l'Espagne; qu'il consultât les voeux qu'elles avoient exprimés à cette puissance et qu'il prît pour guides de sa propre politique les principes de la politique européenne.

C'est ce que S. M. I. devoit faire. C'est ce qu'elle a fait.

Depuis l'année 1812, plus d'un acte diplomatique atteste la généreuse sollicitude que les diverses cours de l'Europe ont constamment témoignée à l'Espagne. Elles applaudirent à la noble persévérance avec laquelle ses intrépides habitans repoussèrent un joug étranger. Elles rendirent hommage à leur sagesse lorsqu'ils surent rallier autour d'un acte constitutionnel, les intérêts les plus chers de leur patrie, les intérêts de son indépendance.

Enfin, à dater de l'époque où la providence ramena Ferdinand VII au milieu de ses peuples, elles ne cessèrent de reconnoître que des institutions solides pouvoient seules rassurer sur ses bases l'antique monarchie espagnole.

Les souverains alliés firent plus. Dans le cours des longs pourparlers relatifs au différend du Rio de la Plata et à la pacification des colonies, ils laissèrent assez comprendre que ces institutions ne seroient plus un moyen de paix et de bonheur lorsqu'au lieu d'être accordées par la bienveillance comme concession volontaire, elles auroient été adoptées par la foiblesse comme dernière mesure de salut.

Interrogeons, d'une autre part, les grandes transactions qui ont établi l'alliance européenne. Quel est l'objet des engagemens que le 3 (15) novembre 1818 a vu se renouveler? Les monarques alliés venoient d'effacer alors les dernières traces de la révolution en France, mais cette révolution sembloit prête à y enfanter de nouveaux malheurs.

L'obligation des monarques étoit donc, et leur dessein fut, d'empêcher que, parti du même horizon, le même orage ne vînt une troisième fois désoler l'Europe.

Cependant comme s'il n'eût point suffi des allar- 1820
mes qu'a excitées et qu'excite encore l'état de la France, comme si les gouvernemens et les peuples eussent trop peu de doutes qui planent sur son avenir, il a fallu que le génie du mal choisît un nouveau théâtre; il a fallu que l'Espagne lui offrît à son tour un affreux sacrifice. La révolution a donc changé de terrain; mais les devoirs des monarques ne sauroient avoir changé de nature, et le pouvoir de l'insurrection n'est ni moins redoutable, ni moins dangereux en Espagne qu'il ne l'eût été en France.

Ainsi, d'accord avec ses alliés, S. M. ne pouvoit que désirer de voir accorder à la péninsule comme à ses provinces d'outre-mer, un régime qu'elle regarde comme le seul qui puisse encore autoriser quelques espérances dans ce siècle de calamités; mais en vertu de ses engagemens du 3 (15) Novembre 1818 S. M. devoit frapper de la plus forte, de la plus solemnelle reprobation, les moyens révolutionnaires mis en oeuvre pour donner à l'Espagne des institutions nouvelles.

Telle est la double idée qui se trouve développée dans la réponse ci-jointe, que le cabinet de Russie a faite au chevalier de Zéa, d'ordre de S. M. I. L'empereur ne doute point que ses augustes alliés n'en approuvent le contenu, et peut-être en ont-ils déjà adressé une semblable à la cour de Madrid.

Les mêmes voeux ont en effet pu leur inspirer le même langage, et convaincus comme S. M., que jamais le crime ne portoit que des fruits impurs, ils ont sans doute déploré comme elle l'attentat qui vient de souiller les annales de l'Espagne.

Nous le répétons, il est déplorable cet attentat; ils l'est pour la péninsule, il l'est pour l'Europe, et la nation espagnole doit aujourd'hui l'exemple d'un acte expiatoire aux peuples des deux hémisphères.

Jusque-là, triste objet d'inquiétudes, elle ne pourra que leur faire redouter la contagion de ses malheurs.

Toutefois au milieu de ces élémens de désastres, et lorsque tant de motifs se réunissent pour affliger les vrais amis du bien-être des nations, peut-on

1820 encore s'attendre à un meilleur avenir? Est-il quelque mesure sage et réparatoire, dont l'effet soit de reconcilier l'Espagne avec elle-même, ainsi qu'avec les autres puissances de l'Europe?

Nous n'oserons point l'affirmer, car l'expérience nous a appris à regarder presque toujours comme une illusion l'espoir d'un événement heureux; mais si l'on se fioit aux calculs que l'intérêt personnel sembleroit devoir indiquer, s'il étoit permis de présumer que les cortès obéiroient à l'instinct de leur propre conservation, on pourroit croire qu'ils se hâteroient de détruire par une mesure solemnelle, tout ce qu'ont eu de coupable les circonstances qui ont accompagné le changement d'administration en Espagne.

L'intérêt des cortès s'identifie ici avec l'intérêt européen. La soldatesque égarée qui les a protégés aujourd'hui, peut demain les proscrire, et leur premier devoir envers leur monarque, envers l'Espagne, envers eux-mêmes semble être de prouver que jamais ils ne consentiront à légaliser l'insurrection.

Des espérances à cet égard ne paroitroient donc pas sans quelque fondement.

Cependant l'empereur est loin de les nourrir, et s'il admettoit la possibilité d'un aussi utile résultat, il la feroit dépendre de l'unanimité qui se manifesteroit dans l'opinion des principales puissances de l'Europe, sur l'acte par lequel les représentans du peuple espagnol devroient signaler l'ouverture de leurs délibérations.

Cet accord, toujours si puissant lorsqu'il prend le caractère d'un fait irrévocable, porteroit peut-être la conviction dans l'esprit des membres les plus marquans du ministère de S. M. C., et les cours alliées sembleroient avoir un moyen facile d'imprimer à leur langage cette imposante uniformité.

Leurs ministres en France ont traité jusqu'à ce jour, en leur nom, avec un plénipotentiaire de la cour de Madrid. Ne pourroient-ils pas aujourd'hui lui présenter en commun des observations, dont le résumé va suivre, et qui rappelleroient au gouvernement espagnol la conduite ainsi que les principes politiques des monarques alliés?

Ces monarques, diroient les cinq ministres, n'ont 1820
cessé de former des voeux pour la prospérité de l'Espagne. Ils en formeront toujours. Ils ont désiré qu'en Europe comme en Amérique, des institutions conformes aux progrès de la civilisation et aux besoins du temps, pussent procurer à la totalité des Espagnols de longues années de paix et de bonheur. Ils le désirent de même aujourd'hui. Ils ont souhaité que ces institutions devinssent un bienfait réel par la manière légale dont elles auroient été introduites. Ils le souhaitent encore à présent. Cette dernière considération fera deviner au ministère de S. M. C. avec quel sentiment d'affliction et de douleur ils ont appris l'événement du 8 Mars et ceux qui l'ont précédé. A leur avis, le salut de l'Espagne, ainsi que le bien de l'Europe exige que ce crime soit désavoué, cette tâche lavée, ce scandale détruit.

L'honneur d'une semblable réparation semble appartenir aux cortès. Qu'ils improuvent et déplorent hautement le moyen employé pour établir un nouveau mode de gouvernement dans leur patrie, et qu'en consolidant un régime sagement constitutionnel, ils portent les lois les plus rigoureuses contre la sédition et la révolte.

Alors, et seulement alors, les cabinets alliés peuvent maintenir avec l'Espagne des relations d'amitié et de confiance.

Dévelopées d'un commun accord par les représentans des cinq cours, ces observations signaleroient dès à présent au ministère espagnol la ligne de conduite que suivroient les gouvernemens alliés dans le cas où les conséquences du 8 Mars perpétueroient en Espagne les troubles et l'anarchie.

Si ces conseils salutaires sont écoutés, si les cortès offrent à leur roi, au nom de la nation, un gage d'obéissance, s'ils parviennent à asseoir sur des bases durables la tranquillité de l'Espagne et la paix du sud de l'Amérique, la révolution aura été vaincue au moment même où elle croyoit obtenir son triomphe.

Si au contraire des craintes peut-être trop justes se realisent, au moins les cinq cours auront-elles rempli un devoir sacré; au moins un nouveau fait

1820 auroit-il signalé les principes, indiqué le but, et démontré l'action de l'alliance européenne.

L'empereur attend la réponse des cours de Vienne, de Londres, de Paris et de Berlin sur la communication que son cabinet leur adresse à cet égard, et les prévient que le présent mémoire est l'instruction qu'il a fait envoyer à tous ses ministres au sujet des affaires d'Espagne.

50.

Note du ministère impérial Russe à l'envoyé d'Espagne, concernant les événemens survenus dans ce royaume, datée de St. Petersbourg du $\frac{20\ Avril}{2\ Mai}$ 1820.

(*Archives diplomatiques* Vol. III. pag. 384)

St. Petersbourg $\frac{20\ Avril}{2\ Mai}$ 1820.

La note que Mr. le chevalier de Zéa de Bermudès a adressée au ministère de Russie, en date du 10 Avril (1 Mai) a été mise sous les yeux de l'empereur.

S. M. constamment animée du désir de voir en Espagne la prospérité de l'état s'unir à la gloire du souverain et s'accroître avec elle, n'a pu apprendre sans une profonde affliction les événemes qui ont donné lieu à la communication de Mr. le chevalier de Zéa.

Alors même que l'on voudroit ne considérer cet événement que comme une conséquence déplorable des erreurs qui, depuis 1814, sembloient présager une catastrophe à la péninsule, rien ne sauroit justifier les attentats qui viennent d'y livrer les destins de la patrie aux hasards d'une crise violente.

Trop souvent de semblables désordres ont annoncé aux empires des jours de deuil.

L'avenir de l'Espagne se présente de nouveau sans un aspect ténébreux et allarmant, et de trop justes inquiétudes doivent se réveiller dans toute

Europe; mais plus ces circonstances graves peuvent 1820
tre funestes à la tranquillité générale dont le monde oûte à peine les premiers fruits, moins il appartient ux puissances, garantes de ce bienfait universel, de rononcer isolément et avec précipitation, dans des ues limitées ou exclusives, un jugement définitif ur les actes qui ont signalé les premiers jours de lars en Espagne.

Persuadé que le cabinet de Madrid aura adressé e semblables communications à toutes les cours alliées, l'empereur se plait à croire que l'Europe entière se réunira pour parler à S. M. C. le langage de a vérité, et pour lui adresser, d'une voix unanime, es conseils d'une amitié aussi franche que bienveillante.

En attendant, le gouvernement de Russie ne eut se dispenser d'ajouter quelques considérations ur les faits antérieurs, que Mr. le chevalier de Zéa appelle dans sa note. Le cabinet impérial invoquea, ainsi que lui, le témoignage de ces faits, et 'est en les citant qu'il fera connoître les principes ue l'empereur se propose de suivre dans ses relaions avec S. M. C.

Lorsque l'Espagne a secoué le joug étranger que a révolution française lui avoit imposé, elle a acquis les droits imprescriptibles à l'estime et à la reconoissance de toutes les puissances européennes.

La Russie lui a payé le tribut de ces sentimens, ar le traité conclu avec elle le 8 (20) Juillet 1812.

Après la paix générale, la Russie a donné de oncert avec ses alliés, plus d'une preuve d'intérêt l'Espagne. La correspondence qui a eu lieu entre es principales cours de l'Europe, atteste les voeux ue l'empereur a toujours formés pour que l'autorité u roi put se consolider dans les deux hemisphères, vec l'assistance d'institutions fortes par les principes urs et généreux qu'elles auroient consacrés, et fortes urtout par la régularité du mode de leur établissement.

Emanées des trônes ces institutions deviennent onservatrices: sorties du centre des troubles popuaires imposées par la revolte, elles ne produisent que le nouvelles subversions et de tristes désordres.

1820 Telle a toujours été la manière de voir de l'empereur; sa conviction à cet égard est fondée sur les leçons de l'expérience; en effet, si l'on jette ses regards sur le passé, de grands, de terribles exemples s'offrent à la méditation des peuples et des souverains.

S. M. I. persiste dans son opinion; ses voeux ne sont point changés; elle en donne ici la plus formelle assurance.

Il appartient maintenant au gouvernement de la péninsule de juger si des institutions imposées par un de ces actes violens, funeste patrimoine de la révolution contre laquelle l'Espagne a lutté avec tant d'honneur, si ces institutions peuvent jamais réaliser les bienfaits que les Deux-Mondes attendoient de la sagesse de S. M. C. et du patriotisme de ses conseils.

Les voies que l'Espagne choisira pour arriver à ce résultat important, les mesures qu'elle pourra prendre pour s'efforcer de détruire l'impression fâcheuse causée en Europe par l'événement du mois de Mars, décideront de la nature des rapports que S. M. I. pourra conserver avec le gouvernement espagnol, et de la confiance qu'elle aimeroit toujours de pouvoir lui témoigner.

51.

Convention provisoire entre l'Hanovre et l'Oldenbourg, concernant l'art. 19 *du traité du* 4 *Février* 1817, *publiée à Oldenbourg le* 22 *Avril* 1820.

(*Oldenburgische wöchentliche Anzeigen* 1820. No. 18.)

Die Regierung hat, unter höchster Genehmigung, mit dem Königlich Grofsbritannisch Hannöverischen Cabinets-Ministerium eine Vereinbarung getroffen, vermöge deren der Artikel 19. des Territorial-Ausgleichungs- und Cessions-Vertrags vom 4ten Febr.

1817 provisorisch als auf die beiderseitigen Staaten 1820
ausgedehnt betrachtet werden soll.

Dieser Artikel bestimmt: "Die öffentlich angestellten Erheber der Domanial- und der zu den secularisirten oder noch bestehenden geistlichen Corporationen, auch Kirchen und Schulen gehörenden Entraden sollen nicht verpflichtet sein, gegen die säumigen Schuldner mit förmlichen Klageschriften aufzutreten, noch viel weniger sich zur Erwirkung einer an sich wohl begründeten Execution in ein förmliches processualisches Verfahren einzulassen. Es soll vielmehr die, auf den Grund eines von den gegenseits angestellten öffentlichen Beamten beglaubigten Extractes der Rückstände, zu erlassende Requisition an die competente gegenseitige amtliche Behörde, in deren District das Praestandum fällig geworden, und zwar ohne Rücksicht auf die Gröfse des Betrags, genügen, um die Beitreibung und Uebermittelung der Schuld, auf Kosten des Schuldners, durch diese auf das fordersamste zu bewirken. Im Fall, dafs entweder die Verpflichtung an sich bestritten oder die Zahlung entweder ganz oder zum Theil bescheinigt werden sollte, wird die requirirte Behörde hiervon den Requirenten ebenfalls ungesäumt zur Kenntnifs setzen und dessen weitere Erklärung gewärtigen, um zu beurtheilen, ob der Einwand des Schuldners dadurch elidirt werden, oder ob es etwa der Einleitung eines rechtlichen Verfahrens bedürfen möchte, in welchem letztern Falle ebenfalls die schleunigste und mindest kostspielige Rechts-Entscheidung den gegenseitigen Behörden zur Pflicht gemacht werden wird.

Der letzteren sollen sich ebenfalls alle diejenigen Privati zu erfreuen haben, welche gutsherrliche Gefälle aller Art in den gegenseitigen Territorien zu beziehen haben, wogegen diesen die Befugnifs einer blofsen Requisition nicht wohl zugestanden werden mag, vielmehr denselben die Verfolgung des gesetzlichen Weges der Rechtshülfe obliegt."

Es wird daher diese provisorische Vereinbarung hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Oldenburg, den 22sten April 1820.

v. Brandenstein.

v. Kettler.

52.

1820 *Ordonnance du gouvernement royal Saxon, concernant le droit de détraction envèrs le royaume de Pologne, du 27 Avril* 1820.

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen* 1820. No. 9.)

Von Gottes Gnaden, Friedrich August, König von Sachsen u. s. w.

In dem von Uns unterm 16ten August 1810 erlassenen Generali sind die Abschofsverhältnisse zwischen Unserm Königreiche Sachsen und dem Herzogthume Warschau dergestalt festgesetzt worden, dafs

1. aller Abschofs, sowohl von ererbtem, als von dem durch Auswanderung aufser Landes gehenden Vermögen, soweit derselbe in landesherrliche Kassen fliefset, in beiden Ländern gänzlich aufgehoben sein, jedoch

2. den Patrimonialobrigkeiten, welche ein zu Recht beständiges Abschofsbefugnifs erlangt haben, die Erhebung des hergebrachten, oder sonst festgesetzten Abschofs-Quanti von dem, aus ihrer Gerichtsbarkeit in das Herzogthum Warschau gehenden Vermögen, ferner nachgelassen bleiben solle, wenn sie nicht in einzelnen Fällen Reversalien wegen gegenseitiger Abschofsbefreiung annehmen wollen; dafs dagegen

3. den Patrimonialobrigkeiten, welche ein solches Befugnifs nicht darthun können, solches gegen das Herzogthum Warschau, unter dem Vorwande der Retorsion, auszuüben, nicht gestattet werden solle; dafs ferner

4. die an einem oder dem andern Orte, aufser dem eigentlichen Abzugsgelde, etwa hergebrachten Abentrichtungen zu milden Zwecken oder sonstigen Abgaben, noch ferner beibehalten, und

5. alle in diesen Angelegenheiten vorkommenden Expeditionen und Berichtserstattungen, zu welchen letztern die Unterobrigkeiten in jedem eintretenden

Falle, vor Erhebung des Abschosses, verbunden sind, 1820
in beiden Ländern, ohne Abforderung einiger Sporteln, bewerkstelliget werden sollen.

Nachdem nun Se. Majestät, der Kaiser von Rufsland, mittelst Decrets vom $\frac{25.\text{ November}}{7.\text{ December}}$ vorigen Jahres sich geneigt erklärt, diese Abschofsverhältnisse fernerweit mit dem Königreiche Polen bestehen zu lassen, insofern Unserer Seits das Reciprocum beobachtet werde, Wir aber dasselbe beobachtet wissen wollen; so befehlen Wir andurch, dafs den Vorschriften des erwähnten Generalis vom 16ten August 1810 ferner nachgegangen werden soll.

Hiernach hat sich Jedermann zu achten.

Gegeben zu Dresden, den 27sten April 1820.

Freiherr VON WERTHERN.

AUGUST BENJAMIN MÜLLER, S.

53.

Convention entre le royaume des Deux Siciles et le grand-duché de Hesse, concernant l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration, publiée à Darmstadt le 5 Mai 1820.

(*Grofsherzoglich Hessische Zeitung* 1820.)

Nachdem eine gegenseitige Freizügigkeit bei Erbschaften zwischen dem Grofsherzogthum Hessen und dem Königreiche beider Sicilien bereits früher (Grofsherzogl. Hessische Zeitung von 1819. No. 62.) verabredet worden war, so ist durch eine weitere Uebereinkunft nunmehr eine völlige Freizügigkeit für alle Fälle bedungen worden, wo Vermögen aus einem der beiden genannten Staaten in den andern übergehet, es geschehe dies durch Vererbung, Vermächtnifs, Auswanderung, Schenkung, Verkauf oder

1820 auf irgend eine andere Weise, dergestalt, dafs die sowohl von dem Staate, als von anderen Personen oder Corporationen bezogenen Abgaben an Abzug oder Nachsteuer hinwegfallen, ohne dafs jedoch die Gesetze über den Militair-Dienst durch diese Uebereinkunft verändert werden.

Darmstadt den 5ten Mai 1820.

Auf besonderen Allerhöchsten Befehl.
Grofsherzoglich Hessisches Geheimes Staats-Ministerium.

v. Grolmann. Jaup. *Freiherr* v. Lohmann.
L. v. Zangen.

54.

Convention entre le royaume de Wurtemberg et la principauté de Hohenzollern-Sigmaringen, publiée le 16 Juillet 1820.

(Copie.)

Nachdem Se. Majestät der König von Würtemberg, und des regierenden Fürsten zu Hohenzollern-Sigmaringen Hochfürstliche Durchlaucht die Uebereinkunft getroffen haben, dafs die Territorial- und Markungs-Losung, insofern solche durch Gesetz oder Herkommen bisher gegenseitig ausgeübt worden, künftig und zwar den 1sten Sept. dieses Jahres an, in dem einen Staate gegen die Unterthanen des andern nicht mehr zur Anwendung gebracht, jedem der beiden Staaten aber für den Fall, dafs veränderte Verhältnisse ihm das Fortbestehen dieser Uebereinkunft nachtheilig machen sollten, eine gegenseitige Aufkündigungs-Befugnifs mit einer Frist von zwei Jahren vorbehalten bleiben soll; so ist hierüber die gegenwärtige gegenseitig auszuwechselnde rechtskräftige Declaration ausgefertiget und durch Unterschrift und Siegel beurkundet worden.

So geschehen Sigmaringen den 16ten Juli 1820.

Auf besondern Befehl Sr. Hochfürstlichen Durchlaucht.
Hochfürstlich Hohenzollern'sche Regierung.

v. Huber. Bilharz.

55.

Convention entre la Saxe royale et le duché de Saxe-Cobourg, concernant l'extradition réciproque des déserteurs, publiée le 17 Juillet 1820.

1820

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen* 1820. No. 14. pag. 149.)

Von Gottes Gnaden, Friedrich August, König von Sachsen u. s. w.

Nachdem Wir mit dem Herzoglich Sachsen-Coburgischen Hofe übereingekommen sind, dafs die Auslieferung der Deserteurs und Militairpflichtigen jederzeit, auch ohne vorgängige Reclamation, gegenseitig erfolgen soll; so befehlen Wir andurch, dafs sämmtliche Obrigkeiten und andere Behörden Unserer Lande, dieser Uebereinkunft gemäfs, in vorkommenden Fällen das Nöthige beobachten und verfügen, auch alle Unsere Unterthanen sich hiernach gebührend achten sollen.

Datum Dresden, am 17ten Juli 1820.

D. Heinrich Ferdinand Hübel.

Carl Friedrich Jässing, S.

56.

Convention entre la Saxe royale et le duché de Saxe-Gotha, concernant l'extradition des conscrits refractaires, publiée le 14 Août 1820.

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen* 1820. No. 14. pag. 150.)

Von Gottes Gnaden, Friedrich August, König von Sachsen u. s. w.

Nachdem Herzoglich Sachsen-Gothaischer Seits, auf Unsern Antrag, und unter Zusicherung des Re-

1820 ciproci, die Regierungen zu Gotha und Altenburg angewiesen worden sind, jetzt und in Zukunft, bis zum Abschlufs eines allgemeinen Cartels zwischen den deutschen Bundesstaaten, auf die von den hiesigen Behörden an sie gelangenden Requisitionen um Stellung ausgetretener Conscriptionspflichtigen, nach den in selbigen namentlich anzugebenden Mannschaften Nachforschung thun und letztere an die requirirende Behörde ausliefern zu lassen; so befehlen Wir hiermit, dafs die Civilobrigkeiten Unserer Lande das diefsfalls Unserer Seits zugesicherte Reciprocum gebührend beobachten sollen.

Datum Dresden, am 14ten August 1820.

Freiherr VON WERTHERN.

CARL FRIEDRICH JÄSSING, S.

57.

Convention entre le Wurtemberg et le grand-duché de Bâde, concernant la jurisdiction civile à Widdern, conclue à Stuttgart le 12 Septembre 1820.

(*Regierungsblatt des Grofsherzogthums Baden* 1821. 25 Febr. No. IV.)

Nachdem die Grofsherzoglich Badische und Königlich Würtembergische Regierungen für nothwendig erachtet haben, zu Beförderung der Justiz in dem, unter der beiderseitigen Staatshoheit befindlichen, Condominat-Ort Widdern sich über angemessene provisorische Einrichtungen wegen Ausübung der höheren Instanzen bei der Civil-Rechtspflege zu vereinigen, so wie dieses schon im Jahre 1809 bei der Straf-Rechtspflege geschehen ist, und nachdem sich dieselben hierüber in schriftlicher Ministerial-Correspondenz wechselseitige Mittheilungen gemacht haben, so sind die Endesunterzeichneten beiderseits beauftragt worden, eine förmliche Uebereinkunft

über den Gegenstand abzuschliefsen, in dessen Ge- 1820
mäfsheit dann dieselben, in Folge der zwischen den beiden Regierungen gepflogenen schriftlichen Verhandlungen, folgende Bestimmungen als provisorische Normen festgesetzt haben:

Art. I. Für die zweite oder Appellations-Instanz in der Civil-Rechtspflege werden für den Condominat-Ort Widdern theils der Königlich Würtembergische Gerichtshof in Eſslingen, theils das Grofsherzoglich Badische Hofgericht in Mannheim, nach einem einzuführenden Turnus bestimmt. An diese Stelle gehen:

a. die Appellationen, Nullitätsklagen, welche nur bei dem Unterrichter anzubringen sind, Klagen wegen verzögerter oder verweigerter Justiz. Dieselben besorgen:

b. die Oberaufsicht über die erste Instanz im Allgemeinen, und insbesondere über das Pupillen-, Hypotheken- und Depositenwesen. Was

c. die Art der Appellations-Ergreifung und Einlegung, so wie die Grundsätze, wann appellirt werden kann, betrifft, so werden hierüber die Würtembergischen Gesetze in Anwendung gebracht;

d. die Prozefsbehandlung aber in der zweiten Instanz richtet sich nach den Formen des betreffenden Gerichts; hingegen wird der materiellen Entscheidung immer das Würtembergische Recht zu Grunde gelegt.

Art. II. Der nach dem vorhergehenden Artikel einzuführende Turnus wird in der Art bestimmt, dafs derselbe

a. von Jahr zu Jahr unter den beiderseitigen Appellations-Gerichten wechselt, jedoch mit der auf die Verhältnisse der beiderseitigen Antheile an dem Ort gegründeten Modification, dafs

b. gleichwohl der dritte Turnus zwei Jahre für das Grofsherzoglich Badische Appellatious-Gericht dauert.

c. Mit dem Turnus in der Civil-Rechtspflege wechselt auf gleiche Weise der schon eingeführte Turnus in der Strafrechtspflege.

1820 d. Der Jahres-Turnus fängt jedesmal mit dem 1sten Januar zu laufen an, und wird, in der Voraussetzung, dafs der schon bestehende Turnus bei der Criminal-Rechtspflege mit dem 1sten Januar künftigen Jahres an das Grofsherzogthum Baden übergeht, zu gleicher Zeit auch bei der Civilrechtspflege von Grofsherzoglich Badischer Seite zuerst in Ausübung gebracht, wobei noch weiter bestimmt wird, dafs von der Ratification der gegenwärtigen Uebereinkunft an, die Appellationsfälle an das Grofsherzogliche Appellationsgericht gehen und von demselben nach den Bestimmungen dieser Uebereinkunft werden erledigt werden.

Art. III. Bei der Civil-Rechtspflege wird durch den Tag des ausgesprochenen ersten Instanz-Urtheils, von welchem appellirt wird, bestimmt, vor welches der beiden höheren Gerichte zur Zeit des Wechsels die Berufung gehört. Klagen über verzögerte oder verweigerte Justiz sind an keine Zeit gebunden, eben so auch andere Klagen oder Instructions-Einholungen; diese gehen an diejenige höhere Behörde, die gerade zur Zeit der Eingabe den Turnus hat.

Art. IV. Wenn in Prozefssachen Incident-Verfügungen einer höheren Behörde erlassen worden sind, und die definitive Erledigung nach dem Turnus an das höhere Gericht des andern Souverains kommt, so hat der Richter erster Instanz alles den Acten getreulich beizulegen, und an den höheren Richter mit solchen einzusenden, so wie auch die höheren Gerichte selbst auf Ansuchen einander alles Benöthigte mittheilen werden. Handelt es sich hingegen von nicht prozessualischen Gegenständen, so bleibt eine Sache bei derjenigen höheren Behörde, wo sie einmal angebracht ist, wenn auch vor der definitiven Erledigung der Gerichtsbarkeits-Wechsel vor sich gehen sollte.

Art. V. Prozesse bleiben, wie es sich von selbst versteht, des Wechsels ungeachtet, bei demjenigen Gerichte, wo sie einmal anhängig sind.

Art. VI. Das Rechtsmittel der Restitution wird, so lange der Prozefs noch bei dem Untergericht anhängig ist, auch bei demselben angebracht, und

kann nur dann dem höheren Instanzen zugewiesen 1820
werden, wenn die Sache durch andere Rechtsmittel dahin gebracht ist.

Art. VII. Wird die Visitation der ersten Instanz für nöthig befunden, so geschieht solche durch Commission der beiden höheren Gerichte gemeinschaftlich und auf Kosten der beiden Souverains, die sich auch über die durch die Resultate nöthig werdenden Verfügungen vereinigen werden. Die commissarische Untersuchung eines speciellen Falls aber wird einseitig von demjenigen höhern Gerichte, das gerade den Turnus hat, oder bei welchem die Sache nach §. 5 anhängig ist, angeordnet, und von demselben über das Resultat entschieden. Macht jedoch das Resultat eine Normalverordnung oder Aenderung nöthig, so haben sich beide höhere Gerichte darüber zu vereinigen, ehe sie Gültigkeit haben kann.

Art. VIII. Die Erkenntnisse und Verfügungen jeder der höheren Gerichtsbehörden ergehen, wie es auch bei Criminalsachsen geschieht, in gemeinschaftlichem Namen.

Art. IX. In Rücksicht der Familienangelegenheiten der Freiherrn von Zyllenhardt und von Gemmingen bleibt es bei der schon bestehenden provisorischen Uebereinkunft, dafs solche exemte und zwar die von Gemmingen bei den Würtembergischen und die von Zyllenhardt bei den Badischen höhern Gerichten ihre Instanz haben.

Art. X. Als dritte Instanz ist immer dasjenige höchste Gericht der beiden Souverains das geeignete, bei welchem die zweite Instanz war; es geht demnach die weitere Berufung von dem Gerichtshof in Eflslingen an das Königliche Obertribunal in Stuttgart, und von dem Hofgericht in Mannheim an das dortige Oberhofgericht.

Art. XI. In Ansehung des Revisionsmittels wird es eben so gehalten, wie es damit in dem betreffenden Staat gegen seine ausschliefslichen Unterthanen gehalten wird.

Art. XII. Da in Widdern die Anwendung der Würtembergischen Gesetzgebung hergebracht ist, so hat es hierbei fernerhin sein Bewenden.

1821 vorigen Jahres über denselben Gegenstand verabredeten Uebereinkunft unter den beiderseitigen Staaten als gegenseitig verbindlich anerkannt werden soll; und es sind zugleich, soviel den 12ten §. erwähnter Uebereinkunft betrifft, auf Königlich Sächsischem Gebiete die Stadt *Plauen*, und auf Fürstlich Reussischem Territorio die Städte *Schleitz* und *Hirschberg* zu Uebernahmeorten bestimmt worden.

Wie nun Se. Königl. Majestät von Sachsen, unser Allergnädigster Herr, vorstehende Vereinigung, die vom Tage der in den beiderseitigen Landen zu bewirkenden Publication derselben an in Kraft treten soll, allenthalben genehmiget haben: so ist hierüber diese Erklärung ausgefertiget, und auf Allerhöchsten Befehl vollzogen worden.

Dresden, am 2ten Januar 1821.

Königlich Sächsische Landesregierung.

[Die Unterschriften.]

60.

Convention entre la Suède et la Norvège d'une part et la Russie de l'autre, pour fixer les principes, d'après lesquels se feront réciproquement les échanges des propriétés particulières, situées des deux cotés de la frontière, et pour déterminer la compétence des tribunaux respectifs en matières criminelles entre les sujets des deux puissances habitants près de la frontière, faite et conclue à Torneå le $\frac{17}{5}$ *Janvier* 1821, *et ratifiée à Stockolm le* 26 *Fevrier, et à Laybach le* $\frac{28\ Février}{12\ Mars}$ *de la même année.*

(Stockholm, tryckt i Kongl. Tryckeriet, 1821.)

Nous, Charles Jean, par la grâce de Dieu, roi de Suède, de Norvège, des Goths et des Vandales, savoir

Auszug 1820

aus der unterm 28sten September 1820 zwischen der Königlich Preufsischen und der Kurhessischen Regierung abgeschlossenen Uebereinkunft wegen gegenseitiger Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen u. s. w.

§. 12. Um die Transporte gehörig zu dirigiren, sind zu beiderseitigen Uebergabe-Orten, und zwar

auf Königlich Preufsischem Territorio,	auf Kurhessischem Territorio,
Warburg,	Volchmarsen,
Beverungen,	Carlshafen,
Heiligenstadt,	Witzenhausen,
Treffurth,	Eschwege,
Medebach und	Frankenberg und
Suhla,	Schmalkalden,

festgesetzt worden, wobei es sich von selbst versteht, dafs Preufsische im Schaumburgschen ergriffene Vagabunden von Rinteln nach Minden, und die aus der Grafschaft Schaumburg gebürtigen Vagabunden von Minden nach Rinteln abgeliefert werden.

59.

Convention conclue entre la Saxe royale et la ligne cadette de Reufs-Plauen, pour la réception réciproque des vagabonds, du 2 Janvier 1821. 1821

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen* 1821. No. 3. pag. 15.)

Zwischen der Königlich Sächsischen Regierung und der Fürstlichen Regierung jüngerer Linie Reufs von Plauen ist, zu Feststellung der, bei Uebernahme der Vagabunden und anderer Ausgewiesenen, gegenseitig zu befolgenden Grundsätze, die Vereinigung verabredet worden, dafs, statt einer diesfallsigen besondern Uebereinkunft, der Inhalt der, gegenwärtiger Erklärung in Abschrift beigefügten, zwischen den Kronen Sachsen und Preufsen am 21sten Januar

1821 vorigen Jahres über denselben Gegenstand verabredeten Uebereinkunft unter den beiderseitigen Staaten als gegenseitig verbindlich anerkannt werden soll; und es sind zugleich, soviel den 12ten §. erwähnter Uebereinkunft betrifft, auf Königlich Sächsischem Gebiete die Stadt *Plauen*, und auf Fürstlich Reussischem Territorio die Städte *Schleitz* und *Hirschberg* zu Uebernahmeorten bestimmt worden.

Wie nun Se. Königl. Majestät von Sachsen, unser Allergnädigster Herr, vorstehende Vereinigung, die vom Tage der in den beiderseitigen Landen zu bewirkenden Publication derselben an in Kraft treten soll, allenthalben genehmiget haben: so ist hierüber diese Erklärung ausgefertiget, und auf Allerhöchsten Befehl vollzogen worden.

Dresden, am 2ten Januar 1821.

Königlich Sächsische Landesregierung.

[Die Unterschriften.]

60.

Convention entre la Suède et la Norvège d'une part et la Russie de l'autre, pour fixer les principes, d'après lesquels se feront réciproquement les échanges des propriétés particulières, situées des deux cotés de la frontière, et pour déterminer la compétence des tribunaux respectifs en matières criminelles entre les sujets des deux puissances habitants près de la frontière, faite et conclue à Torneå le $\frac{17}{5}$ *Janvier* 1821, *et ratifiée à Stockolm le* 26 *Fevrier, et à Laybach le* $\frac{28\ Février}{13\ Mars}$ *de la même année.*

(Stockholm, tryckt i Kongl. Tryckeriet, 1821.)

Nous, Charles Jean, par la grâce de Dieu, roi de Suède, de Norvège, des Goths et des Vandales, savoir

faisons: Que nous et notre très-cher frère et cousin, 1821
le sereniссime et très puissant prince et seigneur Alexandre I., empereur et autocrateur de toutes les Russies, de Moscovie, Kiovie, Wladimirie et Novogorod, czar de Casan, czar d'Astrachan, czar de Pologne, czar de Sibérie, czar de Chersonèse Taurique, seigneur de Plescow et grand duc de Smolensko, Lithuanie, Wolhynie, Podolie, et de Finlande, duc d'Estonie, de Livonie, de Courlande et Sémigalle, de Samogitie, Belostock, Carélie, Twer, Jugorie, Permie, Wiatka, Bolgarie et d'autres; seigneur et grand duc de Novogorod inférieur, de Czernigovie, Resan, Polozk, Rostow, Jaroslaw, Belo-Osorie, Udorie, Obdorie, Condinie, Witepsk, Mstislaw, dominateur de tout le côté du nord et seigneur d'Ivérie, de Cartalinie, de Grusinie et de Cabardinie; prince héréditaire et souverain des princes de Czircassie, Gorsky et autres; héritier de Norvège, duc de Schlesvig Holstein, de Stormarie, de Ditmarsen et d'Oldenbourg etc. etc. animés d'une égale sollicitude pour le bien-être de nos fidèles sujets, ayant résolu de conclure une convention, afin de fixer plus spécialement les principes d'après lesquels se feront réciproquement les échanges des propriétés particulières situées des deux côtés de la frontière; ayant également jugé convenable de déterminer, à cette occasion, la compétence des tribunaux respectifs en matières criminelles entre nos sujets habitants près de la frontière, et ayant, à cet effet, nommé des deux côtés des plénipotentiaires, lesquels, en vertu de nos pleinpouvoirs respectifs, ont été authorisés par nous d'arrêter, conclure, signer et sceller une pareille convention; savoir, nous, de notre côté, notre amé et féal, le sieur Gustave de Peyron, colonel d'état major, chef de notre régiment de Jemtlande, chasseurs, chef des bureaux de notre aide de camp général pour l'armée, chevalier de notre ordre de l'Epée, de l'ordre impérial de Russie de St. Wladimir de la troisième et de celui de St. Anne de la seconde classe, et de celui de Prusse pour le Mérite; et Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, de son côté, le sieur Germain de Wärnhielm, colonel au second régiment d'infanterie de Finlande; les dits plénipotentiaires, après avoir échangé leurs

1821 pleinpouvoirs, reconnûs en bonne et dûe forme, ont conclû, arrêté, signé et scellé, le dix-sept Janvier de la présente année, dans la ville de Torneå, une convention, ainsi qu'une instruction y annexée pour les arpenteurs, et autres personnes à employer aux échanges de propriétés, pórtant mót à mot ce qui suit:

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

Sa Majesté le roi de Suède et de Norvège, et Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies ayant fixé et déterminé, par le traité de Frédricshamn du dix sept Septembre mil huit cent neuf, ainsi que par l'acte de démarcation du vingt Novembre mil huit cent dix, les limites de leurs états respectifs, Leurs Majestés animées d'une égale sollicitude pour le bien-être de leurs fidèles sujets, ont voulu fixer et établir les principes, d'après lesquels, les propriétés en bien-fonds de chaque particulier, des deux côtés de la frontière, doivent être échangées réciproquement, afin d'écarter ainsi les causes de mésintelligence, qui peuvent résulter du mélange des propriétés; ayant, en même tems, jugé nécessaire, de déterminer d'une manière plus précise, à quel tribunal doivent ressortir les causes criminelles, entre les habitans des deux frontières.

A cet effet, Leurs dites Majestés ont nommé pour leurs commissaires plénipotentiaires, savoir: Sa Majesté le roi de Suède et de Norvège, le sieur Gustave de Peyron, colonel d'état major, chef du régiment de Jémtlande, chasseurs, chef des bureaux de son adjutant général pour l'armée, chevalier de son ordre de l'Epée, de l'ordre impérial de St. Wladimir de la 3ème, et de celui de St. Anne de la 2de classe, et de l'ordre royal de Prusse pour le mérite; et Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, le sieur Germain de Wärnhielm, colonel au second régiment d'infanterie de Finlande, lesquels, après avoir échangé leurs pleinpouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des articles suivans:

Art. I. Considérant, que l'échange des propriétés mixtes sur les îles, statué à la fin de la troisième

section de l'art. II. de l'acte de démarcation, n'a 1821
pas encore été effectué, les hautes parties contractantes ont arrêté: qu'il sera nommé des arpenteurs, lesquels, sous la surveillance d'une personne versée dans cette partie, et choisie, de part et d'autre, par les directions d'arpentages respectives, seront chargés d'arpenter les dites îles, d'en dresser la carte, d'en évaluer la terre, selon le degré de fertilité, et de les partager, de manière que, sans préjudice à l'intérêt réciproque, les us et coutumes des propriétaires de jouir alternativement de l'usu-fruit du même terrain (år-omgång), et le mélange actuel des propriétés, soyent entièrement abolis.

Lorsque, de la manière préscrite, ces propriétés mixtes auront été séparées et détachées, de telle sorte, que chaque île se trouve, autant que faire se peut, dans la possession des sujets de l'une ou de l'autre puissance, celles de ces îles, qui se trouveront situées sur le territoire étranger, seront échangées, contre des îles équivalentes du coté opposé.

Art. II. Ayant été éclairci, par les cartes et autres produits à ce sujet, que plusieurs propriétaires des deux côtés de la frontière, perdroient considerablement, s'il étoit seulement permis d'échanger, l'une contre l'autre, les propriétés sur le continent, mentionnées dans la deuxième section de l'art. II. de l'acte de démarcation, et consistant en champs et prairies, ainsi qu'en forêts et pâturages, adjugés (afvittrade) à des fermes particulières; les hautes parties contractantes veulent bien permettre, que pour l'avantage commun des intéressés, les prairies sur les îles, situées du côté de la frontière du territoire étranger, où il ne se trouve pas d'équivalent, soyent échangées contre des propriétés semblables sur le continent.

Si toutefois, après que l'échange des propriétés aura été effectué, selon les principes établis ci-dessus, il se trouve encore du terrain de reste, appartenant aux sujets de l'une ou de l'autre puissance sur le territoire de chacune d'elles, il sera permis à celui, qui n'aura point obtenu d'équivalent, de céder le terrain qui reste aux sujets de l'autre puissance, par un marché en forme, dans l'espace de trois

1821 mois, à compter de l'époque où le partage général aura été terminé dans toutes ses parties, et dûement confirmé.

Au cas, que cette aliénation n'ait pas lieu, ces sortes de propriétés seront offertes aux sujets de la puissance étrangère, dans le même espace de tems, par une vente publique, laquelle, après avoir été annoncée dans les églises des environs six (6) semaines au préalable, sera effectuée sur les lieux, par les autorités compétentes du pays, où demeure le propriétaire, selon les dispositions, que prendront à cet effet les gouverneurs des provinces de Nordbottnie, et d'Uleåborg, auxquels les chefs des arpenteurs seront tenus de faire parvenir les bordereaux des terrains restans. Comme toutefois il se pourroit, que, lors de ces ventes, les propriétaires qui voudroient profiter de la circonstance, s'arrangeassent entre-eux, pour faire des offres au dessous de la valeur du terrain mis à l'enchère, les hautes parties contractantes s'obligent, en pareil cas, à en faire l'acquisition, lorsque le prix de la vente ne s'élevera pas au taux fixé dans le tarif suivant, savoir:

Pour un arpent taxé de champs R:d. B:co 100. — Id. id. de prairies 83: 16. — Id. id. de forêts sur un terrain cultivable 22: 10. 8. — Id. id. de terrain cultivable sans aucune espèce de bois 16: 32. Id. id. de forêt, sur un terrain non cultivable, un tiers du prix courant du chauffage coupé et mésuré, d'après la vérification qui en aura été faite préalablement, lors de l'évaluation graduée du terrain. Il dépendra d'ailleurs de chacune des hautes puissances respectives, de décider, si les propriétaires, qui auront été obligés de renoncer ainsi aux dits terrains restans, pourront garder le montant, qu'ils en auront obtenu, ou s'ils en recevront une autre indemnité équivalente.

Pour ce qui regarde les îles des fleuves, lesquelles, après l'effectuation du partage général et de l'échange, resteront encore sur le territoire étranger, et dont la jouissance a été assurée aux sujets respectifs des hautes parties contractantes, les propriétaires auront à en payer, dans le terme prescrit, la rédévance annuelle, stipulée dans la quatrième section

de l'art. II. de l'acte de démarcation, et afin d'obtenir à cet égard l'ordre et l'exactitude nécessaires, les chefs des arpenteurs seront tenus, lorsque le partage général aura été terminé, de dresser des bordereaux exacts de toutes ces îles, d'en faire la description, et après avoir certifié l'authenticité de ces actes par leur signature, les faire parvenir aux gouverneurs des provinces limitrophes, afin d'être suivis, lors de la liquidation annuelle. 1821

ART. III. Afin de pouvoir fixer un terme plus court, pour l'exécution des échanges en question, toutes les affaires litigieuses, qui s'éleveront entre des sujets des deux hautes parties contractantes, durant cette opération, relativement au droit de propriété sur le terrain, qui doit être échangé, seront examinées et décidées dans l'espace d'un mois, par trois compromissaires de chaque côté, choisis par les parties litigantes; lesquels compromissaires, après l'audition des témoins irrécusables, qui doivent comparoître aussitôt qu'ils en auront été requis, sous peine d'amende, jusqu'à la concurrence de cinquante Dalers en argent, ou une somme équivalente en billets de banque de Suède, ou en roubles d'argent, et après avoir recueilli d'ailleurs, tous les éclaircissemens nécessaires, seront tenus d'examiner les dites causes et de les juger définitivement et sans appel; à la suite de quoi ce jugement définitif, rédigé par écrit, et signé par tous les compromissaires, sera remis par la partie gagnante, aux chefs des arpenteurs, pour servir de règle, lors du partage général.

Si, parmi les compromissaires, les avis se trouvent partagés, la pluralité des voix l'emportera; mais si les voix sont en nombre égal des deux côtés, on tirera au sort, pour décider la cause.

ART. IV. Cet échange des propriétés sera terminé au plus tard, dans l'espace de trois années, par les arpenteurs préposés à cet effet, et dont les instructions, rédigées en langue suédoise, seront remises à leurs chefs, par les gouvernemens des provinces limitrophes, lesquelles instructions, contenant l'exposé détaillé de tous les objets, dont doivent s'occuper les arpenteurs, et munies de la signature

1821 et du cachet des commissaires plénipotentiaires respectifs, seront ponctuellement suivies et observées, comme si elles étoient insérées mot à mot dans la présente convention.

ART. V. Tous les échanges et partages étant terminés et réglés, de manière, qu'il ne reste plus que le placement des bornes ou poteaux, les chefs des arpenteurs en avertiront les dits gouverneurs de province, qui en feront leurs rapports à leurs gouvernemens respectifs, lesquels désigneront alors celui, ou ceux, qu'il leur plaira de nommer, pour se rendre au commencement du mois de Juin mil huit cent vingt trois dans la ville de Torneå, afin d'examiner les échanges, qui auront été exécutés, et au cas, qu'il se soit élevé des difficultés relativement au partage, les décider et prendre enfin des dispositions définitives, pour que le placement des dites bornes puisse être achévé avant la fin du mois d'Août de la dite année.

ART. VI. Jusqu'à ce que le partage général et les échanges des propriétes en question, aient été achévés, et que les bornes ou poteaux soient placés, chaque propriétaire sera maintenu dans la possession et la jouissance paisible des bien-fonds, qui lui appartenoient à la conclusion de la paix de mil huit cent neuf, abstraction faite cependant des propriétés, qui depuis cette époque, ont été dûement échangées ou aliénées; sans que les défenses, ou autres mesures des autorites respectives y puissent mettre obstacle. Toutefois l'usu-fruit des propriétaires de forêts sur le territoire étranger, ne s'étendra pas au delà de ce qui sera nécessaire à leurs besoins domestiques.

Les autorités et fonctionnaires respectifs, auront à veiller scrupuleusement, à ce que chacun jouisse de ses droits, fondés sur les lois et la présente convention.

ART. VII. La délimitation, passant en effet au nord de l'île de Flugarin Saari, et laissant cette île à saganche, quoique la déscription topographique, citée dans l'art. VI. de l'acte de démarcation du vingt Novembre mil huit cent dix, range par erreur cette

e au nord de la délimitation, il est convenu, que 1821
cette dite île, étant située sur le territoire russe, sera comprise dans la même cathégorie, que la presqu'île de Svensarön, dont d'ailleurs elle forme actuellement la partie septentrionale.

ART. VIII. Pour ce qui concerne le mode de procédure criminelle des deux côtés de la frontière, les hautes parties contractantes sont convenues.

Tout délit, plus ou moins grave, commis par les sujets de l'une des deux puissances, sur le territoire de l'autre puissance, doit, lorsque le coupable est saisi dans ce dernier pays, être jugé et puni, selon les lois, et par les tribunaux du pays, où a été commis le délit.

Lorsqu'un sujet de l'une des deux puissances commet sur le territoire de l'autre puissance, dans l'une des paroisses limitrophes entre la Suède et la Russie, un des délits mentionnés dans l'art. VII. de l'acte de démarcation du vingt Novembre mil huit cent dix, tels que meurtres, incendies, brigandages ou vols, et qu'ensuite le coupable se réfugie dans son propre pays; la partie lésée, ou l'accusateur public, pourra s'adresser au gouverneur de la province, où s'est commis le crime, pour en obtenir la poursuite légale, et pour lors cette autorité, après avoir récueilli des éclaircissemens sur l'existence du crime, doit demander l'instruction de la cause, par voie de correspondence avec le gouverneur de la province, à laquelle appartient le prévenu.

Ce dernier gouverneur de province devra alors prendre des dispositions, non seulement pour que l'instruction de l'affaire soit dévolue au tribunal, qui, dans la patrie de l'accusé, se trouve le plus proche de l'endroit où s'est commis le crime; mais aussi, que le dit accusé comparaisse au tribunal, devant en outre donner avis du jour désigné pour l'information, au gouverneur de province, qui en a fait la demande, lequel en instruira la partie intéressée ou l'accusateur.

Le lésé et l'accusateur seront tenus de comparaitre au jour et lieu fixés pour l'information, munis des témoins, ou autres preuves, qu'on pourra pro-

1821 duire, et pour la comparution de ceux des témoins, qui ne séjournent pas dans l'enceinte du pays, où l'information a lieu, ils pourront requerir l'entremise du gouverneur de province du pays, dans lequel les individus en question sont domiciliés.

Le tribunal, auquel la cause aura été ainsi dévolue, devra, tant à l'égard des informations, que pour ce qui concerne la détermination de la peine, procéder selon les lois en vigueur dans le pays.

S'il se commet des délits moins graves sur la frontière de la Suède et de la Russie, par un sujet de l'une des deux puissances, sur le territoire de l'autre puissance, et que le coupable soit returné dans son pays, celui, qui a été préjudicié, pourra lui-même, ou par mandataire, s'adresser immédiatement au juge le plus proche de la frontière du pays, auquel appartient le délinquent, et poursuivra contre lui, ses prétentions, selon les lois de ce dernier pays, dans lequel il lui sera accordé toute aide et assistance légale.

Art. IX. Les ratifications de la présente convention, seront échangées, dans l'espace de quatre mois, ou plutôt si faire se peut, et dans l'endroit que les hautes parties contractantes désigneront.

En foi de quoi les susdits commissaires plénipotentiaires, en vertu de leurs pleinpouvoirs respectifs, ont signé la présente convention, et y ont apposé le cachet de leurs armes. Fait à Torneå le dix sept Janvier l'an de grâce mil huit cent vingt un.

G. Peyron. H. Wårnhjelm.

Instruction. 1821

Hwarefter Landtmåtare och andra wederbörande hafwa fig att råtta, wid de Ego-utbyten, som jemnlikt Andra Artikeln af Gränse-Reglerings-Tractaten den Tjugonde Nowember Ettusende Åttahundrade Tio, samt Andra Artikeln uti den, under denna dag, afslutade Convention, komma att werkställas, till fränskiljande af enskilte Jordegares tillhörigheter på ömse sidor om Riksgränsen, inom Neder-Torneå, Carl Gustafs och Öfwer-Torneå Socknar, samt Muonioniska och Enontåkis Församlingar, af Norrbottens och Uluåborgs Län; upråttad i enlighet med hwad Fjerde Artikeln af sistnämnda Convention föreskrifwer, af underteknade Deras Kongl. och Kejserliga Majestäters Befullmågtigade Fullmyndige Commissarier.

§. 1. På det ifrågawarande Ego-utbyten må inom föreskrifwen tid af trenne (3) år wara werkställde, skola Landtmåteri-Directionerne i båda Riken, hwardera skyndsammast utse Åtta (8) driftige och uti Egodelning kunnige Landtmåtare, hwilke under ledning af en, såsom Styresman, likaledes tillförordnad skicklig person, ifrån hwardera Riket, komma att detta arbete företaga och fullborda, på fått och i den ordning här nedanföre omförmåles.

§. 2. Den Första Junii Ettusande Attahundrade Tjugu Ett skola förenämnde Styresmän och Landtmåtare, uti Torneå Stad inträffa; då de förstnämnde, defsförinnan böra anmåla sig hos Landshöfdingarne i Gränse-Länen, till erhållande af så wäl denna Instruction, som nödige Chartor och Handlingar.

Wid af dem utsåttande Sammanträden, böra de ej allenast meddele samtelige Landtmåtarne känne-

1821 slutade Convention, ån denna Instruction uplåsas; och då Allmogen, genom en efter dess fattningsgåfwa lämpad framställning, blifwit noga underrättad, om de till dess iakttagande hörande ämnen, böra grunderne för Graderingen af jorden upgöras, Graderingsmännen utwäljas, och antalet af Handtlangningsmanskapet bestämmas.

§. 9. Till Graderingsmän skola om orten och jordbruket kunnige ojäfwige personer, Twå (2) ifrån Swenska och lika många ifrån den Ryska sidan utses, samt af dessa Fyra, en efter lottning utgå; så att endast Trenne (3) Graderingsmän komma att Landtmåtarne och Jordegarne, wid förrättningen åtfölja. Och som derpå ligger mycken wigt, att Graderingen inom hwarje Skifteslag, sker efter enahanda grunder, skola Graderingsmännen icke utan synnerliga omständigheter ombytas, hälst om någon af dem, utaf sårdeles hinder, eller icke förutsedt jäf, blefwe urståndsatt att med denna befattning fortfara, den Fjerde utlottade, i sådan händelse, bör påkallas, och i den afgångnas ställe biträda. Hwad åter Handtlangnings-manskapet angår, så, emedan genom ett ofta skeende ombyte af detsamma, förrättningens fortgång hindras, böra Jordegarne wara omtänkte, att sådane personer, lika många å hwardera sidan om Skiftes-laget, dertill anskaffas, som en längre tid med denna befattning fortfara. Skulle, emot all förmodan, å förelagd tid, en eller flere af Handtlangarne, från förrättningsstället uteblifwa, böra närmaste Krono-Betjente, wid wite af Trettio (30) Daler Silfwermynt, eller motswarande Rubel-Silfwer, på derom gjord skriftelig reqvisition af Landtmåtarne, genast foga anstalt om erhållande af någon annan, på de försumlige Jordegarnes kostnad, hwilken strax får utmåtas.

§. 10. Efter denna första sammankomsts slut, och sedan Styresmännen fördelt arbetet, inom de till Skiftes-laget hörande Landtmåtare, åligger det de sistnämnde, att med göromålen skyndsammast göra början, och dessamma med den noggrannhet och drift utföra, att de Höga Monarkernes afsigt, enskild och allmän båtnad, derigenom winnes.

§. 11. Innan med egornes måtning och affattning 1821
begynnes, skola Landtmåtarne hwar i sitt Skiftes-
lag, uti de församlade Jordegarnes närwaro, noga
göra sig underråttade om de Lågenheters beskaffen-
het, hwilka wid det skeende utbytet böra komma i
fråga, samt derwid iakttaga: Att som inga andra ån
sådana Egor, bestående af åker och ång, samt sådan
skog och utmark, hwilken till enskilta Hemmans-
egare blifwit behörigen afwittrad (Torneå Stad hårutinnan inbegripen), åro utbyte underkastade, bör
måttningen och graderingen ej heller sträcka sig till
impedimenta, Krono-Allmänningar, och sådan jord,
som Kronan till Bruk och Sågwerk emot recognition
uplåtit, så framt ej sådan mark befinnes wara under
Bergsfrälse-rått upodlad (Kengis Bruk hårutinnan
inbegripet): Att då i allmänhet, inga andra friwilliga
utbyten kunna för lagliga anses, och ifrån all beräk-
ning uteslutas, ån de, som före den Andra October
Ettusande Åttahundrade Femton blifwit skrifteligen
författade, ochwid de härförinnan, i afseende å Ege-
utbytet redan werkställda Landtmåtare förråttningar
anmälte, samt i Landtmåtarens Protocoll anteknade,
skola åfwen alla de sedermera ingångne byten, lika-
som desse, utaf de förstnämnde, hwilka dels angå
sådana Lågenheter, som åro på ett så långt afstånd
från tillträdarne belägne, att någon nytta af dem,
icke kan wara att påräkna, dels ock uptaga framde-
les jemkningar och ersåttningar af Holmegor m. m.,
för olaglia anses; Härifrån likwäl undantagne, de
utbyten, som ömsesides Jordegare inom Enontåkis,
Muonioniska och Payala eller Turtula Församlingar
till och med Pello By, i Öfwer-Torneå Socken,
skrifteligen afslutat, och hwilka, i anseende till desse
Egors serskilta beskaffenhet, samt Delegarnes spridda
läge, må winna behörigt afseende, oaktadt de icke
inom den här ofwanföre utsatta tiden blifwit ingång-
ne och anmälte, om Jordegarne å ömse sidor, med
dem åtnöjas, dock att någon Egoblandning eller ore-
dighet i Skiftet genom dem ej åstadkommes; och
att, då hwad Holmarne angår, inga andra af desse
komma i fråga, ån de som tagit giltig gråswäxt,
böra de upgrundningar, som ännu icke hunnit till
ång förwandlas, således från all beräkning afgå, utan
att likwäl härigenom någon rubbning göres, uti den

1821 slutade Convention, ån denna Instruction uplåsas; och då Allmogen, genom en efter dess fattningsgåfwa lämpad framställning, blifwit noga underrättad, om de till dess iakttagande hörande ämnen, böra grunderne för Graderingen af jorden upgöras, Graderingsmännen utwäljas, och antalet af Handtlangningsmanskapet bestämmas.

§. 9. Till Graderingsmän skola om orten och jordbruket kunnige ojäfwige personer, Twå (2) ifrån Swenska och lika många ifrån den Ryska sidan utses, samt af desse Fyra, en efter lottning utgå; så att endast Trenne (3) Graderingsmän komma att Landtmåtarne och Jordegarne, wid förrättningen åtfölja. Och som derpå ligger mycken wigt, att Graderingen inom hwarje Skifteslag, sker efter enahanda grunder, skola Graderingsmännen icke utan synnerliga omständigheter ombytas, hälst om någon af dem, utaf särdeles hinder, eller icke förutsedt jäf, blefwe urståndsatt att med denna befattning fortfara, den Fjerde utlottade, i sådan händelse, bör påkallas, och i den afgångnas ställe bitråda. Hwad åter Handtlangnings-manskapet angår, så, emedan genom ett ofta skeende ombyte af detsamma, förrättningens fortgång hindras, böra Jordegarne wara omtänkte, att sådane personer, lika många å hwardera sidan om Skiftes-laget, dertill anskaffas, som en längre tid med denna befattning fortfara. Skulle, emot all förmodan, å förelagd tid, en eller flere af Handtlangarne, från förrättningsstället uteblifwa, böra närmaste Krono-Betjente, wid wite af Trettio (30) Daler Silfwermynt, eller motswarande Rubel-Silfwer, på derom gjord skriftelig reqvisition af Landtmåtarne, genast foga anstalt om erhållande af någon annan, på de försumlige Jordegarnes kostnad, hwilken straxt får utmåtas.

§. 10. Efter denna första sammankomsts slut, och sedan Styresmännen fördelt arbetet, inom de till Skiftes-laget hörande Landtmåtare, åligger det de sistnämnde, att med göromålen skyndsammast göra början, och desamma med den noggrannhet och drift utföra, att de Höga Monarkernes afsigt, enskild och allmän båtnad, derigenom winnes.

§. 11. Innan med egornes måtning och affattning 1821
begynnes, skola Landtmåtarne hwar i sitt Skiftes-
lag, uti de församlade Jordegarnes närwaro, noga
göra sig underrättade om de Lågenheters beskaffen-
het, hwilka wid det skeende utbytet böra komma i
fråga, samt derwid iakttaga: Att som inga andra än
sådana Egor, bestående af åker och äng, samt sådan
skog och utmark, hwilken till enskilta Hemmans-
egare blifwit behörigen afwittrad (Torneå Stad hårutinnan inbegripen), åro utbyte underkastade, bör
måttningen och graderingen ej heller sträcka sig till
impedimenta, Krono-Allmänningar, och sådan jord,
som Kronan till Bruk och Sågwerk emot recognition
uplåtit, så framt ej sådan mark befinnes wara under
Bergsfrälse-rätt upodlad (Kengis Bruk hårutinnan
inbegripet): Att då i allmänhet, inga andra friwilliga
utbyten kunna för lagliga anses, och ifrån all beräk-
ning uteslutas, än de, som före den Andra October
Ettusande Åttahundrade Femton blifwit skrifteligen
författade, och wid de härförinnan, i afseende å Ege-
utbytet redan werkställda Landtmåtare förrättningar
anmälte, samt i Landtmåtarens Protocoll anteknade,
skola äfwen alla de sedermera ingångne byten, lika-
som desse, utaf de förstnämnde, hwilka dels angå
sådana Lågenheter, som åro på ett så långt afstånd
från tillträdarne belägne, att någon nytta af dem,
icke kan wara att påräkna, dels ock uptaga framde-
les jemkningar och ersättningar af Holmegor m. m.,
för olaglia anses; Härifrån likwäl undantagne, de
utbyten, som ömsesides Jordegare inom Enontäkis,
Muonioniska och Payala eller Turtula Församlingar
till och med Pello By, i Öfwer-Torneå Socken,
skrifteligen afslutat, och hwilka, i anseende till desse
Egors serskilta beskaffenhet, samt Delegarnes spridda
läge, må winna behörigt afseende, oaktadt de icke
inom den här ofwanföre utsatta tiden blifwit ingång-
ne och anmälte, om Jordegarne å ömse sidor, med
dem åtnöjas, dock att någon Egoblandning eller ore-
dighet i Skiftet genom dem ej åstadkommes; och
att, då hwad Holmarne angår, inga andra af desse
komma i fråga, än de som tagit giltig gråswäxt,
böra de upgrundningar, som ännu icke hunnit till
äng förwandlas, således från all beräkning afgå, utan
att likwäl härigenom någon rubbning göres, uti den

1821 rått till slike uppgrundningar och deras förrådlande, som hwardera Rikets undersåtare kunna sig förwärfwat till dem, som ligga inom egit område.

§. 12. Sedan detta allt för sig gått, och Landtmåtarne tagit fullkomlig kännedom om de Lägenheter som böra bytas, skola desamma mätas, å Charta affattas och beskrifwas, så widt de denna behandling förut icke warit underkastade, eller genom tidens längd undergått någon förändring, då, likasom i de fall, enär Jordegarne sjelfwa åstka ytterligare undersökning af dem, sådant icke må uraktlåtas, likwäl, i sistnämnde händelse, på de sökandes egen bekostnad.

§. 13. I mån af Egornes mätning och affattning, kommer graderingen af dem att genast werkställas, utaf de på förberörde sått utsedde Graderingsmän i Jordegarnes och Graderings-Landtmåtarnes närwaro; och som jordens och skogens taxering fordrar den mest grannlaga åtgärd, böra Graderingsmännen, allwarligen påminte om deras skyldighet att göra hwar man rått, med noggrannhet förrätta detta deras åliggande, och, hwad skogen angår, fästa upmärksamhet ej allenast derå, om densamma är lämpelig till wedbrand, utan ock, om marken hwarå den wäxer, är till odling tjenling eller icke, samt derefter bestämma dess wärde. Skolandes Landtmåtarne härwid meddela Graderingsmännen de uplysningar, som af deras skicklighet och erfarenhet bör wara att förwänta. Wore någon Jord förut graderad, iakttages derwid hwad om mätningar uti nästföregående §. stadgadt är.

§. 14. Skulle under Egornes mätning och gradering, twist upkomma emellan Gränseboerne, om egande-rätten till de Lägenheter, som böra gå i byte, underrätte Landtmåtarne de stridiga parterne, om hwad Tredje Art. af förberörde Convention, i thy fall, stadgar, och antekne noga uti Protocollet, hwad å ömse sidor påståts, och swaradt blifwit, samt hwad i öfrigt till uplysning i twisteämnet lända kan: skolandes klaganden detta Protocoll, jemte Landtmåtarnes derwid fogade yttrande, emot erläggande lösen, uttaga, och wid målets företagande Compromissarierne meddela. Dock böra dessa twi-

stigheter icke uppehålla förrättningens gång i öfrigt, 1821
utan åligger det Landtmåtarne efter beskaffenheten med göromålen fortfara.

§. 15. Då Egornes mätning och affattning å Chartan, beskrifning och gradering blifwit fullbordad, böra Landtmåtarne derom inberätta till Cheferne, hwilka det åligger sammankalla Jordegarne, samt efter en noga granskning af det sålunda förrättade arbetet, och sedan behörig rättelse skett, ej mindre i allt öfrigt, hwartill anledning ken finnas, än i de delar, hwilka warit underkastade Compromisariers yttrande, hafwa wårdnad derå, att skiftet och utbytet företages och werkställes i den ordning, förenämnde Convention samt Storskifts-Författningarne stadga och föreskrifwa; derwid ihogkommande: att egoblandning och år-omgång å Holmarne först uteskiljes, innan utbytet af Lägenheterne å fasta Landet för sig gått: att wid bristande wederlag för Lägenheter å fasta Landet, endast de Holmar må dertill anwändas, som ligga på samma sida om Riksgränsen, der wederlaget saknas: att ömsesides Jordegares beqwämlighet, så widt sig göra låter, alltid afses: att wederlag ej gifwes på längre afstånd, än 2:ne högst 3:ne mil, derest förra håfden ej warit mera aflägsen: och att, framför allt, enskilldt lidande på det högsta undwikes.

§. 16. Om stridigheter wid Skiftet upstå, angående Skiftens läge m. m. böra de i Protocollet till beskaffenhet antecknas, för att kunna i ett sammanhang pröfwas, af den, eller de, som komma, på sått Femte Artikeln uti oftanämnde Convention stadgar, att lägga slutlig hand wid Ego-utbytet, och wederbörande derom underrättas.

§. 17. Wid hwarje af Cheferne och Landtmåtarne utlyst sammankomst, skola Jordegarne tillståndeskomma, så framt de åstunda att i saken hörde blifwa, eller att något annat afseende å deras rått må hafwas, än hwartill de företedde Handlingar föranleda, hwilket uti de utfärdande Kungörelserne, alltid bör inflyta: Skolandes de, såwäl wid nefse sammankomster, som wid andre tillfällen hållna Protocoll, hwilka noga uptaga alla omständigheter hwarom

1821 fråga upstått, och till saken hôra, behôrigen justerade, och af Cheferne, samt i deras frånwaro, af Skiftes-Landtmåtarne underskrefne, ibland de ôfrige Handlingarne förwaras.

§. 18. För Graderingsmånnens och Handtlangarnes arfwoden skola Jordegarne answara, men Chefernes och Landtmåtarnes tractamenten och resekostnad skall ersåttas af Kronan, i hwilket afseende Landtmåtarne åga att efter hwarje halft års förlopp inlemna till Styresmånnen, rediga och specifica Råkningar, ôfwer det under denna tid af dem förråttade arbete, för att efter föregången granskning warda, jemte Chefernes egna Arfwodes-råkningar, till Ôfwer-Directeurens wid Landmåteriet ytterligare revision, insånde; skolandes defsa Råkningar, åtföljda af de ôfwer dem författade anmårkningar ifrån Landtmåteri-Contoiret skyndesammast ôfwersåndas till Landshôfdingarne i Gränse-Lånen, för att prôfwas och beståmmas, genom i behôrig ordning författadt Utslag, hwilket, jemte de anordnade medlen, bôr, genem Kronofogden i orten, Cheferne emot bewis tillstållas.

§. 19. Skulle någon af Landmåtarne af sjukdoms förfall blifwa hindrad att wid arbetet fortfara, åligger det Styresmånnen, att genast sådant inberåtta till Landshôfdingen uti Gränse-Lånet af det Riket, hwars undersåte den sålunda till arbetet förhindrade Landtmåtaren är, på det Landshôfdingen må komma i tillfålle, att genast någon annan i hans stålle förordna, hwilken oförtôfwat bôr å förråttningsstållet sig infinna; men om någon af Cheferne blifwer urståndsatt att sin tjenstbefattning bestrida, bôr anmålan derom ske hos Ôfwer-Directionen wid Landtmåteriet, som om en annans tillförordnande fogar skyndsam anstalt, på det arbetet ej derigenom må komma att uppehållas.

§. 20. Ôfwer förråttningen bôra Landtmåtarne, föra en fullståndig och på sanningen grundad Dagbok, som uptager arbetet för hwarje dag. Bôrandes ett Utdrag deraf för hwar månad, samt Berâttelsen om hwad som kan wara i afseende å arbetets gång att anmårka, inom Sjette (6) dagen, af den påföljande

månaden insändas till Styresmännen, hwilka det 1821
åligger, att efter arbetets slut, till Gränse-Landshöfdingarne öfwerlemna, ej mindre desa, än de uptåttade Chartorne, Ego-beskrifningar, Graderings- och Delnings-instrument, jemte öfrige till Ego-utbytet hörande Protocoller och Handlingar, för hwilkas riktighet, åfwensom de framdeles infordrande Renovationerne, hwar och en som wid dem lagt hand, bör wara answarig, och komma desa Handlingar till framtida säkerhet uti Gränse-Länens Province-Contoir att förwaras.

§. 21. I öfrigt böra wederbörande Landshöfdingar, samt de under deras lydno stående Krono-Betjente, åfwensom öfrige Embets- och Tjenstemän, med all beredwillighet tillhandagå Ckeferne för Landtmåtarne, enär de å Embetes wägnar påkalla deras biträde; och som med fästat afseende derå, att under loppet af en tidlängd utaf Trenne (3) år, wid werkställigheten af denna widlöftiga förrättning, sådana frågor möjeligen kunna uptså, för hwilkas bedömmande saknas bestämd föreskrift, hafwa underteknade Befullmägtigade Commisarier welat förordna: att Cheferne för Landtmåtarne må i sådane fall, och efter sig företeende omständigheter pröfwa och föreskrifwa sättet, hwarigenom skyndsamhet i arbetets gång, samt Delegarnes gemensamma fördel befrämjas, dock allt i öfwerensstämmelse med de Hufwudgrunder, hwilka dels i Conventionen, dels här i Instructionen äro gifna, samt derest ej pröfningen af desa frågor kunde utan hinder för arbetets fortgång tåla upskof till den tid, då båda Regeringarnes Ombud åter sammantråda för att wid Skiftets fullåndande, lägga den sluteliga hand, hwarom Femte Artikeln uti högstberörde Convention stadgar. Torneå Stad den Sjuttonde Januarii Ettusende Åttahundrade Tjugu Ett.

GUST. PEYRON. HERMAN WÅRNHJELM.

A ces causes, nous avons voulu ratifier, approuver et accepter la susdite convention avec tous ses articles, points et clauses, ainsi que l'instruction y annexée, comme aussi par les présentes, nous les

1821 acceptons, approuvons et ratifions, avec tous leurs articles, points et clauses; promettons et nous engageons, de la manière la plus efficace que faire se peut, de remplir et d'observer la dite convention, dans toute sa teneur, sincèrement, fidèlement et loyalement. En foi de quoi nous avons signé la présente de notre propre main et y avons fait attacher notre grand sceau royal. Fait au château de Stockholm le vingt sixième jour du mois de Février l'an de grâce mil huit cent vingt un.

CHARLES JEAN.

LAURENT D'ENGESTRÖM.

Ratification de S. M. l'empereur de toutes les Russies de la convention susmentionnée.

Nous Alexandre I. par la grâce de Dieu empereur et autocrateur de toutes les Russies, de Moscovie, Kiovie, Wladimirie et Novogorod, czar de Casan, czar d'Astrachan, czar de Pologne, czar de Sibérie, czar de la Chersonèse Taurique, seigneur de Plescow et grand duc de Smolensko, Lithuanie, Wolhynie, Podolie, et de Finlande, duc d'Estonie, de Livonie, de Courlande et Sémigalle, de Samogitie, Belostock, Carélie, Twer, Jugorie, Permie, Wiatka, Bolgarie et d'autres; seigneur et grand duc de Novogorod inférieur, de Czernigovie, Resan, Polozk, Rostov, Jaroslaw, Belo-Osorie, Udorie, Obdorie, Condinie, Witepsk, Mstislaw, dominateur de tout le côté du nord et seigneur d'Ivérie, de Cartalinie, de Grusinie et de Cabardinie; prince héréditaire et souverain des princes de Czircassie, Gorsky et autres; héritier de Norvège, duc de Schlesvig Holstein, de Stormarie, de Ditmarsen et d'Oldenbourg etc. etc. savoir faisons: Que d'un commun accord entre nous et Sa Majesté le roi de Suède et de Norvège, nos plénipotentiaires respectifs ont conclu et signé dans la ville de Torneå ce $\frac{5}{17}$ Janvier 1821, une convention, dont la teneur mot pour mot est comme suit:

(Suit la convention.)

A ces causes, après avoir suffisamment examiné 1821
cette convention, ainsi que l'instruction y mentionnée dans l'article IV, nous les avons agréées et nous les confirmons et ratifions par les présentes, dans toute leur étendue, en promettant sur notre parole impériale, pour nous et nos successeurs, que tout ce qui est stipulé dans les dites convention et instruction, sera observé et rempli inviolablement. En foi de quoi nous avons signé notre présente ratification impériale et y avons fait apposer le sceau de notre empire. Fait à Laybach, le 28 Février de l'an de grâce mil huit cent vingt et un et de notre regne la vingtième année.

ALEXANDRE.

Le secrétaire d'état

Comte DE NESSELRODE.

61.

Convention entre la Saxe royale et le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant l'extradition réciproque des déserteurs, publiée le 9 Février 1821.

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen* 1821. No. 2. pag. 12.)

Von Gottes Gnaden, Friedrich August, König von Sachsen u. s. w.

Nachdem Wir mit Sr. Königl. Hoheit, dem Grofsherzoge von Sachsen-Weimar-Eisenach, übereingekommen sind, die Bestimmungen der, zwischen Uns und des Königs von von Preufsen Majestät, über die gegenseitige Auslieferung der Deserteurs und austretenden Militairpflichtigen, unterm 18ten April 1817 geschlossenen Convention, mit folgenden, nach den Localverhältnissen erforderlichen Modificationen:

1821 a) dafs ad §. 6. zu den Ablieferungsorten diesseits die Städte Zwickau und Leipzig, jenseits die Stadt Neustadt an der Orla bestimmt worden;

b) dafs ad §. 9. die diesseitigen Reclamationen in jedem Falle an die Grofsherzogliche Landesdirection zu Weimar, und die jenseitigen an die Königlich Sächsische Landesregierung oder das Königlich Sächsische General-Commando ergehen, und

c) dafs an §. 10. die Unterhaltungskosten für auszuliefernde Deserteurs an drei Groschen täglich, so wie

d) ad §. 12. die den Unterthanen, für Einlieferung von Deserteurs, abzureichenden Gratificationen von fünf Thalern für einen Mann ohne Pferd, und von zehn Thalern für einen Mann mit dem Pferde, in Conventionsmünze, ausgezahlet, auch

e) die §. 10. festgesetzten Rationen, jenseits wie diesseits, nach Dresdner Gewicht verabreicht und berechnet werden sollen;

auch zwischen Unsern und den Grofsherzogl. Sachsen-Weimar-Eisenachischen Landen und Behörden für verbindlich anzuerkennen; als haben sich alle Behörden und Unterthanen Unserer Lande hiernach gebührend zu achten; auch ist gegenwärtige Verordnung, in der durch das Generale vom 13ten Juli 1796 und das Mandat vom 9ten März 1818 vorgeschriebenen Mafse, behörig bekannt zu machen.

Dresden, am 9ten Februar 1821.

Freiherr VON WERTHERN.

CHRISTIAN LEBRECHT NOSSKY, S.

62.

Ordonnance du gouvernement royal Saxon, concernant la convention conclue entre la Saxe royale et les princes de Reuſs de la ligne ainée et de la ligne cadette, pour l'extradition réciproque des déserteurs, du 19 Février 1821.

1821

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen* 1821. No. 3. pag. 13.)

Von Gottes Gnaden, Friedrich August, König von Sachsen u. s. w.

Nachdem Wir mit dem Fürstlich Reussischen Gesammthause älterer und jüngerer Linie übereingekommen sind, dafs die Bestimmungen der, zwischen Uns und des Königs von Preufsen Majestät, über die gegenseitige Auslieferung der Deserteurs und austretenden Militairpflichtigen, unterm 18ten April 1817 geschlossenen Convention, mit folgenden nach den Localverhältnissen erforderlichen Modificationen:

a) dafs ad §. 6. zu den Ablieferungsorten diesseits die Städte *Zwickau* und *Plauen*, jenseits die Städte *Greitz* und *Schleitz* bestimmt worden;

b) dafs ad §. 9. die diesseitigen Requisitionen an die Fürstliche Landesregierung zu *Greitz*, oder, so viel die Reussischen Lande jüngerer Linie betrifft, an die Fürstlichen Steuerdirectorien zu *Gera*, *Schleitz*, *Ebersdorf* und *Lobenstein*, jenachdem der Deserteur unter einem dieser vier Bezirke sich aufhält — die jenseitigen Requisitionen aber an die Königlich Sächsische Landesregierung oder an das Königlich Sächsische General-Commando ergehen, und

c) dafs ad §. 10. die Unterhaltungskosten für auszuliefernde Deserteurs an drei Groschen täglich, so wie

d) ad §. 12. die den Unterthanen, für Einlieferung von Deserteurs, abzureichenden Gratificationen

1821 von fünf Thalern für einen Mann ohne Pferd, und von zehn Thalern für einen Mann mit dem Pferde, in Conventionsmünze ausgezahlet werden, auch zwischen Unsern und den Fürstlich Reussischen Landen und Behörden als verbindlich anerkannt werden sollen;

Als haben sich alle Behörden und Unterthanen Unserer Lande hiernach gebührend zu achten, und ist gegenwärtige Verordnung, nach Maßgabe des Generalis vom 13ten Juli 1796 und des Mandats vom 9ten März 1818, gehörig bekannt zu machen.

Dresden, am 19ten Februar 1821.

Freiherr VON WERTHERN.

CHRISTIAN LEBRECHT NOSSKY, S.

63.

Convention entre le royaume des Pays-Bas et la Hesse électorale, concernant l'abolition réciproque du droit de détraction et de l'impôt d'émigration, conclue le $\frac{20\ Février}{8\ Mars}$ 1821.

Sammlung von Gesetzen u. s. w. für die Kurhessischen Staaten. Dritter Band. Jahr 1821. No. VII. April. p. 15.)

ART. I. Les droits connus sous le nom de jus detractus, gabella hereditaria et census emigrationis, ne seront plus exigés ni perçus à l'avenir lorsqu'en cas de succession, legs, donation, vente, émigration ou autre, il y a lieu à une translation de biens du royaume des Pays-Bas dans l'électorat de Hesse, ou de celui-ci dans les états des Pays-Bas; toutes les impositions de cette nature étant abolies entre les deux pays.

ART. II. Cette disposition s'étend non seulement aux droits et autres impositions de ce genre, qui font partie des revenus publics, mais encore à ceux

qui jusqu'ici pourroient avoir été levés par quelques provinces, villes, jurisdictions, corporations ou communes, de manière que les personnes intéressées à ces exportations de biens, ne seront assujetties à d'autres impositions ou taxes, qu'à celles qui, soit à raison de droit de succession, de vente ou de mutation de propriété quelconque, sont acquittées par les habitans des Pays-Bas ou de l'électorat de Hesse eux-mêmes, d'après les lois, réglemens et ordonnances existans ou à émaner dans la suite. 1821

ART. III. La convention susdite est applicable non seulement à toutes les successions à écheoir à l'avenir, mais encore à celles déjà dévolues, mais dont la translation n'a point encore été effectuée.

ART. IV. Comme cette convention ne regarde que les propriétés et leur libre exportation, toutes les lois relatives au service militaire restent en pleine vigueur dans les deux pays et les gouvernemens contractans ne sont nullement restreints par la présente déclaration dans leur future législation sur cet objet.

ART. V. Cette convention sera délivrée en double de la même teneur et aura force et valeur dans les pays respectifs.

(Cette convention a été ratifiée par S. M. le roi des Pays-Bas le 16 Mars et par S. A. R. l'électeur de Hesse le 17 Mars 1821.)

64.

1821 *Publication concernant l'extension de plusieurs traités conclus avec la Suisse, sur plusieurs cantons et sur toute l'étendue du grand-duché de Bâde, du 24 Février 1821.*

(*Regierungsblatt des Grofsherzogthums Baden* 1821. 9 März. No. V.)

Durch den inmittelst erfolgten Beitritt verschiedener eidgenössischen Stände sind nunmehr:

I. dem Staatsvertrage vom 23sten August 1808 betreffend die Förmlichkeit bei wechselseitigen Heirathen aus dem einem Lande in das andere, die nachbenannten 15 Cantone: Luzern, Zürich, Bern, Uri, Unterwalden, Glarus, Freiburg, Solothurn, Basel, Schaffhausen, Appenzell, St. Gallen, Argau, Thurgau und Tessin; (cf. Offizielle Sammlung der das Schweizerische Staatsrecht betreffenden Aktenstücke. Bd. 2. Heft. 1. (1822.) pag. 63.)

II. Dem Staatsvertrage vom 7ten Juli 1808 über Concurs - Rechtsgleichheit sind die nachstehenden 19 Cantone: Luzern, Zürich, Bern, Uri, Unterwalden, Zug, Freiburg, Solothurn, Basel, Schaffhausen, Appenzell, St. Gallen, Graubündten, Argau, Thurgau, Tessin, Waadt, Wallis und Neuenburg; (cf. Offizielle Sammlung der das Schweizerische Staatsrecht betreffenden Aktenstücke l. c. pag. 62.)

III. Dem Staatsvertrag vom 30sten August 1808 über gegenseitige Auslieferung der Verbrecher, sind 21 Cantone, nämlich: Luzern, Zürich, Bern, Uri, Schwyz, Unterwalden, Glarus, Zug, Freiburg, Solothurn, Basel, Schaffhausen, Appenzell, St. Gallen, Graubündten, Argau, Thurgau, Tessin, Waadt, Wallis und Neuenburg; (cf. Offizielle Sammlung u. s. w. l. c. p. 62.) und

IV. Dem Freizügigkeitsvertrage vom 6ten Februar 1821
804 folgende 21 Cantone: Luzern, Zürich, Bern,
Jri, Schwyz, Unterwalden, Glarus, Zug, Freiburg,
Solothurn, Basel, Schaffhausen, Appenzell, St. Gal-
en, Graubündten, Argau, Thurgau, Tessin, Waadt,
Vallis und Neuenburg in der Art beigetreten, dafs
nun jeder dieser vier Staatsverträge einerseits für
las ganze dermalige Grofsherzogthum, andrerseits
ber für den gesammten jetzigen Gebietsumfang der
ei jedem dieser Verträge hier einzeln genannten
Cantone der schweizerischen Eidgenossenschaft in
erbindlicher Kraft bestehen (cf. Offizielle Sammlung
1. s. w. l. c. pag. 61.).

Carlsruhe, den 24sten Februar 1821.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Freiherr VON BERSTETT.

Vdt. HÄUSER.

65.

1821 *Articles du traité d'alliance, conclu entre la France et la confédération Suisse le 27 Septembre 1803 qui, en suite de la proposition faite par S. E. le ministre plénipotentiaire de France en Suisse le 16 Octobre 1820, et de la déclaration donnée par le Directoire Fédéral au nom des états de la Suisse le 3 Mars 1821, sont maintenus provisoirement (nonobstant l'expiration du dit traité) jusqu'à l'époque de la conclusion d'une nouvelle convention entre les deux états.*

(*Öffizielle Sammlung der das Schweizerische Staatsrecht betreffenden Aktenstücke* Bd. 2. Heft 1. (1822) pag. 64.)

a) Art. XIII. Dans les affaires litigieuses personnelles ou de commerce, qui ne pourront se terminer à l'amiable, ou sans la voie des tribunaux, le demandeur sera obligé de poursuivre son action directement devant les juges naturels du défendeur, à moins que les parties ne soient présentes dans le lieu même, où le contrat a été stipulé, ou qu'elles ne fussent convenues des juges par devant lesquels elles se seroient engagées à discuter leurs difficultés.

Dans les affaires litigieuses ayant pour objet des propriétés foncières, l'action sera suivie par devant le tribunal ou magistrat du lieu, où la dite propriété est située.

Les contestations qui pourroient s'élever entre les héritiers d'un François mort en Suisse, à raison de sa succession, seront portées devant le juge du domicile que le François avoit en France. Il en sera usé de même à l'égard des contestations qui pour-

roient s'élever entre les héritiers d'un Suisse mort 1821
en France.

b) ART. XIV. Il ne sera exigé des François qui auroient à poursuivre une action en Suisse, et des Suisses qui auroient une action à poursuivre en France, aucuns droits, cautions ou dépôt, auxquels ne seroient pas soumis les nationaux eux-mêmes, conformément aux lois de chaque endroit.

c) ART. XV. Les jugemens définitifs en matière civile, ayant force de chose jugée, rendus par les tribunaux françois seront executoires en Suisse, et réciproquement, après qu'ils auront été légalisés par les envoyés respectifs, ou à leur défaut par les autorités compétentes de chaque pays.

d) ART. XVI. En cas de faillite ou de banqueroute de la part de François possédant des biens en France, s'il y a des créanciers Suisses et des créanciers François, les créanciers Suisses qui se seroient conformés aux lois françoises pour la sûreté de leur hypothèque, seront payés sur les dits biens, comme les créanciers hypothécaires françois, suivant l'ordre de leur hypothèque; et réciproquement, si des Suisses possédant des biens dans la Confédération Helvétique, se trouvoient avoir des créanciers François et des créanciers Suisses, les créanciers François qui se seroient conformés aux lois suisses pour la sûreté de leur hypothèque en Suisse, seront colloqués sans distinction avec les créanciers Suisses, suivant l'ordre de leur hypothèque.

Quant aux simples créanciers, ils seront aussi traités également, sans considérer auquel des deux états ils appartiennent, mais toujours conformément aux lois de chaque pays.

e) ART. XVII. Dans toutes les procédures criminelles pour délits graves, dont l'instruction se fera soit devant les tribunaux françois, soit devant ceux de Suisse, les témoins suisses qui seront citées à comparoître en personne en France et les témoins françois qui seront cités à comparoître en personne en Suisse, seront tenus de se transporter près le tribunal qui les aura appellés, sous les peines déterminées par les lois respectives des deux nations. Les

1821 deux gouvernemens accorderont dans ce cas aux témoins les passe-ports nécessaires, et ils se concerteront pour fixer l'indemnité et l'avance préalable qui seront dues à raison de la distance et du séjour; mais si le témoin se trouvoit complice, il sera renvoyé par devant son juge naturel, aux frais du gouvernement, qui l'auroit appellé.

f) ART. XVIII. Si les individus qui seroient déclarés juridiquement coupables de crimes d'état, assassinats, empoissemens, incendies, faux sur des actes publics, fabrication de fausse monnaie, vols avec violence ou effraction, ou qui seroient poursuivis comme tels, en vertu des mandats décernés par l'autorité légale, se réfugioient d'un pays dans l'autre, leur extradition sera accordée à la première réquisition. Les choses volées dans l'un des deux pays et déposées dans l'autre, seront fidèlement restituées, et chaque état supportera jusqu'aux frontières de son territoire les frais d'extradition et de transport.

Dans le cas de délits moins graves, mais qui peuvent emporter peine afflictive, chacun des deux états s'engage, indépendamment des restitutions à opérer, à punir lui-même le délinquent; et la sentence sera communiquée à la légation françoise en Suisse, si c'est un citoyen françois, et respectivement au chargé d'affaires de la Suisse à Paris, ou à son défaut au Directoire Fédéral, si la punition pesoit sur un citoyen suisse.

66.

Convention entre la Prusse et la Saxe royale, concernant les déclarations de majorité des mineurs possessionés en même tems dans le royaume et dans le duché de Saxe, du 15 Mars 1821. 1821

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1821. No. 4. p. 39.)

Zwischen der Königlich Preufsischen und der Königlich Sächsischen Regierung ist zu Erläuterung und Ergänzung der unterm 20sten Februar 1816 wegen Abgabe und Fortsetzung der in dem Königreiche und Herzogthume Sachsen anhängigen Rechtssachen abgeschlossenen Convention, und zwar des 11ten bis mit dem 16ten Paragraphen derselben, folgende Uebereinkunft getroffen worden:

Art. I. So oft von der Behörde des Landes, in welchem die Hauptvormundschaft anhängig ist, dem Minderjährigen venia aetatis ertheilt wird, soll diese in beiden Landestheilen in der Regel die Kraft der erlangten Volljährigkeit, mithin auch in Rücksicht auf das in dem andern Landestheile gelegene Vermögen haben.

Art. II. Sollen von dieser Regel Ausnahmen Statt finden, und gewisse Beschränkungen der Dispositionsfähigkeit noch fortdauern, so müssen diese jedesmal namentlich in der von der Behörde des Landes, wo die Hauptvormundschaft geführt wurde, über die Grofsjährigkeits-Erklärung auszustellenden Urkunde ausgedrückt werden.

Art. III. Wenn auch Minderjährige das Land verlassen, in welchem die Hauptvormundschaft Statt findet, so soll doch dadurch, in sofern sie noch Vermögen in beiden Landen besitzen, nichts in der Führung der Vormundschaft geändert werden, und mithin die von der Oberbehörde der Hauptvormund-

1821 schaft ertheilte venia aetatis auch alsdann noch in dem andern Landestheile volle Wirkung haben.

Nachdem Se. Königliche Majestät von Preufsen diese Uebereinkunft überall genehmigt und wegen Vollziehung derselben das Erforderliche zu verfügen geruht haben, ist hierüber diese zur öffentlichen Bekanntmachung bestimmte Erklärung ausgefertigt und von dem Königlichen Ministerio der auswärtigen Angelegenheiten unterzeichnet worden.

Berlin, den 15ten März 1821.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

In Abwesenheit des Chefs:
HOFFMANN.

67.

Convention entre la Prusse et la ligne cadette des princes de Reufs-Plauen, concernant la réception réciproque des vagabonds, publiée le 5 Avril 1821.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1820. No. 5. p. 41.)

Nachdem die Königlich Preufsische Regierung mit der Fürstlichen Regierung jüngerer Linie Reufs von Plauen dahin übereingekommen ist, die bei Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen gegenseitig zu befolgenden Grundsätze festzustellen; so erklären beide Regierungen hiermit, dafs sie, statt einer besonderen Uebereinkunft dieserhalb, lediglich den Inhalt, der zwischen den Kronen Preufsen und Sachsen am 5ten Februar 1820 über denselben Gegenstand abgeschlossenen Uebereinkunft (confer pag. 40 seqq. der Gesetzsammlung des Jahres 1820), unter den beiderseitigen Staaten als verbindlich gegenseitig anerkennen wollen, und zugleich was den §. 12 er-

wähnter Uebereinkunft anbetrifft, auf Königlich Preuſsischem Gebiete die Stadt Zeitz, auf Fürstlich Reuſsischem Gebiete dagegen die Stadt Gera als Uebergabe-Orte hierdurch festsetzen, jedoch mit der Modification, daſs diejenigen in den Fürstlich Reuſsischen Landen jüngerer Linie ergriffenen Vagabunden, welche nach den Bestimmungen dieser Uebereinkunft als den, vormals zum Voigtländischen Kreise Sachsens gehörigen, jetzt Königlich Preuſsischen enclavirten Orten angehörig zu betrachten sind, sofort an diese selbst, die Vagabunden dagegen, welche aus dem Neustädter Kreise Königlich Preuſsischen Antheils und als zu diesen gehörig anzusehen sind, nach der Kreisstadt Ziegenrück, so wie die in jenen Gebietstheilen angehaltenen, den Fürstlich Reuſsischen Landen jüngerer Linie angehörigen Vagabunden ohne Weiteres an das nächste Fürstlich Reuſs-Plauische Justizamt abzuliefern sind. 1821

Gegenwärtige im Namen Sr. Majestät des Königs von Preuſsen und der Durchlauchtigen Fürsten jüngerer Linie Reuſs von Plauen zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, sogleich Kraft und Wirksamkeit erhalten und in den beiderseitigen Landen öffentlich bekannt gemacht werden.

Geschehen Berlin, den 5ten April 1821.

Königlich Preuſsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Graf von Bernstorff.

68.

1821 *Convention entre la Bavière et la ligne cadette de Reuſs-Plauen, concernant la réception réciproque des vagabonds, du 27 Avril 1821.*

(*Reg. und Intelligenz-Blatt für das Königreich Baiern.* No. 17. 9ten Mai 1821.)

Maximilian Joseph, von Gottes Gnaden König von Baiern.

Nachdem Wir mit der Fürstlich Reuſs-Plauenschen der jüngeren Linie Regierung zu Gera dahin übereingekommen sind, die zwischen Uns und dem Königlich Sächsischen Hofe unterm 15ten Juni 1820 (Allgemeines Intelligenz-Blatt Stück XXIII. Seite 525 u. f.) wegen wechselseitiger Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen abgeschlossene Uebereinkunft, auch auf Unsere und der besagten Fürstlichen Regierung Lande gegenseitig verbindlich auszudehnen, und als Uebergabs-Stationen auf Königlich Baierischem Territorio die Orte *Naila* und *Nordhalben*, auf Fürstlich Reuſs-Plauenschen Gebiete hingegen die Städte *Hirschberg* und *Lobenstein* bestimmt worden sind, so befehlen Wir Unsern sämmtlichen Polizei-Behörden, sich in vorkommenden Fällen nach den in gedachter Convention vom 15ten Juni vorigen Jahres enthaltenen Bestimmungen genauest zu achten.

Gegenwärtige Verfügung soll von dem Tage ihrer öffentlichen Bekanntmachung an in Kraft treten.

München, den 27sten April 1821.

MAX. JOSEPH.

Graf VON RECHBERG.

Auf Königl. Allerhöchsten Befehl:
Der General-Secretär:

VON BAUMÜLLER.

69.

Traité entre la Bavière et le Wurtemberg, concernant les rapports de jurisdiction, signé à Munic le 7 Mai 1821.

(*Regierungs- und Intelligenz-Blatt für das Königreich Baiern*, vom 3ten Oct. 1821. Nr. 33.)

Nachdem zwischen der Krone Baiern und Würtemberg zu Beförderung der Justiz-Pflege in den beiderseitigen Staaten, über Feststellung der gegenseitigen Gerichts-Verhältnisse Unterhandlungen gepflogen worden, so sind von beiden contrahirenden Souverainen zu wirklicher Abschliefsung eines Vertrages über diesen Gegenstand als Bevollmächtigte ernannt worden:

von Seite der Krone Baiern:
der Ministerial-Rath, Joseph Anton von Belli de Pino, Ritter des Königl. Baierischen Civil-Verdienst-Ordens und des Grofsherzogl. Hessischen Haus-Ordens,

von Seite der Krone Würtemberg:
der geheime Legations-Rath Christian Ludwig Bilfinger, Ritter des K. Würtembergischen Civil-Verdienst-Ordens,

welche nach Auswechslung ihrer beiderseitigen Vollmachten folgenden Jurisdictions-Vertrag unter Vorbehalt der Allerhöchsten Ratificationen abgeschlossen haben:

§. 1. Beide contrahirende Staaten versichern sich gegenseitige Rechtshülfe sowohl in bürgerlichen als peinlichen Sachen, insoweit nicht hierüber im gegenwärtigen Vertrage besondere Einschränkungen enthalten sind.

§. 2. Jeder von den beiden contrahirenden Staaten erkennt in seinem Gebiete die Rechts-Kraft und Vollstreckbarkeit der richterlichen Erkenntnisse des andern Staates, insoferne solche Urtheile von einem nach den nähern Bestimmungen des gegenwärtigen

1821 Staats-Vertrags beiderseits als competent anerkannten Gerichte ausgegangen sind.

§. 3. Ein von einem zuständigen Gerichte erlassenes rechtskräftiges Erkenntnifs begründet vor den Gerichten des andern Staates die Einrede des rechtskräftigen Urtheils (exceptio rei judicatae) mit denselben Wirkungen, als wenn das Urtheil von einem Gerichte desjenigen Staates, in welchem solche Einrede geltend gemacht wird, gesprochen worden wäre; desgleichen werden solche Erkenntnisse an den in dem andern Staate gelegenen Gütern des Sachfälligen unweigerlich vollstreckt, wenn

1. durch gerichtliche Zeugnisse dargethan ist, dafs in dem auswärtigen Staate selbst, von dessen Gerichten erkannt worden, keine, auch der Zeit und den übrigen Verhältnissen nach gleich bereite und hinreichende Vollstreckungs-Mittel vorhanden seien, und

2. keine eigene Unterthanen mit Forderungen sich gemeldet haben, rücksichtlich welcher ihnen an den zur Vollstreckung des fremdrichterlichen Erkenntnisses angewiesenen Sachen ein vorzügliches oder gleiches Recht gesetzlich zusteht.

Soll daher die Hülfs-Vollstreckung an der Substanz unbeweglicher Güter geschehen, so ist zuförderst der Inhalt des fremdrichterlichen Erkenntnisses nebst Anzeige der Güter, auf welche die Hülfs-Vollstreckung nachgesucht worden ist, öffentlich bekannt zu machen, und sind alle Unterthanen dieses Staats, welche etwa aus dem Grunde einer Hypothek oder anderer Titel ein vorzügliches oder gleiches Recht an jenen Gütern zu haben meinen, unter Anberaumung eines bestimmten Präclusiv-Termins aufzufordern, bei dem einschlägigen Gerichte erster Instanz ihre Forderungen geltend zu machen.

§. 4. Keinem Unterthan ist es erlaubt, sich durch freiwillige Prorogation der Gerichtsbarkeit des anderen Staats, dem er als Unterthan und Staatsbürger nicht angehört, zu unterwerfen.

Keine Gerichtsbehörde ist befugt, der Requisition eines auf diese Weise gesetzwidrig prorogirten Gerichts in Stellung des Beklagten, oder Vollstreckung

des Erkenntnisses Statt zu geben. Jedes von einem 1821
solchen Gerichte gesprochene Erkenntnifs wird in dem einen, wie in dem andern Staate als ungültig betrachtet.

§. 5. Beide contrahirende Staaten erkennen gegenseitig den Grundsatz, dafs der Kläger dem Gerichtsstande des Beklagten zu folgen habe. Es wird daher das Urtheil der fremden Gerichtsstelle nicht nur soferne es den Beklagten, sondern auch soferne es den Kläger, z. B. rücksichtlich der Erstattung von Gerichts-Kosten u. d. gl. betrifft, in dem andern Staate als rechtsgültig anerkannt und vollzogen.

§. 6. Die Widerklage (Reconventio) begründet die Gerichtsbarkeit des über die Vorklage zuständigen Richters, jedoch nur unter der Voraussetzung des rechtlichen Zusammenhanges (Connexität) der Widerklage mit der Vorklage.

§. 7. Die Provocations-Klagen (ex lege diffamari, oder ex lege si contendat) werden erhoben vor dem persönlich zuständigen Gerichte des Provocanten, oder da, wohin die Klage in der Hauptsache selbst gehörig ist, es wird daher die von diesem Gerichte, besonders im Falle des Ungehorsams, ausgesprochene Sentenz von der Obrigkeit des Provocirten als rechtskräftig und vollstreckbar anerkannt.

§. 8. Beide Staaten erkennen den Gerichtsstand des Wohnsitzes (Domicil) dergestalt an, dafs bei persönlichen Klagsachen, welche keinen besondern Gerichtsstand (forum speciale) begründen, der Unterthan des einen Staates von dem Unterthanen des andern nur vor dem Richter seines Wohnsitzes belangt werden darf, und das von diesem Richter ausgesprochene rechtskräftige Erkenntnifs wird aushülfsweise an den in dem andern Staate sich befindenden Gütern des Sachfälligen vollzogen.

Jedoch können diejenigen, welche ohne Staatsbürger zu sein, in dem einen oder dem andern Staate eine abgesonderte Handlung, Fabrik, oder anderes dergleichen Etablissement besitzen, wegen persönlicher Verbindlichkeiten, welche sie in Ansehung solcher Etablissements eingegangen haben, sowohl vor den Gerichten des Landes, wo die Ge-

1821 werbs-Anstalten sich befinden, als vor dem Gerichtsstande des Domicils, nach den Regeln der Prävention auch aufser dem Falle des Concurses belangt werden.

Auch können die Unterthanen des einen Staates, welche in dem andern begütert sind, von dem Fiscus sowohl, als von den Unterthanen dieses Staates nicht nur in Real- sondern auch in Personal-Klagsachen vor den Gerichten desselben, wo nämlich die Güter sich befinden, belangt werden, jedoch nur in so weit, als diese Güter einen zureichenden Executions-Gegenstand darbieten, oder dafür angenommen werden wollen.

Bei Auswanderungen hat der auswandernde noch ein Jahr lang nach seiner Auswanderung vor den Gerichten des Staates, welchen er verlassen, wegen der Ansprüche, die vor der Auswanderung gegen ihn erwachsen sind, zu Recht zu stehen.

§. 9. Erben, die wegen einer Handlung des Erblassers mit einer persönlichen Klage zu belangen sind, werden nicht vor dem Gerichtsstande des Erblassers, sondern vor ihrem eigenen belangt, sofern nicht bereits mit dem Erblasser selbst die Streitsbefestigung geschehen ist.

§. 10. Wenn der Unterthan des einen Staates, wo er seinen Wohnsitz hat, in dem andern begütert ist, und in Concurs geräth, so wird von beiden Staaten das Gericht des Wohnsitzes des Schuldners als allgemeines Gant-Gericht, jedoch mit der Einschränkung anerkannt, dafs für die Concurse des in beiden Staaten begüterten hohen und ritterschaftlichen Adels nach Beschaffenheit der individuellen Umstände, mittelst wechselseitiger Communication der allgemeine Gerichtsstand durch ein besonderes auf den einzelnen Fall sich beschränkendes Einverständnifs wird regulirt werden.

Sollte ein Einverständnifs nicht zu Stande kommen, so finden in solchem Falle Particular-Concurse Statt.

Aufser diesem wird einem Particular-Concurs nur in folgenden zwei Fällen Statt gegeben:

1. zu Gunsten der Erbschafts-Gläubiger, welche in Ansehung der Erbschaft das ihnen zustehende aufserordentliche Separations-Recht geltend machen, 1821

2. wenn der Gemeinschuldner in dem einen oder andern Staate eine abgesonderte Handlung, Fabrik, oder anderes dergleichen Etablissement besitzt, weshalb zum Vortheil derjenigen Gläubiger, welche in Ansehung solcher Etablissements demselben besonders creditirt haben, ein Particular-Concurs eröffnet werden darf.

§. 11. Alle Forderungen, sie seien auf ein dingliches oder persönliches Recht gegründet, sind allein bei dem allgemeinen Gantgerichte einzuklagen, und das aufserhalb Landes befindliche Vermögen des Gemeinschuldners wird nach vorgängiger Veräufserung der Grundstücke und Effecten durch den Richter der gelegenen Sache und nach vorgängiger Mittheilung des Locations-Urtheils an diesen dem Gantgerichte abgeliefert.

§. 12. Dagegen zieht der allgemeine Gerichtsstand die bereits anhängigen Rechts-Sachen nur rücksichtlich der Location an sich, so, dafs dergleichen Forderungen zwar vor dem Gantgerichte bei Strafe der Ausschliefsung anzugeben sind, und in das Locations-Erkenntnifs am gehörigen Orte eingereiht werden, die Haupt-Liquidation der Forderung aber vor dem Gerichte, wo sie angefangen worden, bis zum Schlusse fortgesetzt wird, wobei dem Gläubiger oder Contradictor unbenommen ist, zu intervenìren. Ist der Streit über die besonders verhandelte Forderung zur Zeit der Abfassung des Gant-Urtheils noch nicht beendigt, so wird dieselbe in diesem eventuell locirt.

§. 13. Rücksichtlich der Rang-Ordnung der Gläubiger, entscheiden die an dem Orte des Gantgerichts geltenden Gesetze, ohne irgend einen Unterschied zwischen in- und ausländischen Gläubigern.

Was jedoch die auf unbeweglichen Gütern haftenden Hypothekar-Forderungen betrifft; so werden solche nach den Gesetzen des Gerichtsstandes der gelegenen Sache beurtheilt.

1821 Dasselbe gilt von den jure separationis kommenden Ansprüchen auf im Besitze des Gemeinschuldners befindliche unbewegliche Güterstücke, — wohin auch die Ewiggeld-Renten in München gehören — so wie hinsichtlich der Nothwendigkeit, solche Ansprüche bei dem Concurs-Gerichte anzumelden.

§. 14. Alle Anklagen und actiones mixtae, sie mögen eine bewegliche oder unbewegliche Sache betreffen, desgleichen alle possessorischen Rechtsmittel, wie auch die actiones in rem scriptae werden vor dem Gerichte erhoben, in dessen Bezirk sich die Sache befindet, welche den Gegenstand der Klage ausmacht, vorbehältlich dessen, was auf den Fall eines Concurses §. 11. und 12. bestimmt ist.

Das von dem Gerichte der gelegenen Sache gesprochene rechtskräftige Erkenntnifs wird von dem Richter des Wohnsitzes des Beklagten nach allen Theilen anerkannt und an den in dem Wohnorte befindlichen Gütern in so weit vollstreckt, als die in dem andern Staate gelegenen Güter des Sachfälligen unzureichend sind.

§. 15. Erbschafts-Klagen werden nicht im Wohnorte des Erben, sondern da, wo sich die Erbschaft befindet, erhoben und zwar dergestalt, dafs, wenn die Erbschafts-Stücke zum Theil in dem andern Gebiete der contrahirenden Staaten sich befinden, der Kläger seine Klage zu theilen verbunden ist, ohne Rücksicht, wo der gröfste Theil der Erbschafts-Sachen sich befinden mag.

Doch werden alle beweglichen Erbschafts-Stücke angesehen, als befänden sie sich an dem Wohnorte des Erblassers.

Activ-Forderungen werden ohne Unterschied, ob sie mit Hypothek versehen sind, oder nicht, den beweglichen Sachen gleich gezählt, jedoch mit Ausnahme der in München bestehenden sogenannten Ewiggelder, als welche den Immobilien gleich geachtet werden.

§. 16. Der Gerichtsstand des Arrests wird in beiden Staaten anerkannt, und daher das Urtheil des Arrests-Richters, soweit die arrestirte Sache nicht

zureicht, von der Obrigkeit des Wohnorts vollzogen. 1821
Jedoch darf der Arrest nur alsdann, wenn eine wirkliche Gefahr, die Forderung zu verlieren, eintritt, erkannt werden.

Sobald auch der Richter des Arrests von dem ausländischen Richter des Wohnorts beurkundete Nachricht erhält, dafs über die Schulden bereits die formelle Gant erkannt worden, oder sich derselbe wenigstens im Stande des materiellen Concurses befinde, der die Eröffnung des formellen unvermeidlich macht, so wird der Arrest aufgehoben und die Forderung des den Arrest Impetrirenden an das Gantgericht verwiesen.

§. 17. Der Gerichtsstand des Contractes findet nur dann seine Anwendung, wenn sich der Contrahent zur Zeit der Ladung in dem Gerichts-Bezirke anwesend findet, in welchem der Contract geschlossen worden ist. Dieses ist besonders auf die auf öffentlichen Märkten geschlossenen Contracte und auf Viehhändel anwendbar.

§. 18. Die Clausel in einer Wechsel-Verschreibung, wodurch sich der Schuldner der Gerichtsbarkeit eines jeden Wechsel-Gerichts, in dessen Gerichtszwang er zur Verfallzeit anzutreffen sei, unterworfen hat, wird von beiden Staaten als gültig, und das hiernach eintretende Gericht für zuständig, mithin dessen Erkenntnifs für vollstreckbar anerkannt.

§. 19. Den Gerichtsstand der geführten Verwaltung hat der Ausländer der sie führt, da anzuerkennen, wo entweder die bevormundete Person ihren Wohnsitz hat, oder die verwalteten Güter liegen, der Verwalter mag nun zur Zeit der Verwaltung in eben dem Staate gewohnt, oder dieselbe in seinem auswärtigen Wohnsitze geführt haben.

§. 20. Jede ächte Intervention, die nicht eine besonders zu behandelnde Rechts-Sache in einen schon anhängigen Procefs einmischt, sie sei principal, oder accessorisch, betreffe den Kläger oder den Beklagten, sei nach vorgängiger Streits-Verkündigung (litis denunciatio) geschehen, oder ohne dieselbe, begründet gegen den ausländischen Interve-

1821 nienten die Gerichtsbarkeit des Staates, in welchem der Haupt-Proceſs geführt wird.

§. 21. Sobald vor irgend einem in den vorhergehenden §§en dieses Staats-Vertrags bestimmten Gerichtsstande eine Sache rechtshängig (pendent) geworden ist, so ist der Streit daselbst zu beendigen, ohne daſs die Rechtshängigkeit durch Veränderung des Wohnsitzes oder Aufenthalt des Beklagten gestört oder aufgehoben werden könnte.

Die Rechtshängigkeit (litis Pendenz) wird durch Insinuation der Ladung für begründet erkannt.

§. 22. Alle Rechts-Geschäfte unter Lebenden und auf den Todesfall werden, was die Gültigkeit derselben rücksichtlich ihrer Form anbetrifft, nach den Gesetzen des Orts beurtheilt, wo sie eingegangen sind, soferne nicht die Handlung selbst einem verbietenden Gesetze des einen Staates entgegen ist.

Rechts-Geschäfte über Real-Rechte, als die Uebertragung des Eigenthums, Bestellung von Hypotheken und dergleichen, richten sich lediglich nach den Gesetzen des Orts, wo die Güter liegen, welche sie zum Gegenstande haben.

§. 23. Verbrecher, oder andere Uebertreter von Straf-Gesetzen werden, soweit der nachfolgende §. 25. keine Ausnahme macht, von dem einen Staate dem andern nicht ausgeliefert.

§. 24. Wenn der Unterthan des einen Staates in dem Gebiete des andern sich einer Uebertretung schuldig gemacht hat und daselbst ergriffen und abgeurtheilt worden ist; so wird das Erkenntniſs dieses Gerichts von dem Staate, dem der Verurtheilte als Unterthan angehört, an den in seinem Gebiete befindlichen Gütern desselben vollzogen.

Gleiches gilt von dem Falle, wenn der Schuldige in dem Staate, dem er als Unterthan angehört, verurtheilt worden ist, und in dem Gebiete des andern Staates Güter besitzt.

§. 25. Unterthanen des einen Staates, welche wegen Verbrechen und Vergehen ihr Vaterland verlassen und in den andern Staat sich geflüchtet haben, werden auf vorgängige Requisition und Bescheinigung der verübten That, wie auch gegen Ersatz der Kosten an ihren Souverain ausgeliefert.

§. 26. In demselben Falle, wo der eine Staat berechtigt ist, die Auslieferung eines Verbrechers zu fordern, ist derselbe auch verbunden, die ihm von dem andern Staate angebotene Auslieferung gegen Erstattung der Kosten anzunehmen. 1821

§. 27. In allen Civil- und Criminal-Fällen, wo die persönliche Gegenwart der Zeugen, an dem Orte der Untersuchung nothwendig ist, wird die Stellung der Unterthanen des einen Staats vor das Untersuchungs-Gericht des andern zur Ablegung des Zeugnisses, zur Confrontation oder Recognition gegen vollständige Vergütung der Reisekosten oder der Versäumnifs nicht verweigert.

Gegenwärtiger doppelt ausgefertigter, von beiderseitigen Bevollmächtigten unterzeichneter Jurisdictions-Vertrag soll den beiden allerhöchsten Höfen unverzüglich zur Ratification vorgelegt, und die Ratifications-Urkunden längstens innerhalb zwei Monaten in München gegen einander ausgewechselt werden.

So geschehen München den 7ten Mai 1821.

Joseph Anton v. Belli. Chr. Ludw. Bilfinger.

Wie Wir nun diesen Staats-Vertrag vollkommen und mit dem Versprechen genehmigen, alles, was in demselben festgesetzt ist, in genaue Erfüllung bringen zu lassen, als haben Wir zu dessen Bestätigung gegenwärtige Urkunde eigenhändig unterzeichnet und Unser Königliches Insiegel beidrucken lassen.

Gegeben in Unserer Königl. Residenzstadt München, den Ersten August, im Jahre Eintausend Achthundert Zwanzig und Ein und Unseres Reichs im Sechzehnten.

Max. Joseph.

Der Staats-Minister des Königl. Hauses und des Aeufsern,

Graf v. Rechberg.

70.

1821 *Convention entre la république de Colombie et la province de Guayaquil, signée à Guayaquil le 25 Mai* 1821.

(*The Times* 1821. Dec. 18. No. 11, 432.)

The government of the republic of Columbia, in order to carry into effect the fundamental law of the state, desiring to obtain the free votes of the towns which have thrown of the Spanish domination in the south of Quito, to incorporate them with the republic, to call their representatives to the national assembly, and to constitute itself in the face of the world under a solid and concentrated form, has confided its powers to Brigadier-General Antonio Jose Sucre, for the purpose of offering to the government and people of Guayaquil the constitutional law of the republic, as the social compact of Columbia, of inviting them to a union, or to a negociation, which might hasten that object, and the most prompt liberation of the department of Quito; and the superior junta of government of the province of Guayaquil, receiving with singular satisfaction this honourable invitation by means of the senor commissioner, whose credentials and powers, given to him by the president liberator of the republic, have been examined; being also penetrated with a full sense of the advantages of the fundamental law, of the necessity of uniting this province to some of the great associations of South America, of the convenience which its local situation presents for intimate relations with Columbia; and finally, considering all the circumstances of mutual utility which may lead to a high degree of prosperity, and keeping in view the provisional constitution of the province, have agreed, after the most mature conferences and necessary explications, to sign a convention which shall fix and secure the political existence of the province and the guarantee of its rights, on the bases contained in the following articles:

ART. I. The superior Junta of Guayaquil, not 1821
being empowered by the provincial constitution to declare the incorporation of the province with the republic of Columbia, according to the fundamental law, nevertheleſs engage to make manifest and to recommend the advantages of that law to the electoral Junta of the province as soon as it shall meet, for the purpose of obtaining the free expression of the will of the said Junta, on the subject of the junction in the form which may be convenient. For which purpose advantage will be taken of the opportunity which our situation must present after the next compaign, in which the provinces of Quito and Cuenca will be free.

ART. II. The superior Junta of Guayaquil declares that the province which they represent is under the auspices and protection of the republic of Columbia. Wherefore the Junta confer on the president Liberator all their powers for providing for the defence of the province, and maintaining its independence, including all the powers connected with negociations, treaties of alliance, peace and commerce, to be entered into with friendly nations, enemies or neutrals. For this reason, the Junta will prepare and transmit directly, or by means of commissioners, the necessary expeditions which appear to be recommended by the considerations due to this province, on account of its geographical, political and commercial situation, in any treaties which may be concluded.

ART. III. The complete occupation of the department of Quito being of the greatest importance to the general welfare of America and in particular those parts of Columbia which still groan under Spanish oppression: Guayaquil, animated by the sentiments of union and fraternity, engages to cooperate by all possible means with the plans of the republic for liberating the provinces of the said department. The Junta therefore, promises to supply all the munitions of war as far as may be consistent with the resources of the country, and 800 veteran troops, to be paid and maintained by the province. These troops, incorporated in the division destined

1821 by the Liberator to be employed in the south of this republic, will afford a new proof of the affection and interest which Guayaquil feels for Quito, Cuenca and the the other districts still in a state of subjugation.

ART. IV. The republic of Columbia offers her troops, arms and resources for the defence of Guayaquil and all the department of Quito. She therefore engages to send the troops which may be necessary, and Guayaquil to facilitate transports and supplies for passage and subsistence in the province, the expense of which shall be recognized in the national debt.

ART. V. Guayaquil being under the protection of the republic and incorporating, by this convention, the greater part of its forces with the division of the south of Columbia, and under the command of the chief thereof, the superior Junta, in the name of the province, concede to the said chief the powers necessary for entering into stipulations, by any negociation with the government of Quito, which may have for its basis the liberty of the country, for concluding any suspension of arms which may be necessary and for extending to the republic of Guayaquil the provisions of the treaty of the 25th of November last, in respect of rendering the war between Columbia and Spain regular.

ART. VI. The government of Columbia, after the manifestations already given of approbation and esteem for the efforts of the people of Guayaquil, in breaking their chains and elevating themselves to the full enjoyment of the rights of social life, recognizes in the province and its inhabitants the most important supports of the liberty of Quito and offers to recompense their generous services and their cooperation in the plans of the republic, with all the advantages which the situation of that province on the pacific claims.

ART. VII. The present treaty, concluded by the superior Junta of Guayaquil, in the name of the people whom they represent, and by the General of brigade Antonio Jose Sucre, commissioned by the

government of Columbia, shall have force and com- 1821
plete effect from the day of this date; and under whatever form the province may constitute itself, its government shall be bound to observe the said treaty, as shall that of Columbia, according to its engagement.

And in pursuance of our having thus concluded and agreed, we, the president and members of the superior Junta of Guayaquil, and Brigadier General Antonio Jose Sucre, commissioned by the government of the republic, sign four copies of this convention, of which two are to remain in the office of the secretary of the Junta, and two shall be delivered to the said commissioner.

Guayaquil, May 15, 1821.

(The signatures follow.)

71.

Armistice entre D. Jose de Lacerna, et le général D. Jose de San Martin, conclu à Punchanea le 23 Mai 1821.

(*The Times* 1821. Octr. 23. No. 11, 384.)

The commissioners assembled in Punchanea to treat concerning the mode of putting an end to the evils of the war in Peru, that is to say: — On the part of his Excellency Senor D. Jose de Lacerna, president of the Junta of pacification established in Lima. — Mareschal de Camp D. Manuel de Llano y Najera; D. Jose Maria Galdiano, second constitutional Accalda of the city of Lima; and D. Manuel Abreu, captain of a frigate; and on the part of his Excellency Senor Captain General D. Jose de San Martin — Senors Colonel D. Thomas Guido, first aide de camp; D. Juan Garcia del Rio, secretary of the government and of finance; and D. Jose Ignacio de la Rosa. Convinced of the necessity of a temporary suspension of hostilities for the purpose of

1821 fixing the bases of a negociation, and of concluding an armistice, during which an attempt may be made to remove the existing differences between the Spanish government and the independents of this part of South America, after having interchanged and acknowledged their respective powers, the commissioners have agreed upon the following articles:

ART. I. Hostilities are suspended between the contracting parties during the term of 20 days, reckoning from that in which the present armistice shall be ratified. The divisions of both armies shall preserve the positions which they shall occupy at the time that the ratification of the armistice shall be notified to them, and their parties shall not advance beyond the line to which they at present extend.

ART. II. If the above-named term of 20 days shall not be found sufficient for the fulfilment of the proposed object, it may be extended as far as shall be necessary to that effect.

ART. III. As soon as this armistice shall be ratified, their Excellencies Senor D. Jose de Lacerna et Senor Jose de San Martin, accompanied by two of the members of the Junta of pacification, and other persons to be agreed on, shall hold an interview on some day and at some place to be named, in order that the difficulties that exist with each of the contracting parties being overcome, both commissions may proceed immediately to arrange a definitive armistice.

ART. IV. If by any unforeseen fatality the two contracting parties shall be unable to arrive at a mutual good understanding, hostilities shall not be renewed by either of them without two days' notice that the present armistice is at an end.

ART. V. Their Excellencies Senor D. Jose de Lacerna, and Senor D. Jose de San Martin, on making the ratification, shall respectively give orders that each of the foregoing articles shall be faithfully and scrupulously observed.

ART. VI. The present armistice shall be ratified by each of the contracting parties within eight hours. 1821

Given in Punchanea, at 5 in the evening of the 23d of May 1821.

(Signed by the commissioners.)

The present treaty is confirmed and ratified in all its parts.

May 23, 1821. JOSE DE LACERNA.
TORRIBIO DE ACEBAL.

Head-quarters at Ancon, May 23, 1821.

Ratified: JOSE DE SAN MARTIN.

72.

Convention entre la Saxe royale et la ligne ainée de Reuſs-Plauen, concernant la réception réciproque des vagabonds, publiée le 2 Juin 1821.

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen* 1821. No. 11. pag. 78.)

Zwischen der Königl. Sächs. Landesregierung und der Fürstlichen Regierung älterer Linie Reuſs von Plauen ist, zu Feststellung der bei Uebernahme der Vagabunden und anderer Ausgewiesenen gegenseitig zu befolgenden Grundsätze, verabredet worden, daſs, statt einer dieſsfallsigen besondern Uebereinkunft, der Inhalt der, gegenwärtiger Erklärung in Abschrift beigefügten, zwischen den Kronen Sachsen und Preuſsen am 21sten Januar 1820 über denselben Gegenstand verabredeten Uebereinkunft unter den beiderseitigen Staaten, als gegenseitig verbindlich anerkannt werden soll; und es sind zugleich, so viel den 12ten §en erwähnten Uebereinkunft betrifft, auf Königl. Sächs. Gebiete die Stadt *Plauen* und auf Fürstlich Reussischem Territorio die Stadt *Greiz* zu Uebernahmeorten bestimmt worden.

1821 Wie nun Se. Königl. Majestät von Sachsen, unser allergnädigster Herr, vorstehende Vereinigung, die vom Tage der in den beiderseitigen Landen zu bewirkenden Publication derselben an in Kraft treten soll, allenthalben genehmiget haben: also ist hierüber diese Erklärung ausgefertiget und auf allerhöchsten Befehl vollzogen worden.

Dresden, am 2ten Juni 1821.

Königl. Sächs. Landesregierung.

(die Unterschriften.)

73.

Déclaration concernant les mesures concertées entre la Prusse et la Hesse électorale, pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes, du 3 Juin 1821.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1821. No. 10. p. 105.)

Nachdem die Königlich Preufsische Regierung mit der Kurfürstlich Hessischen Regierung übereingekommen ist, wirksamere Maasregeln zur Verhütung der Forstfrevel in den Gränzwaldungen gegenseitig zu treffen, erklären beide Regierungen Folgendes:

Art. I. Es verpflichtet sich sowohl die Königlich Preufsische als die Kurfürstlich Hessische Regierung, die Forstfrevel, welche ihre Unterthanen in den Waldungen des andern Gebiets verübt haben möchten, sobald sie davon Kenntnifs erhält, nach denselben Gesetzen zu untersuchen und zu bestrafen, nach welchen sie untersucht und bestraft werden würden, wenn sie in inländischen Forsten begangen worden wären.

Art. II. Von den beiderseitigen Behörden soll zur Entdeckung der Frevler alle mögliche Hülfe

geleistet werden; und namentlich wird gestattet, 1821
dafs die Spur der Forstfrevler durch die Förster oder Waldwärter u. s. w. bis in das fremde Gebiet verfolgt, und Haussuchungen, ohne vorherige Anfrage bei den landräthlichen Behörden und Aemtern, auf der Stelle, jedoch nur in Gegenwart und nach Anordnung des zu diesem Behufe mündlich zu requirirenden Bürgermeisters oder Orts-Schultheifsen, vorgenommen werden.

Art. III. Bei diesen Haussuchungen mufs der Ortsvorstand sogleich ein Protocoll aufnehmen, und eine Ausfertigung desselben dem requirirenden Angeber, eine zweite Ausfertigung aber seiner vorgesetzten Behörde (Landrath oder Beamten) übersenden, bei Vermeidung einer Polizeistrafe von 1 bis 5 Thalern für denjenigen Ortsvorstand, welcher der Requisition nicht Genüge leistet. Auch kann der Angeber verlangen, dafs der Förster, oder in dessen Abwesenheit der Waldwärter des Orts, worin die Haussuchung vorgenommen werden soll, dabei zugezogeu werde.

Art. IV. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden in den Königlich Preufsischen und den Kurfürstlich Hessischen Staaten wird zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevel so schleunig vorzunehmen, als es nach der Verfassung des Landes nur immer möglich ist, auch insbesondere bei ausgezeichneten oder bedeutenden Freveln die Untersuchung nicht bis zu den gewöhnlichen im Kurhessischen vierteljährig zu haltenden Bufstagen auszusetzen, sondern in jedem einzelnen Falle eintreten zu lassen. Die Vollziehung der Straferkenntnisse und die Beitreibung der dem Wald-Eigenthümer zuerkannten Entschädigungs-Gelder soll übrigens mit der erforderlichen Beschleunigung bewirkt und darüber zu gegründeten Beschwerden niemals Anlafs gegeben werden.

Art. V. Gegenwärtige im Namen Sr. Majestät des Königs von Preufsen und Sr. Königlichen Hoheit des Kurfürsten von Hessen, zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in

1821 den beiderseitigen Landen haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

Berlin den 3ten Juni 1821.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Graf VON BERNSTORFF.

74.

Cartel entre la Hesse électorale et le grand-duché de Saxe-Weimar, concernant l'extradition réciproque des déserteurs, publié le 5 Juin 1821.

(*Sammlung von Gesetzen u. s. w. für die Kurhessischen Staaten.* Jahr 1821. No. X. Juni. p. 23.)

Von Gottes Gnaden Wir Wilhelm der IIte, Kurfürst u. s. w. thun hiermit kund:

Nachdem zwischen Unserem General-Kriegs-Departement und der Grofsherzoglich Sachsen-Weimar-Eisenachischen Landes-Direction, mit beiderseitiger allerhöchster Genehmigung, die unten folgende Uebereinkunft wegen gegenseitiger Auslieferung der Deserteurs und sonst austretenden militairpflichtigen Mannschaft verabredet und unter dem Vorbehalte, dafs deren Abänderung von dem künftigen Erscheinen einer allgemeinen Convention des deutschen Bundes über diesen Gegenstand abhängig bleiben solle, geschlossen worden ist; so befehlen Wir hierdurch allen Unseren Militair- und Landespolizei-Behörden, auch sonst einem Jeden, den es angeht, nach den Bestimmungen dieser Uebereinkunft sich schuldigst zu achten.

Urkundlich Unserer Allerhöchsteigenen Unterschrift und des beigedruckten Staatssiegels gegeben zu Wilhelmshöhe am 5ten Juni 1821.

WILHELM, *Kurfürst.*

ART. I. Alle in Zukunft und zwar vom Tage 1821
ler Publication gegenwärtiger Convention an von
len Armeen der beiden hohen contrahirenden Theile
nmittelbar oder mittelbar in des andern Lande
der zu dessen Truppen, wenn diese auch aufser-
alb ihres Vaterlandes sich befinden sollten, deserti-
enden Militairpersonen sollen gegenseitig ausgelie-
ert werden.

ART. II. Als Deserteurs werden, ohne Unter-
chied des Grades oder der Waffe, alle diejenigen
ngesehen, welche zu irgend einer Abtheilung des
tehenden Heeres oder der bewaffneten Landesmacht
ach den gesetzlichen Bestimmungen eines jeden der
eiden Staaten gehören und derselben mit Eid und
flicht verwandt sind, mit Inbegriff der bei der Ar-
illerie oder dem sonstigen Fuhrwesen angestellten
nechte.

ART. III. Sollte der Fall vorkommen, dafs ein
eserteur der hohen contrahirenden Mächte früher
chon von einer andern Macht desertirt wäre; so
ird dennoch, selbst, wenn mit der Letzteren eben-
alls Auslieferungs-Verträge beständen, die Auslefe-
ung stets an diejenige der hohen contrahirenden
ächte erfolgen, deren Dienst er zuletzt verlassen
at. Wenn ferner ein Soldat von den Truppen ei-
es der paciscirenden Souveraine zu denen eines
ritten und von diesem wiederum in die Lande
ines andern paciscirenden Souverains oder sonst zu
essen Truppen desertirt; so kommt es darauf an,
b letzterer Souverain mit jenem dritten einen Cartel
at. Ist dieses der Fall; so wird der Deserteur da-
in abgeliefert, woher er zuletzt entwichen ist; im
ntgegengesetzten Fall aber wird er dem paciscire-
en Souveraine, dessen Dienste er zuerst verlassen
at, ausgeliefert.

ART. IV. Nur folgende Fälle, werden als Gründe,
ie Auslieferung eines Deserteurs zu verweigern, an-
rkannt:

a. wenn der Deser[illegible]r aus den Staaten des jen-
eitigen hohen Souver[illegible]ns, so wie sie durch die
neuesten Verträge begrenzt sind, gebürtig ist, oder
arin auf irgend eine rechtliche Weise das Unter-

1821 thansrecht erlangt hat, und also vermittelst der Desertion nur in seine Heimath zurückkehrt;

b. wenn ein Deserteur in dem Staate, in welchen er entwichen ist, ein Verbrechen begangen hat, dessen Bestrafung vor seiner Auslieferung die Landesgesetze erfordern. Wenn nach überstandener Strafe der Deserteur ausgeliefert wird; so sollen die denselben betreffenden Untersuchungs-Acten entweder im Original, oder auszugsweise und in beglaubten Abschriften übergeben werden, damit ermessen werden kann, ob ein dergleichen Deserteur noch zum Militairdienste geeignet sei oder nicht. Schulden oder andere, von einem Deserteur eingegangene Verbindlichkeiten geben dagegen dem Staate, in welchem er sich aufhält, kein Recht, dessen Auslieferung zu versagen.

Art. V. Die Verbindlichkeit zur Auslieferung erstreckt sich auch auf die Pferde, Sattel- und Reitzeug, Armatur- und Montirungsstücke, welche von den Deserteurs etwa mitgenommen worden sind, und tritt auch dann ein, wenn der Deserteur selbst, nach den Bestimmungen des vorhergehenden Artikels, nicht ausgeliefert wird.

Art. VI. Um durch die möglichste Regelmäfsigkeit die Auslieferung zu beschleunigen, sind beide hohe contrahirende Theile wegen der Auslieferungs-Orte übereingekommen, dafs Kurfürstlich Hessischer Seits zu Fulda und Hersfeld, so wie Grofsherzoglich Weimarischer Seits zu Creuzburg und Geisa eine gegenseitig bekannt zu machende Behörde mit der Empfangnahme der Deserteurs und sofortigen Bezahlung aller in den nachfolgenden Art. 10 und 12 stipulirten Kosten beauftragt sein wird.

Art. VII. Die Auslieferung geschieht in der Regel freiwillig und ohne erst eine Requisition abzuwarten. Sobald daher eine Militair- oder Civilbehörde einen jenseitigen Deserteur entdeckt, wird derselbe, nebst den etwa bei ihm befindlichen Effecten, Pferden, Waffen u. s. w. sofort, unter Beifügung eines aufzunehmenden Protocolls, an die jenseitige Behörde im nächsten Ablieferungs-Orte gegen Bescheinigung übergeben.

Art. VIII. Sollte aber ein Deserteur der Auf- 1821
merksamkeit der Behörden desjenigen Staates, in welchen er übergetreten ist, entgangen sein; so wird dessen Auslieferung sogleich auf die erste desfallsige Requisition erfolgen, selbst dann, wenn er Gelegenheit gefunden hätte, in dem Militairdienste des gedachten Staates angestellt zu werden. Nur wenn über die Richtigkeit wesentlicher, in der Requisition angegebenen Thatsachen, welche die Auslieferung überhaupt bedingen, solche Zweifel obwalten, dafs zuvor eine nähere Aufklärung derselben zwischen der requirirenden und der requirirten Behörde nöthig wird, ist der Auslieferung Anstand zu geben.

Art. IX. Die im vorstehenden Artikel erwähnten Requisitionen ergehen Kurhessischer Seits an die Grofsherzogliche Landes-Direction zu Weimar, und Grofsherzoglich Weimarscher Seits an das Hessische General-Kriegs-Departement zu Cassel. Von den Militair-Behörden werden diejenigen Deserteurs, welche etwa zum Dienst angenommen sein sollten, von den Civil-Behörden aber diejenigen, bei denen dieses der Fall nicht ist, ausgeliefert.

Art. X. An Unterhaltungs-Kosten werden der auslieferndeu Macht für jeden Deserteur vom Tage seiner Verhaftung an bis zum Tage der Auslieferung einschliefslich, auf den Tag drei Groschen Conventionsgeld, für ein Pferd aber täglich sechs Pfund Hafer, acht Pfund Heu und drei Pfund Stroh, Casseler Gewicht, der Centner zu ein hundert und acht Pfund, gut gethan. Die Berechnung der Futterkosten geschieht nach den Marktpreisen des Ortes oder der nächsten Stadt, wo die Arretirung geschehen ist, und die Bezahlung erfolgt, ohne geringste Schwierigkeit, sogleich bei der Auslieferung.

Art. XI. Aufser diesen Kosten und der im nachfolgenden Art. 12 bemerkten Belohnung, kann ein Mehreres unter irgend einem Vorwande, wenn auch gleich der auszuliefernde Mann unter den Truppen des Souverains, der ihn auszuliefern hat, angeworben sein sollte, etwa wegen des Handgeldes, genossener Löhnung, Bewachung und Fortschaffung oder wie es sonst Namen haben möchte, nicht gefordert werden.

1821 Art. XII. Dem Unterthanen, welcher einen Deserteur einliefert, soll eine Gratification von fünf Thalern Conventionsgeld für den Mann ohne Pferd und von zehn Thalern Conventionsgeld für einen Mann mit dem Pferde gereicht, von dem auszuliefernden Theile vorgeschossen und sofort bei der Auslieferung wieder erstattet werden. In Rücksicht anderer ausgetretenen Militairpflichtigen, die nicht nach Art. 2 in die Klasse der eigentlichen Deserteurs gehören, fällt dieses Cartelgeld weg.

Art. XIII. Den Empfang der in den Art. 10 und 12 gedachten Kosten und Gratifications-Erstattung hat die auslieferude Behörde zu bescheinigen. Wegen des etwa nicht sofort auszumittelnden Betrages der zu erstattenden Unkosten aber ist die Auslieferung der Deserteurs, wenn derselben sonst kein Bedenken entgegen stehet, nicht aufzuhalten.

Art. XIV. Allen Behörden, besonders den Grenzbehörden wird es strenge zur Pflicht gemacht werden, auf die jenseitigen Deserteurs ein wachsames Auge zu haben, und daher einen jeden, aus dessen Aussagen, Kleidung, Waffen oder anderen Anzeichen sich ergiebt, dafs er ein solcher Deserteur sei, sogleich, ohne erst eine Requisition deshalb abzuwarten, unter Aufsicht zu stellen oder nach Umständen zu verhaften.

Art. XV. Alle nach der Verfassung der beiderseitigen Staaten reserve- oder landwehr- oder überhaupt militairpflichtigen Unterthanen, welche sich von Zeit der Publication dieser Convention an in die Lande des andern Souverains oder zu dessen Truppen begeben, sind, auf vorgängige Reclamation, der Auslieferung ebenfalls unterworfen, und es soll mit dieser Auslieferung übrigens sowohl in Hinsicht der dabei zu beobachtenden Form als auch wegen der zu erstattenden Verpflegungskosten eben so gehalten werden, wie es wegen der Auslieferung militairischer Deserteurs in dieser Convention bestimmt ist. Bei allen solchen Auslieferungen aber, welche von der Obrigkeit auf jenseitige Requisition bewirkt werden, wird ein Cartelgeld nicht entrichtet.

Art. XVI. Diejenigen Individuen, welche nach den Gesetzen eines jeden der paciscirenden Staaten

im militairpflichtigen Alter sind, und bei Ueber- 1821
schreitung der gegenseitigen Grenzen, ohne eine hinreichende Legitimation vorzeigen zu können, den Verdacht auf sich ziehen, dafs sie sich der Militairpflicht gegen ihren Staat entziehen wollen, sollen sofort zurückgewiesen und dergleichen Personen weder Aufenthalt noch Zuflucht in dem jenseitigen Staate gestattet werden.

Art. XVII. Den beiderseitigen Behörden und Unterthanen wird strenge untersagt werden, Deserteurs oder sonstige Militairpflichtige, die ihre desfallsige Befreiung nicht hinlänglich nachweisen können, zu Kriegsdiensten anzunehmen, deren Aufenthalt zu verheimlichen, oder dieselben, um sie etwaigen Reclamationen zu entziehen, in entferntere Gegenden zu befördern. Auch soll es nicht gestattet werden, dafs von irgend einer fremden Macht dergleichen Individuen innerhalb der Staaten der hohen Souveraine angeworben werden.

Art. XVIII. Wer sich der wissentlichen Verhehlung eines Deserteurs oder Militairpflichtigen und der Beförderung der Flucht desselben schuldig macht, wird mit einer nachdrücklichen Geld- oder Gefängnifsstrafe belegt.

Art. XIX. Gleichmäfsig wird es den Unterthanen beider hohen contrahirenden Mächte untersagt werden, von einem jenseitigen Deserteure Pferde, Sattel- und Reitzeug, Armatur- und Montirungsstücke zu kaufen oder sonst an sich zu bringen. Der Uebertreter dieses Verbots wird nicht allein zur Herausgabe dergleichen an sich gebrachter Gegenstände, ohne den mindesten Ersatz, oder zur Erstattung des Werths angehalten, sondern auch überdem mit willkührlicher Geld- oder Gefängnifsstrafe belegt werden, wenn bewiesen wird, dafs er wissentlich von einem Deserteur etwas gekauft oder an sich gebracht habe.

Art. XX. Indem auf diese Art eine regelmäfsige Auslieferung der gegenseitigen Deserteurs und Militairpflichtigen eingeleitet ist, wird jede eigenmächtige Verfolgung eines Deserteurs auf jenseitigem Gebiete als eine Verletzung desselben streng untersagt

1821 und sorgfältig vermieden werden. Wer sich dieses Vergehens schuldig macht, wird, wenn er dabei betroffen wird, sogleich verhaftet und zur gesetzlichen Bestrafung an seine Regierung abgeliefert werden.

Art. XXI. Als eine Gebietsverletzung ist jedoch nicht anzusehen, wenn von einem Commando, welches einen oder mehrere Deserteurs bis an die Grenze verfolgt, ein Commandirter in das jenseitige Gebiet gesandt wird, um der nächsten Orts-Obrigkeit die Desertion zu melden. Diese Obrigkeit muß vielmehr, wenn der Deserteur sich in ihrem Amtsbezirke befindet, denselben sofort verhaften; und in diesem Falle wird, wie überhaupt jedesmal, wenn ein Deserteur von der Obrigkeit verhaftet wird, kein Cartelgeld bezahlt. Der Commandirte darf sich aber keinesweges an dem Deserteur vergreifen, widrigenfalls er nach Art. 20 zu behandeln ist.

Art. XXII. Jede gewaltsame oder heimliche Anwerbung im jenseitigen Gebiete, Verführung jenseitiger Soldaten zur Desertion oder anderer Unterthanen zum Austreten mit Verletzung ihrer Militairpflicht, ist streng untersagt. Wer eines solchen Beginnens wegen in dem Staate, wo er sich dessen schuldig gemacht, ergriffen wird, ist der gesetzlichen Bestrafung desselben unterworfen. Wer sich aber dieser Bestrafung durch die Flucht entzieht, oder von seinem Vaterlande aus auf obige Art auf jenseitige Unterthanen zu wirken sucht, wird, auf desfallsige Requisition, in seinem Vaterlande zur Untersuchung und nachdrücklichen Strafe gezogen werden.

Art. XXIII. Diejenigen, welche vor Bekanntmachung dieser Convention von den Truppen der einen der hohen contrahirenden Mächte desertirt sind und entweder bei der Armee des andern Souverains Militairdienste genommen haben oder sich, ohne dergleichen wiederum ergriffen zu haben, in dessen Landen aufhalten, sind der Reclamation und Auslieferung nicht unterworfen.

Art. XXIV. Den Landeskindern beider Theile, welche zur Zeit der Publication wirklich in dem Militairdienste des andern Souverains sich befinden,

soll die Wahl frei stehen, entweder in ihren Ge- 1821
burtsort zurückzukehren, oder in den Diensten, in welchen sie sich befinden, zu bleiben. Doch müssen sie sich längstens binnen einem Jahre, nach Publication gegenwärtiger Convention, diesfalls bestimmt erklären, und es soll denjenigen, welche in ihre Heimath zurückkehren wollen, der Abschied unweigerlich ertheilt werden. Bei freiwilligen Capitulanten treten diese Bestimmungen erst nach Ablauf der Capitulation ein.

Art. XXV. Gegenwärtige Convention wird beiderseits zu gleicher Zeit zur genauesten Befolgung publicirt werden, und ist, falls nach dem im Eingange gemachten Vorbehalt eine Aenderung oder Modification nicht erfordert wird, gültig und geschlossen auf sechs Jahre, mit stillschweigender Verlängerung bis zu erfolgender Aufkündigung, welche sodann jederzeit jedem der hohen contrahirenden Theile ein Jahr voraus frei stehet.

75.

Convention entre la Prusse et la ligne ainée des princes de Reuſs-Plauen, concernant la réception réciproque des vagabonds, publiée le 9 Juillet 1821.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preuſsischen Staaten* 1821. No. 11. p. 108.)

Nachdem die Königlich Preuſsische Regierung mit der Fürstlichen Regierung älterer Linie Reuſs von Plauen dahin übereingekommen ist, die bei Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen gegenseitig zu befolgenden Grundsätze festzustellen, so erklären beide Regierungen hiermit, daſs sie, statt einer besondern Uebereinkunft dieserhalb, lediglich den Inhalt der zwischen den Kronen Preuſsen und Sachsen am 6ten Februar 1820 über denselben Gegenstand abgeschlossenen Uebereinkunft (confer.

1821 pag. 40 sqq. der Gesetzsammlung des Jahres 1820) unter den beiderseitigen Staaten als verbindlich gegenseitig anerkennen wollen, und zugleich soviel den §. 12 erwähnter Uebereinkunft betrifft, auf Königlich Preufsischem Gebiete die Stadt Zeitz, auf Fürstlich Reufsischem Gebiete dagegen die Stadt Greitz, als Uebergabe-Orte hierdurch festsetzen, jedoch mit der Modification, dafs diejenigen in den Fürstlich Reufsischen Landen der älteren Linie ergriffenen Vagabunden, welche nach den Bestimmungen dieser Uebereinkunft als den, vormals zum Voigtländischen Kreise Sachsens gehörigen, jetzt Königlich Preufsischen enclavirten Orten angehörig zu betrachten sind, sofort an diese selbst, diejenigen Vagabunden dagegen, welche aus dem Neustädter Kreise Königlich Preufsischen Antheils und als zu diesem gehörig anzusehen sind, nach der Kreisstadt Ziegenrück, so wie die in jenen Gebietstheilen angehaltenen, den Fürstlich Reufsischen Landen älterer Linie angehörigen Vagabunden ohne Weiteres an das nächste Fürstlich Reufs-Plauensche der ältern Linie Justizamt abzuliefern sind.

Gegenwärtige im Namen Seiner Majestät des Königs von Preufsen und der Durchlauchtigen Fürsten älterer Linie Reufs von Plauen zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung, soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, sogleich Kraft und Wirkung erhalten und in den beiderseitigen Landen öffentlich bekannt gemacht werden.

Geschehen Berlin den 9ten Juli 1821.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Graf von Bernstorff.

76.

Procès verbal signé par le commissaire de la part des Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et le commissaire de la part de Sa Majesté Catholique concernant la remise de la province de la Floride orientale aux Etats-Unis; fait à St. Augustin le 10 Juillet 1821. 1821

(*Acts passed at the first session of the seventeenth congress of the United States* pag. 110.)

In the place of St. Augustine, and on the tenth day of July, eighteen hundred and twenty-one, Don José Coppinger, colonel of the national armies, and commissioner, appointed by his excellency the captain general of the Island of Cuba, to make a formal delivery of this said place and province of East Florida, to the government of the United States of America, by virtue of the treaty of cession, concluded at Washington on the 22d of February, eighteen hundred and nineteen, and the royal schedule of delivery of the twenty-fourth of October, of the last year, annexed to the documents mentioned in the certificate that form a heading to these instruments in testimony thereof, and the adjutant general of the southern division of said states, colonel Don Robert Butler, duly authorized by the aforesaid government to receive the same; we having had several conferences in order to carry into effect our respective commissions, as will appear by our official communications; and having received, by the latter, the documents, inventories, and plans, appertaining to the property and sovereignty of the Spanish nation held in this province and in its adjacent Islands depending thereon, with the sites, public squares, vacant lands, public edifices, fortifications, and other works, not being private property, and

1821 the same having been preceded by the arrangements and formalities that, for the greater solemnity of this important act, they have judged proper, there has been verified, at four o'clock of the evening of this day, the complete and personal delivery of the fortifications, and all else of this aforesaid province, to the commissioner, officers, and troops, of the United States; and, in consequence thereof, having embarked for the Havanna the military and civil officers and Spanish troops, in the American transports provided for this purpose, the Spanish authorities having this moment ceased the exercise of their functions, and those appointed by the American government having began theirs; duly noting that we have transmitted to our governments the doubts occurring whether the artillery ought to be comprehended in the fortifications, and if the public archives, relating to private property, ought to remain and be delivered to the American government by virtue of the cession, and that there remain in the fortifications, until the aforesaid resolution is made, the artillery, munitions, and implements, specified in a particular inventory, awaiting, on these points and the others appearing in question in our correspondence, the superior decision of our respective governments, and which is to have, whatever may be the result, the most religious compliance, at any time that it may arrive, and in which the possession that at present appears given shall not serve as an obstacle.

In testimony of which, and that this may at all times serve as an expressive and formal receipt in this act, we, the subscribing commissioners, sign four instruments of this same tenor, in the English and Spanish languages, at the abovementioned place, and said day, month, and year.

ROBERT BUTLER.
JOSE COPPINGER.

[To the original act, there is a certificate, in the Spanish language, of which the following is a translation.]

"In faith whereof, i certify that the preceding act was executed in the presence of the illustrious Ayuntamiento and various private persons assembled; and also of various military and naval officers of the government of the United States of America. St. Augustine, 10th of July, 1821. 1821

JUAN DE ENTRALGO,
notary of the government, and secretary of the Cabildo.

77.

Procès verbal signé par le commissaire de la part des Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et par le commissaire de la part de Sa Majesté Catholique, concernant la remise de la province de la Floride occidentale aux Etats-Unis; fait à Pensacola le 17 Juillet 1821.

(*Acts passed at the first session of the seventeenth congress of the United States* pag. 111.)

The undersigned, major general Andrew Jackson, of the state of Tennessee, commissioner of the United States, in pursuance of the full powers received by him from James Monroe, president of the United States of America, of the date of the tenth of March, 1821, and of the 45th of the independence of the United States of America, attested by John Quincy Adams, secretary of state; and Don José Callava, commandant of the province of West Florida, and commissioner for the delivery, in the name of his Catholic Majesty, of the country, territories, and dependencies, of West Florida, to the commissioner of the United States, in conformity

1821 with the powers, commission, and special mandate, received by him from the captain general of the island of Cuba, of the date of the 5th of May, 1821, imparting to him therein the royal order of the 24th of October, 1820, issued and signed by his Catholic Majesty, Ferdinand the Seventh, and attested by the secretary of state, Don Evaristo Perez de Castro: —

Do certify by these presents, that on the seventeenth day of July, one thousand eight hundred and twenty-one, of the christian aera, and forty-sixth of the independence of the United States, having met in the Court Room of the government house in the town of Pensacola, accompanied on either part by the chiefs and officers of the army and navy, and by a number of the citizens of the respective nations, the said Andrew Jackson, major general and commissioner, has delivered to the said colonel commandant Don José Callava, his beforementioned powers; whereby he recognises him to have received full power and authority to take possession of, and to occupy, the territories ceded by Spain to the United States by the treaty concluded at Washington on the 22d day of February, 1819, and for that purpose to repair to said territories, and there to execute and to perform all such acts and things touching the premises, as may be necessary for fulfilling his appointment conformably to the said treaty and the laws of the United States, with authority likewise to appoint any person or persons, in his stead, to receive possession of any part of the said ceded territories, according to the stipulations of the said treaty: Wherefore, the colonel commandant Don José Callava immediately declared, that in virtue, and in performance, of the power, commission, and special mandate, dated at Havana on the 5th of May, 1821, he thenceforth, and from that moment, placed the said commissioner of the United States in possession of the country, territories, and dependencies, of West Florida, including the fortress of St. Marks, with the adjacent islands, dependent upon said province, all public lots and squares, vacant lands, public edifices, fortifications, barracks, and other buildings which are not private

property, according to, and in the manner set forth 1821
by, the inventories and schedules which he has signed and delivered, with the archives and documents directly relating to the property and sovereignty of the said territory of West Florida, including the fortrefs of St. Marks, and situated to the east of the Mississippi river, the whole in conformity with the second article of the treaty of cession concluded at Washington the 22d of February, 1819, between Spain and the United States, by Don Luis de Onis, minister plenipotentiary of his Catholic Majesty, and John Quincy Adams, secretary of state of the United States, both provided with full powers, which treaty has been ratified on the one part by his Catholic Majesty, Ferdinand the Seventh, and the president of the United States, with the advice and consent of the senate of the United States, on the other part; which ratifications have been duly exchanged at Washington the 22d of February, 1821, and the forty-fifth of the independence of the United States of America, by general Don Dyonisius Vives, minister plenipotenciary of his Catholic Majesty, and John Quincy Adams, secretary of state of the United States, according to the instrument signed on the same day: And the present delivery of the country is made, in order that, in execution of the said treaty, the sovereignty and the property of that province of West Florida, including the fortrefs of St. Marks, shall pafs to the United States, under the stipulations therein expressed.

And the said colonel commandant Don José Callava has, in consequence, at this present time, made to the commissioner of the United States, major general Andrew Jackson, in this public cession, a delivery of the keys of the town of Pensacola, of the archives, documents, and other articles, in the inventories beforementioned; declaring that be releases from their oath of allegiance to Spain, the citizens and inhabitants of West Florida who may chose to remain under the dominion of the United States.

And, that this important and solem act may be in perpetual memory, the within named have signed

1821 the same, and have sealed with their respective seals, and caused to be attested by their secretaries of commission, the day and year aforesaid.

ANDREW JACKSON.
By order of the commissioner on the part of the United States.

JOSE CALLAVA.
Por mandato de su señoria el Coronel Comisario del Gobierno de España.

R. K. CALL,
secretary of the commission.

El Secretario de la Comision,
JOSE Y CRUZAT.

78.

Bulle concernant la circonscription des diocèses dans le royaume de Prusse, donnée le 16 Juillet 1821 et ratifiée par S. M. le roi de Prusse le 23 Août de la même année.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preußischen Staaten* 1821. No. 12. p. 113.)

Pius episcopus, servus servorum Dei ad perpetuam rei memoriam.

De salute animarum, deque Catholicae religionis incremento pro Apostolicae servitutis officio impense solliciti curas nostras continuo intendimus ad ea omnia, quae Christi fidelium spirituali regimini procurando magis apta, et utilia comparare posse dignoscamus. Hoc sane consilio jamdiu cogitationes nostras praecipue intendimus in regiones illas, quae actu dominatui subsunt Serenissimi Principis Friderici Guilelmi Borussorum regis, ut illius intercedente ope, ac liberalitate rem sacram ibidem meliori qua fieri posset methodo componere valeremus.

Probe equidem nobis ante oculos versabatur praesens regionum illarum ratio, nec unquam deplorare cessaveramus ingentia damna promanata ex praeteritis rerum perturbationibus, quae florentissimas olim atque ditissimas Germaniae ecclesias a veteri, quo

praestabant, splendore dejectas, ac bonorum praesi- 1821
lio spoliatas, ad miserrimum redegerant statum, ex
quo summa in Catholicam religionem, et in Catho-
licos ipsos pernicies promanavit.

Cumque temporum conditio minime pateretur
nclytae nationis Germanicae ecclesias ad splendidum
ntiquum statum aspicere revocatas, omne studium
liligentiamque adhibuimus, ut tantis malis ea sal-
em pararemus remedia, quae ad conservandam illis
n regionibus Catholicam fidem, et ad animarum
Christi fidelium salutem procurandam imprimis ne-
cessaria, et opportuna esse viderentur.

Hujus modi autem votis nostris mirifice obsecun-
lavit laudatus Borussorum rex, cujus propensam ad-
nodum invenimus, et grato animo prosequimur vo-
untatem in Catholicos magno numero sibi subditos,
praesertim ex ei attributa grandi parte provinciarum
d Rhenum, ita ut omnia tandem fausto, felicique
xitu componere ac pro locorum positione, atque
ncolarum commoditate novum in Borussiae regno
ecclesiarum statum et dioecesium limites nunc con-
tituere, singulasque deinde sedes, ubi deficiant,
propriis, dignis et idoneis pastoribus donare va-
eamus.

Pro expressis igitur, ac de verbo ad verbum in-
sertis habentes, omnibus iis, quae respiciunt infra
licendas, vel ecclesiarum et capitulorum, eorumque
peculiarium anteriorum jurium, ac praerogativarum
xtinctionem, aut immutationem seu reordinationem
ic respectivarum dioecesium dismembrationem, seu
novam applicationem, nec non cujuscumque praece-
lentis juris metropolitici annullationem, et insuper
quorumcumque interesse habentium consensui ple-
narii supplentes ex certa scientia, et matura delibe-
ratione nostris, deque apostolicae potestatis plenitu-
line, praevia ex nunc omnimoda suppressione, ex-
tinctione, et annullatione vacantis episcopalis sedis
Aquisgranensis, cum illius Cathedrali capitulo ad sta-
um simplicis collegiatae ut infra reducendo, atque
lterius episcopalis ecclesiae, et capituli cathedralis
Corbejensis, nec non monasterii abbatiae nuncupati
Neocellensis, vulgo Neuenzell, ex nunc itemque alte-
rius monasterii abbatiae pariter nuncupati Olivensis

1821 ex nunc pro tunc, quando scilicet ex persona venerabilis fratris Josephi de Hohenzollern episcopi Warmiensis moderni abbatis Olivensis quomodocumque vacaverit; ut communia quoque Germanorum vota regiis etiam aucta commendationibus benigno favore prosequamur, ad omnipotentis Dei gloriam et ad honorem beati Petri apostolorum principis Coloniensem ecclesiam, jam antea inter Germaniae sedes nulli antiquitate ac splendore secundam, sub invocatione laudati principis apostolorum ad metropolitanae ecclesiae gradum restituimus, ac in illo perpetuo constituendam esse decernimus eidemque metropolitanae suffraganeas assignamus episcopales ecclesias Trevirensem, Monasteriensem atque Paderbornensem.

Episcopalem pariter ecclesiam Posnaniensem sub invocatione sanctorum Petri et Pauli apostolorum ad sedis metropolitanae gradum extollimus, ac constituimus, eamdemque alteri archiepiscopali ecclesiae Gnesnensi sub invocatione sancti Adalberti per dimissionem venerabilis fratris Ignatii Raczynski ultimi illius Archiepiscopi in manibus nostris libere factam, et per nos admissam ad praesens vacanti, aeque principaliter perpetuo unimus, et aggregamus, ac venerabili fratri Timotheo Gorszenski moderno episcopo Posnaniensi curam, regimen et administrationem ipsius ecclesiae Gnesnensis plenarie committimus, eundemque Archiepiscopum Gnesnensem, ac Posnaniensem constituimus, et deputamus, ac archiepiscopum Gnesnensem ac Posnaniensem semper esse, et appellari mandamus. ejusque juri metropolitico episcopalem ecclesiam Culmensem suffraganeam assignamus.

Episcopales vero ecclesias Wratislaviensem, ac Warmiensem huic sanctae sedi perpetuo immediate subjectas esse ac remanere debere declaramus.

Singulis autem archiepiscopis et episcopis omnia et singula jura, praeeminentias, praerogativas, ac privilegia aliis illarum partium archiepiscopis et episcopis legitime competentia tribuimus et confirmamus.

Quod spectat capitulum metropolitanae ecclesiae Coloniensis, in eo duas erigimus dignitates, praeposituram videlicet, quae major erit post pontificalem, ac decanatum secundam, decem canonicatus numera-

rios, et quatuor canonicatus honorarios, ac praeterea 1821
octo vicarias seu praebendatus.

Archiepiscopalis ecclesiae Gnesnensis capitulum constabit in posterum ex unica dumtaxat praepositi dignitate et ex numero sex canonicatuum, alterius vero Posnaniensis archiepiscopalis ecclesiae capitulum efformabunt duo dignitates, praepositi videlicet, ac decani, octo canonicatus numerarii et alii quatuor canonicatus honorarii, nec non octo vicariae, seu praebendatus.

Cathedralium ecclesiarum Trevirensis atque Paderbornensis respectivum capitulum constabit ex duabus dignitatibus, una nempe praepositi, ac altera decani, ex octo canonicatibus honorariis, atque e sex vicariis, seu praebendatis.

In cathedrali ecclesia Monasteriensi capitulum constituent binae dignitates, major nempe praeposituraе, ac secunda decanatus, octo canonicatus numerarii, quatuor honorarii canonicatus, et octo vicariae, seu praebendatus.

Culmensis cathedralis ecclesiae capitulum constabit ex binis dignitatibus, praeposituraе videlicet, ac decanatus, ex octo canonicatibus numerariis, ex quatuor honorariis canonicatibus, et e sex vicariis, seu praebendatis.

Cathedralis ecclesiae Wratislaviensis capitulum efformabunt duo dignitates, una videlicet praeposituraе, et altera decanatus, decem canonicatus numerarii quorum primus scholastici praebendam adnexam habebit, sex canonicatus honorarii, atque octo vicariae, seu praebendatus.

Demum quod attinet ad episcopalem ecclesiam Warmiensem, illius cathedrale capitulum in eo quo nunc reperitur statu consistet; reservata tamen nobis, ac romanis pontificibus successoribus nostris facultate capitulum ipsum ad aliarum in regno Borussico existentium ecclesiarum normam imposterum conformandi.

Porro in qualibet ex antedictis ecclesiis tam archiepiscopalibus quam episcopalibus animarum parochianorum cura habitualis residebit penes capitulum, actualis vero ab uno e capitularibus ad hoc expresse

1821 designando, et praevio examine ad formam sacrorum canonum ab ordinario approbando cum vicariorum auxilio exercebitur, ac in unoquoque ex iisdem capitulis duo ab ordinario stabiliter deputandi erunt idonei canonici, a quorum uno poenitentiarii, ab altero vero sacram scripturam statis diebus populo exponendo theologi respective munera fideliter adimpleantur.

Singulis profecto ex primodictorum capitulorum canonicis honorariis, quos ad personalem residentiam et ad servitium chori minime obligatos esse declaramus, idem cum residentibus canonicis aditus ad chorum et ad caeteras ecclesiasticas functiones patebit; nosque ad magis praedictarum ecclesiarum decus ac splendorem omnibus antedictis dignitatibus, et canonicis indultum utendi iisdem insigniis, quibus antea fruebantur, expresse confirmamus et quatenus opus sit de novo concedimus, et elargimur.

Cuilibet similiter ex supradictis capitulis cathedralibus nunc et pro tempore existentibus, ut ipsi capitulariter congregati pro novo, et circumstantiis magis accommodato earumdem archiepiscopalium, et episcopalium ecclesiarum, earumque chori quotidiano servitio, nec non rerum, ac jurium tam spiritualium, quam temporalium prospero, felicique regimine, gubernio, ac directione, onerumque iis respective incumbentium supportatione, distributionum quotidianarum, et aliorum quorumcumque emolumentorum exactione, ac divisione, et poenarum incurrendarum a non interessentibus divinis officiis incursu, singulorum praesentiis, et absentiis notandis, caeremoniis, ac ritibus servandis, et quibusvis aliis rebus circa praemissa necessariis, et opportunis quaecumque statuta, ordinationes, capitula et decreta, licita tamen atque honesta, et sacris canonibus, constitutionibusque apostolicis, decretisque concilii Tridentini minime adversantia sub praesidentia, inspectione et approbatione respectivorum archiepiscoporum et episcoporum edere atque edita declarare et interpretari, ac in meliorem formam redigere et reformare, seu alia de novo, ab illis ad quos spectat, et pro tempore spectabit inviolabiliter observanda, sub poenis in contrafacientes statuendis pariter condere atque

edere libere ac licite valeant, facultatem perpetuo 1821
concedimus, et impertimur.

Dignitatem canonicorum et vicariorum, seu praebendatorum numero tam in metropolitanis quam in cathedralibus capitulis ut supra praefinito, ad ea tam pro hac prima vice, quam pro futuris temporibus componenda statuimus, ut imposterum quilibet ad dignitates, et canonicatus assequendos infrascriptis ornatus esse debeat requisitis, nempe, quod majores sacros ordines susceperit, utilemque ecclesiae operam saltem per quinquennium navaverit, vel in animarum cura exercenda, aut adjuvanda sese praestiterit, vel theologiae, aut sacrorum canonum professor extiterit, vel alicuique in regno Borussico existenti episcopo in dioecesanae administrationis munere inservierit, vel demum in sacra theologia aut in jure canonico doctoratus lauream rite fuerit consequutus; postremae tamen hujusce conditionis effectu ex justis, gravibusque causis per decennium a data praesentium computandum in suspensum remanente. Cujuscumque vero conditionis ecclesiasticos viros aequali jure ad dignitates, et canonicatus obtinendos gaudere debere decernimus. Itemque statuimus unam in Monasteriensi, ac alteram in Wratislaviensi cathedralibus ecclesiis canonicalem praebendam designandam, et ab eo ad quem juxta mensium alternativam pertinebit, semper et quandocumque conferendam esse uni, et alteri canonica requisita habentibus ex professoribus universitatum in dictis respectivis civitatibus existentium; atque ulterius decernimus, tam praepositum parochialis ecclesiae sanctae Hedwigis civitatis Berolinensis, quam decanum commissarium ecclesiasticum in comitatu Glacensi pro tempore existentes inter honorarios canonicos Wratislaviensis cathedralis capituli esse cooptandos; ita ut pari cum iis fruantur jure, locum illum, atque ordinem tenentes, qui secundum respectivae nominationis tempus ipsis competere dignoscatur. Quilibet autem ex canonicis honorariis in unumquodque ex antedictis capitulis cooptandus sumendus erit ex numero archipresbyterorum animarum curam in respectiva dioecesi laudabiliter exercentium.

Quod vero attinet ad novam supradictorum capitulorum pro hac prima vice ea qua convenit celeri-

1821 tate explendam compositionem, infra nominando harum literarum nostrarum exequutori potestatem facimus, ut in unaquaque ecclesia, tam dignitates et canonicatus, quam vicarias, seu praebendatus actu vacantes, quae ad aequandum numerum ut supra designatum fortasse deficient, dignis et idoneis ecclesiasticis viris ex delegata sibi speciali apostolica facultate, ac hujus sanctae sedis nomine conferat; ita tamen ut ii dumtaxat, qui de dignitatibus et canonicatibus ab ipso provisi fuerint, apostolicas novae provisionis et confirmationis literas infra sex menses ex tunc proximos a dataria nostra impetrare, et expedire facere teneantur. Et si contingat, quod in aliqua ex metropolitanis, vel cathedralibus in Borussiae regno existentibus ecclesiis dignitates, canonici et vicarii, seu praebendati legitime, et canonice instituti adhuc viventes respectivum numerum a nobis ut supra praefinitum excedant, praedictus exequutor apostolicus, vocatis auditisque interesse habentibus, aut per voluntarias jurium abdicationes ab illis vel ab illorum aliquibus emittendas rem componat, proviso insimul per congruas vitalitias pensiones, jam a serenissimo rege pollicitas dimittentium sustentationi, aut si abdicationes hujusmodi minime habeantur, vel sufficientem numerum non attingant in hoc casu, qui numerum in supradicta nostra dispositione praefinitum excedentes dignitatum, canonicatuum, et vicariatuum possessionem postremo loco adepti fuerint, si apud ecclesias suas resideant, capitulares quidem, et vicarii respective esse pergent, juribus et praerogativis nunc iis competentibus fruentur, suosque redditus in ea quantitate percipient, qua in praesens gaudent. Sed quando beneficia ab iis obtenta quocumque modo vacaverint aliis conferri minime poterunt, atque ex nunc pro tunc suppressa, et extincta debeant intelligi, ad hoc ut deinceps praefixus ut supra numerus in respectivis capitulis ad amussim observetur. Quod si in aliquo capitulo canonici minoribus in praesentiarum fruantur redditibus, quam qui futuris eorum loco assignantur, nullum isti redditiuum augmentum consequentur, nisi ab exequutore apostolico singillatim similibus amplioribus redditibus donati fuerint.

Futuro autem tempore, ac successivis vacationi- 1821
bus a nobis, et romanis pontificibus successoribus nostris praepositura, quae major post pontificalem dignitas in supramemoratis archiepiscopalibus, et episcopalibus ecclesiis, nec non in ecclesia Aquisgranensi in collegiatam ut infra erigenda, itemque canonicatus in mensibus Januarii, Martii, Maji, Julii, Septembris, ac Novembris in praefatis ecclesiis vacantes conferentur quemadmodum in capitulo Wratislaviensi hactenus factum est: quo vero ad decanatus in praedictis metropolitanis, et cathedralibus ecclesiis, et ad canonicatus tam in ipsis, quam in dicta Aquisgranensi ecclesia in collegiatam erigenda, in aliis sex mensibus vacantes ab archiepiscopis et episcopis respective conferentur. Vicariatus autem, seu praebendatus in praedictis ecclesiis quocumque mense vacaverint, respectivorum archiepiscoporum collationi relinquimus.

Rem denique Germaniae gratissimam, simulque praelaudato Borussiae regi acceptissimam, nos esse facturos judicantes, si electionum jure in transrhenanis ecclesiis retento, ac confirmato, et in cisrhenanis cessato per apostolicas dispositiones anni millesimi octingentesimi primi nunc in ipsis cisrhenanis dioecesibus praefati regis temporali dominio subjectis, idem jus electionis redintegretur, quoad capitula ecclesiarum ad Germaniam pertinentium, nempe Coloniensis, Trevirensis, Wratislaviensis, Paderbornensis et Monasteriensis, decernimus ac statuimus, quod alia quacumque ratione vel consuetudine, nec non electionis, et postulationis discrimine, nobilitatisque natalium necessitate sublatis capitulis praedictis, postquam supradicta methodo constituta, et ordinata erunt facultatem tribuimus, ut in singulis illarum sedium vacationibus per antistitum respectivorum obitum extra Romanam curiam, vel per earum sedium resignationem, et abdicationem (excepto tamen praesenti casu vacationis Coloniensis ac Trevirensis ecclesiarum) infra consuetum trimestris spatium dignitates, ac canonici capitulariter congregati, et servatis canonicis regulis novos antistites ex ecclesiasticis quibuscumque viris regni Borussici incolis, dignis tamen, et juxta canonicas sanctiones idoneis servatis servandis ad formam sacrorum canonum

1821 eligere possint; ad hujusmodi autem electiones jus suffragii habebunt canonici tam numerarii, quam honorarii, ne exclusis quidem illis, qui ultra capitularium numerum in hac reordinatione praefinitum, quoad vixerint in ipsis capitulis conservabuntur.

Nihil vero in capitulis episcopalium ecclesiarum Warmiensis, et Culmensis, nec non archiepiscopalium Gnesnensis et Posnaniensis inuicem perpetuo unitarum, innovantes mandamus dumtaxat ut Gnesnenses et Posnanienses capitulares ad archiepiscopi electionem conjunctim debeant procedere. Quod autem spectat vacantem episcopalem ecclesiam Wratislaviensem, specialem potestatem facimus, quinque actu in illa existentibus dignitatibus, nempe praeposito, decano, archidiacono, scholastico et custode, octo canonicis residentibus, et sex canonicis honorariis, qui nunc ejus ecclesiae capitulares habentur, ut ad novi episcopi electionem canonicam modo et forma praemissis, hac etiam prima vice procedere possint, et valeant.

Quaelibet vero electionum hujusmodi instrumenta in authentica forma exarata, ad sanctam sedem de more mittentur, a qua si electio canonice peracta agnoscetur, et ex processu inquisitionis deinde a romano pontifice in singulis casibus alicui ex archiepiscopis, vel episcopis intrà fines regni Borussici existentibus committendo, et ad formam instructionis jussu San. Mem. Urbani Octavi praedecessoris nostri editae diligenter exarando de electi idoneitate constiterit, electiones hujusmodi a nobis, et romanis pontificibus successoribus nostris juxta statutum morem per apostolicas literas confirmabuntur.

In singulis praeterea civitatibus, tam archiepiscopalibus, quam episcopalibus unum clericorum seminarium, vel conservandum vel de novo quamprimum erigendum esse statuimus, in quo is clericorum numerus ali, atque ad formam decretorum sacri concilii Tridentini institui, et educari debeat, qui respectivorum dioecesium amplitudini, et necessitati respondeat, quique ab exequutore praesentium literarum congrue erit praefiniendus: archiepiscopi tamen Gnesnensis et Posnaniensis judicio, et pruden-

tiae relinquimus, vel in utraque civitate proprium, 1821
ac distinctum, vel unum tantum in Posnaniensi civitate, quia amplis aedibus constat, pro clericis ambarum dioecesium seminarium constabilire prout ecclesiarum ipsarum utilitas postulaverit.

Volentes nunc praevia dismembratione, separatione atque immutatione nonnullorum locorum, et paraeciarum a priorum ordinariorum jurisdictione subtrahendarum ad effectum illa, et illas dioecesibus infrascriptis noviter aggregandi, atque incorporandi, prout magis in domino opportunum visum fuerit, et auditis etiam venerabilibus fratribus nostris S. R. E. cardinalibus congregationi de propaganda fide praepositis ad novam dioecesium circumscriptionem procedere, ut singularum distinctis finibus quaestiones omnes auferantur circa spiritualis jurisdictionis exercitium, earum distributionem ac divisionem de apostolicae potestatis plenitudine decernimus, praescribimus, et constituimus juxta eum, qui sequitur, modum, videlicet:

Metropolitanae ecclesiae Coloniensis dioecesis efformabitur ex paraeciis sexcentum octoginta sex partim in sinistra, partim in dextra Rheni ripa positis. Et in sinistra quidem complectetur paraecias omnes pridem in suppressa ad praesens Aquisgranensi dioecesi contentas, quae ad provincias pertinent Coloniensem, Dusseldorphinam et Aquisgranensem, nempe ultra paraecias civitatum Coloniae et Aquisgrani ecclesias cantonales nuncupatas — Bergheimersdorff — Bonna vulgo Bonn — Brehl — Kerpen — Lechenich — Lessenich — Loevenich — Meckenheim — Münstereiffel — Zolbiacum vulgo Zülpich — Crefeld — Dahlen — Dormagen — Elsen — Gladbach — Neuts — Urdingen — Viersen — Burtscheid — Marcodurum vulgo Düren — Erkelenz — Eschweiler — Geilenkirchen — Gemünd — Heinsberg — Juliacum vulgo Jülich — Linnig — Montjoie — et Niddeggen — una cum earum ecclesiis succursalibus et adnexis, quae in dictis provinciis intra Borussici regni fines modo inveniuntur, a cantonalibus disjungendo paraecias succursales, et adnexas extra regnum positas, et viceversa succursales, et adnexas pridem pendentes a cantonalibus positis

1821 extra regnum aggregando cantonalibus in regno existentibus. Complectetur praeterea cantonales ecclesias ad Leodiensem dioecesim pertinentes, ac temporariae administrationi moderni vicarii capitularis Aquisgranensis ab apostolica sede commissas videlicet ecclesias cantonales nuncupatas — Cronemburg — Eupen — Malmedy — Niederkrüchten — Schleiden — et St. Vith — una cum earum succursalibus, et adnexis in Borussica ditione sitis, ac sex paraeciis succursalibus, nuncupatis — Afden — Alsdorff — Merkstein — Rolduc — Ubach — et Welz — modo dependentes a cantonali — Herckraede — posita extra regnum Borussicum. Insuper complectetur novemdecim provinciae Aquisgranensis ad Trevirensem dioecesim usque nunc pertinentes paraecias nuncupatas — Allendorff — Blankenheim — Dollendorff — Hollerath — Lommersdorff — Manderfeld — Marmagen — Mülheim — Nettersheim — Reifferscheid — Rescheid — Rigsdorff — Rohr — Schmiltheim — Schönberg — Steinfeld — Tondorff — Udelhoven — et Wildenburg — cum suis adnexis ecclesiis. In dextera autem Rheni ripae, provinciisque Coloniensi, Dusseldorphiana, et Confluentina paraecias complectetur regionum — Juliensis — Dusseldorphianae — Essensis — et Siegburgensis — cum earum succursalibus, et adnexis demptis tamen paraecia — Römershagen — Paderbornensi dioecesi ut infra applicanda, nec non paraeciis — Hachenburg — et Marienstadt — nuncupatis, quae in ducatu Nassaviae reperiuntur.

Dioecesis episcopalis ecclesiae Trevirensis, ab omni metropolitico jure archiepiscopi Mechliniensis subtractae, constabit infra regni Borussici fines ex paroeciis sexcentum triginta quatuor, scilicet in sinistra Rheni ripa, ex iis omnibus, quae actu ad illam dioecesim pertinent, et provincia Trevirensi continentur. Tum vero ex ea suppressae nunc dioecesis Aquisgranensis parte, quae in Confluentina provincia continentur, videlicet civitate ipsa Confluentiae, et ecclesiis cantonalibus nuncupatis — Aldenau — Ahrweiler — Andernach — Boppard — Castellaun — Cochem — Creuznach — Kaysersesch — Kirchberg — Krin — Lutzerath — Mayen — Munstermayfeld — Niederzissen — Oberwesel — Polch —

Pünderich — Remagen — Rübenach — Simmern — 1821
Sobernheim — St. Goar — Stromberg — Treifs —
Ulmen — Wanderath — et Zell — cum suis succursalibus, et adnexis. Porro autem ex centum triginta duabus paroeciis tum cantonalibus, tum succursalibus, cum suis adnexis, quae in circumscriptione anni millesimi octingentesimi primi dioecesi Metensi, fuerant attributae, ac deinde temporariae administrationi vicarii capitularis Trevirensis ab apostolica sede commissae. In dextera vero Rheni ripa ex cunctis ecclesiis ditionis Borussicae, quae pridem ad ipsam Trevirensem dioecesim spectabant, quaeque per Gallicanarum dioecesium circumscriptionem anno millesimo octingentesimo primo a nobis factam ab illa fuerant dismembratae, ac in praesens a vicario apostolico in oppido Ehrenbreitstein residente ad nostrum beneplacitum administrantur. Tandem vero extra praedictum paraeciarum sexcentum triginta quatuor numerum, regnique Borussici fines cunctis illis, quae in territoriis principum Coburgensis, Homburgensis et Oldenburgensis inveniuntur jam ipsi dioecesi Trevirensi pertinentibus.

Dioecesim episcopalis Monasteriensis ecclesiae suffraganeae metropolitanae Coloniensis efformabunt biscentum octoginta septem paraeciae intra fines regni Borussici sitae et aliae quoque extra ejusdem regni fines in eodem dioecesano territorio actu comprehensae de quibus in aliud tempus disponendi nobis et romanis pontificibus successoribus nostris prout opportunum in domino judicabitur facultatem reservamus. Adjungimus praeterea regiones nuncupatas — Recklinghausen — Sterkrathensem — et Reesensem — pridem antiquae Coloniensis dioecesis, exclusa tamen abhac postrema regione paroecia Oeffelt sub temporali Belgici regni dominio existente, nec non ex dioecesi Aquisgranensi nunc suppressa cantonales ecclesias nuncupatas — Calcar — Cleve — Cranenburg — Dulken — Geldern — Goch — Kempen — Meurs — Rheinberg — Wonkum — Wesel — et Xanten — cum suis succursalibus et adnexis, exceptis tamen iis dominio regis Belgarum in temporalibus subjectis. Adjungimus insuper paraecias nuncupatas — Elten — et Emmerich — cum sua filiali huc usque sub missionibus Hollandicis

1821 extantes, itemque paraeciam — Damme — quam ab Osnabrugensi dioecesi separamus et paraeciam — Oldenburgensem — quam sejungimus a missionibus septemtrionalibus, quaeque pertinent ad ditionem ducis Oldenburgensis. Denique moderno, ac pro tempore existenti episcopo Monasteriensi perpetuo regendas, et administrandas committimus quinque paraecias nuncupatas — Brochterbeck — Ibbenbühren — Mettingen — Recke — et Halverde — quae suffraganei Osnabrugensis administrationi ad apostolicae sedis beneplacitum erant commissae.

Paderbornensis episcopalis ecclesiae, Coloniensis metropolitanae suffraganeae, dioecesis iisdem, quibus nunc reperitur, manebit circumscripta limitibus. Illi praeterea adjungimus alteram nunc suppressam dioecesim Corbejensem cum integro suo territorio a venerabili fratre Ferdinando episcopo Monasteriensi administratam, nec non ex transrhenano antiquae Coloniensis dioecesis territorio decanatus — Meschedensem — Altendornensem — Brilonensem — Wormbachensem — Medebachensem — et Wettenscheidensem — nuncupatos cum suis parochialibus, et filialibus ecclesiis, pariterque commissariatum — Haarensem — et paraeciam — Römershagen — et ulterius — Rittbergensem — et Wiedenbrückensem — decanatus, cum suis respective parochialibus, et filialibus ecclesiis ab Osnabrugensi dioecesi separandos, nec non a dioecesi olim Moguntina, postea Ratisbonensi disjungendas paroecias — Siegen — et Obernetphen — nuncupatas, civitatem Heiligenstadt — cum suo decanatu, et decanatus — Beurensem — Bischoferodensem — Kirchworbensem — Külstädtensem — Lengefeldensem — Neuendorfensem — Nordhausensem — Rüstenfeldensem — Wiesenfeldensem — cum suis parochialibus, et filialibus ecclesiis, et civitatem Erfurti — cum tribus paroeciis suburbanis, atque paroecias in territorio magni ducis Saxoniae Wismariensis existentes, nec non paroeciam Eppensem extra Borussiae regnum in principatu Waldeccensi ab antiqua Coloniensi dioecesi segregandam, et demum a missionum septemtrionalium vicariatu apostolico separandas, et a futuris, ac pro tempore existentibus Paderbornensibus episcopis perpetuo administrandas paroeciis — Mindensem — scilicet in

Westphalia, et in provincia Saxoniae — Adersleben 1821
— Althaldensleben — Ammensleben — Aschersleben
— Hadtmersleben — ecclesias St. Andreae, et Sanctae
Catharinae Halberstadii — Hamersleben — Hedersleben — Huysburg — Magdeburg — Marienbeck —
Marienstuhl — Meyendorf — Stendal — Halle —
et Burg. — Attentis autem grandaeva aetate, ac egregiis de ecclesia et de catholica religione meritis, venerabilis fratris Francisci Egonis a Furstemberg praestantissimi Hildesiensis ac Paderbornensis praesulis, ac missionum septemtrionalium vicarii apostolici, ne ipsi novae administrationis onus adjungatur decernimus, et mandamus nihil circa talem antistitem in praesens esse innovandum, sed cuncta in eo, quo nunc reperiuntur, statu interea relinquendo, antedictam Paderbornensis dioecesis ampliationem eo dumtaxat tempore suum effectum sortiri debere, cum episcopali sedi Paderbornensi de laudati antistites Francisci Egonis persona quomodocumque vacanti novus episcopus apostolicae sedis auctoritate instituetur. Interea vero omnia loca et paroeciae, quae a Coloniensi et Osnabrugensi dioecesibus ut supra dismembrantur, administrationi peculiaris vicarii apostolici a nobis committentur, ut inibi usque ad Paderbornensis episcopalis sedis vacationem, ac futuri novi episcopi institutionem, exerceat spiritualem jurisdictionem: atque insuper alia loca, et paraeciae a dioecesi olim Moguntina postea Ratisbonensi disjuncta, et ab episcopo pridem Corbejensi, nunc Monasteriensi administrata temporaneae pariter vicarii apostolici administrationi tradentur.

Archiepiscopalium Gnesnensis et Posnaniensis invicem perpetuo aeque principaliter unitarum dioeceses efformabunt ea ipsa loca, quae actu in iisdem continentur, post novissimam dioecesium regni Polonici a nobis peractam circumscriptionem, exceptis tamen decanatibus Schlochavienši — Tuchelensi — et Camenensi, Culmensi dioecesi ut infra adjiciendis, ac praeterea decanatus Kruszwicensis, Junivladislaviensis et Gniewkowensis a dioecesi Wladislaviensi separandi, qui ad praesens a vicario apostolico Gedanensi administrantur, nec non decanatus Ostrszeszowensis et Kempnensis disjungendi a dioecesi Wratislaviensi. Divisionem autem et assignatio-

1821 nem territorii dioecesani pro una et altera dioecesi statuendam infra dicendo praesentium literarum exequutori peragendam expresse committimus.

Dioecesis episcopalis ecclesiae Culmensis, suffraganeae archiepiscopi Gnesnensis et Posnaniensis, constabit ex biscentum quindecim paraeciis nempe cum suis respective succursalibus, et filiabus ecclesiis ex decanatibus Lessensi, Rhedensi, Neumarkano, Loebaviensi, Lautenburgensi, Strasburgensi, Gollubensi, Thorunensi, Culmensi, Culmseensi et Gurcznensi cum paroecia Bialutten nuncupata: quae postremae duo olim dioecesis Plocensis a suffraganeo Culmensi in praesens administrantur; itemque ex decanatibus Gedanensi, Putzigensi, Mirchaviensi, Dirschaviensi, Stargardensi, Moewensi, Neuenburgensi, Schwetzensi, Lauenburgensi, Schlochaviensi, Tuchelensi, Camerensi et Fordonensi; qui decanatus prîdem dioecesis Wladislaviensis, nunc ab antedicto vicario Apostolico Gedanensi administrantur, nec non ex territorio Monasterii Abbatiae nuncupatae Olivensis ut supra suppressi ex nunc pro tunc quando ex persona moderni abbatis quomodocumque vacaverit. Et quoniam expositum nobis fuit aptas Culmae deficere domos pro episcopi, et capituli decenti habitatione, facultatem tribuimus apostolico harum literarum exequutori, ut auditis interesse habentibus, ac re mature perpensa, firmo remanente titulo, ac denominatione episcopatus Culmensis, et opportunis adsignatis ecclesiae atque aedibus, residentiam episcopi et capituli Culmensis, si ita in domino expedire judicaverit, Pelplinum transferre libere ac licite possit, et valeat proviso insimul congruae cathedralis Culmensis manutentioni.

Wratislaviensis episcopalis ecclesiae huic apostolicae sedis immediate subjectae dioecesim efformabit actualis illius territorium, exceptis dumtaxat decanatibus Ostrzeszowensi, Kempnensi, dioecesi Posnaniensi ut supra incorporatis, ac insuper decanatus Plessensis, et Bythomiensis a Cracoviensi dioecesi disjuncti, nec non sequentes paraeciae in Lusatia, videlicet Neocellensis Monasterii nullius ut supra suppressi, et aliae nuncupatae — Wittichenau, Guntersdorf, Hennersdorf, Pfaffendorf, Ubersdorf a de-

cano collegiatae ecclesiae Sancti Petri oppidi Budis- 1821
sinae in Lusatia superiori hactenus administratae: quae omnes insimul intra fines Borussici regni paraeciae ad sexcentum viginti unius numerum ascendent. Conservabit item illas, quas actu habet in Austriaca ditione paraecias. Futuri praeterea, ac pro tempore existentis Wratislaviensis episcopi administrationi perpetuo subjicimus eas, quae a vicario apostolico missionum septemtrionalium fuerunt hucusque administratae paraeciae in civitatibus Berolini, Potsdamii, Spandaviae, Francfurti ad Viadrum, Stettini et Stralsundiae, quaeque imposterum vi subdelegationis episcopi Wratislaviensis a supramemorato praeposito parochialis ecclesiae sanctae Hedwigis dictae civitatis Berolinensis erunt administrandae.

Denique Warmiensis episcopalis ecclesiae, apostolicae sedi pariter immediate subjectae dioecesis ex proprio actuali dioecesano territorio constabit, atque insuper ex decanatibus — Fürstenwerdensi — Neuteichensi — Mariaeburgensi — Stumensi — et Christburgensi — cum suis ecclesiis tam succursalibus, quam filialibus a dioecesi Culmensi disjungendis, ita ut integra dioecesis centum novemdecim paraecias complectatur.

Praedictas itaque civitates et ecclesias archiepiscopales et episcopales, itemque paraecias et loca respectivis ecclesiis pro dioecesi attributa, eorumque incolas utriusque sexus tam clericos, quam laicos iisdem ecclesiis eorumque praesulibus pro suis respective civitate, territorio, dioecesi, clero et populo perpetuo assignamus, et in spiritualibus omnimode subjicimus ad hoc ut cuilibet antistiti vel jam promoto, vel in futurum apostolica auctoritate promovendo liceat per se vel per alios eorum nomine (postquam tamen supramemoratus Josephus episcopus Warmiensis praesentes literas debitae executioni mandaverit, et quoad nonnullas dispositiones nunc pro tunc a nobis factas cum tempus pro illarum executione ut supra definitum advenerit) veram, realem, actualem et corporalem possessionem regiminis, administrationis, et omnimodo juris dioecesani, et ordinarii in praedictis civitatibus, ac earum ecclesiis et dioecesibus, nec non bonis aliisque redditibus ad

1821 Ipsarum dotationem, ut infra assignandis rigore literarum apostolicarum canonicae institutionis libere apprehendere, apprehensamque retinere; propterea-que statim, ac in locis per hanc nostram dispositionem singulis dioecesibus nunc attributis possessionem sumpserint, illarumque regimen actu consecuti fuerint, omnis antiquorum sub quocumque ordinariorum seu vicariorum, vel administratorum titulo jurisdictio cessare debebit, omnesque facultates in partibus et locis ab eorum jurisdictione subtractis nullius erunt amplius roboris vel momenti.

Nos enim ad respectivorum dioecesanorum utilitati consulendum praescribimus, et injungimus ut omnia et singula documenta respicentia ecclesias, dioeceses, paraecias, et loca ut supra dismembrata, ac de novo applicata a veteribus cancellariis extrahi, et cancellariis dioecesium quibus erunt incorporata opportuna forma tradi, atque in iis perpetuo debeant asservari.

Vicissim autem venerabiles fratres moderni, ac pro tempore existentes Pragensis, et Olomucensis archiepiscopi, nec non episcopi Reginorhadencensis, et Litomericensis eamdem, quam nunc exercent, spiritualem jurisdictionem in regno Borussico etiam in posterum conservabunt.

Filiales vero, et parochiales ecclesias earumque fractiones in hac nostra dispositione non comprehensas, et extra regnum Borussiae existentes a matricibus et parochialibus in eodem regno positis disjungimus, et a proximioribus ordinariis aliis matricibus et parochialibus ditionum, quibus in temporalibus subjacent, applicandas esse mandamus, ac vicissim de paraeciis et filialibus ecclesiis cum suis fractionibus intra Borussicum regnum positis, quae a matricibus extra idem regnum existentibus pendent, idem observandum esse decernimus; reservata nobis, et huic apostolicae sedi cura de spirituali regimini aliis partibus et locis si opus fuerit providendi.

Inspectis autem dioecesium Borussici regni amplitudine, ac magno dioecesanorum numero, cum difficile admodum esset archiepiscopis, et episcopis confirmationis sacramentum Christi fidelibus administrare,

aliaque pontificalis munera sine alterius episcopi opera, et auxilio exercere; hinc nos confirmantes suffraganeatus in dioecesibus regni Borussiae in quibus constituti reperiuntur, eos in Coloniensi, ac Trevirensi dioecesibus redintegramus, et de novo constituimus: atque id circo quilibet archiepiscopus, et episcopus nos, et romanos pontifices successores nostros juxta praescriptum morem supplicabit, ut aliquis ecclesiasticus vir opportunis praeditus requisitis, ad suffraganei munus designetur, ac praevio canonico processu, servatisque consuetis formis, de episcopatu titulari in partibus infidelium cum assuetae congruae adsignatione provideatur. 1821

Quoniam vero praeclaram antiquissimam Colonienem sedem archiepiscopalem duximus redintegrandam, potius quam episcopalem sedem Aquisgranensem illius quodammodo loco viginti dumtaxat ab hinc annis erectam conservare; aliquam tamen civitatis Aquisgranensis rationem habendam esse existimantes, cognita etiam in id propensa serenissimi Borussici regis voluntate, decernimus, ac statuimus, quod ecclesia sub titulo Beatae Mariae Virginis antea cathedralis in collegiatam immutetur, ejusque collegiale capitulum constet ex unica tantum praepositi dignitate, et sex canonicalibus cujus et quorum collatio semper quoad praeposituram apostolicae sedi, et quoad canonicatus eidem sedi apostolicae alternatim cum Coloniensi archiepiscopo spectare debeat ac pertinere. Hujusmodi autem capitularibus, ex peculiari gratia licentiam deferendi cappam magnam sericam, violacei coloris cordulis sericis subsutam cum pellibus armellinis hyemali, aestivo autem tempore mozzettam supra rocchettum concedimus et indulgemus, atque ulterius facultatem condendi statuta iisdem modo et forma quibus de capitulis cathedralium ecclesiarum supra eluculenter dictum est tribuimus et impertimur.

In exequutorem itaque praesentium nostrarum literarum praedictum venerabilem fratrem Josephum episcopum Warmiensem, de cujus prudentia, doctrina atque integritate plurimam in domino fiduciam habemus, expresse nominamus, eligimus, constituimus, et deputamus eidemque committimus, ut supra-

1821 dicta omnia et singula a nobis disposita ad praestitutum finem perducat, atque pariter ad effectum vacantes ecclesias de idoneis pastoribus, quae prima necessitas est, cito providendi, et cunctas res ecclesiasticas ad meliorem statum et ordinem revocandi quaslibet ecclesias congrua et firma dotatione munii studeat, media ad hoc necessaria benevolentissime ac liberaliter, exhibente praelaudato serenissimo Borussiae rege, qui magnanimi principis animum et propensissimam erga catholicos ejus imperio subjectos voluntatem pro ordinandis absque ulla mora dioecesibus omnibus regni Borussiae aperte declaravit, et sequentibus ratione ac modo stabilienda et applicanda proposuit. .

Super publicis regni sylvis nominatim designandis tos census auctoritate regia imponentur, quot erunt dioeceses dotandae, et in respectiva quantitate, ut ex iis annui fructus ab omnibus cujuscumque generis, oneribus prorsus libere percipi possint qui satis sint, vel ad integram ipsarum dioecesium dotationem si nullam actu habeant, vel ad supplementum ejusdem dotationis si partem aliquam suorum bonorum adhuc possideant, ita ut singulae dioeceses eos annuos redditus imposterum habeant, qui redditus pro archiepiscopali et episcopali mensa, pro capitulo, pro seminario dioecesano, proque suffraganeo statutis in quantitate singulis inferius designanda perfecte respondeant, atque hujusmodi censuum proprietas per instrumenta in legitima, validaque regni forma stipulanda, et a praelaudato rege subscribenda unicuique ecclesiae conferetur. Et quoniam enunciatae sylvae, prout et publica bona omnia regni Borussiae, ob aes alienum, a gubernio, bellorum causa contractum, hypotheca gravatae sunt, atque ob id super nulla earum parte census imponi eorumque fructus percipi salva fide, possunt, antequam imminuta, per solutiones a gubernio creditoribus hypothecariis factas, aeris alieni summa, sufficiens sylvarum quantitas hypothecae vinculo liberata fuerit; cumque secundum legem, qua serenissimus rex creditoribus publicis cavit, anno millesimo octingentesimo trigesimo tertio a magistratibus definiendum sit, qui agri ab eo vinculo soluti, quique adhuc nexi remanebunt, hinc decernimus praedictos census,

super sylvis supramemoratis, dicto anno millesimo 1821
octingentesimo trigesimo tertio, et citius etiam si prius antedictae sylvae ab hypotheca saltem pro rata censuum imponendorum liberatae fuerint, esse imponendos, propterea que a singulis dioecesibus immediate saltem post annum millesimum octingentesimum trigesimum tertium praedictorum censuum fructus esse percipiendos ex nunc autem usque ad totum annum millesimum octingentesimum trigesimum tertium, vel usque ad celeriorem dictorum censuum impositionem, eandem argenti summam fructibus censuum respondentem ab aerariis provincialibus unicuique dioecesi esse numerandam. Ne vero ullo modo numerationis prorogatio ultra annum millesimum octingentesimum trigesimum tertium timeri possit, quum forte magistratus intercesserint, ne census imponantur, non satis diminuta publici aeris alieni quantitate, laudatus rex ultro promisit, conceptisque verbis sese obligavit, si praeter omnem expectationem id accidat, se curaturum esse, ut tot agri regiis impensis emantur pleno dominii jure singulis ecclesiis tradendi, quot necessarii sint, ut eorum redditus annuas illas summas exaequent, quae a censibus percipiendae essent, nisi impedimentum illud intercessisset. Quae omnia cum serenissimus rex per diplomata in valida regni forma a se subscribenda in tuto ponere, sit pollicitus, ut plenum, et integrum effectum suo tempore sortiantur; hinc supradictus Josephus episcopus diplomata hujusmodi singulis ecclesiis tradet in respectivis archivis asservanda.

Similes autem redditus ad formam promissionis regiae, deductis oneribus, constare debebunt sequentes annuas dotationum summas, nempe pro archiepiscopo Coloniensi, ac pro archiepiscopo Gnesnensi et Posnanensi duodecim millium thalerorum Borussicorum, pro episcopis Trevirensi, Monasteriensi, Paderbornensi, et Culmensi octo millium thalerorum ejusdem monetae, pro episcopo veroWratislaviensi duodecim millium thalerorum dictae monetae, ultra redditus fundi Würbeniani ad ejus episcopalem mensam spectantis pro parte dioecesis in regno Borussico, salvis manentibus illis redditibus, quos percipit ex reliqua dioecesis parte temporali dominio charis-

1821 simi in Christo filii nostri, Francisci Austriae Imperatoris, atque Hungariae et Bohemiae regis apostolici subjecta; quod vero ad Warmiensis episcopalis mensae dotationem pertinet, firmis bonis, ac redditibus, quibus actu illa mensa gaudet, nihil in praesens innovandum esse declaramus, sed aliquando ad aliarum in regno Borussico mensarum normam apostolica interveniente auctoritate fore conformandam.

Pari methodo metropolitanae ecclesiae Coloniensis capitulum dotabitur in annua summa pro praeposito thalerorum Borussicorum bis mille, pro decano thalerorum item bis mille, pro quolibet ex duobus primis canonicis numerariis thalerorum mille bis centum, pro quolibet ex sequentibus sex canonicis thalerorum mille, pro quolibet ex duobus postremis canonicis thalerorum octingentorum, pro quolibet ex quatuor canonicis honorariis thalerorum centum, pro quolibet demum ex octo vicariis, seu praebendatis thalerorum bis centum.

In archiepiscopali ecclesia Gnesnensi pro praeposito et sex canonicis quibus illud capitulum imposterum constabit, ea reddituum quantitas conservabitur, qua praepositus et sex capitulares seniores actu fruuntur. In capitulo archiepiscopalis ecclesiae Posnaniensis redditus praedicto modo assignabuntur in annua summa pro praeposito thalerorum mille octingentorum, pro quolibet ex duobus primis canonicis thalerorum mille biscentum, pro quolibet ex quatuor sequentibus thalerorum mille, pro quolibet ex duobus extremis thalerorum octingentorum, pro quolibet ex quatuor canonicis honorariis thalerorum centum et pro quolibet ex octo vicariis, seu praebendatis thalerorum biscentum.

In capitulis cathedralium ecclesiarum tam Trevirensis, quam Paderbornensis pro praeposito thalerorum mille quatuor centum, item pro decano thalerorum mille quatuor centum, pro quolibet ex duobus primis canonicis thalerorum mille, pro duobus sequentibus thalerorum noningentorum, pro quolibet ex quatuor canonicis honorariis thalerorum centum et pro quolibet e sex vicariis, seu praebendatis thalerorum bis centum.

In episcopali ecclesia Monasteriensi, pro praepo- 1821
sito thalerorum mille octingentorum, ac pariter pro decano thalerorum mille octingentorum, pro quolibet ex duobus primis canonicis thalerorum mille biscentum, pro quolibet ex sequentibus quatuor, thalerorum mille, pro quolibet ex duobus postremis thalerorum octingentorum, prò quolibet ex quatuor canonicis honorariis, thalerorum centum et pro quolibet ex octo vicariis, seu praebendatis thalerorum biscentum.

In ecclesia cathedrali Culmensi pro praeposito thalerorum mille biscentum, item pro decano thalerorum mille biscentum, pro primo canonico thalerorum mille, pro secundo thalerorum noningentorum, pro quolibet ex reliquis sex, thalerorum octingentorum, pro quolibet e quatuor canonicis honorariis thalerorum centum, et pro quolibet e sex vicariis seu praebendatis thalerorum biscentum.

In cathedrali ecclesia Wratislaviensi, pro praeposito thalerorum bis mille, pro decano similiter thalerorum bis mille, pro primo canonico praebendam scholastici obtinente thalerorum mille quingentorum, pro quolibet ex aliis septem, thalerorum mille, pro quolibet e sex canonicis honorariis thalerorum centum, et pro quolibet ex octo vicariis seu praebendatis thalerorum biscentum.

In ecclesia vero episcopali Warmiensi, nihil circa ejus capituli dotationem, et formam ad praesens immutandum esse declaramus, reservata tamen nobis, et romanis pontificibus successoribus nostris facultate illos aliquando ad reliquarum Borussici regni ecclesiarum normam conformandi.

Aquisgranensis praeterea ecclesiae per nos in collegiatam ut supra constitutae capitulum, constans ex unica praepositi dignitate, et sex canonicatibus eamdem annuorum reddituum summam conservabit, qua actu gaudet.

Committimus pariter antedicto Josepho episcopo Warmiensi, ut clericorum seminariis in qualibet dioecesi opportune constabiliendis firma remanente possessione bonorum, quae ad praesens obtinent eas vel partiales, vel integras prout necessitas, atque uti-

1821 litas postulabit bonorum dotationes attribuet, quae ab adpromissa serenissimi Borussiae regis liberalitate suppeditabuntur.

Mandamus quoque eidem Josepho episcopo, ut pro cujuslibet antistitis decenti residentia, vel vetera episcopia, si commode fieri poterit, vel alias domos ad id a praefato rege in respectivis civitatibus, atque etiam alteras rurì, si facile possit concedendas; itemque domos pro dignitatibus canonicis et vicariis, seu praebendatis, nec non pro curia ecclesiastica, pro capitulo et archivo tribuendas opportune statuet, atque assignet.

Ad manutentionem vero fabricarum tam metropolitanarum, quam cathedralium ecclesiarum, comprehensis quoque suppressis cathedralibus Corbejensi et Aquisgranensi, atque ad divini cultus, ac inservientium expensas ea bona, ac redditus etiam in futurum conservabuntur, quae iis usibus jam sunt destinata, quaeque serenissimus rex diligentissime servaturum est pollicitus; et in casu extraordinariae necessitatis confidimus fore, ut rebus hisce de thesauro regio liberaliter provideatur.

Antedicto Josepho episcopo praeterea injungimus, ut cujuslibet archiepiscopalis et episcopalis ecclesiae suffraganeatus assuetae congruae dotationi provideat, atque singulis archiepiscopis et episcopis ad satisfaciendum expensis vicariorum generalium, et curiae eam reddituum tribuat quantitatem, quae a praelaudato Borussiae rege juxta liberalem, ac providam suam promissionem hisce titulis factam constituetur.

Et quoniam serenissimus Borussiae rex ultro nobis pollicitus est se non modo domos illas tam ad alendos emeritos senes, vel infirmos sacerdotes, quam ad coercendos ecclesiasticos discolos, ubi existunt conservaturum, sed etiam novas, ubi desunt constabiliturum, propterea ipsi Josepho episcopo committimus, ut cognitis iis, quae de hac re statuerit praelaudatus rex, auditisque respectivis locorum ordinariis, sub quorum jurisdictione hujusmodi domus manere debebunt, omnia quae opus erunt circa memoratas domos, carumque congruam dotationem disponat.

Cum vero in suppressis Corbejensi et Aquisgra- 1821
nensi cathedralibus ecclesiis sacra reperiantur suppellectilia ad pontificalia in illis exercenda non amplius necessaria, facultatem praedicto Josepho episcopo concedimus ea in usum et commodum archiepiscopalis ecclesiae Coloniensis, si opus fuerit, sin minus in usum aliarum regni ecclesiarum, quae iis indigeant, libere valeat convertere.

Habita nunc ratione reddituum supramemoratis archiepiscopalibus et episcopalibus regni Borussiae ecclesiis ad presens respective adsignatorum, in libris camerae apostolicae prout sequitur, nempe ecclesiam Coloniensem in florenis mille auri de camera, ecclesias invicem unitas Gnesnensem et Posnanien-sem in florenis pariter mille, ecclesiam Wratislavien-sem in florenis mille centum sexaginta sex cum duobus tertiis, ecclesiasque Trevirensem, Monaste-riensem, Paderbornensem, Culmensem et Warmien-sem in florenis sexcentum sexaginta sex cum duobus tertiis taxari mandamus.

Ut autem cuncta a nobis ut supra disposita rite feliciter, ac celeriter ad optatum exitum perducantur supradicto Josephi episcopo Warmiensi harum literarum exequntori deputato omnes, et singulas ad hujusmodi effectum necessarias, et opportunas concedimus facultates, ut praeviis respectivis dotationibus per instrumenta in valida regni forma exaranda ad uniuscujusque ecclesiae cum suo capitulo, sive erectionem, sive novam ordinationem, ac respectivi territorii dioecesani circumscriptionem procedere, aliaque omnia ut supra ordinata peragere, atque statuere delegata sibi apostolica auctoritate libere, et licite possit et valeat; atque ulterius ipsi Josepho episcopo facultatem pariter tribuimus, ut ad plenam rerum omnium in locis praesertim ab ejus residentia remotis executionem unam vel plures, personam vel personas in simili vel alia dignitate ecclesiastica constitutam vel constitutas subdelegare, et tam ipse Josephus, quam persona, vel personae ab eo sic subdeleganda, vel subdelegandae super quacumque oppositione, in actu executionis hujusmodi quomodolibet forsan oritura, servatis tamen do jureservandis etiam definitive, et quacumque appellatione remota

1821 pronuntiare libere item, ac licite possint et valeant, ac quilibet eorum respective possit et valeat.

Eidem vero Josepho episcopo expresse injungimus, ac mandamus ut exempla singulorum actorum tam per se, quam per ab eo subdelegatos in praesentium literarum executionem conficiendorum intra quadrimestre ab impleta ipsarum executione ad hanc apostolicam sedem in authentica forma transmittat in archivio congregationis rebus consistorialibus praepositae de more asservanda.

Praesentes autem literas, et in eis contenta, ac statuta quaecumque, etiam ex eo quod quilibet in praemissis vel in eorum aliquo jus, aut interesse habentes, vel quomodolibet etiam in futurum habere praetendentes cujusvis status, ordinis, conditionis, et praeeminentiae, ac etiam specifica, expressa et individua mentione digni sint, illis non consenserint, seu quod aliqui ex ipsis ad promissa minime vocati, vel etiam nullimode, aut non satis auditi fuerint, sive ex alia qualibet etiam laesionis, vel alia juridica privilegiata, ac privilegiatissima causa, colore, praetextu, et capite etiam in corpore juris clauso, nullo unquam tempore de subreptionis, vel obreptionis, aut nullitatis vitio, seu intentionis nostrae, vel interesse habentium consensus, aliove quolibet defectu quantumvis magno, inexcogitato, substantiali ac substantialissimo, sive etiam ex eo quod in praemissis solemnitates, et quaecumque alia forsan servanda et adimplenda, minime servata et adimpleta, seu causae propter quas praesentes emanaverint non sufficienter adductae, verificatae, et justificatae fuerint, notari, impugnari, aut alias infringi, suspendi, restringi, limitari vel in controversiam vocari, seu adversus eas restitutionis in integrum, aperitionis oris, aut alind quodcumque juris, facti vel justitiae remedium impetrari, aut sub quibusvis, contrariis constitutionibus, revocationibus, suspensionibus, limitationibus, decretis, aut declarationibus, generalibus vel specialibus quomodolibet factis minime posse comprehendi, sed semper ab illis exceptas esse et fore, ac tanquam ex pontificiae providentiae officio, certa scientia et potestatis plenitudine, omnimoda firmitate perpetuo validas, et effi-

caces existere, et fore suosque plenarios et integros 1821
effectus sortiri, et obtinere, ac ab omnibus ad quos spectat et spectabit quomodolibet in futurum perpetuo et inviolabiliter observari, ac supradictarum ecclesiarum episcopis et capitulis aliisque, favorem praesentes nostrae literae concernunt perpetuis futuris temporibus plenissime suffragari debere, eosdemque super praemissis omnibus, et singulis, vel illorum causa ab aliquibus quavis auctoritate fungentibus quomodolibet molestari, perturbari, inquietari, vel impediri, neque ad probationem, seu verificationem quorumcumque in iisdem praesentibus narratorum nullatenus unquam teneri, neque ad id in judicio, vel extra cogi, seu compelli posse, et si secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari irritum, et prorsus inane esse ac fore volumus, atque decernimus.

Non obstantibus de jure quaesito non tollendo, de suppressionibus committendis ad partes vocatis quorum interest, aliisque nostris et cancellariae apostolicae regulis, nec non dictarum ecclesiarum etiam confirmatione apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis statutis et consuetudinibus etiam immemorabilibus privilegiis, quoque indultis, et concessionibus quamvis specifica, et individua mentione dignis, omnibusque et singulis apostolicis, ac in synodalibus, provincialibus et universalibus conciliis editis specialibus, vel generalibus constitutionibus, et ordinationibus, quibus omnibus, et singulis eorumque totis tenoribus, ac formis, etiam si specialis, specifica et individua mentio, seu quaevis alia expressio habenda, aut aliqua alia exquisita forma ad hoc servanda foret, illorum tenores, ac si de verbo, ad verbum, nihil penitus omisso, et forma in illis tradita, observata, inserti forent, praesentibus pro expressis habentes ad praemissorum omnium, et singulorum effectum latissime, et plenissime, ac specialiter, et expresse ex certa scientia, et potestatis plenitudine paribus derogamus, et derogatum esse declaramus, caeterisque contrariis quibuscumque.

Volumus praeterea, ut harum literarum nostrarum transumptis, etiam impressis, manu tamen alicujus notarii publici subscriptis, et sigillo personae in

1821 ecclesiastica dignitate constitutae munitis, eadem prorsus fides ubique adhibeatur, quae ipsis praesentibus adhiberetur si forent exhibitae vel ostensae.

Nulli ergo omnium hominum liceat hanc paginam nostrae suppressionis, extinctionis, erectionis, unionis, dismembrationis, disjunctionis, separationis, aggregationis, applicationis, circumscriptionis, concessionis, indulti, elargitionis, assignationis, suppletionis, subjectionis, attributionis, statuti, declarationis, commissionis, deputationis, mandati, decreti, derogationis, et voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire, si quis autem hoc attentare praesumpserit indignationem Omnipotentis Dei ac beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum.

Datum Romae apud Sanctam Mariam Majorem anno incarnationis dominicae millesimo octingentesimo vigesimo primo decimo septimo Kalendas Augusti, pontificatus nostri anno vigesimo secundo.

Da die Mir von Ihnen vorgelegte päbstliche Bulle, welche mit den Worten: de salute animarum anhebt, und aus Rom vom 16ten Juli d. J. (XVII Cal. Aug.) datirt ist, nach ihrem wesentlichen Inhalte mit jener Vereinbarung zusammenstimmt, die unter dem 26sten März d. J. in Betreff der Einrichtung, Ausstattung und Begränzung der Erzbisthümer und Bisthümer der katholischen Kirche des Staats, und aller darauf Bezug habenden Gegenstände, getroffen, auch von Mir bereits unter dem 9ten Juni d. J. genehmigt worden ist; so will Ich, auf Ihren Antrag, auch den wesentlichen Inhalt dieser Bulle, nämlich dem, was die auf vorerwähnte Gegenstände sich beziehenden sachlichen Verfügungen betrifft, hierdurch Meine Königliche Billigung und Sanction ertheilen. Kraft deren diese Verfügungen als bindendes Statut der katholischen Kirche des Staats von allen die es angeht, zu beobachten sind.

Diese Meine Königliche Billigung und Sanction ertheile Ich, vermöge Meiner Majestätsrechte, und diesen Rechten, wie auch allen Meinen Unterthanen

evangelischer Religion und der evangelischen Kirche 1821
des Staats, unbeschadet.

Demnach ist ein Abdruck dieser Bulle in die Gesetzsammlung aufzunehmen, und für die Ausführung derselben durch das Ministerium der geistlichen Angelegenheiten zu sorgen.

Berlin, den 23sten August 1821.

FRIEDRICH WILHELM.

An den Staats-Kanzler
Herrn Fürsten VON HARDENBERG.

79.

Proclamation du président des Etats-Unis de l'Amérique septentrionale, concernant la réciprocité à observer dans le commerce entre les Etats-Unis et le royaume de Norvège; datée du 20 Août 1821.

(*Acts passed at the first session of the seventeenth congress of the United States* pag. 108.)

Whereas, by an act of the congress of the United States, of the third of March, one thousand eight hundred and fifteen, so much of the several acts imposing duties on the ships and vessels, and on goods, wares, and merchandise, imported into the United States, as imposed a discriminating duty of tonnage between foreign vessels and vessels of the United States, and between goods imported into the United States in foreign vessels and vessels of the United States, were repealed, so far as the same respected the produce or manufacture of the nation to which such foreign ship or vessel might belong, such repeal to take effect in favor of any foreign nation whenever the president of the United States should be satisfied that the discriminating or coun-

1821 tervailing duties of such foreign nation, so far as they operated to the disadvantage of the United States, have been abolished:

And whereas satisfactory proof has been received by me, through the chargé d'affaires of the United States in Sweden, under date of the thirtieth day of January, one thousand eight hundred and twenty-one, that thenceforward all discriminating or countervailing duties in the kingdom of Norway, so far as they operated to the disadvantage of the United States, had been and were abolished:

Now, therefore, I, James Monroe, president of the United States of America, do hereby declare and proclaim, that so much of the several acts imposing duties on the tonnage of ships and vessels, and on goods, wares, and merchandise, imported into the United States, as imposed a discriminating duty of tonnage between vessels of the kingdom of Norway and vessels of the United States, and between goods imported into the United States in vessels of the said kingdom of Norway and vessels of the United States, are repealed, so far as the same respect the produce or manufacture of the said kingdom of Norway.

Given under my hand, at the city of Washington, this twentieth day of August, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-one, and the forty-sixth year of the independence of the United States.

JAMES MONROE.

By the president:
JOHN QUINCY ADAMS,
secretary of state.

80.

Traité de pacification entre D. Juan Odonoju vice-roi du Mexique et D. Aug. Iturvide, conclu à Cordova le 24 Août 1821, mais qui ne fut pas ratifié par l'Espagne. 1821

(*Le Moniteur universel* 1821. 8 Nov. No. 312. *Journal de Francfort* 1821. 12 Nov. No. 315.)

ART. I. Cette partie de l'Amérique sera souveraine et indépendante, sous le nom d'empire du Mexique.

ART. II. Son gouvernement sera une monarchie tempérée et constitutionnelle.

ART. III. Ferdinand VII, en arrivant au Mexique, y régnera, et à son défaut, ses héritiers ou successeurs.

ART. IV. L'empereur fixera sa cour à Mexico, ville capitale de l'empire.

ART. V. Deux commissaires du senor Don Juan Odonoju partiront pour porter au roi d'Espagne ce traité; en même tems les cortès du royaume lui offrent la couronne sous les garanties et les formes convenables, et lui demandent son acquiescement à l'art. 3.

ART. VI. Il sera formé une junte des personnes les plus distinguées du royaume par leurs vertus, leurs talents, leur caractère, leur fortune, et par l'estime dont elles jouissent dans l'opinion publique.

ART. VII. La junte sera appelée *gouvernement provisoire.*

ART. VIII. Le senor Don Juan Odonoju en sera membre de droit.

ART. IX. La junte nommera un président à la majorité des voix, soit parmi ses membres, soit dans le public en général.

ART. X. Le premier acte de la junte sera de faire savoir au peuple son installation, les motifs de sa réunion et les explications qu'elle croira nécessai-

1821 res, ainsi que le mode adopté pour nommer les membres des cortès.

ART. XI. La junte, après avoir élu son président, nommera une régence de trois personnes, choisies dans son sein ou dans le public, qui seront revêtues du pouvoir exécutif et du gouvernement de l'empire jusqu'à l'arrivée du monarque.

ART. XII. Lorsque le gouvernement provisoire sera installé, il gouvernera selon les loix existantes, excepté dans les cas où elles seront contraires à l'égalité, jusqu'à ce que les cortès forment une constitution pour l'empire.

ART. XIII. Immédiatement après que la régence sera nommée, les cortès seront appelés conformément à l'art. 24 du plan d'égalité.

ART. XIV. Le pouvoir exécutif repose dans la régence; le pouvoir législatif dans les cortès.

ART. XV. Tout individu sera libre d'aller partout où il le voudra et d'emporter sa fortune, à l'exception des débiteurs et des criminels; ainsi les Européens qui sont en Amérique, et les Americains demeurant dans la Péninsule, seront libres de choisir le pays qu'ils préféreront, en payant les droits d'usage sur les fonds qu'ils emporteront.

ART. XVI. Ne sont pas compris dans l'article précédent les fonctionnaires publics ou militaires notoirement opposés à l'indépendance du Mexique; mais ils sortiront du royaume dans le délai que la régence prescrira, en emportant avec eux leur avoir, et en payant le droit d'exportation.

ART. XVII. Le senor Don Juan Odonoju offre de faire usage de son autorité, afin que les troupes qui sont maintenant dans la ville de Mexico l'abandonnent après une capitulation honorable, selon les désirs du commandant en chef pour éviter l'effusion du sang.

Cordova, le 24 Août 1821.

ODONOJU. ITURVIDE.

81.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Ottawas, Chippewas et Pattiwatimas, conclu le 29 Août 1821 et ratifié par le président des Etats-Unis le 25 Mars 1822.

1821

(*Acts passed at the first session of the seventeenth congress of the United States* pag. 122.)

Whereas a treaty between the United States of America, and the Ottawa, Chippewa, and Pattiwatima, tribes of Indians, was made and concluded on the twenty-ninth day of August, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-one, at Chicago, in the state of Illinois, by commissioners on the part of the United States, and certain chiefs and warriors of the said tribes, on the part and in behalf of the said tribes; which treaty is in the words following to wit:

Articles of a treaty made and concluded at Chicago, in the state of Illinois, between Lewis Cass and Solomon Sibley, commissioners of the United States, and the Ottawa, Chippewa, and Pattiwatima, nations of Indians.

Art. I. The Ottawa, Chippewa, and Pattiwatima, nations of Indians cede to the United States all the land comprehended within the following boundaries: Beginning at a point on the south bank of the river St. Joseph of lake Michigan, near the parc aux vaches, due north from Rum's village, and running thence south to a line drawn due east from the southern extreme of lake Michigan, thence with the said line east to the tract ceded by the Pattiwatimas to the United States by the treaty of fort Meigs in 1817, if the said line should strike the said tract, but if the said line should pass north of the said tract, then such line shall be continued until it strikes the western boundary of the tract

1821 ceded to the United States by the treaty of Detroit in 1807, and from the termination of the said line, following the boundaries of former cessions, to the main branch of the grand river of lake Michigan, should any of the said lines crofs the said river, but if none of the said lines should crofs the said river then to a point due east of the source of the said main branch of the said river, and from such point due west to the source of the said principal branch, and from the crossing of the said river, or from the source thereof, as the case may be, down the said river, on the north bank thereof, to the mouth; thence following the shore of lake Michigan to the south bank of the said river St. Joseph, at the mouth thereof, and thence with the said south bank to the place of beginning.

ART. II. From the cession aforesaid, there shall be reserved, for the use of the Indians, the following tracts:

One tract at Mang-ach-qua village, on the river Peble, of six miles square.

One tract at Mick-ke-saw-be, of six miles square.

One tract at the village of Na-to-wa-se-pe, of four miles square.

One tract at the village of Prairie Ronde, of three miles square.

One tract at the village of Match-e-be-nash-she-wish, at the head of the Kekalamazoo river.

ART. III. There shall be granted by the United States to each of the following persons, being all Indians by descent, and to their heirs, the following tracts of land:

To John Burnet, two sections of land.

To James Burnet, Abraham Burnet, Rebecca Burnet, and Nancy Burnet, each one section of land; which said John, James, Abraham, Rebecca, and Nancy, are children of Kaw-kee-me, sister of Top-ni-be, principal chief of the Pattiwatima nation.

The land granted to the persons immediately preceding, shall begin on the north bank of the river St. Joseph, about two miles from the mouth, and shall extend up and back from the said river for quantity.

To John B. La Lime, son of Noke-no-qua, one half a section of land, adjoining the tract before granted, and on the upper side thereof. 1821

To Jean B. Chandonai, son of Chip-pe-wa-qua, two sections of land, on the river St. Joseph, above and adjoining the tract granted to J. B. La Lime.

To Joseph Daze, son of Chip-pe-wa-qua, one section of land above and adjoining the tract granted to Jean B. Chandonai.

To Monguago, one half a section of land, at Mish-she-wa-ko-kink.

To Pierre Moran or Peeresh, a Pattiwatima chief, one section of land, and to his children two sections of land, at the mouth of the Elk-heart river.

To Pierre Le Clerc, son of Moi-qua, one section of land on the Elk-heart river, above and adjoining the tract granted to Moran and his children.

The section of land granted by the treaty of St. Mary's, in 1818, to Peeresh or Perig, shall be granted to Jean B. Cicot, son of Pe-say-quot, sister of the said Peeresh, it having been so intended at the execution of the treaty.

To O-she-ak-ke-be or Benac, one half of a section of land on the north side of the Elk-heart river, where the road from Chicago to fort Wayne first crosses the said river.

To Me-naw-che, a Pattiwatima woman, one half of a section of land on the eastern bank of the St. Joseph, where the road from Detroit to Chicago first crosses the said river.

To Theresa Chandler or To-e-ak-qui, a Pattiwatima woman, and to her daughter Betsey Fisher, one section of land on the south side of the grand river, opposite to the Spruce Swamp.

To Charles Beaubien and Medart Beaubien, sons of Manna-ben-a-qua, each one half of a section of land near the village of Ke-wi-go-shkeem, on the Washtenaw river.

To Antoine Roland, son of I-gat-pat-a-wat-a-mie-qua, one half of a section of land adjoining and below the tract granted to Pierre Moran.

To William Knagge or Was-es-kuk-son, son of Ches-qua, one half of a section of land adjoining and below the tract granted to Antoine Roland.

1821 To Madeline Bertrand, wife of Joseph Bertrand, a Pattiwatima woman, one section of land at the parc aux vaches, on the north side of the river St. Joseph.

To Joseph Bertrand, junior, Benjamin Bertrand, Laurent Bertrand, Theresa Bertrand, and Amable Bertrand, children of the said Madeline Bertrand, each one half of a section of land at the portage of the Kankakee river.

To John Riley, son of Me-naw-cum-a-go-quoi, one section of land, at the mouth of the river Au Foin, on the grand river, and extending up the said river.

To Peter Riley, the son of Me-naw-cum-e-go-qua, one section of land, at the mouth of the river Au Foin, on the grand river, and extending down the said river.

To Jean B. Le Clerc, son of Moi-qua, one half of a section of land, above and adjoining the tract granted to Pierre Le Clerc.

To Joseph La Framboise, son of Shaw-we-no-qua, one section of land upon the south side of the river St. Joseph, and adjoining on the upper side the land ceded to the United States, which said section was also ceded to the United States.

The tracts of land herein stipulated to be granted, shall never be leased or conveyed by the grantees or their heirs to any persons whatever, without the permission of the president of the United States. And such tracts shall be located after the said cession is surveyed, and in conformity with such surveys as near as may be, and in such manner as the president may direct.

ART. IV. In consideration of the cession aforesaid, the United States engage to pay to the Ottawa nation, one thousand dollars in specie annually forever, and also to appropriate annually, for the term of ten years, the sum of fifteen hundred dollars, to be expended as the president may direct, in the support of a blacksmith, of a teacher, and of a person to instruct the Ottawas in agriculture and in the purchase of cattle and farming utensils. And the United States also engage to pay to the Pattiwa-

tima nation five thousand dollars in specie, annually, 1821
for the term of twenty years, and also to appropriate annually, for the term of fifteen years, the sum of one thousand dollars, to be expended as the president may direct, in the support of a blacksmith and a teacher. And one mile square shall be selected, under the direction of the president, on the north side of the grand river, and one mile square on the south side of St. Joseph, and within the Indian lands not ceded, upon which the blacksmiths and teachers employed for the said tribes, respectively, shall reside.

ART. V. The stipulation contained in the treaty of Greenville, relative to the right of the Indians to hunt upon the land ceded while it continues the property of the United States, shall apply to this treaty.

ART. VI. The United States shall have the privilege of making and using a road through the Indian country, from Detroit and fort Wayne, respectively, to Chicago.

ART. VII. This treaty shall take effect and be obligatory on the contracting parties, so soon as the same shall be ratified by the president of the United States, by and with the advice and consent of the Senate thereof.

In testimoy whereof, the said Lewis Cass and Solomon Sibley, commissioners as aforesaid, and the chiefs and warriors of the said Ottawa, Chippewa, and Pattiwatima, nations, have hereunto set their hands, at Chicago aforesaid, this 29th day of August, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-one.

LEWIS CASS.

SOLOMON SIBLEY.

82.

1821 *Circulaire du ministère des relations extérieures de la Grande-Brétagne au corps diplomatique à Londres, concernant les marchandises importées par les légations, du 31 Août* 1821.

(*Archives diplomatiques* Vol. VI. pag. 131.)

Le marquis de Londonderry a l'honneur de faire savoir confidentiellement à S. Exc. . . . . , qu'il est parvenu à la connoissance des lords commissaires de la trésorerie de S. M., qu'il est survenu récemment quelques cas où, sans doute contre les intentions et ordres de quelques membres du corps diplomatique résidans dernièrement ou à présent en cette cour, et en conséquence de l'inconduite de leurs agens ou domestiques, il y a eu des ventes de grandes quantités de vins importés pour l'usage de L. Exc., au moyen desquelles le vin a été admis dans la consommation générale, et le gouvernement a été privé ainsi du revenu qui auroit dû provenir d'une telle vente.

Lord Londonderry est convaincu qu'il lui suffit de faire connoître cette circonstance, pour que des mesures soient efficacement prises afin de prévenir le retour de cette pratique; et il se flatte que S. Exc. . . . . admettra la convenance de régler à l'avenir qu'aucune vente pareille n'ait lieu dans aucunes circonstances quelconques, excepté lors que toute la cave appartenante à un ministre qui quittera l'Angleterre sera transmise à son successeur; mais que lorsque le vin d'un ministre étranger sera laissé pour être vendu sans être ainsi transmis, il en sera duement donné avis à l'échiquier, afin que les droits dûs soient levés sur ce vin; et à défaut d'un tel avis, les vins seront, ainsi qu'il est déjà déclaré par la loi, acquis au gouvernement par forfaiture.

Lord Londonderry est assuré que le corps diplomatique préférera un réglement de cette nature, pour

l'observance duquel il s'en rapporte pleinement à 1821
l'honneur très-connu et à la loyauté de ceux auxquels il s'adresse en cette occasion, à celui par lequel chaque ministre étranger seroit restreint, comme ci-devant, à l'importation d'une certaine quantité de vin selon son rang.

Lord Londonderry n'a plus qu'à appeler encore l'attention de S. Exc. . . . . sur la précaution additionelle qu'il est nécessaire d'adopter, que dans toutes les demandes d'admission de vins sans droits, il soit formellement et expressément déclaré que les vins désignés sont et doivent être pour sa propre consommation; et les lords de la trésorerie requerront le bureau du revenu de fournir à Lord Londonderry, pour l'instruction de chaque année, une note des vins ainsi admis d'après sa demande.

Il ne reste plus à Lord Londonderry qu'à exprimer encore sa vive espérance que S. Exc . . . ne considérera pas cette communication comme tendant aucunement à limiter la libéralité avec laquelle ses privilèges, en commun avec ceux de ses collègues, ont été étendus, en ne mettant aucune restriction quelconque à la quantité de vin qu'il peut importer franc de droits pour sa consommation *bona fide* et celle de sa famille.

Lord Londonderry profite de cette occasion pour renouveler à S. Exc. l'assurance de sa haute considération.

Bureau des affaires étrangères, le 31 Août 1821.

LONDONDERRY.

83.

1821 *Ukase de S. M. l'empereur de toutes les Russies qui interdit tout commerce aux nations étrangères avec les îles Aleutiennes et détermine les limites maritimes de l'Amérique Russe, datée du 16 Septembre 1821.*

(*Le Moniteur universel* 1821. 29 Octr. No. 302.)

Considérant que, d'après les rapports qui nous ont été soumis, les rélations commerciales de nos sujets aux îles Aleutiennes et dans les établissemens tout le long des côtes du nord-ouest de l'Amérique, sont exposés à toute sorte de désavantage et de vexations par le commerce interlope; considérant de plus que la cause principale de ces inconvéniens dérive du défaut de réglement sur les limites de la navigation le long de ces côtes, et d'une forme fixe pour les rélations commerciales, tant auxdits endroits que sur la côte orientale de la Sibérie, nous avons jugé nécessaire de déterminer ces relations par le réglement suivant:

1. Il n'est permis qu'aux sujets russes de se livrer au commerce, à la pêche de la baleine et autres poissons, et à toute autre branche quelconque d'industrie dans les îles, ports et golfs en général le long des côtes nord-ouest de l'Amérique, à commencer du détroit de Behring jusqu'au 51° latitude nord, ainsi que le long des îles Aleutiennes et sur la côte orientale de la Sibérie et des îles Kouriles, savoir: du détroit de Behring jusqu'au cap sud de l'île Ouroup, nommément jusqu'au 45° 41′ latitude nord.

2. Il est en conséquence défendu à tout bâtiment étranger d'aborder aux établissemens russes désignés dans le paragraphe précédent, et de s'en approcher à une distance moindre de 100 mille italiens. Tout contrevenant perdra sa cargaison.

3. Sont exceptés les bâtimens qui, par tempête ou manque de vivres seront obligés d'aborder à la côte. Dans ces deux cas, ils sont tenus de justifier leur approche. Les vaisseaux envoyés par les puissances amies pour des voyages de découvertes, sont également exceptés de la règle générale sous la restriction d'être munis de passeports du ministère de la marine russe. 1821

4. Les vaisseaux marchands étrangers qui abordent les côtes par les raisons ci-dessus indiquées, sont obligés de choisir un endroit où se trouve un établissement russe.

5. Il sera envoyé un pilote, si le tems le permet, aux vaisseaux marchands étrangers, à l'effet de leur assigner un ancrage propre à ces bâtimens. Tout capitaine contrevenant paiera une amende de 100 piastres.

6. Tous les bâtimens à rames des vaisseaux marchands étrangers doivent aborder à un endroit indiqué, et il sera arboré pendant le jour un pavillon blanc, et la nuit un fanal. Un inspecteur veillera à ce qu'aucune marchandise n'en sorte ou n'y entre secrètement. Celui qui mouillera à tout autre endroit paiera 50 piastres; et celui qui transportera des marchandises ou autres effets sur le rivage, 500 piastres, et les marchandises seront confisquées.

7. Les capitaines des vaisseaux susmentionnés manquant de provisions pour continuer leur voyage, seront obligés de l'annoncer au chef de l'endroit, qui assignera le lieu où ils pourront s'en procurer. Le contrevenant paiera une amende de 200 piastres.

8. Si la réparation d'un vaisseau exige, qu'il soit déchargé, le capitaine doit y être autorisé. Dans ce cas, ledit capitaine remettra à l'autorité du lieu un état de la quantité des marchandises. Celui qui céléra une partie de la cargaison sera taxé de contrebande, et paiera 1000 piastres d'amende.

9. Les dépenses qui auroient été faites dans lesdits parages seront liquidées en argent comptant où en traites. Dans le cas, où le capitaine n'auroit pas d'argent, et que personne ne voudroit se rendre son garant, le chef du lieu est autorisé, sur la de-

1821 mande du capitaine, à vendre une partie des marchandises nécessaires au paiement des frais. Cette vente ne pourra se faire qu'au profit de la compagnie et par l'entremise de l'autorité. Elle ne pourra excéder, sous aucun prétexte quelconque, le montant des dépenses, sous peine de séquestre de la cargaison et d'une amende de mille piastres.

84.

Convention entre la France et le royaume des Pays-Bas, concernant l'extradition réciproque des déserteurs, signée à Paris le 2 Octobre 1821.

(*Archives diplomatiques* Vol. V. pag. 613.)

Sa Majesté le roi de France et Sa Majesté le roi des Pays-Bas, étant convenus de conclure une convention de cartel, ont à cet effet, muni de leurs pleins pouvoirs, savoir:

Sa Majesté le roi de France et de Navarre,

Le sieur Etienne-Denis baron Pasquier, ministre sécrétaire d'état des affaires étrangères, chevalier des ordres du roi, grand'croix de l'ordre royal de la Légion d'honneur, etc.;

Et Sa Majesté le roi des Pays-Bas:

Le sieur Robert baron Fagel, lieutenant général, premier aide-de-camp du roi, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Très-Chrétienne, commandeur de son ordre militaire, membre du corps équestre de la province de Hollande;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans:

Art. I. A dater de l'échange des ratifications de la présente convention, tous les individus qui déserteront le service militaire des deux hautes parties contractantes, seront restitués de part et d'autre.

ART. II. Seront réputés déserteurs, non seule- 1821
ment les militaires de toute arme et de toute grade qui quitteront leurs drapeaux, mais encore les individus appartenant à la marine, et ceux qui, appelés au service actif de la milice nationale ou de toute autre branche militaire quelconque des deux pays, ne se rendroient pas à l'appel et chercheroient à se réfugier sur le territoire de l'une des hautes parties contractantes.

ART. III. Sont exceptés de la restitution ou de l'extradition qui pourra être demandée en vertu de la présente convention,

1. Les individus nés sur le territoire de l'état dans lequel ils auroient cherché un asile, et qui, moyennant la désertion, ne feroient que rentrer dans leur pays natal;

2. Les individus qui, soit avant soit après leur désertion, se seroient rendus coupables d'un crime ou délit quelconque à raison duquel il y auroit lieu de les traduire en justice devant les tribunaux du pays où ils se seront retirés.

Néanmoins en ce dernier cas, l'extradition aura lieu après que le déserteur aura été acquitté ou aura subi sa peine.

ART. IV. Lorsqu'un déserteur aura atteint le territoire de celle des deux puissances à laquelle il n'appartiendra pas, il ne pourra, sous aucun prétexte, y être poursuivi par les officiers de son gouvernement: les officiers se borneront à prévenir de son passage les autorités locales, afin qu'elles aient à le faire arrêter. Toutefois, pour accélérer l'arrestation de ce déserteur, une ou deux personnes chargées de la poursuite pourront, au moyen d'un passe-port ou d'une autorisation en règle qu'elles devront obtenir de leur chef immédiat, se rendre au plus prochain village, situé en dehors de la frontière, à l'effet de réclamer des autorités locales l'exécution de la présente convention.

ART. V. Les autorités qui voudront réclamer un déserteur adresseront leurs réclamations à l'administration, soit civile, soit militaire, qui, dans les deux pays, se trouvera le mieux à portée d'y satisfaire.

1821 Les dites autorités réclamantes accompagneront leur réquisitoire du signalement du déserteur; et, dans le cas où l'on seroit parvenu à l'arrêter, l'autorité requérante en sera prévenue par un avis accompagné d'un extrait du régistre du geolier ou concierge de la prison où le déserteur aura été écroué.

ART. VI. Dans le cas où les déserteurs seroient encore porteurs de leurs armes ou revêtus de leur équipement, habillement ou marques distinctives, sans être munis d'un passe-port, et de même dans tous les cas où il seroit constant, soit par l'aveu du déserteur, soit d'une manière quelconque, qu'un déserteur de l'une des hautes parties contractantes se trouve sur le territoire de l'autre, il sera arrêté sur le champ, sans réquisition préalable, pour être immédiatement livré entre les mains des autorités compétentes établies sur les frontières de l'autre souverain.

ART. VII. Si par suite de la dénégation de l'individu arrêté ou autrement, il s'élevoit quelques doutes sur l'identité d'un déserteur, la partie réclamante ou intéressée devra constater, au préalable, les faits non suffisamment éclaircis, pour que l'individu arrêté puisse être mis en liberté ou restitué à l'autre partie.

ART. VIII. Dans tous les cas, les déserteurs arrêtés seront remis aux autorités compétentes, qui feront effectuer l'extradition selon les règles déterminées par la présente convention. L'extradition se fera avec les armes, chevaux, selles, habillemens et tous autres objets quelconques dont les déserteurs étoient nantis ou qui auroient été trouvés sur eux lors de l'arrestation. Elle sera accompagnée du procès-verbal de l'arrestation de l'individu, des interrogatoires qu'il auroit subis, et de toutes autres pièces nécessaires pour constater la désertion. Pareille restitution aura lieu des chevaux, effets d'armement, d'habillement et d'équipement, emportés par les individus désignés dans l'article 3 de la présente convention comme exceptés de l'extradition.

Les hautes parties contractantes se concerteront ultérieurement sur la désignation des places frontières où la remise des déserteurs devra être opérée.

ART. IX. Les frais auxquels aura donné lieu 1821
l'arrestation des déserteurs, seront remboursés de part et d'autre, à compter du jour de l'arrestation, qui sera constaté par l'extrait dont il est fait mention à l'article 5, jusqu'au jour de l'extradition inclusivement.

Ces frais comprendront la nourriture et l'entretien des déserteurs et de leurs chevaux, et sont fixés à soixante-quatorze centimes, argent de France, ou trente-cinq cents, argent des Pays-Bas, par jour, pour chaque homme; et à un franc, six centimes, argent de France, ou cinquante cents, argent des Pays-Bas, par jour, pour chaque cheval. Il sera payé en outre, par la partie requérante ou intéressée, une gratification de vingt-cinq francs, argent de France, ou onze florins quatre-vingt-un vingt-cinq centièmes de cent, argent des Pays-Bas, pour chaque homme; et de cent cinquante-huit francs, soixante-treize centimes, ou soixante-quinze florins pour chaque cheval et son équipage, au profit de quiconque sera parvenu à découvrir et faire arrêter un déserteur, ou qui aura contribué à la restitution d'un cheval et de son équipage.

ART. X. Les frais et gratifications dont il est fait mention dans l'article précédent, seront acquittés immédiatement après l'extradition.

Les réclamations qui pourroient être faites à cet égard, ne seront examinées qu'après que le payement aura été provisoirement effectué.

ART. XI. Les hautes parties contractantes s'engagent mutuellement à prendre les mesures les plus convenables pour la répression de la désertion et pour la recherche des déserteurs. Elles feront usage, à cet effet, de tous les moyens que leur offrent les lois du pays; elles sont convenues particulièrement,

1. De faire porter une attention scrupuleuse sur les individus inconnus qui franchiroient les frontières des deux pays, sans être munis de passe-ports en règle;

2. De défendre sévèrement à toute autorité quelconque d'enrôler ou de recevoir dans le service militaire, soit pour les armes de terre soit pour la marine, un sujet de l'autre des hautes parties con-

1821 tractantes qui n'aura pas justifié, par des certificats ou attestations en due forme, qu'il est dispensé du service militaire dans son pays.

La même mesure sera applicable dans le cas où l'une des hautes parties contractantes aura permis à une puissance étrangère de faire des enrôlemens dans ses états.

ART. XII. La présente convention est conclue pour deux ans, à l'expiration desquels elle continuera à être en vigueur pour deux autres années, et ainsi de suite, sauf déclaration contraire de la part de l'un des deux gouvernemens.

ART. XIII. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le terme de six semaines, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 2 Octobre 1821.

Signé PASQUIER.
Signé FAGEL.

85.

Convention entre la Prusse et le duché de Nassau pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes, publiée le $\frac{10\ Octobre}{20\ Novembre}$ 1821.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1821. No. 14. p. 163. *Sammlung der landesherrlichen Edicte und Verordnungen des Herzogthums Nassau.* Bd. 3. p. 40.)

Nachdem die Königlich Preufsische Regierung mit der Herzoglich Nassauischen Regierung übereingekommen, wirksamere Maafsregeln zur Verhütung der Forstfrevel in den Grenzwaldungen gegenseitig zu treffen, erklären beide Regierungen Folgendes:

1. Es verpflichtet sich sowohl die Königlich 1821
Preufsische als die Herzoglich Nassauische Regierung, die Forstfrevel, welche ihre Unterthanen in den Waldungen des andern Gebiets verübt haben möchten, sobald sie davon Kenntnifs erhält, nach denselben Gesetzen zu untersuchen und zu bestrafen, nach welchen sie untersucht und bestraft werden würden, wenn sie in inländischen Forsten begangen worden wären.

2. Von den beiderseitigen Behörden soll zur Entdeckung der Frevler alle mögliche Hülfe geleistet werden und namentlich wird gestattet, dafs die Spur der Forstfrevler durch die Förster oder Waldwärter u. s. w. bis in das fremde Gebiet verfolgt, und Haussuchungen ohne vorherige Anfrage bei den landräthlichen Behörden und Aemtern auf der Stelle, jedoch nur in Gegenwart und nach der Anordnung des zu diesem Behufe mündlich zu requirirenden Ortsvorstandes vorgenommen werden.

3. Bei diesen Haussuchungen mufs der Ortsvorstand sogleich ein Protocoll aufnehmen und ein Exemplar dem requirirenden Angeber einhändigen, ein zweites Exemplar aber seiner vorgesetzten Behörde (Landrath oder Beamten) übersenden, bei Vermeidung einer Polizeistrafe von 1 bis 5 Thaler für denjenigen Ortsvorstand, welcher der Requisition nicht Genüge leistet. Auch kann der Angeber verlangen, dafs der Förster, oder in dessen Abwesenheit der Waldwärter des Orts, worin die Haussuchungen vorgenommen werden sollen, dabei zugezogen werde.

4. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden wird zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevel in jedem einzelnen Falle so schleunig vorzunehmen, als es nach der Verfassung des Landes nur irgend möglich ist. Auch soll die Vollziehung der Straferkenntnisse und die Beitreibung der, dem beschädigten Waldeigenthümer zuerkannten Schadenersatzgelder, welche übrigens von den Königlich Preufsischen Behörden eben so, wie dies bei den Herzoglich Nassauischen der Fall ist, in allen vorkommenden Fällen von den Straf-

1821 geldern getrennt angesetzt werden, jedesmal ohne Verzögerung bewirkt, und darüber niemals zu gegründeten Beschwerden Veranlassung gegeben werden.

5. Gegenwärtige, im Namen Sr. Majestät des Königs von Preufsen und Sr. Durchlaucht des Herzogs zu Nassau zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

Berlin, den 10ten Oct. 1821.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Graf von Bernstorff.

Wiesbaden, den 20sten Nov. 1821.

Herzogl. Nassauisches Staats-Ministerium.

Freih. v. Marschall.

Vdt. Stein.

86.

Convention entre la Saxe royale et le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant la réception réciproque des vagabonds, du 14 Novembre 1821.

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen* 1821. No. 21. pag. 155.)

Zwischen der Königlich Sächsischen und der Grofsherzoglich Sächsischen Regierung ist, wegen wechselseitiger Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen, folgende Uebereinkunft verabredet worden.

§. 1. Es soll in Zukunft kein Vagabund oder Verbrecher in das Gebiet des andern der beiden hohen contrahirenden Theile ausgewiesen werden, wenn derselbe nicht entweder ein Angehöriger desjenigen Staats ist, welchem er zugewiesen wird, und in demselben sein Heimwesen zu suchen hat,

oder doch durch das Gebiet desselben, als ein An- 1821
gehöriger eines in gerader Richtung rückwärts liegenden Staats, nothwendig seinen Weg nehmen muſs.

§. 2. Als Staatsangehörige, deren Uebernahme gegenseitig nicht versagt werden darf, sind anzusehen:

a) alle Diejenigen, deren Vater, oder, wenn sie aufser der Ehe erzeugt wurden, deren Mutter, zur Zeit ihrer Geburt, in der Eigenschaft eines Unterthans mit dem Staate in Verbindung gestanden, oder welche ausdrücklich zu Unterthanen aufgenommen worden sind, ohne nachher wieder aus dem Unterthans-Verbande entlassen worden zu sein, oder ein anderweitiges Heimathrecht erworben zu haben;

b) Diejenigen, welche von heimathlosen Aeltern zufällig innerhalb des Staatsgebiets geboren sind, so lange sie nicht in einem andern Staate das Unterthanenrecht, nach dessen Verfassung erworben, oder sich daselbst, mit Anlegung einer Wirthschaft, verheirathet, oder darin, unter Zulassung der Obrigkeit, zehn Jahre lang gewohnt haben.

c) Diejenigen, welche zwar weder in dem Staatsgebiete geboren sind, noch das Unterthanenrecht, nach dessen Verfassung, erworben haben, hingegen nach Aufgebung ihrer vorherigen staatsbürgerlichen Verhältnisse, oder überhaupt als heimathlos dadurch in nähere Verbindung mit dem Staate getreten sind, daſs sie sich daselbst, unter Anlegung einer Wirthschaft, verheirathet haben, oder daſs ihnen, während eines Zeitraums von zehn Jahren, stillschweigend gestattet worden ist, darin ihren Wohnsitz zu haben; wobei festgesetzt worden ist, daſs auch insbesondere diejenigen als ausdrücklich zu Unterthanen aufgenommen betrachtet werden sollen, welche nicht in dem Staatsgebiete geboren sind, jedoch dem Staate, zu Zeiten eines Kriegs oder des Friedens, Militairdienste geleistet haben, und zwar ohne Rücksicht auf die Dauer dieses Dienstverhältnisses und den im Militair gehabten Rang.

§. 3. Wenn ein Landstreicher ergriffen wird, welcher in dem einen Staate geboren ist, in einem andern aber das Unterthanenrecht ausdrücklich er-

1821 worben, oder, mit Anlegung einer Wirthschaft, sich verheirathet, oder, durch zehnjährigen Aufenthalt sich einheimisch gemacht hat, so ist der letztere Staat vorzugsweise verbunden, ihn aufzunehmen.

Trifft das ausdrücklich erworbene Unterthanenrecht in dem einen Staate mit der Verheirathung oder der zehnjährigen Wohnung in einem andern Staate zusammen, so ist das erweislich neuere Verhältnifs entscheidend, jedoch dann, wenn hierüber zu einer ausreichenden Gewifsheit nicht zu gelangen sein sollte, der Staat, in welchem dem Heimathlosen ein zehnjähriger Aufenthalt gestattet worden, vorzugsweise zu seiner Aufnahme verpflichtet.

§. 4. Sind bei einem Vagabunden oder auszuweisenden Verbrecher keine der in den vorstehenden Paragraphen enthaltenen Bestimmungen anwendbar, so mufs derjenige Staat, in welchem er sich befindet, ihn vorläufig beibehalten.

§. 5. Verheirathete Personen weiblichen Geschlechts sind demjenigen Staate zuzuweisen, welchem ihr Ehemann, vermöge eines der angeführten Verhältnisse, zugehört. Wittwen sind nach eben denselben Grundsätzen zu behandeln, es wäre denn, dafs während ihres Wittwenstandes eine Veränderung eingetreten sei, durch welche sie, nach den Grundsätzen der gegenwärtigen Uebereinkunft, einem andern Staate zufallen.

Auch soll Wittwen, ingleichen den geschiedenen oder von ihren Ehemännern verlassenen Eheweibern, die Rückkehr in ihren auswärtigen Geburts- oder vorherigen Aufenthaltsort dann vorbehalten bleiben, wenn die Ehe innerhalb der ersten fünf Jahre nach deren Schliefsung wieder getrennt worden und kinderlos geblieben ist.

§. 6. Befinden sich unter einer heimathlosen Familie Kinder unter 14 Jahren, oder welche sonst wegen des Unterhalts, den sie von den Aeltern geniefsen, von denselben nicht getrennt werden können, so sind solche, ohne Rücksicht auf ihren zufälligen Geburtsort, in denjenigen Staat zu verweisen, welchem bei ehelichen Kindern der Vater, oder bei unehelichen die Mutter zugehört. Wenn aber

die Mutter unehelicher Kinder nicht mehr am Leben 1821
ist, und letztere bei ihrem Vater befindlich sind, so werden sie von dem Staate mit übernommen, welchem der Vater zugehört. Diejenigen Kinder einer heimathlosen Familie, welche 14 Jahre, und drüber alt sind und bei ihren Aeltern keinen Unterhalt finden, gehören, sofern nicht ein näherer Anspruch auf ihre anderweitige Aufnahme begründet ist, in den Ort ihrer Geburt.

§. 7. Hat ein Staatsangehöriger durch irgend eine Handlung sich seines Bürgerrechtes verlustig gemacht, ohne einem andern Staate zugehörig geworden zu sein, so kann der erstere Staat der Beibehaltung oder Wiederaufnahme desselben sich nicht entziehen.

§. 8. Handlungsdiener, Handwerksgesellen und Dienstboten, welche, ohne eine selbstständige Wirthschaft zu haben, in Diensten stehen, ingleichen Zöglinge und Studirende, welche der Erziehung oder des Unterrichts wegen irgendwo verweilen, erwerben durch diesen Aufenthalt, wenn derselbe auch länger als zehn Jahre dauern sollte, kein Wohnsitzrecht.

Zeitpächter sind den hier oben benannten Individuen nur dann gleich zu achten, wenn sie nicht für ihre Person, oder mit ihrem Hausstande und Vermögen, sich an den Ort der Pachtung hinbegeben haben.

§. 9. Denjenigen, welche als Landstreicher oder aus irgend einem andern Grunde ausgewiesen werden, hingegen in dem benachbarten Staate, nach den in der gegenwärtigen Uebereinkunft festgestellten Grundsätzen, kein Heimwesen anzusprechen haben, ist letzterer, den Eintritt in sein Gebiet zu gestatten, nicht schuldig, es würde denn urkundlich zur völligen Ueberzeugung dargethan werden können, dafs das zu übernehmende Individuum einem in gerader Richtung rückwärts liegenden Staate zugehöre, welchem dasselbe nicht wohl anders, als durch das Gebiet des erstern, zugeführt werden kann.

§. 10. Sämmtlichen betreffenden Behörden wird es zur strengsten Pflicht gemacht, die Absendung

1821 der Vagabunden in das Gebiet des andern der hohen contrahirenden Theile, nicht blos auf die eigene unzuverlässige Angabe derselben zu veranlassen, sondern, wenn das Verhältnifs, wodurch der andere Staat zur Uebernahme eines Vagabunden conventionsmäfsig verpflichtet wird, nicht aus einem unverdächtigen Passe oder aus andern völlig glaubhaften Urkunden hervorgeht, oder, wenn die Angabe des Vagabunden nicht durch besondre Gründe und die Verhältnisse des vorliegenden Falles unzweifelhaft gemacht wird, zuvor die Wahrheit sorgfältig zu ermitteln, und nöthigen Falls bei der vermeintlich zur Aufnahme des Vagabunden verpflichteten Behörde Erkundigung einzuziehen.

§. 11. Sollte der Fall eintreten, dafs ein von dem einen der hohen contrahirenden Theile dem andern Theile, zum weitern Transporte in einen rückwärts liegenden Staat, zufolge der Bestimmung des §. 9, zugeführter Vagabund von dem letztern nicht angenommen würde, so kann derselbe wieder in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zur Beibehaltung zurückgebracht werden.

§. 12. Es bleibt den beiderseitigen Regierungs-Behörden überlassen, unter einander die nähern Verabredungen wegen der zu bestimmenden Richtung der Transporte, so wie wegen der Uebernahmsorte, zu treffen.

§. 13. Die Ueberweisung der Vagabunden geschieht in der Regel vermittelst Transports und Abgabe derselben an die Polizeibehörde desjenigen Ortes, wo der Transport, als von Seiten des ausweisenden Staates, für beendigt anzusehen ist. Mit den Vagabunden werden zugleich die Beweisstücke, worauf der Transport conventionsmäfsig gegründet wird, übergeben. In solchen Fällen, wo keine Gefahr zu besorgen ist, können einzelne Vagabunden auch mittelst eines Laufpasses, in welchem ihnen die zu befolgende Route genau vorgeschrieben ist, in ihr Vaterland gewiesen werden.

Es sollen auch nie mehr als drei Personen zugleich auf den Transport gegeben werden, es wäre denn, dafs sie zu einer und derselben Familie gehö-

ren, und in dieser Hinsicht nicht wohl getrennt 1821
werden können.

Gröfsere sogenannte Vagantenschube sollen künftig nicht Statt finden.

§. 14. Da die Ausweisung der Vagabunden nicht auf Requisition des zur Annahme verpflichteten Staats geschieht, und dadurch zunächst nur der eigene Vortheil des ausweisenden Staats bezweckt wird, so können für den Transport und die Verpflegung der Vagabunden keine Anforderungen an den übernehmenden Staat gemacht werden.

Wird ein Auszuweisender, welcher einem rückwärts liegenden Staate zugeführt werden soll, von diesem nicht angenommen, und deshalb, nach §. 11, in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zurückgebracht, so mufs letzterer auch die Kosten des Transports und der Verpflegung erstatten, welche bei der Zurückführung aufgelaufen sind.

§. 15. Vorstehende Uebereinkunft soll vom Tage der beiderseits zu bewirkenden Publication an verbindlich sein und in Kraft treten.

Wie nun Se. Königliche Majestät von Sachsen diese Uebereinkunft allenthalben genehmigt und wegen Vollziehung derselben das Erforderliche anzuordnen geruhet haben:

So ist hierüber diese, zur Publication bestimmte Erklärung ausgefertigt und auf allerhöchsten Befehl unterzeichnet worden.

Dresden, am 14ten November 1821.

Königl. Sächs. Cabinets-Minister und Staats-Secretair.

Graf von Einsiedel.

87.

1821 *Publication concernant l'extension ultérieure de quelques traités conclus avec la Suisse, sur plusieurs cantons et sur toute l'étendue du grand-duche de Bâde, du 20 Novembre 1821.*

(*Regierungsblatt des Grofsherzogthums Baden* 1821. 8 Decbr. No. XX.)

Nach der neueren Urkunde des eidgenössischen Vorortes Zürich vom 18ten August d. J. sind nunmehr

I. dem Staatsvertrage vom 23sten August 1808, die Förmlichkeiten bei wechselseitigen Heirathen betreffend, auch noch die eidgenössischen Stände Zug, Waadt und Genf; also in allem nunmehr XVIII Cantone beigetreten (siehe die Bekanntmachung vom 20sten Februar d. J. Regierungsblatt No. V. vom 9ten März).

II. Dem Staatsvertrage vom 7ten Juli 1808, über Concurs-Gleichheit, schliefst sich nunmehr auch der löbliche Stand Genf an; also XX Cantone.

III. Dem Staatsvertrage vom 30sten August 1808, über gegenseitige Auslieferung der Verbrecher, ist nur der löbliche Stand Genf nicht beigetreten; derselbe ist aber für die übrigen XXI Cantone verbindlich.

IV. Durch die förmlich erklärte Zustimmung des löblichen Standes Genf zu dem Freizügigkeitsvertrage vom 6ten Februar 1804 ist derselbe nun für alle XXII eidgenössischen Stände verbindlich.

Carlsruhe, den 20sten November 1821.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Freiherr VON BERSTETT.

Vdt. RÖMER.

88.

Déclaration concernant les mesures concertées entre la Prusse et l'Hanovre, pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes, publiée à Berlin le 20 Novembre et à Hanovre le 31 Décembre 1821. 1821

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1821. No. 2. pag. 39. *Gesetzsammlung für das Königreich Hannover.* J. 1821. Abthl. 1. No. 1. p. 3.)

Nachdem die Königlich Grofsbritannisch Hannoversche Regierung mit der Königlich Preufsischen Regierung übereingekommen ist, wirksamere Maasregeln zur Verhütung der Forstfrevel in den Grenz-Waldungen gegenseitig zu treffen, erklären beide Regierungen Folgendes:

1. Es verpflichtet sich sowohl die Königlich Grofsbritannisch Hannoversche, als die Königlich Preufsische Regierung, die Forstfrevel, welche ihre Unterthanen in den Waldungen des andern Gebiets verübt haben möchten, sobald sie davon Kenntnifs erhält, nach denselben Gesetzen zu untersuchen und zu bestrafen, nach welchen sie untersucht und bestraft werden würden, wenn sie in inländischen Forsten begangen worden wären.

2. Von den beiderseitigen Behörden soll zur Entdeckung der Frevler alle mögliche Hülfe geleistet werden; und namentlich wird gestattet, dafs die Spur der Forstfrevler durch die Förster oder Waldwärter u. s. w. bis in das fremde Gebiet verfolgt, und Haussuchungen, ohne vorherige Anfrage bei den Aemtern und landräthlichen Behörden auf der Stelle, jedoch nur in Gegenwart und nach der Anordnung des zu diesem Behufe mündlich zu requirirenden Bürgermeisters, Orts-Schultheifsen, Vogts oder sonstigen Orts-Vorgesetzten, vorgenommen werden.

1821 3. Bei diesen Haussuchungen mufs der Orts-Vorstand sogleich ein Protocoll aufnehmen und ein Exemplar dem requirirenden Angeber einhändigen, ein zweites Exemplar aber seiner vorgesetzten Behörde (Beamten oder Landrath) übersenden, bei Vermeidung einer Polizei-Strafe von 1 bis 5 Rthl. für denjenigen Orts-Vorstand, welcher der Requisition nicht Genüge geleistet hat. Auch kann der Angeber verlangen, dafs der Förster oder, in dessen Abwesenheit, der Waldwärter des Orts, worin die Haussuchungen vorgenommen werden sollen, dabei zugezogen werde.

4. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden in den Königlich Grofsbritannisch Hannoverschen und in den Königlich Preufsischen Staaten wird zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevel, in jedem einzelnen Falle, nach den Grundsätzen der im Jahre 1798 deshalb getroffenen Vereinbarung, welche hiemit auf die beiden Staaten nach diesem Zeitpunct hinzugekommenen Provinzen erstreckt wird, so schleunig vorzunehmen, als es nach der Verfassung des Landes nur immer möglich sein wird.

5. Gegenwärtige, im Namen Sr. Majestät des Königs von Grofsbritannien und Hannover und Sr. Majestät des Königs von Preufsen, zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung, soll nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

Hannover den 31sten December 1821.

Königl. Grofsbritannisch Hannoversche zum Cabinets-Ministerio verordnete General-Gouverneur und Geheime-Räthe.

Arnswaldt.

Berlin den 10ten November 1821.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

von Bernstorff.

89.

Proclamation du président des Etats-Unis de l'Amérique septentrionale, concernant la réciprocité à observer dans le commerce entre les Etats-Unis et le duché d'Oldenbourg; datée du 22 Novembre 1821.

1821

(*Acts passed at the first session of the seventeenth congress of the United States* pag. 109.)

Whereas, by an act of the congress of the United States, of the third of March, one thousand eight hundred and fifteen, so much of the several acts imposing duties on the ships and vessels, and on goods, wares, and merchandise, imported into the United States, as imposed a discriminating duty of tonnage between foreign vessels and vessels of the United States, and between goods imported into the United States in foreign vessels and vessels of the United States, were repealed, so far as the same respected the produce or manufacture of the nation to which such foreign ship or vessel might belong, such repeal to take effect in favor of any foreign nation whenever the president of the United States should be satisfied that the discriminating or countervailing duties of such foreign nation, so far as they operate to the disadvantage of the United States, have been abolished:

And whereas satisfactory proof has been received by me, under date of the eleventh of May last, that thenceforward all discriminating or countervailing duties of the dukedom of Oldenburg, so far as they might operate to the disadvantage of the United States, should be, and were, abolished, upon his highness the duke of Oldenburg's being duly certified of a reciprocal act on the part of the United States:

Now, therefore, i, James Monroe, president of the United States of America, do hereby declare and proclaim, that so much of the several acts imposing

1821 duties on the tonnage of ships and vessels, and on goods, wares, and merchandise, imported into the United States, as impose a discriminating duty of tonnage between vessels of the dukedom of Oldenburg and vessels of the United States, and between goods imported into the United States, in vessels of the said dukedom of Oldenburg and vessels of the United States, are repealed, so far as the same respect the produce or manufacture of the said dukedom of Oldenburg.

Given under my hand, at the city of Washington, this twenty-second day of November, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-one, and the forty-sixth year of the independence of the United States.

JAMES MONROE.

By the president:
JOHN QUINCY ADAMS,
secretary of state.

90.

Déclaration concernant les mesures concertées entre la Prusse et le duché de Saxe-Cobourg, pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes, publiée à Berlin le 4 Décembre 1821.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preußischen Staaten* 1822. No. 3. p. 41.)

Nachdem die Königlich Preußische Regierung mit der Herzoglich Sachsen-Coburgischen Regierung übereingekommen ist, wirksamere Maasregeln zur Verhütung der Forstfrevel in den Grenzwaldungen gegenseitig zu treffen, erklären beide Regierungen Folgendes:

1. Es verpflichtet sich sowohl die Königlich 1821
Preufsische, als die Herzoglich Sachsen-Coburgische Regierung die Forstfrevel, welche ihre Unterthanen in den Waldungen des anderen Gebiets verübt haben möchten, sobald sie davon Kenntnifs erhält, nach denselben Gesetzen zu untersuchen und zu bestrafen, nach welchen sie untersucht und bestraft werden würden, wenn sie in inländischen Forsten begangen worden wären.

2. Von den beiderseitigen Behörden soll zur Entdeckung der Frevler alle mögliche Hülfe geleistet werden, und namentlich wird gestattet, dafs die Spur der Forstfrevler durch die Förster oder Waldwärter u. s. w. bis auf eine Stunde Entfernung von der Grenze verfolgt, und Haussuchungen, ohne vorherige Anfrage bei den landräthlichen Behörden und Aemtern, auf der Stelle, jedoch nur in Gegenwart und nach der Anordnung des zu diesem Behufe mündlich zu requirirenden Bürgermeisters oder Orts-Schultheifsen vorgenommen werden.

3. Bei diesen Haussuchungen mufs der Ortsvorstand sogleich ein Protocoll aufnehmen und ein Exemplar dem requirirenden Angeber einhändigen, ein zweites Exemplar aber seiner vorgesetzten Behörde (Landrath oder Beamten) übersenden, bei Vermeidung einer Polizeistrafe von 1 bis 5 Thaler für denjenigen Ortsvorstand, welcher der Requisition nicht Genüge leistet. Auch kann der Angeber verlangen, dafs der Förster, oder in dessen Abwesenheit, der Waldwärter des Orts, worin die Haussuchungen vorgenommen werden sollen, dabei zugezogen werde.

4. Die Einziehung des Betrags der Strafe und der etwa statt gehabten Gerichtskosten, soll demjenigen Staate verbleiben, in welchem der verurtheilte Frevler wohnt, und in welchem das Erkenntnifs statt gefunden hat, und nur der Betrag des Schaden-Ersatzes und der Pfandgebühren an die betreffende Kasse desjenigen Staats abgeführt werden, in welchem der Frevel verübt worden ist.

4. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden in den Königlich Preufsischen und in den Her-

1821 zoglich Sachsen-Coburgischen Staaten, wird es zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevel in jedem einzelnen Falle so schleunig vorzunehmen, als es nach der Verfassung des Landes nur irgend möglich sein wird.

6. Gegenwärtige, im Namen Sr. Majestät des Königs von Preufsen und Seiner Durchlaucht des Herzogs von Sachsen-Coburg zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben, und öffentlich bekannt gemacht werden.

Berlin den 4ten December 1821.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Graf VON BERNSTORFF.

91.

Convention entre la Bavière et la ligne ainée de Reufs, concernant la réception réciproque des vagabonds, publiée à Munic le 7 Décembre 1821.

(*Regierungs- und Intelligenz-Blatt für das Königreich Baiern.* No. 41. 12ten Decbr. 1821.)

Maximilian Joseph, von Gottes Gnaden König von Baiern.

Nachdem wir nunmehr auch mit dem Fürstlichen Hause Reufs der ältern Linie (zu Greitz) übereingekommen sind, die zwischen Uns und der Krone Sachsen unterm 15ten Junius 1820 abgeschlossene Convention wegen wechselseitiger Aufnahme der Vaganten und anderer Ausgewiesenen auf Unsere und die Fürstlich Reufsischen Lande gedachter älterer Linie, in gegenseitig verbindlicher Weise, auszudehnen, und soviel insonderheit den §. 12. erwähn-

ter Convention betrifft, Unserer Seits die Stadt *Hof* 1821
im Ober-Main-Kreise, Fürstlich Reufsischer Seits aber die Stadt *Greitz*, als Uebernahms-Stationen bestimmt worden sind, so haben sämmtliche Unsere Polizei-Behörden in vorkommenden Fällen, sich hiernach eben so zu achten, wie Wir ein Gleiches unterm 27sten April d. J. (Regierungs- und Intelligenz-Blatt St. 17. S. 422.) in Ansehung der Fürstlich Reufsischen Lande der jüngern Linie, bereits verordnet haben.

München, den 7ten December 1821.

MAX. JOSEPH.

Graf VON RECHBERG.

Auf Königl. allerhöchsten Befehl:
der General-Secretair,
VON BAUMÜLLER.

92.

Déclaration concernant les mesures concertées entre la Prusse et le duché d'Oldenbourg, pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes, publiée à Berlin le 8 Décembre 1821.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1821. No. 1. p. 8.)

Nachdem die Königlich Preufsische Regierung mit der Herzoglich Holstein-Oldenburgischen Regierung übereingekommen ist, wirksamere Maasregeln zur Verhütung der Forstfrevel in den Grenzwaldungen zu treffen, erklären beide Regierungen:

ART. I. Es verpflichtet sich sowohl die Königlich Preufsische, als die Herzoglich Holstein-Ol-

1821 denburgische Regierung, die Forstfrevel, welche ihre Unterthanen in den Waldungen des andern Gebietes verübt haben möchten, sobald sie davon Kenntnifs erhält, nach denselben Gesetzen zu untersuchen und zu bestrafen, nach welchen sie untersucht und bestraft werden würden, wenn sie in inländischen Forsten begangen worden wären.

Art. II. Von den beiderseitigen Behörden soll zur Entdeckung der Frevler alle mögliche Hülfe geleistet werden und namentlich wird gestattet, dafs die Spur der Forstfrevler durch die Förster oder Waldwärter bis auf eine Stunde Entfernung von der Grenze verfolgt, und Haussuchungen, ohne vorherige Anfrage bei den landräthlichen Behörden und Aemtern auf der Stelle, jedoch nur in Gegenwart und nach der Anordnung des zu diesem Behuf mündlich zu requirirenden Bürgermeisters oder Orts-Schultheifsen vorgenommen werden.

Art. III. Bei diesen Haussuchungen mufs der Ortsvorstand sogleich ein Protocoll aufnehmen, und ein Exemplar dem requirirenden Angeber einhändigen, ein zweites Exemplar aber seiner vorgesetzten Behörde (Landrath oder Beamten) übersenden, bei Vermeidung einer Polizeistrafe von 1 bis 5 Thaler für denjenigen Ortsvorstand, welcher der Requisition nicht Genüge leistet. Auch kann der Angeber verlangen, dafs der Förster, oder in dessen Abwesenheit, der Waldwärter des Orts, worin die Haussuchungen vorgenommen werden sollen, dabei zugezogen werde.

Art. IV. Die Einziehung des Betrages der Strafe und der etwa statt gehabten Gerichtskosten soll demjenigen Staate verbleiben, in welchem der verurtheilte Frevler wohnt, und in welchem das Erkenntnifs statt gefunden hat, und nur der Betrag des Schadenersatzes und der Pfandgebühren an die betreffende Kasse desjenigen Staats abgeführt werden, in welchem der Frevel verübt worden ist.

Art. V. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden in den Königlich Preufsischen und in den Herzoglich Holstein-Oldenburgischen Staaten wird

zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestra- 1821
fung der Forstfrevel in jedem einzelnen Falle so schleunig vorzunehmen, als es nach der Verfassung des Landes nur immer möglich sein wird.

Art. VI. Gegenwärtige, im Namen Seiner Majestät des Königs von Preufsen und Seiner Durchlaucht des Herzogs von Holstein-Oldenburg zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

Berlin den 8ten December 1821.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

von Bernstorff.

93.

1821 *Traité entre S. M. l'archiduchesse Marie Louise d'Autriche, duchesse de Parme, Plaisance et Guastalle et la confédération Suisse, concernant l'abolition de l'impôt d'émigration et du droit de détraction; du 11 et 28 Décembre 1821.*

(*Offizielle Sammlung der das Schweizerische Staatsrecht betreffenden Aktenstücke* Bd. 2. Heft 1. (1821) pag. 52.)

Nachdem Ihro Majestät die Frau Erzherzogin Maria Louisa von Oesterreich, regierende Herzogin von Parma, Piacenza und Guastalla u. s. w., und die Schweizerische Eidgenossenschaft, in der Absicht, die zwischen den beiderseitigen Staaten bestehenden freundschaftlichen Verhältnisse noch fester zu knüpfen, und den wechselseitigen Verkehr möglichst zu begünstigen, sich über den Grundsatz einer reciprocierlichen Aufhebung der Heimfallrechte, so wie des Abzugs in Vermögensexportationsfällen aus dem einen Staat in den andern, vorläufig einverstanden haben, — ist die nähere Anwendung dieses aufgestellten Grundsatzes, durch geführten Briefwechsel sorgfältig ausgemittelt und genauer bestimmt worden, und daher die nachfolgende verbindliche Uebereinkunft zu Stande gekommen.

Zu diesem Ende hin, haben sie, um das gegenwärtige Verkommnifs abzuschliefsen und zu unterzeichnen, ernannt:

Ihro Majestät die Frau Erzherzogin von Oesterreich, regierende Herzogin von Parma, Piacenza und Guastalla u. s. w.;

Den Herrn Adam Albert Grafen von Neipperg, Grofskreuz des heiligen Kaiserlichen Constantinianischen St. Georgsordens, Commandeur des Maria Theresiaordens, Grofskreuz des Schwedischen

93.

Trattato fra Sua Maestá Maria Luigia Principessa Imperiale, Arciduchessa d'Austria, Duchessa di Parma, Piacenza, e Guastalla ecc. ecc., e la Confederazione Svizzera. Dal 11 *et* 28 *Dicembre* 1821. 1821

(*Offizielle Sammlung der das Schweizerische Staatsrecht betreffenden Aktenstücke* Bd. 2. Heft 1. (1822. pag. 52.)

Sua Maestà l'Arciduchessa Maria Luigia d'Austria Duchessa di Parma, Piacenza, e Guastalla ecc. ecc., e la Confederazione Svizzera, volendo vieppiù stringere e consolidare le relazioni esistenti d'amicizia, e favorire il reciproco commercio, hanno preliminarmente convenuto d'abolire reciprocamente ogni diritto d'Albinaggio, come anche di Forensità, o Retorsione in caso di trasporto delle sostanze da uno Stato nell' altro. L'analoga applicazione di questo stabilitosi principio, fu appianata diligentemente colla corrispondenza, e regolata nel più giusto modo, e quindi fu fissata la seguente convenzione obbligatoria.

A tale effetto hanno nominato per conchiudere, e sottoscrivere la presente convenzione, cioè:

Sua Maestà l'Arciduchessa d'Austria, Duchessa di Parma, Piacenza, e Guastalla ecc. ecc.:

Il Signor Adamo Alberto Conte di Neipperg, Gran Croce del Sacro Angelico Imperial Ordine Constantiniano di San Giorgio, Commendatore dell' Ordine di Maria Teresa, Gran Croce dell' Ordine della

1821 Schwerdtordens, des Russischen St. Annaordens, des Sardinischen Ordens der heiligen Mauritius und Lazarus, des heiligen Ferdinand, so wie des Verdienstordens beider Sicilien; Ritter des Russischen St. Georgsordens vierter Klasse; zweiten Inhaber des Husarenregiments Nr. 3; Kämmerer, wirklichen Geheimen Rath und Generallieutenant in Diensten Ihro Majestät des Kaisers von Oesterreich, Präsident des Militairdepartements, Obercommandant der Truppen, und beauftragt mit den auswärtigen Angelegenheiten der Herzogthümer Parma, Piacenza und Guastalla, —

Und die schweizerische Eidgenossenschaft:

Den Herrn Hans von Reinhard, Bürgermeister des Standes Zürich, Mitglied des vorörtlichen Staatsraths, und gewesenen Landamman der Schweiz, — welche, nachdem sie ihre Vollmachten ausgewechselt und dieselben in behöriger Form befunden haben, über die nachstehenden Artikel übereingekommen sind und übereinkommen:

Art. I. Die in den Staaten Ihrer Majestät der Frau Erzherzogin, regierenden Herzogin von Parma, Piacenza und Guastalla, bestehenden Verordnungen, Gesetze und Uebungen, in Hinsicht auf das Heimfallrecht, sollen keine Anwendung auf die Angehörigen der Schweizerischen Eidgenossenschaft finden. Demzufolge sind diese letztern befugt, in den Staaten Ihrer Majestät jede Art von Vermögensanfall, es mag solcher von testamentarischer Verordnung, Verlassenschaft ab intestato, Schenkung unter Lebenden, oder anderer Erwerbsweise herrühren, anzutreten und in Besitz zu nehmen; gleichwie solches den Unterthanen Ihrer Majestät selbst gestattet ist, und unter eben den Bedingungen, welchen diese im nämlichen Fall unterworfen sind.

Art. II. Den Unterthanen Ihrer Majestät, der Frau Erzherzogin, regierenden Herzogin von Parma, Piacenza und Guastalla, wird hinwieder die nämliche Befreiung im ganzen Umfang der Schweizerischen Eidgenossenschaft zu Theil. Sie sind daselbst keiner Art von Heimfallrecht unterworfen, sondern, gleich den Schweizerischen Angehörigen, und mit Vorbehalt der auch für diese letztern festgesetzten Bedingnisse, befugt, das auf dem Gebiete der

Spada di Svezia, di S. Anna di Russia, dei Santi Maurizio e Lazzaro di Sardegna, di San Fernando e del Merito delle Due Sicilie, Cavaliere di quarta classe di San Giorgio di Russia, secondo Proprietario del Reggimento d'Ussari Nro. 3., Ciamberlano, Consigliere intimo attuale di Stato, e Luogotenente Generale al Servigio di Sua Maestà l'Imperatore d'Austria; Presidente del Dipartimento Militare, Comandante superiore delle truppe, ed Incaricato degli affari esteri dei Ducati di Parma, Piacenza, e Guastalla, — 1821

E la Confederazione Svizzera:

Il Signor Giovanni de Reinhard, Borgomastro della Repubblica di Zurigo, Membro del Consiglio di Stato della Confederazione, e già Landammanno della Svizzera, — I quali dopo avere cambiate le loro Plenipotenze, ed avendole trovate in debita forma, hanno convenuto e convengono quanto siegue:

Art. I. Le ordinanze, leggi, e consuetudini in materia d'Albinaggio, veglianti negli Stati di Sua Maestà l'Arciduchessa, Duchessa di Parma, Piacenza, e Guastalla, non saranno di alcuna forza pelle persone appartenenti alla Confederazione Svizzera. Conseguentemente queste ultime sono autorizzate di prendere possesso, e di godere tutti i beni di qualsivoglia specie e natura, loro provenienti, si per successione *ab intestato*, si per donazione tra i vivi, che per qualunque altra maniera d'acquisto, non altrimenti che i sudditi proprii di Sua Maestà, ben inteso che soggiaceranno alle stesse leggi e condizioni a questi imposte.

Art. II. Viceversa i sudditi di Sua Maestà l'Arciduchessa, Duchessa di Parma, Piacenza, e Guastalla, godranno delle stesse immunità in tutto il territorio della Confederazione Svizzera. Non saranno quindi assogettati a diritto qualunque d'Albinaggio, ma autorizzati del pari che le persone appartenenti alla Confederazione Svizzera, di prendere possesso, e godere tutti i beni di qualsivoglia specie e natura, che possono loro provenire per disposizione

1821 XXII Schweizerkantone durch testamentliche Verordnung, Verlassenschaft ab intestato, Schenkung unter Lebenden, oder auf andere Erwerbsweise an sie gekommene Vermögen anzutreten und in Besitz zu nehmen.

Art. III. Es wird zwischen den Staaten Ihrer Majestät der Frau Erzherzogin, regierenden Herzogin von Parma, Piacenza und Guastalla, und der gesammten Schweizerischen Eidgenossenschaft eine vollkommene Freizügigkeit beobachtet, und mithin bei keinem Vermögensausgang aus den Herzogthümern Parma, Piacenza und Guastalla nach der Schweiz, oder umgekehrt, aus der Schweiz nach den Herzogthümern Parma, Piacenza und Guastalla, es mag solche Exportation von Erbschaft, Vermächtnifs, Verkauf, Schenkung, mit Erfüllung der vorgeschriebenen Bedingnisse statt findender Auswanderung, oder anderm Ursprung herrühren, — irgend ein Abzug, Abschofs, Abfahrtsgeld, Nachsteuer, oder sonst eine andere Gebühr bezogen werden. Denjenigen Gebühren aber, welche nach jetzigen oder künftigen Gesetzen des einen oder des andern der beiden, contrahirenden Staaten, auch von seinen eigenen Angehörigen bei Erbschaften, Schenkungen, oder andern Handänderungen, auch aufser dem Fall der Exportation bezahlt werden müssen, soll durch gegenwärtige Uebereinkunft kein Abbruch geschehen.

Art. IV. Diese Freizügigkeit erstreckt sich nicht nur auf alle Gebühren der im vorstehenden Artikel näher bezeichneten Art, welche in die Staatskassen fliefsen würden, sondern auch auf alle diejenigen ähnlichen Bezüge, welche allfällig von Städten, Communen, Corporationen, Stiftern, Klöstern, Patrimonialgerichten, oder Privatberechtigten, bis dahin erhoben worden sein könnten.

Art. V. Die sämmtlichen obstehenden Bestimmungen werden vom Tage der Auswechslung der Ratificatorien an gerechnet, welche so beförderlich als möglich statt finden soll, in die Kraft eines förmlichen Staatsvertrags erwachsen, und rechtlich zu wirken anfangen; wobei jedoch die bestimmte Meinung obwaltet, dafs alle am Tage der Auswechs-

testamentaria, per successione *ab intestato*, per do- 1821
nazione tra i vivi, o per qualunque altra maniera d'acquisto, nel territorio dei ventidue Cantoni Svizzeri; ritenute però le condizioni imposte alle persone appartenenti alla Confederazione Svizzera.

ART. III. Avrà luogo reciprocamente fra gli Stati di Sua Maestà l'Arciduchessa, Duchessa di Parma, Piacenza, e Guastalla, e tutta la Confederazione Svizzera un libero trasporto delle sostanze, così che per niuna esportazione dai Ducati di Parma, Piacenza, e Guastalla nella Svizzera, e così pure viceversa dalla Svizzera nei Ducati di Parma, Piacenza, e Guastalla, saranno esatte le gravezze così dette: *Abzug*, *Abschoſs*, *Abfahrtsgeld*, *Nachsteuer*, o veruna altra tassa sotto qualunque titolo, e qualunque sia il modo con cui abbia luogo l'esportazione, sulle sostanze, provenienti d'eredità, da disposizione testamentaria, da vendita, donazione, ne per emigrazione eseguita colle condizioni prescritte; ferma però stante l'esazione di quelle tasse prescritte dalle leggi vigenti, o che da uno o dall' altro dei due Stati contraenti si potessero stabilire, che dai sudditi devonsi pagare per le eredità, donazioni, od altro cangiamento di proprietà, anche non esportabile.

ART. IV. Questo libero trasporto si estenderà non solamente a tutte le imposte che nella maniera sudescritta nell' articolo precedente, erano versate nell' erario dello Stato, ma anche a tutti i redditi che eventualmente furono riscossi fino al presente da Città, Comunità, Corporazioni, Capitoli, Monasteri, Giurisdizioni patrimoniali, o da altri privati che ne avessero avuto il diritto.

ART. V. Tutte le summentovate convenzioni avranno irrevocabilmente la forza d'un trattato pubblico, ed avranno il loro pieno ed intero effetto dal giorno in cui sarà eseguito il cambio delle ratifiche, che avrà luogo il più presto possibile. Di comune consentimento però si ritiene, che tutti i casi scaduti il giorno del cambio delle ratifiche, od anche prima,

1821 lung etwa bereits anhängige aber noch unerledigte Fälle, gegenseitig nach den Bestimmungen dieses Vertrags beurtheilt und erledigt werden sollen.

Zu Bekräftigung dessen, haben die beiderseitigen Bevollmächtigten sich hier eigenhändig unterzeichnet, und das Siegel ihrer Wappen beigedruckt.

Zürich, den 11ten Christmonat 1821.

HANS VON REINHARD,
Bürgermeister von Zürich.

Ratificatorien. (Ratificazioni.)

A.

Noi Maria Luigia Principessa Imperiale Arciduchessa d'Austria per la grazia di Dio Duchessa di Parma, Piacenza, e Guastalla ecc. ecc.

Avendo veduto, ed esaminato il Trattato portante l'Abolizione del diritto d'Albinaggio, Forensità, o Retorsione, tra i Nostri Dominj, e quelli della Confederazione Svizzera, il quale Trattato è del tenore seguente:

(Il Trattato è il sopra riportato.)

Abbiamo tanto per Noi, che pei Nostri Successori accettato, approvato, ratificato, e confermato il surriferito Trattato, e per le presenti lo accettiamo, approviamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo, che sarà dal canto Nostro inviolabilmente mantenuto, ed osservato. In fede di che abbiamo firmato il presente Trattato di Nostra propria Mano, munito del maggior Sigillo delle Nostre Armi, e contrassegnato dal Nostro Cavaliere d'Onore Tenente Maresciallo Conte di Neipperg, Incaricato delle Relazioni Estere dei Nostri Ducati.

Dato della Nostra Ducale Residenza di Parma questo giorno dodici del mese di Gennajo dell' anno mille ottocento ventidue.

MARIA LUIGIA. *Conte* DI NEIPPERG.

Per espresso e supremo ordine di Sua Maestà:

Barone WERKLEIN.

e che ancora fossero indecisi, saranno giudicati e 1821
terminati reciprocamente, secondo le convenzioni stabilite in questo trattato.

In fede di che i rispettivi Plenipotenziarj si sono sottoscritti, e vi hanno apposto il Sigillo delle loro Armi.

Parma, il 28 Dicembre 1821.

Il Tenente Maresciallo
Conte DI NEIPPERG.

B.

Wir Bürgermeister und Staatsräthe des Eidgenössischen Vororts Zürich, im Namen der XXII verbündeten Stände der Schweizerischen Eidgenossenschaft, beurkunden hiemit:

Dafs, nachdem zwischen den Ständen der Schweizerischen Eidgenossenschaft auf der einen, und Ihro Majestät der Frau Erzherzogin, regierenden Herzogin von Parma, Piacenza und Guastalla u. s. w. auf der andern Seite, wegen gegenseitiger Aufhebung der Heimfalls- und Abzugsrechte Unterhandlungen angebahnt, und ein wirklicher Staatsvertrag in Zürich unterm 11ten December, in Parma aber unterm 28sten December 1821, unterzeichnet worden, —

Wir diesen Vertrag, welcher von Wort zu Wort also lautet:

(Hier folgt der vorstehende Vertrag.)

Als von den XXII Ständen der Schweizerischen Eidgenossenschaft in allen seinen Theilen ratificiert erklären; und demzufolge, im Namen der gesammten Eidgenossenschaft, feierlichst versprechen, dafs dieser Staatsvertrag zu allen Zeiten gewissenhaft erfüllt, und aufrecht erhalten werden solle.

Dessen zu immerwährender Urkunde, ist gegenwärtiges Ratificationsinstrument von Unserm Präsidenten, so wie von dem Kanzler der Eidgenossenschaft, eigenhändig unterzeichnet, und mit dem

1821 Eidgenössischen Staatssiegel bekräftigt worden; Zürich, den 8ten Jenner im Jahr eintausend achthundert und zwei und zwanzig. (1822.)

Der Amtsbürgermeister
des Eidgenössischen Vororts Zürich,
Präsident der Schweizerischen Tagsatzung:
HANS VON REINHARD.

Der Kanzler der Eidgenossenschaft:
MOUSSON.

94.

Convention entre la Saxe royale et le duché de Saxe-Gotha, concernant la réception réciproque des vagabonds, du 17 Décembre 1821.

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen* 1822. No. 2. pag. 11.)

Zwischen der Königlich Sächsischen und der Herzoglich Sachsen-Gothaischen Regierung ist, wegen wechselseitiger Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen, folgende Uebereinkunft verabredet worden.

§. 1. Es soll in Zukunft kein Vagabund oder Verbrecher in das Gebiet des andern der beiden hohen contrahirenden Theile ausgewiesen werden, wenn derselbe nicht entweder ein Angehöriger desjenigen Staats ist, welchem er zugewiesen wird, und in demselben sein Heimwesen zu suchen hat, oder doch durch das Gebiet desselben, als ein Angehöriger eines in gerader Richtung rückwärts liegenden Staats, nothwendig seinen Weg nehmen mufs.

§. 2. Als Staatsangehörige, deren Uebernahme gegenseitig nicht versagt werden darf, sind anzusehen:

a) alle Diejenigen, deren Vater, oder, wenn sie 1821
aufser der Ehe erzeugt wurden, deren Mutter, zur Zeit ihrer Geburt, in der Eigenschaft eines Unterthans, mit dem Staate in Verbindung gestanden, oder welche ausdrücklich zu Unterthanen aufgenommen worden sind, ohne nachher wieder aus dem Unterthansverbande entlassen worden zu sein, oder ein anderweitiges Heimathrecht erworben zu haben.

b) Diejenigen, welche von heimathlosen Eltern zufällig innerhalb des Staatsgebiets geboren sind, so lange sie nicht in einem andern Staate das Unterthanenrecht, nach dessen Verfassung, erworben, oder sich daselbst, mit Anlegung einer Wirthschaft, verheirathet, oder darin, unter Zulassung der Obrigkeit, zehn Jahre lang gewohnt haben;

c) Diejenigen, welche zwar weder in dem Staatsgebiete geboren sind, noch das Unterthanenrecht, nach dessen Verfassung, erworben haben, hingegen, nach Aufgebung ihrer vorherigen staatsbürgerlichen Verhältnisse, oder überhaupt als heimathlos, dadurch in nähere Verbindung mit dem Staate getreten sind, dafs sie sich daselbst, unter Anlegung einer Wirthschaft, verheirathet haben, oder dafs ihnen, während eines Zeitraums von zehn Jahren, stillschweigend gestattet worden ist, darin ihren Wohnsitz zu haben;
wobei festgesetzt worden ist, dafs auch insbesondere diejenigen als ausdrücklich zu Unterthanen aufgenommen betrachtet werden sollen, welche nicht in dem Staatsgebiete geboren sind, jedoch dem Staate, zu Zeiten eines Kriegs, oder des Friedens, Militairdienste geleistet haben, und zwar ohne Rücksicht auf die Dauer dieses Dienstverhältnisses und den im Militair gehabten Rang.

§. 3. Wenn ein Landstreicher ergriffen wird, welcher in dem einen Staate geboren ist, in einem andern aber das Unterthanenrecht ausdrücklich erworben, oder, mit Anlegung einer Wirthschaft, sich verheirathet, oder, durch zehnjährigen Aufenthalt, sich einheimisch gemacht hat, so ist der letztere Staat, vorzugsweise, verbunden, ihn aufzunehmen. Trifft das ausdrücklich erworbene Unterthanenrecht in dem einen Staate mit der Verheirathung oder der

1821 zehnjährigen Wohnung in einem andern Staate zusammen, so ist das erweislich neuere Verhältnifs entscheidend, jedoch dann, wenn hierüber zu einer ausreichenden Gewifsheit nicht zu gelangen sein sollte, der Staat, in welchem dem Heimathlosen ein zehnjähriger Aufenthalt gestattet worden, vorzugsweise zu seiner Aufnahme verpflichtet.

§. 4. Sind bei einem Vagabunden oder auszuweisenden Verbrecher keine der in den vorstehenden Paragraphen enthaltenen Bestimmungen anwendbar, so mufs derjenige Staat, in welchem er sich befindet, ihn vorläufig beibehalten.

§. 5. Verheirathete Personen weiblichen Geschlechts sind demjenigen Staate zuzuweisen, welchem ihr Ehemann, vermöge eines der angeführten Verhältnisse, zugehört. Wittwen sind nach eben denselben Grundsätzen zu behandeln, es wäre denn, dafs während ihres Wittwenstandes eine Veränderung eingetreten sei, durch welche sie, nach den Grundsätzen der gegenwärtigen Uebereinkunft, einem andern Staate zufallen.

Auch soll Wittwen, ingleichen den Geschiedenen oder von ihren Ehemännern verlassenen Eheweibern, die Rückkehr in ihren auswärtigen Geburts- oder vorherigen Aufenthaltsort dann vorbehalten bleiben, wenn die Ehe innerhalb der ersten fünf Jahre nach deren Schliefsung wieder getrennt worden und kinderlos geblieben ist.

§. 6. Befinden sich unter einer heimathlosen Familie Kinder unter 14 Jahren, oder welche sonst wegen des Unterhalts, den sie von den Eltern geniefsen, von denselben nicht getrennt werden können, so sind solche, ohne Rücksicht auf ihren zufälligen Geburtsort, in denjenigen Staat zu verweisen, welchem bei ehelichen Kindern der Vater, oder bei unehelichen die Mutter zugehört. Wenn aber die Mutter unehelicher Kinder nicht mehr am Leben ist, und letztere bei ihrem Vater befindlich sind, so werden sie von dem Staate mit übernommen, welchem der Vater zugehört. Diejenigen Kinder einer heimathlosen Familie, welche 14 Jahre und darüber alt sind, und bei ihren Eltern keinen Unterhalt

finden, gehören, sofern nicht ein näherer Anspruch 1821
auf ihre anderweitige Aufnahme begründet ist, in den Ort ihrer Geburt.

§. 7. Hat ein Staatsangehöriger durch irgend eine Handlung sich seines Bürgerrechts verlustig gemacht, ohne einem andern Staate zugehörig geworden zu sein, so kann der erstere Staat der Beibehaltung oder Wiederannahme desselben sich nicht entziehen.

§. 8. Handlungsdiener, Handwerksgesellen und Dienstboten, welche, ohne eine selbstständige Wirthschaft zu haben, in Diensten stehen, ingleichen Zöglinge und Studirende, welche der Erziehung oder des Unterrichts wegen irgendwo verweilen, erwerben durch diesen Aufenthalt, wenn derselbe auch länger als zehn Jahre dauern sollte, kein Wohnsitzrecht.

Zeitpächter sind den hier obenbenannten Individuen nur dann gleich zu achten, wenn sie nicht für ihre Person, oder mit ihrem Hausstande und Vermögen sich an den Ort der Pachtung hinbegeben haben.

§. 9. Diejenigen, welche als Landstreicher oder aus irgend einem andern Grunde ausgewiesen worden, hingegen in dem benachbarten Staate, nach den in der gegenwärtigen Uebereinkunft festgestellten Grundsätzen, kein Heimwesen anzusprechen haben, ist letzterer, den Eintritt in sein Gebiet zu gestatten, nicht schuldig, es würde denn urkundlich zur völligen Ueberzeugung dargethan werden können, dafs das zu übernehmende Individuum einem in gerader Richtung rückwärts liegenden Staate zugehöre, welchem dasselbe nicht wohl anders, als durch das Gebiet des erstern, zugeführt werden kann.

§. 10. Sämmtlichen betreffenden Behörden wird es zur strengsten Pflicht gemacht, die Absendung der Vagabunden in das Gebiet des andern der hohen contrahirenden Theile, nicht blos auf die eigene unzuverlässige Angabe derselben zu veranlassen; sondern, wenn das Verhältnifs, wodurch der andere Staat zur Uebernahme eines Vagabunden conventionsmäfsig verpflichtet wird, nicht aus einem un-

1821 verdächtigen Passe, oder aus andern völlig glaubhaften Urkunden hervorgeht, oder, wenn die Angabe des Vagabunden nicht durch besondere Gründe und die Verhältnisse des vorliegenden Falles unzweifelhaft gemacht wird, zuvor die Wahrheit sorgfältig zu ermitteln, und nöthigenfalls bei der vermeintlich zur Aufnahme des Vagabunden verpflichteten Behörde Erkundigung einzuziehen.

§. 11. Sollte der Fall eintreten, dafs ein von dem einem der hohen contrahirenden Theile dem andern Theile, zum weitern Transporte in einen rückwärts liegenden Staat, zufolge der Bestimmung des §. 9. zugeführter Vagabund von dem letztern nicht angenommen würde, so kann derselbe wieder in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zur vorläufigen Beibehaltung zurückgebracht werden.

§. 12. Es bleibt den beiderseitigen Provinzial-Regierungs-Behörden überlassen, unter einander die nähern Verabredungen, wegen der zu bestimmenden Richtung der Transporte, so wie wegen der Uebernahmsorte, zu treffen.

§. 13. Die Ueberweisung der Vagabunden geschieht in der Regel vermittelst Transports und Abgabe derselben an die Polizeibehörde desjenigen Orts, wo der Transport als von Seiten des ausweisenden Staats für beendigt anzusehen ist. Mit den Vagabunden werden zugleich die Beweisstücke, worauf der Transport conventionsmäfsig gegründet wird, übergeben. In solchen Fällen, wo keine Gefahr zu besorgen ist, können einzelne Vagabunden auch mittelst eines Laufpasses, in welchem ihnen die zu befolgende Route genau vorgeschrieben ist, in ihr Vaterland gewiesen werden.

Es sollen auch nie mehr, als drei Personen zugleich auf den Transport gegeben werden, es wäre denn, dafs sie zu einer und derselben Familie gehören und in dieser Hinsicht nicht wohl getrennt werden können. Gröfsere sogenannte Vagantenschube sollen künftig nicht Statt finden.

§. 14. Da die Ausweisung der Vagabunden nicht auf Requisition des zur Annahme verpflichteten Staats geschieht, und dadurch zunächst nur der eigene Vortheil des ausweisenden Staats bezweckt wird, so können für den Transport und die Ver-

pflegung der Vagabunden keine Anforderungen an den übernehmenden Staat gemacht werden. 1821

Wird ein Auszuweisender, welcher einem rückwärts liegenden Staate zugeführt werden soll, von diesem nicht angenommen, und deshalb, nach §. 11, in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zurückgebracht, so mufs letzterer auch die Kosten des Transports und der Verpflegung erstatten, welche bei der Zurückführung aufgelaufen sind.

§. 15. Vorstehende Uebereinkunft soll vom Tage der beiderseits zu bewirkenden Publication an verbindlich sein und in Kraft treten.

Wie nun Se. Königl. Majestät von Sachsen diese Uebereinkunft allenthalben genehmigt, und, wegen Vollziehung derselben, das Erforderliche anzuordnen geruhet haben, also ist hierüber diese zur Publication bestimmte Erklärung ausgefertigt und auf allerhöchsten Befehl unterzeichnet worden.

Dresden, am 17ten December 1821.

Königl. Sächs. Kabinets-Minister und Staats-Secretair.

Graf VON EINSIEDEL.

95.

Arrangement entre la Grande-Brétagne et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale, concernant le nombre des bâtimens armés à entretenir sur les lacs; conclu à Washington au mois d'Avril 1817, *et promulgué par le président des Etats-Unis le* 28 *Avril* 1818. 1817

(JON. ELLIOT's *diplomatic code of the United States of America etc.* pag. 297.).

By the president of the United States. A proclamation.

Whereas an arrangement was entered into at the city of Washington, in the month of April, in the

1817 year of our Lord one thousand eight hundred and seventeen, between Richard Rush, esquire, at that time acting as secretary for the department of state of the United States, for and in behalf of the government of the United States; and the right honorable Charles Bagot, his Britannic majesty's envoy extraordinary and minister plenipotentiary, for and in behalf of his Britannic majesty; which arrangement is in the words following, to wit:

"The naval force to be maintained upon the American lakes, by his majesty and the government of the United States, shall henceforth be confined to the following vessels on each side; that is —

"On lake Ontario, to one vessel not exceeding one hundred tons burden, and armed with one eighteen pound cannon.

"On the upper lakes, to two vessels, not exceeding like burden each, and armed with like force.

"On the waters of lake Champlain, to one vessel not exceeding like burden, and armed with like force.

"All other armed vessels on these lakes shall be forthwith dismantled, and no other vessels of war shall be there built or armed.

"If either party should hereafter be desirous of annulling this stipulation, or should give notice to that effect to the other party, it shall cease to be binding after the expiration of six months from the date of such notice.

"The naval force so to be limited shall be restricted to such services as will, in no respect, interfere with the proper duties of the armed vessels of the other party."

And whereas the senate of the United States have approved of the said arrangement, and recommended that it should be carried into effect; the same having also received the sanction of his royal highness the Prince Regent, acting in the name and on the behalf of his Britannic majesty:

Now, therefore, i, James Monroe, president of the United States, do, by this my proclamation, make known and declare that the arrangement afo-

resaid, and every stipulation thereof, has been duly entered into, concluded, and confirmed, and is of full force and effect. 1817

Given under my hand, at the city of Washington, this twenty-eighth day of April, in the year of our Lord one thousand eight hundred and eighteen, and of the independence of the United States the forty-second.

JAMES MONROE.

By the president:

JOHN QUINCY ADAMS,

secretary of state.

96.

Décision des commissaires nommés par la Grande-Brétagne et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale conformément au 4ème article du traité de Gand de 1814; datée de New York du 24 Novembre 1817.

(JON. ELLIOT *diplomatic code of the United States of America* — Washington 1827. 8. — pag. 291.)

By Thomas Barclay and John Holmes, esquires, commissioners, appointed by virtue of the fourth article of the treaty of peace and amity between his Britannic majesty and the United States of America, concluded at Ghent, on the twenty-fourth day of December, one thousand eight hundred and fourteen, to decide to which of the two contracting parties to the said treaty, the several islands in the Bay of Passamaquoddy, which is part of the Bay of Foundy, and the island of Grand Menan, in the said Bay of Foundy, do respectively belong, in conformity with the true intent of the second article of the treaty of peace of one thousand seven hundred

1817 and eighty three, between his said Britannic majesty and the aforesaid United States of America.

We, the said Thomas Barclay and John Holmes, commissioners as aforesaid, having been duly sworn impartially to examine and decide upon the said claims, according to such evidence as should be laid before us on the part of his Britannic majesty and the United States, respectively, have decided, and do decide, that Moose island, Dudley island, and Frederick island, in the Bay of Passamaquoddy, which is part of the Bay of Foundy, do, and each of them does, belong to the United States of America: and we have also decided, and do decide, that all the other islands, and each and every of them, in the said Bay of Passamaquoddy, which is part of the Bay of Foundy, and the island of Grand Menan, in the said Bay of Foundy, do belong to his said Britannic majesty, in conformity with the true intent of the said second article of said treaty of one thousand seven hundred and eighty-three.

In faith and testimony whereof, we have set our hands and affixed our seals, at the city of New York, in the state of New York, in the United States of America, this twenty-fourth day of November, in the year of our Lord one thousand eight hundred and seventeen.

JOHN HOLMES.

THOMAS BARCLAY.

Witneſs — JAMES T. AUSTIN, Agent U. S. A.

ANTHONY BARCLAY, *secretary.*

97.

Déclaration des commissaires nommés par la Grande-Brétagne et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale conformément au 4ème article du traité de Gand de 1814; datée de New York du 24 Novembre 1817. 1817

(JOH. ELLIOT *diplomatic code of the United States of America* pag. 292.)

New York, 24th December, 1817.

Sir, The undersigned commissioners, appointed by virtue of the fourth article of the treaty of Ghent, have attended to the duties assigned them; and have decided that Moose island, Dudley island, and Frederick island, in the Bay of Passamaquoddy, which is part of the Bay of Foundy, do each of them belong to the United States of America, and that all the other islands in the Bay of Passamaquoddy, and the island of Grand Menan, in the Bay of Foundy, do each of them belong to his Britannic majesty, in conformity with the true intent of the second article of the treaty of peace of one thousand seven hundred and eighty-three. The commissioners have the honor to enclose herewith their decision.

In making this decision, it became necessary that each of the commissioners should yield a part of his individual opinion: several reasons induced them to adopt this measure; one of which was the impression and belief that the navigable waters of the Bay of Passamaquoddy, which, by the treaty of Ghent, is said to be part of the Bay of Foundy, are common to both parties for the purpose of all lawful and direct communication with their own territories and foreign ports.

The undersigned have the honor to be,
With perfect respect, Sir,
Your obedient and humble servants,

J. HOLMES.
THO. BARCLAY.

98.

1818 *A convention between his Catholic Majesty and the United States of America, for the indemnification of those who have sustained losses, damages, or injuries, in consequence of the excesses of individuals, of either nation, during the late war, contrary to the existing treaty or the laws of nations; done at Madrid Aug. 11, 1802 and ratified by the president and senate of the United States on the 9th Jan. 1804 and by the king of Spain on the 9th July 1818.*

(JON. ELLIOT *diplomatic code of the United States of America* pag. 363.)

His Catholic Majesty and the government of the United States of America, wishing amicably to adjust the claims which have arisen from excesses committed during the late war, by individuals of either nation, contrary to the laws of nations or the treaty existing between the two countries: his Catholic Majesty has given, for this purpose, full powers to his excellency Don Pedro Cevallos, counsellor of state, gentleman of the bed chamber in employment, first secretary of state and universal despatch, and superintendant general of the posts and post offices in Spain and the Indies; and the government of the United States of America to Charles Pinckney, a citizen of the said states, and their minister plenipotentiary near his Catholic Majesty; who have agreed as follows:

98.

Convention entre l'Espagne et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale, concernant l'indemnisation de ceux qui, par les excès d'individus de l'une ou de l'autre nation, ont essuyé, pendant la dernière guerre, des pertes et des dommages contraires au traité existant et au droit des gens; signée à Madrid le 11 *Août* 1802, *et ratifiée par le président et par le sénat des Etats-Unis le* 9 *Janvier* 1804 *et par le roi d'Espagne le* 9 *Juillet* 1818 *). 1818

(JON. ELLIOT *diplomatic code of the United States of America* pag. 363.)

Deseando su Magestad Catolica y el gobierno de los Estados Unidos de America, ajustar amistosamente las demandas que han ocasionado los excesos cometidos durante la ultima guerra por individuos de una y otra nacion, contra el derecho de gentes ó el tradado existente entre los dos paises; ha dado su Magestad Catolica plenos poderes á este efecto á Don Pedro Cevallos, se Consejero de Estado, gentilhombre de camara con exercicio, primer secretario de estado y del despacho universal, superintendente general de correos y postas de España é Indias; y el gobierno de los Estados Unidos de America á Don Carlos Pinkney, ciudadano de dichos Estados y su ministro plenipotenciario cerca de su Magestad Catolica, quienes han convenido en lo siguiente:

*) Cette convention se trouve dans une traduction françoise et sans date dans le 8ème tome du supplément au recueil (4ème tome du nouveau rec.) pag. 568. L'éditeur a cru en devoir donner ici les textes originaux.

1818. 1. A board of commissioners shall be formed, composed of five commissioners, two of whom shall be appointed by his Catholic Majesty, two others by the government of the United States, and the fifth by common consent; and in case they should not be able to agree on a person for the fifth commissioner, each party shall name one, and leave the decision to lot: And hereafter, in case of the death, sickness or necessary absence, of any of those already appointed, they shall proceed in the same manner, to the appointment of persons to replace them.

2. The appointment of the commissioners being thus made, each one of them shall take an oath to examine, discuss, and decide, on the claims, which they are to judge, according to the laws of nations and the existing treaty, and with the impartiality justice may dictate.

3. The commissioners shall meet and hold their sessions in Madrid, where, within the term of eighteen months (to be reckoned from the day on which they may assemble) they shall receive all claims, which, in consequence of this convention, may be made, as well by the subjects of his Catholic Majesty as by the citizens of the United States of America, who may have a right to demand compensation for the losses, damages, or injuries, sustained by them, in consequence of the excesses committed by Spanish subjects or American citizens.

4. The commissioners are authorized, by the said contracting parties, to hear and examine, on oath, every question relative to the said demands, and to receive, as worthy of credit, all testimony, the authenticity of which cannot reasonably be doubted.

5. From the decisions of the commissioners there shall be no appeal; and the agreement of three of them shall give full force and effect to their decisions, as well with respect to the justice of the claims, as to the amount of the indemnification which may be adjudged to the claimants; the said contracting parties obliging themselves to satisfy the

1. Se formará una junta compuesta de cinco vo- 1818
cales de los quales, dos serán nombrados por su Magestad Catolica, otros dos por el gobierno de los Estados Unidos, y el quinto de comun consentimiento; y en el caso de no poderse convenir en el sugeto para quinto vocal, nombrará uno cada parte dexando la eleccion entre los dos a la suerte, y se procederá en la misma forma en adelante al nombramiento ulterior de los sugetos que reemplazaren á los que actualmente lo son en los casos de muerte, enfermedad ó precisa ausencia.

2. Hecho asi el nombramiento prestará cada uno de los vocales el juramento de examinar, discutir, y sentenciar las demandas sobre que juzgaren con arreglo al derecho de gentes y tratado existente, y con la imparcialidad que dicta la justicia.

3. Residerán los vocales y celebrerán las juntas en Madrid, en donde en el perfixo termino de diez y ocho meses, contados desde el dia en que se junten, admitirán todas las demandas que á consequencia de esta convencion hicieren tanto los vasallos de su Magestad Catolica como los ciudadanos de los Estados Unidos de America, que tuviren derecho á reclamar perdidas, daños y perjuicios, en consequencia de los excesos cometidos por Españoles y ciudadanos de dichos Estados durante la ultima guerra contra el derecho de gentes y tratado existente.

4. Se autoriza por dichas partes contratantes á los vocales para oir y examinar baxo la sancion del juramento qualezquiera puntos concernientos á las referidas demandas y á recibir como digno de fé todo testimonio de cuya autenticidad no puede dudarse con fundamento.

5. Bastara el acuerdo de tres vocales para que sus sentencias tengan fuerza de irrevocables y sin apelacion tanto por lo que respecta á la justicia de las demandas, como por lo que hace á las cantidades que se adjudicaren por indemnizacion á los demandantes; pues se obligan las partes contratantes á satisfacerlas en especie, sin rebaxa, en las epocas y

1818 said awards in specie, without deduction, at the times and places pointed out, and under the conditions which may be expressed by the board of commissioners.

6. It not having been possible for the said plenipotentiaries to agree upon a mode by which the above mentioned board of commissioners should arbitrate the claims originating from the excesses of foreign cruisers, agents, consuls, or tribunals, in their respective territories, which might be imputable to their two governments, they have expresly agreed that each government shall reserve (as it does by this convention) to itself, its subjects or citizens, respectively, all the rights which they now have, and under which they may hereafter bring forward their claims, at such times as may be most convenient to them.

7. The present convention shall have no force or effect until it be ratified by the contracting parties, and the ratification shall be exchanged as soon as possible.

In faith whereof, we, the underwritten plenipotentiaries, have signed this convention, and have affixed thereto our respective seals.

Done at Madrid, this 11th day of August, 1802.

PEDRO CEVALLOS.

CHARLES PINCKNEY.

Ratified, by the president and senate, on the 9th Jan. 1804; and by the king of Spain on the 9th July, 1818.

parages señalados, y baxo las condiciones que se 1818
expresaren en las sentencias de la junta.

6. No haviendo sido posible ahora á dichos plenipotenciarios convenirse en el modo de que la referida junta arbitrase las reclamaciones originadas en consequencia de los excesos de los corsarios, agentes, consules, ó tribunales, extrangeros, en los respectivos territorios, que fueren imputables á los dos gobiernos: se han convenido expresamente en que cada gobierno se reserve, como por esta convencion se hace, para si, sus vasallos y ciudadanos respectivamente, todos los derechos que ahora les asistan, y en que promuevan en adelante sus reclamaciones en el tiempo que les acomodare.

7. La presente convencion no tendrá ningun valor ni efecto hasta que se haya ratificado por las partes contratantes, y se cangearan las ratificaciones lo mas pronto que sea posible.

En fé de lo qual, nosotros los infrascriptos plenipotenciarios, hemos firmado esta convencion y hemos puesto nuestros sellos respectivos.

Hecho en Madrid, a 11 de Agosto, de 1802.

PEDRO CEVALLOS.

CHARLES PINCKNEY.

99.

1818 *Convention entre la Grande-Brétagne et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale, concernant la pêche, les limites et plusieurs autres points, signée à Londres le 20 Octobre 1818 et dont les ratifications ont été échangées à Washington le 30 Janvier 1819* *).

(JON. ELLIOT'S *diplomatic code of the United States of America etc.* pag. 262.)

The United States of America, and his Majesty the king of the united kingdom of Great Britain and Ireland, desirous to cement the good understanding which happily subsists between them, have, for that purpose, named their respective plenipotentiaries, that is to say: The president of the United States, on his part, has appointed Albert Gallatin, their envoy extraordinary and minister plenipotentiary to the court of France; and Richard Rush, their envoy extraordinary and minister plenipotentiary to the court of his Britannic Majesty: And his Majesty has appointed the right honorable Frederick John Robinson, treasurer of his Majesty's navy, and president of the committee of privy council for trade and plantations; and Henry Goulbourn, esq. one of his Majesty's under secretaries of state: Who, after having exchanged their respective full powers, found to be in due and proper form, have agreed to and concluded the following articles:

ART. I. Whereas differences have arisen respecting the liberty claimed by the United States, for the

*) Cette convention se trouve d'après deux traductions peu exactes dans le 8ème Tome du suppl. au rec. (4e tome du nouv. rec.) pag. 511 suiv. L'éditeur a cru en devoir donner ici le texte original.

inhabitants thereof, to take, dry, and cure, fish, on 1818
certain coasts, bays, harbours, and creeks, of his Britannic Majesty's dominions in America, it is agreed between the high contracting parties, that the inhabitants of the said United States shall have, forever, in common with the subjects of his Britannic Majesty, the liberty to take fish of every kind on that part of the southern coast of Newfoundland, which extends from Cape Ray to the Rameau islands, on the western and northern coast of Newfoundland, from the said Cape Ray to the Quirpon islands, on the shores of the Magdalen islands, and also on the coasts, bays, harbours, and creeks, from Mount Joly, on the southern coast of Labrador, to and through the straits of Bellisle, and thence northwardly indefinitely along the coast, without prejudice, however, to any of the exclusive rights of the Hudson Bay company: and that the American fishermen shall also have liberty, forever, to dry and cure fish in any of the unsettled bays, harbours, and creeks, of the southern part of the coast of Newfoundland, hereabove described, and of the coast of Labrador; but so soon as the same, or any portion thereof, shall be settled, it shall not be lawful for the fishermen to dry or cure fish at such portion so settled, without previous agreement for such purpose, with the inhabitants, proprietors, or possessors, of the ground. And the United States hereby renounce, forever, any liberty heretofore enjoyed or claimed by the inhabitants thereof, to take, dry, or cure fish, on or within three marine miles of any of the coasts, bays, creeks, or harbours, of his Britannic Majesty's dominions in America, not included within the abovementioned limits: Provided, however, that the American fishermen shall be admitted to enter such bays or harbours, for the purpose of shelter and of repairing damages therein, of purchasing wood, and of obtaining water, and for no other purpose whatever. But they shall be under such restrictions as may be necessary to prevent their taking, drying, or curing, fish therein, or in any other manner whatever abusing the privileges hereby resolved to them.

1818 ART. II. It is agreed, that a line drawn from the most northwestern point of the lake of the Woods, along the forty-ninth parallel of north latitude, or if the said point shall not be in the forty-ninth parallel of nord latitude, then that a line drawn from the said point due north or south, as the case may be, until the said parallel of north latitude, and from the point of such intersection due west along and with the said parallel, shall be the line of demarkation between the territories of the United States and those of his Britannic Majesty, and that the said line shall form the northern boundary of the said territories of the United States, and the southern boundary of the territories of his Britannic Majesty, from the lake of the Woods to the Stony Mountains.

ART. III. It is agreed, that any country that may be claimed by either party on the northwest coast of America, westward of the Stony Mountains, shall, together with its harbours, bays, and creeks, and the navigation of all rivers within the same, be free and open, for the term of ten years from the date of the signature of the present convention, to the vessels, citizens, and subjects, of the two powers: it being well understood, that this agreement is not to be construed to the prejudice of any claim which either of the two high contracting parties may have to any part of the said country, nor shall it be taken to affect the claims of any other power or state to any part of the said country; the only object of the high contracting parties, in that respect, being to prevent disputes and differences amongst themselves.

ART. IV. All the provisions of the convention "to regulate the commerce between the territories of the United States and of his Britannic Majesty," concluded at London, on the third day of July, in the year of our Lord one thousand eight hundred and fifteen, with the exception of the clause which limited its duration to four years, and excepting, also, so far as the same was affected by the declaration of his Majesty respecting the island of

St. Helena, are hereby extended and continued in force for the term of ten years from the date of the signature of the present convention, in the same manner as if all the provisions of the said convention were herein specially recited. 1818

ART. V. Whereas it was agreed by the first article of the treaty of Ghent, that "All territory, places, and possessions, whatsoever, taken by either party from the other, during the war, or which may be taken after the signing of this treaty, excepting only the islands hereinafter mentioned, shall be restored without delay, and without causing any destruction, or carrying away any of the artillery or other public property originally captured in said forts or places, which shall remain therein upon the exchange of the ratifications of this treaty, or any slaves, or other private property;" and whereas, under the aforesaid article, the United States claim for their citizens, and as their private property, the restitution of, or full compensation for, all slaves who, at the date of the exchange of the ratifications of the said treaty, were in any territory, places, or possessions, whatsoever, directed by the said treaty to be restored to the United States, but then still occupied by the British forces, whether such slaves were, at the date aforesaid, on shore, or on board any British vessel, lying in waters within the territory or jurisdiction of the United States; and whereas differences have arisen whether, by the true intent and meaning of the aforesaid article of the treaty of Ghent, the United States are entitled to the restoration of, or full compensation for, all or any slaves, as above described, the high contracting parties hereby agree to refer the said differences to some friendly sovereign or state, to be named for that purpose; and the high contracting parties further engage to consider the decision of such friendly sovereign or state to be final and conclusive on all the matters referred.

ART. VI. This convention, when the same shall have been duly ratified by the president of the United States, by and with the advice and consent

1818 of their senate, and by his Britannic Majesty, and the respective ratifications mutually exchanged, shall be binding and obligatory on the said United States, and on his Majesty; and the ratifications shall be exchanged in six months from this date, or sooner, if possible.

In witnefs whereof the respective plenipotentiaries have signed the same, and have hereunto affixed the seal of their arms. Done at London, this twentieth day of October, in the year of our Lord one thousand eight hundred and eighteen.

ALBERT GALLATIN.
RICHARD RUSH.
FREDERICK JOHN ROBINSON.
HENRY GOULBOURN.

Ratified by the prince regent on the 2d of November 1818.
By the president and senate, on the 28th. January, 1819.

I.

TABLE CHRONOLOGIQUE

s traités renfermés dans le IXème (Vème) Tome et dans ce Volume supplémentaire.

a lettre a *désigne le IXème (Vème) Tome, la lettre* b *le Volume supplémentaire.)*

1808

Mai. Freizügigkeits-Convention zwischen dem Königreiche Baiern und dem Grofsherzogthume Hessen Pag. a. 77 — 1808

Actes relatifs à l'avenement de Joachim Murat au trône de Naples.

Juill. a. Décret de l'empereur des François par lequel il nomme Joachim Murat, roi de Naples a. 12

Juill. b. Proclamation de Joachim Murat à son avenement au trône a. 14

c. Décret du roi Joachim Murat qui désigne son titre a. 15

Décb. Traité entre S. M. le roi de Wurtemberg et S. A. R. le grand duc de Bâde, concernant des cessions et autres arrangemens territoriaux a. 1

1809

Mars. Freizügigkeits-Vertrag zwischen dem Königreiche Baiern und dem Herzogthume Sachsen-Hildburghausen a. 79 — 1809

Juill. Herz. Nassauische Erklärung den mit der Krone Baiern abgeschlossenen Freizügigkeits-Vertrag betreffend a. 62

1809 27 Juill. Erklärung die allgemeine Freizügigkeit zwischen dem Königreiche Baiern und den gesammten Herzoglich Nassauischen Staaten betreffend Pag. a. 80
9 Décb. Freizügigkeitsvertrag zwischen Baiern und Sachsen-Meiningen a. 81

1810

1810 28 Févr. Traité entre la France et la Bavière pour l'exécution du traité de Vienne du 14 Octobre 1809 a. 16
9.12 Oct. Herzoglich Nassauische Erklärung die Einführung einer allgemeinen Freizügigkeit betreffend a. 59

1811

1811 Note des ministres de Russie auprès les diverses cours de l'Europe au sujet de la réunion du duché d'Oldenbourg à la France a. 23
21 Févr. Erklärung der Freizügigkeit zwischen Baiern und dem Grofsherzogthume Würzburg a. 82
30 Mars. Convention entre la Bavière et la Saxe royale pour l'extradition réciproque des déserteurs a. 24
16 Avril. Herz. Nassauische Erklärung den mit dem Königreiche Preufsen abgeschlossenen Freizügigkeits-Vertrag betreffend a. 63
11 Mai. Erklärung der Freizügigkeit zwischen Baiern und dem Königreiche Westphalen a. 82
26 Juin. Erklärung die Anwendung des Freizügigkeits-Vertrags zwischen Baiern und Preufsen berreffend a. 83

1812

1812 27 Avril. Erklärung die Erneuerung des Freizügigkeits-Vertrags zwischen Baiern und Sachsen-Coburg-Saalfeld betreffend a. 86
3 Mai. Herzogl. Nassauische Erklärung den mit dem Herzogthum Sachsen-Meiningen abgeschlossenen Freizügigkeits-Vertrag betreffend a. 64

Juill.	Erklärung die Freizügigkeit zwischen den Kaiserlich Oesterreichischen Staaten und dem Herzogthum Nassau betreffend Pag. a. 64	1812
Juill.	Erklärung die Freizügigkeit zwischen den Herzogthümern Anhalt-Bernburg und Nassau betreffend a. 66	
Déch.	Freizügigkeits-Vertrag zwischen Baiern und Sachsen-Gotha und Altenburg a. 87	

1813

Mars.	Erklärung die Freizügigkeit zwischen Baiern und den Fürstlich Isenburgischen Landen betreffend a. 87	1813
Juin.	Erklärung die Freizügigkeit zwischen dem Grofsherzogthum Hessen und dem Herzogthum Nassau betreffend a. 66	

1814

	Actes rélatifs au traité de paix conclu entre la cour d'Autriche et celle de Naples au mois de Janvier 1814	1814
Janv.	a. Acte séparé a. 32	
	b. Article des instructions de S. M. l'empereur d'Autriche, communiqué par Mr. le comte de Neipperg à Mr. le duc de Gallo a. 33	
Févr.	Convention conclue entre le duc de Gallo et lord William Bentink a. 31	
Avril.	Convention militaire entre l'armée angloise et les troupes de la garnison de la ville de Gênes a. 34	
Juill.	Article séparé du traité d'amitié entre la Grande-Brétagne et l'Espagne a. 38	

1815

	Actes par lesquels l'administration des états de Parme, de Plaisance et de Guastalle est provisoirement cédée à S. M. l'empereur d'Autriche.	1815
Mars.	a. Bekanntmachung Ihro Majestät, der Kaiserin Maria Louise u. s. w. dafs sie die provisorische Verwaltung ihrer Staaten von Parma, Piacenza und Guastalla,	

1815 Sr. Majestät dem Kaiser von Oesterreich übergeben habe Pag. a. 39
2 Avril. Bekanntmachung Sr. Majestät des Kaisers von Oesterreich, dafs Er die provisorische Verwaltung der Staaten von Parma, Piacenza und Guastalla, in eigenem Namen übernommen habe a. 40
7 Avril. Patente de S. M. l'empereur d'Autriche par laquelle il déclare la formation du royaume Lombardo-Vénitien et sa réunion à l'empire a. 55
13 Mai. Convention conclue au nom de la reine régente de Naples entre le prince Cariati et le commodore Campbell a. 45
6 Juill. Convention entre la Bavière et la Hesse électorale pour l'extradition réciproque des déserteurs a. 48
25 Nov. Convention entre la Prusse et la Saxe royale concern. les billets de caisse b. 1

1816

1816 7 Févr. Erklärung die Abzugsfreiheit zwischen dem Grofsherzogthume Sachsen-Weimar und dem Herz. Nassau betreffend a. 68
3 Avril. Traité de paix entre le roi des Deux-Siciles et le dey d'Alger a. 90
7 Avril. Erklärung die Freizügigkeit zwischen Baiern und Sachsen-Weimar betreffend a. 88
17 Avril. Traité de paix entre le roi des Deux-Siciles et le bey de Tunis a. 98
29 Avril. Traité de paix entre le roi des Deux-Siciles et le bey de Tripoli a. 106
5 Juin. Erklärung die Freizügigkeit zwischen dem Königreich Würtemberg und dem Hezogthum Nassau betreffend a. 73
23 Juill. Erklärung die Erneuerung des zwischen Baiern und dem Grofsherzogthum Hessen bestehenden Freizügigkeits-Vertrags betreffend a. 88
29 Juill. Erklärung die Freizügigkeit zwischen dem Kurfürstenthum Hessen und dem Herzogthum Nassau betreffend a. 69

Août.	Erklärung die Freizügigkeit zwischen dem Herzogthum Oldenburg und dem Herzogthum Nassau betreffend Pag. a. 69	1816
Août.	Erklärung die Freizügigkeit zwischen dem Herzogthum Sachsen-Coburg und dem Herzogthum Nassau betreffend a. 70	
Août.	Erklärung die Freizügigkeit zwischen dem Königreich Sachsen und dem Herzogthum Nassau betreffend a. 71	
Août.	Erklärung die Freizügigkeit zwischen dem Grofsherzogthum Mecklenburg-Schwerin und dem Herzogthum Nassau betreffend a. 70	
Sept.	Convention entre le roi des Deux-Siciles et le roi de la Grande-Brétagne et d'Irlande a. 116	
Sept.	Erklärung die Freizügigkeit zwischen den Oesterreichischen Staaten und den Herzoglich Nassauischen Landen betreffend a. 72	
Octr.	Convention entre la Bavière et le grand-duché de Bâde pour l'extradition réciproque des déserteurs a. 126	
Nov.	Erklärung die Freizügigkeit zwischen dem Grofsherzogthum Mecklenburg-Strelitz und dem Herzogthum Nassau betreffend a. 72	
23 Déc.	Traité de paix et d'amitié conclu entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et le dey et la régence d'Alger b. 6	

1817

Janv.	Erklärung die zwischen der freien Stadt Frankfurt und dem Herzogthume Nassau bestehende Freizügigkeit betreffend a. 74	1817
Janv.	Erklärung die zwischen dem Canton Basel und dem Herzogthum Nassau bestehende Freizügigkeit betreffend a. 75	
Janv.	Freizügigkeits-Vertrag zwischen Baiern und Kurhessen a. 89	
Avril. (28 Avr.)	Arrangement entre la Grande-Brétagne et les Etats-Unis de l'Amérique septen-	

1817 trionale, concernant le nombre des bâtimens armés à entretenir sur les lacs Pag. b. 395

19 Mai. Erklärung die zwischen der freien Stadt Frankfurt und dem Herzogthum Nassau bestehende Freizügigkeit betreffend a. 75

24 Mai. Conv. entre l'Autriche et la Bavière a. 146

17 Juin. Concordat entre la France et le Saint-Siège b. 39

27 Juill. Convention entre la Prusse et la Saxe royale concernant le partage des fondations pieuses dans le royaume et dans le duché de Saxe b. 27

28 Juill. Convention entre la Prusse et la Saxe royale, concernant la remise et la continuation des procès pendans dans le royaume et dans le duché de Saxe b. 14

11 Août. Acte de vente d'une escadre russe, cédée par la Russie à l'Espagne a. 41

15 Août. Convention entre le roi des Deux-Siciles et le roi d'Espagne a. 133

10 Sept. / 29 Août. Acte additionnel au traité de paix de Frędricshamn, entre la Suède et la Norvège d'une part et la Russie de l'autre a. 137

25 Octr. Erklärung wegen Ausdehnung der seit 1812 zwischen der Königl. Preußischen Regierung und der Schweizerischen Eidgenossenschaft bestehenden Freizügigkeits-Uebereinkunft, auf sämmtliche jetzige Preußische und zur Eidgenossenschaft gehörige Lande a. 167

15 Nov. Patente de S. M. le roi de Bavière établissant l'état politique de S. A. R. le prince de Leuchtenberg, en sa qualité de prince de Eichstädt a. 155

24 Nov. Décision des commissaires nommés par la Grande-Brétagne et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale, en conformité du 4ème article du traité de Gand de 1814 b. 397

24 Nov. Déclaration des commissaires nommés par la Grande-Brétagne et les Etats-Unis

de l'Amérique septentrionale, en conformité du traité de Gand de 1814 Pag. b. 399 — 1817

3 Déc. Erklärung wegen der zwischen der Königl. Preufsischen und Königl. Würtembergischen Regierung verabredeten Freizügigkeit, in Betreff der zum deutschen Bunde nicht gehörigen Preufsischen Provinzen a. 166

3 Déc. Convention entre la Prusse et la Bavière pour l'extradition réciproque des déserteurs a. 293

2 Déc. Durchmarsch- und Etappen-Convention zwischen Preufsen und Braunschweig a. 210

1818

1 Janv. Erklärung die Freizügigkeit zwischen dem Königreich der Niederlande und dem Herzogthum Nassau betreffend a. 76 — 1818

7 Janv. Loi napolitaine, relative à la naturalisation des étrangers a. 174

5 Févr. Concordat entre le royaume des Deux-Siciles et le Saint-Siège b. 43

5 Mai. Bekanntmachung, die wegen wechselseitiger Uebernahme der Vaganten und anderer Ausgewiesenen zwischen dem Grofsherzogthum Hessen und dem Herzogthum Nassau abgeschlossene Uebereinkunft betreffend a. 276

Mai. Convention entre la Prusse et la Bavière, pour l'extradition réciproque des vagabonds a. 309

Juin. Convention de cartel entre la Prusse et le royaume des Pays-Bas a. 180

Juin. / Août. Uebereinkunft wegen einer Hülfsmilitairstrafse für die Königl. Preufsischen Truppen durch das Fürstenthum Lippe a. 258

1 Juill. (1802 11 Août) Convention entre l'Espagne et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale, concernant l'indemnisation de ceux qui par les excès d'individus de l'une ou de l'autre nation, contraires au traité existant et au droit des gens, ont essuyé des

1818 pertes et des dommages pendant la dernière guerre Pag. b. 400
20 Juill. Bekanntmachung über die Cartel-Convention zwischen Preufsen und Hessen-Homburg a. 316
29 Juill. Convention entre le royaume des Deux-Siciles et le Saint-Siège, concernant l'extradition réciproque des brigands et des malfaiteurs a. 281
30 Juill. Loi de navigation du royaume des Deux-Siciles a. 185
8 Août. Déclaration faite par le gouvernement des Pays-Bas sur l'abolition réciproque du droit d'aubaine entre ce royaume et celui des Deux-Siciles a. 286
8 Août. Convention entre la Prusse et l'Autriche, pour l'extradition réciproque des déserteurs a. 301
16 Août. Auszug aus der zwischen der Königl. Preufsischen und Herzogl. Nassauischen Regierung abgeschlossenen Cartel-Convention a. 320
19 Sept. Bekanntmachung über die Cartel-Convention zwischen Preufsen und Sachsen-Gotha und Altenburg a. 317
28 Sept. Durchmarsch- und Etappen-Convention zwischen Preufsen und Oldenburg a. 267
20 Octr. Convention entre la Grande-Brétagne et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale, concernant la pêche, les limites et plusieurs autres points b. 406
4 Nov. / 1819 12 Janv. Convention de cartel concernant l'extradition réciproque des déserteurs, conclue entre la Prusse et le duché d'Oldenbourg b. 57
6 Nov. Déclaration, concernant l'abolition du droit d'aubaine entre le royaume des Deux-Siciles et le royaume de Wurtemberg b. 41
7 Nov. Extrait du protocole de la conférence ministerielle tenue à Aix-la-Chapelle. Affaires des médiatisés a. 278

Nov.	Durchmarsch- und Etappen-Convention zwischen Preufsen und Anhalt-Köthen Pag. a. 233	1818
Nov.	Durchmarsch- und Etappen-Convention zwischen Preufsen und Anhalt-Bernburg a. 220	
Nov.	Durchmarsch- und Etappen-Convention zwischen Preufsen und Anhalt-Dessau a. 246	
Déc.	Erklärung wegen der zwischen der Königl. Preufsischen und der Fürstl. Braunschweig-Lüneburgischen Regierung verabredeten Freizügigkeit, in Betreff der zum deutschen Bunde nicht gehörigen Preufsischen Provinzen a. 168	

1819

Janv.	Convention entre le royaume des Pays-Bas et le grand-duché de Hesse, relativement à l'abolition réciproque du droit de détraction et de l'impôt d'émigration b. 55	1819
Janv.	Erklärung wegen der zwischen der Königl. Preufsischen und der Herzoglich Sachsen-Meiningschen Regierung verabredeten Freizügigkeit, im Betreff der zum deutschen Bunde nicht gehörigen Preufsischen Provinzen a. 318	
Janv.	Erklärung wegen der zwischen der Königl. Preufsischen und der Fürstlich Schwarzburg-Sondershausenschen Regierung verabredeten Freizügigkeit, im Betreff der zum deutschen Bunde nicht gehörigen Preufsischen Provinzen a. 319	
Févr.	Traité entre les états de Buenos Ayres et du Chili a. 324	
Févr.	Erklärung wegen der zwischen der Königl. Preufsischen und der Fürstlich Schaumburg-Lippeschen Regierung verabredeten Freizügigkeit, in Betreff der zum deutschen Bunde nicht gehörigen Preufsischen Provinzen a. 169	

1819 20 Févr. Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine entre la Prusse et la principauté de Schaumburg-Lippe Pag. b. 64

22 Févr. Traité d'amitié, d'accord et de fixation de limites entre l'Espagne et les Etats-Unis d'Amérique a. 328

22 Févr. Décret de S. M. le roi du royaume des Deux-Siciles relatif à la franchise accordée aux membres du corps diplomatique a. 346

23 Févr. Convention entre la Prusse et le duché de Brunsvic-Lunebourg pour l'extradition réciproque des déserteurs a. 304

23 Févr. Convention entre la Prusse et la Hesse grand-ducale, concernant la réception réciproque des vagabonds b. 65

26 Févr. Décret du roi des Deux-Siciles concernant l'abolition du droit d'aubaine envèrs les sujets autrichiens et les déclarations de la cour d'Autriche y relatives a. 415

6 Mars. Erklärung wegen der zwischen der Königl. Preufsischen und der Fürstl. Lippeschen vormundschaftlichen Regierung verabredeten Freizügigkeit, in Betreff der zum deutschen Bunde nicht gehörigen Preufsischen Provinzen a. 170

6 Mars. Erklärung wegen der zwischen der Königl. Preufsischen und der Fürstl. Hohenzollern-Sigmaringischen Regierung verabredeten Freizügigkeit, in Betreff der zum deutschen Bunde nicht gehörigen Preufsischen Provinzen a. 171

6 Mars. Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine entre la Prusse et la principauté de Lippe-Detmold b. 66

6 Mars. Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine entre la Prusse et la principauté de Hohenzollern-Sigmaringen b. 67

8 Mars. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs les sujets du duc d'Anhalt-Dessau Pag. a. 418 1819.
8 Mars. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs les sujets du duc de Saxe-Meiningen a. 419
8 Mars. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs les sujets du duc de Saxe-Hildbourghausen a. 420
15 Mars. Erklärung wegen der zwischen der Königl. Preufsischen und der Fürstl. Regierung jüngerer Linie Reufs von Plauen verabredeten Freizügigkeit, in Betreff der zum deutschen Bunde nicht gehörigen Preufsischen Provinzen a. 172
15 Mars. Loi du royaume des Deux-Siciles relative à l'abolition du droit d'aubaine envèrs les sujets de S. M. le roi des Pays-Bas a. 422
15 Mars. Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine entre la Prusse et la ligne cadette des princes de Reufs-Plauen b. 68
22 Mars. Erklärung wegen der zwischen der Königl. Preufsischen und Fürstl. Reussischen Regierung älterer Linie verabredeten Freizügigkeit, in Betreff der zum deutschen Bunde nicht gehörigen Preufsischen Provinzen a. 173
22 Mars. Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine entre la Prusse et la ligne ainée des princes de Reufs b. 68
23 Mars. Décret de S. M. le royaume des Deux-Siciles, concernant la franchise des ports de Palerme et de Messine a. 350
26 Mars. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs l'état de Parme a. 423
26 Mars. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs la ville de Hambourg a. 424

1819 29 Mars. Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine entre la Prusse et la principauté de Lichtenstein Pag. b. 68

29 Mars. Publication concernant l'abolition du droit d'aubaine entre le royaume des Deux-Siciles et le duché d'Oldenbourg b. 69

31 Mars. Convention entre la Prusse et le royaume de Wurtemberg pour l'extradition réciproque des déserteurs a. 303

31 Mars. Auszug aus der zwischen der Königl. Preufsischen und der Herzogl. Nassauischen Regierung abgeschlossenen Uebereinkunft, wegen wechselseitiger Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen a. 323

31 Mars. Déclaration concernant l'abolition des fraix de justice en matières criminelles, concertée entre la Prusse et le grand-duché de Saxe-Weimar b. 70

5 Avril. Cartel entre l'Hanovre et le duché de Brunsvic, concernant l'extradition réciproque des déserteurs b. 71

6 Avril. Déclaration concernant l'émigration des sujets respectifs entre la Bavière et le duché de Saxe-Hildbourghausen b. 79

16 Avril. Bekanntmachung der zwischen Preufsen und Nassau abgeschlossenen Uebereinkunft wegen wechselseitiger Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen a. 322

16 Avril. Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine entre la Prusse et la régence de Hesse-Hombourg b. 68

24 Avril. Acte de ratification de la Porte Ottomane relativement à la cession des îles Joniennes à la Grande-Brétagne et de Parga à la Turquie a. 378

Avril. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs la ville de Bremen Pag. a. 425 — 1819

Avril. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs la ville de Lubeck a. 426

Avril. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs les sujets du roi de la Grande-Bretagne a. 427

Avril. Déclaration concernant l'interprétation du §. 3 de la convention du 27 Mai 1817 sur l'abolition du droit de détraction entre la Prusse et la Saxe royale b. 80

Mai. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs les sujets de l'électeur de Hesse a. 429

Mai. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs l'état de Toscane a. 431

Mai. Convention de cartel entre l'Autriche et le duché de Modène a. 391

Mai. Convention entre la Prusse et le grand-duché de Mecklenbourg-Strelitz, pour l'extradition réciproque des vagabonds a. 306

Mai. Convention entre la Prusse et le duché de Saxe-Gotha et Altenbourg, concernant l'abolition des fraix de justice en matières criminelles b. 81

Mai. Ordonnance de S. M. le roi de Prusse concernant l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration envèrs les états de la confédération germanique b. 83

Mai. Convention entre la Prusse et le royaume des Deux-Siciles, concernant l'abolition réciproque du droit de retraite et de l'impôt d'émigration a. 178

Mai. Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration entre le royaume des Pays-Bas et la Hesse grand-ducale b. 85

1819 19 Mai. Déclaration concernant l'abolition du droit d'aubaine entre le royaume des Deux-Siciles et la Hesse grand-ducale Pag. b. 86

25 Mai. Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction entre la Suède et la Norvège et la Hesse électorale b. 87

29 Mai. Convention entre les Deux-Siciles et la Sardaigne, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs a. 398

2 Juin. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs les sujets du royaume de Suède et de Norvège a. 432

5 Juin. Convention entre la Prusse et la Hesse électorale, concernant le transport des prisonniers militaires b. 88

17 Juin. Convention entre la Prusse et le grand-duché de Bâde, pour l'extradition réciproque des déserteurs a. 305

29 Juin. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs les sujets du roi de Portugal a. 433

1 Juill. Cartel concernant l'extradition réciproque des déserteurs, conclu entre la Hesse électorale et le duché de Brunsvic b. 89

6 Juill. Convention entre les Deux-Siciles et le Saint-Siège a. 402

14 Juill. Loi françoise, sur la succession des étrangers en France a. 405

15 Juill. Cartel concernant l'extradition réciproque des déserteurs, conclu entre la Hesse électorale et la principauté de Schaumbourg-Lippe b. 97

25 Juill. Déclaration concernant l'abolition réciproque du droit de détraction, de la gabelle héréditaire et d'émigration entre le royaume des Deux-Siciles et le royaume de Wurtemberg b. 100

27 Juill. Convention entre le grand-duché de Bâde et le canton d'Argovie, conc. l'extradition réciproque des fondations pieuses b. 101

27 Juill. Traité entre le grand-duché de Bâde et le canton d'Argovie, conc. l'arrangement de différentes réclamations Pag. b. 105 — 1819

$\frac{7}{19}$ Août. Convention entre la Hesse électorale et la principauté de Schaumbourg-Lippe, concernant l'extradition réciproque des criminels et la suppression des fraix de justice en matières criminelles b. 110

10 Août. Arrangement concerté entre la Prusse et la Saxe royale concernant les passeports de leurs sujets respectifs b. 115

17 Août. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs les sujets du grand-duc de Saxe-Weimar a. 435

17 Août. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs les sujets du duc d'Anhalt-Bernbourg a. 436

17 Août. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs la ville de Francfort a. 437

28 Août. Convention principale conclue entre la Prusse et la Saxe royale, en exécution du traité de paix entre les deux puissances fait à Vienne le 18 Mai 1815 b. 117

2 Sept. Publication de la chancellerie royale de Stockholm, conc. l'abolition du droit de détraction entre la Suède et la Norvège d'un coté et plusieurs états Européens de l'autre b. 219

23 Sept. Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine entre la Prusse et la principauté de Hohenzollern-Hechingen b. 68

28 Sept. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs les sujets du grand-duc de Mecklenbourg-Schwerin a. 438

30 Sept. Déclaration concernant le for légal dans les actions de provocation pour les sujets Saxons et Prussiens b. 220

1819 25 Oct. Convention entre la Prusse et la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen, concernant les douanes et les droits de consomption a. 406

27 Oct. Convention entre la Prusse et le grand-duché de Bâde, pour faciliter les réquisitions, les citations et les insinuations judiciaires b. 221

16 Nov. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs les sujets du roi d'Hanovre a. 439

18 Nov. Déclaration concernant une convention entre la Bavière et le duché de Saxe-Meiningen, pour la réception réciproque des vagabonds b. 223

25 Nov. Déclaration concernant l'abolition de la gabelle d'émigration entre la Bavière et les Deux-Siciles b. 224

7 Déc. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs les sujets du duc de Saxe-Cobourg a. 441

17 Déc. Acte de réunion des états de Venezuela et de la Nouvelle Grenade a. 411

1820

1820 1 Janv. Convention conclue entre les royaumes des Pays-Bas et de Sardaigne, à l'égard d'une abolition réciproque du droit d'aubaine b. 225

11 Janv. Articles supplémentaires à la déclaration qui établit l'abolition réciproque des droits de détraction entre les royaumes des Deux-Siciles et de Wurtemberg b. 226

5 Févr. Convention entre la Prusse et la Saxe royale, pour l'extradition réciproque des déserteurs et des vagabonds a. 315

2 Févr. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs les sujets du grand-duc de Mecklenbourg-Strelitz a. 442

18 Févr. Convention entre la Prusse et la Sardaigne, relative à l'abolition réciproque

	du droit de détraction et de l'impôt d'émigration Pag. a. 448	1820
22 Févr.	Convention entre la Hesse électorale et la principauté de de Lippe-Detmold, concernant l'extradition réciproque des criminels et la suppression des fraix de justice en matières criminelles b. 227	
2 Mars.	Patente de S. M. l'empereur d'Autriche relative à la franchise de tout droit de détraction accordée aux sujets des états de la confédération germanique a. 450	
25 Mars.	Rapport du ministre des cultes et de l'instruction publique de la Russie, pour le renvoi définitif des Jesuites hors des frontières de l'empire a. 461	
25 Mars.	Convention entre la Prusse et la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen, concernant la suppression des fraix de justice en matières criminelles b. 228	
27 Mars.	Déclaration concernant l'abolition du droit d'aubaine entre les Deux-Siciles et la Bavière a. 443	
28 Mars.	Réglement concernant une convention entre la Saxe royale et la Bohème pour la réception réciproque des vagabonds b. 230	
Mars. Avril.	Décret et proclamation du roi d'Espagne pour l'acceptation de la constitution promulguée par les cortès généraux et extraordinaires en 1812 a. 454	
2 Avril.	Convention conclue entre la régence d'Oldenbourg et de Lubek et le tribunal de Gluckstadt, concernant l'extradition réciproque des criminels et la suppression des fraix de justice en matières criminelles b. 231	
19 Avril / 1 Mai	Circulaire du cabinet Russe aux cours de France, de Prusse, d'Angleterre et d'Autriche, conc. les affaires d'Espagne b. 237	
20 Avril / 1 Mai	Note du ministère impérial Russe à l'envoyé d'Espagne, concern. les événemens survenus dans ce royaume b. 242	

1820 22 Avril. Convention provisoire entre l'Hanovre et l'Oldenbourg, concernant l'art. 19 du traité du 4ème Février 1817 Pag. b. 244

27 Avril. Ordonnance du gouvernement royal Saxon concernant le droit de détraction envèrs le royaume de Pologne b. 246

3 Mai. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs les sujets du roi de Suède et de Norvège a. 444

5 Mai. Convention entre le royaume des Deux-Siciles et le grand-duché de Hesse, concernant l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration b. 347

15 Mai. Déclaration concernant l'abolition du droit d'aubaine entre les Deux-Siciles et le grand-duché de Hesse a. 445

15 Mai. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs les sujets du grand-duc de Bâde a. 447

15 Mai. Acte final des conférences ministerielles tenues à Vienne, pour compléter et consolider l'organisation de la confédération germanique a. 467

15 Juin. Convention entre la Bavière et la Saxe roy., pour l'extradition réciproque des vagabonds et des malfaiteurs a. 511

24 Juin. 7 Juill. Déclarations de la Saxe royale et de la confédération suisse concernant l'abolition du droit de détraction a. 555

Actes relatifs aux affaires du royaume des Deux-Siciles;

6 Juill. a. Proclamation du roi des Deux-Siciles à la nation Sicilienne pour l'acceptation d'un gouvernement constitutionnel a. 562

6 Juill. b. Acte de cession du roi au duc de Calabre a. 562

7 Juill. c. Proclamation du roi a. 564

7 Juill. d. Décret rendu par le duc de Calabre pour l'acceptation de la constitution espagnole a. 564

5 Juill. e. Note confidentielle remise par les ministres d'Autriche aux différentes cours d'Allemagne au sujet des événemens de Naples 1820 Pag. a. 565

1 Oct. f. Note du ministre des affaires étrangères de Naples, envoyée au nom du roi des Deux-Siciles à toutes les cours de l'Europe a. 568

4 Oct. g. Rapport du secrétaire d'état, ministre des affaires étrangères du royaume des Deux-Siciles, fait au parlement national a. 576

0 Nov. h. Lettre autographe de l'empereur d'Autriche au roi des Deux-Siciles a. 585

3 Déc. i. Lettre autographe du roi de France au roi des Deux-Siciles a. 587

7 Déc. k. Message du roi des Deux-Siciles au parlement national a. 589

8 Déc. l. Dépêche circulaire des cours d'Autriche, de Russie et de Prusse à leurs ministres et chargés d'affaires près les cours d'Allemagne et du nord a. 592

1 Déc. m. Lettre du roi de Naples, en réponse à celle de l'empereur d'Autriche a. 588

6 Juill. Convention entre le royaume de Wurtemberg et la principauté de Hohenzollern-Sigmaringen b. 248

7 Juill. Convention entre la Saxe royale et le duché de Saxe-Cobourg, concernant l'extradition réciproque des déserteurs b. 249

3 Août. Résolutions de la diète de la confédération germanique sur la proposition du ministre président et d'après les conférences ministerielles de Vienne, pour l'établissement du tribunal austrégal a. 516

9 Août. Convention entre la France et la Sardaigne pour l'extradition réciproque des déserteurs a. 532

4 Août. Convention entre la Saxe royale et le duché de Saxe-Gotha, concernant l'extradition des conscrits refractaires b. 249

1820 12 Sept. Convention entre le Wurtemberg et le grand-duché de Bâde, conc. la juridiction civile à Widdern Pag. b. 250

28 Sept. Convention entre la Prusse et la Hesse électorale concernant la réception réciproque des vagabonds b. 254

25 Nov. Traité d'armistice conclu entre les chefs de l'armée espagnole et ceux de l'armée républicaine de Colombie, signé à Truxillo a. 535

26 Nov. Convention conclue entre le général espagnol Morillo et le général républicain Bolivar, sur la manière de se faire la guerre a. 540

24 Déc. Convention entre le grand-duché de Bâde et la confédération Suisse, au sujet de la principauté de Nellenbourg a. 543

25 Déc. Convention entre la Prusse et le Danemarc pour l'extradition réciproque des déserteurs a. 547

1821

1821 2 Janv. Convention conclue entre la Saxe roy. et la ligne cadette de Reufs-Plauen, pour la réception réciproque des vagabonds b. 255

$\frac{17}{5}$ Janv. Convention entre la Suède et la Norvège d'une part et la Russie de l'autre, pour fixer les principes, d'après lesquels se feront réciproquement les échanges des propriétés particulières, situées des deux cotés de la frontière, et pour déterminer la compétence des tribunaux respectifs en matières criminelles entre les sujets des deux puissances habitans près de la frontière b. 256

Actes relatifs aux affaires du royaume des Deux-Siciles

19 Janv. n. Dépêche circulaire adressée aux ministres de S. M. Britannique près les cours étrangères a. 595

8 Janv. o. Lettre du roi des Deux-Siciles à son fils le prince régent Pag. a. 609 1821

1 Janv. p. Dépêche adressée par Mr. le comte de Nesselrode, ministre des affaires étrangères de S. M. l'empereur de toutes les Russies, à Mr. le comte de Stackelberg, env. extr. et min. plén. de la cour de St. Petersbourg, près celle de Naples a. 599

1 Janv. q. Seconde dépêche envoyée par Mr. le comte de Nesselrode etc. à Mr. le comte de Stackelberg etc. a. 607

3 Févr. r. Déclaration publiée à Vienne, lorsque l'armée autrichienne reçut l'ordre de passer le Pô et de se porter vérs les frontières napolitaines a. 611

5 Févr. s. Rapport fait par le duc de Gallo, ministre des affaires étrangères du roi des Deux-Siciles au prince régent a. 620

7 Févr. t. Manifeste du gouvernement napolitain a. 624

9 Févr. u. Proclamation du roi des Deux-Siciles a. 630

10 Mars. v. Convention pour la suspension des hostilités entre l'armée autrichienne et l'armée napolitaine, signée devant Capoue a. 632

Mars. w. Convention pour l'occupation de la ville de Naples et de ses forts par les troupes autrichiennes et pour l'évacuation des fortresses de Gaëte et de Pescara; signée à Aversa a. 633

Mai. x. Dépêche circulaire adressée de Laybach aux légations de S. M. l'empereur de toutes les Russies dans l'étranger a. 934

Mai. y. Déclaration publiée au nom des cours d'Autriche, de Prusse et de Russie, lors de la clôture du congrès de Laybach a. 638

Mai. z. Dépêche circulaire adressée avec la déclaration de Laybach aux ministres des trois puissances près les cours étrangères a. 641

1821 9 Févr. Convention entre la Saxe royale et le grand-duché de de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant l'extradition réciproque des déserteurs Pag: b. 275

19 Févr. Ordonnance du gouvernement royal Saxon concernant la convention conclue entre la Saxe royale et les princes de Reuſs de la ligne ainée et de la ligne cadette, pour l'extradition réciproque des déserteurs b. 277

20 Févr. / 8 Mars. Convention entre le royaume des Pays-Bas et la Hesse électorale, concernant l'abolition réciproque du droit de détraction et de l'impôt d'émigration b. 278

24 Févr. Publication concernant l'extension de plusieurs traités conclus avec la Suisse sur plusieurs cantons et sur toute l'étendue du grand-duché de Bâde b. 280

3 Mars. Articles du traité d'alliance, conclu entre la France et la confédération Suisse du 27 Septembre 1803, qui, en suite de la proposition faite par S. E. le ministre plénipotentiaire de France en Suisse le 16 Octobre 1820, et de la déclaration donnée par le directoire fédéral au nom des états de la Suisse le 3 Mars 1821, sont maintenus provisoirement (non obstant l'expiration dudit traité) jusqu'à l'époque de la conclusion d'une nouvelle convention entre les deux états b. 284

Actes relatifs aux affaires du royaume de Sardaigne.

12 Mars. a. Proclamation du roi de Sardaigne, au sujet des premiers événemens de la révolution de Turin a. 650

13 Mars. b. Acte d'abdication du roi de Sardaigne, Victor Emanuel a. 652

13 Mars. c. Proclamation du prince de Carignan, régent a. 653

13 Mars. d. Résolution du prince régent et du corps de la ville de Turin pour la publication de la constitution espagnole a. 654

15 Mars. Convention entre la Prusse et la Saxe royale, concernant les déclarations de majorité des mineurs possessionés en même tems dans le royaume et dans le duché de Saxe Pag. b. 285 1821

16 Mars. e. Déclaration de S. A. R. Charles Felix, duc de Génevois, sur la révolution de Turin a. 656

1 Avr. f. Acte confirmatif de l'abdication de S. M. Victor-Emanuel a. 657

24 Juill. g. Convention conclue entre les plénipotentiaires de LL. MM. l'empereur d'Autriche, le roi de Prusse et l'empereur de Russie d'une part et S. M. le roi de Sardaigne d'autre part, pour l'occupation d'une ligne militaire dans les états de S. M. Sarde a. 658

5 Avr. Convention entre la Prusse et la ligne cadette des princes de Reuss-Plauen, concernant la réception réciproque des vagabonds b. 286

27 Avr. Convention entre la Bavière et la ligne cadette de Reuss-Plauen, concernant la réception réciproque des vagabonds b. 288

9. 12 Loi organique de la confédération germanique pour sa constitution militaire, adoptée dans la 15ème et 17ème séance plenière de la diète a. 677

7 Mai. Traité entre la Bavière et le Wurtemberg, concernant les rapports de juridiction b. 289

23 Mai. Armistice entre D. Jose de Lacerna et le général D. Jose de San Martin, conclu à Punchanca b. 301

25 Mai. Convention entre la république de Colombie et la province de Guayaquil b. 298

2 Juin. Convention entre la Saxe royale et la ligne ainée de Reuss-Plauen, conc. la réception réciproque des vagabonds b. 303

3 Juin. Déclaration concernant les mesures concertées entre la Prusse et la Hesse élect.,

1821 pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes Pag. b. 304

5 Juin. Cartel entre la Hesse électorale et le grand-duché de Saxe-Weimar, conc. l'extradition réciproque des déserteurs b. 306

23 Juin. Acte pour la libre navigation de l'Elbe, signé à Dresde par les plénipotentiaires d'Autriche, de Prusse, de Saxe, d'Hanovre, de Danemarc, de Mecklenbourg-Schwerin, d'Anhalt-Bernbourg, d'Anhalt-Köthen, d'Anhalt-Dessau et de la ville libre de Hambourg a. 714

9 Juill. Convention entre la Prusse et la ligne ainée des princes de Reuss-Plauen, concernant la réception réciproque des vagabonds b. 313

10 Juill. Procès verbal signé par le commissaire de la part des Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et le commissaire de la part de Sa Majesté Catholique, concernant la remise de la province de la Floride orientale aux Etats-Unis b. 315

16 Juillet 23 Août. Bulle concernant la circonscription des diocèses dans le royaume de Prusse, donnée le 16 Juillet 1821 et ratifiée par S. M. le roi de Prusse le 23 Août de la même année b. 320

17 Juill. Procès verbal signé par le commissaire de la part des Etats-Unis et par le commissaire de la part de Sa Majesté Catholique, concernant la remise de la province de la Floride occidentale aux Etats-Unis b. 317

16 Août. Déclarations de l'Autriche et de la confédération Suisse, concernant l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration a. 559

20 Août. Proclamation du président des Etats-Unis de l'Amérique septentrionale, concernant la réciprocité à observer dans le commerce entre les Etats-Unis et le royaume de Norvège b. 347

24 Août. Traité de pacification entre D. Juan Odonoju et D. Aug. Iturvide, conclu à Cordova b. 349

Août. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Ottawas, Chippewas et Pattiwatimas Pag. b. 351 1824

Août. Déclarations de la Bavière et de la confédération suisse, concernant l'abolition
Nov. du droit de détraction et de la gabelle d'émigration a. 560

Août. Déclarations du Wurtemberg et de la
Nov. confédération suisse, concernant l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration a. 561

Août. Circulaire du ministère des relations extérieures de la Grande-Brétagne au corps diplomatique à Londres, concernant les marchandises importées par les légations b. 356

Sept. Ukase de S. M. l'empereur de toutes les Russies qui interdit tout commerce aux nations étrangères avec les îles Aleutiennes et détermine les limites maritimes de l'Amérique Russe b. 358

Oct. Convention entre la France et le royaume des Pays-Bas, conc. l'extradition réciproque des déserteurs b. 360

Oct.
Nov. Convention entre la Prusse et le duché de Nassau pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes b. 364

Oct. aa. Convention pour l'occupation militaire des Deux-Siciles par les troupes autrichiennes, conclue entre les plenipotentiaires de LL. MM. l'empereur d'Autriche, le roi de Prusse et l'empereur de Russie d'une part, et de S. M. le roi de Naples d'autre part a. 647

Nov. Convention entre la Saxe royale et le grand-duché de Saxe-Weimar, conc. la réception réciproque des vagabonds b. 366

Nov. Publication concernant l'extension ultérieure de quelques traités conclus avec la Suisse sur plusieurs cantons et sur toute l'étendue du grand duché de Bâde b. 372

Nov. Déclaration concernant les mesures concertées entre la Prusse et l'Hanovre, pour

1821 empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes Pag. b. 373

22 Nov. Proclamation du président des Etats-Unis de l'Amérique septentrionale, concernant la réciprocité à observer dans le commerce entre les Etats-Unis et le duché d'Oldenbourg b. 375

4 Déc. Déclaration concernant les mesures concertées entre la Prusse et le duché de Saxe-Cobourg, pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes b. 376

7 Déc. Convention entre la Bavière et la ligne ainée de Reuſs, concernant la réception réciproque des vagabonds b. 378

8 Déc. Déclaration concernant les mesures concertées entre la Prusse et le duché d'Oldenbourg, pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes b. 379

11. 28 Déc. Traité entre S. M. l'archiduchesse Marie Louise d'Autriche, duchesse de Parme, Plaisance et Guastalle et la confédération suisse, concernant l'abolition de l'impôt d'émigration et du droit de détraction b. 382

17 Déc. Convention entre la Saxe royale et le duché de Saxe-Gotha, conc. la réception réciproque des vagabonds b. 390

1822 14 Déc. Convention conclue à Verone entre les plénipotentiaires de L. L. M M. l'empereur d'Autriche, le roi de Prusse et l'empereur de Russie d'une part et de S. M. le roi de Sardaigne d'autre part, pour faire cesser l'occupation temporaire d'une ligne militaire dans les états de S. M. le roi de Sardaigne a. 663

II.

TABLE ALPHABÉTIQUE.

(*La lettre* a *désigne le IXème (Vème) Tome, la lettre* b *ce Volume supplémentaire.*)

Aix-la-Chapelle (Congrès d')

7 Nov. Extrait du protocole de la conférence ministerielle tenue à Aix-la Chapelle. Affaires des médiatisés Pag. a. 287 — 1818

Alger.

3 Avril. Traité de paix avec les Deux-Siciles a. 90 — 1816

22. 23 Déc. Traité de paix et d'amitié avec les Etats-Unis d'Amérique b. 6

Allemagne (Confédération germanique).

11 Mai. Ordonnance de S. M. le roi de Prusse conc. l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration envèrs les états de la confédération germanique b. 83 — 1819

15 Mai. Acte final, pour compléter et consolider l'organisation de la confédération germanique a. 467 — 1820

3 Août. Résolutions de la diète de Francfort, pour l'établissement du tribunal austrégal a. 516

9. 12 Avril. Loi organique pour la constitution militaire de la conf. germ. a. 677 — 1821

Amérique (Peuples divèrs).

29 Août. Traité entre les Etats-Unis et les Ottawas, les Chippewas et les Pattiwatimas b. 351 — 1821

Amérique septentrionale (Etats-Unis).

1816 22. 23 Traité de paix et d'amitié avec le dey et la régence d'Alger b. 6

1817 Avril. (1818 28 Avr.) Arrangement avec la Grande-Bretagne conc. le nombre des bâtimens armés à entretenir sur les lacs b. 395

24 Nov. Décision des commissaires nommés par la Gr. Brétagne et les Etats-Unis conformément au 4ème article du traité de Gand b. 397

24 Nov. Déclaration des commissaires nommés par la Gr. Brétagne et les Etats-Unis conformément au 4ème article du traité de Gand b. 399

1818 9 Juill. (1802 11 Août.) Convention avec l'Espagne conc. l'indemnisation de ceux qui etc. ont souffert des pertes et des dommages pendant la dernière guerre b. 400

20 Oct. Convention avec la Grande-Bretagne, conc. la pêche, les limites etc. b. 406

1819 22 Févr. Traité d'amitié, d'accord et et de limites avec l'Espagne a. 328

1821 10 Juill. Procès verbal conc. la remise de la Floride orientale aux Etats-Unis b. 315

17 Juill. Procès verbal conc. la rémise de la Floride occidentale aux Etats-Unis b. 317

20 Août. Proclamation du président des Etats-Unis conc. la réciprocité à observer dans le commerce avec la Norvège b. 347

29 Août. Traité avec les Ottawas, les Chippewas et les Pattiwatimas b. 351

22 Nov. Proclamation du président des Etats-Unis conc. la réciprocité dans le commerce avec le duché d'Oldenbourg b. 375

Angleterre voyez *Grande-Brétagne.*

Anhalt-Bernbourg.

1812 16 Juill. Erklärung die Freizügigkeit mit Nassau betreffend a. 66

1818 12 Nov. Durchmarsch- und Etappen-Convention mit Preußen a. 220

17 Août. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine Pag. a. 436 1819
23 Juin. Acte pour la libre navigation de l'Elbe a. 714 1821

Anhalt-Cöthen.

12 Nov. Durchmarsch- und Etappen-Convention mit Preufsen a. 233 1818
23 Juin. Acte pour la libre navigation de l'Elbe a. 714 1821

Anhalt-Dessau.

12 Nov. Durchmarsch- und Etappen-Convention mit Preufsen a. 246 1818
8 Mars. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine a. 418 1819
23 Juin. Acte pour la libre navigation de l'Elbe a. 714 1821

Autriche.

1 Juill. Erklärung die Freizügigkeit mit dem Herzogthum Nassau betreffend a. 64 1812

Actes relatifs au traité de paix, conclu entre la cour d'Autriche et celle de Naples au mois de Janvier 1814.

8 Janv. a. Acte séparé a. 32 1814
b. Article des instructions de S. M. l'empereur d'Autriche, communiqué par Mr. le comte de Neipperg à Mr. le duc de Gallo a. 33

Actes par lesquels l'administration des états de Parme, de Plaisance et de Guastalle est provisoirement cédée à S. M. l'empereur d'Autriche. 1815

31 Mars. a. Bekanntmachung Ihro Majestät, der Kaiserin Maria Louise u. s. w. dafs sie die provisorische Verwaltung Ihrer Staaten von Parma, Piacenza und Guastalla Sr. Majestät dem Kaiser von Oesterreich übergeben habe a. 39
2 Avr. b. Bekanntmachung Sr. Majestät des Kaisers von Oesterreich, dafs Er die provisorische Verwaltung der Staaten von Parma, Piacenza und Guastalla, in eignem Namen übernommen habe a. 40

1815 7 Avr. Patente concernant la formation du royaume Lombardo-Vénitien et sa réunion à l'empire Pag. a. 56
1816 28 Sept. Erklärung die Freizügigkeit mit Nassau betreffend a. 72
1817 24 Mai. Convention avec la Bavière a. 146
1818 8 Août. Convention avec la Prusse pour l'extradition réciproque des déserteurs a. 301
1819 6 Mai. Convention de cartel avec le duché de Modène a. 391
26 Févr. Déclarations relatives à l'abolition du droit d'aubaine envèrs les Deux-Siciles a. 415
1820 2 Mars. Patente relative à la franchise du droit de détraction accordée aux états de la confédération germanique a. 450
28 Mars. Réglement conc. une convention entre la Saxe roy. et la Bohème pour la réception réciproque des vagabonds b. 230
25 Juill. Note confid. remise aux différentes cours d'Allemagne au sujet des affaires de Naples a. 565
20 Nov. Lettre autogr. de l'empereur au roi des Deux-Siciles a. 575
8 Déc. Dépêche circulaire aux ministres et chargés d'aff. près les cours d'Allemagne et du Nord a. 592
1821 13 Févr. Déclarat. publiée à Vienne lorsque l'armée autrichienne reçut l'ordre de se porter vèrs Naples a. 611
20 Mars. Convent. avec l'armée napolitaine signée devant Capoue a. 632
23 Mars. Convent. pour l'occupation de la ville de Naples etc. signée à Aversa a. 633
12 Mai. Déclaration lors de la clôture du congrès de Laybach a. 638
12 Mai. Dépêche circulaire adressée aux ministres près les cours étrangères a. 641
23 Juin. Acte pour la libre navigation de l'Elbe a. 714
24 Juill. Convention avec la Sardaigne pour l'occupation d'une ligne militaire dans le Piémont a. 658

Août. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction et d'émigration envers la Suisse a. 559 — 1821

Oct. Convention avec les Deux-Siciles pour l'occupation militaire de ce royaume a. 647

Déc. Convention avec la Sardaigne pour faire cesser l'occupation d'une ligne militaire dans le Piémont a. 663 — 1822

Bade.

Déc. Traité avec le Wurtemberg concernant des cessions et d'autres arrangemens territoriaux a. 1 — 1808

Oct. Convention avec la Bavière pour l'extradition récipr. des déserteurs a. 126 — 1816

Juin. Convention avec la Prusse pour l'extradition réciproque des déserteurs a. 305 — 1819

Juill. Convention avec le canton d'Argovie conc. l'extradition réciproque des fondations pieuses b. 101

Juill. Traité avec le canton d'Argovie conc. l'arrangement des diff. réclamations b. 105

Oct. Convention avec la Prusse pour faciliter les réquisitions, les citations et les insinuations judiciaires b. 221

Mai. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine a. 447 — 1820

Sept. Convention avec le Wurtemberg, conc. la juridiction civile à Widdern b. 250

Déc. Convention avec la Suisse au sujet de la princip. de Nellenbourg a. 543

Févr. Publication conc. l'extension de plusieurs traités conclus avec la Suisse etc. b. 280 — 1821

Nov. Publication conc. l'extension ultérieure de quelques traités conclus avec la Suisse etc. b. 372

Bavière.

Mai. Freizügigkeitsconvention mit dem Grofsherzogthume Hessen a. 77 — 1808

Mai. Freizügigkeitsvertrag mit dem Herzogthume Sachsen-Hildburghausen a. 79 — 1808

1809 9 Juill. Nassauische Erklärung den mit Baiern abgeschlossenen Freizügigkeitsvertrag betreffend Pag. a. 62
27 Juill. Erklärung die allgemeine Freizügigkeit mit den Nassauischen Staaten betreffend a. 8[illegible]
9 Dec. Freizügigkeitsvertrag mit Sachsen-Meiningen a. 81
1810 28 Févr. Traité avec la France pour l'exécution du traité de Vienne du 14 Oct. 1809 a. 16
1811 21 Févr. Erklärung der Freizügigkeit mit dem Grofsherzogthum Würzburg a. 82
30 Mars. Convention avec la Saxe royale pour l'extradition réciproque des déserteurs a. 24
11 Mai. Erklärung der Freizügigkeit mit dem Königreiche Westphalen a. 82
26 Juin. Erklärung den Freizügigkeitsvertrag mit Preufsen betreffend a. 83
1812 27 Avril. Erklärung die Erneuerung des Freizügigkeitsvertrags mit Sachsen-Coburg betreffend a. 86
19 Déc. Freizügigkeitsvertrag mit Sachsen-Gotha und Altenburg a. 87
1813 28 Mars. Erklärung die Freizügigkeit mit den Fürstl. Isenburgischen Landen betreffend a. 87
1815 6 Juill. Convention entre la Hesse électorale pour l'extradition réciproque des déserteurs a. 48
1816 7 Avr. Erklärung die Freizügigkeit mit Sachsen-Weimar betreffend a. 86
23 Juill. Erklärung die Erneuerung des Freizügigkeits-Vertrags mit dem Grofsherzogthume Hessen betreffend a. 88
19 Oct. Convention avec le Bâde pour l'extradition récipr. des déserteurs a. 126
1817 14 Janv. Freizügigkeitsvertrag mit Kurhessen a. 89
24 Mai. Convention avec l'Autriche a. 146
15 Nov. Patente établissant l'état politique de S. A. R. le prince de Leuchtenberg, en sa qualité de prince de Eichstädt a. 155
16 Déc. Convention avec la Prusse pour l'extradition réciproque des déserteurs a. 293
1818 21 Mai. Convention avec la Bavière pour l'extradition réciproque des vagabonds a. 309

6 Avr. Déclaration conc. l'émigration des sujets respectifs entre la Bavière et le duché de Saxe-Hildbourghausen Pag. b. 79 — 1819

18 Nov. Déclaration conc. une convention avec le duché de Saxe-Meiningen, pour la réception réciproque des vagabonds b. 223

25 Nov. Déclaration conc. l'abolition de la gabelle d'émigration envèrs les Deux-Siciles b. 224

27 Mars. Déclaration conc. l'abolition du droit d'aubaine envèrs les Deux-Siciles a. 443 — 1820

15 Juin. Convention avec la Saxe, pour l'extradition réciproque des vagabonds et des malfaiteurs a. 511

27 Avr. Convention avec la ligne cadette de Reuſs-Plauen conc. la réception réciproque des vagabonds b. 288 — 1821

7 Mai. Traité avec le Wurtemberg conc. les rapports de jurisdiction b. 289

19 Août. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction et d'émigration envèrs la Suisse a. 560

7 Déc. Convent. avec la ligne ainée de Reuſs, conc. la réception réciproque des vagabonds b. 378

Bremen (Ville libre de)

28 Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine a. 425 — 1819

Brunsvic.

23 Déc. Durchmarsch- und Etappen-Convention mit Preuſsen a. 210 — 1817

15 Déc. Erklärung wegen der mit Preuſsen verabredeten Freizügigkeit in Betreff der zum deutschen Bunde nicht gehörigen Preuſsischen Provinzen a. 168 — 1818

23 Févr. Convention avec la Prusse pour l'extradition réciproque des déserteurs a. 304 — 1819

5 Avr. Cartel avec l'Hanovre conc. l'extradition réciproque des déserteurs b. 71

1 Juill. Cartel avec la Hesse élect. conc. l'extradition réciproque des déserteurs b. 89

Buenos Ayres (Provinces unies de Rio de la Plata

1819 5 Févr. Traité avec l'état de Chili Pag. a. 32

Chili.

1819 5 Févr. Traité avec l'état de Buenos Ayres a. 32

Colombie.

1819 17 Déc. Acte de réunion des états de Venezuela et de la Nouvelle Grenade a. 41
1820 25 Nov. Traité d'armistice, signé à Truxillo a. 53
26 Nov. Convention entre Morillo et Bolivar sur la manière de se faire la guerre a. 54
1821 25 Mai. Convention avec le province de Guayaquil b. 301

Confédération germanique voyez *Allemagne.*

Dannemarc.

1820 25 Déc. Convention avec la Prusse pour l'extradition réciproque des déserteurs a. 547
1821 23 Juin. Acte pour la libre navigation de l'Elbe a. 714

Deux-Siciles.

1808 Actes relatifs à l'avenement de Joachim Murat au trône de Naples.
15 Juill. a. Décret de l'empereur des François par lequel il nomme Jochim Murat, roi de Naples a. 12
20 Juill. b. Proclamation de Joachim Murat à son avenement au trône a. 14
c. Décret du roi Joachim Murat, qui désigne son titre a. 15
1814 Actes relatifs au traité de paix conclu entre la cour d'Autriche et celle de Naples au mois de Janvier 1814.
8 Janv. a. Acte séparé
b. Articles des instructions de S. M. l'empereur d'Autriche, communiqué par Mr. le comte de Neipperg à Mr. le duc de Gallo a. 33
3 Févr. Convention conclue entre le duc de Gallo et lord William Bentink a. 31
1815 13 Mai. Convention conclue au nom de la reine régente avec le commodore Campbell a. 45

3 Avr.	Traité de paix avec le dey d'Alger	Pag.	a. 90	1816
17 Avr.	Traité de paix avec le bey de Tunis		a. 98	
29 Avr.	Traité de paix avec le bey de Tripoli		a. 106	
26 Sept.	Convention avec la Grande-Brétagne		a. 116	
15 Août.	Convention avec l'Espagne		a. 133	1817
17 Janv.	Loi, relative à la naturalisation des étrangers		a. 174	1818
16 Févr.	Concordat avec le Saint-Siège		b. 43	
16 Mai.	Convention avec la Prusse, conc. l'abolition réciproque du droit de retraite et de l'impôt d'émigration		a. 178	
30 Juill.	Loi de navigation		a. 185	
29 Juill.	Convention avec le Saint-Siège conc. l'extradition réciproque des brigands et des malfaiteurs		a. 281	
8 Août.	Déclaration conc. l'abolition du droit d'aubaine entre les Deux-Siciles et les Pays-Bas		a. 286	
6 Nov.	Déclaration conc. l'abol. du droit d'aubaine envèrs le Wurtemberg		b. 41	
22 Févr.	Décret relatif à la franchise accordée aux membres du corps diplomatique		a. 346	1819
26 Févr.	Décret concernant l'abolition du droit d'aubaine envèrs l'Autriche		a. 415	
8 Mars.	Décret relatif à l'abolit. du droit d'aub. envèrs le duché d'Anhalt-Dessau		a. 418	
8 Mars.	Décret relatif à l'abolit. du droit d'aub. envèrs le duché de Saxe-Meiningen		a. 419	
8 Mars.	Décret relatif à l'abolit. du droit d'aub. envèrs le duché de Saxe-Hildbourghausen		a. 420	
15 Mars.	Loi concernant l'abolit. du droit d'aubaine envèrs les Pays-Bas		a. 422	
23 Mars.	Décret concernant la franchise des ports de Palerme et de Messine		a. 350	
26 Mars.	Décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs l'état de Parme		a. 423	
26 Mars.	Décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs la ville de Hambourg		a. 424	
29 Mars.	Publication conc. l'abolition du droit d'aubaine envèrs l'Oldenbourg		b. 69	

1819 28 Avr. Décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs la ville de Bremen Pag. a. 425
28 Avr. Decret relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs la ville de Lubeck a. 426
28 Avr. Décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs la Grande-Brétagne a. 427
3 Mai. Décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs la Hesse électorale a. 429
3 Mai. Décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs la Toscane a. 431
19 Mai. Déclaration concern. l'abolition du droit d'aub. envèrs la Hesse grand-ducale b. 86
29 Mai. Convention avec la Sardaigne, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs a. 398
2 Juin. Décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs la Suède et la Norvège a. 432
29 Juin. Décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs le Portugal a. 433
6 Juill. Convention avec le Saint-Siège a. 402
25 Juill. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction, de la gabelle héréditaire et d'émigration envèrs le Wurtemberg b. 100
17 Août. Décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs le grand-duché de Saxe-Weimar a. 435
17 Août. Décret relatif à l'abol. du droit d'aub. envèrs le duché d'Anhalt-Bernbourg a. 436
17 Août. Décret relatif à l'abol. du droit d'aub. envèrs la ville de Francfort a. 437
28 Sept. Décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin a. 438
16 Nov. Décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs l'Hanovre a. 439
25 Nov. Déclaration conc. l'abolition de la gabelle d'émigration envèrs la Bavière b. 224
7 Déc. Décret relatif à l'abol. du droit d'aub. envèrs le duché de Saxe-Cobourg a. 441
1820 11 Janv. Articles supplém. conc. l'abol. des droits de détraction envèrs le Wurtemberg b. 226

2 Févr. Décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs le grand-duché de Mecklenbourg-Strelitz 1820 Pag. a. 142

27 Mars. Déclaration conc. l'abol. du droit d'aubaine envèrs la Bavière a. 443

3 Mai. Décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs la Suède et la Norvège a. 444

5 Mai. Convention avec le grand-duché de Hesse conc. l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration b. 247.

15 Mai. Déclaration conc. l'abol. du droit d'aub. envèrs le gr. duché de Hesse a. 445.

15 Mai. Décret rélatif à l'abol. du droit d'aubaine envèrs le gr. duché de Bâde a. 447

Actes relatifs aux affaires du royaume des Deux-Siciles.

6 Juill. a. Proclamation du roi pour l'acceptation d'un gouvernement constitutionnel, a. 562

6 Juill. b. Acte de cession du roi au duc de Calabre a. 563

7 Juill. c. Proclamation du roi a. 563

7 Juill. d. Décret du duc de Calabre pour l'acceptation de la constitution espagnole a. 564

25 Juill. e. Note confid. remise par les ministres d'Autriche aux diff. cours d'Allemagne au sujet des événemens de Naples a. 565

1 Oct. f. Note du ministre des aff. étr. de Naples envoyée toutes les cours de l'Europe a. 568

4 Oct. g. Rapport du min. des aff. étr. fait au parlement national a. 576

20 Nov. h. Lettre autographe de l'empereur d'Autriche au roi des Deux-Siciles a. 585

3 Déc. i. Lettre autographe du roi de France au roi des Deux-Siciles a. 587

11 Déc. k. Lettre du roi en réponse à celle de l'empereur d'Autriche a. 588

7 Déc. l. Message du roi au parlement national a. 589

8 Déc. m. Dépêche circulaire des cours d'Autriche, de Russie et de Prusse à leurs ministres près les cours d'Allemagne et du Nord a. 592

1821 19 Janv. n. Dépêche circulaire adressée par le gouvernement anglois aux ministres de S. M. Britannique près les cours étrangères Pag. a. 595
31 Janv. o. Dépêche adressée par Mr. le comte de Nesselrode à Mr. le comte de Stackelberg a. 599
31 Janv. p. Seconde dépêche adressée par Mr. le comte de Nesselrode à Mr. le comte de Stackelberg , a. 607
28 Janv. q. Lettre du roi à son fils le prince régent a. 609
13 Févr. r. Déclarat. publiée à Vienne, lorsque l'armée autrichienne reçut l'ordre de se porter vèrs Naples a. 611
15 Févr. s. Rapport fait par le duc de Gallo au prince régent a. 620
17 Févr. t. Manifeste a. 624
23 Févr. u. Proclamation du roi a. 630
20 Mars. v. Convention avec l'armée autrichienne signée devant Capoue a. 632
23 Mars. w. Convent. pour l'occupation de la ville de Naples etc. signée à Aversa a. 633
10 Mai. x. Dépêche circulaire adressée aux légations de S. M. l'empereur de Russie dans l'étranger a. 634
12 Mai. y. Déclaration publiée au nom des cours d'Autriche, de Prusse et de Russie, lors de la clôture du congrès de Laybach a. 638
12 Mai. z. Dépêche circulaire adressée avec la déclaration de Laybach aux ministres des trois puissances près les cours étrangères a. 641
23 Oct. a a. Convention avec l'Autriche, la Prusse et la Russie pour l'occupation militaire des Deux-Siciles a. 647

Diète germanique voyez *Allemagne.*

Espagne.

1814 5 Juill. Article séparé du traité d'amitié avec la Grande-Bretagne a. 38
1817 11 Août. Acte d'achat d'une escadre russe a. 41

15 Août. Conv. avec les Deux-Siciles Pag. a. 133 1817
9 Juill. Convention avec les Etats-Unis conc. 1818
(1802 l'indemnisation de ceux qui etc. ont
11 Août) souffert des pertes et des dommages pendant la dernière guerre b. 400
22 Févr. Traité d'amitié, d'accord et de limites 1819
avec les Etats-Unis a. 328
Mars. Décret et proclamation du roi pour l'ac- 1820
Avril. ceptation de la constitution promulguée par les cortès en 1812 a. 454
20 Avril / 1 Mai Note du ministère russe à l'envoyé d'Espagne, conc. les événemens survenus dans ce royaume b. 242
25 Nov. Traité d'armistice signé à Truxillo a. 535
26 Nov. Conv. conclue entre Morillo et Bolivar sur la manière de se faire la guerre a. 540
23 Mai. Armistice conclu à Punchanea b. 301 1821
10 Juill. Procès verbal conc. la remise de la Floride orientale aux Etats-Unis b. 315
17 Juill. Procès verbal conc. la remise de la Floride occidentale aux Etats-Unis b. 317
24 Août. Traité de pacification de Cordova b. 349

Etats barbaresques voyez *Alger*, *Tripoli et Tunis.*

Etats-Unis voyez *Amérique septentrionale.*

France.

28 Févr. Traité entre la France et la Bavière pour 1810
l'exécution du traité de Vienne du 14 Oct. 1809 a. 16
18 Avr. Convention militaire entre l'armée an- 1814
gloise et les troupes de la garnison de la ville de Gênes a. 34
17 Juin. Concordat avec le Saint-Siège b. 39 1817
14 Juill. Loi sur la succession des étrangers en 1819
France a. 405
9 Août. Convention avec la Sardaigne pour l'ex- 1820
tradition réciproque des déserteurs a. 532
3 Déc. Lettre autographe du roi au roi des Deux-Siciles a. 587

1821 3 Mars. Arrangement avec la Suisse conc. le renouvellement de plusieurs articles du traité d'alliance du 27 Sept. 1803 Pag. b. 284

2 Oct. Convention avec les Pays-Bas, concern. l'extradition réciproque des déserteurs b. 360

Francfort (Ville libre de)

1817 9 Janv. Erklärung die Freizügigkeit mit Nassau betreffend a. 75

19 Mai. Erklärung die Freizügigkeit mit Nassau betreffend a. 75

1819 17 Août. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine a. 437

Grande-Brétagne.

1814 3 Févr. Convention entre le duc de Gallo et lord William Bentink a. 31

18 Avr. Convention militaire entre l'armée angloise et les troupes de la garnison de la ville de Gênes a. 34

5 Juill. Article séparé du traité d'amitié avec l'Espagne a. 38

1815 13 Mai. Convention conclue entre le commodore Campbell et le prince Cariati au nom de la reine régente de Naples a. 45

1816 26 Sept. Convention avec les Deux-Siciles a. 116

Avril. (1818 28 Avr.) Arrangement avec les Etats-Unis conc. le nombre des bâtimens armés à entretenir sur les lacs b. 395

1817 24 Nov. Décision des commissaires nommés par la Grande-Brétagne et les Etats-Unis conformément au 4ème art. du traité de Gand b. 397

24 Nov. Déclaration des commissaires nommés par la Gr. Brétagne et les Etats-Unis conformément au 4ème art. du traité de Gand b. 399

20 Oct. Convent. avec les Etats-Unis concern. la pêche, les limites etc. b. 406

1819 24 Avr. Acte de ratification de la Porte Ottomane relativement à la cession des îles Jonien-

nes à la Grande-Brétagne et de Parga à la Turquie Pag. a. 387 — 1819
28 Avr. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine a. 437
19 Janv. Dépêche circulaire adressée aux ministres de S. M. Britannique près les cours étrangères a. 595 — 1821
31 Août. Circulaire du ministère des affaires étrangères au corps diplomatique à Londres, conc. les marchandises importées par les légations b. 356

Hambourg (Ville libre de)

26 Mars. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine a. 424 — 1819
23 Juin. Acte pour la libre navigation de l'Elbe a. 714 — 1821

Hanovre.

5 Avr. Cartel avec le duché de Brunsvic, conc. l'extradition réciproque des déserteurs b. 71 — 1819
16 Nov. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine a. 439
22 Avr. Conv. provisoire avec l'Oldenbourg b. 244 — 1820
23 Juin. Acte pour la libre navigation de l'Elbe a. 714 — 1821
20 Nov. Déclaration conc. les mesures concertées avec la Prusse, pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes b. 373

Hesse électorale.

6 Juill. Convention avec la Bavière pour l'extradition réciproque des déserteurs a. 48 — 1815
29 Juill. Erklärung die Freizügigkeit mit Nassau betreffend a. 69 — 1816
14 Janv. Freizügigkeits-Vertrag mit Baiern a. 89 — 1817
3 Mai. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine a. 427 — 1819
25 Mai. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction envèrs la Suède et la Norvège b. 87
5 Juin. Convention avec la Prusse conc. le transport des prisonniers militaires b. 88
1 Juill. Cartel avec le duché de Brunsvic conc. l'extradition récipr. des déserteurs b. 89

1819 15 Juill. Cartel avec la princip. de Schaumbourg-Lippe conc. l'exrradition réciproque des déserteurs Pag. b. 97
1820 23 Févr. Convention avec la princip. de Lippe-Detmold conc. l'extradition réciproque des criminels et la suppression des fraix de justice en matières criminelles b. 217
28 Sept. Convention avec la Prusse, conc. la réception réciproque des vagabonds b. 254
1821 $\frac{20 \text{ Févr.}}{8 \text{ Mars}}$ Convention avec les Pays-Bas, conc. l'abolition réciproque des droits de détraction et de l'impôt d'émigration b. 278
3 Juin. Arrangement avec la Prusse pour empêcher les délits forestiers b. 304
5 Juin. Cartel avec le gr. duché de Weimar, conc. l'extrad. récipr. des déserteurs b. 306

Hesse-Hombourg.

1818 20 Juill. Bekanntmachung über die Cartel-Convention mit Preufsen a. 316
1819 16 Avr. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine envèrs la Prusse b. 68

Hesse grand-ducale (*Darmstadt*).

1808 11 Mai. Freizügigkeitsconvention mit Baiern a. 77
1813 18 Juin. Erklärung die Freizügigkeit mit dem Herzogthum Nassau betreffend a. 66
1816 23 Juill. Erklärung die Erneuerung des Freizügigkeits-Vertrags mit Baiern betreffend a. 88
1818 6 Mai. Bekanntmachung die mit Nassau wegen wechselseitiger Uebernahme der Vaganten und anderer Ausgewiesenen abgeschlossenen Uebereinkunft betreffend a. 276
1819 23 Févr. Convention avec la Prusse conc. la réception réciproque des vagabonds b. 65
15 Mai. Déclaration conc. l'abolition du droit d'aubaine envèrs les Deux-Siciles a. 445
19 Mai. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration envèrs les Pays-Bas b. 85
19 Mai. Déclaration conc. l'abolition du droit d'aubaine envèrs les Deux-Siciles b. 86

7 Juin. Convention avec les Pays-Bas relat. à l'abol. du droit de détraction et de la gabelle d'émigration Pag. b. 55 — 1819

$\frac{7}{19}$ Août. Convention avec la princip. de Schaumbourg-Lippe, conc. l'extradition réciproque des criminels et la suppression des fraix de justice en matières crimin. b. 110

5 Mai. Convention avec les Deux-Siciles, conc. l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration b. 247 — 1820

Hohenzollern-Hechingen.

23 Sept. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine envèrs la Prusse b. 68 — 1819

Hohenzollern-Sigmaringen.

6 Mars. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine envèrs la Prusse b. 67 — 1819

16 Juill. Convention avec le Würtemberg b. 248 — 1820

Isenbourg.

28 Mars. Erklärung die Freizügigkeit mit Baiern betreffend a. 87 — 1813

Laybach (Congrès de).

12 Mai. Déclaration publiée au nom des cours d'Autriche, de Prusse et de Russie, lors de la clôture du congrès de Laybach a. 638 — 1821

12 Mai. Dépêche circulaire adressée avec la déclaration de Laybach aux ministres des trois puissances près les cours étrangères a. 641

Lichtenstein.

29 Mars. Déclaration conç. l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine envèrs la Prusse b. 68 — 1819

Lippe-Detmold.

18 Juin — 25 Aout. Uebereinkunft mit Preußen wegen einer Hülfsmilitairstrafse a. 258 — 1818

1819 6 Mars. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine envèrs la Prusse Pag. b. 66

6 Mars. Erklärung der mit Preufsen verabredeten Freizügigkeit, in Betreff der zum deutschen Bunde nicht gehörigen Preufsischen Staaten a. 171

1820 22 Févr. Convention avec la Hesse élect. conc. l'extradition réciproque des criminels et la suppression des fraix de justice en matières criminelles b. 227

Lippe-Schaumbourg.

1819 20 Févr. Erklärung wegen der mit Preufsen verabredeten Freizügigkeit, in Betreff der zum deutschen Bunde nicht gehörigen Preufsischen Provinzen a. 169

20 Févr. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine envèrs la Prusse b. 64

15 Juill. Cartel avec la Hesse élect. conc. l'extradition réciproque des déserteurs b. 97

$\frac{7}{19}$ Août. Convention avec la Hesse élect. conc. l'extradition réciproque des criminels et la suppression des fraix de justice en matières criminelles b. 110

Lubec (Ville libre de).

1819 28 Avr. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine a. 426

Mecklenbourg-Schwerin.

1816 31 Août. Erklärung die Freizügigkeit mit Nassau betreffend a. 70

1819 28 Sept. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine a. 438

1821 23 Juin. Acte pour la libre navigation de l'Elbe a. 714

Mecklenbourg-Strelitz.

1816 6 Nov. Erklärung die Freizügigkeit mit dem Hers. Nassau betreffend a. 72

1819 7 Mai. Convention avec la Prusse, pour l'extradition réciproque des vagabonds a. 306

2 Févr.	Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine	Pag. a.	442	1820
	Mexique.			
24 Août.	Traité de pacification de Cordova	b.	349	1821
	Modène.			
6 Mai.	Convention de cartel avec l'Autriche	a.	391	1819
	Naples voyez *Deux-Siciles.*			
	Nassau.			
9 Juill.	Erklärung den mit Baiern abgeschlossenen Freizügigkeitsvertrag betreffend	a.	62	1809
27 Juill.	Erklärung die allgem. Freizügigkeit mit Baiern betreffend	a.	80	
9. 12 Oct.	Erklärung die Einführung einer allgemeinen Freizügigkeit betreffend	a.	59	1810
16 Avr.	Erklärung den mit Preufsen abgeschlossenen Freizügigkeitsvertrag betreffend	a.	63	1811
3 Mai.	Erklärung den mit dem Herzogthum Sachsen-Meiningen abgeschlossenen Freizügigkeitsvertrag betreffend	a.	64	1812
1 Juill.	Erklärung die Freizügigkeit mit den Kaiserlich Oesterreichischen Staaten betreffend	a.	64	
16 Juill.	Erklärung die Freizügigkeit mit dem Herzogthume Anhalt-Bernburg betreffend	a.	66	
18 Juin.	Erklärung die Freizügigkeit mit dem Grofsherzogthume Hessen betreffend	a.	66	1813
7 Févr.	Erklärung die Freizügigkeit mit dem Grofsherz. Sachsen-Weimar betreffend	a.	68	1816
5 Juin.	Erklärung die Freizügigkeit mit Würtemberg betreffend	a.	73	
29 Juill.	Erklärung die Freizügigkeit mit dem Kurfürstenthum Hessen betreffend	a.	69	
3 Août.	Erklärung die Freizügigkeit mit dem Herzogthume Oldenburg betreffend	a.	69	
5 Août.	Erklärung die Freizügigkeit mit dem Herzogthume Sachsen-Coburg betreffend	a.	70	
31 Août.	Erklärung die Freizügigkeit mit dem Grofsherzogthum Mecklenburg-Schwerin betreffend	a.	70	

1816 31 Août. Erklärung die Freizügigkeit mit dem Königreiche Sachsen betreffend Pag. a. 71
28 Sept. Erklärung die Freizügigkeit mit den Oesterreichischen Staaten betreffend a. 72
6 Nov. Erklärung die Freizügigkeit mit dem Grofsherzogthum Mecklenburg-Strelitz betreffend a. 72
1817 9 Janv. Erklärung die Freizügigkeit mit der Stadt Frankfurt betreffend a. 74
15 Janv. Erklärung die Freizügigkeit mit dem Canton Basel betreffend a. 75
19 Mai. Erklärung die Freizügigkeit mit der Stadt Frankfurt betreffend a. 75
1818 10 Janv. Erklärung die Freizügigkeit mit dem Königreiche der Niederlande betreffend a. 76
6 Mai. Bekanntmachung die mit dem Grofsherzogthume Hessen wegen Uebernahme der Vaganten und anderer Ausgewiesenen abgeschlossene Uebereinkunft betreffend a. 276
16 Août. Auszug aus der mit Preufsen abgeschlossenen Cartel-Convention a. 320
1819 31 Mars. Auszug aus der mit Preufsen abgeschlossenen Uebereinkunft wegen wechselseitiger Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen a. 323
16 Avr. Bekanntmachung der mit Preufsen abgeschlossenen Uebereinkunft wegen wechselseitiger Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen a. 322
1821 10 Oct. / 20 Nov. Convention avec la Prusse pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes b. 364

Norvège voyez *Suède.*

Oldenbourg et Lubec.

1811 Note des ministres de Russie auprès diverses cours de l'Europe au sujet de la réunion du duché d'Oldenbourg à la France a. 23
1816 3 Août. Erklärung die Freizügigkeit mit dem Herzogthum Nassau betreffend a. 69

28 Sept. Durchmarsch- und Etappen-Convention mit Preufsen Pag. a. 267 1818

4 Nov. 1819 12 Janv. Convention avec la Prusse conc. l'extradition récipr. des déserteurs b. 57

29 Mars. Publication conc. l'abolition du droit d'aubaine envèrs les Deux-Siciles b. 69 1819

2 Avr. Convention avec le tribunal de Gluckstadt, conc. l'extradition réciproque des criminels et la suppression des fraix de justice en matières criminelles b. 231 1820

22 Avr. Conv. provisoire avec l'Hanovre b. 244

22 Nov. Procl. du prés. des Etats-Unis conc. la réciprocité dans le commerce avec le duché d'Oldenbourg b. 375 1821

8 Déc. Déclaration conc. les mesures concertées avec la Prusse pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes b. 379

Pape voyez *Rome* (*Cour de*).

Parme, Plaisance et Guastalle.

Actes par lesquels l'administration des états de Parme, de Plaisance et de Guastalle est provisoirement cédée à S. M. l'empereur d'Autriche. 1815

31 Mars. a. Bekanntmachung Ihro Majestät, der Kaiserin Maria Louise u. s. w. dafs sie die provisorische Verwaltung ihrer Staaten von Parma, Piacenza und Guastalla Sr. Majestät dem Kaiser von Oesterreich übergeben habe a. 39

2 Avr. b. Bekanntmachung Sr. Majestät des Kaisers von Oesterreich, dafs Er die provisorische Verwaltung der Staaten von Parma, Piacenza und Guastalla in eigenem Namen übernommen habe a. 40

26 Mars. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine a. 423 1819

11. 28 Déc. Traité avec la confédération suisse, conc. l'abolition de l'impôt d'émigration et du droit de détraction b. 382 1821

Pays-Bas.

1818 10 Janv. Erklärung die Freizügigkeit mit Nassau betreffend a. 76
11 Juin. Conv. de cartel avec la Prusse a. 180
8 Août. Déclaration concern. l'abolition du droit d'aubaine entre les Pays-Bas et les Deux-Siciles a. 286

1819 7 Janv. Convention avec la Hesse grand-ducale relat. à l'abolition du droit de détraction et de l'impôt d'émigration b. 55
15 Mars. Loi du royaume des Deux-Siciles relative à l'abolition du droit d'aubaine a. 422
19 Mai. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration envèrs la Hesse grand-ducale b. 85

1820 1 Janv. Convention avec la Sardaigne, à l'égard d'une abolition réciproque du droit d'aubaine b. 225

1821 20 Févr. / 8 Mars Convention avec la Hesse électorale, conc. l'abolition réciproque du droit de détraction et de l'impôt d'émigration b. 278
2 Oct. Convention avec la France, conc. l'extradition réciproque des déserteurs b. 360

Pérou.

1821 23 Mai. Armistice conclu à Punchanea b. 301

Porte.

1819 24 Avr. Acte de ratification relativement à la cession des îles Joniennes à la Grande-Bretagne et de Parga à la Turquie a. 387

Portugal.

1819 29 Juin. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine envèrs le Portugal a. 433

Provinces unies de Rio de la Plata voyez *Buenos Ayres.*

Prusse.

1811 16 Avr. Nassauische Erklärung den mit Preufsen abgeschlossenen Freizügigkeitsvertrag betreffend a. 63

26 Juin.	Erklärung den Freizügigkeitsvertrag mit Baiern betreffend Pag. a. 83	1811
25 Nov.	Convention avec la Saxe royale conc. les billets de caisse b. 1	1815
27 Juill.	Convention avec la Saxe royale conc. le partage des fondations pieuses etc. b. 27	1817
28 Juill.	Convention avec la Saxe royale conc. les procès pendans etc. b. 14	
25 Oct.	Erklärung wegen Ausdehnung der seit 1812 mit der Schweizerischen Eidgenossenschaft bestehenden Freizügigkeits-Uebereinkunft auf sämmtliche jetzige Preufsische und zur Eidgenossenschaft gehörige Lande a. 167	
8 Déc.	Erklärung wegen der mit Würtemberg verabredeten Freizügigkeit, in Betreff der zum deutschen Bunde nicht gehörigen Preufsischen Provinzen a. 166	
16 Déc.	Convention avec la Bavière pour l'extradition réciproque des déserteurs a. 293	
23 Déc.	Durchmarsch - und Etappen - Convention mit Braunschweig a. 210	
16 Mai.	Convention avec les Deux-Siciles, conc. l'abolition du droit de retraite et de l'impôt d'émigration a. 178	1818
21 Mai.	Convention avec la Bavière pour l'extradition réciproque des vagabonds a. 309	
11 Juin.	Conv. de cartel avec les Pays-Bas a. 180	
18 Juin. 25 Août.	Uebereinkunft mit Lippe-Detmold wegen einer Hülfsmilitairstrafse a. 258	
20 Juill.	Bekanntmachung über die Cartel-Convention mit Hessen-Homburg a. 316	
8 Août.	Convention avec l'Autriche pour l'extradition réciproque des déserteurs a. 301	
16 Août.	Auszug aus der mit Nassau abgeschlossenen Cartel-Convention a. 320	
19 Sept.	Bekanntmachung über die Cartel-Convention mit Sachsen-Gotha und Altenburg a. 317	
28 Sept.	Durchmarsch- und Etappen-Convention mit Oldenburg a. 267	

1818 1818 4 Nov. 1819 12 Janv. Convention avec le duché d'Oldenbourg, conc. l'extradition réciproque des déserteurs Pag. b. 57

12 Nov. Durchmarsch- und Etappen-Convention mit Anhalt-Bernbourg a. 220

12 Nov. Durchmarsch- und Etappen-Convention mit Anhalt-Cöthen a. 233

12 Nov. Durchmarsch- und Etappen-Convention mit Anhalt-Dessau a. 246

16 Déc. Erklärung wegen der mit Braunschweig verabredeten Freizügigkeit, in Betreff der zum deutschen Bunde nicht gehörigen Preufsischen Provinzen a. 168

1819 22 Janv. Erklärung wegen der mit der Sachsen-Meiningischen Regierung verabredeten Freizügigkeit in Betreff der zum deutschen Bunde nicht gehörigen Preufsischen Provinzen a. 318

22 Janv. Erklärung wegen der mit der Schwarzburg-Sondershausenschen Regierung verabredeten Freizügigkeit, in Betreff der zum deutschen Bunde nicht gehörigen Preufsischen Provinzen a. 319

20 Févr. Erklärung wegen der mit Schaumburg-Lippe verabredeten Freizügigkeit, in Betreff der zum deutschen Bunde nicht gehörigen Preufsischen Provinzen a. 169

20 Févr. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine envèrs la princip. de Schaumbourg-Lippe b. 64

23 Févr. Convention avec la Hesse grand-ducale, conc. la réception récipr. des vagabonds b. 65

23 Févr. Convention avec le duché de Brunsvic pour l'extrad. récipr. des déserteurs a. 304

6 Mars. Erklärung wegen der mit Lippe-Detmold verabredeten Freizügigkeit, in Betreff der zum deutschen Bunde nicht gehörigen Preufsischen Provinzen a. 171

6 Mars. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine envèrs la princip. de Lippe-Detmold b. 66

6 Mars. Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine envèrs la principauté de Hohenzollern-Sigmaringen Pag. b. 67 — 1819

15 Mars. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine envèrs la ligne cadette des princes de Reuſs-Plauen b. 68

15 Mars. Erklärung wegen der mit der jüngeren Linie Reuſs von Plauen verabredeten Freizügigkeit, in Betreff der zum deutschen Bunde nicht gehörigen Preuſsischen Provinzen a. 172

22 Mars. Erklärung wegen der mit der älteren Linie Reuſs verabredeten Freizügigkeit, in Betreff der zum deutschen Bunde nicht gehörigen Preuſs. Provinzen a. 173

22 Mars. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine envèrs la ligne ainée des princes de Reuſs b.

29 Mars. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine envèrs la princip. de Lichtenstein b. 68

31 Mars. Convention avec le Wurtemberg pour l'extradition réciproque des déserteurs a. 303

31 Mars. Auszug aus der mit Nassau abgeschlossenen Uebereinkunft wegen wechselseitiger Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen a. 323

31 Mars. Déclaration conc. l'abolition des fraix de justice en matières criminelles envèrs le gr. duché de Saxe-Weimar b. 70

16 Avr. Bekanntmachung der mit Nassau abgeschlossenen Uebereinkunft wegen wechselseitiger Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen a. 322

16 Avr. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine envèrs la régence de Hesse-Hombourg b. 68

29 Août. Déclar. conc. l'abolition du droit de détraction envèrs la Saxe royale b. 80

1819 7 Mai. Convention avec le grand-duché de Mecklenbourg-Strelitz, pour l'extradition réciproque des vagabonds **Pag.** a. 306

8 Mai. Convention avec le duché de Saxe-Gotha et d'Altenbourg conc. l'abolition des fraix de justice en matières crimin. b. 81

11 Mai. Ordonnance conc. l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration envèrs les états de la confédération germanique b. 83

5 Juin. Convention avec la Hesse élect. concern. le transport des prisonniers militaires b. 88

17 Juin. Convention avec le grand-duché de Bâde pour l'extradition réciproque des déserteurs a. 305

10 Août. Arrangement avec la Saxe roy. conc. les passeports de leurs sujets respectifs b. 115

28 Août. Convention principale avec la Saxe royale b. 117

23 Sept. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine envèrs la princip. de Hohenzollern-Hechingen b. 68

30 Sept. Déclaration conc. le for légal dans les actions de provocation pour les sujets Saxons et Prussiens b. 220

25 Oct. Convention avec la princip. de Schwarzbourg-Sondershausen, conc. les douanes et les droits de consomption a. 406

27 Octr. Convention avec le grand-duché de Bâde pour faciliter les réquisitions, les citations et les insinuations judiciaires b. 221

1820 5 Févr. Convention avec la Saxe royale pour l'extradition réciproque des déserteurs et des vagabonds a. 315

18 Févr. Convention avec la Sardaigne, relative à l'abolition du droit de détraction et d'émigration a. 448

25 Mars. Convention avec la princip. de Schwarzbourg-Sondershausen, conc. la supp. des fraix de justice en matières crimin. b. 228

28 Sept. Convention avec la Hesse élect., conc. la réception récipr. des vagabonds Pag. b. 254 — 1820

8 Déc. Dépêche circulaire aux ministres et chargés d'affaires près les cours d'Allemagne et du Nord a. 592

25 Déc. Convention avec le Danemarc pour l'extradition réciproque des déserteurs a. 547

15 Mars. Convention avec la Saxe roy. conc. les déclar. de majorité des mineurs etc. b. 285 — 1821

5 Avr. Convention avec la ligne cadette des princes de Reuſs-Plauen conc. la réception réciproque des vagabonds b. 286

12 Mai. Déclaration lors de la clôture du congrès de Laybach a 638

12 Mai. Dépêche circulaire adressée aux ministres près les cours étrangères a. 641

3 Juin. Arrangement avec la Hesse élect. pour empêcher les délits forestiers etc. b. 304

23 Juin. Acte pour la libre navigation de l'Elbe a. 714

9 Juill. Convention avec la ligne ainée de Reuſs-Plauen conc. la réception réciproque des vagabonds b. 313

16 Juillet / 23 Août. Concordat avec le Saint-Siège b. 320

24 Juill. Convention avec la Sardaigne pour l'occupation d'une ligne militaire dans le Piémont a. 658

10 Oct. / 20 Nov. Convention avec le duché de Nassau pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes b. 364

23 Oct. Convention avec les Deux-Siciles pour l'occupation militaire de ce royaume a. 647

20 Nov. Déclarat. conc. les mesures concertées avec l'Hanovre pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes b. 373

4 Déc. Déclarat. conc. les mesures concertées avec le duché de Saxe-Cobourg, pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes b. 376

8 Déc. Déclarat. conc. les mesures concertées avec le duché d'Oldenbourg, pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limit. b. 379

1822 14 Déc. Convention avec la Sardaigne pour faire cesser l'occupation d'une ligne militaire dans le Piémont Pag. a. 663

Rome (Cour de).

1817 17 Juin. Concordat avec la France b. 39

1818 16 Févr. Concordat avec les Deux-Siciles b. 43

29 Juill. Convention avec les Deux-Siciles, conc. l'extradition réciproque des brigands et des malfaiteurs a. 287

1819 6 Juill. Convention avec les Deux-Siciles a. 402

1821 16 Juill. / 23 Août Concordat avec la Prusse b. 320

Reufs-Plauen (Ligne ainée).

1819 22 Mars. Erklärung wegen der mit Preufsen verabredeten Freizügigkeit, in Betreff der zum deutschen Bunde nicht gehörigen Preufsischen Provinzen a. 173

22 Mars. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine envèrs la Prusse b. 68

1821 19 Févr. Convention avec la Saxe roy. pour l'extradition réciproque des déserteurs b. 277

2 Juin. Convention avec la Saxe royale conc. la réception récipr. des vagabonds b. 303

9 Juill. Convention avec la Prusse, conc. la réception réciproque des vagabonds b. 313

7 Déc. Convention avec la Bavière, conc. la réception récipr. des vagabonds b. 378

Reufs-Plauen (Ligne cadette).

1819 15 Mars. Erklärung wegen der mit Preufsen verabredeten Freizügigkeit, in Betreff der zum deutschen Bunde nicht gehörigen Preufsischen Provinzen a. 172

15 Mars. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine envèrs la Prusse b. 68

1821 2 Janv. Convention avec la Saxe roy. pour la réception récipr. des vagabonds b. 255

19 Févr. Convention avec la Saxe roy., conc. l'extradition réciproque des déserteurs b. 277

vr. Convention avec la Prusse, conc. la réception récipr. des vagabonds Pag. b. 286 1821

vr. Convention avec la Bavière, conc. la réception réciproque des vagabonds b. 288

Russie.

Note des ministres de Russie auprès les diverses cours de l'Europe au sujet de la réunion du duché d'Oldenbourg à la France. a. 23 1811

oût. Acte de vente d'une escadre russe, cédée à l'Espagne a. 41 1817

t. Acte additionnel au traité de paix de
ût. Fredricshamn avec la Suède a. 137

ars. Rapport du ministre des cultes et de l'instruction publique, pour le renvoi des Jesuites a. 461 1820

ril Circulaire aux cours de France, de Prusse,
i d'Angleterre et d'Autriche, concern. les affaires d'Espagne b. 237

ril Note à l'envoyé d'Espagne conc. les évé-
i nemens survenus dans ce royaume b. 242

vr. Ordonnance du gouvern. saxon conc. le droit de détraction envèrs la Pologne b. 246

éc. Dépêche circulaire aux ministres et chargés d'affaires près les cours d'Allemagne et du Nord a. 592

nv. Convention avec la Suède et la Norvège conc. les échanges des propriétés situées des deux cotés de la frontière et la compétence des tribunaux respectifs en matières criminelles etc. b. 256 1821

nv. Dépêche adressée par Mr. le comte de Nesselrode à Mr. le comte de Stackelberg a. 599

nv. Seconde dépêche adressée par Mr. le comte de Nesselrode à Mr. le comte de Stackelberg a. 607

ai. Dépêche circulaire adressée de Laybach aux légations russes dans l'étranger a. 634

ai. Déclaration lors de la clôture du congrès de Laybach a. 638

1821 12 Mai. Dépêche circulaire adressée aux ministres près les cours étrangères Pag. a. 641
24 Juill. Convention avec la Sardaigne pour l'occupation d'une ligne militaire dans le Piémont a. 658
16 Sept. Ukase, qui interdit tout commerce aux nations étrangères avec les îles Aleutiennes et détermine les limites maritimes de l'Amérique russe b. 358
23 Oct. Convention avec les Deux-Siciles pour l'occupation militaire de ce royaume a. 647
1822 14 Déc. Convention avec la Sardaigne pour faire cesser l'occupation d'une ligne militaire dans le Piémont a. 663

Sardaigne.

1819 29 Mai. Convention avec les Deux-Siciles, pour l'extradition récipr. des malfaiteurs a. 398
1820 1 Janv. Convention avec les Pays-Bas, à l'égard d'une abolition réciproque du droit d'aubaine b. 225
18 Févr. Convention avec la Prusse, relative à l'abolition du droit de détraction et d'émigration a. 448
9 Août. Convention avec la France pour l'extradition réciproque des déserteurs a. 532
1821 Actes relatifs aux affaires du roy. de Sardaigne.
12 Mars. a. Proclamation du roi au sujet des premiers événemens de la révolution de Turin a. 650
13 Mars. b. Acte d'abdication de S. M. Victor Emanuel a. 653
13 Mars. c. Proclamation du prince de Carignan, régent a. 653
13 Mars. d. Résolution pour la publication de la constitution éspagnole a. 654
16 Mars. e. Déclaration de S. A. R. Charles Felix, duc de Génevois, sur la révolution de Turin a. 656
1 Avr. f. Acte confirmatif de l'abdication de S. M. Victor Emanuel a. 657

Juill. g. Convention avec l'Autriche, la Prusse et la Russie pour l'occupation d'une ligne militaire dans les états de S. M. Sarde Pag. a. 658 — 1821

Déc. h. Convention avec l'Autriche, la Prusse et la Russie pour faire cesser l'occupation d'une ligne militaire dans le Piémont a. 663 — 1822

Saxe (royale).

Mars. Convention avec la Bavière pour l'extradition réciproque des déserteurs a. 24 — 1811

5 Nov. Convention avec la Prusse conc. les billets de caisse b. 1 — 1815

31 Août. Erklärung die Freizügigkeit mit Nassau betreffend a. 71 — 1816

27 Juill. Convention avec la Prusse conc. le partage des fondations pieuses etc. b. 27

28 Juill. Convention avec la Prusse conc. les procès pendans etc. b. 14

29 Avr. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction-envèrs la Prusse b. 80 — 1819

10 Août. Arrangement avec la Prusse conc. les passeports de leurs sujets respectifs b. 115

28 Août. Convention princ. avec la Prusse b. 117

30 Sept. Déclaration conc. le for légal dans les actions de provocation pour les sujets Saxons et Prussiens b. 220

5 Févr. Convention avec la Prusse pour l'extradition réciproque des déserteurs et des vagabonds a. 315 — 1820

28 Mars. Réglement conc. une convention avec la Bohème pour la réception réciproque des vagabonds b. 230

27 Avr. Ordonnance conc. le droit de détraction envèrs la Pologne b. 246

15 Juin. Convention avec la Bavière pour l'extradition réciproque des vagabonds et des malfaiteurs a. 511

24 Juin. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction envèrs la Suisse a. 555

1820 17 Juill. Convention avec le duché de Saxe-Cobourg, conc. l'extradition réciproque des déserteurs Pag. b.
14 Août. Convention avec le duché de Saxe-Gotha, conc. l'extradition des conscrits réfractaires b.
1821 2 Janv. Convention avec la ligne cadette de Reuss-Plauen, pour la réception réciproque des vagabonds b.
9 Févr. Convention avec le gr. duché de Saxe-Weimar, conc. l'extradition réciproque des déserteurs b.
19 Févr. Ordonnance conc. la convention avec la ligne ainée et la ligne cadette des princes de Reuss, pour l'extradition réciproque des déserteurs b.
15 Mars. Convention avec la Prusse conc. les déclarations de majorité des mineurs b.
2 Juin. Convention avec la ligne ainée de Reuss-Plauen, conc. la réception réciproque des vagabonds b. 305
23 Juin. Acte pour la libre navigation de l'Elbe a. 714
14 Nov. Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar, conc. la réception réciproque des vagabonds b. 356
17 Déc. Convention avec le duché de Saxe-Gotha, conc. la réception réciproque des vagabonds b. 390

Saxe-Cobourg.

1812 27 Avr. Erklärung die Erneuerung des Freizügigkeitsvertrags mit Baiern betreffend a. 86
1816 5 Août. Erklärung die Freizügigkeit mit Nassau betreffend a. 70
1819 7 Déc. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine a. 441
1820 17 Juill. Convention avec la Saxe royale, conc. l'extradition réciproque des déserteurs b. 249
1821 4 Déc. Déclarat. conc. les mesures concertées avec la Prusse pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes b. 376

Saxe-Gotha.

19 Déc. Freizügigkeitsvertrag mit Baiern a. 87 1812
19 Sept. Bekanntmachung über die Cartel-Convention mit Preufsen Pag. a. 317 1818
8 Mai. Convention avec la Prusse, conc. l'abolition des fraix de justice en matières criminelles b. 81 1819
14 Août. Convention avec la Saxe royale, conc. l'extradition des conscrits refractaires b. 249 1820
17 Déc. Convention avec la Saxe royale, conc. la réception récipr. des vagabonds b. 390 1821

Saxe-Hildbourghausen.

31 Mai. Freizügigkeitsvertrag mit Baiern a. 79 1809
8 Mars. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine a. 420 1819
6 Avr. Déclaration conc. l'émigration des sujets respectifs entre la Bavière et le duché de Saxe-Hildbourghausen b. 79

Saxe-Meiningen.

9 Déc. Freizügigkeitsvertrag mit Baiern a. 80 1809
3 Mai. Nassauische Erklärung den mit Sachsen-Meiningen abgeschlossenen Freizügigkeitsvertrag betreffend a. 64 1812
22 Janv. Erklärung wegen der mit Preufsen verabredeten Freizügigkeit, in Betreff der zum deutschen Bunde nicht gehörigen Preufsischen Provinzen a. 318 1819
8 Mars. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine a. 419
18 Nov. Déclaration conc. une convention avec la Bavière pour la réception réciproque des vagabonds b. 223

Saxe-Weimar.

7 Févr. Erklärung die Freizügigkeit mit Nassau betreffend a. 68 1816
7 Avr. Erklärung die Freizügigkeit mit Baiern betreffend a. 88
31 Mars. Déclaration conc. l'abolition des fraix de justice en matières criminelles envèrs le gr. duché de Saxe-Weimar b. 70 1819

1821 · 9 Févr. Conv. avec la Saxe royale, conc. l'extradition récipr. des déserteurs Pag. c b. 275

5 Juin. Cartel avec la Hesse électorale, conc. l'extradition récipr. des déserteurs b. 306

14 Nov. Convention avec la Saxe royale, conc. la réception récipr. des vagabonds b. 366

Schwarzbourg - Sondershausen.

1819 22 Janv. Erklärung wegen der mit Preufsen verabredeten Freizügigkeit, in Betreff der zum deutschen Bunde nicht gehörigen Preufsischen Provinzen a. 319

25 Oct. Convention avec la Prusse, concernant les douanes et les droits de consomption a. 406

1820 25 Mars. Convention avec la Prusse, conc. la suppression des fraix de justice en matières criminelles b. 228

Suède et Norvège.

1817 10 Sept. / 29 Août. Acte additionnel au traité de paix de Fredricshamn avec la Russie a. 137

1819 25 Mai. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction envèrs la Hesse élect. b. 87

2 Juin. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine a. 432

2 Sept. Publication de la chancellerie roy., conc. le droit de détraction entre la Suède et la Norvège d'un coté et plusieurs états européens de l'autre b. 219

1820 2 Mai. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine a. 444

1821 17 Janv. Convention avec la Russie conc. les échanges des propriétés, situées des deux cotés de la frontière et la compétence des tribunaux respectifs en matières criminelles etc. b. 256

20 Août. Proclamation du président des Etats-Unis conc. la réciprocité à observer dans le commerce entre les Etats-Unis et la Norvège b. 347

Suisse.

15 Janv. Erklärung die Freizügigkeit zwischen dem Canton Basel und dem Herzogthume Nassau betreffend 1817 Pag. a. 75

25 Oct. Erklärung wegen Ausdehnung der seit 1812 mit Preufsen bestehenden Freizügigkeits-Uebereinkunft auf sämmtliche jetzige Preufsische und zur Eidgenossenschaft gehörige Lande a. 167

27 Juill. Convention entre le canton d'Argovie et le gr. duché de Bâde, conc. l'extradition réciproque des fondations pieuses 1819 b. 101

27 Juill. Traité entre le canton d'Argovie et le gr. duché de Bâde, conc. l'arrangement de diff. réclamations b. 105

7 Juill. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction envèrs la Saxe royale 1820 a. 555

24 Déc. Convention avec le gr. duché de Bâde, au sujet de la princip. de Nellenbourg a. 543

24 Févr. Publication conc. l'extension de plusieurs traités conclus avec le gr. duché de Bâde etc. 1821 b. 280

3 Mars. Arrangement avec la France conc. le renouvellement de plusieurs articles du traité d'alliance du 27 Sept. 1803 b. 284

16 Août. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction et d'émigration envèrs l'Autriche a. 559

20 Nov. Publication conc. l'extension ultérieure de quelques traités conclus avec le gr. duché de Bâde b. 372

29 Nov. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction et d'émigration envèrs la Bavière a. 560

29 Nov. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction et d'émigration envèrs le Wurtemberg a. 561

11. 28 Déc. Traité avec le duché de Parme, conc. l'abolition de l'impôt d'émigration et du droit de détraction b. 382

Toscane.

1819 3 Mai. Décret du roi des Deux-Siciles relatif à l'abolition du droit d'aubaine Pag. a. 431

Tripoli.

1816 29 Avr. Traité de paix avec les Deux-Siciles a. 106

Tunis.

1816 17 Avr. Traité de paix avec les Deux-Siciles a. 98

Westphalie.

1811 11 Mai. Erklärnng der Freizügigkeit mit Baiern a. 82

Wurtemberg.

1808 31 Déc. Traité avec le gr. duché de Bâde, conc. des cessions et d'autres arrangemens territoriaux a. 1

1816 5 Juin. Erklärnng die Freizügigkeit mit dem Herzogthume Nassau betreffend a. 73

1817 8 Déc. Erklärung wegen der mit Würtemberg verabredeten Freizügigkeit, in Betreff der zum deutschen Bunde nicht gehörigen Preufsischen Provinzen a. 166

1818 6 Nov. Déclaration conc. l'abolition du droit d'aubaine envèrs les Deux-Siciles b. 41

1819 31 Mars. Convention avec la Prusse pour l'extradition réciproque des déserteurs a. 303

25 Juill. Déclaration conc. l'abolition récipr. du droit de détraction, de la gabelle héréditaire et d'émigration envèrs les Deux-Siciles b. 100

1820 11 Janv. Articles supplém. conc. l'abolition des droits de détraction envèrs les Deux-Siciles b. 226

5 Mai. Convention avec la princip. de Hohenzollern-Sigmaringen b. 248

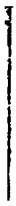
12 Sept. Convention avec le gr. duché de Bâde, conc. la jurisdiction à Widdern b. 250

7 Mai. Traité avec la Bavière, conc. les rapports de jurisdiction Pag. b. 238 1821

29 Août. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction et d'émigration envèrs la Suisse a. 561

Wurzbourg.

21 Févr. Erklärung der Freizügigkeit mit Baiern a. 82 1811

ERRATA.

Pag. 67 *Ligne* 30 *au lieu de* Siegmaringen *lisez* Sigmaringen
- 229 - - 7 - - - Lars - - Laurent